Du même auteur

Être Marginal au Maghreb
(avec Fanny Colonna, CNRS/CRESM, 1993).

Féminisme et politique au Maghreb
Maisonneuve et Larose et Eddif (Maroc) 1993 et 1994,
réédité et complété, 1997, Eddif (distribution en France, Vilo).

Ferhat Abbas, une utopie algérienne
(avec Benjamin Stora, Denoël, 1995).

Ben Barka
(avec Maati Monjib, Michalon, 1996).

Les Marocains des deux rives
Éd. de l'Atelier, 1997.

Éditions Séguier, 3, rue Séguier - 75006 Paris

© **atlantica**, Biarritz, 1999
ISBN : 2-84049-144-3

Photo couverture : Photographie prise au Rif en 1925 par Pierre Parent in *Abdelkrim*, Pierre Dumas, éd. le Bon Plaisir, Toulouse, 1925.

ZAKYA DAOUD

ABDELKRIM

Une épopée d'or et de sang

SÉGUIER

PRÉFACE

Le devoir de mémoire ne saurait s'opposer, axiomatiquement, à l'Histoire. Certes l'erreur serait de juger les hommes d'une époque comme s'ils étaient informés de tout ce que nous avons appris depuis et prétendre juger un régime ou une institution c'est prétendre juger l'humanité disait Hannah Arendt. Il faut donc avant tout chercher quel était l'état du savoir à l'époque d'une production y compris sur le plan méthodologique voire épistémologique et seulement ensuite essayer de comprendre la logique idéologique des acteurs et des témoins – ici par exemple l'auteur des pseudo-mémoires d'Abdelkrim dont fait état Zakya Daoud et sa position elle-même en tant qu'auteur de cette biographie. Comment Renan travaillait-il par rapport à Durkheim ou Freud ou encore Engels par rapport à Morgan... et comment nous-mêmes – français ex-colonialistes, universalistes, avons entrepris le travail de deuil sur notre passé... comment relisons-nous aujourd'hui la légitimation de la colonisation par Victor Hugo ou Jules Ferry ?

L'ensemble des relations complexes que la France a entretenues avec son empire colonial – ici le Maghreb – ne peut plus se contenter de la fable patriotique, nationaliste, civilisationnelle, ni éviter le travail de deuil nécessaire à l'éclaircissement de nos positions les plus ambiguës. J'ai essayé de le faire par une relecture de la vie de l'émir Abdelkader sans tenir compte des sentiments légitimes des Algériens ni des sympathies évidentes des Français. Il me paraît donc cohérent de soutenir le même point de vue en ce qui concerne la biographie d'Abdelkrim que propose Zakya Daoud et pas simplement parce que nous avions entamé un travail commun de type « ijtihadien » lorsqu'elle dirigeait la revue Lamalif. *L'homothétie de la vie des deux héros – ainsi que celle de Shamyl le Caucasien – me paraît frappante malgré les différences de situations et de dates. Comme Abdelkader qui le précède de cent ans, Abdelkrim appartient à la noblesse de chapelet et doit – sous la pression d'événements intérieurs et extérieurs – se transformer en chef de guerre à la fois contre les ennemis extérieurs et contre certaines tribus et certains chefs religieux. Comme Abdelkader, le rifain est équitable, prévenant avec ses troupes et ses prisonniers, comme lui il doit lutter contre l'anarchie ordonnée et contre le pouvoir maghzénien et sultanien perverti ou victime de querelle intestine. C'est en effet, à la fois, l'histoire de la désintégration du Maroc sous ses propres contradictions et la concurrence des puissances européennes qui expliquent l'aventure exceptionnelle d'Abdelkrim : la France, l'Espagne, l'Angleterre qui se sont partagé le monde méditerranéen après avoir écarté l'Allemagne, ne respectent même pas leurs propres accords et se livrent à une guerre acharnée par tous les moyens sur le dos des populations locales. Mais le pouvoir marocain affaibli lui-même porte une lourde responsabi-*

lité. Au passage je retrouve – dans l'imbroglio des intermédiaires et des groupes de pression – des familles qui avaient déjà aidé l'émir Abdelkader dans une stratégie complexe comme les Drummond Hay... L'Histoire bisse parfois en farce ! Comme nous ne pouvons pas compter sur les Algériens pour écrire la véritable histoire de l'émir Abdelkader, les Marocains ont eux aussi, pour d'autres raisons, quelques appréhensions à assumer l'histoire contradictoire du Rifain. Et je me souviens de l'extrême difficulté qu'éprouvaient mes étudiants maghrébins à admettre qu'il n'y a pas de corrélation entre nationalité et scientificité. Les hommes, mais surtout les nationalistes de tous pays, préfèrent bien souvent une histoire plus fausse que la vraie pour survivre ensemble. C'est bien entendu aussi le cas de la France... et dans le cas du Maroc le mythe de Lyautey est soigneusement entretenu par les deux pays ! Quant à Jean Jaurès qui est à la fois contre la conquête du Maroc et contre la guerre avec l'Allemagne (celle des trusts contre les ouvriers français et allemands) il sera assassiné par un nationaliste. Mais si le jeu des Puissances est contradictoire, l'opposition à l'aventure coloniale n'en est pas moins divisée et si Abdelkader sut susciter en France un parti-lobby qui lui était favorable, c'est plus la Cause qui rallia les défenseurs éclectiques d'Abdelkrim. Zakya Daoud nous renvoie là, dans une étude très fine et détaillée, notre image de Français universalistes, civilisationnistes, arrogants quelque peu sur les Droits et les devoirs de la France, anticipation de tous ces drames et ces coupures que nous revivrons, hélas ! lors des guerres d'Indochine et d'Algérie. Car il faut bien s'en rendre compte, la guerre du Rif annonce la guerre d'Espagne et celle-ci sert de « travaux pratiques » aux armées totalitaires en même temps qu'elle traduit la faiblesse des démocraties.

Et il est clair qu'Abdelkrim met tout le système en danger : c'est pour cela que les alliances presque « contre nature » qui vont se constituer sont fondées sur l'idée que peu importe qui contrôle le Rif pourvu que ce ne soit pas un Marocain même rifain ! Nous retrouverons ce type de problématique perverse depuis la Turquie jusqu'à l'Algérie en passant par la Palestine et l'Irak que j'ai proposé d'appeler le « scénario à la Turque » : mieux vaut des généraux même fascistes que des islamistes tandis que les Américains, eux, préféraient jouer les puritains musulmans plutôt que la gauche arabe : belle contradiction voire aporie d'un Occident fort divisé sur sa stratégie et ses intérêts.

La fin de nos deux héros sera différente : Abdelkader a pu grâce à Napoléon III rejoindre son Orient géographique et mystique, où il joua un rôle exceptionnel. Abdelkrim lui devra s'exiler à l'île de la Réunion sans contact avec le monde musulman. La sanction fut donc beaucoup plus dure comme celle appliquée aux survivants de la confrérie d'El Mokrani qui furent envoyés au bagne de la Nouvelle Calédonie en 1871.

Il se peut qu'avec le procès Papon nous ayons commencé le travail de deuil sur les pages sombres de notre histoire. Il reste maintenant aux jeunes générations décolonisées à faire l'anamnèse du fait pathologique (attraction-répulsion), franco-maghrébin. Certes de nombreux auteurs (Benjamin Stora, Mohammed Harbi, Madeleine Reberioux, et tant d'autres) ont initié le processus. Après les biographies des deux Émirs que Zakya Daoud et moi-même avons fournies, il faut que les jeunes maghrébins réécrivent leur propre histoire – sans oublier d'autres héros : le bey Ahmed de Constantine ou certains de ces révoltés qui parcoururent le Maghreb sur un âne. Alors peut-être, comme les Espagnols sont en train de le faire pour Boabdil ou Maï-

monide, verrons-nous une statue équestre d'Abdelkader en France à côté de celle de Jeanne d'Arc tandis qu'Annaba honorera saint Augustin et que le Maroc reconnaîtra la place historique légitime de l'émir Abdelkrim.

Bruno ÉTIENNE*
Membre de l'Institut universitaire de France

* Bruno ÉTIENNE est notamment l'auteur de : *Abdelkader, Isthme des isthmes*, Hachette, Paris, 1994. Amnistie, amnésie, anamnèse, amère Algérie, *Revue des Deux Mondes*, Maisonneuve, Paris, 1999.

Principaux personnages

Mohamed ben Abdelkrim (1883-1962), dit Abdelkrim ou encore l'*Émir** du Rif : homme d'État rifain et héros principal de cette histoire.

Sa famille et son entourage : son père, le cadi Abdelkrim el Khattabi (1860-1920), dont l'influence fut déterminante ; son frère, M'Hammed Ben Abdelkrim el Khattabi, de douze ans plus jeune (1872-1967) qui fut son véritable alter égo ; son oncle, Abdesselam el Khattabi ; Boujibar et Azerkane, ses beaux-frères, qui furent ses principaux ministres. Le *caïd** Haddou Ben Hamou, membre du groupe dirigeant rifain, chargé principalement des négociations avec la France.

Les souverains marocains : Moulay Abdelaziz, Moulay Hafid et Moulay Youssef qui occupèrent successivement le trône pendant l'épopée rifaine.
Jilali Zerhouni dit Bou Hamara, Raissouni, Ameziane, personnages influents dans le Rif du temps d'Abdelkrim, ainsi que la famille Khamlichi ; Driss Ben Said, fils du pacha de Salé, condisciple à Fès d'Abdelkrim et fonctionnaire espagnol ; Abdelmalek Mohieddine, petit-fils de l'émir algérien Abdelkader et le caïd Medboh, un de ses principaux adversaires marocains.

Ses adversaires espagnols : les généraux Bérenguer, Sylvestre et Navarro entre autres, ainsi que Primo de Rivera, partisan d'une politique d'abandon du Rif, mais qui prit le pouvoir en 1923 à Madrid et mena la guerre contre Abdelkrim.

Ses appuis français : Daniel Bourmancé-Say, homme d'affaires, journaliste et idéaliste ; Jacques Doriot, chef des Jeunesses communistes et membre du PCF.

Ses adversaires français : les maréchaux Lyautey et Pétain qui menèrent la guerre contre lui avec leurs états-majors.

Ses amis anglais : Gordon Cannings, fondateur du Riff Committee à Londres et représentant du Rif à l'étranger en 1925 ; Robert Gardiner, officier du service spécial de l'amirauté britannique, devenu ministre plénipotentiaire du Rif ; John Aznell, journaliste et militant socialiste qui introduisit le Rif à Londres.

Les hommes d'affaires : Horacio Etchevarietta et Francisco Caballero, pour les Espagnols, Hacklander, industriel de la Rhur et représentant de la Deutch Orient Bank, Baréty, Letellier et de Taillis, propriétaires de journaux à Paris.

Les observateurs et témoins : Léon Gabrielli, au service de Lyautey, Robert Montagne, sociologue, tous deux officiers des affaires indigènes.

Les journalistes : Vincent Shean et Scott Mowrer pour les Américains, Roger-Mathieu et Pierre Dumas, entre autres, pour les Français, William Burton Harris, pour les Anglais.
Des personnages comme Hô Chi Minh, idéologue communiste, et fondateur de la République du Vietnam, traversent également cette histoire tout comme les écrivains André Breton, chef des Surréalistes et Henri Barbusse, prix Goncourt 1916.

Note : Tous les mots composés en italique et suivis d'un astérisque sont répertoriés et expliqués dans le glossaire, p. 445 du livre.

INTRODUCTION

L'homme qui chevaucha les nuages

Peu d'hommes politiques ont laissé, dans l'histoire de leur époque, une trace aussi fulgurante que Mohamed Ben Abdelkrim dit Abdelkrim ou encore l'Émir, et ont été, par la suite, autant volontairement occultés.

C'est cette histoire, à bien des égards exemplaire, que je voudrais raconter[1]. Elle est celle d'une époque et d'un homme.

Une époque : l'après-Première Guerre mondiale dont la guerre du Rif, menée par Abdelkrim, est un prolongement, tout en annonçant la future conflagration mondiale, moins de vingt ans après, encore plus meurtrière que la première et les luttes anticoloniales des années cinquante et soixante.

Le Paris de la Belle Époque, à la fois tragique et inconscient, les stratégies de la révolution soviétique et du Parti communiste français naissant au travers de la IIIe Internationale qui les conduit à l'appel de l'Orient, stratégies et appels qui fondent le tiers-mondisme moderne[2].

Un homme, aussi, étonnamment en phase avec cette époque, bien que jamais sorti de son pays, le Maroc, et

à peine de sa région, le Rif, pointe avancée de l'Afrique sur le flanc de l'Europe. Un homme dont la stratégie guerrière a ébranlé le système colonial alors à son apogée et dont la prescience politique de réformateur a jeté les bases d'un État pré-moderne et révolutionnaire pour son temps et ses moyens. Cet homme a lutté avec succès contre la conquête espagnole et a défié une coalition franco-espagnole forte de 500 000 hommes, conduite par un maréchal, Pétain, commandant 42 généraux, tenant tête « à la plus grande armée que l'on ait vue en Barbarie depuis les temps carthaginois ». Ce « Vercingétorix berbère »[3] est parvenu, en outre, à susciter une vague de solidarité animée en France par des communistes, des socialistes et des anarchistes qui ont accepté, pour le soutenir, de supporter 320 années de prison et 45 années de bannissement. Dans cette protestation anticoloniale, des écrivains, en tête desquels les surréalistes, se sont distingués par haine de la boucherie de la première guerre mondiale et de l'oppression, et se sont mobilisés sous le slogan « pas un sou, pas une goutte de sang pour le Rif[4] ».

L'épopée d'Abdelkrim a eu un retentissement mondial : jusqu'à Moscou, Ankara, le Brésil, les fins fonds de l'Insulinde et de l'Asie centrale. L'Islam entier a été ébranlé, mais pas seulement. Hô Chi Minh, à Paris, dans les années vingt, l'appelait « le précurseur », ce qui est tout dire. Vingt-six ans après, il s'inspirera des enseignements de la bataille d'Anoual pour Diên Biên Phu, enseignements également revendiqués par Mao Tsé Toung, Tito et bien d'autres. Bien sûr, Abdelkrim n'a pas inventé la guérilla, forme de résistance innée du plus faible contre le plus fort. Mais il l'a codifiée, systématisée, il en a fait un art de la guerre.

Quel était donc cet homme étonnant ? Qu'est-ce qui, dans sa trajectoire personnelle (tout à fait significative de

son pays et de son temps), sa personnalité profonde, a pu justifier un tel ajustement aux circonstances ? On le trouvera au fil des événements et des relations sur lesquels ce livre est construit et on pourra alors comprendre comment il a pu, à un moment donné, influer sur le cours de l'histoire. Qu'il ait eu de la force, de la prescience, du charisme, deux hommes en témoignent : l'écrivain Louis Aragon, pour lequel « Abdelkrim fut l'idéal qui berça notre jeunesse » et un journaliste américain, Vincent Shean[5], qui dans les années soixante encore, déclarait à la télévision de son pays que les deux hommes qui l'avaient le plus impressionné durant sa vie étaient Gandhi et Abdelkrim.

Nul étonnement alors à ce qu'un tel homme ait pu réunir autour de lui une galerie de portraits fabuleuse. Car c'est cela aussi la guerre du Rif : des personnages étonnants, follement romanesques et qui, pourtant, ont existé. Le flamboyant maréchal Lyautey dont la résistance d'Abdelkrim sonne le glas politique ; le contrôleur civil Léon Gabrielli qui, pour négocier avec lui, poursuit l'Émir jusqu'au fond de ses montagnes ; Daniel Bourmancé-Say, pittoresque « frère de la côte », c'est-à-dire contrebandier, et maurrassien ; le déserteur allemand Joseph Klems qui voulut partager le sort de l'Émir vaincu ; le caïd Haddou, conducteur émérite et diplomate avisé ; M'Hammed, le frère de l'Émir, dont la haute stature domine toute l'affaire rifaine et qui, pour lui, hante les capitales européennes et conduit des armées ; Jacques Doriot, député communiste qui fait son apologie sous les voûtes du Parlement français au mépris des quolibets et Gordon Cannings, étrange personnage comme sorti d'une fiction, capitaine anglais et négociateur rifain, fondateur du Rif Committee à Londres et ami d'Abdelkrim... Tant d'autres aussi...

Abdelkrim et ses compagnons traversent quelques années du début du siècle comme des météores. Puis, c'est la chape de plomb du silence et de l'oubli. Le pourquoi est à rechercher dans cette histoire passionnante et controversée – qui a fait couler à l'époque, et depuis, des flots d'encre – pleine du bruit et de la fureur de la guerre et des rivalités des Puissances et qui, à un court moment, a réduit le hiatus entre le nord et le sud de la Méditerranée.

Il est à rechercher dans les réactions en chaîne que l'épopée d'Abdelkrim a provoquées, comme les cercles concentriques d'une pierre jetée dans l'eau, au Maroc, en Espagne, en France, cercles qui vont s'étendre jusqu'aux années soixante et bien au-delà.

Aujourd'hui, en effet, sans filiation politique directe établie, avec même le refus acharné de cette filiation, qui est en soi, aussi étonnant que l'histoire d'Abdelkrim lui-même, sa trace perdure, son étoile continue à briller et pas seulement dans les montagnes du Rif. Il est devenu un mythe et un tabou, ce qui est politiquement la même chose.

Voilà donc cette histoire, aussi actuelle que passionnante. J'espère que le lecteur prendra autant de plaisir à la lire que j'en ai eu, finalement et malgré tout, à l'écrire.

NOTES

1. Ce livre est une biographie. Elle peut paraître romancée dans la mesure où j'ai prêté, par endroits, à Abdelkrim, des sentiments qui me semblaient pouvoir être les siens, eu égard à ses écrits et à ses réactions. Mais aucune de ses paroles ni de ses actions ne sont inventées.
2. *La IIe Internationale et l'Orient*, sous la direction de Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, éd. Cujas, Paris, 1967.
3. Robert Montagne, *Politique étrangère*, numéro de juillet 1947, 12e année, p. 301-325. Pierre Dumas, *Abdelkrim*, éd. du Bon Plaisir, Toulouse, 1927, qualifie, lui, Abdelkrim de Napoléon rifain.
4. L'or et le sang symbolisent les pertes de la Première Guerre mondiale avant d'être appliqués aux guerres coloniales. Ils serviront de slogan à la campagne contre la guerre du Rif.
5. Vincent Shean, du *Chicago Tribune*, a visité le Rif en 1924. Il a ensuite écrit *Adventures among the Riff*, publié à Londres en 1926, chez G. Allen and Unwin ltd.

CHAPITRE 1

Une terre irréductible et convoitée

Au commencement était la géographie : univers incontournable et horizon de pensée, Abdelkrim le savait bien. Du haut des crêtes montagneuses du Rif, à quelque deux milles mètres d'altitude, un fleuve scintille dans le soleil : c'est le détroit, de l'autre côté duquel on devine les côtes espagnoles. Cela, rien ne peut le changer...

En des temps immémoriaux l'Andalousie et le Rif, semblables terres ocres, abruptes et arides se sont séparées : il reste quelque chose de ce déchirement dans les rives déchiquetées, à peine coupées par une masse d'eau de trente-deux kilomètres de long et qui, entre le Maroc et la ville espagnole de Tarifa n'excède pas quatorze kilomètres de large. Et le temps, lui, ne compte pas.

C'est Hercule, dit la légende, qui sépara les deux continents et provoqua cet accident géologique autour duquel fleurissaient les jardins des Hespérides. C'était hier...

Hercule et ses colonnes n'ont jamais empêché les allées et venues humaines au travers de cette bande d'eau étroite. Grands traversiers, les Phéniciens, les Romains, ont navigué de part et d'autre et établi des comptoirs ; Hannibal

et ses éléphants ont franchi le Détroit avant les Alpes pour prendre Rome à revers. Puis ce furent les Wisigoths qui, venant d'Espagne, christianisèrent le Maroc[1].

Le chant profond de l'Andalousie

Hier encore, pour Abdelkrim, en 711, Tarik Ibn Zyad part par le Détroit avec dix-sept mille combattants venus des fins fonds du Sahara et du Rif, à la conquête de l'Andalousie. C'est une histoire qui a bercé l'enfance d'Abdelkrim car c'est la preuve d'un grand courage : pour s'assurer qu'ils n'auraient pas la tentation de rebrousser chemin, Tarik fit brûler ses vaisseaux sur la plage de ce qui devait s'appeler en son honneur Gibraltar, c'est-à-dire le Djebel Tarik (la montagne de Tarik, auparavant nommée Mons Calpe), avant de conduire son armée en Espagne et il leur dit : « La mer est derrière vous, l'ennemi devant vous, il ne vous reste que le *Djihad**. » Le Cid, lui, renchérit : « D'un commun effort les Maures et la mer montent jusques au port[2]. » Tarik soumet l'Espagne en sept ans. L'historien anglais Gibbon exposera plus tard la hantise que fut pour les Européens une telle invasion : « Les Sarrasins avaient poursuivi leur marche triomphale sur plus de quatre cents lieues, depuis le rocher de Gibraltar jusqu'aux rives de la Loire, et, en en faisant quatre cents de plus, ils seraient arrivés aux confins de la Pologne et aux montagnes de l'Écosse ; le passage du Rhin est aussi facile que celui du Nil et de l'Euphrate, et la flotte arabe aurait pu pénétrer dans la Tamise sans livrer de combat naval. Les écoles d'Oxford expliqueraient aujourd'hui le Coran, et, du haut de leurs chaires, on démontrerait à un peuple circoncis la sainteté et la vérité de la révélation de Mahomet[3]. » Quel mal y aurait-il eu là, se demande Abdelkrim, peu soucieux que la marche triom-

phale des armées arabes ait été stoppée, dit la légende, à Poitiers, par Pépin le Bref. Car, pense-t-il, c'est Dieu qui l'a voulu et on ne peut rien contre sa volonté !

Pour l'Émir, *el Andalous** est toujours un rêve. On sait que c'est le passé, bien entendu, mais ce passé-là, on vit tous les jours avec. Dans la mémoire, les siècles se chevauchent. Les Arabes sont restés huit siècles dans la péninsule et y ont créé une civilisation brillante dont le sud de l'Espagne garde des traces nombreuses dans ses paysages, ses monuments, son architecture, sa décoration intérieure, et, dans toute sa culture, langue, poésie et surtout musique (le *Cante Jondo**, chant profond de l'Andalousie est d'origine arabe).

Puis sonna, sous Isabel la Catholique, l'heure de la *Reconquista**, le tocsin pour Abdelkrim. En fait, la Reconquête devait durer plusieurs siècles, avec des périodes d'accalmie et de cohabitation, de violents combats que décrit le Cid : « Nous nous levons alors et poussons jusqu'au ciel mille cris éclatants... nous les pressons sur l'eau, nous les pressons sur terre, et nous faisons courir des ruisseaux de leur sang[1]. » Il y eut des accommodements innombrables comme ceux du Cid lui-même, des conversions forcées, des « repopulations », des régions reconquises. Et, finalement, le dernier réduit, le royaume de Grenade, fut cerné et envahi. Chateaubriand explique dans *Le dernier des Abencérages* : « Lorsque Boabdil, dernier roi de Grenade, fut obligé d'abandonner le royaume de ses pères, il s'arrêta au sommet du mont Padul. De ce lieu élevé on découvrait la mer où l'infortuné monarque allait embarquer pour l'Afrique ; on apercevait aussi Grenade, la Véga et le Xénil, au bord duquel s'élevaient les tentes de Ferdinand et d'Isabelle. » La légende arabe, plus cruelle, rapporte que Boabdil versa une larme en regardant une dernière fois sa capitale briller sous les feux du cou-

chant. Sa mère, furieuse, lui dit : « Pleure, ô mon fils, en femme, ce royaume que tu n'as pas su défendre en homme[5]. » La chute de Grenade en 1492 coïncide étrangement avec la découverte de l'Amérique.

Abdelkrim est un enfant de ce monde arabe vaincu, complètement replié sur lui-même, et qui le restera jusqu'au début de ce siècle – dépourvu de toute initiative historique, y compris sur son propre territoire.

La Reconquista

Ces Andalous, musulmans comme juifs, qui ont refusé d'abjurer leur foi devant le terrible tribunal de l'Inquisition, abandonné tous leurs biens (parfois ils gardent symboliquement la clef de leur maison et certains l'ont toujours)[6] et ont fui dans des barques de fortune vers toutes les grandes villes du Maghreb : Tétouan, Fès, Tanger, Oran, Kairouan, Abdelkrim en connaît. Car cet exode, cette histoire, ne sont oubliés ni d'un côté ni de l'autre du Détroit et par Abdelkrim moins que tout autre, qui, à Fès, entendra ses amis tétouanais évoquer cet épisode douloureux de la vie de leurs familles. L'Andalousie reste un mythe dans la conscience arabe et un souvenir douloureux chez les Espagnols. Le tout est au cœur de la guerre du Rif. Car la Reconquista ne va pas s'arrêter au Détroit. Boutés hors d'Europe, les Andalous sont poursuivis jusque dans leurs refuges maghrébins et, à partir du XIIIe siècle, l'Espagne et le Portugal entreprennent systématiquement leur œuvre de conquête, au sud, mais surtout au nord du Maroc, où se sont toujours déroulées les plus rudes batailles, et qu'ils considèrent comme leur prolongement, leur zone de protection.

En 1399, le roi Henri III de Castille envahit Tétouan, massacre la moitié de la population et déporte l'autre moi-

tié en Espagne. En 1415, le roi Portugais Don Jaolo Ier, à la tête de 50 000 hommes et de 200 navires, occupe Ceuta à l'autre pointe du Détroit. Les attaques se font aussi au sud (à partir des Canaries, prises en 1435) vers Ifni, Agadir, et toute la côte du Maroc. En 1437, Tanger, encerclé par les Portugais, résiste. Gibraltar est reconquis le 20 août 1462. Asilah est attaquée en 1471 par 30 000 hommes et 477 vaisseaux. En 1489 c'est le tour de El Araïch (Larache), puis, en 1497, le duc de Médina Sidonia à la tête d'une flotte espagnole occupe Melilla. En 1506, c'est le tour du rocher de Velez, en 1508, de la ville de Balkis et, en 1525, puis 1564, celle de Badis que le sultan finit par céder. La France aussi s'intéresse au Rif, une des portes de la Méditerranée, et à ce titre lieu de contacts constants avec toute la région : elle débarque à Larache en 1529, obtient une concession en 1559 à Ksar el Kébir et y établit un consulat en 1578. La même année, sept ans après la fameuse bataille de Lépante, à la faveur d'une crise dynastique, les armées espagnoles et portugaises sollicitées par un prétendant au trône marocain dépossédé, débarquent dans cette ville. C'est la fameuse bataille des Trois Rois : durant ce violent affrontement et avant qu'il ne soit repoussé, trois rois périssent : Sébastian du Portugal, ce qui allait provoquer un traumatisme durable dans la mémoire portugaise[8], Al Moutaouakkil, souverain détrôné du Maroc et Abdelmalek, le sultan de l'époque. Ignorant superbement les affres de la conscience portugaise maltraitée, les Marocains vont toujours considérer la bataille des Trois Rois comme une période de gloire.

Pendant cinquante ans, il ne se passe plus rien. Puis les invasions reprennent, suscitant toujours les mêmes réactions violentes d'une population agressée : le rocher de Nekour est pris par les Espagnols en 1673, tandis que la France vise Al Hoceima, Mehdia en 1614 et 1681.

Tanger est occupée par les Anglais de 1684 à 1694, Larache l'est par les Espagnols en 1689, Asilah en 1690. Quatre ans plus tard le sultan tente de reprendre Ceuta, puis, en 1774, Melilla. En vain. La marine fait défaut et les Espagnols gardent le contrôle de cette face entière de la Méditerranée. Moulay Ismaël traite avec Louis XIV pour établir des relations commerciales qui iront jusqu'à la clause de la nation la plus favorisée, ce qui n'exclut pas les actions des corsaires et les représailles réciproques[9].

En 1799, le Maroc et l'Espagne instaurent, par traité, une paix provisoire. Mais les Espagnols ne désarment pas. Ils ont été repoussés sur toutes les côtes du Maroc atlantique, mais ils s'accrochent dans le sud et tiennent solidement au nord leurs places fortes ou présides « pierres d'attente d'une domination totale qui ne vint jamais ». Ainsi ils verrouillent le Maroc et la Méditerranée.

Mieux vaut mourir

Les Marocains ne désarment pas davantage, surtout les Rifains[10]. Ce sont des gens frustres, porteurs d'une civilisation montagnarde rude et pauvre mais égalitaire. Cependant, grâce à leurs échanges constants avec l'Orient, par l'Algérie et la Tunisie, ils ont su créer un foyer culturel qui rayonne par Fès sur le reste du Maroc. Et surtout, les simples paysans qui habitent cet éperon rocheux de 300 kilomètres de long sur 50 à 80 kilomètres de large, ces 20 000 km² semi arides, presque surgis d'un autre âge, ont toujours lutté, sans armes et sans moyens pour défendre leur terre sujette à toutes les convoitises et à toutes les invasions. Les guerriers partent au combat en disant : « Mieux vaut mourir une bonne fois que mourir à petit feu sous le joug de l'étranger[11]. » Réfugiés dans leurs nids d'aigle inaccessibles, ils ont montré, à maintes reprises,

qu'ils étaient prêts à tout pour garder leur liberté. Ils ont bravé les Romains, les Carthaginois, les Byzantins, guerroyé en Espagne, en Algérie, en Tunisie, repoussé les Portugais et les Espagnols, les Turcs aussi qui, de Badis, ont essayé de progresser vers Fès. Ils sont devenus donatistes sous les Chrétiens pour protester. Il se sont même insurgés contre les Musulmans dès lors qu'ils n'étaient pas des nationaux et sont devenus kharéjites. Leur faculté de résistance à toute influence extérieure est immense. Ils ont d'ailleurs toujours été considérés comme des « pillards irréductibles ».

Les Rifains sont pendant plusieurs siècles entrés en rébellion contre le pouvoir central, ils se sont soulevés contre les Mérinides, et les Alaouites ont dû les ménager pour rester au pouvoir dès leur avènement. Seul Moulay Ismaël avait assez de pouvoir pour les soumettre. Mais, dans les périodes d'anarchie, alors que les liens avec le pouvoir central se distendaient, ils ont constitué des principautés indépendantes, accueilli tous les rebelles et dissidents du reste du Maroc. Leur pays leur ressemble ou plutôt, ce sont eux qui ressemblent à leur pays[12].

Cette bande côtière qui va du Détroit et de l'Océan à l'ouest, jusqu'à la Moulouya, près de la frontière algérienne à l'est, et de la Méditerranée aux abords de Fès, est en fait un seul bloc montagneux de moyenne altitude, avec quelques hauts sommets, à peine coupés de quelques petites vallées souvent en cul-de-sac, d'oueds torrentueux, de rares cols praticables. Cette montagne sauvage et accidentée, comme taillée à la serpe, est dense, massive, fermée. C'est un bastion et un refuge. Elle donne, en son centre, une apparence de chaos infranchissable. La circulation y est très difficile. Il faut l'affronter par la bande, par des chemins rocailleux, longeant des précipices vertigineux. Elle est couverte de forêts épaisses, de

chênes, de cèdres, de résineux et se termine sur la mer en falaises abruptes et en marécages. Trop peu profonde pour qu'on y puisse débarquer, la côte est hostile. La ligne de crête se maintient à trente ou quarante kilomètres du rivage qu'elle domine de plus de deux mille mètres. Seules deux trouées assez larges en permettent l'accès, celle de l'oued Lau, chez les Ghomara, qui, par le Loukkos peut conduire jusqu'à la seule ville conséquente, Chaouen, et celle du Haut Kert et du Haut Nekour, qui peut conduire vers Nador, par le territoire des *Beni Ouriaghel**, la tribu d'Abdelkrim, dont le seul centre urbain est Ajdir. Mais par contre, vers le sud (l'Ouergha) et l'est (la Moulouya), la montagne s'incline en mamelons fertiles et en collines douces traversées par des cours d'eau : le pré Rif est fertile, riche et vert[13].

Avec son climat aride, le Rif est un pays pauvre qui, très tôt a connu et pratiqué les migrations, même et y compris au XVIe siècle, vers Cuba et l'Amérique[14]. Puis ce fut l'Oranie, où chaque année les Rifains partaient faire les moissons, bien avant même la colonisation française et où nombreux sont ceux qui sont restés, puisque cette partie de l'Algérie est encore aujourd'hui peuplée de Rifains. La raideur des versants provoque une concentration de ceux qui restent au pays dans des vallées compartimentées, généralement surpeuplées. Bien que le moindre méplat soit cultivé, surtout avec du sorgho et de l'orge, les pentes faites de maquis dégradés ne peuvent supporter que des arbres fruitiers. Les exploitations sont minuscules et les petites fermes blanches, entourées de murs de pierre, parfois flanquées de miradors, attestent du caractère individualiste des Rifains. Ce pays est occupé par soixante-six tribus divisées en quatre grands groupes de peuplement, les Ghomara vers la Méditerranée, près de Tanger, les Djebala vers l'Atlantique, les Senhadja dans

l'Ouergha et le pré-Rif, et les Rifains proprement dits, environ trois cent mille, soit la moitié, qui forment un arc de cercle autour de la Méditerranée[15]. La configuration en damier de leurs montagnes imprenables a permis à tous de cultiver leur isolement : ils ont même inventé un vêtement couleur hérisson qui se fond dans le décor au point de les rendre quasi invisibles. Et surtout, ils cultivent une conscience aiguë de leurs particularismes et de leur indépendance. Les paysans partent aux champs en chantant : « J'ai soif de vivre selon la foi – soif de mes brebis – Oh, soif d'une paire de bêtes à ma charrue – soif des jours anciens et de vivre, sans toi, matraque, au-dessus de ma tête[16]. » Ils refusent « d'être du grain à moudre », comme le disent les Anciens, le soir, dans les veillées.

Gestes de défi

Pour exalter le patriotisme vivace des Rifains et aussi pour dévier vers l'extérieur leurs instincts belliqueux, les sultans successifs leur ont confié l'encerclement constant des présides espagnols : les Anjara étaient chargés d'assiéger Ceuta et les Guelaia, Melilla, ce qu'ils faisaient par petits contingents tournants. Pendant des siècles, ils iront ainsi, à leurs frais, effectuer ce geste de défi, tirant sur toutes les ombres espagnoles se risquant sur les remparts, surveillant un blocus rigide et empêchant toute extension, au-delà de leur périmètre, des villes conquises.

Mais face à eux, les Rifains n'ont pas que l'Espagne. L'Angleterre est devenue leur voisine par les aléas de la politique européenne, et spécialement le traité d'Utrecht en 1715 – mettant fin à une guerre de succession espagnole – qui reconnaît l'occupation du rocher de Gibraltar depuis 1704. Cet éperon rocheux de 4,5 km de long

sur 1 km de large, est distant de la côte espagnole d'environ 1 500 mètres et s'élève à 430 mètres au-dessus de la mer comme une sentinelle avancée entre l'Europe et l'Afrique, la Méditerranée et l'Atlantique.

Londres voulait plutôt Tanger[17]. Elle estimait y avoir des droits : Catherine de Bragance, en épousant Charles V, avait en 1664 apporté la ville en dot. Les Anglais s'y installent donc à la suite des Portugais. Mais, harcelés par un shérif de l'ancienne dynastie des Idrissides, Ben Ali Ghailan, ils la quittent en 1684 et se contentent ensuite de Gibraltar où ils installent progressivement une puissante base navale. Le rocher devient le deuxième carrefour le plus important pour la politique anglaise axée, depuis Élisabeth Ier sur la maîtrise des mers. L'Espagne essaie de reconquérir le rocher en 1779, puis abandonne, occupée qu'elle est par les Amériques : mieux vaut, pensent les Espagnols, une puissance européenne en face de l'Islam pour bloquer les « moros ». Et pas question d'unir les deux rives : le comte de Villedeuil proposait déjà en 1869 un projet de tunnel que Londres combattit. Tout comme il combattit toujours l'établissement de postes de défense et de fortifications sur l'autre rive, à Tanger ou à Ceuta. Avec Gibraltar, devenu le symbole de l'invincibilité britannique, l'Angleterre occupe une position stratégique de maîtresse de l'accès à la Méditerranée et à l'Atlantique qui prendra encore davantage d'importance après le creusement en 1870 du canal de Suez, lequel réduit de dix mille kilomètres la route des Indes.

Dans le Rif, l'équilibre précaire entre les Espagnols et les Anglais, les Rifains et tous les autres, dure jusqu'en 1830.

Le basculement

La France entre alors en lice. Elle a perdu son premier empire colonial, celui qui avait été construit par Richelieu et Colbert, entre le XVe et le XVIIIe siècle, l'Amérique, y compris le Canada et le Québec, au profit des États-Unis, et les Indes, au profit des Anglais. Les guerres de résistance qu'elle a dû mener ont été désastreuses pour ses finances. Sous Napoléon, l'expédition d'Égypte préfigure le début d'une seconde phase de conquêtes. L'empereur songe même alors à rééditer l'exploit au Maroc, plus proche[18]. Mais, affaiblie par les guerres napoléoniennes, la France va perdre les Antilles et l'Angleterre va alors s'imposer comme la puissance dominante, la nation la plus libérale et la plus développée de l'époque.

En 1830, avec l'occupation de l'Algérie, la France repart à l'assaut des colonies. Le sort du Maroc, « brûlot aux flancs de l'Algérie[19] », paraît, à terme, scellé et d'entrée le Rif est mêlé aux premières batailles puisque l'émir Abdelkader, le grand résistant et mystique algérien, s'y réfugie. En représailles, la marine française bombarde, le 8 août 1844, Tanger comme Mogador dans le sud. Les deux armées, française et marocaine, s'affrontent à Isly. Le Maroc battu, soumis à de lourdes indemnités, abandonne Abdelkader qui est contraint de se rendre en 1847. Les Anglais qui, depuis cinquante ans, exercent un protectorat de fait au Maroc et ont des conseillers influents dans l'entourage du sultan, s'interposent pour que le Maroc ne soit pas totalement vaincu. Ils arrêtent Bugeaud qui marche sur Taza et s'entremettent pour la signature des traités de Tanger en 1844 et de Lalla Marnia en 1845. Londres sauve ainsi son antériorité et ses avantages commerciaux et douaniers. Mais depuis 1830, Paris peut justifier ses prétentions par les menées marocaines à la frontière de l'Algérie. Quant à l'Espagne, elle cherche à étendre ses

présides que les populations rifaines révoltées attaquent constamment. S'ensuivent des crises répétées où le Maroc bénéficie à chaque fois du soutien empressé de l'Angleterre qui lui fait signer en 1856 un traité de protection commerciale et consulaire[20]. En 1859, sous le prétexte d'un incident avec les Anjara qui bloquent l'extension de Ceuta, l'Espagne attaque Tétouan : trente cinq mille soldats conduits par le général O'Donnell conquièrent la ville, l'occupent pendant deux ans et marchent sur Tanger. Dans le *New York Daily Tribune*, sur la demande de Marx, Engels a livré sur ces batailles qui l'intéressaient dans le contexte de la colonisation devenue, pour lui, le fait saillant des relations internationales, d'utiles commentaires. Il détaille les combats avec une ironie méprisante, soulignant combien l'Espagne lui semble incapable d'une quelconque œuvre de conquête efficace et donc de participer aux rivalités des puissances[21]. Dès le début, l'armée espagnole se fait assiéger et se heurte à une résistance conduite par la famille maraboutique Khamlichi ayant repris le flambeau de la famille Amar Ben Hamidou qui avait levé l'étendard de la révolte aux côtés d'Abdelkader. Mais bien qu'O'Donnell progresse « avec un degré de lenteur inconnu jusque-là dans la guerre moderne » et mette un mois à faire vingt et un miles alors que cinq jours auraient dû suffire, bien que les escarmouches marocaines impressionnent Engels, le Maroc finit par perdre la guerre : le périmètre de Ceuta est étendu, les îles Zaffarines prises, 100 millions de francs-or d'indemnités de guerre imposées ainsi que des accords similaires à ceux de l'Angleterre, c'est-à-dire la clause de la nation la plus favorisée. Le Maroc propose des compensations à Ras el Kebdana, en face des îles Chaffarines, en échange des prétentions espagnoles au sud. Rien n'y fait. Déjà bien affaibli, le pays ne s'en relèvera pas, malgré son médecin anglais,

Sir Drummond Hay, très influent au Maroc, qui plaide auprès de Madrid et refuse toute occupation de Tanger : « La proximité de Gibraltar nous crée des droits et des devoirs », affirme-t-il. Aussi persuade-t-il le sultan, pour éviter toute occupation, de contracter un emprunt à la banque Rothschild, gagé sur le produit des douanes et garanti par la présence de commissaires britanniques.

Le refus de la démission

Mais la France, qui vient de perdre l'Alsace et la Lorraine, veut des compensations, l'Angleterre continue à s'imposer à partir de Tanger qui devient un centre britannique très actif, l'Espagne se pose en titulaire de prétendus droits historiques et géographiques et les Allemands venus plus tard et d'autant plus fébriles (leurs prétentions datent de 1856 lorsqu'ils tentent de s'établir dans la baie d'Adjeroud, à côté d'Oran), veulent une part du gâteau. Toutes ces rivalités sont un pallier supplémentaire dans la dépendance et les populations le comprennent fort bien. À la faveur d'incidents frontaliers constants, les troubles se multiplient[22]. Les femmes vendent leurs bijoux pour acheter des fusils à 1 000 francs et des cartouches à 5 francs, toutes les familles s'en souviennent. Un général espagnol est tué en 1893. Révoltés contre la présence étrangère grandissante, et entrés en effervescence, les Rifains attaquent en 1863, 1866, 1871, 1883, 1893 et 1898. Jugulé par les Puissances, le sultan doit réprimer les troubles causés par ses sujets révoltés qui, depuis 1890, s'adonnent ouvertement à la piraterie et à la contrebande. Il est contraint d'imposer aux tribus qui défendent leur territoire les concessions nées des traités internationaux, c'est-à-dire les intérêts étrangers. Pour ce faire, il doit lancer au moins cinq expéditions punitives

dans le Rif, entre 1864 et 1900, faire emprisonner deux cents chefs de famille des Beni Ouriaghel, dont des parents d'Abdelkrim, et combattre les contrebandiers ainsi que la famille Khamlichi qui mène une révolte à Melilla réprimée par vingt mille soldats espagnols. Il y a même des moments où l'armée du sultan massacre ses propres sujets. Le *Makhzen** cruellement battu ne peut plus s'aventurer à appeler son peuple aux armes, et, soumis aux pressions conjuguées des Puissances, son crédit ruiné auprès de ses sujets, il doit employer ses maigres forces à les frapper dès lors qu'ils refusent sa démission. Tout cela va jouer dans les événements dont le Rif sera le théâtre durant et après l'enfance d'Abdelkrim.

Les vieux Rifains, et son père aussi, disent : « Les Espagnols nous obligent à nous blesser de nos propres mains. » Le sultan Moulay Hassan Ier voit le danger. Il écrit en 1893 : « Il arrivera forcément que nos tribus lésées se retourneront contre notre Makhzen en lui prêtant de noirs desseins, et, en rejetant l'obéissance, elles feront fi de nos appels à la prudence pour prendre elles-mêmes en main leur propre cause[23]. » De fait, en 1880, une ambassade rifaine se rend à Madrid et demande que le territoire soit mis sous tutelle espagnole pour échapper aux impôts sultaniens. Cette *siba** est la contestation tribale la plus visible, celle par laquelle une tribu ou un groupe de tribus revendique ou affirme son autonomie par rapport au pouvoir central[24].

Attisées, les rivalités coloniales peuvent fâcheusement dégénérer. En Europe, un courant idéologique s'y oppose. « N'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation, c'est la négation du droit », dit Clemenceau à Jules Ferry[25]. « On commence par les missionnaires, on continue par les militaires, on finit par les banquiers ! » « Mon patriotisme est en France », déclare encore le « vieux

lion », qui voit l'Allemagne se renforcer et la France « gaspiller ses forces dans ses colonies ». Et Déroulède apostrophe Jules Ferry qui défend sa politique au Tonkin : « J'ai perdu deux sœurs, l'Alsace et la Lorraine et vous m'offrez vingt domestiques. » C'est, dans une France nerveuse, instable, travaillée par les scandales et l'esprit de revanche des lendemains de la guerre de 1870, l'argument suprême : les colonies ne sont appréhendées qu'à l'aune des rivalités européennes qu'elles suscitent, des guerres qu'elles ont déjà provoquées et des nouveaux conflits qu'elles peuvent engendrer. Hormis cette crainte, elles auraient été vraisemblablement tolérées, l'opinion publique étant, dans son ensemble, « d'une bienveillante indifférence ».

Mais voici qu'apparaissent, dans la lignée de Marx, des penseurs pour lesquels le militarisme est consubstantiel à l'économie capitaliste : la colonisation européenne ouvre de nouveaux marchés aux capitaux, ce qui diminue les investissements productifs et appauvrit la classe ouvrière des métropoles qui a soif d'avancées sociales et les réclame : « Camarades », disent les tracts du début du siècle, au moment même où se constituent partout de puissantes centrales syndicales (la création de la CGT date de 1895, celle de la SFIO de 1908), « tu crois combattre pour la civilisation et le progrès, erreur, tu te bats pour les dividendes et ce n'est pas toi qui les toucheras. » Pire encore, ce sont les métropoles qui risquent de payer le prix fort ! « Une ploutocratie vivant du tribut colonial subordonne l'État à ses propres intérêts, dégrade le système parlementaire, pervertit le système politique » avertit Rosa Luxembourg. Elle pense qu'au nom de « l'internationalisme prolétarien », la révolution doit être mondiale[26].

Non seulement le colonialisme ne sert à rien, est condamnable aux plans moraux, politiques, éthiques et sociaux,

mais encore, il renforce les intérêts capitalistes et précipite les conflits, puisqu'exercé au nom d'un nationalisme qui induit la guerre.

Le gaspillage de l'or et du sang

Avec les économistes libéraux naissent d'autres critiques : celles des conséquences parasitaires de la rente coloniale, de l'avilissement réciproque d'Européens tombés dans l'indolence et de coloniaux asservis. « Si l'on voulait chiffrer le prix de revient en hommes des colons installés en Algérie, estime Yves Guyot, ministre lié aux milieux d'affaires, chacun d'eux serait assis sur quatre cadavres et gardé par deux soldats. » Drumont dénonce l'affairisme colonial, « ce refuge des aventuriers de tout poil, éclaboussés du sang de nos petits soldats pour le plus grand profit des financiers véreux et des politiciens corrompus ». Une fraction de la bourgeoise est contre « ces terres à scandale où elle n'envoie ni ses enfants ni ses épargnes », quand la France a d'immenses chantiers à mener et qu'en pleine révolution industrielle, le choléra ravage le pays. En écho, les anarchistes mêlent dans leurs dénonciations « les coloniaux, ramassis indifférencié de brutes épaisses et d'escrocs », les gros financiers et la caste militaire.

Auprès des débats du début de ce siècle, ceux d'aujourd'hui font pâle figure : commerce, protectionnisme, étatisme, organisation du travail, conception des rapports mondiaux, monopoles, cartels, trusts, concentrations, exportations, sous-traitance, plus ou moins d'État, tout est discuté, tout est sujet à polémique. Mais l'industrie a soif de matières premières, l'argent de nouveaux espaces, et toutes ces rivalités, c'est vrai, font désordre. On décide donc de réunir plusieurs conférences européennes pour y mettre un terme.

C'est l'ère des grands marchandages : Tanger, 1877-1879, Madrid, de mai à juillet 1880. Le 8 avril 1904, la France et l'Angleterre signent un traité, qui, sous couvert de garantir l'indépendance de l'Empire marocain et de l'aider à mener d'indispensables réformes, délimite des zones d'influences respectives pour la France et l'Espagne et préserve les intérêts anglais, notamment l'ambiguïté du statut de Tanger : « Afin d'assurer le libre passage du détroit de Gibraltar, les deux gouvernements, sur la demande de Londres, conviennent de ne pas élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques sur la partie de la côte marocaine, comprise entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sebou. » Mécontent, Guillaume II, kaiser d'Allemagne, débarque en grande pompe à Tanger, le 31 mars 1905 « pour soutenir les droits du sultan ». Les Marocains se reprennent à espérer. Le gouvernement français Delcassé chute dans la tourmente. Trois missions se précipitent à Fès une allemande, qui conseille au sultan de refuser les réformes voulues par Londres et Paris, et des missions anglaises et françaises qui plaident pour ces mêmes réformes. Rosa Luxembourg craint que le conflit, qui, tant à Berlin qu'à Paris provoque un véritable traumatisme, ne conduise à la guerre. Donc, au jeu triangulaire déjà compliqué de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre, viennent s'ajouter les prétentions allemandes et il faudra dix ans de négociations ardues et de crises parfois aiguës pour les juguler. Après l'envoi, en 1911, d'un navire de guerre dans le port d'Agadir, Rosa Luxembourg écrit : « Guerre et paix, le Maroc en échange du Congo, le Togo pour Tahiti, ce sont là des questions où il y va de la vie de millions de personnes, du bonheur et du malheur de peuples entiers », lesquels peuples « sont des troupeaux de moutons conduits à l'abattoir ». L'indignation morale n'a aucune prise, la crise

surgit en période de vacances parlementaires. Dans des articles très virulents, Rosa s'élève contre les « agents du militarisme allemand, le parti du centre qui a une tâche de sang sur le front et le parti du libéralisme honteux qui s'est contenté d'un tract contre la guerre[26] ». Elle en appelle au prolétariat pour contrer des appétits dangereux, voyant surgir les prémisses d'un nouveau conflit entre les deux pays. Mais les intérêts allemands sont trop peu importants pour être défendus et Berlin s'incline devant l'évidence. Après tout, il s'agit surtout d'éloigner la France de ses préoccupations sur l'Alsace et la Lorraine.

Mais l'Allemagne ne renoncera pas pour autant à envoyer dans le Rif, sous des couvertures diverses, ses hommes d'affaires, notamment les fameux frères Manesman (en conflit avec les Krupp et les Schneider) qui prospectent systématiquement le Maroc. Appétit de métaux ? Pas seulement : « C'est encore au Maroc qu'on peut mieux couper les jarrets de la France[27]. » Les Manesman demandent même une concession d'un million d'hectares dans le Maroc septentrional.

L'Espagne non plus ne désarme pas. Elle a perdu les Philippines et Cuba au profit des Américains et la porte du continent qu'elle a découvert lui est définitivement fermée. Elle se sent devenir un pays de seconde zone. Après la gloire, elle est réduite au néant et elle qui, en 1820, avait eu des velléités de rétrocéder les présides au Maroc, se retourne sur son prolongement sud qu'elle décrète être « la garantie de notre indépendance et de notre souveraineté ». Le Rif, pour l'Espagne, est une assurance contre une nouvelle poussée maure qui a marqué le pays au fer rouge, une hantise qui se perpétuera d'ailleurs jusqu'à l'entrée de Madrid dans l'Europe. « L'Espagne, dit Merry y Colom, diplomate espagnol, a

au Maroc une mission à accomplir, des droits historiques et géographiques : dans les quatre-vingts lieues de la côte marocaine s'étendant entre la Moulouya et le cap Spartel, réside son avenir. » Ce qu'en 1892, Vega de Armejo résume ainsi : « Le Maroc est comme un pommier chargé de fruits plus ou moins mûrs et l'Espagne comme un homme que sa faiblesse tiendrait à distance de l'arbre que d'autres personnes entourent. Quel est l'intérêt de cet homme ? C'est qu'on ne secoue pas le pommier jusqu'à ce qu'il soit en état de ramasser les fruits comme les autres. Voilà ce à quoi tendent nos efforts pour le moment[28] ! » Même si le peuple espagnol ne l'entend pas de cette oreille et multiplie les protestations, créant ainsi les bases d'un anticolonialisme viscéral qui va également marquer la guerre du Rif.

Il faut trancher, car les rivalités coloniales bloquent toute l'expansion européenne et, dans chacun des pays, le mouvement de protestation constitue la base d'une opposition sociale qui se renforce. L'Angleterre, malgré ses intérêts et son influence au Maroc, décidera de s'effacer en échange du Soudan d'abord, de l'Égypte ensuite. Mais à condition que la France ne puisse jamais s'installer en face de Gibraltar et que les droits de l'Espagne soient sauvegardés au nord et au sud du Maroc. L'insistance anglaise favorise Madrid mais blesse l'Espagne, humiliée de devoir jouer le « rôle de planton des Anglais » et d'être, ultérieurement, dans une position de « sous-locataire de la France ».

Quant à l'Italie qui avait fait alliance avec Londres et Berlin, elle est dédommagée par la Libye et l'Éthiopie.

Mais tous ces accords, tous ces marchandages ne sont pas encore terminés. L'heure n'en est qu'à des traités gelant la situation, instaurant le statu quo, et étendant les libertés économiques de toutes les puissances dans les zones non encore formellement attribuées. Le Maroc, point d'ap-

pui parmi d'autres, de toutes ces rivalités, les subit de plein fouet, il est dépecé de l'intérieur : immobilier, propriété foncière, système des protégés, tout ruine l'État makhzénien affaibli économiquement et financièrement et dont on réclame des réformes. « Elles sont impossibles en l'état d'anarchie et de déliquescence du Makhzen » convient Sir Arthur Nicolson, représentant de l'Angleterre à Tanger. Il va donc falloir le conquérir. Mais il va résister tant bien que mal, jusqu'en 1912, au déchaînement des convoitises.

Les Rifains, eux, sont contraints de vivre au milieu de toutes ces intrigues et de tous ces troubles. Ils s'abritent sous le manteau de l'Islam. Mais, déjà en 1859, Engels avait prévenu : « Ce sont, écrivait-il, des mouvements nés de causes économiques, bien que portant un déguisement religieux[29]. » La société traditionnelle, encerclée par les coups de boutoir du machinisme qui la destructure, qui l'atteint dans chacune de ses composantes, tente aussi de se défendre, tout en comprenant mal ce qui lui arrive. Tels sont les horizons géographiques, politiques et mentaux qui vont profondément marquer Abdelkrim et qui expliquent son action.

NOTES

1. Marcel Oms, *L'héritage arabe en Espagne*, Panoramiques n° 3, Paris, 1992. Sur les Arabes en Espagne, voir les nombreux travaux de Braudel sur la Méditerranée, et ceux d'André Miquel.
2. Corneille, *Le Cid*, acte 4, scène 5.
3. Gibbon, *Décadence et chute de l'empire romain*, cité par Bernard Lewis, in *Comment l'Islam a découvert l'Occident*, La Découverte, Paris, 1987.
4. *Le Cid*, *op. cit.*
5. Zakya Daoud, *La bataille d'Ifni*, Lamalif, n° 9, Casablanca, 1967.
6. Mourad Khiredine, *Nadir ou la transhumance de l'être*, Le Fennec, Casablanca, 1992.
7. Sur la Reconquista, voir notamment, parmi une bibliographie abondante, Abdallah Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain, 1830-1912*, F. Maspéro, Paris, 1977 et Charles André Julien, *Le Maroc face aux impérialismes 1415-1956*, éd. JA. Paris, 1978. Du même auteur, *Histoire de l'Afrique du Nord, de la conquête arabe à 1830*, 2e édition, Payot, Paris, 1961 (la première édition est de 1931, la dernière de 1978) et *L'Afrique du Nord en marche*, Julliard, Paris, 1972.
8. Lucette Valensi, *Les fables de la mémoire, La Glorieuse bataille des trois rois*, le Seuil, coll. Points-histoire, Paris, 1992.
9. Younès Nekrouf, *Une amitié orageuse, Louis XIV et Moulay Ismaël*, Albin Michel, Paris, 1987.
10. Sur la constante résistance des Rifains, voir Ahmed el Gharbaoui, *Les enseignements de la guerre populaire anticolonialiste du Rif*, Al Bayane, Casablanca, février 1973.
11. Roger-Mathieu, *Mémoires d'Abdelkrim*, Librairie des Champs-Élysées, Paris, 1927, 13e édition.
12. Sur la mentalité des Rifains voir notamment *Abdelkrim* de Pierre Dumas, *op. cit.*, Jacques Ladreit de Lacharrière, *Le rêve d'Abdelkrim, Esquisse d'histoire marocaine*, J. Peyronnet et Ce, Paris, 1925 et Levi-Provençal, *Influences religieuses au Rif et chez les Djebalas de l'est*, éd. Direction des Affaires indigènes, février 1926. Ainsi, selon Daniel Rivet, *Lyautey et le protectorat français au Maroc 1912-1925*, 3 t, L'Harmattan, Paris, 1988. La famille Khamlichi dont il va être question de nombreuses fois dans cette histoire, serait adepte de

la confrérie des Derkaoua, ce qui ne sera pas sans influence sur l'aventure rifaine.

13. Sur la typologie du Rif, voir Gérard Maurer, *l'Environnement géographique rifain, in* Cinquantenaire de la République du Rif, *Actes du colloque international d'études historiques et sociales*, 18-20 janvier 1973, Maison du Maroc, Cité Universitaire de Paris, publié en 1976 chez F. Maspero, p. 15-24.

14. Sur les migrations rifaines, voir J.-Louis Miège, *Introduction historique, les relations internationales, Actes du colloque*, p. 25-32.

15. Sur les tribus rifaines, les travaux de David Hart font autorité. Articles notamment dans la *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* (ROMM), n° 1, 1967, Marseille, et, *Les institutions sociopolitiques rifaines et les réformes d'Abdelkrim*, in *Actes du colloque*, p. 33-45. Également Robert Montagne, *op. cit.* et Germain Ayache : *Les origines de la guerre du Rif*, Smer, Rabat, 1981.

16. *Poèmes de la résistance berbère*, recueillis par MA Galminche et J. Robichez, in *Les temps modernes*, décembre 1949, cités par G. Ayache *in Les origines, op. cit.* et Daniel Rivet, *Lyautey et le Protectorat français, op. cit.*

17. Sur les Anglais, la question de Gibraltar et celle de Tanger, voir Ladreit de La Charrière, *Le rêve d'Abdelkrim, op. cit.*, Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine, pétrole-intelligence-service*, éd. Jean Renard, Paris, 1943, ainsi que Germain Ayache, *Les implications internationales de la guerre du Rif, in* Études d'Histoire marocaine, Smer, Rabat, 1979. Du même auteur, *Les origines..., op. cit.*

18. G. Ayache, *Les origines, op. cit.* Par contre, pour Jean-Louis Miège dont les travaux historiques sur la période 1830-1894 font autorité, notamment sa thèse en 5 tomes sur *Le Maroc et l'Europe*, PUF, Paris, 1962, l'occupation du Maroc est un dessein impérial français datant de Napoléon III.

19. La phrase est de Lyautey. Voir la biographie d'André Maurois, Plon, Paris, 1931, *Paroles d'Action 1900-1926*, Armand Colin, Paris, 1926 et 1948, *Lyautey l'Africain*, textes et lettres de 1912 à 1925, présentés par son neveu Pierre Lyautey, 2 t, Plon, Paris, 1953-57. Voir également Daniel Divet, *Lyautey et le protectorat français au Maroc de 1912 à 1925, op. cit.*, et *Lyautey le Marocain* du général Catroux, Paris, Hachette, 1952. Le traité de délimitation de la frontière entre le Maroc et l'Algérie date du 18 mars 1845, voir *Histoire du Maroc*, par J. Brignon, A. Amine, B. Boutaleb, G. Martinet, G. Rosenberger, etc., Hatier, Paris, Librairie nationale, Casablanca, 1967.

20. Le traité de commerce et de navigation entre le Maroc et la Grande-Bretagne date du 9 décembre 1856. Selon Pierre Dumas, *Abdelkrim, op. cit.*, les Anglais sont influents à Tanger depuis 1884-1887.

21. Abdallah Saaf, *Écrits marxistes sur le Maroc 1860-1925, K. Marx, F. Engels, Rosa Luxembourg, IIIe Internationale.* Publications Le contact, Salé, Maroc, 1986.

22. Sur la résistance marocaine de cette période, voir la guerre hispano-marocaine 1859-1860, Aziza Bennani, *Mémorial du Maroc*, t. 4 et un appel aux Marocains pendant la bataille d'Isly de Mohamed Ben Driss, cité par Mohamed Zniber, *Mémorial du Maroc* t. 4, page 228. Publication d'un contrat d'achat d'armes entre le Maroc et la Société allemande Krupp, le 2 juillet 1884, in *Mémorial du Maroc*, t. 4.

23. Lettre à Mohamed Torrès du 11 mars 1893, archives de Tétouan, citée par Germain Ayache, *Les Origines, op. cit.* William Burton Harris, *Morocco that was*, Blackwood, Londres édité en France, sous le titre *Le Maroc disparu*, traduction de Michaux Bellaire, Plon, Paris, 1929, et réédité en 1994 par Balland, Paris, sous le titre *Le Maroc des Sultans*, estime que Moulay Hassan Ier s'est évertué à retarder autant que faire se peut la désagrégation de l'État marocain.

24. Dans *L'Histoire du Maghreb*, un essai de synthèse, F. Maspéro, Paris, 1970, Abdallah Laroui donne un bon aperçu des jeux européens et de leurs répercussions sur l'État et la société marocaine depuis 1830. Très abondante bibliographie sur cette période, notamment C.A. Julien, *op. cit.*, Mohamed Zniber, *Mémorial du Maroc*, T. 5, qui insiste sur l'importance sur le Maroc de ce XIXe siècle très heurté. Voir également les ouvrages suivants : *Histoire du Maroc* de Henri Terrasse, éd. Atlantides, Casablanca, 1950, Jacques Bonjean, *L'Unité de l'empire chérifien*, LGDJ, Paris, 1955, Auguste Mouliéras, *Le Maroc inconnu*, Oran, 1895. *La Conquête du Maroc*, par René Millet, Librairie Perrin, Paris, 1913, *Au Seuil du Maroc moderne*, Dr Weisgerber, éd. La porte Rabat, 1947, Eugène Aubin, *le Maroc d'aujourd'hui*, A. Colin, Paris, 1904, Augustin Bernard, *Le Maroc*, F. Alcan, Paris, 1921 et 1932, ainsi que les témoignages suivants : *Mes aventures marocaines*, de Christian Houel, éd. Maroc-Demain, Casablanca, 1954, et *Aux temps des Mehallas, ou le Maroc de 1860 à 1912*, du Dr Louis Arnaud, éd. Atlantides, Casablanca, 1952.

25. Discours du 27 novembre 1884. Sur les réactions anticoloniales, voir Charles-Robert Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, PUF, 1978, Claude Liauzu, *Aux origines du tiers-mondisme, colonisés et anti-colonialistes en France, 1919-1939*, l'Harmattan, Paris, 1982, Jean Pierre Biondi, *Les anticolonialistes 1881-1962*,

Robert Laffont, Paris, 1992, et Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France, 1871-1962*, La Table ronde, Paris, 1972. Voir également *Le rêve d'Abdelkrim, op. cit.* et divers autres ouvrages cités dans la bibliographie p. 413.

26. *Écrits marxistes sur le Maroc, op. cit.*
27. Voir *Le rêve d'Abdelkrim*, p. 85, *op. cit.*
28. Lamalif, n° 9, Casablanca, 1967. Sur l'antériorité pour l'Espagne du Maroc, voir G. Ayache, *Les implications internationales*, et également *Les origines de la guerre du Rif*.
29. *Écrits marxistes sur le Maroc, op. cit.*

CHAPITRE 2

Les mésaventures du cadi Abdelkrim

Dans un tel contexte, la vie n'est pas facile. Le père d'Abdelkrim, le cadi du même nom (et on verra de quel poids est cette homonymie), naît en 1860 au moment de la guerre maroco-espagnole et de ses désastreuses conséquences, dans la tribu des Beni Ouriaghel, au cœur du Rif[1]. Cette tribu occupe la baie d'Al Hoceima cernée par les caps Nuevo et Quilatès, qui forme la plus large échancrure de la côte, et la plaine d'Ajdir, bien arrosée par les oueds Ghis et Nekour et protégée par une barrière montagneuse. C'est une place centrale pour le commerce entre Fès, l'Ouergha, Ouezzane et Meknès et un territoire bien plus riant et fertile que celui de ses voisins, les Beqqioua et les Temsamane.

Mais les Espagnols sont dans la baie : ils occupent depuis 1673 le rocher de Nekour, point stratégique d'observation du littoral et appui de Melilla, distant de cent quatre-vingts kilomètres. Cette fâcheuse proximité va déterminer le sort des Beni Ouariaghel et spécialement des *Ait Khattab**, la fraction des Abdelkrim, dont le territoire est situé juste en face du petit préside, dans la partie la plus riche

du pays. Les Abdelkrim sont une famille de notables, attachée au gouvernement sultanien, le Makhzen. Le grand-père est cadi, c'est-à-dire jurisconsulte religieux, nommé par le sultan, fonction qui se perpétue à chaque génération. Son fils lui succède et il est justement nommé cadi par Hassan Ier, en 1883, l'année de la naissance de son fils aîné, le futur Abdelkrim. Un des oncles est gouverneur, un autre précepteur des enfants royaux. « Une famille considérable » pensent les Espagnols de Nekour, avec lesquels, en ces temps troublés, bien qu'on ne les aime pas, on commerce.

Le cadi Abdelkrim, homme ambitieux et fin politique, érudit en sciences religieuses et juridiques et en langue arabe, est vite distingué : un journaliste du *Télégramma del Rif*, à Melilla, estimera à sa mort, en août 1920, qu'il « était le Rifain le mieux pourvu en matière grise ». Et de la matière grise, il en faut pour se préserver dans ces périodes agitées, d'autant que les Ouriaghlis sont extrêmement individualistes, guerriers et qu'ils veulent à toute force éviter une domination directe qu'ils n'ont jamais connue. Le cadi bénéficie surtout d'un pouvoir moral : on l'appelle « le *fquih** », ce qui signifie que l'on prend surtout en compte son érudition religieuse qui lui permet de jouer un rôle d'arbitre et de conciliateur dans sa tribu. Son capital est évalué à 25 000 pesetas, une maison à Ajdir, quelques petites propriétés rurales. C'est beaucoup dans l'environnement rifain : cela suffit pour en faire un notable aisé[2].

Un homme prudent

Par nature et par éducation, il est prudent. Il observe la décadence du royaume assiégé, les luttes intestines, la montée des fiefs locaux, le peuple écrasé et affamé, les

chefs avides, les violences, la corruption, les pillages, les villages incendiés et les récoltes brûlées, les menées étrangères refusées par une population, dont la fermeture, due à l'isolement depuis des siècles, est comparée par Walter Harris[3], correspondant du *Times* à Tanger, à celle du Tibet.

Tant qu'Hassan Ier, qui sera le dernier grand sultan marocain de l'ère pré-coloniale, a vécu, il a limité les dégâts et contré la menace étrangère. Il courait avec sa cour et son armée (ce qu'on appelle une *mehalla*[4]) d'un bout à l'autre du territoire pour faire rentrer les impôts et asseoir l'existence du Makhzen. Mais il meurt en 1894. Pour établir son pouvoir, le grand vizir Ba Ahmed se garde bien de proclamer son décès. Il fait lever le camp en pleine campagne, sur la route de Marrakech à Rabat et prétexte que le souverain est fatigué. La mehalla royale traverse les territoires des tribus qui viennent faire l'allégeance et porter leurs cadeaux devant une litière fermée. Cela dure, dit Walter Harris, « jusqu'à ce que la nature impose la vérité », assez vite, peut-on supposer, puisque c'est l'été. Alors Ba Ahmed fait introniser, sur le champ, Moulay Abdelaziz, un des jeunes fils d'Hassan Ier, âgé de 14 ans, et regagne Rabat en toute hâte.

Mais Hassan Ier avait d'autres fils qui n'apprécient pas le procédé. L'aîné notamment, Moulay M'Hammed, surnommé le « borgne » est incarcéré à Meknès par le grand vizir.

Ba Ahmed qui tient le royaume d'une main de fer meurt en 1900. Abdelaziz, affranchi de sa tutelle, saisit tous ses biens comme on faisait à l'époque, et donne libre cours à ses fantasmes, encouragés par de nombreux marchands étrangers qui l'alimentent en gadgets pour attirer sa complaisance et vider ce qui reste de ses caisses. Son favori est un Écossais, ancien officier de l'armée anglaise, Mac Lean,

qui, ayant quitté Gibraltar à la suite de difficultés personnelles, devient instructeur puis commandant en chef de l'armée marocaine. Le sultan s'adonne à la photographie, fait du vélocipède dans les patios de ses palais, commande les premières automobiles, et toutes sortes de caisses volumineuses arrivent au port de Tanger et franchissent à dos de cheval les territoires des tribus effarées, qui, heureusement, ignorent l'ampleur des emprunts contractés et des dettes impayées. Walter Harris qui a laissé des notes édifiantes, décrit un peuple écrasé, une cour obsolète, des arrogances, des caprices, des excentricités, des levées d'impôts, une insécurité accrue qui ne pouvaient pas ne pas engendrer de troubles. Né en 1866, Walter Burton Harris est arrivé à Tanger à l'âge de 20 ans. Correspondant du *Times*, introduit à la Cour par Mac Lean, il vit tous les épisodes tragi-comiques des règnes de Moulay Abdelaziz, pour lequel il ne dissimule pas une certaine sympathie, et, plus tard, de son frère Moulay Hafid. Ses allées et venues constantes entre Tanger et Fès lui servent à mener d'obscures et savantes tractations au profit de l'Angleterre. Racontant ses aventures avec alacrité, il laissera une chronique narquoise de cette période, on ne peut plus confuse[1].

Durant l'été 1902, apparaît dans les tribus des Tsoul et des Ghiatas, au pré-Rif, près de Taza, un certain Jilali Zerhouni, surnommé Bou Hamara, « l'homme à l'ânesse », – car c'est son véhicule de déplacement – qui se fait passer pour Moulay M'Hammed toujours emprisonné, et prêche la guerre sainte contre Moulay Abdelaziz qu'il accuse d'être « vendu aux étrangers ». Bou Hamara est un ancien topographe de l'armée, doté de réels talents militaires, d'une grande force de conviction et d'un caractère bien trempé : il parvient même à se procurer un sceau royal. La colère dans le pays est telle qu'il réussit à se

faire proclamer, en automne 1902, sultan à Taza et à mettre en déroute l'armée de quinze mille hommes que Moulay Abdelaziz envoie contre lui. Il menace même Fès. En janvier 1903, il est repoussé par le ministre de la Guerre vers un triangle entre Oujda, Taza et Selouane, au pied de la presqu'île du Kert, limite naturelle de la zone espagnole de Melilla. Après avoir ravagé le Rif et y avoir encore accru l'insécurité, il fait alliance avec les Espagnols et les Français qui avancent à partir de l'Algérie et prennent Figuig en 1902 [5].

Une situation confuse

Observant les faits d'Ajdir, le cadi Abdelkrim décide d'envoyer en 1902, à Fès, son fils aîné Si Mohamed Ben Abdelkrim el Khattabi, dit Si Mohand, et son jeune frère Abdesselam pour suivre les cours de la prestigieuse université Karaouyine, et devenir donc cadi comme lui, mais aussi s'initier au maniement des armes, à l'équitation, et, pourquoi pas, à la diplomatie, en fréquentant la Cour [6].

Le système makhzénien est une organisation étatique, à l'époque, très embryonnaire : autour du centre absolu qu'est le sultan, son entourage, sa cour et son représentant dit *khalifa**, ainsi que son conseil privé, gravitent, au niveau national, le grand vizir, sorte de Premier ministre, avec son secrétariat et les archives qui en découlent, ainsi que les vizirs ou ministres de la Justice, des *habous**, ou Biens religieux, des Finances et de la Gestion des domaines, de l'Instruction publique et de l'Agriculture, et, au niveau régional des pachas (gouverneurs de villes) et des caïds (gouverneurs de provinces). Cette organisation couvre les régions Makhzen, c'est-à-dire celles qui acceptent l'autorité du sultan et surtout de lui payer l'im-

pôt. Ces régions sont d'autant plus étendues que le pouvoir central est plus fort. La zone qui refuse les impôts et par conséquent l'autorité sultanienne est dite siba, c'est-à-dire révoltée ou dissidente. Mais le terme de Makhzen a fini par recouvrir par extension un mode de gestion des élites, de la cour, des notables, des lettrés, longtemps assimilé à une organisation redoutable, inspirant, à dessein, la terreur et vue comme le centre de réseaux d'influence. Le Makhzen signifie aussi, ne serait-ce que par son étymologie (c'est l'origine du mot français magasin), le centre de la richesse et celui du pouvoir, c'est-à-dire le centre financier du pays[7].

Le cadi Abdelkrim est attaché au sultan légitime qui va bientôt le nommer *amine** (contrôleur) des Beni Ouriaghel. Suivant avec attention l'évolution des événements, il est alerté par le traité franco-anglais de 1904 et en conclut fort justement que le Maroc est en état latent de dépendance et que les Rifains sont condamnés à passer, à plus ou moins brève échéance, sous la tutelle ibérico-anglaise[8]. Faut-il le regretter ? Il ne semble pas qu'il soit induit à le faire, parce que, pour aggraver encore la confusion, un nouveau chef de guerre apparaît chez les Djebalas, Raissouni[9]. C'est un authentique chérif idrisside, ancien gouverneur de la tribu des Andjara, qui, sanctionné par Ba Ahmed, a été emprisonné dans une forteresse d'Essaouira pendant trois ans. Libéré sur la demande du représentant du sultan à Tanger, il rentre au pays pour s'apercevoir qu'on lui a confisqué tous ses biens. Il commence alors une vie de rapines et de brigandages qui n'épargne pas les étrangers. Pour obtenir une rançon, il enlève Walter Harris, puis le consul américain Perdicaris et son gendre Verley, réclamant 70 000 livres sterling et sa nomination au poste de gouverneur des tribus du nord-ouest[10]. Le président américain Roosevelt, furieux, envoie une escadre

dans le port de Tanger. Les puissances en colère réclament du sultan qu'il fasse régner l'ordre. Sous la plume du correspondant du *Times*, l'affaire devient totalement romanesque : excentrique, original, aimant la vie « *à grandes rênes* », Harris tombe littéralement amoureux de son geôlier. Cet enlèvement devient sa véritable œuvre de gloire, un des épisodes les plus aventureux d'une vie considérée avec une certaine circonspection par la petite, mais influente, colonie britannique de Tanger. Mais, aussi beau, élégant, cruel qu'il soit décrit, voici Raissouni pourchassé par une armée makhzénienne si peu convaincue que le correspondant du *Times* suivant la bataille avec des jumelles, déclare qu'elle est, comme le Royaume, « un grand bluff[11] ». Tout cela ne fait pas sérieux, accroît l'insécurité et l'anarchie d'un royaume en voie de dislocation.

Querelles dynastiques

Comme un malheur ne vient jamais seul, la sécheresse ravage le pays avec son cortège de famine et de spéculation éhontée. Les caravanes sont pillées, les soldats non payés désertent et rançonnent les populations. Le Maroc semble décidément mûr pour tomber dans l'escarcelle des puissances. Mais lesquelles ? Pour en décider une fois pour toutes, douze pays se réunissent à Algésiras du 15 janvier au 7 avril 1906[12]. Harris, encore lui, écrit : « Jamais un tel rassemblement de diplomates aux titres ronflants ne s'étaient donnés un air si important pour discuter de si petites questions. » Voire ! La conférence est un long duel franco-allemand et se termine par un troc : Berlin est dédommagé par le Congo, Rome est autorisé à s'étendre en Tripolitaine, l'Angleterre a les mains libres en Égypte. La France reçoit, enfin, condi-

tionnellement le Maroc, mais son plan de réformes est mis sous contrôle international et, surtout, elle doit, sur la pression anglaise, accepter que le nord du pays soit concédé à Madrid, qui en profite pour étendre ses avantages vers le cap de Lau à côté de Ceuta et à Mar Chica, près de Melilla, d'où les Français, déjà installés, doivent déguerpir[13]. Une pomme de discorde n'est pas résolue : le statut de Tanger. Il faudra encore treize ans d'âpres négociations. En attendant, la ville est décrétée zone internationale et gérée par les douze puissances qui se la partagent selon un système très compliqué. Au Maroc, c'est le désespoir, même si peu de gens connaissent l'ampleur de la débâcle et notamment le fait que la Banque du Maroc passe sous le contrôle de celle de Paris et des Pays-Bas. Un des frères du sultan, Moulay Hafid, lève l'étendard de la révolte armée. Il bénéficie de larges concours, notamment au nord de Raissouni, qui se met prudemment sous la tutelle espagnole. Bou Hamara lui propose une alliance. Moulay Hafid mettra deux ans à renverser son frère. Fortes de l'accord international, les troupes françaises conquièrent Oujda et bombardent Casablanca dont les tribus limitrophes s'étaient révoltées[14].

Devant tous ces bouleversements, le cadi Abdelkrim a fait son choix[15]. Il commerçait avec les Espagnols entre Ajdir et Nekour, et s'était lié avec un commerçant, Messaoud Benaim et un interprète, Francisco Marin, qui lui conseille de « faire un choix qui ménage votre avenir et celui de vos enfants ». Il était allé à Tétouan en 1902, centre actif de la réforme musulmane au Maroc, où se crée autour d'intellectuels et d'ulémas une revue, *al islah* (la réforme) et où s'ouvrent des centres commerciaux hispano-marocains pour préparer des investissements. On y suit passionnément ce qui se passe en Turquie et au Japon, pays où se déroulent des essais de modernisation

à partir d'une culture locale revivifiée. On prépare même le premier projet de Constitution du Royaume[16]. Lettré, le cadi a beaucoup réfléchi et discuté. En 1906, son fils aîné, Mohamed, a pris sur sa demande, contact à Fès avec le grand vizir Ben Ghabrit, les ministres el-Guebbas et Abdelkrim Ben Slimane. Sa mission était d'informer Moulay Abdelaziz que Bou Hamara s'approchait dangereusement du territoire des Beni Ouriaghel, mais aussi de sonder la Cour, d'observer. Le futur Abdelkrim obtient du sultan une proclamation pour aider le cadi à chasser l'usurpateur mais est choqué autant par la puissance militaire, économique, culturelle de l'Occident qui s'affirme dans la capitale, que par le spectacle de la Cour. Légaliste, le cadi maintient cependant sa fidélité à Moulay Abdelaziz, ce qui lui vaudra par la suite amendes et disgrâces de la part de Moulay Hafid[17].

Le choix du cadi

Le cadi voit trop loin, ce qui est souvent un défaut en politique. En 1907, il réunit un conseil familial. Vis-à-vis de l'Europe, le Maroc est « l'oiseau sans ailes, rampant au sol et sur lequel fond du ciel l'épervier[18] ». Les temps sont si troublés, le désordre si grand qu'il vaut mieux pour survivre se placer sous la protection de l'étranger dont la domination est fatale. « Je crois, dit-il, que nous devons faire un choix qui ménage l'avenir de la famille. J'ai étudié les traités, je vois le rôle dévolu à l'Espagne. C'est une petite puissance, elle aura besoin de nous pour gouverner et mener les réformes qui lui sont imposées. Nous pouvons, quant à nous, lui offrir notre situation stratégique et notre entregent. J'ai donc décidé que vous iriez à Melilla, toi, Mohamed, tu travailleras, et toi M'Hammed, mon second fils, il faut que tu apprennes l'espa-

gnol. » Les deux frères partent sans rechigner : on ne discute jamais les ordres du cadi dans la famille Abdelkrim. Selon certaines sources, postérieures, c'est sur la demande du Makhzen qu'il aurait décidé de cette position pro-espagnole. Il n'est pas le seul. Raissouni et la majorité des notables rifains, notamment ceux enrichis par la contrebande, sont dans la même position[19]. Ils reçoivent de Madrid pensions et privilèges, ainsi surtout que promesses de participer au pouvoir. Ils espèrent être les intermédiaires d'un développement dans lequel ils pourraient conserver leur situation, mais aussi leur religion et leur culture, dont ils ont parfaitement compris qu'elles étaient menacées. « La condition essentielle pour que la civilisation européenne se répande, écrit à cette époque Ernest Renan, c'est la destruction de l'islamisme. Là est la guerre éternelle qui cessera quand le dernier fils d'Ismaël sera mort de misère ou aura été relégué par la terreur au fond du désert. L'Islam est la plus complète négation de l'Europe[20]. » Cette position ne peut être appréhendée à l'aune d'aujourd'hui. Il serait donc hasardeux d'en conclure à une trahison des élites. À l'époque la collaboration apparaît comme un progrès, puisqu'il s'agit surtout de maîtriser la modernisation inéluctable, unanimement réclamée par tous ceux qui réfléchissent. Les motivations espagnoles sont évidemment tout autres. Pour Madrid qui n'a pas les moyens d'occuper le territoire qui lui est dévolu, il s'agit de faire admettre une pénétration pacifique et politique, avec une lointaine tutelle, en vue de quoi un bureau, l'Oficinas de Asuntos Indigénas, est créé en 1908[21]. Les notables, dont il s'agit de s'assurer la collaboration, doivent en payer le prix qui consiste à dévier le dynamisme belliqueux et l'esprit guerrier des Rifains en luttes intestines, pour éviter qu'ils ne se retournent contre les Espagnols. Les vendettas meurtrières, autrefois régies par la

coutume, doivent être attisées, les différends aggravés. Le système traditionnel faussé, les Rifains en viennent à s'entre-tuer. Deux petites tribus s'épuisent ainsi à la suite d'un incident banal : un enfant avait abattu un chien![22] Le colonel Riquelme l'avouera plus tard devant les Cortès : « On poussait les Rifains à s'entre-tuer, pour qu'ils soient en constant état de guerre entre eux, ainsi ils ne nous attaquaient pas[23]. » Le pays n'est pas conquis, il est maté, décimé par d'innombrables querelles, au surplus ravagé par de périodiques sécheresses, et avec son territoire abrupt, dont à peine le quart est cultivable, il ne peut pas nourrir ses six cent mille habitants. Les paysans sans terre partent chaque année plus nombreux pour les fermes d'Oranie. L'immigration extérieure se développe. Les Rifains s'enrôlent dans les tirailleurs algériens. Certains vont travailler en Europe ou construire des chemins de fer en Afrique noire.

L'Eldorado rifain

Mais pour pauvres qu'ils soient, les Rifains ont des mines. Ils ont même une montagne d'or, le djebel Aouan qu'ils pensaient être la cause de tous leurs malheurs. Tout près de Melilla, à cinq kilomètres de Nador, sur le territoire des Guelaia, existe une curiosité géologique. C'est une montagne à 66 % de teneur en fer, avec deux gisements, l'un en haut, qui, du fait de l'érosion et des pluies, a pris une coloration rouge et est mélangée à de l'hématite, l'autre en bas où la magnétite et la pyrite sont mêlées à du souffre. La teneur est donc moindre, mais la couleur dorée peut être assimilée à de l'or. C'est un unique gisement, ce que tout le monde alors ignore, qui suscite toutes les convoitises, et est à l'origine de la légende du Rif nouvel Eldorado[24]. Mais il n'y a pas que du fer, il

y a un plomb argentifère avec lequel les Rifains fabriquent de la fausse monnaie espagnole, de l'argent, de la galène, de la calamine, du plomb, du zinc, du manganèse, du cuivre, du kaolin, selon les sources consulaires anglaises, et même, selon quelques Français, du pétrole, qui ne sera pourtant jamais découvert[25]. Les prospecteurs, allemands envoyés par les frères Manesman, espagnols, français et anglais rôdent depuis longtemps dans la région et grossissent les supposées richesses pour obtenir de l'argent et des concessions pour le compte des compagnies européennes. D'autant plus que la voie est libre. Avant 1856, le sultan et le Makhzen avaient un monopole sur toutes les mines, mais le traité commercial imposé par l'Angleterre l'a rendu caduc[26]. Si bien que les chefs locaux accordent à qui mieux mieux des concessions.

Vers 1905, le comte de Romanonès, homme politique espagnol soutenu par le gouverneur de Melilla, le général Marina, associé avec des capitaux allemands et belges, crée la Compagnie des mines du Rif pour exploiter le fer du djebel Aouan et le plomb d'Afra, avec l'aide de Bou Hamara et moyennant du matériel de guerre, une participation aux concessions et le produit des douanes makhzéniennes entre Melilla et le Rif. Des Français sont également sur les rangs, notamment Eugène Étienne, appuyé par le parti colonial français, qui crée la Compagnie de l'Afrique du Nord. Eugène Étienne, dont Drumont écrira qu'il devra rendre compte du sang des soldats devant la justice du peuple, est enthousiaste. Dirigeant l'Union coloniale, il y crée un « comité pour le Maroc » : « Ah, mes amis, s'écrie-t-il, le Maroc !, tout près de vous, quel admirable champ pour votre activité. C'est là qu'il y a des gisements de phosphates et des mines de fer, des terres à blé et des plants d'oliviers. C'est là qu'il y aura des cotonnades à vendre pour nos filatures de Tour-

coing et de Roubaix, des chemins de fer à construire, des ports à creuser pour nos métallurgistes et nos entrepreneurs et des émissions pour nos banquiers[27] ! » Pratique, Bou Hamara penche pour les plus proches, les Espagnols. Mais il n'entend pas être lésé. Lorsque les Madrilènes viennent négocier à Selouane, il les reçoit, étendu sur un grand tapis à l'ombre d'un arbre, et, devant leurs exigences, il fait apporter une douzaine de têtes fraîchement coupées que l'on pose, en silence, sur les bords du tapis. Tout le monde a compris[28]. Mais il a l'imprudence d'accepter aussi la création d'une voie ferrée pour accéder aux mines, faisant surveiller les travaux par ses hommes armés, et de recevoir en grande pompe le roi d'Espagne venu en personne inaugurer le chantier le 2 mai 1908. C'en est trop. Les Guelaia se révoltent et leur colère s'étend comme une traînée de poudre.

L'épopée d'Ameziane

En effet, dans le Rif, un nouveau chef de guerre s'est levé, le *chérif** Ameziane, chef de la *zaouia** de Zghanghan qui, ayant pendant des années commercé entre le Rif et l'Oranie, jouit d'une grande popularité. Au nom de Moulay Hafid, il prend la tête du « parti des petites gens » qui s'opposent aux notables pro-espagnols et s'établit à Kebdana où une mehalla sultanienne vient l'appuyer, ce qui lui permet de regagner un peu du terrain perdu autour de Melilla[29].

Un mois après l'inauguration du chantier, le chérif Ameziane attaque. Les combats durent jusqu'en septembre. Deux ouvriers du chantier sont tués le 6 octobre 1908 et le même jour Bou Hamara tente de pénétrer chez les Beni Ouriaghel qui le repoussent. Le 16, le chérif Ameziane victorieux installe son autorité sur le Kert. Le 21, Bou

Hamara est assiégé dans sa forteresse de Selouane. Il est livré aux troupes du sultan, emmené à Fès dans une cage de fer et exécuté le 13 septembre 1909.

Se sentant menacés, les Espagnols mobilisent, arguant des droits qui leur sont conférés par la Conférence d'Algésiras et de l'anarchie de la passation de pouvoir entre Moulay Abdelaziz, destitué le 2 janvier 1908, et Moulay Hafid, entré victorieusement à Fès et intronisé au nom de l'indépendance du pays et des réformes à accomplir[30].

En 1909, la guerre hispano-rifaine éclate alors que le général Massenet franchit la Moulouya et s'approche du Rif. Ameziane assiège Melilla. Il livre bataille au mont Gourougou : deux généraux et trois colonels espagnols sans compter d'innombrables soldats, perdent la vie dans ce désastre militaire. 113 bataillons soit 43 000 hommes sont enrôlés de force par décret royal et 100 millions de pesetas débloqués. Mais c'est oublier que la population espagnole, pauvre mais politisée, est massivement contre la guerre. Le peuple, révolté contre un système de conscription payant et discriminatoire, condamne une armée incompétente, corrompue et assoiffée d'honneurs : on compte 24 705 officiers (qui forment un puissant parti de la guerre), pour 80 000 hommes de troupe. Les crédits consacrés à la création d'un port moderne à Melilla ne cessent de s'égarer dans les poches des gouverneurs militaires et de leurs amis. Les milieux d'affaires ne sont pas tous militaristes. Ils sont médiocrement intéressés par la colonisation d'un petit territoire pauvre et montagneux dont ils pressentent que la conquête va coûter plus cher qu'elle ne va rapporter. Beaucoup, contre la monarchie d'ailleurs, estiment que leur pays est impécunieux, en proie à de graves difficultés intérieures et qu'il doit penser d'abord à son propre développement. Quant aux partis politiques et

aux corps constitués, ils apprécient peu que l'Espagne soit, comme ils disent, « le chien de garde de l'Angleterre » et un tampon entre Londres et Paris.

La semaine sanglante de Barcelone

Les bateaux transporteurs de troupes appartiennent, comme du temps de la guerre de Cuba, au marquis de Comillas. Refusant d'embarquer, les réservistes crient : « à bas Comillas, jetez vos fusils à la mer ! » Les femmes se couchent sur les rails pour empêcher les trains de partir. Le comble est atteint lorsque les bourgeoises de Barcelone viennent offrir des médailles et des scapulaires aux soldats mobilisés de force. Une énorme manifestation se déchaîne, les grèves se multiplient. S'ensuit une répression sanglante, des exécutions, dont les traces perdureront longtemps[51]. Les petites filles espagnoles joueront encore, des années après, à la marelle en chantant : « Nous ne voulons pas mourir sur le mont Gourougou pour le comte de Romanonès. » Ce dernier, devenu président du conseil, racontera dans ses mémoires qu'il fut lapidé par des gamins et assailli par des vieillards l'accusant d'avoir fait mourir leurs fils[52]. Les corps de métier envoient des lettres de protestation et d'invectives aux autorités qui développent le concept de la guerre idéologique contre « les Maures » en tentant d'exalter les valeurs patriotiques. Néanmoins, il paraît plus prudent de recruter davantage de mercenaires rifains, les *Régulares**, mais ceux-ci, comme les jeunes soldats espagnols, désertent ou vendent leurs armes pendant qu'Ameziane vole de victoire en victoire. L'élite libérale espagnole n'a pas encore compris combien le Rif va la traîner en arrière : les Républicains qui commencent à s'organiser et les intellectuels ignorent totalement la réalité marocaine.

Dans sa tribu, le cadi Abdelkrim ne bronche pas : il estime l'action d'Ameziane suicidaire. Pour prix de ses services qui commencent à lui valoir des inimitiés chez les Beni Ouriaghel, les Espagnols le pensionnent, 300 pesetas par mois, et le décorent : *caballero** de l'ordre d'Isabel la Catholique, croix rouge du mérite militaire, puis croix blanche et médaille d'Afrique. Il est coincé : n'a-t-il pas mis ses deux garçons en gage à Melilla[35] ? N'est-il pas avec le Raissouni, le Rifain sur lequel les Espagnols comptent le plus ? N'a-t-il pas opéré ce choix consciemment, parce qu'il veut le bien de sa famille, le progrès et le développement du Rif ? Que viennent faire dans ce tableau Ameziane et ses « petites gens » ? L'entreprise, pense-t-il, est vouée à l'échec. Ayant fait son choix après une longue réflexion, le cadi est persuadé d'avoir raison. En 1910, il demande même la nationalité espagnole alors que la guerre fait rage sur le Kert et tandis qu'un nouvel accord franco-espagnol confirme pour Madrid les dispositions d'Algésiras.

Les protestations de Jaurès

En 1911, la France s'installe enfin au Maroc, au grand dam des socialistes et surtout de Jaurès[36] qui voit la réaction de Guillaume II dans le port d'Agadir (l'arrivée bruyante d'une canonnière) comme la promesse d'un conflit mondial. De fait, les deux pays sont vraiment un moment au bord de la guerre, même si pour Berlin, il s'agit moins du Maroc que de dénoncer l'entente cordiale franco-anglaise. Auparavant Jaurès ne s'opposait pas à une certaine conquête pacifiste. Mais il a évolué. Pour lui, le colonialisme est « une affaire Dreyfus permanente » et la conquête du Maroc, « une opération d'un autre âge et d'un autre régime ». Il s'érige en porte-parole de « millions d'hommes qui ne veulent pas que l'or et le sang

de la France coulent dans des aventures stériles et coupables ». Très en avance sur son époque, il prêche même l'inéluctable réveil des peuples opprimés, en appelle à l'alliance des civilisations, au respect des peuples et de leurs cultures, au point que la droite, excédée, le traite, injure suprême, de « Marocain », avant de le traiter, plus tard, d'« Allemand ». À ses côtés, les intellectuels de la Ligue des Droits de l'Homme invitent le gouvernement à suspendre les hostilités au Maroc au nom des principes moraux, dénoncent les abus, les corvées, les inégalités, tout comme l'Église, divisée et qui craint de perdre son âme dans l'aventure coloniale. L'antimilitarisme, sous-jacent à l'anticolonialisme, atteint des sommets avec le socialiste Gustave Hervé. En 1907, il écrit contre la campagne de Lyautey qui conquiert le Maroc à marches forcées : « Braves Beni Snassen, cognez ferme, Allah est avec vous et nous aussi ! » À Moulay Hafid, roi du Maroc, il dit : « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis. Tu es l'ennemi de la bande de financiers qui veulent mettre ton pays en coupe réglée comme ils le font en France ! » Sauf que Moulay Hafid, en dépit de ceux qui l'ont élevé sur le trône, accepte l'accord d'Algésiras et un emprunt de 101 millions de francs de la banque de Paris et des Pays-Bas, gagé sur le produit des douanes, pour payer les dettes de son frère et les dépenses militaires françaises (70 millions de francs par an !). Étranglé financièrement et politiquement, il appelle les Français à l'aide contre la ville de Fès révoltée où Lyautey fait face, avec treize compagnies, à cent mille assaillants des tribus[35]. Vingt jours après la chute de Fès, Raissouni accueille lui-même à Larache les troupes espagnoles et les mène à Ksar el Kébir pour qu'elles puissent s'en emparer avant la France. Il leur ouvre aussi sa capitale, Asilah. Dix-sept mille personnes vivent désormais à Ceuta. Les chérifs

d'Ouezzane ont pris le parti de la France et lui ouvrent le chemin du Touat. Dans le sud, le fils de Ma el Ainin, el Hiba[36], marche sur Marrakech où il se fait proclamer sultan.

Le virage socialiste

En France, Jaurès prêche dans un désert. Dans ce pays rural, conservateur, où l'égoïsme patronal est implacable et où la haute finance accapare de plus en plus l'État, les énormes bénéfices des grandes sociétés industrielles ont quand même quelques retombées : la journée passe à huit heures, et si les luttes ouvrières sont impitoyablement réprimées, s'il y a 1,9 million de chômeurs, le produit national triple, les revenus augmentent, l'alimentation, l'habillement, s'améliorent. L'instruction se répand, qui, au nom des principes de Jules Ferry, sert à diffuser l'idéologie coloniale et transforme l'ancienne conscience de classe en conscience nationale. L'alliance entre les industriels, les banquiers qui veulent placer les surplus du machinisme naissant, la haute finance qui sait parfaitement qu'on « peut accumuler en métropole, mais qu'on gagne plus en exploitant les colonies » et les militaires, façonne l'opinion. Ainsi présenté, dans une phase ascendante du capitalisme, une internationalisation accrue du marché de l'argent, l'impérialisme n'est plus archaïque, le capitalisme devient libéral et l'expansionnisme se justifie[37]. Comment protester quand la politique est démonétisée, ravagée par la corruption, les privilèges, le clientélisme ? À la conquête du pouvoir et de « la révolution participative », les socialistes commencent à modérer leur discours anticolonial, qu'ils habillent de l'exaltation des valeurs françaises. Lorsqu'il accède au pouvoir, Clemenceau décide le débarquement de Casablanca et enté-

rine, malgré les protestations de Jaurès, la mainmise sur le Maroc. Hervé, sorti de la prison où il a été enfermé pour antipatriotisme, tourne casaque. Guesde aussi, dont un des adeptes présente un projet « *socialiste* » sur 40 000 km² du bassin du Sebou. Les théories d'Ismaël Urbain sont bien détournées ! La grève pacifiste de 1912 contre la guerre et la conscription de trois ans échoue. La voie est libre.

La chute d'Ameziane

Autour de Melilla, les combats font rage : en dépit de l'abandon du Makhzen, Ameziane a repris la lutte. Malgré de très lourdes pertes (plus de 9 000 morts et blessés, dont beaucoup de gradés), les Espagnols reprennent pied autour de la ville, pillent et incendient les *douars** autour de Kebdana. Les vengeances se déchaînent, les impôts augmentent, la haine espagnole contre les « *Moros* », prend une connotation religieuse.

Le 6 novembre 1911, deux jours après un nouvel accord franco-espagnol sur la délimitation de la frontière entre les deux occupants dans l'Ouergha, « *les petites gens* » brûlent la maison du cadi Abdelkrim et tuent ses proches. Il doit se réfugier à Nekour puis à Tétouan occupé par l'Espagne. Il n'a plus que les subsides espagnols pour vivre, ce qui ne l'empêche pas, selon les Espagnols, d'intriguer avec les firmes françaises et les frères Manesman. M'Hammed apprend le français à l'alliance israélite. Les lobbys militaires et catholiques ayant triomphé, Alphonse XIII revient au Maroc où son armée, après trente-huit combats, occupe Nador, Restingua, entre à Selouane et atteint pour la première fois la ligne du Kert. La lutte héroïque d'Ameziane paraît sans espoir.

Le Protectorat franco-espagnol sur le Maroc est signé le 30 mars 1912.

En vertu du texte de 1912, le Maroc accepte de réformer son État, ses finances, son administration, ses douanes. Il cède le maintien de l'ordre, l'occupation militaire du territoire et la sécurité des transactions commerciales à la puissance protectrice, en l'occurrence la France, laquelle s'engage à protéger les institutions du Royaume. Le système mis en place a, dans les premiers temps, abouti à un fonctionnement double, le résident, son délégué, son secrétaire général, son cabinet, son secrétariat politique, assortis d'une direction des services de la sécurité publique, et de diverses directions techniques chapeautant le commerce, les forêts, l'agriculture, la production industrielle, les mines, l'instruction et la santé publiques, la famille, etc., jouxtant et contrôlant les services du sultan, du grand vizir et des vizirs. Le conseiller du gouvernement chérifien et la direction des affaires chérifiennes du Protectorat devaient assurer la liaison entre les services du sultan et ceux de la Résidence. L'État protecteur assure la représentation, la défense, la responsabilité internationale, abandonnés par traité par l'État protégé, qui conserve cependant son individualité, son existence et ses structures internes propres. Le système a, après Lyautey, évolué assez rapidement vers une administration directe, qui a pourtant maintenu jusqu'au bout la fiction du Protectorat[38].

Lyautey est nommé résident. Comprenant parfaitement la position des notables, il va créer la politique des grands caïds, celle-là même dont rêvait le cadi Abdelkrim.

Le 15 mai, après avoir résisté huit mois sur la ligne du Kert, obligé le ministre espagnol de la Guerre à se déplacer et aligné douze mille soldats rifains contre l'armée

ibérique, Ameziane est tué au combat à Aziz Allal Kebdou. Le parti des « *petites gens* » se débande. Ce qui n'empêchera pas, symboliquement, et pendant dix ans, les tribus d'aller à leurs frais, en pleine période de sécheresse et d'anarchie, monter la garde à tour de rôle, pendant deux à trois semaines, chez les Beni Said, au Mont Mauro, sur le Kert qui reste la frontière entre la zone libre et la zone occupée. Le cadi Abdelkrim, sa maison reconstruite par les Espagnols, regagne Ajdir.

Après de pénibles négociations, compliquées par la confusion entre ses avoirs et ceux de l'État, Moulay Hafid accepte de démissionner en août et détruit dans la nuit les emblèmes sacrés de sa charge[39]. Walter Harris raconte avec verve et méchanceté la retraite d'un souverain, exilé à Tanger, dont le sort n'est toujours pas réglé et qui ne pense qu'à ses capitaux et à soutirer quelques sous à ses invités. Son frère Moulay Youssef lui succède. El Hiba est défait au sud et refoulé vers le Souss. Lyautey, à peine installé dans sa charge, grignote sur la zone frontalière dans l'Ouergha, arguant de la proximité de Fès et de Taza. À Madrid, il traite Alphonse XIII avec une méprisante hostilité, lui refusant toute coopération militaire, en désaccord sur l'internationalisation de Tanger et sur les procédés d'autonomie que l'Espagne invente : la nomination d'un khalifa (représentant) du sultan qu'elle installe aux côtés de son résident à Tétouan. Pour Lyautey, seule vaut la reconnaissance de l'intégralité des droits du sultan au nom duquel il gouverne. Il est vrai que cette nomination espagnole va s'avérer une maladresse politique : le khalifa désigné par le sultan, sur proposition des Espagnols, devenant un double symbole de soumission à l'étranger et de partage de la nation, est unanimement repoussé par les populations. Lyautey s'efforce aussi de détourner les échanges du Rif sur l'Algérie,

Fès et Taza pour ruiner le développement de Melilla. En fait, le résident récuse l'obligation, pour des impératifs européens, de concéder aux Espagnols une partie du Maroc[10]. Son objectif est un statut bizarre par lequel la France, seule protectrice du Maroc, concède à l'Espagne, au nom du sultan, « la jouissance d'une zone d'influence ». Il y a les traités ? Lyautey pense qu'ils ne sont pas si contraignants et que leur interprétation peut se décider sur le terrain. Son ami Barety[11], chef du parti colonial, membre du conseil d'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas, député des Alpes-Maritimes et président du groupe parlementaire du Maroc à la Chambre déclare : « Au moment où l'Angleterre est préoccupée par l'Égypte, l'heure est propice pour régler la question marocaine, la France a une tâche musulmane à remplir. »

Le mauvais cheval

L'Espagne s'est fait piéger. Elle doit assurer la tranquillité de sa zone d'influence et aider le gouvernement marocain à des réformes. Elle n'en a pas les moyens.

Le cadi aurait-il joué le mauvais cheval ? À son retour à Ajdir, il a trouvé non seulement les Beni Ouriaghel, mais encore les Ait Khattab, en émoi : ils ont décidé de punir de mort ceux qui commercent avec Nekour et pratiquent les vendettas. On se met à stocker des armes, à former des jurys pour réconcilier les familles hostiles, à déléguer des émissaires dans les tribus voisines, à faire des collectes pour entretenir les combattants qui vont au Kert et à prêcher la guerre contre les Espagnols. Les deux grandes familles de chorfa du Rif, Hamidou de Snada et Khamlichi, décidées à mettre fin aux conflits inter-tribaux, font voter dans leurs tribus une contribution financière pour la guerre et lèvent chacune mille hommes. Le cadi,

pour se maintenir, doit rompre cette fâcheuse alliance qui ne lui a causé que des déboires et où il ne voit poindre que des exactions grandissantes. Et il est déçu : aucune modernisation, aucun développement, aucune stabilité ne peuvent plus la légitimer. Il se rend à Nekour informer les Espagnols qu'il reprend sa liberté. Mais, lui répond-on ironiquement, « vos deux garçons sont en otage à Melilla ». Il ne lui reste plus que la ligne dangereuse du double jeu.

Mais la guerre mondiale vient d'éclater. Jaurès a été assassiné au café du Croissant. La rivalité franco-espagnole, les menées allemandes dues à la proximité de Gibraltar ne laissent aucune latitude au Rif d'échapper à de nouveaux troubles.

Démuni de ses troupes, n'ayant plus comme soldats que des Sénégalais, des Algériens et des légionnaires, Lyautey doit tenir le pays où il n'a conquis que les grands centres et les grands axes avec des effectifs réduits : « Le sort du Maroc se réglera en Lorraine » lui a-t-on dit[12]. Mais il refuse d'évacuer. Il doit aussi tenir sans aucun apport financier de la métropole, et, tout au contraire, en l'alimentant en produits agricoles. Alors il lève des emprunts, augmente onze fois l'impôt agricole, (le *tertib*), crée de nouvelles taxes sur le sucre, le café, le thé, le poivre, les bougies, les allumettes, les timbres, les patentes. Il y a des pénuries, des augmentations de prix, des révoltes. Mais, par une politique de respect de la civilisation et de la religion, par des projets économiques, le résident tente de faire oublier le conflit dans le territoire dont il est le proconsul tout puissant : c'est ce qu'il appelle la « politique du sourire ». Pour lui, « un chantier vaut un bataillon pour tenir politiquement le pays ». La population française est multipliée par dix : chaque mois 3 000 personnes débarquent au Maroc. Des Marocains,

notamment des Rifains, sont enrôlés dans les rangs français. D'autres partent travailler dans les usines métropolitaines. Quand ils reviendront, s'ils reviennent, puisqu'il y a 26,6 % de morts, ce ne seront plus les mêmes hommes. Étant retourné voir à Madrid Alphonse XIII, le futur maréchal accumule aussi patiemment une somme impressionnante de griefs contre l'attitude ambiguë des Espagnols qui laissent l'anarchie s'installer au Rif, les agents allemands mener leur propagande et permettent même l'approvisionnement des sous-marins allemands. Alors qu'il persiste à vouloir installer une base navale française à Tanger, il est informé que l'Allemagne propose même aux Espagnols de lui céder le Rif en bail, à charge pour elle de l'organiser et de le pacifier. L'idée vient des frères Manesman. Raissouni a des contacts étroits avec l'ambassadeur allemand à Madrid et permet aux Espagnols de faire la jonction entre l'Atlantique et la Méditerranée.

La tentation turque

Le cadi Abdelkrim pense, lui, avoir trouvé une échappatoire. Le 7 novembre 1914, la Turquie se range aux côtés de l'Allemagne. Le cheikh el Islam d'Istambul demande l'aide de tous les Musulmans. Le cadi reçoit un émissaire turc à Ajdir et décide de soutenir Abdelmalek Ben Mohieddine[13]. Petit-fils du grand Abdelkader, élevé en Syrie, il résidait à Tanger en 1912, après avoir plus ou moins soutenu Bou Hamara. Rallié au sultan, il est devenu fonctionnaire du Makhzen. Poussé par les Turcs, en janvier 1915, il quitte Tanger et s'installe à la tête de deux mille guerriers chez les Ghiatas, dans l'Ouergha, avec pour objectif de couper les communications entre le Maroc et l'Algérie. Le prince Ratibor envoie des émissaires, le consul allemand à Tétouan et la chancellerie de Tanger s'agi-

tent, la contrebande bat son plein entre Malaga et Melilla. Le cadi fait donc lui aussi de la propagande pour les Turcs au point qu'il reçoit à Ajdir un émissaire allemand et lui facilite les contacts pendant dix-huit jours. En échange de deux mille guerriers, on lui promet l'indépendance des tribus du Rif. Mais les Beni Ouriaghel l'accusent de diversion et refusent : « Abdelkrim, rossignol à pattes de flamant, hier soir espagnol, ce matin allemand[14]. » Son fils aîné est en prison chez les Espagnols, sa tribu le rejette. Le cadi part recruter chez les Temsamane et ne s'oppose plus à la désignation de contingents pour le Kert, mais, on ne sait jamais, à Madrid, M'Hammed est chargé de rencontrer le sous-secrétaire d'État aux Affaires marocaines, et même le roi, qui l'aurait, paraît-il, bien reçu. Celui-ci exprime son amertume à Jules Cambon des agissements de Lyautey, de la portion congrue laissée à l'Espagne et de la non délimitation de la frontière[15].

À nouveau l'Espagne projette un débarquement à Al Hoceima et fait pression sur le cadi, exigeant de lui une déclaration publique en faveur de l'Espagne et un engagement de ne pas travailler pour les Allemands. Le cadi tergiverse, garde le contact avec Abdelmalek, réfugié chez les Derkaoua, et n'a qu'un seul objectif, sortir Mohamed de Melilla et rapatrier M'Hammed de Madrid où il suit les cours d'une école d'ingénieur. Pendant que l'Espagne le couvre à nouveau d'amabilités, non sans le tenir fermement en mains[16], l'attitude anti-espagnole des Rifains s'accentue : la colonisation est le fait de reîtres qui multiplient les vexations, les humiliations, voire les massacres. Abdelkrim, plus tard, montrera à des journalistes des photographies sur lesquelles des soldats espagnols hilares brandissent comme des trophées des têtes coupées aux yeux crevés, d'horribles moignons, des restes humains[17]... Dans un Rif appauvri par la sécheresse, les gens se vendent pour un

sac d'orge et l'orge est importé de Melilla, ce qui accroît les moyens de pression... À l'ouest, les tribus rançonnées et pillées se révoltent contre Raissouni et, à l'est, en décembre 1917, ravagent une nouvelle fois les biens du cadi.

Lorsque l'Allemagne capitule, il craint, à bon droit, car il y a des précédents, les représailles françaises. À la faveur d'une fête religieuse, il fait rentrer ses deux enfants à Ajdir, en juin 1918.

La volte-face du cadi

La famille est enfin réunie. Le cadi dicte à M'Hammed une lettre pour les Espagnols. « Notre famille, écrit-il, a pris délibérément position pour l'Espagne, afin de respecter le traité d'Algésiras et dans la conviction que le Rif serait inévitablement occupé. Elle a voulu choisir elle-même ses alliés. » Mais le résultat s'est traduit par la ruine, l'isolement, les menaces. « Si vous aviez été conscients, vous auriez pacifié et développé le Rif et les excavateurs y seraient à l'œuvre. Désormais, la page est tournée[18]. » Dans le même temps, Raissouni écrit aussi à Madrid : « Sachez que nous ne sommes pas de ces arbres que l'on secoue pour en faire tomber les fruits, mais plutôt de ces pierres sur lesquelles n'a de prise ni le chaud ni le froid. » Tous les pro-Espagnols tournent le dos à l'Espagne et réclament une sorte de mandat, faute de quoi, disent-ils, ils iront chercher secours ailleurs. Les Espagnols ne peuvent réagir qu'à l'ouest : ils attaquent Raissouni et lui confisquent tous ses biens. À nouveau, il y a des villages incendiés, des bombardements pour regagner la route entre l'Atlantique et la Méditerranée qui avait été bloquée. L'Espagne occupe les Djebalas, Larache, El Ksar, Asilah et Tétouan. Raissouni prend le maquis.

La France attaque, elle, dans la région d'Ain Mediouna[39]. Malgré l'appui d'Abderrahmane el Derkaoui, chef des Beni Zeroual et de Amar Hamidou, chef des Marnissa, les troupes de Lyautey subissent une sérieuse défaite contre la famille Khamlichi qui mène la lutte. L'armée française subit de lourdes pertes, et laisse sur le terrain deux canons et quatre mitrailleuses. Un des fils Khamlichi est tué par Hamidou.

Il faut en finir. Lyautey revient à la charge alors que les États-Unis reconnaissent enfin le protectorat français sur le Maroc : il souligne l'ambiguïté de l'attitude espagnole pendant la guerre, le fait que l'Espagne n'a pas rempli ses engagements internationaux en ne rétablissant pas l'ordre et suggère qu'elle soit évincée par le rachat de sa zone d'influence. Le 25 février 1919, après une campagne de presse de plusieurs mois, Clemenceau fait officiellement part du désir du gouvernement français d'abolir les stipulations de l'acte d'Algésiras et propose d'acheter le Rif à l'Espagne, « consécration logique et complète de l'intégrité de l'empire chérifien ». Autre proposition : une cession partielle en laissant à l'Espagne quelques parties de la côte et la ligne de crête des montagnes. Lyautey estime en tout cas que le minimum, devant la situation, est d'obtenir une nouvelle délimitation de la frontière. La colonie française de Tanger réclame le contrôle de la ville. L'Angleterre monte immédiatement au créneau pour s'opposer à ces prétentions et maintenir le statu quo qui lui permet de tenir les deux accès de la Méditerranée. Mais l'Espagne ne dispose toujours pas du territoire qu'on lui a concédé ! Treize ans après Algésiras, elle n'occupe que le triangle Larache-El Ksar es-sghir-Asilah, la zone de Ceuta, Tétouan et la région de Melilla, maigre bilan qui lui a coûté 5 millions de pesetas par jour et plus de 25 000 tués, dont plusieurs géné-

raux. Londres enjoint donc à Madrid où l'émotion est vive, de conquérir enfin le Rif. Le comte de Romanonès en fait la promesse devant les Cortès. Le parti militaire fait ressortir à Alphonse XIII combien des succès au Maroc rehausseraient le prestige des Bourbons, bien écorné, et tiendraient en respect une opposition interne menaçante. Le général Bérenguer est nommé début 1919. 100 000 hommes dont 40 000 Régulares sont mobilisés pour attaquer d'abord à l'ouest, relier Tétouan à Larache, couper les Djebalas et prendre Chaouen. À partir de Melilla, il s'agit de conquérir enfin la baie d'Al Hoceima, mais par la terre, en passant chez les Ouriaghlis. Malgré les protestations de la population, 1 060 grèves en une année, Madrid ne veut plus reculer. Dès lors, les tribus, parfaitement informées, attendent l'offensive et mobilisent[50]. La guerre est, une nouvelle fois, inévitable.

NOTES

1. Les Beni Ouriaghel sont le tambour autour duquel danse le reste du Rif, David Hart, *Actes du colloque*, p. 36.
2. Sur le capital du cadi, voir G. Ayache, *Les origines de la guerre du Rif, op. cit.*
3. Sur le Maroc de cette époque, le témoignage irremplaçable de Harris, *op. cit.* Ceux de Moulieras, Aubin, Augustin Bernard, Christian Houel et du Dr Arnaud. Voir notes du chapitre précédent. Pour Harris « le sentiment de la valeur des vies humaines semblait n'être jamais venu à l'esprit des autorités marocaines », p. 93. Sur la crise du pouvoir et de la société marocaine au début du siècle, voir également Daniel Rivet, *Lyautey et le Protectorat, op. cit.*, p 83, t. 1.
4. Sur les péripéties historiques et dynastiques de la période, voir aussi les travaux de A. Laroui et C.A. Julien, ainsi que le *Mémorial du Maroc*, tomes 4 et 5. Également *Les grandes étapes de l'histoire du Maroc* par Georges Hardy et Paul Aurès, éd. Larose, Paris, 1931 et *La conquête pacifique du Maroc*, par René Cruchet, préface de Théodore Steeg, éd. Berger Levrault, Paris, 1934.
5. Sur Bou Hamara, très abondante bibliographie, notamment Mohamed Ibn Azzouz Hakim, *L'homme à la mule, Mémorial du Maroc*, t. 5. Également A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles* et G. Ayache, *Les origines de la guerre du Rif, op. cit.*
6. Sur Abdelkrim à Fès, voir Roger-Mathieu, *Mémoires d'Abdelkrim, op. cit.*, p. 56-57.
7. Voir sur le Makhzen : Mohamed Lahbabi, *Le gouvernement marocain à l'aube du XXe siècle*, préface de Mehdi Ben Barka, éd. techniques nord-africaines, Rabat, 1958 et Driss Ben Ali, *Le Maroc pré-capitaliste, formation économique et sociale*, Smer, Rabat, 1983. Voir aussi les explications de D. Rivet sur la transformation que lui fait subir Lyautey et ce qu'en dit tout récemment Mohamed Tozy, *Monarchie et Islam politique au Maroc*, Presses de sciences-Po, Paris, 1998 : « Le Makhzen est un savoir-être et un savoir-faire d'une efficacité redoutable, mais uniquement si les interlocuteurs sont en situation de la recevoir. »
8. Sur les traités franco-anglais de 1904 : le statut politique du pays ne doit pas être modifié par les Français, pour les réformes, la France doit s'entendre avec l'Espagne dans sa future zone qui bénéficie des mêmes droits et privilèges. Sur ces traités, voir *Campagne d'Afrique, 1830-1910*, du capitaine Victor Piquet, éd. Lavauzelle, 1910, Paris, p. 190. Ils sont assortis d'une convention

secrète hispano-française du 3 octobre 1904. La convention franco-allemande date, elle, de 1911. D'autres accords préalables avaient été conclus en 1901 et 1902. Voir également sur cette période, *Visages de la diplomatie marocaine depuis 1844*. Thérèse Benjelloun, éd. Eddif, Casablanca, 1991.

9. Sur Raissouni, abondante bibliographie chez Laroui et Ayache, notamment. Un film américain a retracé l'histoire du condottière dont le rôle était joué par Anthony Quinn.

10. L'enlèvement de Harris, de Perdicaris et de Verley était destiné, comme les prises d'otages d'aujourd'hui, à gêner et discréditer le pouvoir central. Un ultimatum des puissances est adressé à Moulay Hafid.

11. Sur la bataille de Jaunez, en 1907, voir naturellement Harris, p. 217. Harris fut libéré sur l'intervention de Hadj Mohamed Torrès, représentant du sultan à Tanger.

12. Sur Algésiras, voir Harris, p. 219. Laroui, in *Mémorial du Maroc*, t. 4, notamment la déclaration du grand vizir el Mokri du 22 janvier 1906, dans le *Mémorial*, p. 282, t. 4. L'acte d'Algésiras est en partie inséré dans ce volume. Voir également ce qu'en dit Hassan II, roi du Maroc, dans *Le défi*, Albin Michel, Paris, 1976. Une lettre de Moulay Hafid à ce propos est lue à la Chambre française le 29 juin 1912 par Jaurès.

13. Sur la conquête du Maroc par la France, Henri Cambon, *Histoire du Maroc*, préfacée par le général Weygand, Hachette, Paris, 1952. Également *La conquête pacifique du Maroc*, de René Cruchet, *op. cit.* La proclamation espagnole sur la prise des îles Zaffarines, à l'embouchure de la Moulouya, figure dans *l'Unité de l'empire chérifien*, de Jacques Bonjean, LGDJ, Paris, 1955, p. 26.

14. Sur l'entrée des troupes françaises à Oujda et le bombardement de Casablanca, voir *Campagnes d'Afrique 1830-1910*, *op. cit.*, et Allal el Khdimi, *Mémorial du Maroc*, t. 5.

15. Pour attester du choix du cadi, G. Ayache, dans *Les origines de la guerre*, p. 164, cite un texte d'Azerkane, baptisé *Mémoires*, traduit par Ahmed Skirej.

16. Sur la constitution marocaine de 1908, texte entier dans Le *Défi*, d'Hassan II, *op. cit.*, p. 209-218. Voir également Ahmed el Kohen Lamrhili, *Mémorial du Maroc*, t. 5.

17. Sur les disgrâces du cadi, Germain Ayache, *Les origines*, *op. cit.*

18. La phrase est de En Naciri es Slaoui, Ahmed Ben Khaled, historien marocain, dans *Le Kitab° el Istiqça li akhbar doual al Maghreb*,

archives marocaines, Paul Geuthner, Paris, 1925, également édité à Casablanca en neuf volumes en 1956.

19. Sur les choix des notables rifains, voir non seulement G. Ayache, *op. cit.*, mais encore Pierre Dumas, *Abdelkrim, op. cit.*, p. 22 et Moulieras.

20. Renan cité par Vincent Monteil, *La pensée arabe,* Seghers, Paris, 1987. Voir également G. Reynaud, *Les Croisades d'hier et d'aujourd'hui,* Cerf, Paris, 1990, et les travaux de l'historien tunisien Hichem Djait.

21. Sur l'Oficinas des Asuntos Indigénas, G. Ayache, *Les origines de la guerre du Rif, op. cit.* Daniel Rivet, in *Lyautey et le protectorat français* t. 3, souligne l'incapacité de cette instance dont le responsable ne savait même pas lire une carte d'état-major.

22. Sur l'anarchie et les vendettas parmi les tribus rifaines, G. Ayache, tenant d'une position étatiste et hégélienne, refuse catégoriquement la thèse de David Hart, in *Actes du colloque*, p. 33 et suivantes, celle de Robert Montagne dans *Révolution au Maroc*, éd. France-Empire, Paris, mai 1954 et de Moulieras. Par contre, pour David Montgomery Hart qui a fait une thèse impressionnante sur les tribus rifaines, le Rif est « une encéphalie organisée dans un système segmentaire ».

23. Déposition du colonel Riquelme du 29 juillet 1923, G. Ayache, *Les Origines, op. cit.*

24. Sur les mines rifaines, témoignage de A. Serfaty, ingénieur des mines, responsable de ce secteur dans les premiers gouvernements du Maroc indépendant. Lire également R. Montagne, *Politique étrangère, op. cit.*, Bernard Rosenberger, *Autour d'une grande mine d'argent du Moyen Âge marocain, le Djebel Aouan,* Hespéris Tamuda, Vol. V, Rabat, 1964. Voir également les témoignages de JL Miège, *op. cit.* et de Xavier Yacomo, dans les discussions du colloque, in *Actes*, p. 62-63 et *Le rêve d'Abdelkrim.* En 1920, précise Daniel Rivet, 400 000 tonnes de fer sont extraites chaque année du Rif par les sociétés Sotolazar et la compagnie des Mines du Rif. Mais il n'y avait pas que les mines. Dans l'ouvrage collectif *Histoire du Maroc, op. cit.*, chez Hatier, est publié, p. 301, un contrat signé entre le chérif Abdesselam d'Ouezzane et Jabrizot, directeur des grands magasins du Printemps à Paris sur l'exploitation de terres.

25. Sur le pétrole, voir Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine, pétrole-intelligence-service, op. cit.*

26. Le monopole sultanien sur les mines s'est terminé en 1856 à la suite du traité signé avec l'Angleterre. Le *dahir** sur le statut minier instituant une commission arbitrale date de janvier 1914. À l'époque, 497 requêtes lui avaient été présentées, dont 203 uniquement pour le Rif.

27. Cette citation d'Eugène Étienne figure dans tous les ouvrages sur l'anticolonialisme, Ageron, Biondi, Girardet, Liauzu, précédemment cités.

28. Voir Harris, p. 129.

29. Sur Ameziane, voir principalement G. Ayache, *Les Origines* et le *Mémorial du Maroc*, t. 5.

30. Sur les querelles dynastiques de 1904 à 1908, voir A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles* et *Histoire du Maghreb*. Également G. Ayache, p. 173 des *Origines* sur la *beia** (allégeance) des tribus de Fès à Moulay Hafid.

31. Sur les événements de Barcelone, voir en priorité la thèse de Maria Rosa de Madariaga, *Les Espagnols devant les campagnes du Maroc de 1909 à 1914*. Également sa contribution dans les *Actes du Colloque, Le Parti socialiste et le Parti communiste d'Espagne face à la révolte rifaine*, p. 308-366. Également dans les mêmes actes, les contributions de Meyer, *Les conséquences politiques de la guerre du Rif en Espagne*, p. 302-307 et de Roberto Sanchez Diaz, *La pacification espagnole*, p. 75-80. Voir également *La guerre du Rif sous le règne d'Alphonse XIII*, de Simon Levy et, de Barnabé Lopez Garcia, *La cruzy la espada, La opinion publica espagnola y el tema marroqui (1860-1940)*, Madrid, Historia, 16, ano 14, extra IX, abril 1979.

32. Les mémoires du comte de Romanonès, *Notas de Une vida*, Madrid, Aguilar, 1945.

33. Sur la collaboration du cadi Abdelkrim avec les Espagnols, abondantes précisions dans G. Ayache, *Les origines*... Cette thèse est très controversée, voire refusée au Maroc. Elle se fonde néanmoins sur le dépouillement d'archives espagnoles qui paraissent difficilement contestables. Elle est, en partie, corroborée par les autres ouvrages sur Abdelkrim des années 1925-1929 et par ses propres propos dans ses *Mémoires* recueillies par Roger-Mathieu. Mais il y a évidemment non seulement les faits, mais encore l'interprétation que l'on veut en donner.

34. Innombrables travaux sur les déclarations anti-coloniales de Jaurès et de Hervé. Outre ceux déjà cités de Ageron, Biondi, Liauzu, Girardet, etc., lire *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Jaurès*

à Blum de Ahmed Koulakssis, Armand Colin, Paris, 1991, et la thèse inédite de Mohamed Kharchich, *La France et la guerre du Rif*, Lyon, 1989. Ainsi que de Madeleine Rebérioux, *La république radicale (1898-1914)*, coll. Points-Histoire, Seuil 1975, et, du même auteur, *Jean Jaurès, textes choisis contre la guerre et la politique coloniale*, éditions sociales, Paris, 1959.

35. Sur l'insurrection de Fès, voir D. Rivet, *Lyautey et le Protectorat français, op. cit.*, t. 1, p. 125. Sur le Maroc de cette époque, voir aussi *Histoire du Maroc* d'Henri Cambon, *op. cit.*, et *Les missions diplomatiques françaises à Fès* par François Charles-Roux et Jacques Caillé, éd. Larose, Paris, 1955.

36. Sur Ahmed el Hiba, Abdallah Laroui, dans le *Mémorial du Maroc*, t. 5. Également Daniel Rivet, in *Lyautey et le protectorat*, p. 136, t. 1.

37. Sur la France avant 1914, voir essentiellement *La république radicale 1848-1914* de Madeleine Ribérioux, *op. cité*, 1975. Également *La République des hommes d'affaires* de Jean Garigue, Aubier, Histoire, *Le Roman Vrai de la IIIe et IVe République*, de Gilbert Guillemineault, 1870-1918 et 1919-1958, 2 tomes, R. Laffont, Paris 1991, et *Mémoires d'un Président*, anonyme, La table ronde, Paris, 1972. Également, *Cœur de Tigre*, de Françoise Giroud, Plon/Fayard, Paris, 1995.

38. Texte du Protectorat français sur le Maroc du 30 mars 1912, p. 88 du *Mémorial du Maroc*, tome 5, synthèse dans Henri Cambon, *Histoire du Maroc*, *op. cit.* Sur le fonctionnement du Protectorat, voir principalement Flory, *La notion de Protectorat et son évolution en Afrique du Nord*, Revue juridique et politique de l'Union française, LGDJ n° 4, 1954, *Les structures politiques du Maroc colonial*, de Abdallah Ben Mlih, l'Harmattan, Paris, 1990 et les *Mémoires* de Guy Delanoë, l'Harmattan, Paris, et Eddif, Casablanca. Ainsi que l'évolution minutieusement décrite par Daniel Rivet, dans *Lyautey et le Protectorat*, 3 tomes.

39. Sur Moulay Hafid, voir Harris, *op. cit.*

40. G. Ayache, *Les implications internationales de la guerre du Rif, op. cit.*, reprise d'un texte publié dans Hespéris Tamuda, Vol. XV, faculté des Lettres de Rabat, p. 349-388. Les visées de Lyautey sur le Nord du Maroc se trouveront confirmées par l'évolution de l'Espagne pendant la guerre 1914-1918. Lyautey dira ainsi à Huot que l'Espagne mérite d'autant moins le Rif qu'elle en a fait, durant la guerre, une base allemande.

41. Sur Baréty qui a d'ailleurs écrit lui-même en 1932 un ouvrage intitulé, *La France au Maroc*, lire Paul Isoart, *La guerre du Rif et le parlement français*, in *Actes du colloque*, p. 173-217.
42. Sur l'administration de Lyautey, voir Hassan II, *Le défi*, *op. cit.*, André Maurois, *op. cit.*, *Paroles d'Action*, et les lettres, *op. cit.* Voir également Daniel Rivet, *op. cit.* Sur la réduction des effectifs militaires et des moyens financiers de Lyautey pendant la guerre, voir l'introduction de Roger-Mathieu aux *Mémoires d'Abdelkrim*, p. 19, également *Histoire de l'armée française en Afrique, 1830-1962* d'Antony Clayton, Albin Michel, Paris 1994.
43. Sur Abdelmalek, voir G. Ayache, *op. cit.*, Daniel Rivet, p. 108-110, *in Lyautey et le Protectorat*, t. 3 et *Le rêve d'Abdelkrim*, p. 99, *op. cit.* Abdelmalek disparaît en 1924.
44. Citation, p. 233 de G. Ayache dans *Les origines de la guerre du Rif*, qui déclare la tenir de témoignages oraux.
45. Extraits du rapport secret de l'entrevue entre Jules Cambon et le roi d'Espagne le 15 octobre 1916, dans *Histoire du Maroc* de Henri Cambon, *op. cit.* Sur l'antériorité de la question rifaine pour l'Espagne, voir *Les origines*, G. Ayache, p. 162, et sur les difficultés de délimitation de la frontière des zones espagnoles et marocaines, voir *Lyautey l'Africain*, lettre du 25 juillet 1921. Sur l'Espagne, voir Maria Rosa de Madariaga, *op. cit.* et G. Ayache, *Les implications internationales, op. cit.*
46. Sur les contacts du cadi et de son fils Abdelkrim avec les Allemands, voir G. Ayache, *Les origines*, mais également *Les Mémoires d'Abdelkrim, in* Roger-Mathieu, p. 59-61.
47. Les atrocités commises par les Espagnols, et réciproquement, motiveraient, selon des témoins, le fait que les archives espagnoles de la guerre du Rif soient interdites aux non espagnols et entreposées dans un endroit montagneux reculé à 150 km de Madrid, la sierra Guedaljara. Voir aussi photos et propos dans *Les Mémoires*, p. 71-72, de même relations de Arturo Barea, sergent dans l'armée espagnole de 1920 à 1925, publiées à New York, Viking, 1974, sous le titre *The track* (la piste), t. 2, *The forging of a rebel*.
48. La lettre du cadi, *in* G. Ayache, *Les origines*, p. 223 et lettre d'Abdelkrim à son père, p. 214. G. Ayache cite des archives espagnoles (SHM MEL 2, 9, 22 et 29).
49. Ain Médiouna, voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*.
50. G. Ayache, *Les implications internationales*, *op. cit.* et Maria Rosa de Madariaga, in *Actes du colloque, op. cit.*

CHAPITRE 3

Le phénix d'Anoual

Au moment où il rentre à Ajdir, en 1919, Abdelkrim a 36 ans. Marié, il vient d'avoir son premier enfant, une petite fille. Ses études à Fès, de 1902 à 1904, lui ont donné une solide formation traditionnelle. Les missions qu'il a effectuées pour son père et ses expériences politiques dans la tribu à ses côtés, mais surtout, les douze ans qu'il vient de passer à Melilla, en ont fait un homme aguerri, parfaitement au fait des manœuvres des grandes puissances dans le Rif pour avoir été au cœur de maintes intrigues. Au plan intellectuel, c'est un lettré, d'une grande culture et d'une grande ouverture d'esprit, bien formé, énergique, volontaire et courageux, qui sait imposer ses convictions avec beaucoup de subtilité. C'est aussi un jeune homme de bonne famille, né pour diriger, derrière lequel se profile l'ombre toute puissante de son père qui, jusqu'à sa mort dirigera le clan familial d'une main de fer. On sent qu'il ne lui viendrait pas à l'esprit de contester les choix du cadi. C'est un fils respectueux qui admet tout à fait d'évoluer dans son orbite. C'est ainsi qu'il a été élevé. Il a mené une vie politique agitée durant laquelle

il a développé des qualités de négociateur et de diplomate. Il est donc réaliste et pragmatique, ce qui ne l'empêche pas d'être volontaire et opiniâtre. Les circonstances ont fait qu'il a dû jouer constamment un double jeu, ce qui exige une grande habileté, beaucoup de ruse et de prudence. Gageons qu'il est donc soulagé de ne plus être que lui-même, c'est-à-dire un patriote, de n'avoir plus à ruser et d'être relativement au calme à Ajdir.

Au physique, il est de stature et de maintien modestes, plutôt petit, carré et légèrement bedonnant, mais il respire une force contenue. Le visage est fort, large, les traits fins, le front bombé, les joues pleines, couronnées d'un léger collier de barbe bien taillée reliée à une fine moustache plutôt tombante. Le nez est droit. Les yeux noirs et brillants sont songeurs, un peu tristes même, avec un air de douceur et de volonté à la fois, sur les photographies de l'époque. Ils brillent pourtant par éclats et suffisent à attester d'un dynamisme et d'une détermination dissimulée. Ils sont surtout intelligents. Abdelkrim est vêtu simplement à la manière rifaine, d'une *djellaba** de grosse laine brune, d'une chemise blanche à haut col boutonné, la tête recouverte d'un *chèche** (turban) noir. On sent qu'il n'a pas encore donné toute la mesure de lui-même.

Et pourtant, sa carrière est déjà longue. Lorsqu'il arrive à Melilla en 1907, il a 24 ans[1]. Il apprend l'espagnol puis devient maître de l'école indigène d'instruction élémentaire et professeur de berbère à l'académie arabe. Il est jeune, modeste et humble, avide d'apprendre et de comprendre, loyal, ponctuel et assidu, donc apprécié. Les Espagnols sont avec lui relativement chaleureux, encore qu'il mesure, dira-t-il, « leur incompréhension totale de l'âme musulmane ». Tout en gardant ses distances, il apprend journellement à les connaître. Il mesure leur arro-

gance et leurs faiblesses, leur témérité et leur courage, il s'imprègne peu à peu de cette curieuse mentalité ibérique du début du siècle qui n'est pas dénuée de panache. Il se fait des amis avec lesquels, le soir, il joue aux dominos dans les cafés[3].

Un des premiers journalistes du Maroc

La même année, très vite donc, il commence à assurer la chronique en arabe du *Télégramma del Rif*. Il suit la révolte arabe contre les Turcs, avec Lawrence d'Arabie, l'épopée d'Enver Pacha[4], l'action syrienne de Latrach, le mouvement ouvrier de M'Hammed Ali en Tunisie. Peu à peu, ses articles témoignent d'une volonté de promotion et de progrès, et expriment sa grande admiration pour Atatürk, rénovateur du monde musulman et pour Mohamed Abdou, le grand réformateur égyptien. Abdou comme Tahtaoui prônent une renaissance, la *Nahda**, au plan des institutions politiques et de la diffusion des savoirs et des techniques pour contrer l'avance de l'Occident. Abdelkrim devient un réformiste convaincu. Il se laisse donc aller à critiquer ses compatriotes pour leur retard, à lancer de violentes attaques contre ceux qui refusent la science et le progrès. Il oppose ainsi la pauvreté technique du Rif (où l'on cultive avec l'araire en bois) au machinisme européen, qu'il appelle à imiter. C'est une attitude habile qui permet de dénoncer, de manière détournée, toute main-mise étrangère le jour où l'Orient sera enfin débarrassé de sa gangue d'ignorance. C'est ainsi qu'il dissimule un anticolonialisme latent, qui finira par lui jouer des tours. Mais l'heure est encore au compromis. Comme Ferhat Abbas à Alger et Khair Eddine à Tunis, il rêve d'un pays libre et neuf, peuplé d'écoles et couvert de chantiers. Il l'écrit. À Fès, Abdelkrim a pris la mesure de

la puissance et donc du péril français ainsi que du terrible état d'arriération du Maroc. Pour bien comprendre son attitude, il faut se remémorer qu'il n'a jamais connu un pays stable, un gouvernement central et rationalisé dans son pays. Tout au contraire, c'est une région éclatée, avec des tribus divisées et dominées par le jeu de grandes puissances, aux rivalités avivées et aux agissements contradictoires, qui est son unique paysage politique. « Mon père a raison », pense-t-il[1]. Pour rattraper le retard accumulé, mettre fin à l'anarchie, il faut l'appui d'une puissance rivale de la France. L'Espagne lui semble d'autant plus idéale, qu'elle lui laisse, à Melilla, exprimer relativement ses opinions. Et il aime les exprimer. Abdelkrim est donc un des premiers journalistes du Maroc, sinon le premier. Chronique après chronique, il plaide pour la modernisation de son pays et appelle directement les Espagnols à y œuvrer. Les années passant, son jugement s'affine, ses connaissances s'approfondissent.

Juge et intermédiaire

Distingué pour ses qualités d'intelligence, de zèle et d'efficacité, il ajoute, un an après, en 1908, à ses fonctions d'instituteur et de chroniqueur, celles d'interprète de l'Officina central, le fameux Bureau des affaires indigènes créé sur le modèle français, pour conjuguer la pénétration politique avec l'action militaire. On est là au cœur de la gestion des tribus et des individus, de l'acéphalie systématiquement organisée. C'est un poste de tout premier plan pour comprendre les hommes, les notables, les informateurs, les petites gens qui se révoltent, soutiennent Ameziane et sont réprimés. Au moment où les Khamlichi et le cadi Abdelkrim se déclarent contre Bou

Hamara et sonnent le glas de sa présence dans le Rif, Si Mohand est au cœur de l'occupation espagnole.

« J'ai mis, dira-t-il, toute mon influence et toute mon activité au service de l'Espagne. » Il négocie par exemple l'établissement pacifique, moyennant finances bien entendu, de postes espagnols dans le territoire des tribus. L'année suivante, en 1909, lorsque l'action armée du chérif Ameziane provoque les troubles de Barcelone, Abdelkrim, à Melilla, continue sa progression sur le plan politique local. Il devient secrétaire général adjoint du Bureau des affaires indigènes, puis en juin 1910, cadi, c'est-à- dire juge. Comme son père à ce moment-là, il demande la nationalité espagnole, toujours avec la conviction que les Rifains n'arriveront à rien par eux-mêmes et que les Espagnols sont aptes à favoriser l'évolution économique et sociale de la région. Comme tous les notables à l'époque, il se positionne en tant qu'intermédiaire entre les occupants et les populations et est aussi courtier de firmes de Bilbao. Il est notamment en contact avec Horacio Etchevarietta[5], gros armateur et financier, ayant l'oreille d'Alphonse XIII, son employé, Got, en même temps correspondant du journal *El Sol*, et Francisco Caballero de la société Solatazar. C'est dire qu'on ne peut être davantage pro-espagnol qu'il l'est à cette époque. D'ailleurs, il en est récompensé par une ascension extrêmement rapide.

Le 9 juillet 1911, alors que le Protectorat se précise, il écrit une chronique dans le *Tēlēgramma del Rif*, violemment anti-française[6]. C'est un article polémique, plein de verve, de talent et de passion où, affichant ses sentiments pro-réformistes, il se prononce contre l'absolutisme et le fanatisme, pour la séparation de la religion et du pouvoir. « Que Dieu anéantisse cette religion si nous la privons du nerf de notre action et de notre liberté ! » L'indépendance est sous-entendue, même si les Rifains

sont exhortés, au nom de la fidélité à l'acte d'Algésiras et au sultan de Rabat, dans d'autres chroniques, à se réformer et à se moderniser en copiant l'Europe. Ce jeune homme affiche ainsi son caractère entier et passionné qu'il sait conjuguer avec la prudence et la lucidité. La vigueur alliée à la rigueur, curieux mélange !

Le fils d'Abdelkrim a fait sa place à Melilla, une ville qui grossit autour d'une garnison de vingt mille hommes, mais, sauf dans ses articles, il est toujours discret et toujours en retrait. En 1912, alors qu'Ameziane meurt sur le Kert, il devient cadi du quartier de Ferhana. Il abandonne alors ses fonctions d'instituteur. Il est décoré du mérite militaire espagnol pour avoir su négocier le retour en Espagne des prisonniers d'Ameziane. L'année suivante, il sera nommé comme son père, caballero (chevalier) de l'ordre d'Isabel la Catholique, puis médaillé d'Afrique. En février 1914, juste avant la Première Guerre mondiale, il est nommé cadi de Melilla. Il devient successivement chef du tribunal judiciaire d'appel, puis président de la cour d'appel des tribunaux du cadi. Il multiplie les intermédiations financières : 276 lettres de ce type seront saisies chez lui par la suite.

Les premiers soupçons espagnols

L'heure du danger approche en même temps que la guerre. Le cadi a chèrement payé sa politique pro-espagnole. Et il n'a, pour argumenter sa position dans sa tribu, aucune réalisation concrète : « Si on est avec les Espagnols, dit-il à son fils, ils doivent s'engager davantage avec nous. » Abdelkrim en est d'autant plus convaincu que la modernisation espérée ne vient pas. C'est le moment que choisit, en juillet 1915, un certain Francisco Farle ou Farr, pour le contacter et lui demander de l'emmener chez

son père. En fait, c'est un ingénieur allemand (et Melilla grouille d'agents allemands) du nom de Lang qui offre au cadi de lever une armée rifaine de deux mille hommes pour lancer les Rifains vers le sud contre les positions françaises, dans les rangs d'Abdelmalek, c'est-à-dire au nom des Turcs et en échange de l'indépendance future des tribus rifaines. Le père et le fils sont tentés. Les Espagnols qui ont des agents partout sont immédiatement mis au courant. La propagande turque d'Abdelmalek est au surplus ouverte : tracts, lettres, ne laissent aucun doute sur les velléités de l'ensemble de la famille, d'autant que Si Mohand, comme on l'appelle à Melilla, a demandé à partir pour Ajdir. L'Espagne s'émeut d'autant plus que, de Madrid, sont répercutées les critiques de Lyautey contre le laisser-aller espagnol dans le Rif. Le 3 août 1915, le colonel Riquelme, chef de la Oficina centrale et donc supérieur direct d'Abdelkrim le convoque et lui demande ce qu'il sait des menées turques dans le Rif. Si Mohand répond d'un air détaché qu'il ne s'agit ni plus ni moins que de soulever contre la France et l'Angleterre les Musulmans de leurs colonies, et, en l'occurrence, d'attaquer la France au sud. « Comment manquer, s'échauffe Abdelkrim, sortant de sa réserve naturelle, cette occasion de secouer le joug français ? Pourquoi laisser, dans un tel mouvement, la place uniquement aux ennemis de l'Espagne qui risquent par la suite de se retourner contre elle ? » Riquelme est convaincu. Il a d'ailleurs toujours trouvé la France insolente envers l'Espagne. Dans son rapport à sa hiérarchie, s'il émet des doutes sur les agissements du cadi, il oublie de mettre en cause son fils. « Pourquoi, écrit-il, reprenant les arguments d'Abdelkrim, l'Espagne interdirait-elle à la Turquie en guerre de harceler son adversaire à partir de régions jusqu'alors inoccupées ? Et si elle le faisait, ne risquerait-elle pas de

déchaîner contre elle la fureur des tribus" ? » On voit que Si Mohand a su habilement plaider sa cause. Mais les supérieurs de Riquelme ne sont pas de son avis. En haut lieu, cette préférence pour la Turquie est estimée nuisible pour l'Espagne qui espère s'en tenir officiellement à la neutralité. Plus tard, Abdelkrim contestera cette vue des choses : pour lui, certains Espagnols jouaient totalement le jeu allemand et on lui aurait reproché de ne pas aller davantage dans cette voie[8]. En tous cas, le lendemain, le général Indave est dépêché à Melilla où il dicte sur l'heure une lettre à Abdelkrim pour son père : « Il est donc nécessaire, car c'est un ordre que te donne le général, que tu t'abstiennes de soutenir aucune action ni en faveur de la Turquie, ni en faveur d'un autre État. Bien au contraire, il faut t'y opposer de toutes tes forces et engager tous nos amis à faire de même, te consacrant obstinément et sans faiblesse à la seule cause qui, dans la zone assignée pour Protectorat à l'Espagne, soit une cause légitime, celle de l'Espagne elle-même. Voilà ce que le général attend de nous[9]. » Le cadi répond prudemment, mais la demande de permission de son fils a déjà été rejetée. Trois Allemands se rendent à Ajdir. Les alarmes espagnoles s'accentuent. Le Ramadan se termine. *L'aid el Kébir**, la grande fête du sacrifice du mouton approche et il sera difficile d'empêcher Si Mohand d'aller voir son père. On dépêche donc auprès de lui un nouvel émissaire, le capitaine Sist de Nekour qui le connaît bien.

Le 15 août, il surprend donc Abdelkrim chez lui à Melilla. Excédé, Si Mohand qui se sent soupçonné, s'énerve, lui d'habitude si prudent, si réservé, si maître de lui. Il marque son total accord avec le plan d'aide aux Allemands et aux Turcs dans le dessein de favoriser l'indépendance des Beni Ouriaghel. Mais il maintient sa ligne de défense : seule la France est attaquée. Sist est-il particulièrement

compétent dans son rôle d'enquêteur ? Abdelkrim a-t-il décidé de larguer les amarres ? En tous cas, il ne cache plus son nationalisme. L'Espagne, ajoute-t-il, devra se contenter des territoires déjà conquis en renonçant au reste, sans chercher à s'étendre et s'appuyer sur les notables. Un gouvernement autonome rifain travaillera avec elle, en toute indépendance. Il dévoile ainsi ce qu'il a toujours soutenu dans le *Tēlégramma del Rif*. Il s'avoue pour ce qu'il est : un indépendantiste, un patriote. Effrayé, Sist conclut à une action subversive de la famille entière et avertit Madrid. On pense arrêter le cadi à Nekour. Il se garde bien de s'y rendre. À nouveau sondé à Melilla, Abdelkrim nie ses précédents propos, mis sous le coup d'une colère provoquée par des accusations injurieuses.

Le prisonnier de Cabrerizas altas

Mais l'enquête continue et l'autorité espagnole décide de destituer Si Mohand de ses fonctions et de l'inculper pour haute trahison. Dans l'attente du jugement, il est incarcéré le 6 septembre 1915 au fort de Cabrerizas altas. Le cadi, alerté, écrit trois jours plus tard : « Par deux fois, je vous ai livré mes fils en otages pour que vous puissiez débarquer sur le rivage de ma tribu. Ma demeure a été mise à feu. J'ai payé des amendes. Je me suis vu forcé de fuir au loin avec toute ma famille, j'ai été honni et chassé de toutes les tribus, j'ai été sans raison dépouillé du produit de mes terres et privé de mon droit de toucher mes créances, sans compter d'autres actes, eux aussi inspirés par la haine. » Il soutient, comme Si Mohand, qu'il ne savait pas ainsi causer préjudice à l'Espagne. Mais son émissaire n'est pas reçu.

Abdelkrim, lui, est en prison. Alors, honneurs, élévations, décorations, tout cela n'était donc rien ! Il fait

savoir aux Espagnols que lui et son père sont prêts à cesser toute activité politique. Bien entendu, cela ne les satisfait en rien : ils ne veulent que des serviteurs, pas des partenaires.

Peut être lui manquait-il l'épreuve, lui à qui tout avait jusqu'alors réussi ?

On prépare l'instruction du procès entre le 8 septembre et le 5 novembre. Au vu des témoignages favorables, le juge conclut à un non-lieu. L'action de la justice est close. Il n'y a rien de bien précis dans le dossier. Les juges reconnaissent qu'Abdelkrim, en dépit de ses sentiments anti-européens, s'est efforcé à la neutralité. Mais le haut-commissaire espagnol décide pourtant de maintenir Si Mohand en prison et de supprimer tous les avantages accordés à la famille Abdelkrim.

Le 23 décembre, révulsé, Si Mohand usant d'une corde nouée à un créneau, tente de s'échapper de sa geôle. La corde se rompt. Il s'abat dans un fossé hérissé de tessons de bouteilles. Il a une vilaine fracture à la jambe. Il est ramassé couvert de sang et remis en prison. Il boitera toute sa vie[10].

Si on ne sait rien de ce que pense Si Mohand blessé et incarcéré, qui, dans sa prison, reçoit des généraux espagnols aux desseins contradictoires, par contre le cadi s'agite et fourbit sa riposte. D'abord, il offre sa liberté en échange de celle de son fils. On exige de lui une déclaration publique en faveur de l'Espagne. Il ne s'en engage que davantage aux côtés des Allemands et des Turcs. On dépêche le colonel Riquelme à Nekour qui, après deux mois d'efforts, arrache au cadi, contre la libération de son fils, l'engagement de recommencer à travailler pour l'Espagne.

Ce n'est pourtant qu'après une longue année d'attente, en août 1916, que Si Mohand, libéré, peut venir fêter à

Ajdir la fin du Ramadan, tout comme M'Hammed qui passe son bac à Malaga. Fin août, à la tête d'une centaine de combattants, le cadi part voir Abdelmalek. Il a beau ruser et tergiverser, les Rifains sont contre tous les Européens et menacent à nouveau d'incendier ses biens. Se pliant aux circonstances avec pragmatisme, Si Mohand retourne à Melilla. On lui rend ses biens et ses fonctions le 15 mai 1917 et le général Jordana fait attribuer une bourse à son frère M'Hammed qui part étudier à Madrid. La pension du cadi est restituée doublée, mais il doit fournir d'autres otages à l'Espagne. Nouvelle volte-face pour laquelle la famille est moquée par les Rifains. Le cadi n'en continue pas moins de fournir des armes à Abdelmalek, ce que Walter Harris dénonce en octobre. Nouvel avertissement aussi que l'assassinat d'un chérif pro-espagnol. Les propriétés de la famille Abdelkrim sont ravagées en décembre 1917. La situation est retournée au point où elle en était avant les dramatiques événements de 1915, avec en prime, un total rejet de la tribu, au point que le cadi doit s'expatrier chez les Temsamane.

La page tournée

Le désenchantement et la lassitude ont fait leur œuvre. La famille Abdelkrim avait décidé de son propre chef de collaborer avec les Espagnols pour des raisons qui lui étaient propres et après une analyse des situations internes et externes. Tant que Madrid ne procédait pas à une administration directe, ce choix était tolérable. L'ensemble des notables allait dans le même sens avec l'espoir d'une construction économique dans laquelle ils auraient joué, avec profit, le rôle dominant. Et voilà que ce choix, dicté par la raison, s'est mué en piège infernal. La famille a vu

s'aliéner toutes les sympathies dans les tribus et sent au surplus, comme le Raissouni à l'ouest, la révolte gronder. En outre, les Allemands et donc les Turcs ont perdu la guerre et voici que soixante Rifains sont livrés par l'Espagne à la France. Le cadi se croit à la merci de la vengeance des Puissances.

Sauver la famille, la mettre hors des intrigues lancinantes et avilissantes devient alors son unique objectif. En décembre 1918, Si Mohand quitte Melilla pour fêter le Mouloud à Ajdir. M'Hammed rentre de Madrid où il vient d'être admis à l'école d'ingénieurs des mines, à la mi-janvier 1919. Les deux fils du cadi sont désormais hors de portée des Espagnols. Ils ne retourneront ni à Melilla ni à Madrid. Déchu de ses fonctions une nouvelle fois, Si Mohand écrit à Don Manuel Civantos : « Étant données nos relations intimes avec l'Espagne, alors que nulle autre famille dans tout le Rif ne se trouve dans ce cas, nous devons nous attendre à de grands préjudices, à de grands sacrifices, tels que déjà, nous en avons subis. Or, nous constatons que l'Espagne ne nous fournit ni l'aide ni la protection suffisante pour affronter l'hostilité croissante que nous nous attirons par notre politique »... « C'est un geste mûrement pesé », écrit-il en réponse aux conseils de prudence de cet ami[11]. Quant à M'Hammed, il écrit au directeur de la maison d'étudiants qui l'hébergeait à Madrid : « Avant la conférence d'Algésiras sur la Protection du Maroc, mon père avait déjà acquis la conviction que le Maroc ne pouvait pas, étant donné le bas niveau de sa culture, rester indépendant... que la nation dont, surtout au nord, il avait besoin d'être l'allié, ou pour mieux dire le protégé, était l'Espagne et nulle autre. » Il a donc œuvré en ce sens poursuit son fils cadet, « en dépit de la chute sensible qu'eut à subir son influence au Rif ». « Mais les vues étroites des responsables espagnols ont entravé les efforts de propagande en faveur

de l'Espagne. » Ils ont ruiné la politique de pénétration, affirme M'Hammed qui détaille les pertes subies par son père. « Voilà pourquoi, conclut-il, mon père se voit contraint d'abandonner la politique et nous de demeurer ici. Les Rifains sont trop arriérés, ils nous harcèlent de leurs coups parce que nous soutenons l'Espagne. Et comme, de son côté l'Espagne nous délaisse, il nous est impossible de supporter le poids pour deux[12]. » Le prix de la liberté est payé avec la même opiniâtre volonté que celui de la collaboration. Raissouni, à l'ouest, fait, en 1919, le même calcul : on ne peut plus s'opposer à la montée de la révolte anti-espagnole chez les Rifains. La page est décidément tournée.

Le clan se reforme. Il ne bouge plus, malgré les ouvertures des Espagnols. Il biaise, mais de loin.

Le fringant Sylvestre

Les temps sont troubles. La fin de la guerre a accentué les révoltes de par le monde : chute de l'empire turc, soulèvements aux Indes, en Afghanistan, en Tripolitaine, en Égypte, en Turquie, en Chine, en Indonésie. Au Rif aussi, on sent monter de nouveaux périls. Le haut-commissaire Jordana est mort. Après les pressions conjuguées et opposées de la France et de l'Angleterre, l'Espagne est décidée à conquérir par les armes le territoire qui lui a été attribué. Les Rifains s'attendent donc à une triple offensive, à l'ouest dans les Djebalas, à l'est, du côté d'Al Hoceima, où les Espagnols ont envisagé à sept reprises de débarquer, et du côté de l'Ouergha. En outre, ils doivent supporter, en pleine période de sécheresse, un blocus sévère. Le général Bérenguer mobilise et voici qu'il nomme à Melilla, le 30 janvier 1920 le général Sylvestre, aide de camp du roi[13].

Portant le verbe haut et la moustache conquérante, Sylvestre est un des favoris d'Alphonse XIII qui a poussé à sa nomination, dans une atmosphère, une nouvelle fois, de *pronunciamento**. Fringant, plein de faconde, il est aussi la coqueluche des dames de la Cour. Mais il est aussi fougueux que léger. Ce courtisan est un sabreur impulsif, arrogant et méprisant. Dès sa prise de fonction, il accable les Rifains de mépris et les traite de « bandes de déguenillés ». Selon certains historiens, une mémorable algarade aurait opposé Sylvestre à Abdelkrim. Le général aurait giflé le Rifain qui s'évertuait à lui expliquer les bienfaits de la pénétration pacifique, et son prix. Abdelkrim a nié par la suite cette version des faits[14].

Les appuis politiques de Sylvestre sont en tous cas tels que Bérenguer doit le ménager. Au départ, il souhaitait attaquer d'abord à l'ouest pour en finir avec Raissouni, prendre Chaouen, rétablir la liaison entre Larache et Tétouan et contourner les Djebalas, pendant que les Français avanceraient vers Ouezzane et Ain Médiouna. Mais Sylvestre s'impatiente. Si la soumission des Andjaras a permis la conquête des sources d'eau de Beliousseh et donc le développement de Ceuta, Melilla est assoiffée : il faut conquérir au-delà de l'hinterland. En mars et avril, après avoir convoqué à Melilla les Beni Touzine et les Beni Oulichek, Sylvestre avance sur le territoire des Beni Said, au-delà du Kert. En mai 1920, il a déjà franchi quarante kilomètres. Puis il progresse chez les Métalsa et les Beni Bou Yahi sans rencontrer de résistance[15] : il a enfin plu, les tribus ne combattent pas, elles sèment. La mobilisation est lâche : va guerroyer qui veut et a un fusil pour le faire. Le cadi Abdelkrim, sentant le danger, proteste auprès de Melilla et de Madrid. Il dit à ses enfants : « Si les Espagnols occupent le pays, nous irons nous réfugier soit

à Fès, soit à Marrakech, chez les Français. » Sylvestre, tout à sa future victoire, ne respecte ni les personnes ni les biens. C'est un reître, qui se pare d'un esprit des Croisades. Il multiplie les vexations, fait bastonner ceux qui ne s'inclinent pas suffisamment vite devant lui et engage une campagne pour saper le crédit du cadi, qui, furieux, en vient à prêcher la résistance. Se sentant également menacés, les Temsamane, les Beni Touzine, les Beni Said et les Beni Ouriaghel prennent peur et se réunissent fin juin 1920 à Tafersit pour organiser leur défense commune. Le cadi Abdelkrim, à la tête de quatre cents fusils, commande le détachement Ouriaghli. Curieuse résurrection. Le cadi était totalement déconsidéré, on se méfiait de lui comme de son fils « qui a trop vécu chez les Chrétiens ». Pourtant, à Melilla, Abdelkrim a su aider ses contribules, ménager des entrevues, apaiser des colères, obtenir des avantages et se comporter en bon mandataire. Il sait convaincre et se faire entendre[16]. Aussi certains notables prennent-ils la défense de la famille. Et le cadi est énergique, volontaire, fin politique. Il devient vite incontournable. Les harkas s'installent sur les hauteurs. Si Mohand et M'Hammed sont restés à Ajdir. Ils tentent, par d'ultimes négociations, d'arrêter l'avance de Sylvestre qui marche sur Kelatès. « Laissez occuper Kelates et le Moro Nuevo, plaide Etchevarietta qui contacte Si Mohand, attaquez plutôt du côté français, on vous en donnera les moyens, 20 millions de pesetas, par exemple et tout ce que vous voudrez. Ne sommes-nous pas amis ? » Mais, soudain, le 19 juillet, le cadi est pris de malaise. On le redescend en toute hâte sur Ajdir. Il y meurt quarante jours plus tard, le 7 août 1920, après avoir réuni sa famille et ses partisans et leur avoir fait promettre de se placer sous la protection de la France en cas d'échec de la révolte. Il est enterré au *marabout** de Sidi Moha Ben

Ali. Le *Tēlēgramma del Rif* lui fait une belle nécrologie. Les frères Abdelkrim, effondrés et orphelins, remercient. Mais Abdelkrim pensera toujours que son père a été empoisonné sur l'ordre des Espagnols et ne le leur pardonnera jamais. Il dira plus tard : « Le mal que le poison a fait à ma famille, la sécheresse l'a fait à mon peuple. Les tribus souffraient de la faim. C'est ce moment que les Espagnols ont choisi pour liquider les derniers vestiges de notre liberté. Il nous fallait faire respecter nos croyances et nos coutumes. Notre autorité était menacée. Nous devions sauver notre prestige et éviter l'esclavage à notre pays[1]. »

La véritable naissance d'Abdelkrim

Dépourvue de tête, la *harka** rifaine se débande. Sylvestre continue sa progression : il occupe Tafersit sans combat pendant que Bérenguer entre pacifiquement à Chaouen. Il arrive au mont Moro, le 11 décembre, et, le même mois établit une base de six mille hommes, solidement armés sur le plateau d'Anoual surplombant la route de Melilla à Ajdir et des avant-postes sur les pitons rocheux environnants. De là, il ne lui reste plus qu'une chaîne de montagnes à franchir pour fondre sur les Beni Ouriaghel. Puis, fier de lui, sûr de ses futurs galons, des embrassades des dames de la Cour et des faveurs royales, il fait chanter, le 31 décembre 1920, un *Te Deum* en son honneur, à la cathédrale de Melilla, ponctué, quatre jours plus tard par un discours très optimiste d'Alphonse XIII.

Abdelkrim va-t-il s'incliner ? Non. Le voici chef de famille désormais, il a eu une deuxième petite fille. Le véritable Abdelkrim est né là, à Ajdir, au lendemain de la mort du cadi. C'est comme une résurrection, une affirmation de soi. Débarrassé de l'ombre portée, sans doute étouffante du père, le journaliste, le fonctionnaire espagnol se mue

soudainement en chef de guerre averti. Il combat le découragement et remobilise un contingent de six cents Ouriaghli qu'il poste au sommet du djebel el Qama, chez les Temsamane, ce qui, du même coup ôte à ces derniers toute velléité de demander *l'amman**. Pour occuper l'attente et réfréner les ardeurs de guerriers habitués à attaquer sans aucune préparation et avec très peu d'armes, Abdelkrim leur fait creuser des tranchées, entoure sa position de barbelés et de mines, commence des séances d'entraînement, et, pour acheter les premières armes, débloque 100 000 douros qu'il avait en compte à la banque d'Espagne à Melilla. Il rançonne aussi les notables pro-espagnols (1 000 douros par tête) sous menace de destruction de leurs biens et décide que le produit des institutions religieuses sera réservé à l'achat d'armes. Il complète son armement par un canon, trois cents obus et deux fusils mitrailleurs pris aux Français en 1918 à Ain Médiouna que la famille Khamlichi lui envoie.

Simultanément à l'instauration de la discipline, aux manœuvres et aux activités de retranchements, il décide que la *charia**, la loi musulmane, sera seule apte à rendre la justice dans les vendettas. « Il en est fini des représailles incessantes, dit-il à ses guerriers, il faut s'unir désormais face à l'ennemi commun qui veut nous occuper. Il n'est plus temps de tergiverser. Il en est fini aussi des coups de mains sans lendemains : il faut se préparer à une lutte longue selon une stratégie précise. »

« Mais nous n'avons pas assez d'armes ! »

Tendant la main vers Anoual, Abdelkrim rétorque : « Les armes sont chez les Espagnols. C'est là que nous irons les prendre. » Les Rifains sont impressionnés. Abdelkrim assoit son autorité. Mais dans son esprit, il prépare la guerre pour mieux contraindre les Espagnols à la paix. Ce qu'il a toujours voulu, comme son père, c'est

accueillir des capitaux, des techniciens européens et exploiter en commun les richesses du Rif. Une sorte de partenariat réaliste pour lequel la famille Abdelkrim milite depuis plus de dix ans. Rien dans la conjoncture internationale, qu'il scrute par la lecture attentive de la presse, ses contacts, sa parfaite connaissance de l'espagnol et ses rudiments de français et d'anglais, ne l'incite à changer de position. Il a une claire conscience des rapports de force et n'a pas oublié les leçons de son père. Il ne les oubliera d'ailleurs jamais. Son nom même assume l'héritage, assure la succession et c'est en se référant au cadi, en se réclamant de lui, qu'il publie ses premières proclamations politiques. De sa tombe, le cadi continue à diriger la famille et le nouvel Abdelkrim ne se veut et ne se voudra que le fils de son père.

Le 8 février 1921, la commission d'arbitrage minier des Puissances n'a-t-elle pas réduit les prétentions du groupe Manesman, avec lequel Abdelkrim serait, selon les Espagnols, toujours en relations ? Plus que jamais, au milieu des intrigues internationales, il faut s'imposer, et être fort pour pouvoir composer. C'est la conclusion à laquelle parvient ce chef de guerre qui réfléchit en combattant et sait attendre, réfréner les impatiences.

En avril, Bérenguer vient inspecter le front et rencontre Sylvestre à Nekour, invitant les notables à le saluer. Les deux généraux sablent le champagne, et, montrant Ajdir au loin, sur la côte, Sylvestre jure d'y prendre prochainement le thé. S'adressant aux notables présents dont Abdelkrim a fait brûler les maisons, il leur dit : « J'ai fait le serment de vous dominer par les armes ! » Le même jour, celui de la saint Jacques Matamoros, patron de l'Espagne, le roi Alphonse XIII fait transférer symboliquement les restes du Cid à la cathédrale de Burgos. Cela sonne comme un défi ! Sylvestre, lui, plaisante et

ironise sur Abdelkrim : « Il va, dit-il, tout couvert de poussière et brûlé de soleil, comme un vrai montagnard[18] ! » Comme pour s'amuser, le général espagnol fait tirer sur le marché d'Ajdir. Les Beni Ouriaghel répliquent.

Le 10 mai 1921, 50 délégués des 5 fractions Ouriaghel et des Beqquioua montent en délégation à el Qama, décident la levée de 100 hommes par fraction de tribus, font le serment de rester unis et désignent Abdelkrim comme chef de « l'armée des combattants du Rif ». Abdelkrim leur impose ce qu'on appellera le serment d'el Qama : l'abrogation du mode tribal de règlement des conflits, des rançons et des vendettas et la remise en application de la charia islamique, sous la responsabilité de cadis désignés[19].

L'entrée en scène de Daniel Bourmancé

Un de ses amis, Daniel Bourmancé-Say[20], se précipite alors au Quai d'Orsay à Paris pour réclamer de l'aide pour les Rifains. Il obtient un rendez vous avec M. de Beaumarchais, au département d'Afrique du ministère français des Affaires étrangères, mais est poliment éconduit. Il plaide pourtant : selon lui les Rifains peuvent offrir à la France, contre les menées anglaises sous-jacentes aux actions espagnoles, un accès à la Méditerranée qui, selon lui, manque cruellement. « Les Rifains peuvent enrayer la désastreuse influence anglaise qui s'exerce contre la France en Méditerranée. » Abdelkrim est-il à l'origine de ce voyage ? Il connaît très bien Daniel Bourmancé-Say, par l'intermédiaire d'Allouche, un Beqquioui fidèle, astucieux et efficace qui vient de prêter le serment d'el Qama et lui est devenu très proche. Allouche est l'ami d'enfance de Daniel avec lequel il a grandi, qu'il apprécie pour sa solidité morale et sa confiance. Il n'oublie pas que

son père adoptif, Louis Say, ne sortait jamais en mer sans Allouche.

En 1900, celui-ci, adepte des Saint-Simoniens et des grands navigateurs français, avait installé à ses frais un comptoir maritime à l'embouchure de l'oued Kiss, frontière entre l'Algérie et le Maroc, dans la lagune de Mar Chica, à vingt kilomètres de la Moulouya, mais du côté algérien, au lieu-dit Cajroud, pompeusement rebaptisé Port-Say. C'est là que les Français avaient au début du siècle installé une pêcherie dont les Espagnols s'étaient emparés en 1908. Louis Say qui exécrait toute conquête militaire et se prononçait constamment pour l'infiltration commerciale, avait noué des liens économiques avec toute la région, avec les postes français comme avec Melilla et le Rif où il avait de nombreux amis. Dès le début du comptoir, il y avait accueilli une douzaine de familles Izemouren, de la petite tribu des Beqquioua, qui s'étaient attiré l'ire du sultan en 1896 pour avoir enlevé un capitaine français, un Grec et quelques Portugais, en représailles de l'arrestation de certains de leurs compagnons. Décidant de ne pas attendre passifs l'expédition punitive sultanienne, ils avaient fui en Algérie et s'étaient réfugiés quelque temps à Oran. Ils avaient accueilli avec empressement l'offre de Louis Say et prospéré dans son comptoir. Grâce à eux, il faisait un peu de contrebande, ce qui lui avait valu de faire partie de la confrérie très fermée et très soudée des « frères de la côte », dont la solidarité transcende les multiples nationalités, Marocains, Algériens, Italiens, Espagnols, Maltais et même Russes et Tchèques. Depuis la mort de Louis en 1915, Daniel continuait. Outre sa position commerciale, il avait les mêmes vues politiques que son père adoptif, il voulait jouer un rôle et il est fort possible qu'il ait décidé de prendre des contacts à Paris de sa propre initiative d'autant que Allouche,

depuis que Sylvestre avait entrepris la conquête du Rif oriental, sentant que sa place était avec ses compagnons, avait rejoint le Rif.

L'attaque d'Ouberrane

Les liens sont donc noués avec les Français, comme le cadi l'avait demandé d'ailleurs. Avec les Espagnols, ils ne sont pas rompus. Relancé par ses vieilles connaissances, Got et Horacio Etchevarietta, Abdelkrim hésite. Ils insistent. Don Francisco Caballero, représentant de la société Solatazar, qui lui aurait envoyé au surplus 400 000 pesetas, écrit à Abdelkrim : « Attention, vous êtes en train de préparer une harka contre notre gouvernement. Vous allez vous mettre en difficulté. À Melilla on vous aime et votre retour serait bien vu. » Finalement, Abdelkrim envoie Azerkane, son beau-frère, appelé par les Espagnols, qui le connaissent bien, « *el pajarito* », le petit moineau, négocier à Melilla. Un code secret est même décidé pour que Abdelkrim communique avec Sylvestre : il faut éviter que les choses n'aillent trop loin. Il pense encore que s'il montre sa force, les Espagnols devront traiter avec lui. Il sait aussi que les Espagnols sont divisés : tous ne sont pas des foudres de guerre comme Sylvestre qui veut à tout prix une victoire par les armes.

Mais, toujours prudent, il fait occuper une autre position stratégique chez les Temsamane, au sud-est d'el Qama, donnant sur la vallée de l'Amekrane et Anoual, puis un second poste vers Sidi Chaib. Les Espagnols attaquent la harka rifaine et établissent un poste de mille cinq cents hommes et de l'artillerie en face d'el Qama, à Dhar Ouberrane[21].

Début juin, alors qu'Abdelkrim serait redescendu à Ajdir, à quarante kilomètres de là, pour de nouveaux pourparlers

avec l'Espagne, ses lieutenants restés à el Qama voient la garnison d'Ouberrane quitter en masse le poste, n'y laissant que deux cent cinquante hommes. Ils décident de l'investir, l'encerclent, coupent les communications et l'attaquent. Abdelkrim ne leur a-t-il pas dit qu'il fallait prendre les armes là où elles se trouvent, chez les Espagnols ? En quelques heures le poste est conquis. 150 Espagnols tués, 400 fusils Mauser, 60 000 cartouches, 4 mitrailleuses, une batterie de campagne, des obus et un canon pris en butin, ainsi que des vivres et des médicaments. Seuls 50 Régularès et 20 artilleurs parviennent à fuir. Ce premier engagement de 400 Rifains est le véritable début de la guerre du Rif, le grand tournant de la lutte des tribus depuis l'intrusion espagnole au nord du Maroc.

L'encerclement d'Anoual

La victoire est annoncée par des feux sur les collines. Abdelkrim établit son QG à M'Zouira. Les Beni Ouriaghel arrivent en masse au combat, les Beni Touzine les rallient. Le chérif Ouezzani Si Hamidou de Snada et Si Mohamed Khamlichi viennent avec chacun six cents de leurs partisans, les Rifains affluent par centaines : Abdelkrim se retrouve en quelques jours à la tête de six mille guerriers. Les tribus ralliées aux Espagnols font défection, les notables pro-espagnols sont poursuivis, le vent a décidément tourné. Sans perdre la tête, bien que submergé par cette première victoire, Abdelkrim organise : il fait convoyer les armes lourdes à Ajdir pour les installer en face de Nekour et établit une ligne de résistance entre Sidi Driss et Tizi Azo. Abdelkrim dit : « Ne voulant pas succomber à l'erreur qui avait été funeste à nos ennemis, nous fortifions les positions conquises. Mes instructions formelles étaient de fortifier à outrance et de

ne pas attaquer. » Sylvestre lance une offensive à Sidi Bouyane, Abdelkrim réplique : résultat, 314 tués Espagnols, contre 17 Rifains et encore du butin.

Le 8 juin, Abdelkrim est consacré chef de guerre à Imzouren. Mais alors que les Rifains, grisés par cette première victoire, brûlent d'en découdre, il réfléchit et adresse des proclamations à toutes les tribus. Voyant les combats tarder, les chefs repartent à la tête de leurs troupes pour rentrer les récoltes. Abdelkrim, avec son premier noyau discipliné et encadré, lance quelques actions de commandos contre les postes espagnols isolés pour mesurer leur capacité de défense et coupe systématiquement les lignes de ravitaillement espagnoles. C'est là qu'il donne la mesure de ses vraies qualités de chef et de stratège. À chaque fois qu'on l'interrogera sur Anoual, il répondra : « Le courage et le bon sens sont suffisants... J'ai toujours trouvé autrement plus facile de commander des troupes devant l'ennemi que de traiter avec les étrangers qui sont venus me voir[22]. » Début juillet, il encercle le poste espagnol de Igheriben défendu par deux cent soixante hommes, sur l'autre flanc de la montagne. Il le coupe de son approvisionnement en eau. Puis il attaque sur la colline de Sidi Brahim. Le combat est rude et meurtrier des deux côtés. Sylvestre, mis au défi, commence à perdre pied. Nombre de ses officiers ont quitté le commandement pour inaugurer un établissement thermal à Melilla, d'autres sont en permission à Malaga. Ce costaud ambitieux et impulsif est un faible. Ses rêves écroulés, il se sent perdu. Tout en ameutant tout ce que Madrid compte encore d'amis d'Abdelkrim pour tenter de stopper l'encerclement, il envoie, pour dégager Igheriben, 7 compagnies, 3 escadrons et une batterie de montagne. Ces assauts sont tous repoussés.

Abdelkrim organise, galvanise ses hommes et harcèle sans relâche les Espagnols. Il n'attaque pas Anoual, trop bien défendu, il l'épuise, il poste ses hommes après avoir soigneusement reconnu les lieux[23]. Il ne les sacrifie pas, soucieux des pertes déjà enregistrées dans les batailles au corps à corps, mais bénéficiant de la relève inépuisable des tribus. Sa tactique est d'obliger l'adversaire à sortir et à venir lui-même buter sur les nids de tirailleurs rifains[24].

Le 17 juillet, c'est la 27e nuit du Ramadan, la nuit du sacrifice. Le croissant de lune est à son plus grand degré de finesse. Il fait beau et chaud, les grains sont rentrés. Par groupes de cinquante, les soldats rifains montent à l'assaut de l'avant-poste espagnol de Sidi Driss pour barrer la route à l'armée espagnole : la bataille s'engage autour d'Anoual[25], elle durera cinq jours. Les Espagnols sont refoulés et bombardés avec le canon pris à Ouberrane. Les Rifains grignotent ensuite, l'un après l'autre, tous les avant-postes espagnols, Tafersit, Sidi Idriss. Sylvestre, débordé, panique : ses voies de communication avec Melilla et Nekour sont coupées, ses patrouilles anéanties, ses courriers capturés. Le général Navarro arrive en renfort. 26 000 hommes sont concentrés sur Anoual et bloqués par 1 500 Rifains qui tiennent un front de trente kilomètres. Sylvestre tente de discuter. Il hisse le drapeau blanc. Réclamant son retrait, Abdelkrim lui envoie soixante hommes sans armes. Mais, accueillis à coups de fusils, ils sont tués à bout portant. Les Rifains, alors, ne feront plus de quartier.

La mère des batailles

La nuit du 20 au 21 juillet Abdelkrim passe d'une tranchée à l'autre pour exposer l'enjeu de la bataille à cha-

cun de ses hommes. Il leur explique la valeur de chaque cartouche, chacun des éléments de l'attaque projetée. Il aura toujours le talent de résoudre simplement les problèmes compliqués et excelle au juste milieu entre la louange et la critique. Sa pensée, claire, nette, précise, fait merveille. Son audace et son intelligence également. La même nuit, il fait afficher à la mosquée de Tanger un appel à « Notre maître, Moulay Youssef, prince des Croyants, pour qu'il nous donne ce qu'il nous faut pour mener notre lutte, qu'il nous applique les lois qu'il voudra et par l'intermédiaire de quelque nation qu'il voudra, sauf l'Espagne. » Il est donc parfaitement conscient de l'enjeu de ce qu'il entreprend, de son ampleur aussi.

Igheriben tombe, sa garnison entière est massacrée. Sylvestre, en total désarroi, demande à 4 h 55 du matin, le 22 juillet, l'autorisation de se replier. Ses effectifs sont composés au tiers de mercenaires rifains dont il n'est pas sûr. Parmi les trois mille hommes engagés imprudemment pour dégager en vain Igheriben et les autres postes, les pertes ont été nombreuses. Les nouveaux renforts qu'il réclame ne peuvent arriver à temps. Il décide alors de lever le camp, mais dans la panique, la précipitation, sans véritable plan, en plein midi. C'est la débandade et le début de la déroute : les mercenaires se retournent contre les Espagnols écrasés sur le mont Rojo et laminés par la vague déferlante des Rifains. C'est une avalanche qui descend des pentes des djebels… une foule avide de pillages et de combats où les tout jeunes gens imberbes coudoient les vieillards à barbe blanche que l'âge a voûtés sans leur ôter leur vigueur ni leur instinct de destruction. C'est l'armée sans chefs, mais où chacun connaît sa place, qui avance de colline en colline, de ravin en ravin, avec une régularité incroyable telle une vague qui submerge tout. » Une atmosphère sinistre comme le

pays lui-même entoure tout, les hommes et les choses semblent avoir été créés pour la lutte » renchérissent des témoins[26]. « Ce fut, dira Abdelkrim, une bataille d'une folle sauvagerie qui tourna bientôt à la boucherie. Nous nous sentions grisés par cette victoire inespérée[27]. » Au Rif chacun à une exaction à venger, un meurtre, un viol, une humiliation espagnols à laver dans le sang. Femmes, enfants, vieillards armés de pierres et de bâtons, sont soulevés et poussés par l'antique vengeance. Tous déferlent des montagnes et poursuivent sans pitié les Espagnols. Avec leur parfaite connaissance de leur pays, ils savent quels défilés il faut obstruer et là où les rochers sont plus efficaces que les tirs des mitrailleuses.

Dans leur course effrénée vers Melilla, les fuyards, harcelés, sans ordre, sans encadrement, lourdement chargés, jettent leurs armes et leurs munitions. Ils sont affamés, morts de soif, suffoqués de chaleur, leurs rangs grossis de tous les postes abandonnés, ils deviennent vite une vague informe et chaotique qui s'engouffre dans les défilés rocheux où les attendent guerriers et villageois dont la haine déborde. Dans le désordre, le chaos, l'horreur, l'armée espagnole, abandonnant le territoire gagné si facilement quelques mois auparavant, reflue vers Mellila. Les passages des oueds Gan et Kert sont terribles. Les canons et les mitrailleuses sont abandonnés et la déroute continue, de plus en plus meurtrière : les officiers ont presque tous disparu : « Le Maure court plus vite que toi, soldat espagnol, ne lui permet pas de t'attraper ! », disent les militaires ibériques. Dans ce territoire aride et toujours insurgé, qui a déjà suscité toutes les craintes, ce territoire de la peur et des embuscades, la mort rôde pour les Espagnols. Les postes restants sont encerclés. Dar Kebdana et Selouane en sont réduits à négocier la vie sauve que seuls conservent les officiers :

toutes les garnisons sont massacrées. La grande vague de la révolte rifaine submerge tout sur son passage.

La mort de Sylvestre, le désarroi d'Abdelkrim

Sylvestre est mort : son corps a été découvert à côté d'une automobile, la portière ouverte, à quelques kilomètres d'Anoual, à côté de tous ses adjoints. Pour l'histoire, la version admise sera qu'il s'est suicidé, remettant à son ordonnance, avant de se tirer un coup de pistolet dans la tête, ses décorations, ses insignes d'aide de camp du roi et ses documents pour qu'il les porte à Melilla. Selon d'autres versions, il aurait été tué alors qu'il s'apprêtait à monter dans l'automobile pour gagner la zone occupée et un petit Rifain aurait apporté à Abdelkrim le ceinturon et les étoiles de Sylvestre dont le corps n'est ni retrouvé ni identifié. Mais la commission d'enquête des Cortès retiendra plus tard la thèse, plus honorable, du suicide, ne serait-ce que pour sauver l'honneur du Roi, compromis dans la défaite par le soutien qu'il n'avait cessé d'apporter au fringant général.

Le 23 juillet 1921 au matin, Mohamed el Khattabi, dit Abdelkrim, parcourt à cheval le plateau d'Anoual, les monts aux alentours de la cuvette et les pistes qui mènent à Melilla. Il est suffoqué par l'odeur de la mort et estomaqué par l'énormité de la défaite de l'armée espagnole, dont il prend peu à peu conscience : il est d'autant plus interloqué qu'à ses yeux, il n'a pas livré bataille. Il n'a fait, pour défendre le territoire menacé des Beni Ouriaghel, que tisser une toile d'araignée avec méthode et détermination, certes, mais il n'aurait jamais imaginé que Sylvestre s'y serait à ce point enferré.

Le spectacle est insoutenable. Sur des kilomètres, dans chaque buisson, dans chaque repli du terrain, des cadavres,

dont celui d'un ami d'Abdelkrim, le commandant Moralès (qu'il fera remettre aux Espagnols avec les honneurs militaires), des armes tordues, calcinées, des mitrailleuses et des munitions abandonnées, des chevaux et des mulets morts, des véhicules brisés, des débris de toutes sortes témoignent de l'ampleur de la débâcle. Çà et là des blessés gémissent. Quelques prisonniers, gardés par des guerriers ouriaghli, armes brandies, sont regroupés par petits paquets, prostrés, hébétés, souvent agenouillés. Ce sont de jeunes paysans d'Andalousie ou des ouvriers de Galicie dont les officiers ont disparu. Ils ne sont pas plus de sept cents et Abdelkrim ordonne qu'il ne leur soit fait aucun mal. « M'étant ressaisi, dira-t-il, j'ordonnai à mes hommes de faire quartier à ceux qui désiraient se rendre, mais ils ne m'écoutaient pas, tuant tous ceux qui leur tombaient sous la main. Je dus menacer de mort les combattants déchaînés qui voulaient achever les blessés[F]. » Bien que son visage ne trahisse aucune émotion, il est choqué par « ce fleuve de boue et de sang qui le sépare désormais, et à jamais, de l'Espagne ». Il n'est pas ivre de sa victoire comme on pourrait s'y attendre. Il est perplexe, choqué et presque effondré. Sa stratégie précédente qui était, en dépit de tout, de parvenir à un accord avec les Espagnols est devenue brutalement obsolète. Il va désormais lui falloir assumer totalement une guerre dont il peut prévoir qu'elle sera longue et meurtrière. Car, pour lui, cela ne fait aucun doute, les Espagnols qu'il connaît mieux qu'il ne le connaisse, vont vouloir se venger, et, tout au moins, combattre pour l'honneur.

La crainte des chefs rifains

Et il n'est pas le seul à le penser. Un membre de son conseil vient de dire : « Ni Si Mohand ici présent ni

nous-mêmes, n'ignorons que l'Espagne, en usant de la force, reprendra ce pays. Mais nous savons aussi quels sacrifices elle devra, pour ce faire, s'imposer ! » Il n'a pas répondu. Il pense de même. Son frère aussi est inquiet. Il l'a pris en aparté et lui a dit : « Tu n'as plus les pieds sur terre, mais, évidemment, si tu les reposes, ta vie sera en danger. Tu sais que l'Espagne ne renoncera jamais à jouer au Maroc le rôle que lui ont confié les puissances... et les Espagnols ne pourront plus jamais avoir confiance en toi... Je ne vois qu'une issue, tu vas te laisser emporter par le courant qui te précipitera dans l'abîme. » Jusqu'au chérif Ouezzani, si enthousiaste jusqu'alors, qui lui fait dire : « Je suis d'avis que tu cherches à faire la paix avec les Espagnols pour le bien même de ces Rifains incultes[28]. »

Tout cela, Abdelkrim le sait. Il est ébranlé, mais, dans l'immédiat, il lui faut prendre des dispositions sans tarder. Les premières qui s'imposent, pour lui, sont de sauver les prisonniers, de faire enterrer les morts et de faire convoyer sur Ajdir l'important butin d'armes : 129 à 200 canons, 400 mitrailleuses, près de 25 000 fusils, un stock d'obus, plus de 10 millions de cartouches, des automobiles, des camions, un hôpital de campagne, du matériel de transmission et de campement, un réseau téléphonique, une invraisemblable quantité de vivres, de vêtements. « Les Espagnols, pense-t-il, nous fournissent en un jour tout ce qui nous manquait pour équiper une armée et organiser une guerre de grande envergure pendant plus d'un an. » Inventorier ce matériel énorme et le mettre en sûreté ne va pas être chose facile. Abdelkrim le sait. Chaque tribu va vouloir sa part du butin... Abdelkrim va tenter de ruser, de biaiser, de s'adapter avec rapidité et souplesse aux circonstances et il va y parvenir.

Le massacre du Mont Aroui

Seul le général Navarro a pu réussir à stopper la fuite de quelques trois mille hommes, qu'il rassemble, sans leur matériel, perdu. Parti de Batel pour Melilla, il se réfugie, le 29 juillet, au Mont Aroui dont la garnison bloque encore la route de Melilla à Abdelkrim. Il est encerclé le 30 juillet et résiste jusqu'au 9 août, ravitaillé par avion, tandis que Bérenguer, accouru à Melilla organise la résistance. Mais d'emblée, le général décide de sauver la ville et de ne pas porter secours à l'armée en déroute. Pour être certain de ne pas être par la suite attaqué, il fait signer à tous ses officiers un texte commun en ce sens.

Les premiers renforts espagnols débarquent le 24 juillet à Melilla où sont déjà stationnés 15 456 soldats. Ils sont bientôt 20 000 puis 36 000 avec 1 000 officiers, une pléiade de généraux, et le soutien de l'Espagne entière.

Pendant ce temps la révolte rifaine continue comme un violent orage. Toutes les tribus, même celles des abords de Melilla, soumises aux Espagnols depuis des années, se soulèvent et rallient Abdelkrim. Selouane tombe, et Nador dont la garnison a fui vers Mélilla, le 2 août, est assiégé par trente mille Rifains. Les colonnes de secours du général San Jurjo ne peuvent ni avancer ni être ravitaillées. Le 6 août, Abdelkrim dépêche une troupe de six mille hommes pour stopper les pillages et les massacres et multiplie les proclamations pour exiger le respect, sous peine de mort, des soldats espagnols qui rendent leurs armes. À Izmar, certains tuent leurs officiers pour s'emparer de leurs montures et offrent de l'argent pour avoir la vie sauve : l'orgueil espagnol a fondu comme neige au soleil dans la panique et la honte. Tout le système de défense a basculé : on dénombrera 13 192 morts, mais on pense qu'entre 19 000 et 20 000 Espagnols périrent, selon le rapport fourni aux Cortès.

L'Espagne en deuil

Pendant que les restes de l'armée ibérique sont patiemment poursuivis et décimés, l'Espagne est en deuil, ébranlée dans ses tréfonds : le tocsin sonne sur Madrid qui se partage entre la stupeur et la colère, les drapeaux cernés de noir sont mis en berne, des coupons sombres accrochés aux balcons et aux fenêtres des maisons. C'est la plus grande catastrophe militaire de tous les temps pour l'armée espagnole, un fait d'armes déshonorant, qu'elle mettra soixante-dix ans à oublier, et, également un des plus formidables désastres coloniaux. Le cabinet ministériel démissionne le 8 août. Une commission d'enquête est nommée par les Cortès. L'opposition critique ce qu'elle appelle « el tegido de farsas » (un tissu de farces). D'autres disent : « l'Espagne a pris l'os des Jebalas et l'épine du Rif[29]. »

Le 9, le Mont Aroui est investi[30]. La légende rifaine d'aujourd'hui rapporte une astuce d'Abdelkrim : il aurait mis des bougies sur le dos d'un troupeau d'ovins et les Espagnols assiégés auraient cru à un assaut et auraient paniqué. Mais Navarro n'a plus d'armes, à peine de quoi tenir en vivres : malgré ses tentatives de négociation et toutes sortes d'interventions, la garnison va être massacrée. Entre 4 100 et 4 400 cadavres pourriront des jours et des jours avant qu'on ne puisse les enterrer. Il ne reste plus que Navarro et quelques officiers à la tête de 1 200 prisonniers et toute l'énergie des Espagnols se concentre pour tenter de les sauver.

La route de Melilla est ouverte. Mais Abdelkrim qui encercle et harcèle la ville au canon donne pourtant l'ordre de l'épargner. On commence pourtant à y préparer l'évacuation, à détruire les documents et les archives, à brûler les dépôts de munitions dans une panique totale, même si les renforts continuent à débarquer. « En quelques

minutes, la nouvelle se répandit dans toute la ville, écrit un témoin... dans les rues, la foule affolée cherchait refuge dans la vieille forteresse, les cours des casernes étaient envahies. Les gens fuyaient par les rues en poussant des cris comme si les rebelles arrivaient, ce qui provoquait des scènes d'horreur[1]... » Pourquoi Abdelkrim décide-t-il de ne pas prendre Melilla, ce qui lui sera reproché et dont il se repentira lui-même plus tard ? Pour des raisons humanitaires, tout d'abord : afin de sauver la vie des Espagnols réfugiés au Mont Aroui, il a envoyé une petite troupe de Beni Ouriaghel pour expliquer qu'il fallait épargner les soldats ibériques. Mais les Metalsa et les Beni Bou Yahi qui assiègent Navarro sont deux tribus révoltées après avoir subi, sans que les autres Rifains leur aient porté secours, brimades et dépossessions espagnoles et sont d'autant plus portés à la violence. Ils refusent d'exécuter les ordres d'Abdelkrim, tirent sur le contingent ouriaghli et tuent vingt-cinq hommes. Abdelkrim craint de tels comportements à Melilla, une ville où, après tout, il a vécu plus de douze ans. C'est du moins ce qu'il dira. Bien sûr, il n'a pas une totale confiance dans les tribus de l'hinterland de Melilla, les Guelaia, où, pourtant, la puissante famille Ameziane l'a rejoint depuis juillet et lui a fourni deux cents hommes. Mais, n'ayant pas encore établi son autorité sur toutes les tribus, n'ayant pu rétablir l'ordre qu'il souhaite, son organisation militaire encore embryonnaire, il craint un incendie générale qu'il ne pourrait maîtriser. Il se méfie aussi du sursaut espagnol qu'il prévoit très vite et qui est la réaction des massacres. Et s'il en doutait, l'ampleur des renforts reçus par Bérenguer et la ligne de postes qu'il a fait établir autour des principaux établissements espagnols le lui confirmeraient. En outre, trop lucide pour jouer les apprentis sorciers dans une ville qu'il considère comme une citadelle

imprenable, il ne veut pas sacrifier la vie de ses hommes dans des batailles frontales. Il craint aussi la réaction des Puissances : prendre Melilla c'est tout autre chose que défendre son territoire. C'est déclarer une guerre plus vaste qu'il ne croit encore avoir les moyens de la mener, d'autant qu'il espère toujours une négociation. Il n'a fait que stopper les Espagnols. Il n'est pour l'instant pas dans ses intentions d'aller plus loin. Non décidément, il ne se résout pas à l'offensive. Il dira plus tard : « Je n'ai pas voulu occuper Melilla pour ne point créer de complications internationales. Je m'en repens amèrement. Ce fut ma grosse erreur. J'ai manqué ce jour-là, de la clairvoyance politique nécessaire. Tout ce qui a suivi a été la conséquence de cette erreur[32]. » Lorsque, le 16 août, les Guelaia demandent de l'aide, il leur fait répondre que les Rifains ont libéré leur propre territoire, qu'ils fassent de même. Car, depuis longtemps déjà, le Rif s'arrête à la frontière du Kert. Et pour les Ouriaghli, il s'arrête à Anoual. Les Guelaia offrent à Abdelkrim de devenir leur chef. Il refuse, mais leur envoie des armes et dépêche un de ses adjoints à Nador. Les vainqueurs d'Igheriben stoppent donc à l'oued Kert et laissent les tribus encore occupées en découdre avec les postes espagnols installés sur leurs territoires respectifs. En somme, les raisons stratégiques sont majeures et alors que la ville est à la portée de sa main, Abdelkrim n'a que l'idée de contraindre les Espagnols à rester dans les murailles de Melilla. Il donne des permissions à ses hommes pour aller célébrer chez eux la fête du mouton et s'occupe essentiellement de convoyer l'essentiel du butin sur Ajdir. Il choisit Ermana comme poste avancé, pare au plus pressé. Il n'a aucune conscience du retentissement considérable et mondial d'Anoual. Tout ce passe comme s'il n'avait pas encore pris la mesure de sa propre victoire.

C'est ce que sent bien un de ses amis, Driss Ben Said[35], que lui a dépêché le 27 juillet Bérenguer. Ben Said est le fils du pacha de Salé. Il a été condisciple d'Abdelkrim à Fès, dans les *médersas** Attarine et Saffarine et à la Qaraouyne. Les deux hommes ont maintenu les contacts. Ben Said travaille pour les Espagnols. Il arrive de Nekour pour négocier la libération des prisonniers puis la retraite de Navarro, ce qu'Abdelkrim accepte pourvu que le général espagnol rende les armes. Ben Said va passer deux nuits dramatiques en compagnie d'Abdelkrim, la nuit du 27 au 28 juillet et celle du 4 au 5 août. Il tente de lui faire valoir, avant de repartir, le 13 août, pour faire son rapport, qu'il pourrait peut-être gouverner le Rif sous l'autorité espagnole, ce qu'il a toujours voulu. Il refuse. C'est trop tard : « Les miens me sentent sincère et s'inscrivent sous mon autorité. Au moindre geste en faveur de l'Espagne, tout serait anéanti. »

Et, surtout, il est épuisé. Fatigué et malade, il rentre à Ajdir le 18 août. Il lui faut réfléchir.

NOTES

1. Sur la vie d'Abdelkrim à Melilla, voir G. Ayache, *Les origines, op. cit.* Également, *Mémoires*, Roger-Mathieu et les livres de Fontaine, Dumas et Ladreit de La Charrière, *op. cit.*, ainsi que Hubert Jacques, *L'aventure rifaine et ses dessous politiques*, éd. Bossard, Paris 1927.
2. L'épisode des dominos est rapporté par George Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain*, 1905-1955, t. 1, l'Harmattan, Paris, 1984.
3. Sur Enver Pacha, voir Rosalba Davico, *La guerilla libyenne 1911-1932. Impérialisme et anticolonialisme en Afrique du Nord dans les années vingt*, p. 402-449, in *Actes du colloque*, et, dans les mêmes, Vincent Monteil, *La guerre révolutionnaire*, p. 149-158. Voir également inédit de René Galissot, *L'Internationale communiste et la question nationale et coloniale, théorisation de l'impérialisme*, et *Impérialisme et colonialisme, le premier âge de la question nationale et coloniale*.
4. Voir *Mémoires*, Roger-Mathieu. À Pierre Dumas, Abdelkrim déclare : « *J'avais lié ma fortune à celle des Espagnols.* » Sur l'explication du double jeu d'Abdelkrim, voir D. Rivet dans *Lyautey et le Protectorat*, p. 258, t. 3.
5. Sur Etchevarietta, voir *Le rêve d'Abdelkrim*. Pour D. Rivet, il s'agit d'un banquier basque en même temps républicain espagnol.
6. Chronique publiée par G. Ayache, *Les origines*, p. 170. Sur les intermédiations financières, le *bulletin de l'Afrique française* (août 1924, cité par Paul Isoart, *Actes du colloque*), a publié de nombreux articles accusant Abdelkrim d'avidité et de prévaricité, thèse que reprend en partie Daniel Rivet dans *Lyautey et le Protectorat, op. cit.*, notamment à propos du contrat signé en 1922 avec J. de Taillis, p. 259, t. 3.
7. Sur les rapports de Riquelme, voir G. Ayache, *Les origines, op. cit.*
8. « J'affirme, dit Abdelkrim à Roger-Mathieu, in *Les mémoires*, que le général Azparru lui-même, un jour qu'il vint me voir dans ma prison, m'a avoué que notre refus d'adhérer à la rébellion d'Abdelmalek avait motivé mon arrestation. » p. 65.
9. Lettre d'Abdelkrim à son père, voir G. Ayache, in *Les origines, op.cit.*
10. Sur les péripéties d'Abdelkrim à Melilla, son arrestation, l'enquête, le procès, voir principalement G. Ayache, in *Les origines, op. cit.*

11. Lettre d'Abdelkrim à Civantos, *Les origines*, p. 250-251.
12. Lettres de M'Hammed dans *Les origines*, y compris celle adressée à Don Manuel Aguirre, ministre d'État à Madrid, p. 252-53 et 282.
13. Sur Sylvestre, voir essentiellement l'ouvrage posthume de G. Ayache, *La guerre du Rif*, paru en 1996 à l'Harmattan, Paris.
14. Cette version développée dans Ayache est contestée par Abdelkrim dans *Les Mémoires*.
15. Sur les préparatifs de Bérenguer et de Sylvestre, voir *Les origines* et sur l'avance de Sylvestre, voir G. Ayache, *Les implications internationales*, *op. cit.*
16. Dans *ses Mémoires*, Abdelkrim parle abondamment de son père et de ses préparatifs de l'attaque de Anoual. Voir aussi sur la période, G. Ayache, *Les origines de la guerre du Rif*, *op. cit.*
17. Cité par Kenneth Brown, *Résistance et nationalisme*, in *Actes du colloque*, p. 472-477.
18. Lettre de Sylvestre à Bérenguer, 10 février 1921, in *Les origines*, p. 306-307.
19. Sur le serment d'el Qama voir G. Ayache, *Les origines et la guerre du Rif*, voir aussi Daniel Rivet, t. 3, p. 256.
20. Sur Daniel Bourmancé et son père Louis Say, voir essentiellement Léon Gabrielli, *Abdelkrim et les événements du Rif 1924-1926*, mémoires et documents recueillis par Roger Coindreau, préface du Maréchal Juin, éd. Atlantides, Casablanca, 1953, p. 7-12.
21. Sur la bataille de Dar Ouberrane, voir abondantes relations dans la presse marocaine à l'occasion des commémorations annuelles, reprises de la presse française et espagnole de l'époque. G. Ayache, dans *Les origines*, détaille abondamment par le menu toutes les péripéties des batailles. Voir également *La guerre du Rif. Mohamed Ben Abdelkrim*, Mohamed Zniber, *Mémorial du Maroc*, t. 5.
22. In *Mémoires*, Roger-Mathieu.
23. Portrait d'Abdelkrim au combat dans G. Ayache, *Les origines de la guerre du Rif*, p. 336-37.
24. Description des batailles rifaines dans *Le Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1925 et 1926, cité par Daniel Rivet, *Le commandement français et ses réactions vis-à-vis du mouvement rifain 1924-1926*, p. 101-136, in *Actes du colloque*. Voir dans *Les Mémoires*, ce qu'Abdelkrim lui-même dit de Anoual.

25. Toutes les descriptions de la bataille d'Anoual se recoupent, y compris dans les témoignages d'Abdelkrim, tant sur le déroulement des faits que sur les pertes espagnoles et le butin saisi.
26. Voir Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine, op. cit.*
27. *Mémoires, op. cit.*
28. Déclarations rapportées dans les deux ouvrages de G. Ayache, *Les origines* et *La guerre du Rif., op. cit.*
29. Sur l'Espagne après Anoual, voir Maria Rosa de Madariaga, *le Parti socialiste espagnol et le Parti communiste d'Espagne face à la révolte rifaine*, p. 308 et suivantes, ainsi que les contributions dans les *Actes du colloque* de Roberto Sanchez Diaz, *La pacification espagnole*, p. 75-80, et de Jean Meyer, *Les conséquences politiques de la guerre du Rif en Espagne*, in *Actes du colloque, op. cit.*, p. 302-307, *Le Rêve d'Abdelkrim, op. cit.*, p. 130-131, Mohamed Samarkandi, *La guerre du Rif et son image dans la dépêche de Toulouse, la mission civilisatrice de l'Europe à l'épreuve*, Centre international des cultures orientales et méditerranéennes, CICOM, 1993, Toulouse. Voir aussi G. Ayache, *Les implications internationales.*
30. Sur la bataille du Djebel Aroui, *Le Matin du Sahara*, Casablanca, 20 juillet 1996.
31. *Colonialismo*, 1973, p. 66-102 de Juan Bérenguer, *Melilla la Codiciada*, cité par Charles André Julien, *Le Maroc face aux impérialismes, op. cit.*
32. Ce qu'en dit Abdelkrim dans les *Mémoires.*
33. Sur Driss Ben Said, voir Kenneth Brown, *Résistance et nationalisme op. cit.*, in *Actes du colloque.*

Chapitre 4

Les rêves de la victoire

Abdelkrim est perdu dans ses pensées. S'il a grimpé péniblement, car sa jambe abîmée le fait souffrir, au haut du promontoire qui domine Ajdir, le rocher de Nekour, que l'on appelle aussi le penôn d'Al Hoceima – et toute la baie, c'est pour réfléchir tranquillement à la succession rapide des événements. S'il ignore encore les répercussions internationales de sa victoire, pour le Rif, il commence à se pénétrer de ce qui est vraiment arrivé, de la responsabilité qui est la sienne, et des attentes qui l'accompagnent. Il se sait aussi entré dans un processus plein d'aléas et de dangers. Il a 38 ans, il vient d'avoir son premier fils, ce qui lui fait trois enfants, il se sent vieux d'avoir navigué dans autant d'intrigues, de manœuvres, des chefs locaux comme des puissances. Il pense à son père, à son enfance, il éprouve le besoin de se pénétrer de toute l'histoire de son peuple, dont il se sent à la fois dépositaire et fier. Certes, il a souvent critiqué les Rifains dans ses chroniques du *Telégramma del Rif*, et ouvertement méprisé leur arriération culturelle et scientifique. Mais « l'Occident », cet Autre qu'il leur désignait comme

modèle, il a eu, depuis, amplement le temps de le comprendre : sa civilisation de fer, généreuse de loin, est en fait cruelle impatiente, égoïste. Il doit faire appel à toute son ouverture d'esprit, à toute sa tolérance, pour ne pas se laisser envahir par la haine face à l'arrogance, aux exactions commises par cet Occident qui méconnaît systématiquement les autres. Cet « Occident-là » ne laisse d'autre alternative que la soumission ou la révolte et celle-ci est souvent sanctionnée par la mort. Quant aux Rifains, ils lui apparaissent différents, depuis qu'il en est venu, presque malgré lui, à symboliser leur soif de liberté. Arriérés, peut-être, sûrement même, mais fiers et libres ! Il faut leur amener le progrès pour qu'ils puissent enfin se développer. C'est ce qu'il se jure de faire, c'est la mission qu'il s'assigne ! Et lui, tellement assoiffé de modernisation, se prend à rêver d'un Rif couvert d'écoles et de chantiers : « Je vais faire construire des routes, des ponts », se dit-il. « Pourquoi Ajdir ne deviendrait-elle pas l'Ankara du Maroc ? » pense cet admirateur inconditionnel[1] d'Atatürk « Bien sûr, une Ankara modeste, mais en tous cas un centre prospère. »

Abdelkrim se remémore avec regret l'épopée fulgurante d'Ameziane qui n'est pas, pour sa famille, un des meilleurs souvenirs, mais qui, après Anoual, lui apparaît sous un jour nouveau. Comme Ameziane hier, le voilà, lui, Mohamed Ben Abdelkrim el Khattabi, dit Si Mohand, appelé désormais l'Émir, investi de la même mission auprès des « *petites gens* ». Il se promet, là encore, de ne pas tomber dans le même travers qu'Ameziane, de ne pas être un feu de paille. Pour l'éviter, il faut transformer les *harkas** (contingents) en véritable armée. « Je vais, décide Abdelkrim, m'appuyer en priorité sur les trente-neuf mille Ouriaghlis et constituer à partir d'eux et des meilleurs éléments des tribus du noyau central de la résistance, un

corps de quelques milliers de réguliers. Il faut les entraîner. C'est d'artilleurs que je vais avoir le plus besoin, ainsi que d'un système d'encadrement hiérarchisé et très discipliné qui me permettra de sauvegarder l'actuelle cohésion et de juguler l'anarchie et les divisions. » Mais, songe-t-il encore, « il faut aller au delà : il faut créer un État, tel est le maître mot hors duquel il n'y a pas de salut », un État fort. Car la guerre va reprendre. Instruit par l'expérience, Abdelkrim sait que les Puissances vont se ressaisir et ne permettront pas la paix. Lucide, plein de bon sens, il n'a aucune illusion sur ce qui l'attend. Ce qui le rend un peu triste, car il se sait seul : à lui de commander, mais aussi de prévoir, de surveiller, et surtout de penser les stratégies. Heureusement qu'il sait se démultiplier et qu'il peut être un travailleur infatigable. Mais qui dit État dit organisation interne et externe. Il faut donc un gouvernement. Il faut aussi, songe-t-il, une assemblée qui permette d'associer les chefs des dix-huit tribus principales du Rif et les *cheikhs** de toutes les *jemaas**. « Ce serait, envisage-t-il, le véritable instrument du gouvernement des tribus confédérées du Rif, en même temps que le conseil de la résistance[1]. » Les décisions seront donc communes, c'est-à-dire incontestables, relayées au plan local par le maintien modernisé du système traditionnel. Ce sera la prochaine étape. Il faut garder les *jemaas** (assemblées) élues par des notables à l'échelle de chaque village, qui gèrent les biens collectifs et élisent un *cheikh**, mais tous les *chioukhs** devront élire à leur tour un caïd par tribu et ce sont eux qui siégeront dans le parlement, instance qui centralisera toutes les décisions et surtout dirigera la guerre du front rifain. « Il faudra que, plus tard, songe Abdelkrim en réformateur convaincu, je fasse une Constitution. Il faut aussi que je crée des écoles. Je vais d'ailleurs lancer sur le champ une annonce dans

Lissan ed Dine d'Alger pour recruter des enseignants. Mais tout cela va coûter de l'argent. » Donc l'État du Front Rifain qui reste à consolider doit disposer de finances : Abdelkrim a déjà fait réserver le produit des biens religieux ou habous à l'achat des armes depuis la veille d'Anoual. Il lui faut le systématiser sur une plus large échelle et instituer un système d'imposition juste qui viendrait s'ajouter aux taxes sur les douanes et les marchés déjà en cours et qu'il va prélever pour le compte de l'État rifain au lieu et place des Espagnols. C'est à partir de la gestion des lendemains de la bataille qu'il faut entamer cette œuvre d'organisation.

Le gouvernement des Ouriaghli

« Je vais y aller tout doucement », se dit Abdelkrim, sans brusquer, non par la coercition, mais par la persuasion, pour laquelle il sait disposer d'indéniables qualités. Entre autres, il a la capacité de convaincre sans donner l'impression d'imposer son point de vue, il sait écouter et trancher au moment adéquat, stimuler l'initiative et saisir la situation d'ensemble. Les premières tâches lui semblent devoir être de mettre, à l'écart des appétits des chefs locaux, l'énorme butin de guerre et les prisonniers. Car Abdelkrim n'a qu'une confiance relative dans les notables rifains dont il connaît par expérience la vénalité et la versalité. En fait, il connaît bien son peuple et ne veut s'appuyer que sur ses proches. Il faut donc que le système à mettre en place associe à l'œuvre commune toutes les tribus sans qu'aucune puisse disputer la primauté non seulement aux Beni Ouriaghel, mais surtout aux Ait Khattab et spécialement à la famille Abdelkrim. Car s'il est le chef, il entend que son autorité ne soit pas contestée. Bien sûr, les grandes familles mara-

boutiques influentes au Rif et qui ont fait son histoire, l'ont rejoint. Les Khamlichi lui ont donné leur caution, offert des armes et mille guerriers. Un des fils du chérif est à sa disposition. Les Ameziane, de même, qui ont quitté leur territoire pour rejoindre ses rangs. Par contre, Hamidou, de Snada, lié aux chérifs d'Ouezzane, pro-français, est encore hésitant et il est à gager qu'il le restera longtemps, sauf évidemment si Abdelkrim parvient à rassurer les Français, ce qui est aussi une de ses priorités pour ne pas devoir faire face à deux fronts. Même chose pour le Derkaoui des Beni Zeroual. Mais la majorité des zaouias du Rif et des Djebalas ont déjà reconnu son autorité.

Au fur et à mesure qu'il songe aux transformations à mettre en œuvre, à la réalité des décisions à prendre, son esprit s'apaise, sa pensée s'éclaircit.

Avoir arrêté la voie à suivre lui apporte un peu de sérénité et le soir tombant ramène le calme dans son esprit apaisé par les couleurs du soleil couchant. Après tout, se dit Abdelkrim, Dieu lui a tracé la voie, il lui faut obéir. Il regagne lentement Ajdir.

Dès le lendemain, il réunit sa famille, son frère M'Hammed, son oncle Abdesselam, ses beaux-frères, Azerkane et Boujibar, ses cousins Ben Ziane et Hitmi et ses autres fidèles. Il les sait réticents devant la tournure des événements et peu préparés aux lourdes tâches qui les attendent. Leur émotion et leur inquiétude sont palpables. Cependant la solidarité doit jouer. Il le leur dit avec beaucoup de diplomatie et de doigté. Il sait user de son pouvoir avec tact, en ayant toujours l'air de faire partager ses décisions. Son autorité respectée n'est jamais cassante, toujours persuasive, exercée dans le sens de la conciliation pour une cause commune. Abdelkrim écoute, attentif, la tête penchée. Il se garde bien d'intervenir jus-

qu'à ce que chacun exprime le fond de sa pensée. Et lorsque, à bout de réflexions, ils se tournent vers lui, il intervient d'une voix douce : « Je compte sur vous, sans lesquels je ne suis rien. Les tâches qui nous attendent sont énormes. La première de toutes est de maintenir la cohésion sociale, morale et politique née de la victoire. J'ai pensé créer une armée régulière que tu dirigeras M'Hammed. Nous en choisirons l'embryon parmi les Ouriaghlis et instituerons un corps d'officiers venant de toutes les tribus. Je crois que, pour commencer, il nous faudrait trois mille permanents et les former en priorité dans l'artillerie. Tu seras aussi mon délégué. Tu géreras avec moi le gouvernement que nous allons constituer et une assemblée unissant toutes les tribus qui sera le parlement de notre futur État en même temps qu'un conseil supérieur de la Résistance. Toi Abdesselam, tu te chargeras des Finances : il faut songer à un système d'imposition nouveau. Toi, Azerkane, tu prendras en charge les relations extérieures, avec Boujibar. Je pense nommer le caïd Lyazid Belhadj Hamou à l'Intérieur et confier la justice au fquih Mohamed Ben Ali Elouakili, un homme intègre des Beni Touzine ou bien à Temsamani. Zerhouni sera chargé de l'instruction. Boudra s'occupera directement de la guerre. »

Devant les mouvements divers suscités par ses paroles, Abdelkrim interroge : « Pensez-vous que nous puissions revenir en arrière, faire comme si Anoual n'avait pas existé ? » « Évidemment non », répondent-ils. « Pensez-vous, demande-t-il encore que nous puissions mener cette guerre qui va s'intensifier, si l'on en juge par l'ampleur des renforts espagnols débarqués à Melilla, avec les méthodes ancestrales, des *harkas** conduites par des chefs de tribus, sans cohésion et qui se débandent à la moindre occasion ? » « Non », répondent-ils. Abdelkrim leur rappelle alors qu'après la victoire, toutes les tribus avaient voulu

l'élire comme chef. « J'ai refusé. Désormais, j'ai réfléchi. J'accepte. Il faut convoquer tous les caïds pour créer véritablement le front rifain, *al Jabha Riffiya**... M'Hammed, envoie des émissaires dans toutes les tribus. »

La contre-offensive espagnole

La cérémonie qui sera une sorte d'allégeance se fera le 31 août. Entre-temps, Abdelkrim organise la défense de la côte du pays ouriaghli en installant vingt pièces d'artillerie le long de la baie d'Al Hoceima, face à Nekour. trois mille hommes partent d'Ajdir pour installer une ligne de défense sur le Kert, à partir de Dar Kebdana. Des tranchées sont creusées sur trente kilomètres entre Targuist et la mer. Toutes les zones libérées sont ainsi protégées et des guerriers installés dans tous les points où le ravitaillement de l'armée ennemie peut être coupé. Il n'était que temps, deux jours auparavant deux cents Espagnols étaient massacrés à Aqba el Qola et l'attaque espagnole devenait imminente.

À Melilla, Bérenguer avait déjà reçu 34 176 hommes de troupe, encadrés par 9 770 officiers, amenés d'Espagne par une véritable noria de navires. Cette armée, qui atteindra un moment 160 000 hommes, est appuyée par des chars, l'aviation et la marine. Le gouvernement espagnol débloque en hâte des fonds qui ont triplé depuis le désastre d'Anoual. Tous les renforts que demande Bérenguer lui sont accordés sans sourciller[3].

Nous ne sommes plus en 1909 lorsque la *Correspondia de Madrid* dénonçait l'engrenage de la guerre et écrivait : « Il est mille fois plus dangereux d'aller au Maroc que de ne pas y aller. Aller au Maroc, c'est la révolution. » Depuis 1913, l'armée espagnole a payé le prix du sang : elle a perdu un tiers de ses effectifs et 190

officiers, 700 officiers et 14 000 hommes ont été blessés, 60 officiers et 2 500 hommes sont prisonniers ou disparus. Le coût financier de ce conflit est évalué à 2,4 milliards de pesetas, tout cela pour ne disposer que du triangle Larache-Ksar el Kébir-Asilah, sur la côte Atlantique, et, sur la côte méditerranéenne, des zones de Ceuta, Tétouan et Melilla. Mais Anoual doit être vengé. Le roi, surtout, ne peut plus reculer. Il sent le régime menacé par l'impéritie des généraux auxquels il a confié le sort du pays. Le vieil orgueil ibérique resurgit. Il faut sauver l'honneur et relever le défi. C'est ce que le ministre espagnol de la Guerre, dépêché en toute hâte à Melilla, toujours encerclée par les harkas rifaines, vient dire à Bérenguer le 28 août. Le roi est prêt à lui envoyer deux cent mille hommes, s'il le faut. Le Parti communiste espagnol, créé l'année précédente mène bien quelques actions de protestation à Bilbao et à Madrid, mais, dans un contexte de grave crise économique, de baisse des prix, de grèves et de répression, l'opinion ne suit pas. « La page la plus honteuse jamais écrite dans l'histoire coloniale des peuples modernes » ne fait qu'attiser la volonté de revanche de l'Espagne.

L'offensive espagnole se déploie à partir du 12 septembre. Bérenguer lance 20 000 hommes sur les Guelaia pour reconquérir l'hinterland de Melilla et il attaque Nador par mer avec 6 000 hommes. Après trois jours de combats acharnés, il reprend la ville, fonce sur le mont Gourougou et Aghbalen. Les pertes sont nombreuses. Abdelkrim à la tête de quelques milliers de Rifains défend le territoire des Guelaia, mais doit se replier, laissant l'Espagne reconquérir d'octobre à novembre, tout le terrain perdu après Anoual : le Mont Aroui, Selouane sont repris. Les tribus fuient ou demandent l'amman. En novembre, Bérenguer arrive sur le Kert.

Les Rifains stabilisent le front

Pour contrer l'offensive, Abdelkrim ouvre un autre front à l'ouest. Bérenguer a restauré la liaison Larache-Chaouen et Chaouen-Tétouan, installé son QG à Chaouen, repris le cap Lau et marche sur Tétouan qu'il menace de son artillerie. Raissouni appelle au secours. Fin août, Abdelkrim lui avait écrit pour lui demander de se rallier à la tête des Djebalas. Il n'avait pas répondu et voici qu'il prend peur et réclame 200 à 500 artilleurs. Le 5 octobre, Abdelkrim lui envoie M'Hammed à la tête de 600 hommes, dont le contingent, grossi des hommes des tribus traversées, atteint 3 000 guerriers. Mais Raissouni se rétracte. Il déclare ne pouvoir fournir que des tentes ! Il craint visiblement de perdre son pouvoir sur les Djebalas si l'armée d'Abdelkrim parvient jusqu'à son territoire. Pour détourner le flux rifain, il conseille à M'Hammed d'aller soutenir les Ghomaras dont le territoire s'étend jusqu'à Tétouan et commande la route de Chaouen, une tribu qui n'a jamais été soumise et qui se sent maintenant menacée par l'avance espagnole. Le 23 octobre, M'Hammed arrive sur l'oued Lau et l'assiège. Il est repoussé par Bérenguer en personne, accouru de Melilla à la tête de 10 000 soldats, d'un cuirassier, d'un croiseur et d'une aviation qui multiplie les bombardements. M'Hammed parvient néanmoins à bloquer l'avance de l'armée espagnole. Le front se stabilise et Bérenguer en profite pour se rendre à Madrid où il est accueilli en triomphe par le roi en personne. Dès son retour, le 5 décembre, il occupe Zaio, puis Batil, et rétablit la présence espagnole jusqu'à la Moulouya. Mais en Espagne, cette action d'envergure, coûteuse en hommes et en matériels, en argent aussi, suscite des critiques renouvelées. Une partie de l'armée, les hommes d'affaires estiment qu'il est temps d'abandonner l'idéologie de la Reconquista. Le ministre de la Marine,

par exemple, propose au roi de nommer Abdelkrim avec lequel des négociations sont engagées pour la libération des prisonniers, Khalifa de la zone nord. Abdelkrim reçoit maints émissaires. Comme il le dit à nouveau à Ben Said et à son prisonnier Navarro avec lequel il a, le soir, de longues conversations, il est toujours prêt à une coopération économique, à acheter la paix en somme.

Les initiatives de Bourmancé

C'est l'hiver. L'armée prend ses quartiers. Abdelkrim, ayant paré au plus pressé, tente de pousser son avantage diplomatique du côté français.

Vis-à-vis de la France, il a une stratégie très précise qu'il ne cessera de mettre en œuvre jusqu'à la fin de son expérience et qui semblera, un temps, réussir. Elle consiste à tenter d'obtenir le maximum d'autonomie que permettent les traités internationaux, tout en imposant peu à peu son existence en tant qu'État indépendant, de parvenir, également, pour éviter tous problèmes ultérieurs, à une claire et nette définition de la frontière entre la zone française et le territoire rifain. En fin politique et en bon stratège, il sait la marge étroite. Il sait aussi que son adversaire, le maréchal Lyautey, bien qu'il déteste les Espagnols, va le tenir en laisse. Il ne se fait aucune illusion sur les possibilités d'obtenir une véritable reconnaissance du Rif, mais il cherche, comme Lyautey d'ailleurs, à gagner du temps. C'est pourquoi Bourmancé et ceux qui déjà prenant en compte sa réussite, tentent de l'amadouer, sont si utiles à cette politique qu'il met immédiatement en œuvre.

Daniel Bourmancé d'ailleurs ne l'a pas attendu. À peine redescendu d'Ajdir, Abdelkrim prend connaissance des journaux internationaux qu'il reçoit encore par Nekour,

malgré les combats. Il peut lire dans l'*Intransigeant* que Daniel Bourmancé-Say y défend la cause des Rifains contre les Anglais honnis. Réalisant une interview fictive du bon Allouche, il met ses propres vues dans la bouche du Beqquioui présenté comme le vainqueur de Navarro. Il plaide pour un règlement de la question rifaine par des négociations avec l'Espagne qui donneraient une autonomie à Abdelkrim sous l'égide et avec la garantie de la France. Il s'agit, dans l'esprit de Daniel, d'appuyer Abdelkrim pour qu'il ne tombe pas dans les filets anglais. Ce qui fait sourire l'Émir. Pas mécontent. La presse arabe et musulmane est enthousiaste et le présente comme un nouvel Atatürk maghrébin, ce qui lui fait plaisir. À Londres, l'émir druse Chakib Arslan le traite de « héros d'une nouvelle Andalousie[1] ! » Les journaux d'Istambul, du Caire, de Tunis, parlent de lui. C'est à la lecture de tous ces commentaires, qu'il prend vraiment conscience de l'énorme retentissement mondial de la victoire d'Anoual, qu'il a ignoré dans le feu de l'action. Par contre, d'autres sons de cloche, dans la presse occidentale, insistent sur la cruauté des Rifains, et, tout en critiquant les Espagnols pour les erreurs de leur politique coloniale, qualifient le chef rifain d'agent allemand. Abdelkrim sent, là encore, comme il l'a senti tant de fois à Melilla et à Fès le rejet de l'Autre et sa dévalorisation, au nom des valeurs sublimées de la civilisation occidentale.

Dans l'abondant courrier que lui tend Al Boghdadi, son fidèle secrétaire, il y a aussi une lettre de Daniel Bourmancé qui le qualifie de « Monsieur le président de la République du Rif. » Abdelkrim est interloqué : que signifie, se demande-t-il, cette appellation ? S'il comprend que Daniel veut ainsi lui rendre hommage et servir sa cause (d'ailleurs il s'en explique : « cela fera très bien en Europe »), s'il imagine bien que Bourmancé veut ainsi montrer sa

connaissance des usages tribaux, il se demande, prudent et circonspect comme il l'est toujours, si cette innovation qu'il n'a ni réfléchie ni pensée, va aider ou desservir sa cause, auprès de la France, de Lyautey, du Sultan, auquel il a écrit, et des Espagnols auxquels il vient justement de répondre qu'il refusait non seulement le khalifat de Tétouan, mais encore n'envisageait pas de reconnaître le tenant du titre choisi par leurs soins. Bien sûr, Abdelkrim n'a aucune idée des véritables visées de Daniel Bourmancé. Celui-ci écrira plus tard au résident Steeg : « Lorsqu'Abdelkrim n'était que le leader mal assuré d'un mouvement tumultueux et encore dénué de perspectives, je lui ai trouvé sa raison sociale, la République du Rif ! » Il dira aussi : « cela intéressera tous les badauds de l'Europe[5] ».

« Bon, se dit Abdelkrim, c'est le nom que nous employons pour désigner les petits groupes locaux qui forment les tribus, à l'instar des juntas espagnoles. Et il est vrai que nous sommes le Front des Républiques confédérées du Rif, dans ce sens. » Mais, dans l'immédiat, il médite plutôt les conseils que lui prodigue Daniel : « Ménagez les Espagnols, libérez les captifs civils, notamment les femmes et les enfants ; débarrassez-vous d'Abdelmalek, cela disposera Lyautey en votre faveur. Il l'estime très dangereux en raison de sa culture occidentale, de sa connaissance des affaires générales et ne lui pardonne pas ses activités pro-allemandes pendant la guerre. » Moyennant quoi, il se fait fort de l'appui du résident de Rabat aux Rifains et propose immédiatement une médiation auprès de lui. Bourmancé aime beaucoup Abdelkrim. Il l'appelle « le grand frère » et juge sa valeur politique à « 100 coudées au-dessus de celles de Briand et de Painlevé ». « Je le soutiens », disait cette personnalité brillante et charmeuse, originale et attachante qui déclare souvent : « Tous les pontifes gouvernementaux seront remisés aux vieilles

lunes que je continuerai à boire le thé avec les Rifains. Et si ce n'est pas moi, ce seront mes fils ! » Par Allouche, Abdelkrim connaît cet attachement et est prêt à écouter les conseils de Daniel. « Il a raison », pense-t-il et il donne immédiatement des ordres pour la libération des femmes et des enfants espagnols sans rançon et fait diffuser dans les souks une interdiction d'attaquer les postes français. Quant à Abdelmalek, la chose est plus délicate. Réfugié chez les Marnissa, le petit-fils d'Abdelkader vient d'ailleurs de lui écrire pour lui faire part de son intention de quitter l'Ouergha : il a parfaitement compris qu'Anoual avait sonné le glas de sa présence dans le Rif et que s'il ne trouvait pas un autre point de chute, il avait intérêt à se faire oublier[6].

Laissez passer ma Panhard grise…

Abdelkrim envoie à Port Say Allouche avec Ben Ziane son cousin et Azerkane son beau-frère. Il s'agit de remercier Daniel pour son offre de médiation et de lui signifier qu'Abdelkrim, en personne, est « prêt à venir soit sur la Moulouya soit à l'intérieur de la zone française pour rencontrer qui de droit[7] ». Daniel est satisfait. Il n'a d'ailleurs pas attendu la réponse du chef rifain pour entamer les négociations. Dès le lendemain de la bataille d'Anoual il a écrit à Lyautey qu'il connaît. Le général avait été en 1907 l'hôte de Louis Say à Port-Say, alors que, en poste en Algérie, il songeait déjà à la conquête du Maroc. Les deux hommes s'étaient violemment opposés. Louis Say, dans la lignée des vrais constructeurs de l'empire d'outre-mer français, estimait que les clefs d'une influence profonde étaient la flotte et le négoce et en aucun cas les ruines et les massacres d'une conquête militaire. N'étant pas de la catégorie des courtisans, il avait donné violemment

son point de vue, écouté avec ironie. Mais la vie avait tranché. Lyautey, devenu maréchal et résident à Rabat était le symbole vivant de la réussite coloniale tandis que Louis végétait d'autant plus dans son petit comptoir que toute la façade méditerranéenne du Maroc échappait au commerce français, ce qui, comme le maréchal, l'avait toujours exaspéré. Après la mort de son père, Daniel n'avait pas épousé la vieille querelle qui n'avait plus de sens. Au contraire, il admirait Lyautey, maurrassien comme lui, et lui offrait de temps à autre, par lettres, ses modestes services, ne désespérant pas comme son père, de jouer un rôle au service de la « plus grande France » :

« J'ai échangé sur votre compte avec mon père adoptif des propos trop durs et trop durables pour que vous puissiez croire de ma part à quelque flatterie. Le chef rifain dont je vous avais préalablement entretenu, Abdelkrim, avec qui j'ai quelques relations, vient de remporter une éclatante victoire contre l'armée de Sylvestre, totalement détruite. Mais les renforts espagnols qui arrivent à Melilla m'inclinent à penser que la guerre va reprendre très sérieusement. Je pense donc qu'il serait de l'intérêt de la France d'aider les Rifains à obtenir un bon règlement avec l'Espagne qui établirait, par exemple, Abdelkrim dans un rôle dirigeant, sous une tutelle espagnole lointaine voire formelle. Le prix de cette médiation pour la France pourrait être la cession du cap Lau et le départ du Rif d'Abdelmalek qui vous a causé tant de problèmes. Si une telle suggestion rencontre votre assentiment, donnez l'ordre que le porteur de cette lettre au poste de Berkane, Haddou Ben Hammou, soit muni d'un laissez-passer en règle, lui permettant de circuler ouvertement au travers des lignes françaises et qu'il puisse aller s'entretenir avec Abdelkrim, devenant ainsi un intermédiaire nécessaire entre les Rifains et la France. À moins que vous ne pen-

siez que je puisse y aller moi-même, porteur d'un message que vous me ferez tenir. Faites-nous savoir votre accord en laissant circuler à travers la frontière mon automobile Panhard grise. Abdelkrim me charge de vous assurer de son désir de paix et de bon voisinage. Il n'entreprendra rien contre les intérêts français. Votre dévoué[8]. » Daniel Bourmancé-Say.

L'astucieux Haddou

Cette lettre avait été portée par l'astucieux Haddou – neveu d'Allouche, appelé « *le Noir* » et qui, entre autres talents, savait conduire une automobile – au poste français de Berkane, d'où une dépêche chiffrée était partie pour Rabat. Daniel avait aussi écrit à Maurras : « Nous avons conduit le jeu à notre gré, dans le sens de la paix avec l'Espagne, avec compensations occultes sur la côte qui fait face à Gibraltar. »

Les choses étaient donc déjà en marche avant qu'Abdelkrim n'en soit même averti, puisque Lyautey s'était plus ou moins rangé, sans le dire, mais en laissant passer la voiture, aux vues de Daniel. Ainsi Haddou, chargé par Abdelkrim de convoyer le butin et les prisonniers sur Ajdir, se retrouve-t-il immédiatement après, par la grâce de Bourmancé, l'émissaire de toutes les négociations avec la France[9].

De ce fait, il jouera un rôle non négligeable dans cette histoire, courant sans arrêt du Rif à Taourirt, où se nouent les premiers contacts avec la France par l'intermédiaire du capitaine Thierry, officier des Affaires indigènes, puis du Rif à Oujda où il ouvre bientôt un bureau de renseignements et d'achat de marchandises, sans oublier le passage obligé à Port Say pour voir Bourmancé et la maison qu'il a gardée dans l'enclave et qui lui permet de conserver le statut d'Algérien, donc de sujet français. Endu-

rant, dynamique, Haddou est capable de couvrir en trois jours de cheval la distance entre Ajdir et Oujda, puis de repartir immédiatement pour Oran, Fès, ou Rabat. Il conduit lui même une Ford et fait ces distances en une seule étape, ce qui est extraordinaire pour l'époque. Sa vie agitée alimentera des campagnes contre lui. Pendant la guerre, il a été emprisonné pour espionnage par les Espagnols et interné aux îles Zaffarines dont il s'est sauvé à la nage. Sur la demande des Espagnols qui arguent de problèmes financiers frôlant l'escroquerie, il sera ensuite interdit de séjour dans la zone française, ce qui ne l'empêchera jamais d'y aller et venir comme chez lui. Aussi élégant que fastueux, parlant couramment l'espagnol comme le français, il est le diplomate idéal même si l'amitié qu'il affiche pour la France paraît suspecte à beaucoup. Le caïd Haddou dispose d'un courrier à en-tête de la République du Rif, qui spécifie, en arabe et en français, « ministère des Affaires étrangères, QG d'Ajdir, attaché au ministère », arbitre les conflits entre Rifains et intermédiaires de tous ordres, reçoit tous ceux qui se pressent aux portes du Rif pour y faire des affaires, et, selon ses détracteurs, se sert aussi au passage. Car Haddou, jugé unanimement entreprenant, actif et intelligent, bien que quasi illettré, a des ennemis qui le déclarent retors, vénal et intrigant. Ses relations avec Azerkane, théoriquement son chef direct, seront assez tendues, mais il sera protégé par Boujibar, qui va devenir intendant général du Rif, selon Gabrielli, qui remplacera en 1924 Thierry à Taourirt. Toujours vêtu impeccablement, courtois et d'une grande dignité, muni d'une canne pour accroître son importance, il soigne son image. Son surnom de « *noir* » ne correspond à rien de physique et ne restitue pas le côté cérémonieux d'un diplomate conscient de son importance. Cette mission de liaison avec la France, Haddou la commence en tant

que courrier : le 10 novembre, Mohamed Bouchoucha, interprète algérien du centre de Taourirt, lui remet une lettre du capitaine Thierry qui, au nom de Lyautey, confirme la liberté des échanges entre le Rif et la zone française. Il porte ensuite une réponse d'Abdelkrim comportant un certain nombre de demandes du chef rifain sur l'établissement de postes douaniers, la vente des automobiles saisies aux Espagnols, le problème des tribus limitrophes qui veulent aider les Rifains, la tribu Bou Yayi notamment, le sort d'Abdelmalek et le passage des cinquante mille frontaliers rifains qui, de retour d'Algérie, changent leur argent à Oujda. Progressivement, les instructions de Lyautey débloquent tous les obstacles. Soumis à un blocus de la part des Espagnols, les Rifains peuvent ainsi continuer à s'approvisionner dans tous les postes de la zone française : ils achètent du matériel, des produits alimentaires et même des armes, surtout des cartouches. Les émissaires rifains vont et viennent à travers les lignes sans aucun problème. C'est une bouffée d'air. Le 22 novembre, le capitaine Thierry écrit à Abdelkrim qu'il a transmis à ses supérieurs ses requêtes, et, dans une missive pleine de compliments qualifie Abdelkrim « d'homme de la liberté[10] ». Mais Abdelkrim veut pousser son avantage. Il sait que Lyautey a déclaré : « Je suis bien conscient qu'aggraver l'état de misère dans lequel se débat le Rif serait de la provocation » et que si toutes ses requêtes ont été satisfaites cela est dû à la main du résident. Cependant ses requêtes au Sultan sont restées sans réponse, et si le grand vizir el Mokri joue un jeu ambigu, Abdelkrim n'ignore pas qu'il faut voir là la main de Lyautey. En effet, le résident dit au souverain au nom duquel il gouverne le pays : « Les appels à votre pitié, dont votre Majesté s'est ému, sont venus des points de l'empire où se sont déroulés de graves événements, mais

il n'est pas possible de leur donner suite, même s'ils témoignent de votre prestige[11]. » Moulay Youssef comprend. D'ailleurs, pour lui, les roguis du nord n'ont aucune importance, seuls ceux du sud font l'histoire[12]. Mais devant la guerre qui reprend, il adressera néanmoins une note aux Puissances.

Le voyage à Paris

Que veut donc Lyautey ? se demande Abdelkrim. Il envoie à nouveau à Bourmancé Allouche, Ben Ziane et Azerkane pour le remercier du bon déroulement des négociations avec la France et pour lui demander d'intervenir pour qu'il puisse acheter des avions. Il souhaite qu'il s'en charge. Les bras de Bourmancé lui en tombent : cela dépasse ses compétences, mais il ne dit pas non. Abdelkrim veut aussi rencontrer le résident général. Daniel répond en conseillant aux Rifains de s'adresser à la Société des Nations pour élargir leur audience, il insiste sur la nécessité d'une médiation française et avertit l'Émir que les Espagnols lui ont demandé d'aider au rachat de leurs captifs. Les pourparlers concernent aussi les mines. Ils sont à ce point engagés que germe l'idée d'un voyage d'une délégation rifaine à Paris[13]. Bourmancé paiera de ses propres deniers le voyage et le séjour dans la capitale française de Haddou, Azerkane et Ben Ziane qu'il accompagne. La petite troupe s'embarque pour Marseille le 16 janvier 1922 et arrive à Paris le 26. Mais si les Rifains rencontrent bien à Paris le capitaine Huot, chef des renseignements de Lyautey, ils ne voient pas ce dernier, qui, malade, serait en Lorraine. Huot confirme, sans plus, les bonnes dispositions françaises : la liberté de commerce pour contrer le blocus espagnol et la neutralité. Il lui est impossible d'aller plus loin. Ils rencontrent aussi

Letellier, propriétaire du *Journal* et d'une concession minière dans le Rif, personnage influent de la presse et de la politique, avec lequel ils signent une concession de cinq à vingt-cinq ans, moyennant un versement de 1,5 million de francs, sur la base d'un accord de partenariat dont le quart du capital est gagé sur les rentrées douanières. Letellier enverra deux de ses employés, Robert et Duburguet prospecter[14]. Les Rifains voient également de Taillis, homme d'affaires intéressé par les mines, et qui enverra lui aussi des ingénieurs dans le Rif, Chartier, un ami de Bourmancé, puis, à défaut d'autres rendez-vous, ils rentrent au pays.

Quel est donc le sens exact de ces amabilités dont les Anglais, inquiets, sont informés, au point de croire qu'Abdelkrim sert, consciemment ou non, les intérêts français[15] ?

La stratégie du Maréchal

Louis Hubert Gonsalve Lyautey est un être flamboyant, encore qu'un peu assagi par l'âge : à 67 ans, il n'a rien perdu de sa verdeur, de son charme ni de ses colères[16]. Depuis son accession, le 28 février 1921, au bâton de maréchal et sa réception à l'Académie française, ce grand seigneur lorrain est au faîte de sa gloire, partout encensé au point que l'on multiplie, de son vivant, les ouvrages sur lui. Raffiné et charmeur, il sait éblouir, par son faste et son panache, les journalistes, les hommes politiques, les grands caïds marocains ralliés qu'il conquiert par son respect de la religion musulmane et son amour de la civilisation arabe. « Il aime, dira un de ses adjoints, les travailleurs parce qu'ils le servent, les frivoles parce qu'ils l'amusent, l'action parce qu'elle lui est nécessaire et les hautes aspirations, parce qu'il sent qu'il en est digne. » Le Maroc, c'est lui. Depuis neuf ans, il y règne en maître

absolu, manœuvrant à sa guise le gouvernement, ne rendant compte qu'après coup. Il obtient toujours ce qu'il veut à force de souplesse, d'obstination, d'ambition. Il dit : « Avec de la volonté, quand le but à atteindre est nettement précisé, je suis convaincu qu'on finit par dominer les hommes et les choses. » Si d'aventure, une mesure lui semble difficile à accepter par Paris, il sait faire jouer ses appuis, le parti colonial, son ami Eugène Étienne et la presse. Il sait parfaitement soigner son image. Il a mis au point en Algérie, avant d'être nommé au Maroc en 1912, une méthode de pénétration coloniale qui consiste à montrer sa force pour ne pas s'en servir et qui réside dans une pénétration lente, progressive des zones de résistance. C'est la tactique de la boule de neige et de la désagrégation occulte, qu'il nomme « *la progression par tache d'huile*[17] ». À partir des points d'appuis solides que sont les villes, les grands axes qu'il a conquis en premier et des amitiés qu'il a su se créer, il grignote peu à peu, en tapinois, la montagne encore insoumise, réduit lentement et insidieusement ses adversaires les plus irréductibles, amenés à résipiscence à leur corps défendant et souvent sans le mesurer. Quand il sent la région mûre pour la conquête, il ne va pas au combat, d'ailleurs, jusqu'à présent, la guerre mondiale ayant dégarni ses troupes et son budget, il n'en a pas eu les moyens. Non. Il digère, il ne conquiert pas. Il se rend indispensable, laisse ouverts les marchés, encourage le commerce et les échanges, pénètre progressivement, ce qui lui permet de repérer les lieux de rassemblement, les points faibles, de savoir où se trouvent les terres de culture et les silos de blé, les souks et les villages. Après cette lente infiltration, il achète les notables, c'est ce qu'il appelle faire « *donner la cavalerie de saint Georges*[18] ». Puis, soudain, il verrouille, encercle, établit un blocus, jusqu'à ce que le fruit lui tombe mûr

dans la main. Si la phase politique ne donne rien, il devient impitoyable et aussi brutal qu'il a été compréhensif : bombardements, sacrifice du bétail, otages, amendes très lourdes, dites indemnités de guerre, rapt de paysans pour les enrôler dans l'armée, razzias, pillages. Puis la dissidence est fractionnée en poches, réduites militairement les unes après les autres, par des troupes indigènes qui vont au combat encadrées par des officiers français. Les soldats français, le quart du total, ne vont quasiment jamais au feu. La méthode a été efficace. Jour après jour, Lyautey gagne « son » Maroc et le montre fièrement aux visiteurs de passage. D'ailleurs, les Français affluent dans ce nouvel Eldorado où l'ont vient de découvrir des phosphates et où l'on construit à tour de bras. Ils seront bientôt cent vingt mille, ce qui comble les vues de Lyautey qui a tout fait pour accréditer l'image d'un pays neuf, dynamique, créatif, avec une mentalité de pionnier.

Une claire conscience de l'enjeu

Anoual le prend de court, ce qu'il déteste. Abdelkrim ? Il ne connaît pas. La figure du chef rifain se confond pour lui avec cet Abdelmalek qui l'a agacé pendant la guerre par ses menées pro-allemandes. Il commence par se moquer des Espagnols qu'il n'a jamais portés dans son cœur : « En sept ans, ils n'ont pas été capables d'apaiser le Rif au point que tous nos dissidents s'y sont réfugiés. Ils en ont fait une base allemande et encouragé inconsidérément la contrebande d'armes. Voici une puissance européenne qui ne respecte pas, une fois de plus, les accords qu'elle a signés. Les Espagnols ont construit une caricature de protectorat, qui ne répond ni à la tradition religieuse ni à la réalité marocaine. Ils sont inutilement cruels et politiquement inefficaces. » À plusieurs

reprises, Lyautey avait attiré l'attention de la France sur ce danger et sur le ridicule d'avoir concédé à l'Espagne une bande du territoire de « son » empire. Chaque fois, Paris avait plié sous les pressions anglaises. « Ah, pense-t-il, ils n'ont que ce qu'ils méritent ces politiciens idiots », qu'il avait traités en mars 1917, à la Chambre, de « tas de cons » durant son bref mandat de ministre de la Guerre. Ils avaient fait claquer leurs pupitres pour refuser de l'écouter quand il leur expliquait qu'il n'était quand même pas question qu'il leur livre le plan des opérations militaires !

Mais Lyautey est assez fin politique pour prendre immédiatement l'exacte mesure de ce qui vient de se passer. Seule, pense-t-il, une force organisée, disciplinée, bien manœuvrée et bien conduite, a pu arriver ainsi à mener, contre une armée moderne, une suite de combats victorieux. Ce qui révèle l'existence d'un facteur nouveau : incontestablement cet Abdelkrim qui a su, le premier, rassembler en un tout cohérent des tribus anarchiques. « Ce qui se joue là bas, dans le bruit des canons, dit-il, c'est toute la puissance coloniale de l'Europe d'Occident et surtout le destin de l'empire africain de la France[19] ! » D'emblée il a en effet le sentiment que les victoires d'Abdelkrim vont avoir des échos dans tout le monde arabo-musulman et même au-delà et que cela va fournir un exemple à suivre, menaçant à terme la présence française dans ses possessions coloniales. D'ailleurs le caractère de lutte pour l'indépendance qu'Abdelkrim donne à sa rébellion ne lui semble pas rassurant pour l'avenir. Il en mesure les possibles conséquences immédiates : Fès risque de s'agiter, les Zaians qu'il s'efforce de réduire vont résister davantage. Pour lui, cette situation tombe mal : il veut élargir le couloir de Taza pour faciliter les liaisons terrestres avec l'Algérie, soumettre les Djebalas autour d'Ouezzane, conquise un an auparavant, venger

l'affront de 1918 à Ain Médiouna, et, surtout, il vise l'Ouergha, région non conquise où la frontière entre les zones espagnole et française qui devait être délimitée, est toujours floue. Cette région est très fertile, elle reçoit tous les cours d'eau qui viennent du Rif, c'est une zone vivrière, un grenier à blé, peuplé par la tribu des Beni Zeroual, farouche et indépendante que le résident lorgne depuis la guerre quand Abdelmalek y a sévit.

Ne pas mettre les pieds dans le guêpier rifain

« Nous devons, dit-il, nous maintenir dans l'expectative, avec des effectifs réduits au minimum (il n'a en effet que 62 000 soldats, dont 20 000 Français, 34 000 indigènes et 10 500 irréguliers, contre 95 000 avant la guerre et ses dotations budgétaires sont passées de 478 à 344 MF), en pratiquant une politique intense tendant à l'approvisionnement des tribus. » « Pas question, dit-il encore, de se mettre le Rif sur les bras et de perdre le bénéfice de la politique chérifienne suivie jusqu'alors ». Le Rif, ce n'est pas le Maroc utile, c'est pour le résident, « *un guêpier* », où il ne faut pas mettre les pieds. Dès le début de l'année, il l'avait clairement dit devant le Parlement en recevant son bâton de maréchal. La voie tracée est alors claire : ne rien faire, endormir les Rifains en les maintenant à flot face au blocus espagnol, temporiser, gagner du temps. La stratégie est non moins claire : contre les Espagnols, Lyautey, bridé par les traités ne peut rien, Abdelkrim peut peut-être, lui servir pour qu'à terme le Rif entier tombe dans le giron de la France. S'il s'obstinait dans sa volonté d'indépendance, il servirait quand même contre les Espagnols, jusqu'à être réduit et éliminé après, comme l'ont été d'autres chefs de guerre avant lui. Abdelkrim va donc être un appât. Et, au début tout au moins, il s'y prête, puisque c'est également son

intérêt. C'est donc avec satisfaction que Lyautey accueille les offres d'ouverture de Bourmancé et qu'il leur donne une réponse, pratique, favorable. Aussi bien alimenter les Rifains en marchandises de toutes natures, présente aussi l'intérêt d'enclaver Melilla, de favoriser le commerce des provinces de l'oriental et de gêner un éventuel développement du port de Tanger qui pourrait porter ombrage au port qu'il construit à Casablanca. Les intentions pacifiques dont Abdelkrim assure les Français par le canal de Bourmancé et directement, servent également les desseins du général. Mais pas question de lui donner d'autres satisfactions, de le rencontrer par exemple, ou de le laisser entrer en contact avec le sultan : « Il ne faut pas trop lui lâcher la bride », dit-il avec son langage cavalier, « pour que, le moment venu, il se plie à la politique française », c'est-à-dire à la politique que Lyautey impose à Paris. Le maréchal, qui, dans un premier temps, scrute la reprise de l'offensive espagnole en s'en réjouissant modérément, s'efforce de rassurer Paris qui réclame des éclaircissements sur ce phénix surgi au nord du Maroc : « *Ould** (lui ne se trompe pas de nom !, le fils de...) Abdelkrim nous a bien écrit et fait dire que les Rifains n'avaient aucune intention hostile à notre égard. » Il conseille donc l'expectative et la prudence, sachant qu'il sera entendu. Mais il sait aussi, d'instinct, qu'il lui faudra jouer serré, car il a enfin trouvé un adversaire à sa mesure qui va s'engouffrer dans la brèche ouverte et tenter d'en tirer beaucoup plus d'avantages que le maréchal ne veut en accorder.

« Assez » ! disent les Espagnols

Lui va-t-il falloir aussi compter avec les Anglais ? S'il peut facilement jouer sur le patriotisme de Bourmancé, com-

ment peut-il contrer Walter Harris qui vient, lui aussi, lui parler de manière élogieuse d'Abdelkrim et plaider sa cause ? Et pourquoi d'ailleurs[30] ?

En 1921, Walter Harris a 55 ans. Il vit « à l'arabe », dans un vieux palais hors des murs de Tanger et il a un pied-à-terre somptueux dans la médina. Mais après tant d'avatars, de rodomontades, de mystères, il est tombé dans un relatif oubli, qui convient mal à son intrépidité naturelle. Il est également un peu amer vis-à-vis de la Couronne anglaise qu'il a fidèlement servie, dit-il, et qui n'a pas su l'en récompenser. L'aventure d'Abdelkrim dans des montagnes qu'il a lui-même décrites comme « plus sauvages que les plus sauvages régions d'Afrique centrale et beaucoup moins sûres », au milieu d'une population qu'il déclare « farouche », le comble d'aise. Il prend attache, dès la fin 1921 avec Abdelkrim, l'assurant « qu'il s'agit d'une guerre qui n'a jamais eu d'équivalent dans l'histoire coloniale ». « Il vous faut tenir bon » conseille-t-il à Abdelkrim en proposant, lui aussi, de s'entremettre. Avec son éternel sourire en coin, l'Émir observe, écoute. Attend, aussi.

Pour l'instant, il est assuré que les Français ne bougeront pas et il est même parvenu à stopper l'offensive espagnole. Lorsque commence l'année 1922, Abdelkrim a presque atteint ses premiers objectifs : il a stabilisé le front sur le Kert et vers l'oued Lau. Bérenguer voulait lui couper la jonction avec les Ghomaras et Raissouni, mais M'Hammed, à la tête de mille cinq cents guerriers a su mobiliser les tribus de l'ouest. Il y est aidé par les exactions espagnoles : le 13 janvier, parce que la population de Driouch a subtilisé des freins et des pièces de canon pour les rendre inutilisables, des civils sont massacrés. Mais Bérenguer n'avance plus, ses chars ont été détruits, sa tentative de débarquement dans la baie d'Al Hoceima

s'est heurtée aux défenses rifaines dont les mitrailleuses ont coulé un navire de ravitaillement. Il faut l'intervention massive de la flotte pour sauver l'îlot de Badis, menacé. Bérenguer se retrouve au même point que Sylvestre. Il demande vingt mille hommes en renfort, qu'on lui refuse. Les milieux d'affaires trouvent l'expédition ruineuse (6 millions de pesetas par jour) et peu glorieuse, il y a de nouveaux morts, l'opinion publique recommence à protester. Le journal *Libertad* publie un dessin révélateur : sur une scène de théâtre un soldat espagnol et un soldat rifain s'étripent. Le public crie : « Assez ! Assez ! ». Le comte de Romanonès a beau plaider devant les Cortès que l'Espagne ne doit pas céder sa place au Rif à une autre puissance, le nouveau conseil des ministres, alors que les combats font rage et que les Beni Ouriaghli sont bombardés, décide de rapatrier vingt mille soldats et destitue Bérenguer, poursuivi pour ses responsabilités dans la défaite d'Anoual[21].

Le général donne sa démission en juillet. Il est remplacé par Primo de Rivera[22] qui décide un retrait partiel : les postes espagnols de l'intérieur, mal fortifiés, sont peu à peu abandonnés et les troupes concentrées sur le littoral, mais Raissouni est attaqué à Tazerout et se rend à Madrid pour desserrer l'étau.

Face à Abdelkrim, l'Espagne se focalise sur la question des prisonniers, décimés par le typhus : l'Émir a demandé une rançon de 4 millions de pesetas et la libération de tous les prisonniers rifains. Émissaires et gouvernements espagnols successifs font traîner les pourparlers. Tantôt on négocie et Bourmancé, Got, Etchevarietta, Driss Ben Said – à l'époque secrétaire du haut-commissaire espagnol à Tétouan – le chérif el Bouhali, Hamidou el Ouezzani, Revilla, un père franciscain, Luis Montès, un ingénieur des mines, ancien condisciple de M'Hammed, des délé-

gués de la Croix-Rouge et même l'ex-roi Moulay Hafid, s'entremettent tour à tour. Tantôt on tente de faire évader les prisonniers survivants avec l'aide de notables inquiets des victoires d'Abdelkrim et de ses possibles représailles quant à leur double jeu. Deux d'entre eux, compromis dans la prise de Nador ont été exécutés. Un comité pour la libération des captifs est créé à Madrid et le gouvernement espagnol porte plainte contre Abdelkrim devant la Société des Nations. Aussitôt, Bourmancé fait savoir à Abdelkrim que la France lui conseille d'envoyer des délégués à Genève et de se faire davantage connaître médiatiquement. Paris avait d'ailleurs sèchement reçu Bérenguer venu réclamer de l'aide au début de l'année. Parallèlement, les travaux de la commission des Cortès sur la défaite d'Anoual révèlent l'impéritie de nombreux officiers et mettent nommément en cause Alphonse XIII pour ses choix hasardeux. S'ensuivent des mutineries : des hommes que l'on embarque de force pour le Rif tuent un de leurs officiers. Driss Ben Said disparaît dans la tourmente – il aurait été tué dans une tribu, tandis que son père est arrêté à Salé pour avoir manifesté contre l'impôt des patentes. La crise du régime espagnol est telle que le ministre de la Guerre et Etchevarietta militent ouvertement pour un changement de politique : ils veulent négocier avec Abdelkrim, lui proposer une charte telle que sa famille l'a toujours réclamée avant Anoual.

Mais Abdelkrim n'en est plus là : il bâtit son État et reçoit sans arrêt dans le Rif des journalistes avides de le comprendre. Ils le décrivent court de taille, très brun, portant une fine barbe, avec un soupçon d'obésité et sont frappés par le regard pénétrant de ses yeux bruns foncés qui ne s'écartent jamais de la personne à qui il parle. Il les reçoit toujours avec une extrême courtoisie : de Taillis de l'*Illustration*, Marsillac du *Journal* et bien d'autres

sont séduits et l'écrivent. Devant certains, il s'autorise un de ses rares plaisirs, fumer des cigarettes anglaises. Mais il n'y a pas que des journalistes, qui d'ailleurs souvent n'en sont pas, à prendre le chemin du Rif. Dès le début de 1922, toutes sortes d'aventuriers s'abattent sur Ajdir : ils veulent vendre, proposer des importations de tissu, comme Ducarlier et Bertrand, divers produits, comme Vasseur et Padeguay. Anglais, Allemands, Français, Italiens, Espagnols se précipitent pour rencontrer l'Émir, devenu une vedette internationale.

NOTES

1. Sur la prégnance d'Atatürk pour Abdelkrim, dans ses *Mémoires* : « *Celui-là, c'est un homme* ! », également dans les lettres et rapports de Lyautey, qui, comme les Communistes, dans les *Cahiers du bolchevisme* comparent Abdelkrim à Atatürk. À la chambre des députés aussi d'ailleurs.

2. Sur l'État rifain, voir essentiellement Abderrahmane Youssoufi, *Les institutions de la République du Rif*, in *Actes du Colloque*, p. 81-100. Également Gabrielli, p. 42-47. Voir également rapport de Robert Montagne (*Quelques transformations politiques du Rif*, Fès 29.10.1925, AMG, Fès 146), cité par D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, p. 264 t. 3.

3. Sur la contre-offensive espagnole début 1922, voir G. Ayache, *La guerre du Rif*, *op. cit.* et Maria Rosa de Madariaga, in *Actes du Colloque*, *op. cit.*

4. Sur Chakib Arslan, Jean Wolf, *La vérité sur le protectorat franco-espagnol, l'épopée d'Abdelkhalek Torrès*, préface de Michel Jobert, Eddif/Balland, Casablanca/ Paris, 1994 et A. Laroui, *Abdelkrim et le nationalisme marocain*, p. 478-488, in *Actes du Colloque*.

5. Lettre de Bourmancé à Abdelkrim, 10 septembre 1921, citée par G. Ayache, *La guerre du Rif*. Bourmancé parle des « badauds de l'Europe » dans une autre lettre du 27 avril 1925 à Émile Buré, BRM 270/11/25/1 et 250/27/25/6. Également lettre de Bourmancé à Steeg du 1.11.25, BRM 207, 11, 25, 1, citée par G. Ayache.

6. Sur Abdelmalek et Lyautey, voir Daniel Rivet, in *Actes du colloque*, p. 103.

7. Lettre d'Abdelkrim, dictée à Haddou à Ajdir, 18 août 1921, archives MAE, France, citée par G. Ayache, *La guerre du Rif*.

8. Lettre de Bourmancé à Lyautey du 16 janvier 1922 et, d'une manière générale, toute la correspondance entre Bourmancé et la résidence, dans *La guerre du Rif*, p. 186. Également lettre d'Azerkane à Lyautey, notamment celle du 4 avril 1923, lui proposant une alliance contre une reconnaissance, cité par D. Rivet, *Lyautey et le Protectorat français*, *op. cit.*, t. 3, 273. Sur ces échanges de lettres, voir aussi *L'étrange aventure rifaine* de P. Fontaine, *op. cit.*

9. Sur le caïd Haddou, voir P. Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, p. 72-75 et Léon Gabrielli, p. 5-7. C'est Hubert Jacques dans *L'aventure rifaine et ses dessous politiques*, *op. cit.*, qui signale qu'il

était sous le coup d'un mandat d'arrêt délivré à Oran pour escroquerie.

10. Lettre de Mohamed Bouchoucha à Abdelkrim, AEP, Maroc, 518-352, citée par G. Ayache, in *La guerre du Rif*. Voir également télégramme d'Allouche el Beqqioui à Lyautey, du 7 septembre 1921, qui comporte une demande de reconnaissance du Rif.

11. BCAF, 1921, cité par G. Ayache, *La guerre du Rif*.

12. La phrase sur les roguis du nord est citée par Barety à la Chambre, JO du 29 mai 1925. Il y est également fait allusion dans l'introduction de Léon Gabrielli.

13. Sur le voyage à Paris, voir P. Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, p. 126-7 et Roger-Mathieu, *Mémoires d'Abdelkrim*. Voir également D. Rivet, t. 3, p. 272, *Lyautey et le protectorat*, qui cite une lettre de Bourmancé à Abdelkrim le 16 mars 1922, se félicitant : « *Maintenant se réalise tout ce que nous avions préparé à Paris, pour vous aider, vous et vos vaillants compagnons qui luttez contre la tyrannie espagnole dans le Rif.* »

14. Sur les missions commerciales françaises au Rif, notamment celles de Robert et Duburquet, voir *L'étrange aventure rifaine*, p. 138-139.

15. Selon Ayache, le bruit se répand qu'Abdelkrim a l'aide de certains administrateurs français proches de Lyautey. Voir *L'étrange aventure rifaine*, *op. cit.*, et article de Joaquin Maurin, dans *La Correspondance internationale*, n° 37, 22 septembre 1923, présentant Abdelkrim comme un agent de la politique française, cité par Maria Rosa de Madariaga, p. 346, *Actes du colloque*. Également lettre du capitaine France à Abdelkrim de juillet 1922, sur la liberté des approvisionnements, citée par D. Rivet, t. 3, p. 271.

16. Sur le maréchal Lyautey, ouvrages cités dans les chapitres précédents, spécialement Daniel Rivet et l'ouvrage d'André Maurois. Voir également la contribution de Daniel Rivet dans les *Actes du colloque*, p. 118, 120, ainsi que P. Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, p 148, *Le rêve d'Abdelkrim*, les ouvrages d'Ayache et Henriette Celarié, *L'épopée marocaine*, préface du maréchal Pétain, Paris, Hachette, 1928, p. 130. Sur Lyautey et son équipe, voir revue *Hommes et monde*, septembre 1952, n° 74, Paris. Pour G. de Tarde qui dresse son portrait dans l'Afrique française, en août 1934, au moment de sa mort, Lyautey donnait une « *impression de force à haute tension* ». Sur son caractère, voir principalement A. Maurois qui rapporte cette anecdote : lorsque

Lyautey se dispute avec le gouvernement, le gouverneur d'Algérie, Jonnart, le défend en disant que c'est un cheval de sang. Et Clemenceau de répondre : « *Soit, mais je ne souffrirai pas qu'il envoie du crottin au gouvernement.* » Dès 1908, Lyautey devait séduire Clemenceau, pourtant prévenu contre lui, comme tous les chefs de gouvernement après et avant lui. Clemenceau dira : « *J'ai découvert un Monsieur* », cité par A. Maurois. Lyautey qui avait la dent dure disait des militaires : « *Quand j'entends les talons claquer, je sens les cerveaux se fermer.* » Il se mettra ainsi à dos état-major, colons, dont il vilipendait la petitesse et également Briand dont il reconnaîtra lui-même savoir qu'il ne lui pardonnera jamais d'avoir fait, en 1917, en démissionnant du ministère de la Guerre, chuter son gouvernement (lettre du 29 avril 1925 à Berthelot).

17. Lettre à Georges Leygues, président du conseil, 24 octobre 1920, in *Lyautey l'Africain*, Plon, 1957. Sur la méthode de Lyautey, les commentaires d'Hassan II dans les annexes du *Défi*, *op. cit.*

18. La calaverie de Saint Georges : lettre à Eugène Étienne du 17 février 1904, cité par G. Ayache, dans *Les origines*.

19. Sur la méthode de Lyautey vis-à-vis du Rif en particulier, voir *Les origines* et *La guerre du Rif*. Sur sa frustration à l'égard de l'Espagne, voir *Les implications internationales*. Voir également Hubert Jacques, *L'aventure rifaine*, *op. cit.* Dès 1919, Lyautey voulait évacuer l'Espagne du Maroc.

20. Walter Harris, cité par Mohamed Zniber, *Le rôle d'Abdelkrim dans la lutte pour la libération nationale du Maghreb*, p. 489-503, in *Actes du colloque*.

21. Sur la situation des Espagnols fin 1922, voir Pierre Fontaine, G. Ayache. Daniel Rivet écrit (p. 254 T3 de *Lyautey et le Protectorat français au Maroc*), que le « *Rif est le cancer de l'Espagne.* »

22. Dès 1917, Primo de Rivera prônait « une glorieuse politique d'abandon ». D. Rivet, *Lyautey et le Protectorat*, p. 254, t. 3.

Chapitre 5

Le Rif triomphant

Le 1er février 1922, Abdelkrim est investi par les tribus constituant le noyau central de la résistance, les Beni Ouriaghel, les Tensamane, les Beni Touzine et les Beqqioua, *Amir* el *moudjahiddines*, prince des combattants. La nomination, signée par douze des caïds les plus influents, est lue dans tous les endroits publics, souks et mosquées : « Les tribus du Rif et des Djebalas vivaient dans l'anarchie et la corruption, dans l'injustice et la révolte. Elles n'observaient pas les règles du Chraa et commettaient les pires iniquités. Cet homme, que Dieu l'assiste, est notre Seigneur Mohamed, fils du savant, de l'illustre Abdelkrim el Khattabi el Ouriaghel, que Dieu le protège et l'aide à faire disparaître les hérésies qui ne correspondent pas à la religion musulmane. Qu'il détruise les partisans infidèles et corrompus[1]... » C'est la phase de ce qu'Abdelkrim appelle « la consolidation du bloc rifain », dont il dira plus tard qu'elle ne fut pas facile[2].

Abdelkrim a installé son gouvernement – élargi à des familiers plus jeunes comme Cheddi, Mohammedi, également son beau-frère, Abdelaziz Tlemçani, qui fut jour-

naliste à Alger – en haut d'Ajdir, dans un grand bâtiment blanc de 75 mètres de long sur 10 de large, appelé l'Oficina, ou encore la *Mahakma**, c'est-à-dire le tribunal. C'est de là qu'il supervise tout, reçoit chaque mois des fonctionnaires, des caïds et des cadis. C'est là aussi que siège une fois par mois, sous sa présidence ou celle de son frère, l'assemblée constituée de quatre-vingts membres groupant les tribus et dont les pouvoirs sont exécutifs et législatifs.

La justice d'abord

C'est par la justice qu'Abdelkrim a entamé sa construction étatique, en digne réformateur musulman qu'il est et cadi qu'il fut. Dès le serment d'el Qama, il a imposé la loi islamique, la charia, au lieu et place du droit coutumier, prohibé les mutilations corporelles, institué des amendes et des peines de prison pour les crimes de sang au lieu de la loi du talion. Puis, progressivement, il fait démolir les tours et les bastions construits autour de chaque maison pour tirer sur les clans ennemis, réprime les vendettas, interdit le port d'armes chargées hors du champ des opérations militaires, aboli l'enlèvement des jeunes filles, protège la communauté israélite qui lui voue une extrême reconnaissance[4]. Il a établi ainsi l'ordre et la sécurité, mis fin à l'anarchie, et fait prendre conscience des bienfaits de la paix civile après tant d'années de troubles continus. Après quelques exemples marquants, les délits de droit commun ont pratiquement disparu. Dans les prisons, on ne compte que des étrangers et des adversaires politiques. Ont été exécutés ceux qui avaient, en 1921, attenté aux jours des prisonniers espagnols, d'autres ayant trahi lors de l'offensive militaire espagnole, comme le caïd Chaib Ben Haj Thami. Ceux qui

ont volé du matériel, notamment téléphonique, et ceux qui ont attenté aux droits des minorités, quelques collaborateurs et certains criminels de sang sont jugés et incarcérés. Le pouvoir judiciaire, indépendant des autres, est installé en premier à Ajdir où siège une cour d'appel présidée par le ministre de la Justice assisté de quinze conseillers. Le cadi des cadis tient le rôle de ministère public, certains notables sont choisis comme défenseurs. Abdelkrim, bien conscient que le règlement de la question judiciaire constitue le facteur déterminant du processus d'intégration de toutes les tribus, bat, en pleine guerre avec les Espagnols, le rappel de tous les fquihs qu'il nomme par dahir, cadis, un par tribu. Ce sont leurs jugements qui dorénavant remplacent les vengeances personnelles, et, en cas de contestation, le tribunal d'Ajdir tranche.

La paix civile

Ainsi, à partir d'une organisation de petites tribus, fractionnées, morcelées, régies par les jemaas communales, et divisées par maints antagonismes ancestraux, Abdelkrim a pu asseoir les bases d'un état cohérent[1]. Les communications sont assurées, le sentiment d'égalité des Rifains devant la loi respecté. Mais certains notables et marabouts dont les sources de revenus et le prestige ont disparu avec les vendettas et dont les prélèvements arbitraires sont interdits, en conçoivent un fort ressentiment qui sera exploité par la suite contre Abdelkrim. Comme les autres, ils doivent verser l'impôt sur le revenu, le *tijane**, environ 5 %, la *dariba**, impôt général dont seuls les pauvres et les blessés sont exemptés, et la *zakat**, impôt coranique, payable soit en argent, soit en nature, dont le rapport est de l'ordre de 75 000 pesetas par an et qui est réservé à l'achat des armes. Le budget rifain est également ali-

menté par des taxes sur les marchés, le produit des douanes installées sur les frontières espagnoles et françaises (dont certaines rapportent plus de 5 000 pesetas par jour), des amendes frappant les traîtres, les collaborateurs et les tribus insoumises et des taxes payées par ceux qui rachètent leur service militaire, comme en Espagne. L'argent est collecté par des fonctionnaires, la corruption sévèrement sanctionnée. Bien géré, ce budget est équilibré : on l'évalue entre 200 et 600 millions de francs par an[5]. Le ministre de l'Intérieur assure la liaison avec les caïds et supervise quatre assemblées régionales, dites également mahakmas, à Tensamane, Beni Boufrah, Targuist et Taghzout, instituées par la suite et toutes reliées par téléphone avec la mahakma centrale d'Ajdir. Les fonctionnaires qui les dirigent (les *hakem**) assurent un recensement de la population, un embryon d'état civil, avec registres, le stockage des céréales pour conjurer les famines, l'aide aux pauvres et supervisent une réforme agraire avec distribution de terres, moyennant obligation d'exploitation et sous peine de confiscation. Le système juridique, fiscal et administratif s'étend au fur et à mesure des régions libérées avec toujours une volonté affichée de modernisation qui a frappé tous les visiteurs du Rif.

L'obsession de la modernité

Abdelkrim reste obsédé par la modernisation de son pays, par le progrès technique[6]. Dès qu'il asseoit, en 1922, ses relations avec les Ghomaras, il construit des routes vers Chaouen, vers Taourirt, Targuist, Aknoul, et songe même à un chemin de fer entre Ajdir et Guercif. Il jette des ponts sur les rivières, construit systématiquement des fortifications et des tranchées. Il utilise l'installation téléphonique, partie du butin d'Anoual et la développe

au fur et à mesure de l'extension du territoire qu'il contrôle. Il la fait entretenir par des légionnaires déserteurs qui l'ont rejoint avec armes et bagages et par des prisonniers espagnols. Le responsable du système téléphonique est Antonio dit « el Mécanico ». Abdelkrim fait acheter systématiquement du matériel sur le marché algérien ou le fait ramener par les saisonniers travaillant en Oranie. Faute de moyens, les fils sont posés par terre. Après chaque bombardement, chaque attaque, ils sont réparés en priorité. Une centrale de TSF avec trois postes récepteurs qui permet d'écouter les radios étrangères est fabriquée à partir du poste d'un navire italien échoué sur le rivage et que des Romains tenteront en vain de récupérer. Abdelkrim racontera avec beaucoup d'humour avoir ainsi entendu qu'il avait fait attacher son oncle à la bouche d'un canon et allumé lui-même la mèche : « Quand j'annonçais la nouvelle à la victime, je la félicitais de se porter si bien après une telle épreuve ! » L'information est la priorité des priorités. Pas plus qu'il n'oublie qu'il fut juriste, Abdelkrim n'oublie qu'il fût journaliste. Il reçoit régulièrement toutes sortes de journaux arabes et européens, d'abord par Nekour, puis par Tanger, souvent même avant la résidence générale à Rabat, et en fait une lecture très attentive. Lui et certains autres dirigeants envoient régulièrement des articles dans les journaux de Tunis et du Caire qui participent d'une campagne active pour la reconnaissance de l'État rifain. Il utilise la poste anglaise, la seule qui soit autonome des services du Protectorat, à Fès et à Tanger. Elle distribue, au grand dam des autorités françaises, ses appels, ses invitations, ses nombreuses lettres. À Tanger, les frères Ali et Abdallah Khamlichi veillent scrupuleusement à son approvisionnement. Un courrier, et c'est souvent Ali Ben Hamouch, un vieillard inspirant confiance, part tous les deux jours de Tanger

avec des vivres et des journaux et passe les lignes espagnoles sans problème. Abdelkrim a mis sur pied un système d'information par des coureurs, les fameux *rekkas*[6] qui pouvaient parcourir jusqu'à quatre-vingts kilomètres à pied par jour et un réseau d'informateurs et de propagandistes qui couvre tout le Maroc et va jusqu'à l'extrême sud[7]. Dans chaque ville, il a des correspondants et des partisans : surtout Tanger, et Fès, mais également Casablanca où les services français disent que les pro-Rifains se réunissent dans le café « Le roi de la Bière », au centre de la ville.

Tout son entourage est gagné par cette volonté de modernisation érigée en patriotisme et qu'Abdelkrim, en habile diplomate, sait faire valoir à l'extérieur. Dans les listes de commandes de l'État rifain, figurent des gramophones, des appareils photos, des machines à coudre[8]. Une école est ouverte à Ajdir comme il se l'était promis, et, comme il se l'était aussi promis, à ses moments perdus et il en a peu, l'Émir dicte à son secrétaire, Hassan el Boghdadi un projet de Constitution en quarante articles qui fut brûlé lors de la prise d'Ajdir.

Chef de l'exécutif, président du Parlement, chef de guerre, responsable du maintien de l'ordre et de la loi, Abdelkrim s'attelle donc à mettre sur pied un État fort à même de moderniser le Rif. Dans les souks, il fait proclamer : « Serviteurs d'Allah, autrefois vous étiez des barbares, comme des animaux. Vous ne connaissiez que la vengeance. À présent, chacun peut aller en paix dans le pays, à ses affaires, grâce à Si Mohand. Il vous reste à apprendre les sciences que connaissent les Chrétiens, pour les vaincre[9]. » Ce genre d'épîtres lui vaudra plus tard l'ire de Lyautey qui l'accusera de s'être déclaré sultan et de faire dire la prière en son nom. Or, cela, l'Émir l'a formellement

interdit « pour bannir le culte de la personnalité, contraire à la doctrine de l'Islam ».

Une armée d'élite

Le Rif n'est pas un État ayant une armée, c'est une armée ayant un État, puisque tous ses chefs combattent, M'Hammed vers l'ouest et plus tard sur l'Ouergha, Boudra vers Ouezzane, le caïd Allouche sur le front de Tétouan, et qu'Abdelkrim dirige activement la guerre. Cette armée est aussi originale que la construction étatique[10]. À partir d'une masse informe de paysans guerriers, Abdelkrim a construit une armée moderne, avec un corps régulier de quelque 3 000 guerriers qui encadrent, lorsque nécessaire, des contingents levés parmi tous les Rifains de 16 à 50 ans, pour une durée, tournante, de huit à dix jours. Il n'oublie pas en effet que les Rifains sont des paysans qui doivent cultiver leurs champs et s'occuper de leurs familles. Chaque homme part au combat lorsqu'il y est appelé, en contingents de 12, 25, 50, 100, 250, 500 et 1 000 hommes, hiérarchisés à l'intérieur de formations militaires qui peuvent atteindre, selon les tribus, 2 000 à 2 500 hommes. Habillés à leurs frais, nourris frugalement d'une miche de pain fournie par l'habitant ou qu'ils amènent eux-mêmes, avec quelques dattes et quelques olives entreposées avec les cartouches, dans les capuchons des djellabas ou des *choukhara** de cuir, les Rifains, encadrés par leurs caïds, assistés par leurs *amines** et leurs *imans** qui récitent les prières, rejoignent eux-mêmes les postes de combat indiqués. Les réguliers sont vêtus par l'armée et portent des *rezzas** noires, les rezzas bleues sont pour les 2 000 soldats de l'infanterie, les rouges pour les officiers, qui agrafent leurs galons sur leurs coiffures, et les vertes pour les 150 membres de la garde person-

nelle de l'Émir. La hiérarchie est très stricte, la discipline également. Les séances d'entraînement, assurées par des déserteurs, surtout d'anciens légionnaires, dont le caïd Bouhout, ancien lieutenant des Régularès espagnols, comportent aussi le salut au drapeau rifain, rouge avec une étoile à six branches et un croissant vert. Les soldes sont de 2 pesetas par jour pour les réguliers, de 25 à 40 douros pour les officiers. Abdelkrim qui sait commander sans insister, faire la juste part entre la louange et le blâme, attache une grande importance à la conduite des officiers vis-à-vis de leurs hommes : les fautes sont d'ailleurs sévèrement sanctionnées par des peines de prison.

Abdelkrim dispose ainsi potentiellement de 60 000 excellents guerriers, même s'il n'en alignera jamais beaucoup plus que 35 000, très disciplinés, courageux, motivés, aguerris, fidèles et déterminés, connaissant bien le terrain, bons tireurs et ayant un art aigu du camouflage. C'est en fait une armée d'élite dont ses adversaires eux-mêmes salueront la faculté merveilleuse et innée d'utiliser le terrain, la sûreté exceptionnelle des tirs, la notion étonnante de la tactique, du mouvement tournant et enfin la sobriété qui, supprimant les ravitaillements, permet une stupéfiante mobilité. Abdelkrim a su moderniser la guérilla, rationaliser la tactique des embuscades, des attaques de nuit, inventer même une DCA rudimentaire par tirs groupés sur les avions. Les membres de l'armée rifaine lui sont très dévoués. Ils savent que l'Émir est soucieux de leurs vies, qu'il ménage ses hommes, évitant le plus possible les batailles rangées, les accrochages. Il procède par harcèlement, encerclement. « Dix fusils et une mitrailleuse me suffisent, dit-il, pour garder une vallée[11]. » Un premier cercle de combattants assiège l'ennemi, un second attaque les colonnes de secours. Puis quand un poste, par exemple, est affaibli, les guerriers rifains mon-

tent à l'assaut, principalement de nuit, avec des mortiers, des grenades lancées à la main ou avec des lance-pierres ou des catapultes, et des fusils.

Les grenades rifaines

Comme l'avait prévu Abdelkrim, le butin d'Anoual, complété par l'attaque de postes isolés, a permis aux Rifains de tenir des mois. Les soldats peuvent vendre les armes prises à l'ennemi selon un tarif précis (la cartouche française vaut 4 douros *hassanis**, la cartouche espagnole, 1 douro) ou les garder, mais les armes stratégiques doivent être confiées à l'arsenal principal à Ajdir, et plus tard à Targuist et Chaouen, sans contrepartie. L'armement a été complété au fur et à mesure par les ventes des soldats espagnols, le ralliement avec armes et bagages des Régulares et des légionnaires, la contrebande qui a perduré en dépit de la guerre et des achats systématiques, notamment tout un bateau d'armement vendu par la France en 1922. Abdelkrim a déclaré avoir acheté des armes à tir rapide provenant des stocks pris par les Allemands aux Français pendant la Première Guerre mondiale et des fusils italiens et anglais. Mais les Rifains fabriquent aussi leurs propres armes. Dans un atelier proche de l'Oficina, à Ajdir, le *maâlem** (maître) Tensamani confectionnait, avec vingt ouvriers, des grenades avec des bombes espagnoles non explosées et systématiquement ramassées par des enfants. Elles étaient empaquetées avec de la dynamite et placées dans de vieilles boîtes de sardine, puis jetées à la main après avoir été mises à feu avec une allumette. Avec une bombe de 200 kg, les Rifains fabriquaient 470 grenades à main. Ils fabriquaient aussi des gaz lacrymogènes avec de la poudre et du piment pour riposter aux bombes à gaz. Dans d'autres

ateliers, des Juifs, traditionnellement artisans, faisaient de la bourrellerie pour les chevaux. Toutes ces armes étaient emmagasinées, entretenues, comptées avec soin. À la guerre proprement dite, se joignait, suivant en cela l'exemple français et espagnol, l'action psychologique : appel à la reddition aux étrangers, infiltration des troupes indigènes qui constituaient le plus gros des effectifs ennemis, appel au djihad (guerre sainte) dans les souks[12].

Plus nombreux que des sauterelles !

L'Émir est également attentif à la diplomatie. Pour la reconnaissance de l'État, puis pour la délimitation des frontières, puis, enfin, pour informer l'opinion des bombardements subis par son peuple, il a envoyé maintes missions à l'extérieur, en Europe, mais aussi en Algérie, en Tunisie et en Égypte. « Notre chef a vaincu les étrangers, il a des armes, des canons, des avions, c'est l'heure de la guerre sainte, soyez vainqueurs avec nous » fait-il dire aussi aux Rifains. C'est le même langage, moderniste, lucide, réformateur, qu'il tient aux nombreux étrangers que, pour alimenter sa propagande, il reçoit à Ajdir. Certains ne s'avéreront pas fiables : un prétendu journaliste parviendra à lui extorquer 40 000 pesetas pour faire sa propagande, mais revendra à Londres les documents de l'Émir et n'écrira jamais aucun article. Parmi eux, aventuriers, journalistes, agents de renseignements, beaucoup sont intéressés par les fameuses mines du Rif. Pas dupe, l'Émir dira plus tard : « Ils sont plus nombreux que des sauterelles ceux qui sont venus dans le Rif. Ils parlaient de ma gloire et j'entendais, mines, concessions. Ils venaient pour le cuivre et peut-être l'or du Djebel Aouan, le fer des Beni Touzine, le plomb des Beni Arous, pour toutes les richesses du sous-sol du Rif[13]. »

L'outil stratégique des mines

Dans l'œuvre de modernisation qu'Abdelkrim veut impulser, les mines sont primordiales. Loin d'y voir, comme ses détracteurs l'ont fait, un intérêt personnel, avec le recul, il est loisible de considérer qu'il en attendait beaucoup pour le progrès de son pays et aussi qu'il les a utilisées comme levier diplomatique, pour obtenir la reconnaissance de son État par les Puissances et par la Société des Nations. C'est donc une sorte d'outil stratégique. Car il n'ignore pas, ou du moins il espère, que les capitalistes européens intéressés pourraient agir, ne serait-ce que pour rendre effectifs leurs projets miniers. Une reconnaissance internationale aurait en effet donné une assise aux contrats signés et des avantages financiers à l'État rifain. Bourmancé le dit clairement dans une lettre à Abdelkrim du 22 mai 1922, tout en reconnaissant que, politiquement, cela créerait un précédent inacceptable dans les relations coloniales. Mais c'est à la SDN, que s'adresse de Taillis avec lequel le Rif a signé une convention moyennant une avance de 1 million de francs, pour obtenir l'autorisation d'exploiter sa concession : pas plus que l'avance promise par Letellier, celle-ci ne sera versée[14]. Sans base juridique, les contrats restent lettre morte et la commission d'arbitrage minier est vigilante[15]. Letellier finira par revendre son contrat à Etchevarietta, qui, un temps, proposera la création d'une compagnie à charte rifaine[16]. La situation politique bloque la situation commerciale et Abdelkrim s'efforce de lever les deux obstacles en faisant de la surenchère et en accréditant l'idée que le Rif est un nouveau Transvaal. Mais rien n'aboutit. Il en est si désolé qu'en mai 1922, Daniel Bourmancé-Say lui propose d'exploiter lui-même les mines et d'en exporter le minerai. Son ami Fouroux, commerçant en bétail avec l'Oranie, propose la création d'une société d'achat et de

vente avec les Rifains et la création d'un réseau commercial. Mais Abdelkrim, s'il les reçoit systématiquement, se méfie de tous les affairistes. Il veut un contrat en bonne et due forme qui ait une valeur internationale.

La visite d'Aznell

Il n'a pas plus de succès pour l'achat des avions : des contacts ont été pris par Haddou et Azerkane, les appareils, de vieux modèles, achetés moyennant commission à une compagnie qui assure la liaison entre Alger et Biskra. Des pilotes français d'Algérie sont engagés et l'un d'eux, Perrier, conduit un appareil au Rif. Mais il ne servira jamais : l'un des avions s'écrasera au sol et les autres seront détruits par les bombardements espagnols. Ce concours malheureux de circonstances peut-il vraiment être imputé au hasard ? Abdelkrim y attachait une extrême importance, essentiellement de prestige, et, jusqu'au bout tentera de se procurer des appareils auprès des Anglais, notamment du capitaine Barry[17].

Car voici que l'Angleterre entre en scène[18]. En avril 1922, un Britannique, muni de recommandations des Khamlichi, se fraye péniblement le chemin jusqu'à Ajdir, évitant de justesse les combats qui perdurent à l'ouest avec l'Espagne. C'est John Aznell, un socialiste anglais, officiellement correspondant du *Times*, mais qui espère, en fait, établir un lien entre les peuples coloniaux et l'avant-garde des ouvriers européens, et se présente en wilsonien convaincu, marqué par l'expérience arabe de Lawrence d'Arabie (modèle pour beaucoup d'Anglais romanesques, malgré la modestie du capitaine qui, rentré en Angleterre, se fond dans l'anonymat de l'armée, et s'engage sous un faux nom comme simple soldat, sans doute pour expier son échec et ses rêves perdus). Il est aussi

possible, bien qu'on n'en ait aucune certitude, qu'Aznell soit envoyé aux nouvelles par son gouvernement inquiet. Londres défend à ce moment une politique appelée « *balance of power* », qui induit l'équilibre des puissances pour sauvegarder le contrôle par la Grande-Bretagne du détroit et donc de la Méditerranée. La question de Tanger est toujours latente. Des incidents ont éclaté dans la ville où règne une atmosphère de crise diplomatique. Briand a écrit aux tenants du parti colonial, Barety et Glary de Lamazière, que Tanger demeurerait sous la souveraineté du sultan et donc sous la protection de la France, jusqu'à la conclusion d'un accord international. L'Angleterre craint donc que la France ne veuille y établir une base navale, et, comme instrument de chantage, veut reconstruire un front méditerranéen avec l'Italie et l'Espagne, fait des difficultés sur le canal de Suez, et refuse à la France sa garantie sur le Rhin tant que le statut de Gibraltar n'est pas réglé.

Pour Londres, le statu quo est vital et l'inconnue Abdelkrim ne peut être tolérée : par les Américains, les Anglais ont appris l'intensité des contacts entre les Rifains et la France, la tolérance du trafic d'armes entre les deux zones et la diffusion dans la zone française de tracts anti-espagnols. Ils se demandent si, grâce à Abdelkrim, la France ne va pas, un jour ou l'autre, prendre pied à Ceuta et à Melilla. C'est dire « qu'une très embarrassante situation est apparue » qui motive une nouvelle attitude diplomatique et politique[19].

Abdelkrim déclare à Aznell que s'ils viennent en protecteurs, les Espagnols seront accueillis comme des frères, mais qu'à la pointe de l'épée, ils n'ont rien à espérer. Il ajoute que les Rifains ne sont pas moins capables de se gouverner que les Espagnols. Il semble qu'Aznell ait été séduit par la personnalité de l'Émir. À quoi s'attendait-il ?

À un *roguit**, sorte de seigneur de la guerre, corrompu et sanguinaire ? à un banal chef de tribu guerrière ? Il trouve en face de lui un homme d'État, lucide, conscient de ses responsabilités et des enjeux, au fait de la politique ambiguë des puissances européennes, alors même qu'il n'est jamais sorti du Maroc.

La mission à Londres

Aznell propose d'emmener une délégation à Londres. En juillet 1922, il conduit donc M'Hammed, Azerkane, Haddou et Boujibar au Foreign office, où ils trouvent porte close. Aux Communes, la question rifaine est quand même évoquée, le 4 août, ce qui est une première. Mais Chamberlain coupe court à la discussion qui s'amorce : pour lui le Rif est une zone d'influence espagnole, les Rifains sont donc des rebelles envers une puissance amie, et, sous-entendu, servent les intérêts d'une nation concurrente, la France. Il faut s'en tenir aux traités. Une mission de bons offices, suggérée par Aznell, est rejetée. Aznell insiste : l'Angleterre est réputée être l'amie des Musulmans et une des premières puissances à avoir autant de sujets musulmans. Rien n'y fait.

La mission n'est néanmoins qu'un demi-échec dans la mesure où, évoqué devant le parlement anglais, le problème rifain sort de l'indifférence et de l'oubli. C'est une brèche dans le mur du silence. Un parlementaire anglais plaide la cause juste de l'indépendance et celle, humanitaire, des populations civiles bombardées, pilonnées et souffrant cruellement de l'absence de protection sanitaire. En effet, à l'exception d'un hôpital de campagne, partie du butin d'Anoual et d'un infirmier recruté à Tanger, les Rifains n'ont rien, alors qu'ils sont bombardés par des gaz asphyxiants qu'une usine fabrique à Melilla avec l'aide

de chimistes allemands[20]. Dressant le tableau sombre de villages bombardés, de femmes et d'enfants blessés, il s'écrie que cette guerre est la ruine et le déshonneur de l'Espagne, et évente les tractations en cours entre Londres et Madrid pour la fourniture de bombardiers.

Éconduits par le gouvernement, les Rifains sont reçus chaleureusement par les travaillistes et les milieux d'affaires : beaucoup sont intéressés à traiter avec le Rif, notamment les capitaines Barry et Gardiner, le banquier Sidney Reilly, en liaison avec Moscou, le marchand d'armes Baril Zaharoff, qui dirige la société anglaise d'armement Vickers, en liaison lui-même avec la Turquie. Les orientalistes et les intellectuels entendent les Rifains plaider publiquement leur cause : depuis le début de 1922, l'assemblée rifaine demande « l'évacuation par l'Espagne de toute la zone qui ne relevait pas de son autorité avant la convention de 1912 », ce qui pose le problème de la délimitation des frontières avec la zone française. Les Rifains réclament donc l'évacuation complète du pays sauf les Présides et leur hinterland, et, en référence au traité de Versailles, ils veulent l'indépendance reconnue et garantie du Rif, des indemnités pour la libération des prisonniers, des réparations de guerre. Le *Times* les publie, comme il répercute un message d'Abdelkrim « aux nations civilisées », demandant la réunion d'une conférence pour la paix dans le Rif : « Si notre appel est entendu, on peut vous croire quand vous parlez d'humanité, de civilisation. Autrement, on saura que l'Europe n'a qu'un but, c'est de combattre les Musulmans avec tous les moyens et toutes les armes en son pouvoir[21]. » L'Émir affirme n'être en guerre que contre les Espagnols qui ravagent le Rif et massacrent sa population et vouloir ouvrir son pays au développement économique et aux échanges commerciaux. D'autres messages sont destinés au Pape et à la ligue

islamique de Berlin, car c'est par Londres que se font les contacts avec les Jeunes Turcs et les nationalistes arabes, le groupe d'Enver Pacha, qui, à l'époque, se trouve à Berlin. La ligue enverra un de ses représentants, Hussein Aoui Bey, à Tanger chez les Khamlichi. Le cheikh Chakib Arslan, résistant druze syrien, à Londres au même moment, aide la délégation rifaine à rencontrer les représentants des Musulmans de Londres. Pour Arslan, Abdelkrim est « un héros qui, en une seule bataille a renversé la donne coloniale ». Entre Londres et Genève, il va désormais faire la propagande du chef rifain. Envers le Moyen-Orient, où, il ne l'ignore pas, les revendications d'indépendance grandissent (création du parti le Destour et du mouvement syndical tunisien notamment) Abdelkrim lance aussi un appel : « La religion qui nous unit vous oblige à entendre notre voix... le monde musulman est aujourd'hui levé pour défendre ses droits et pour avoir sa place parmi les peuples civilisés. Nous nous battons pour une indépendance qui soit admise par les Grandes Puissances. Appuyez-nous auprès des États de l'Europe auxquels nous-mêmes nous nous sommes adressés[22]. » Par l'intermédiaire d'Arslan, le message est diffusé dans la presse arabe et y a des échos favorables.

Mais les Arabes mettront du temps à répondre et faiblement : les collectes de fonds qu'ils impulseront dans certains pays ne parviendront jamais au Rif. Les articles de presse n'auront d'autres effets que d'aiguiser la riposte des Puissances.

M'Hammed à Paris

Avec la France, les problèmes frontaliers commençant à surgir, Abdelkrim décide d'envoyer son frère à Paris. M'Hammed est un homme mince, élégant, vêtu à l'eu-

ropéenne d'un costume sombre et coiffé d'un *fez**, uniforme des modernistes maghrébins de l'époque. Il a un léger collier de barbe bien taillée, qui cerne un visage rond et avenant, de fine lunettes et se tient très droit. Son regard est vif et intelligent. Plus jeune que l'Émir (il a une trentaine d'années), c'est le parfait alter ego de son frère, et le scientifique de la famille. Les événements ont fait qu'il n'a pu terminer ses études d'ingénieur, mais il est passionné par la science et a une grande faculté d'adaptation et d'assimilation : la TSF, la radio, l'entretien du téléphone, c'est lui. Ce qui ne l'empêche pas de s'occuper activement de l'armée. Son prestige est grand et son éducation européenne le renforce. En parfaite symbiose, les deux frères ont tellement confiance l'un dans l'autre, qu'ils sont interchangeables[23]. M'Hammed, assoiffé de contacts extérieurs, part avec Mohammedi et Hitmi, ainsi que El Hadi Ben Dadi, contrebandier, qui va se faire engager quelques mois dans une usine de Saint-Étienne. La délégation dispose d'un sauf-conduit délivré par le ministère français des Affaires étrangères. Elle passe à l'aller par Port Say. Une autre délégation, conduite par Boujibar effectuera la même année un long séjour à Paris. Dans la capitale française, M'Hammed s'installe sous un nom d'emprunt à l'hôtel Terminus de la gare Saint-Lazare. Malgré les obstacles, plein d'entregent, M'Hammed noue certains contacts : il est reçu par le ministre Paul Painlevé, par Peretti della Rocca au Quai d'Orsay, voit au café Mayeux, boulevard Saint-Michel, le député communiste André Berton, et même, semble-t-il, Poincaré. Il rencontre des hommes d'affaires, des marchands d'armes et, à tous, expose la volonté de développement économique du Rif, fait miroiter un travail en commun. Il serait même allé à Verdun relever les plans des tran-

chées, des boyaux et des casemates de la Première Guerre mondiale qui seront ensuite édifiés dans le Rif.

En avril, M'Hammed signe un contrat avec le capitaine Robert Gardiner[24], homme d'affaires liés aux milieux allemands et également officier du spécial service de l'Amirauté britannique, pour exploiter les mines du Rif, moyennant un prêt de 13 millions de francs. En premier lieu, Gardiner est chargé, en liaison avec Aznell et avec un autre Anglais qui va jouer un rôle éminent en 1924 et 1925, le capitaine Gordon Cannings, de livrer au Rif 300 000 dollars de marchandises diverses pour environ 1 million de francs, moyennant une hypothèque sur le Djebel Aouan et des commissions. Gardiner est un affairiste, lié à Hacklander, industriel de la Ruhr qui a des usines en Espagne et qui représente la Deutsch Orient Bank. Il n'exécutera pas la totalité du contrat mais, en 1922, il convoiera néanmoins au Rif un bateau de 40 000 tonneaux, le *Sylvia*, dans lequel il va ramener El Hadi et effectuer plusieurs voyages entre Al Hoceima et Gibraltar[25]. Mais autant les contacts commerciaux sont fructueux, encore que le contrat avec Gardiner reviendra comme un leitmotiv dans l'histoire du Rif (il y faudra une autre mission à Londres de Mohamed Ben Mohamed, autre parent d'Abdelkrim), autant les contacts politiques laissent à désirer. À Paris, M'Hammed déclare : « Nous savons que la France et l'Angleterre sont en désaccord et nous ne voulons pas, en précipitant les événements, donner aux Anglais le prétexte d'intervenir aux côtés de l'Espagne au Maroc, et, de ce fait, créer des difficultés nouvelles à nos amis français. » Mais rien n'y fait. Il obtient néanmoins un autre laissez-passer en règle pour se rendre en Algérie, tenter de débloquer l'affaire des avions. Il rencontre de Taillis à Alger, Haddou à Tlemcen et rentre

au Rif par Taourirt alors que les problèmes avec les Français commencent à se préciser dans l'Ouergha.

Les pourparlers avec l'Espagne

Si Abdelkrim ne parvient pas à percer, diplomatiquement, politiquement et bientôt militairement, le front de Lyautey, par contre avec l'Espagne les choses se débloquent. Le 27 janvier 1923, après dix-huit mois de tractations et de tergiversations, Etchevarietta arrive à Ajdir avec une rançon de 4 177 000 pesetas et 93 prisonniers rifains : on lui remet en échange les 300 prisonniers survivants du Mont Aroui, dont le général Navarro : 100 ont entretemps péri du typhus et 70 se sont enfuis[26]. Etchevarietta propose à Abdelkrim qu'il connaît de longue date, un changement de politique, un développement économique en partenariat et veut l'inciter à diriger ses troupes sur le front français. Il a racheté la concession de Letellier et la société Sotolazar verse 400 000 pesetas à Abdelkrim : deux compagnies, espagnole et franco-espagnole, la Compagnie espagnole des mines du Rif et la Compagnie de l'Afrique du Nord, avec l'aval du parti colonial français, envisagent de commencer l'exploitation des gisements d'hématite. En avril, Castro Giroua vient à Ajdir confirmer les propositions d'Etchevarietta : certains milieux en Espagne sont d'accord pour l'autonomie du Rif sous la direction d'Abdelkrim. On insiste : il s'agit d'une sorte d'indépendance administrative avec partenariat économique. L'organisation d'Abdelkrim pourrait perdurer sous l'autorité du Makhzen et la protection de l'Espagne. Une assistance matérielle confirmerait l'accord.

Mais nous ne sommes plus en 1920 ou 1921. Abdelkrim a bâti un État, il est reconnu internationalement et porteur de beaucoup d'espoirs. Il semble que les Espa-

gnols ne l'aient pas encore compris. De plus, il ne peut leur faire confiance car la politique de Madrid apparaît constamment comme contradictoire. Les Espagnols déclarent vouloir quitter un territoire qu'ils ne contrôlent pas, et multiplient les contacts et les ouvertures envers l'Émir rifain, mais, parallèlement, les combats continuent. Le 3 janvier 1923, ils ont réoccupé Driouch, massacré des femmes et des enfants, opprimé les Beni Said. Les exactions continuent contre les populations rifaines, y compris par des bombardements de gaz asphyxiants, des jetés de tracts qui encouragent la désagrégation des rangs rifains et des mesures contre la population rifaine de Melilla. L'émir sait que l'état-major espagnol songe à nouveau à occuper Al Hoceima, et veut, en traitant avec Raissouni, qui a fait allégeance à Primo de Rivera, le retourner contre lui, à l'instar de ce qui se passe avec Abdelmalek, qui a gagné Tétouan. Les bombardements continuent[27]. Le ministre de la Guerre démissionne, des régularès désertent en mars, les corps constitués réclament l'abandon du Maroc.

À nouveau, la situation dégénère en Espagne. Des troubles éclatent en Catalogne, des mutineries à Malaga, les drapeaux rifain et catalan sont acclamés à Barcelone. Les socialistes estiment que cette politique contradictoire ne fait qu'attiser la haine des Rifains pour les Espagnols dont beaucoup sont tués, selon un procédé très révulsif que l'on appelle en Espagne « *el paqueto* » (des paquets de militaires liés entre eux). Abdelkrim a décidé d'utiliser l'agitation créée par l'avance française dans l'Ouergha pour porter un coup sur le front espagnol : il remporte une victoire à Sidi Messaoud, en mai et repousse une nouvelle attaque sur le Kert. Des dépêches publiées à Madrid montrent que les combats, autour de l'oued Lau et à l'ouest ne tournent pas en faveur de l'Espagne. Primo de Rivera

lui-même qualifie la situation de « pourrie ». Les communiqués rifains, triomphants, font état d'avions espagnols abattus. Abdelkrim multiplie les appels de paix au peuple espagnol, alors que les gouvernements se succèdent à Madrid. L'Espagne ne sait décidément que faire de son Protectorat. Les travaux de la commission des Cortès sur la défaite d'Anoual suscitent la colère : l'expédition de Sylvestre a été entreprise de la façon la plus téméraire, sans préparation aucune, la confusion et l'indiscipline régnaient dans l'armée, de nombreux officiers avaient déserté leurs commandements, et dans une lettre trouvée dans les papiers de Sylvestre, Alphonse XIII traitait le ministre de la Guerre d'« imbécile ». Les disputes dans la classe politique et l'opinion publique sont vives et on songe même à faire inculper le roi.

La République proclamée

L'État rifain, lui, se construit. La République des tribus confédérées du Rif est proclamée entre le 18 janvier et le 1er février 1923 : c'est l'an I. Une polémique s'engagera plus tard sur cette proclamation : selon certains historiens, elle est conforme aux traditions communautaires[28], selon d'autres, c'est un saut réel dans la modernité politique et hors de la tradition, avec séparation effective prévue des pouvoirs. D'autres, comme Robert Montagne y verront la main de « conseillers français d'Oranie »[29], en clair, de Daniel Bourmancé-Say, qui ne s'en est d'ailleurs jamais caché et qui, pour appuyer ses vues, a créé un journal *la Moulouya, bulletin des intérêts français au Maroc oriental*, abonnement : 1 douro. Bourmancé a créé le concept de la République qui, vue comme une rupture avec l'autocratie et la féodalité, a effectivement suscité un courant de sympathie internationale, a aidé Abdelkrim,

et, aujourd'hui encore, alimente son aura. Qu'en est-il effectivement[30] ? Abdelkrim a dit à ce propos les choses les plus contradictoires, mais en apparence seulement, car sa trajectoire, lorsqu'on l'intériorise, est parfaitement cohérente. À propos du sultan, il a dit : « J'ai estimé Moulay Hafid, dernier souverain nationaliste du Maroc indépendant, bien qu'il ait commis des erreurs. Sous Moulay Youssef, l'idée nationale n'a pas été défendue suffisamment, l'emprise étrangère s'est fortement accentuée. Cela ne donnait certainement à aucun patriote l'idée de se battre pour une institution qui n'agissait pas suffisamment en faveur de la liberté de son pays. Je ne le rejetais pas catégoriquement, mais je voulais montrer que quelque chose changeait, que nous étions en train de faire une révolution. Les mots République du Rif n'engageaient pas tout le Maroc, il serait toujours temps plus tard de voir ce qu'on pourrait faire… L'appellation était sympathique à des partis européens qui me soutenaient, partis socialiste et communiste français, opposition espagnole, et bien d'autres. Mais je n'ai jamais contesté le pouvoir du sultan[31]. » Le sultan est naturellement le nœud de l'affaire : aux yeux des puissances, le Rif est partie intégrante d'un royaume protégé, au regard de traités internationaux, par la France et l'Espagne, qui doivent l'aider à se réformer tout en préservant la fiction juridique du Makhzen chérifien. Donc, avec sa République, Abdelkrim se situe en dehors de cette légalité. Aussi, dit-il également : « Je serais heureux de me placer sous l'autorité de Moulay Youssef, si les circonstances actuelles ne l'interdisaient pas. Je n'ai jamais voulu le concurrencer ni au plan religieux ni au plan politique. » Car, sous-entendu, est-il libre de son action, sous le Protectorat français et la férule de Lyautey qui gouverne en son nom ? C'est au nom du sultan que Lyautey mène la conquête

du territoire marocain et que les Espagnols combattent Abdelkrim. Le paradoxe est donc total et Abdelkrim fondé à se demander si le sultan est en mesure de l'aider à libérer le Rif et le Maroc, les deux termes étant parfois liés, parfois dissociés dans ses propos. Mais, le plus souvent, Abdelkrim a balayé d'un geste la question du sultan en répondant : « La seule chose qui nous importe aujourd'hui, ce n'est pas l'existence d'un sultan au Maroc mais bien l'indépendance entière. Nous ne poursuivons qu'un but, celui de chasser du Maroc la France et l'Espagne, car si l'occupation de ces dernières se prolongeait, les gens seraient réduits à la misère et ne posséderaient plus rien. Quant à moi, je ne suis qu'un patriote qui désire que son pays ne soit pas sous le joug des étrangers, qu'un nationaliste qui se situe dans un cadre de libération nationale. Si je suis une gêne, je suis prêt à disparaître pour laisser la place à un autre[31]. »

Néanmoins, le terme « république » est un des procès d'intention que l'on fera à Abdelkrim pour le qualifier de rebelle : pour ses détracteurs, c'est la preuve qu'il se situe hors de la légalité nationale et internationale. Mais il est exact qu'Abdelkrim ne cesse d'écrire au sultan qui ne lui répondra jamais.

Il est aussi exact que les Rifains, eux-mêmes, appelaient leur construction étatique, « *Jibla Rifya** », le front rifain, ou encore « *rbkam n'Abdrkrim** », le commandement d'Abdelkrim. L'Émir a encore dit : « Nous avons appelé notre pays République pour exprimer le fait que nous étions un État composé de tribus indépendantes fédérées : il fallait un gouvernement décidé, une autorité forte et une organisation nationale vigoureuse », ajoutant ultérieurement : « J'ai été incompris, les gens ont cru que j'allais, après la victoire, redonner leur autonomie aux tribus, ce qui aurait signifié le retour à l'anarchie et à la

barbarie. » Ce n'est que par la suite, au Caire, qu'il explicitera ses vues constitutionnelles et qu'il dira : « Si un homme politique a du bon sens, il ne doit pas s'accrocher obstinément à des idées reçues, à des conceptions soi-disant immuables. Il peut évoluer, s'adapter à son temps », et c'est ce qu'il a fait.

Quoi qu'il en soit du sens réel à attribuer à ce mot de République qu'il ne faut dissocier ni de son contexte militaire et libérateur, ni de l'époque coloniale, force est de constater qu'elle a été, d'emblée, dotée de certains instruments en faisant une réalité juridique. Des papiers officiels et un sceau ont été imprimés, à Fès. En la proclamant, l'assemblée nationale des tribus rifaines précise, dans une charte[52], le refus de tout accord violant les droits du Maroc ou ayant un rapport avec le traité de Protectorat de 1912, réclame la reconnaissance de l'indépendance complète de l'État du Rif, la formation d'un gouvernement républicain constitutionnel, des indemnités pour les dommages subis par les Rifains depuis le début de la guerre, l'établissement de rapports d'amitié avec tous les peuples sans privilèges et sans exclusive, et insiste sur la demande de délimitation des frontières.

Les détracteurs d'Abdelkrim ont beaucoup glosé sur l'ascendante koreichite qu'il se serait fabriquée pour rattacher son expérience à Omar el Khattab, le troisième *calife**, modèle de tous les réformateurs musulmans, oubliant qu'il était effectivement né dans la fraction des Ait Khattab des Beni Ouriaghel, même s'il revendiquait de lointains ancêtres venant du Hedjaz, en Arabie Saoudite[53]. Ils ont critiqué qu'il se fasse appeler émir (prince), ou sidna (notre Seigneur, employé dans le sens de majesté)[54]. Mais les Rifains le nommaient Si Mohand, tout simplement, et il a déclaré : « Je n'ai pas d'ambition, je ne vise ni le sultanat[55] ni le pouvoir absolu comme on m'en accuse. » En

réalité, le leitmotiv de ses propos est la volonté d'indépendance.

Guerre Sainte ou Réformisme

Autre procès, celui d'avoir prêché la guerre sainte contre les « *étrangers infidèles* ». Il en a ri, déclarant que : « Le temps de la guerre sainte est dépassé. Nous ne sommes plus ni au Moyen Âge ni aux Croisades. Nous voulons simplement être indépendants. » Et encore : « Je ne suis pas un fanatique, car tout en étant fier d'être musulman, la religion que professent les autres ne m'intéresse pas. » Mais il est vrai que, se sentant menacé, en 1925, il a appelé, dans le Rif et un peu partout dans le Maroc, à la guerre sainte : « J'ai utilisé le sentiment religieux, mais le vrai Islam n'est pas fanatique[56]. » Abdelkrim, avec beaucoup d'habilité psychologique et diplomatique a su tenir à tous ses interlocuteurs le langage qui pouvait servir sa cause. Mais il est non moins vrai, qu'à la fin, le maraboutisme religieux qu'il avait combattu, avec un certain rigorisme et un certain puritanisme de réformateur, se liguera contre lui, au point que, pour lui, « la cause de ma défaite est le fanatisme religieux[57] ». On ne peut, en tous cas, mettre en cause son réformisme musulman[58] et un modernisme qui n'est pas dénué d'aspects sociaux.

L'idéal d'Abdelkrim est conforme à celui des réformateurs de l'époque : une large ouverture sur l'Occident, le progrès, la modernité, la science, la technologie, le développement en partenariat. Mais la différence essentielle entre Abdelkrim et les autres réformateurs de son époque est qu'il a su mettre ses idées en pratique : ce n'était pas seulement un idéologue, c'était un chef d'État.

Il a changé : sur les photos de 1923, la tête recouverte d'une rezza blanche et du capuchon de la grosse djel-

laba rifaine qu'il ne quittera que bien plus tard au Caire, il apparaît un peu vieilli, plus matois que sur les portraits d'avant Anoual. La moustache est conquérante, les yeux en coin. Il vient d'avoir son quatrième enfant, et son deuxième fils. Ce n'est plus le jeune homme de 38 ans. Ces deux années ont été des siècles. En mars 1923, un médecin, le Dr Marion Gallois et une infirmière, Mlle Ponzo, vont au Rif soigner la femme d'Azerkane, sœur préférée d'Abdelkrim qui souffre d'un accouchement mal soigné : voiture intrépidement conduite par le caïd Haddou, chevaux, mulets, trois jours de voyage, trois jours de calvaire. Mlle Ponzo décrit un pays parfaitement organisé, une famille courtoise qui vit très simplement et des comportements très traditionnels : il est impossible pour le médecin d'approcher la malade, il communique avec l'infirmière à travers un rideau... Elle est frappée par le manque de certaines denrées, dont le sel[39].

Une glorieuse politique d'abandon

Avec les Espagnols, les combats sont toujours meurtriers : les Rifains avancent par vagues successives à l'attaque des postes espagnols et, protégés par le feu des mitrailleuses, gagnent 500, 1 000 mètres chaque jour. Kheriro, le principal lieutenant de Raissouni, rejoint les rangs rifains. En Espagne même, une grève générale se déclenche le 23 août à Biscaye contre l'envoi des troupes. Les nationalistes basques, les syndicalistes, s'insurgent à Malaga, à Bilbao. Des communistes sont condamnés pour avoir distribué des tracts, la presse est censurée. Elle écrit que « le soldat espagnol se bat pour les intérêts anglais », que « le sang des ouvriers et des paysans d'Espagne ne coule au Maroc que pour assurer les bénéfices de la compagnie minière du Rif et garder à l'impérialisme anglais la

porte occidentale de la Méditerranée ». Déclaré hors-la-loi, le Parti communiste espagnol devient clandestin. Trois jours avant une nouvelle réunion parlementaire sur les responsabilités d'Anoual, le haut-commissaire Primo de Rivera prend le pouvoir et la tête d'un directoire militaire : Alphonse XIII est mis sous tutelle[40]. À peine installé dans ses fonctions, Primo décrète une pause, essaie d'obtenir l'échange de Gibraltar contre Ceuta et Melilla avec l'Angleterre et déclare avoir pris le pouvoir en raison du choc violent reçu par le pays et pour éviter qu'il ne s'enfonce dans le désordre social et l'incohérence politique. Il déclare : « Cette affaire marocaine nous coûte trop cher. Nous ne conserverons que les positions de Tétouan et de Melilla, de Larache et de Ceuta. Quant au Rif, nous n'y mettrons plus les pieds pour le moment. On verra dans deux ou trois ans. » Primo de Rivera le disait d'ailleurs depuis plusieurs années, ce qui lui valut à deux reprises d'être relevé de ses fonctions officielles : « Aller au Rif, c'est la révolution. » Il prônait alors : « une glorieuse politique d'abandon », ce qui lui vaut l'inimitié d'une partie de l'armée, dont celle du jeune Franco qui sert alors au Rif dans les Régulares. Il décide donc l'abandon immédiat des postes de l'intérieur et le retrait des principales troupes sur les côtes, retrait dont on parle depuis plus de deux ans et qui n'est pas encore réalisé. Ce qui ne l'empêche pas d'aller voir Raissouni, de l'aider en armes et en argent pour stabiliser le front ouest, ni d'instaurer une politique de triple jeu, puisque dès son entrée en fonctions, Primo réclame l'aide de la France et prend des contacts à Tanger avec les autorités françaises.

Si les socialistes espagnols n'ont pas su faire prévaloir que la lutte de libération nationale au Maroc était liée à la lutte révolutionnaire en Espagne, la réaction espagnole, elle, a parfaitement saisi que le feu allumé au Rif ne s'y

arrêterait pas, et elle a pris les devants, sur tous les plans. Quant au roi Alphonse XIII, il se précipite à Rome offrir son épée au pape pour une nouvelle croisade contre les Infidèles et chercher l'appui de l'Italie. Par Etchevarietta, le nouveau président du directoire tente de discuter avec Abdelkrim : Haddou voit le consul d'Espagne à Oujda et d'autres Rifains rencontrent à Melilla le comte de Romanonès. L'Espagne offre 20 millions de pesetas, mais pour attaquer le front français. Abdelkrim refuse, tout comme il refuse à Etchevarietta l'achat des mines pour 18 millions de pesetas. Il veut toujours la même chose, indépendance, évacuation, indemnités, armes. Il semble qu'il aurait aussi repoussé l'offre espagnole car ayant reçu un message du grand vizir, el Mokri, l'assurant de « la bienveillante neutralité française », ce qui n'était en fait que de la désinformation.

Les Puissances sont alors préoccupées par le statut de Tanger : il y aura, entre juin et décembre 1923, 33 séances de travail ardues pour remanier, pour douze ans, et, sur la demande anglaise, le statut de la ville avec une assemblée de 26 membres, groupant Français, Espagnols, Anglais, Italiens, Américains, Belges, Hollandais, Portugais, Marocains musulmans et israélites, assistant un *mendoub**, c'est-à-dire un représentant du sultan, et une police franco-espagnole. Moulay Hafid qui réside dans la ville ironise dans les dîners en ville ponctués de parties de cartes où il faut le laisser gagner : « À la fin du monde, les gens de Tanger comparurent au tribunal du jugement dernier et le juge suprême leur dit : "vous êtes les derniers et les pires des hommes, comment cela se fait-il ?" Et eux de répliquer : "Nous avons pêché, mais notre gouvernement était international et nous étions administrés par tous les représentants de l'Europe". Et Dieu de leur dire : "Vous avez été assez punis. Entrez au paradis" ! » »

NOTES

1. Cette proclamation de février 1922 dans Roger-Mathieu, *Mémoires*, p. 107-108, également dans G. Ayache, *La guerre du Rif* et dans *L'étrange aventure rifaine*.
2. Sur le bloc rifain, voir *Mémoires*, Roger-Mathieu.
3. Sur les juifs rifains, voir également Roger-Mathieu, p. 146.
4. Sur l'organisation rifaine, tous les écrits et témoignages concordent : G. Ayache, CA Julien, les différentes contributions des *Actes du colloque*, notamment celle de A. Youssoufi, celles de Robert Montagne. Voir également le témoignage de Jean de Taillis, un des visiteurs rifains de l'époque dans *Le Nouveau Maroc*, Paris, 1923. D. Rivet précise l'interdiction du thé et du tabac, t. 3, p. 263 et conclut à un mélange de Kémalisme et de wahabisme rigoriste.
5. Sur les finances rifaines, voir Roger-Mathieu, qui a également visité le Rif.
6. Sur la modernisation du Rif, voir principalement A. Youssoufi et JF Clément, *in* discussions, *Actes du colloque*, p. 137-139, C. André Julien, in *Le Maroc face aux impérialismes*, et dans l'introduction du colloque, p. 9-12. C.A. Julien estime que « *l'ambition d'Abdelkrim était d'instaurer une nation moderne d'inspiration musulmane, largement ouverte aux apports de la science et de la technique occidentale* ». Voir aussi Régis Blachère, *L'insurrection rifaine, préfiguration des émancipations maghrébines*, p. 159-164 et David Hart.
7. Sur les journaux et la poste rifaine, témoignages divers et concordants, notamment de Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 59-64 et de Pierre Fontaine qui, dans *l'étrange aventure rifaine*, expose et détaille les codes secrets employés par les Rifains pour leurs communications.
8. Voir la liste des commandes dans Mohamed Kharchich, *La France et la Guerre du Rif*, thèse inédite, *op. cit.*
9. Cette proclamation dans D. Rivet, p. 113, *Actes du colloque*.
10. Sur l'armée rifaine, abondants détails dans toutes les publications, notamment *La guerre du Rif*, de G. Ayache, Pierre Fontaine, Pierre Dumas, p. 26-27, citant une interview d'Abdelkrim, Gabrielli, p. 48-52, Roger-Mathieu, Daniel Rivet, p. 460, t. 3 et Attilio Gaudio, *Guerre et paix au Maroc*, Khartala, Paris, 1991.

11. Sur la tactique militaire d'Abdelkrim, voir Vincent Monteil, in *Actes du colloque*, p. 149. Du même, *Soldat de fortune*, Paris, Grasset 1966.
12. Sur la guerre sainte, p. 353 colloque, Maria Rosa de Madariaga, *op. cit.*
13. Sur les sauterelles, Roger-Mathieu, *Mémoires*, p. 185-87.
14. Sur les voyages de Taillis, voir Rivet, et ce qu'en dit Abdelkrim lui même dans *Les Mémoires*.
15. Sur cette commission, voir chapitres précédents, également Henri Cambon, *Histoire du Maroc*.
16. Sur les négociations minières avec les Espagnols, voir *L'étrange aventure rifaine, op. cit.*
17. Sur les avions rifains, voir *Les Mémoires*, p. 167-171, Pierre Fontaine, *L'étrange...* p. 100-106, Pierre Dumas, citant une interview d'Abdelkrim en février 1926, p. 29.
18. Sur le voyage au Rif de Aznell et la délégation rifaine à Londres, voir G. Ayache, *La guerre du Rif*, et *Le rêve d'Abdelkrim*.
19. Sur les positions anglaises, voir G. Ayache, *Les implications internationales* et la contribution de. J.-L. Miège in *Actes du colloque*, ainsi que Jean Wolf, *La vérité sur le Protectorat franco-espagnol*, Eddif, Casablanca, 1995.
20. *Giftas Gegen Abdelkrim*, par Rudibert Kenz et Rolf Dieter Muller, éd. Rombach, Gmb h/co Verlag shaus, Kg, Freiburg, cité par Khalil Zniber, compte-rendu dans *Jeune Afrique*.
21. Le message aux nations civilisées, in Omar Abou l'Nsar, *Batal ûr Rif, al Amir Abdulkrim*, cité par G. Ayache dans *La guerre du Rif*.
22. Le message aux nations arabes, publié dans CR Ageron, *L'Enfance du PCF* (1920-1938) Puf, Paris, 1973. Sur les autres ouvrages de C.R. Ageron sur la période, cf. bibliographie en fin de volume, p. 413.
23. M'Hammed avait, semble-t-il, douze ans de moins que son frère aîné, éléments rapportés par G. Ayache, *Les origines*. Selon D. Rivet, durant ce second voyage à Paris, il nomme (t. 3, p. 272, *Lyautey et le protectorat*), Hitmi comme chancelier de la délégation rifaine accréditée en France. Sur ce voyage, voir également *Les Mémoires*, dans Roger-Mathieu.
24. Sur Gardiner, Mohamed Kharchich, Oved, t. 1, Pierre Dumas et Pierre Fontaine.
25. Sur les voyages du *Sylvia*, voir *L'étrange aventure rifaine*.

26. Sur les prisonniers espagnols, voir Roger-Mathieu, *Les mémoires, le rêve d'Abdelkrim* et G. Ayache, *La guerre du Rif.*

27. Sur la reprise des combats avec l'Espagne, G. Ayache, *La guerre du Rif,* et Maria Rosa de Madariaga.

28. Voir David Hart, in *Actes du colloque.*

29. R. Montagne, *Révolution au Maroc,* p. 57.

30. La forme étatique du Rif a suscité d'inépuisables controverses. La thèse de David Hart, de *Ripublik à République,* in *Actes du Colloque,* celle d'une confédération de tribus, p. 52, n'est partagée ni par Ayache ni par Laroui, p. 482, des actes. Montagne insiste sur la main de Bourmancé qui l'a d'ailleurs écrit à Émile Buré, le 27 mai 1925 (BRM 250.27.5.25.6), cité par G. Ayache, *La Guerre du Rif.* Pour Montagne : « *le gouvernement rifain incarnerait le mépris de la tradition Makhzen et des traditions berbères* ». Pour A. Laroui, in *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain,* c'est « *la vieille antinomie entre le fonds local et la forme makhzénienne* » qui se fait jour. Daniel Rivet, p. 109, colloque, Maria Rosa de Madariaga, p. 356, Ch. A. Julien dans ses divers écrits, donnent tous leurs éclairages. Par contre, tous les écrits se recoupent sur les institutions rifaines, y compris ceux de Montagne dans *Révolution au Maroc,* même si l'étude la plus fouillée reste celle de A. Youssoufi, qui fera date et autorité, d'autant que son auteur, membre dirigeant de l'Union nationale des Forces populaires puis de l'Union socialiste des forces populaires, est devenu le chef de l'opposition, puis, en 1998, Premier ministre du Maroc.

31. Déclarations d'Abdelkrim sur le Sultan, à Scott Mowrer, *in* Maria Rosa de Madariaga, colloque, p. 349, et Ladreit de la Charrière, *Le rêve d'Abdelkrim,* p. 241.

32. Sur la charte rifaine, voir Youssoufi et la brochure des étudiants de l'UNFP sur la République du Rif 1923-26, publiée à l'occasion du colloque de 1973 (p. 16). Cette charte avait cinq objectifs : la non reconnaissance du protectorat, l'indépendance du Rif, la formation d'un gouvernement républicain constitutionnel, la réclamation d'indemnités pour les guerres subies et « *l'établissement de rapports d'amitié avec tous les pays sans privilèges pour aucun* ».

33. Sur l'origine de sa famille, Abdelkrim dit à Roger-Mathieu (p. 55 des *Mémoires*) qu'elle est venue au Maroc au IIIe siècle de l'hégire c'est-à-dire vers l'an 900, d'Arabie Saoudite, plus exactement de Yambo dans le Hedjaz. Ce qu'en dit David Hart, p. 41, colloque. G. Ayache cite un mémoire rédigé à la Réunion par Abdelkrim

qui aurait été traduit par l'historien marocain Thami Azemmouri, témoin dans l'affaire Ben Barka et décédé à ses suites. Ce mémoire semble s'être perdu.

34. Sur l'appelation de Sidna, voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, p. 260, t. 3. Mais il est exact que les déclarations d'Abdelkrim sont non seulement contradictoires, mais encore qu'elles ont été embrouillées, quasiment à dessein par ses interlocuteurs, adversaires et partisans.

35. Sur le sultanat, déclaration d'Abdelkrim à Scott Mowrer, *in* Gabrielli, p. 5, voir aussi David Hart, p. 52 et René Gallissot, p. 59, *in Actes du colloque*.

36. Sur Islam, voir *Les Mémoires*, Roger-Mathieu.

37. Voir *L'exil ou la légende des Ariaz**.

38. C'est comme un réformateur que le présente *L'Encyclopédie de l'islam*.

39. Sur les voyages Marion-Gallois et Ponzo, voir Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, p. 58-66.

40. Sur le prononciamunto de Primo de Rivera, voir Henri Cambon, *Histoire du Maroc*, et les contributions au colloque de Maria Rosa de Madariaga, Jean Meyer et Roberto Sanchez Diaz, *op. cit.*

41. W. Harris. Sur le statut de Tanger né des négociations de 1923-1924, voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, p. 275, t.3, également, Bonjean, *L'Unité de l'empire chérifien*, LGDJ, Paris, 1955.

Chapitre 6

La répétition générale

Lyautey avait depuis le début de l'affaire rifaine décidé d'utiliser les Beni Zeroual et l'Ouergha pour « se trouver au cœur du Rif sans y avoir mis les pieds », et amener ainsi Abdelkrim à se soumettre à la France aux moindres frais. Son plan est prêt dès juillet 1922. Il a avancé des pions, stimulé quelques chefs locaux dont l'ambition peut lui être utile. Il a déjà commencé sa « *progression en tache d'huile* » chez les Beni Ouarain, zone tampon entre le Rif et les Beni Zeroual et occupé Ksiba après des combats meurtriers.

Incidents prémonitoires

Abdelkrim tente d'entrer en contact. En mars 1922, malgré leurs efforts, ses délégués ne sont pas parvenus à approcher de A. Millerand, président de la République française, en visite au Maroc. Les contacts sont nombreux, mais restent subalternes : Haddou, à Rabat, rencontre Huot le chef des renseignements du maréchal, les frères Ouezzani voient le commandant général de la région de Fès[1]. Lyautey est intraitable : « Nous ne devons rien dire ni

rien faire qui puisse être interprété comme une reconnaissance du pseudo gouvernement rifain. » Alors, à tous les délégués, on objecte soit le sultan, soit les traités et on termine toujours par : mais vous jouissez de la liberté commerciale, et les échanges s'amplifient. Les délégués rifains ne parviennent pas davantage à approcher le sultan et Abdelkrim a beau envoyer mission sur mission pour s'informer des conditions de la reconnaissance, on ne lui répond même pas.

Lyautey a souffert à Fès d'une grave hépatite. On l'a cru mourant. Les gens se sont rassemblés sous ses fenêtres pour réciter l'invocation du « *latif** » et prier pour sa guérison. Il a été opéré en France, à deux reprises, de la vésicule, et a offert sa démission, suggérant d'être remplacé par le général Weygand[2]. Abdelkrim lui écrit par le canal du chérif Tidjani : « Nous désirons entrer dans le concert des nations civilisées, signer des traités, nous créer des alliés auprès des Puissances et en premier lieu de la France qui est la protectrice et l'amie sincère de l'Islam. Si nous sommes faibles matériellement, nous sommes forts moralement, et nous pouvons vous être utiles. » Les émissaires se multiplient, à Fès, à Tanger, car les incidents frontaliers se font nombreux. Dès la mi-1922, Abdelkrim a été alerté par un incident dont il mesure tout à fait le caractère prémonitoire. Devant la confusion qui règne dans la zone de l'Ouergha, des délégués des Beni Zeroual et le chef de la zaouia Tidjania de Taza viennent voir Abdelkrim qui les avait incités à rejoindre le front rifain. Ils se plaignent d'avoir essuyé le feu français et des agissements du chérif Derkaoui, un des principaux piliers de la politique lyautéenne. Abdelkrim décide d'aller sur les lieux, pour calmer les esprits avec un contingent militaire. Il prend contact avec Abdelmalek, réfugié à Snada et dont il craint qu'il ne se rapproche des Espagnols,

comme Raissouni, une nouvelle fois, et avec Amar Hamidou, notable pro-français qu'il rallie et met à la tête de la tribu des Marnissa. Il installe des postes douaniers, étend son organisation et lève des contingents. Mais, lorsqu'il veut gagner le territoire des Beni Zeroual, le chérif Derkaoui lui barre le passage. Il essaie de se réfugier à la zaouia Derkaoui où on lui refuse l'eau et le pain de l'hospitalité. Blessé, ayant perdu quelques hommes, il regagne en hâte le Rif sans pouvoir aller chez les Beni Zeroual.

Conscient que de tels incidents ne sont pas un hasard, mais entrent dans un plan préconçu, Abdelkrim ne cesse d'écrire et de plaider sa cause auprès du sultan, du président de la République française, Millerand, d'Urbain Blanc, de Poincaré, du roi et du Premier ministre d'Angleterre, entre autres. En juillet 1923, il s'adresse au Parlement français l'appelant à reconnaître le Rif. Il s'efforce d'obtenir une délimitation claire de sa frontière avec la zone française car il sent les problèmes grandir. À la même époque, pour détourner les combats des Espagnols, et sans doute sur leurs instances, et aussi parce qu'il craint la renommée d'Abdelkrim chez les Ghomara et les Djebalas, Raissouni attaque Ouezzane, tenu par la France. Trois colonnes françaises pénètrent donc chez les Djebalas pour « nettoyer » la région. Les troubles s'étendent aux Marnissa et aux Ghomara, pendant que les troupes françaises matent la résistance dans la tache de Taza et s'attaquent aux Ait Seghouchen. Lyautey manœuvre : on lui a réduit ses effectifs et ses crédits en raison de la mauvaise situation financière française, et il est bien conscient que le retrait espagnol crée un vide qu'il faut combler[4]. Il fait répondre à Abdelkrim qu'il est disposé à lui offrir toute l'aide militaire, technique et financière dont il aurait besoin, à condition toutefois qu'il consente

à faire publiquement allégeance au sultan. Or, lorsque trois mois auparavant, Abdelkrim avait cherché à faire cette allégeance, les Français s'y étaient opposés et avaient subtilisé le message. S'ils le convient maintenant à rééditer cette démarche, c'est qu'ils la conçoivent sous leur égide, ce qui revient à étendre de fait leur autorité au Rif. La manœuvre est habile. Mais Abdelkrim a grandi : les grands caïds du Sud du Maroc accueillent secrètement ses émissaires, il en appelle ouvertement aux « futurs moudjahidines d'Algérie et de Tunisie ». L'exemplarité de la lutte rifaine est un des thèmes de la presse des pays opprimés. Aussi ne répond-il pas, d'autant qu'il n'ignore rien du plan de campagne que Lyautey a déjà élaboré pour l'occupation de la rive droite de l'Ouergha. Il fait creuser des tranchées et aménager des postes dans la partie du Rif qui borde Fès et Taza. La conséquence en est immédiate : deux des avions en cours de livraison, trois automobiles, des postes de téléphone sont saisis à Oran, de l'essence est même retenue à Port Say. Dans d'autres postes douaniers, ce sont des pelles et des pioches, des bougies. Ce ne sont encore que des escarmouches. Mais les deux adversaires qui s'observent déjà depuis deux ans savent, l'un comme l'autre, que l'affrontement devient inévitable et qu'il aura lieu à l'Ouergha.

Lyautey avait dit qu'il aimait bien les Rifains, mais pas trop grands[4]. Le temps de la lutte serait-il déjà venu ?

Le résident passe maintenant à la phase blocus de son plan, alors que les Espagnols ont déjà verrouillé la côte et les alentours des Présides. Lyautey fait durcir le blocus début 1924 [5]. Ordre est alors donné de ne plus rien tolérer qui fournirait aux Rifains une assistance quelconque, par télégramme du ministère des Affaires étrangères du 17 janvier, grâce à la coordination établie, sur la demande de Lyautey entre tous les résidents français de l'Afrique

du Nord. En quelques jours les facilités offertes depuis 1922 sont stoppées. À la frontière algéro-marocaine, le trafic est réduit de 50 % par l'établissement de droits de douane de 12,5 %, des convois de marchandises sont saisis, les Rifains de retour d'Oranie parqués à Mers-el-Kébir ou surveillés, des rekkas emprisonnés et, aux postes français, on se livre systématiquement à ce que les Rifains vont appeler des « vexations morales de toute nature ».

À ce moment arrive à Taourirt, Léon Gabrielli, venant des Zaers, qui, sur sa demande, est nommé contrôleur civil dans cette « porte ouverte sur le Rif », où, pro-lyauteyn, il va mener « une incessante activité de renseignements ». C'est un ancien militaire, né à Blida, un homme rond et jovial, qui veut à toutes forces jouer un rôle. D'entrée, il sent « qu'une étincelle peut mettre le feu aux poudres, malgré le désir réciproque des Français et des Rifains de ne pas en venir aux mains ». Il s'efforce d'apaiser la tension qu'il sent monter car il estime « qu'on n'a rien à gagner dans une guerre avec le Rif, sinon à travailler pour le roi d'Espagne en pacifiant sa zone ». Il installe un chapelet d'informateurs sur le front et, très vite, entre en contact avec Haddou et avec El Hadi Ben Dadi[6].

L'expédition de Medboh

Mais l'agitation entretenue à Tizi Azza et à Dar el Minar, chez les Ghomara, qui se rallient à Abdelkrim, fait encore monter la tension. Dans cette politique, qui, de part et d'autre est plus tribale que territoriale, c'est à coup de défections et de ralliements que l'on se bat. Or le caïd Medboh des Gueznaia, au nord de Taza, se rend, le 14 janvier 1924, avec six cents cavaliers et de nombreuses armes dans la tribu des Marnissa qu'il tente de soulever contre l'Émir rifain : dans les souks on prédit la

chute prochaine de l'Émir, la mise au pas par Abdelkrim des confréries est utilisée, les mécontents incités à se révolter et l'appui de Rabat en argent, en armes et en munitions leur est promis[7]. D'abord hésitant, Amar Hamidou suit. Son ralliement n'a jamais été autre que tactique. Une harka est levée qui attaque un poste Rifain. L'armée d'Abdelkrim, ne voulant pas de problèmes avec la France, se replie. Le 27 janvier, Haddou écrit à Lyautey au nom d'Abdelkrim : « Nous avons l'ordre de vous présenter une protestation énergique contre les mesures que vous avez prises à notre égard et les actes d'hostilité qui ont suivi... Nous avons la conviction et les preuves que le caïd Medboh a agi selon vos instructions comme agent provocateur... si un état de chose, quel qu'il soit, était désagréable aux Français et à notre sultan Moulay Youssef, il n'y aurait qu'à le signaler à M. Le consul général d'Oujda[8]... » Medboh continue d'avancer. Abdelkrim écrit alors directement à Lyautey : « Nous ne relevons pas insolemment la tête. Nous nous réclamons du droit que la France a fait sien, celui de chaque peuple à disposer de lui-même... Nous vous confirmons que nous avons en mains les documents éclairant les dessous des politiques espagnole et anglaise à votre égard... nous vous demandons de bien vouloir délimiter exactement avec nous la frontière entre Medlam et Aourouaou[9]... » Sans réponse, il attaque Medboh, le refoule, le blesse et fait prisonnier Hamidou, désarme les Marnissa et saisit le stock d'armes. Puis il prévient la résidence qu'il maintient l'ordre chez les Marnissa et qu'il se retirera dès que les autorités françaises avanceraient ou manifesteraient le désir d'avancer dans cette région et spécialement sur le territoire de Medboh, qu'il ne vise pas. Recevant à ce moment Jacques Marsillac, du *Journal*, Abdelkrim lui déclare : « S'il y a problème c'est qu'en dépit de mes requêtes répé-

tées, vous vous êtes refusés à m'indiquer quel point vous désirez occuper... d'un autre côté, les chefs locaux m'accusent de compromission à votre égard, voire de trahison. J'ai toujours désiré m'entendre avec les Français. Avec la France, je ne veux que la paix. Or, on m'a fait attaquer alors même que j'étais occupé contre les Espagnols. » Il multipliera les déclarations de ce type, bien conscient qu'il ne peut faire face simultanément à deux fronts qui, d'ailleurs, pour lui, ont l'air d'être coordonnés, ce dont les Anglais l'ont averti.

Encouragé par la stratégie de Lyautey, il a sans doute cru, ou voulu croire qu'il pourrait finir par obtenir une reconnaissance et une délimitation de la frontière, sans violer les traités. Il est cependant douteux qu'il se soit fait beaucoup d'illusions. Son insistance le prouve. Mais, sa crédibilité face aux tribus étant en cause, il ne peut pas ne pas répliquer. Ce qu'il fait très habilement. Nouveau match nul. Un émissaire de Lyautey, capitaine à Fès, reçoit Haddou, auquel il présente des excuses, l'assurant que la France ignore tout de cette affaire. Medboh se réfugie en zone française et y est même, selon certaines sources, emprisonné. Abdelkrim a toutefois bien mesuré le danger. Haddou écrit à Moulay Youssef : « Nous avons cru comprendre que le cœur de Votre Majesté, prisonnier des servitudes diplomatiques, était, dans le silence, tout entier avec vos enfants... et, soudain, après des provocations sans nombre, vos officiers ont armé nos frères contre nous, et le sang de vos fils a coulé... jusqu'à présent nous avions cru rester vos fidèles et loyaux sujets et nous avions même espéré, en commerçant librement avec la France, ajouter dans la faible mesure de nos moyens, à la prospérité de vos États... Nous croyons comprendre que votre intention actuelle est de nous obliger à nous soumettre à l'Espagne. Le fossé de sang et de boue qui

nous sépare de ce pays est trop profond pour que nous puissions quelque jour le franchir. Notre résolution est irrévocable. Nous mettrons tout en œuvre pour ne point tomber sous le joug espagnol, même s'il nous faut pour cela en accepter d'autres... Nous espérons que ce cri de détresse parviendra jusqu'au cœur de Votre Majesté[10]... »

Attentes et négociations

Moulay Youssef ne répond pas. Va-t-on en rester là ? Alors qu'en Espagne, tracts, manifestations, meetings, marquent une semaine internationale contre l'impérialisme qui se termine en répression accrue contre le Parti Communiste, Lyautey a pris sa décision. Il ne tolérera plus la puissance grandissante d'Abdelkrim. Il écrit le 27 février à Poincaré[11] : « Il se lève sur notre front nord un champion de l'indépendance musulmane... il ne saurait se produire, pour notre établissement au Maroc, de facteur plus défavorable que l'instauration, à si faible distance de Fès, en bordure de la Méditerranée, d'un groupement musulman autonome... qui deviendra vite un foyer d'attraction naturel... non seulement pour tous les dissidents, mais aussi pour tous les jeunes Marocains. » Lyautey dresse un portrait dissuasif d'un Abdelkrim qui « se prend pour Atatürk ». « De formation européenne, il est entouré d'Européens, il a un accès direct à la Méditerranée, des armes, le téléphone. Il est modéré et avisé. » Bien sûr, rassure-t-il, il n'y a pas de péril immédiat, mais il y a néanmoins lieu de craindre pour Fès, et pour les liaisons avec l'Algérie. Aussi, demande-t-il des renforts, et lui qui, il n'y a pas encore si longtemps, refusait de « se mettre le Rif sur les bras pour ne pas perdre le bénéfice de la politique chérifienne suivie depuis douze ans », prône

l'occupation de toute urgence de la rive droite de l'Ouergha, car les tribus rallient en masse le chef rifain et Taza peut être menacé. L'ordre est d'établir un cordon de trente postes de l'oued Aoudiari, affluent de l'Ouergha, au Haut Leben, tous munis d'un canon. Poincaré, Herriot et Briand approuvent. Abdelkrim, averti par ses amis de Fès et de Tanger, n'en ignore rien. Il rallie les Beni Khaled, une partie des Beni Zeroual qu'il enrôle et lance une campagne politique chez les Djebalas alors que l'avance du chérif Derkaoui chez les Ghomaras accroît la tension. Il nomme l'excellent guerrier Ahmed Khériro, ancien lieutenant de Raissouni, responsable de tous les Djebalas, qu'il recrute, arme, habille et organise. Lyautey, soucieux de ne pas s'attaquer trop frontalement au chef rifain pour ne pas remettre en selle les Espagnols qu'il méprise, écrit au commandant de Cuberville, attaché militaire à Madrid, le 4 mars : « Pour eux, l'Espagne est l'ennemi héréditaire. Ils en ont la haine et le mépris à un point que vous ne pouvez concevoir. Les souvenirs des luttes anciennes et de l'exode d'Andalousie sont toujours vivants. C'est, avant tout, l'ennemi de leur foi[12]. » Puis il envoie au Rif un membre de la puissante famille des Khamlichi dont il connaît les liens avec Abdelkrim pour l'informer qu'il va avancer sur l'Ouergha. Abdelkrim ne cache pas le danger qui va en résulter : « Si vous rentrez dans les Beni Zeroual, nous serons engagés dans un processus irréversible. Les Rifains ne font pas de différence entre les étrangers. Nous ne pourrons pas refuser l'aide que vont nous demander les tribus, sous peine de perdre notre crédibilité et notre prestige. L'avance française suscitera des réactions par ricochets chez les Ghomaras, les M'Tioua. Voulant garder de bonnes relations avec la France, nous sommes prêts à faire entendre

raison aux tribus, mais nous demandons du temps et une délimitation de la frontière[13]. »

L'engrenage

Mais est-il encore temps d'arrêter l'engrenage fatal ? Des combats s'engagent, la confusion est totale. Dans la presse française de l'époque, les Rifains sont accusés de provoquer des troubles sur les arrières de l'armée française que Lyautey grossit de bataillons venus d'Alger et de Marrakech. Il en a demandé onze. D'intenses négociations s'engagent durant tout le mois d'avril et de mai. Khamlichi repart à Ajdir. Haddou écrit au général de Chambrun pour expliquer les relations d'Abdelkrim avec les grands caïds du sud, le cas de la tribu des Marnissa « qui ne cesse d'accueillir des aventuriers », et se plaindre de Hamidou et de Medboh. Au passage, il précise le séjour des étrangers venus au Rif et proteste de l'amitié des Rifains pour Moulay Youssef et la France. Il arrive à Fès le 9 mai et est reçu le jour même par le chef des renseignements généraux de la ville.

L'échange de propos montre bien la montée de l'inévitable tension. « Nous voulons connaître les limites de la zone, dit l'émissaire rifain, nous sommes prêts à évacuer pour vous laisser la place. Si vous avancez nous allons subir un tort considérable mais nous sommes disposés à des sacrifices, un conflit avec la France nous placerait dans une position difficile. Laissez-nous au moins le temps de nous retirer. » La France répond qu'au nom du Makhzen, elle n'a à solliciter de personne l'autorisation d'occuper des territoires qui lui reviennent, mais que la progression n'est pas immédiate. Nouvelles allées et venues, nouveaux entretiens. Allouche, à Fès, déclare qu'Abdelkrim ne conteste pas les limites de la zone fran-

çaise, mais Lyautey estime qu'il ne faut à aucun prix laisser tomber les ressources de la riche vallée de l'Ouergha et les tribus nombreuses qui l'avoisinent au pouvoir d'Abdelkrim.

Finalement, chacun fourbissant ses armes pendant le temps de pourparlers interminables, le 27 mai, douze mille soldats français, conduits par le général de Chambrun, franchissent l'Ouergha et s'enfoncent de dix kilomètres, occupant la zaouia d'Amjot, et le territoire de vingt-cinq mille personnes, pour arriver jusqu'à la ligne des marches du Rif[14]. Selon Walter Harris, l'avance des troupes françaises est acclamée par les populations. Les Rifains ne bronchent pas. On leur avait donné, diront après coup les commentateurs militaires, le temps de sauver la face. Abdelkrim continue à réitérer ses offres de négociations et compte ses forces : 5 000 fusils Mauser, 3 000 chez les Ghomaras, 50 mitrailleuses, 20 canons. Ce n'est pas suffisant. Pour se procurer l'armement qui leur manque, les Rifains attaquent les petits postes espagnols isolés et ramassent les armes que les soldats ibériques vendent ou abandonnent dans leur fuite. Abdelkrim n'attaque toujours pas. Il dira plus tard avoir eu beaucoup de mal à se faire obéir. Il établit des postes rifains en face des onze nouveaux postes français. Les adversaires s'observent. Le 5 juin, il réunit son conseil à Ajdir. L'attaque a lieu immédiatement après : les tribus se soulèvent une à une, les postes français sont encerclés et comptent leurs pertes. Henri de Bournazel, « *l'homme rouge* », parce qu'il ne partait pas au combat sans une cape rouge sur son uniforme et montait une jument blanche, deux attributs censés écarter les balles, décrit dans la presse française, les Rifains déferlant aux cris de : « Nous sommes tous des Musulmans, ne continuez pas la lutte. Joignez-vous à nous pour chasser les chiens de Chrétiens hors

de notre pays », visiblement destinés aux « indigènes » nombreux dans l'armée française. Bournazel, adjoint du colonel Schmidt qui dirigeait le 16e *goum** cantonné à la lisière du pays Branès, à Dar Caid Medboh, évoque dans des lettres à sa famille cet éperon rocheux, près de Taza, qui domine « le massif découpé, chaotique et sauvagement poétique du Rif[15] ».

Klems et les légionnaires

Lyautey a trop voulu finasser avec Abdelkrim, le traitant comme un vulgaire chef de tribu montagneuse. Sa stratégie est battue en brèche. Abdelkrim avance de vingt-sept kilomètres. Lyautey est fatigué, à nouveau malade. Il menace de partir : « Je rentre, mais c'est pour faire mes malles ». Cependant, cette lutte sournoise avec Abdelkrim est stimulante. Le maréchal se rend sur le front en juillet et réclame de nouveaux renforts en décrétant un blocus encore plus implacable du Rif. « On ne colonise pas avec des rosières » réplique-t-il à ses détracteurs. Les combats sporadiques perdurent jusqu'en septembre, chaque adversaire mène une intense activité de propagande. Abdelkrim réduit impitoyablement les traîtres. Les tribus se mobilisent. L'armée française effectue un léger nouveau bond en avant[16]. Des troupes indigènes et une section entière de trente-sept légionnaires se rallient à Abdelkrim dont Placide Goux, devenu par la suite, Abdul Ayachi Islami. Ils rejoignent les deux civils français, Lacoste et Couture, les Espagnols et les Allemands qui servent déjà comme instructeurs chez les Rifains[17]. Parmi eux, le fameux Joseph Klems devenu chef des artilleurs et rallié, lui, en 1923[18]. Né à Dusseldorf, fils d'un marchand de vin, Klems déjà aventureux dans son adolescence, abandonne tout pour suivre une chanteuse à Paris. Il devient ensuite mar-

chand de tapis en Orient, visite Constantinople, la Perse, l'Afghanistan et perd en une nuit à Monte-Carlo le fruit de plusieurs années de commerce. Il arrive au Maroc, vit à Tanger et à Casablanca, s'engage dans la légion et combat pendant dix ans dans l'Atlas et au Sahara. En 1920, s'estimant injustement rétrogradé, il déserte chez les Béni Ouarain. Il est quelque temps l'esclave du vieux chef, avant de se convertir à l'islam et d'épouser sa fille dont il a des enfants. Renommé Haj Slimane, il combat dans l'Ouergha à la tête des Beni Ouarain. Mais il se sent menacé par l'avance des troupes françaises et gagne le front rifain ou il sert tour à tour comme traducteur, topographe, photographe et artilleur instructeur. Les autres déserteurs commandent le creusement des tranchées et celui des lignes de défense pour éviter l'aviation espagnole, la construction de postes de garde sur les crêtes qui se fondent dans le paysage pour mieux surveiller les mouvements de l'ennemi, celles de ponts et de routes. Abdelkrim se prépare. Il a en face de lui deux fronts, concomitants et la situation sanitaire n'est pas brillante. Mlle Ponzo, l'infirmière qui avait soigné l'an passé la sœur d'Abdelkrim, est à nouveau appelée au Rif pour y traiter une épidémie de variole. Elle ne pourra rien faire, faute de médicaments. Elle arrive en voiture avec le fougueux Haddou qui roule à 40 km/heure dans des plaines de cailloux et au bord des abîmes dans le djebel Bernous. Lorsque la piste devient impraticable, des coups de sifflets font surgir en quelques minutes quarante hommes qui descendent l'automobile par câble. Les Rifains, décrit-elle, s'étaient très bien habitués aux bombardements espagnols et se protégeaient contre les gaz moutarde avec des moyens de fortune, construisant des abris avec des sacs de terre pour tirer sur les avions à la mitraillette. Les aviateurs espagnols qui craignaient la précision de

leurs tirs, jetaient leurs bombes de très haut. La population est calme, déterminée, extrêmement mobilisée. Après une trentaine de bombardements de la maison d'Ajdir, toute la famille d'Abdelkrim s'est réfugiée dans la montagne[19].

Le yatch de Gardiner

Durant cette période, les Rifains reçoivent l'aide des Anglais ce qui inquiète les Français : peut-être vaut-il mieux coopérer avec l'Espagne, dans le cadre des traités, que de tolérer un État rifain sous la coupe de Londres, se demande-t-on à Paris ? Les Espagnols aussi sont inquiets, ce qui explique la relative concertation des attaques des deux pays contre Abdelkrim au printemps et à l'été 1924. L'arrivée des Anglais recommence en février. Le *Silver Crescent*, yacht flambant neuf du capitaine Robert Gardiner, battant pavillon britannique, jette l'ancre dans la baie d'Al Hoceima. Gardiner vient s'inquiéter du contrat signé l'année passée avec M'Hammed[20]. La liste en a été trouvée dans les papiers de l'Émir saisis en 1926 à Targuist. Elle est impressionnante : 30 000 fusils, 2 millions de cartouches, 1 500 obus, 6 500 bombes, de l'outillage, du pétrole, des tentes, 100 rouleaux de fils téléphoniques, du matériel de TSF, des pelles, des pioches, des couvertures, des lits, des tables, 200 menottes, 50 jumelles, ainsi que du matériel médical, des instructeurs, des techniciens, des pilotes. Gardiner a amené avec lui des hommes d'affaires, Léon, Cambell, Riding, Torensend qui font d'autres propositions aux Rifains : achat des terrains miniers pour 300 000 livres sterling, soit, à cette époque 35 millions de francs, 50 % des bénéfices aux exploitants, le reste pour le gouvernement rifain. Ils proposent de ravitailler le Rif en armes, en médicaments, en produits de toute nature pour contrer le blocus, mais en échange de l'ex-

clusivité du commerce et de la fermeture hermétique de la frontière sud avec la France. Le contrat est signé. Gardiner qui va être nommé par l'Émir ministre plénipotentiaire du Rif, est débordant de dynamisme : il veut s'occuper de tout, du transport, des ports, du trafic postal, de la douane, moyennant 40 % des redevances au gouvernement rifain. Il amène aussi de son propre chef des billets de banque par lesquels il veut remplacer la peseta espagnole et le hassani chérifien. Il présente les billets imprimés à Londres à Abdelkrim. Celui-ci n'est pas dupe. Il lève un fusil bien astiqué qu'il tient en main et le pose brusquement sur les billets : « Si vous avez quelque chose de semblable à nous proposer, alors nous pourrons continuer la discussion. » Les billets seront jetés directement du yacht dans la mer. Gardiner a plus de chance lorsqu'il propose 3 000 litres d'essence et qu'il accepte de se charger, contre 100 000 pesetas, d'une première commande de 400 fusils Lebel qui arriveront par le *Sylvia* venant de Gibraltar quelques semaines plus tard avec 300 kg de sel. Gardiner et ses invités restent environ dix-huit jours dans le Rif et repartent avec d'énormes commandes de matériel. Ils doivent livrer en priorité 16 000 fusils Lebel provenant de stocks de la première guerre mondiale, que Gardiner, toujours en contact avec Hacklander, va chercher à Hambourg. Des Italiens venus au Rif à cette période auraient participé à la transaction. Un autre émissaire est envoyé par Mussolini pour offrir ses bons offices qui passent également par le marquis de Malmussi, à Tanger[21].

Gordon Cannings

Londres a-t-il décidé de changer de politique devant le conflit franco-rifain qui s'annonce et la débâcle espagnole qui se confirme ? On y est inquiet des possibles

répercussions sur les colonies musulmanes : le Rif est pour l'Angleterre un foyer d'intrigues et de rébellion. Chamberlain demande à Herriot ce qui se passe exactement et le supplie de « ne pas transformer cette affaire domestique en problème international[42] ». Néanmoins, alors que le bruit court de plus en plus d'une aide britannique au Rif (à la poste s'ajouteraient maintenant des conseillers, une cinquantaine, selon certaines sources, mais aussi des instructeurs), les politiques et les journalistes succèdent aux affairistes. Le capitaine Gordon Cannings arrive avec un sauf-conduit officiel, de Tanger, en qualité d'envoyé de la Croix-Rouge internationale pour s'enquérir des besoins en médicaments[43]. Il sympathise avec l'Émir et va être le seul des Anglais, et peut-être même de tous les amis de l'Émir, à mesurer clairement la situation : pour lui, Abdelkrim doit se contenter des avantages arrachés aux Espagnols et se préserver du côté français qui pourrait lui être fatal. Cette lucidité apparaît en filigrane chez les rares commentateurs de l'époque qui évoquent, autrement que comme un complot anglais, la présence au Rif du capitaine Gordon Cannings. Le rôle de celui qui va fonder, dans un an à Londres, le Rif Commitee reste cependant une des inconnues les plus intéressantes de la guerre du Rif. Il ne semble pas, contrairement à beaucoup d'autres, avoir été dépourvu d'une certaine dimension humaine que la politique évacue toujours. Il est vraisemblable que c'est sur son instigation que l'Émir écrit au Premier ministre britannique travailliste, Mac Donald, offrant des pourparlers à l'Espagne à condition que l'indépendance du Rif soit sauvegardée. L'idée semble surtout avoir été de provoquer une réaction anglaise qui pourrait stopper l'avance de Lyautey. La lettre qui insiste aussi sur la violation par l'Espagne des Droits de l'Homme est remise à Ward Price, journaliste, auquel Abdelkrim déclare que le Rif ne veut que

son indépendance. Azerkane et Mohammedi – qui, au retour, épousera une jeune sœur d'Abdelkrim – sont, à cette époque, envoyés à Londres. Ils y rencontrent Chakib Arslan et un représentant du Croissant-Rouge indien. Au cours de ces contacts, on ne cesse d'assurer aux Rifains que Londres ne tolérera jamais l'occupation de la rive sud de la Méditerranée par la France. Que peut donc en déduire Abdelkrim ? Que c'est l'Espagne ou lui. Or, l'Espagne est vaincue. Donc, il a une chance.

La réaction espagnole

Mac Donald ne répondra pas à la lettre d'Abdelkrim, et il est même imaginable qu'il avertisse les Espagnols puisque Primo de Rivera qui remobilise depuis mai, monte au créneau, malgré ses précédentes déclarations pacifiques, pour préciser qu'Abdelkrim n'a aucune qualité pour traiter avec qui que ce soit et que seul le Sultan est maître du Maroc. Il écrit à Mac Donald[21] : « Un petit état indépendant et sauvage sur la côte méridionale de la Méditerranée ne pourrait être que dangereux pour l'Europe. » Il ajoute : « Il faut une concession du sultan pour que les gisements miniers accordés soient valables. » Et d'argumenter sur la commission arbitrale des litiges miniers établie par l'acte d'Algésiras. Bien qu'en très mauvaise posture et battue par Abdelkrim sur tous ses fronts, l'Espagne ne peut s'avouer, au plan international, vaincue même si cela ne l'empêche pas de multiplier les offres de pourparlers avec Abdelkrim, à la condition expresse qu'il accepte, en retour, un protectorat théorique de la Péninsule. C'est à la même époque que Madrid crée un monopole étatique des pétroles, c'est-à-dire au moment, où, selon le journaliste Pierre Fontaine, on aurait découvert du pétrole au Rif.

Dans la presse française, on parle aussi à cette époque d'allées et venues allemandes[25], que les Rifains nieront constamment. Un navire, le *Peter Gynt*, venant de Hambourg, aurait débarqué au Rif des passagers. Un autre, le *Margareth*, aurait livré, en juin, des armes à Asilah venant d'Amsterdam. On reparle d'émissaires de Krupp voulant utiliser les minerais du Rif dans des hauts-fourneaux à construire en Espagne. Le consul d'Espagne à Tanger, Don Francisco de Sostoa, qui représente aussi, à Melilla, la société des mines de Bilbao, est marié avec une Allemande. Selon Abdelkrim, il avait organisé durant la guerre la contrebande d'armes et s'agite alors dans le Rif. Mais Haddou répond à ces allégations : « Le capitaine Schmidt nous faisant subir des vexations, arrêtant nos caravanes et les médicaments pour soigner nos malades, nous nous sommes vus dans l'obligation de nous adresser à l'Angleterre. Quant au séjour allemand, il est entièrement faux. »

Le voyage de Mowrer

Les Espagnols, inquiets de l'avance française sur l'Ouergha, s'efforcent de négocier avec Abdelkrim par toutes sortes d'intermédiaires dont le consul espagnol à Oujda en liaison constante avec Haddou : on reparle en mai d'un nouvel échange de prisonniers. Le neveu du comte de Romanonès débarque à Melilla pour négocier des accords miniers. En juin, le consul d'Oujda promet à Haddou 100 000 francs et une rétribution en cas de réussite. Muni de lettres de créances de Primo de Rivera, de Sostoa[26] propose à Abdelkrim une sorte de reconnaissance de jure. À tous ces émissaires Abdelkrim répond : la paix, l'évacuation totale sauf des présides et des villes de la côte, des canons et 20 millions de pesetas. Recevant Scott

Mowrer, journaliste américain du *Chicago Tribune*, Abdelkrim lui déclare que l'armée espagnole, encore forte de 52 143 hommes au Rif, est à bout de forces. Elle vient d'être défaite par les Ghomaras devant l'oued Lau. Une à une les tribus djebala rejoignent le camp rifain. Des combats dans lesquels les troupes espagnoles sont loin d'avoir l'avantage se déroulent autour de Chaouen où attaquent trois harkas rifaines. Les Espagnols sont pratiquement boutés hors du territoire rifain. Passé par Taourirt, Mowrer ramènera d'importants renseignements à Gabrielli[27]. Lors d'une interview qu'il lui accorde, l'Émir l'entretient longuement de sa lutte pour l'indépendance, mais se déclare froissé de l'insuccès de ses démarches vis-à-vis de l'Europe et espère obtenir avec l'appui anglais, une conférence internationale durant laquelle il pourrait réclamer l'indépendance de l'État rifain. Mais de plus en plus, il pense que les limites de son État seront décidées « par le sort des armes[28] ». Mowrer en déduit que la guerre se prépare avec la France et se déclare très impressionné par la personnalité de l'Émir et sa volonté de construire un état moderne. Il est frappé par ses qualités de stratège et sa lucidité face à la politique internationale. Il accepte de se charger d'un message d'Abdelkrim au peuple américain dans lequel celui-ci évoque les sacrifices des Rifains et leur amour de la liberté. Il vit plusieurs jours chez Klems et est frappé de la confiance que celui-ci a dans l'avenir du Rif. Les reportages de Mowrer rendront Abdelkrim très populaire aux États-Unis[29] : Abdelkrim sait rappeler la lutte américaine pour sa propre indépendance et les principes wilsoniens, au moment où l'Espagne est en pourparlers avec Washington pour faire reconnaître son occupation au Rif.

La prise de Chaouen

La débâcle espagnole inquiète Lyautey. Il écrit au haut-commissaire espagnol de Tétouan : « En 1919-1920, à Rabat et Larache, nous avions décidé de nous concerter. En septembre 1920, je vous ai fait part de l'occupation d'Ouezzane. Or, vous venez d'évacuer des postes au voisinage immédiat de notre zone et d'autres vont l'être, et vous ne m'en avez pas informé. Je suis maintenant, de votre fait, en contact direct avec des populations insoumises[50]. » C'est le fameux mur mitoyen qui s'écroule, et Lyautey peut faire valoir à Madrid que l'avance française soulage les Espagnols en décongestionnant leur front. En attendant, les négociations continuent : muni d'une lettre d'accréditation d'Abdelkrim, Haddou arrive à Fès tandis que le chef rifain poursuit son offensive sur le front espagnol, chez les Beni Said, près de Tétouan, presque investi, et autour de Melilla. Des communiqués rifains triomphants annoncent la capture de patrouilles, des avions abattus près d'Ajdir et la mort de nombreux officiers et soldats ibériques. Les communications entre Tétouan, Chaouen et Tanger sont coupées. Toutes les tribus se sont soulevées au moment même où à Madrid, Bérenguer, jugé finalement responsable du désastre d'Anoual, est rayé des cadres de l'armée. Primo de Rivera et trois de ses collègues du Directoire arrivent au Maroc. Primo de Rivera se proclame général en chef de l'armée d'opérations en Afrique et réannonce le retrait des postes et le repli sur la côte. Le 13 novembre 1924, el Hadj Ali, beau-frère d'Abdelkrim, arrive à Gibraltar et rencontre Etchevarietta pour d'ultimes négociations après celles, quasi officielles, qui ont eu lieu sur la plage d'Isly en octobre[51].

Le 16 novembre, 10 000 soldats espagnols quittent Chaouen pour Tétouan. Comme à Anoual, les arrières de l'armée en déroute sont attaqués et massacrés sans

pitié. Les pertes sont nombreuses, environ 2 000 hommes, des officiers et 295 soldats faits prisonniers, un énorme butin permettant d'équiper 100 000 hommes est saisi. Quelques mois plus tard, le journaliste américain Vincent Shean verra les restes du nouveau désastre espagnol. Abdelkrim a gagné la guerre contre l'Espagne, secouée par un nouvel électrochoc. Commandée par M'Hammed, l'armée rifaine entre à Chaouen, pieds nus et la tête inclinée. C'est un des hauts moments de la République du Rif. Une apothéose : parfaitement encadrés, organisés et disciplinés, 20 000 soldats de l'armée rifaine en uniforme défilent dans la ville sainte enfin conquise en chantant pour la première fois, l'hymne de la République « *al yaoumna hayoun lilhouroubi hayou** ». Cet hymne sera par la suite repris à Fès par les nationalistes marocains. L'étendard rifain est levé, les canons tonnent. Abdelkrim, qui fête également la naissance de son cinquième enfant, une petite fille, fait de Chaouen sa capitale et y installe son QG dans une vieille forteresse, au centre de la cité, dominant aux alentours les collines plantées d'oliviers. Dans le Rif entier c'est la fête : le front français est stabilisé, l'Espagne vaincue, et Raissouni terré dans ses montagnes n'ose même pas répondre aux lettres de l'Émir[32].

Les craintes de Lyautey

Mais les Puissances vont se ressaisir. À Londres, le 15 novembre, le *Times* préconise un renversement de la politique anglaise : « Une action franco-britannique s'impose, elle doit être à la fois ferme, sage et sympathique, sans être défavorable à l'Espagne. » Celle-ci fait savoir qu'elle a évacué, mais pas abandonné le Rif. Abdelkrim commente ironique : « L'Espagne veut occuper sans occuper, tout en occupant[33]. »

Le 11 décembre 1924, le maréchal Lyautey envoie un long rapport sur le Rif à Herriot qui sera le détonateur de la deuxième guerre du Rif. Il dresse le portrait le plus répulsif possible d'un Abdelkrim surarmé, qui a vaincu une armée espagnole forte de cent soixante mille personnes, des Rifains « grisés par leurs succès et se regardant comme invincibles », autant « mégalomanes que xénophobes », des répercussions possibles sur le Maroc français, des Allemands qui s'agitent dans l'entourage de l'Émir, de la volonté de celui-ci d'attaquer la France dès le printemps, des téléphones, de la radio, des ponts construits sur l'Ouergha. Décrétant la menace imminente, il conclut : « En somme, il y a là une menace des plus sérieuses et grandissante pour notre établissement dans l'Afrique du Nord » et il faudrait « être d'un aveuglement et d'une imprévoyance impardonnables pour en méconnaître la gravité et pour ne pas prendre sans délai les mesures qu'elle commande ». Les mesures, ce sont des renforts : il demande deux bataillons et un régiment d'infanterie coloniale venant d'Algérie et de Tunisie, plus deux compagnies de génie, et quatre bataillons par la suite, soit au total onze, et rappelle qu'il ne réclame que le minimum, conscient des difficultés financières de la métropole qui lui ont imposé des sacrifices. Il préconise aussi une « action politique aussi intense que possible » suivie d'une occupation des points utiles, donc une attaque préventive avec un blocus encore plus sévère, car le maréchal ne veut toujours pas s'aventurer dans le « guêpier du Rif ». D'ailleurs, ajoute-t-il, « ce n'est pas chez nous[34] ! » Herriot, devenu président du conseil au nom du cartel des gauches, approuve. Il recommande seulement qu'aucune initiative d'agression, aucune provocation à l'égard d'Abdelkrim ne puissent provoquer une crise internationale.

Si Abdelkrim comptait sur l'Angleterre pour obtenir une trêve et une conférence internationale afin de garantir l'indépendance du Rif, il semble bien qu'il se soit trompé[35]. Selon un mémorandum du 10 décembre 1924, Chamberlain semble s'être résolu à ce que la France occupe le Rif. Gibraltar, selon les services secrets britanniques, n'aurait plus la même importance qu'autrefois en raison des progrès de l'aviation. Mieux vaut la France, « habilitée en droit et moralement pour étouffer à sa frontière un foyer d'intrigues et de rébellion et établir ainsi l'ordre et la paix dans la zone espagnole... C'est l'intérêt de toute l'Europe qui le demande... et soit dit en passant, nous n'avons pas à envier la France ni à la chicaner face à une tâche aussi ingrate et difficile ». Cet État rifain face à Gibraltar semble réfractaire à toute méthode de récupération et est donc plus dangereux à terme pour l'Empire que les Français en face du rocher. Du coup le contrat signé en février avec Gardiner et ses amis est dénoncé : il est même utilisé comme instrument de chantage et porté à la connaissance de la France. « Les Anglais ont retourné leur veste » commentera plus tard, sobrement, l'Émir.

Les Anglais ont pris la mesure de la portée de la révolution rifaine (saluée à Istambul, Tunis, Ryad, à Berlin et à Moscou) et tentent d'édifier un front avec l'Italie et l'Espagne. Le roi d'Italie va à Madrid en 1924 et Chamberlain à Rome. L'Italie propose une médiation entre l'Espagne et les Rifains par l'intermédiaire d'une vieille famille de Tanger, les Malmussi, pour laquelle Mussolini rédige une note. Mais, parallèlement, le 20 décembre 1924, Rome fait savoir que si la France s'empare de tout le Maroc, elle doit donner en compensation la Tunisie à l'Italie. Chantage ? certainement. Abdelkrim a beau vaincre, négocier, construire, les rivalités des puissances le rattrapent toujours. Pourtant, il reste confiant.

NOTES

1. Sur les missions de Haddou, voir *Les mémoires*, Roger-Mathieu et Gabrielli.
2. A. Maurois, *Lyautey*, *op. cit.*
3. Sur la réduction des effectifs de Lyautey pendant la guerre, voir *Histoire de l'armée française*, Clayton, *op. cit.* et précédentes notes.
4. Sur ces déclarations de Lyautey, voir *L'étrange aventure rifaine*, voir également pour le guépier rifain, Paul Isoart, in *Actes du colloque, la guerre du Rif et le parlement français*, p. 179.
5. Sur le blocus, télégramme de Lyautey à Herriot, 17 décembre 1924, également G. Ayache, *La guerre du Rif* et *Les implications internationales*.
6. Voir Gabrielli.
7. Sur le caid Medboh, voir Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, p. 146-148, et Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 97-103.
8. Lettre de Haddou à Lyautey, du 27 janvier 1924, *L'étrange aventure rifaine*, P. Fontaine, p. 131-132.
9. Ce désir de paix est confirmé par Abdelkrim lui-même dans *Les Mémoires*, p. 31, Roger-Mathieu.
10. Lettre de Haddou à Moulay Youssef, in *L'étrange aventure rifaine*, p. 142-45.
11. Lettre de Lyautey à Poincaré, dans la presse marocaine, commémorations annuelles et Daniel Rivet, *Actes du colloque*. Voir aussi Hubert Jacques, *L'aventure rifaine et ses dessous politiques*, p. 55-62.
12. Lettre de Lyautey à Cuberville, Daniel Rivet, p. 102, *Actes du colloque*.
13. Sur les négociations de février à avril 1924, échange de lettres et rencontres dans *L'étrange aventure rifaine*, de Pierre Fontaine, p. 140-45, Hubert Jacques, *L'aventure rifaine*, p. 36-37, Roger-Mathieu, *Mémoires*, p. 223-224, notamment la lettre d'Haddou à de Chambrun et l'entrevue à Fès. Ainsi que les discussions sur la frontière et l'Ouergha en mars et la lettre de Azerkane à Lyautey en avril.
14. Sur l'avance de Lyautey en mai 1924, Henriette Célarié, *L'épopée marocaine*, p. 131, *op. cit.* Ayache, *Les implications internatio-*

nales, Roger-Mathieu, introduction aux *Mémoires*, p. 21, Hubert Jacques, *L'étrange aventure rifaine* et ce qu'en dit Abdelkrim lui-même dans *Les Mémoires*. Magali Morsy, *Actualité d'Abdelkrim*, p. 381-397 des *Actes du colloque* montre bien les débuts du conflit franco-rifain et son inéluctabilité en raison des positions des adversaires, ainsi que l'importance de l'Ouergha pour les Rifains, également attestée par Georges Oved, p. 326, t. 1.

15. Jean d'Esme, *Bournazel, l'homme rouge*, Flammarion, Paris, 1952. Également, Germaine de Bournazel, *Le cavalier rouge*, éd. France Empire, Paris, 1979.

16. Selon Pierre Fontaine dans *L'étrange aventure rifaine*, « *Nous devions attaquer à tout prix en mai pour soulager les Espagnols qui essuyaient défaite sur défaite à Melilla et Chaouen.* » Quant à Abdelkrim, il reconnaît que l'avance des troupes françaises dans l'Ouergha lui a permis de tirer parti de l'agitation suscitée pour porter un grand coup sur le front espagnol.

17. Sur les déserteurs, Oved t. 1, Roger-Mathieu, p. 146, *Les mémoires*. Sur les soldats espagnols au Rif, voir Maria Rosa de Madariaga, *Actes du colloque*, p. 158-159.

18. Sur Klems, voir Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 73-77, Gabrielli, p. 21 et Oved.

19. Sur le voyage de Mlle Ponzo, voir Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, p. 58-59.

20. Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 44-46 et Mohamed Kharchich, thèse inédite, *op. cit.*, détaillent les relations entretenues par Gardiner et Hacklander avec les Rifains.

21. Malmussi était secrétaire d'ambassade à Tanger, voir *L'étrange aventure rifaine*.

22. Sur l'entretien Herriot-Chamberlain, voir Ayache, *Les implications internationales*.

23. Sur Gordon Cannings, *Les Mémoires*, Roger-Mathieu, p. 173-177. Tous les ouvrages sur le Rif, particulièrement ceux de l'époque, évoquent ce personnage.

24. Lettre de Primo de Rivera à Mac Donald, in *Le Rêve d'Abdelkrim*, Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, et Henri Cambon, *Histoire du Maroc*, *op. cit.*

25. Sur l'influence allemande au Rif, voir *Le rêve d'Abdelkrim*.

26. Sur Sostoa, voir *L'étrange aventure rifaine*.

27. Suite aux renseignements donnés par Gabrielli à Lyautey après le voyage de Scott Mowrer (voir Gabrielli p. 15-24) qui aurait fait parler Klems, Lyautey s'oppose à la réduction des effectifs militaires et estime la menace rifaine inquiétante. Dans une note du 29 novembre 1924, il pronostique une attaque rifaine au printemps 1925, voir *Lyautey l'Africain*.
28. Abdelkrim déclare aussi à Scott Mowrer ne pas craindre une attaque française.
29. Sur Scott Mowrer, voir Gabrielli, également Abdelhaq Harouchi, *Les États-Unis face à la République du Rif. Actes du colloque*, p. 367-373. Gabrielli fait allusion (p. 21) à la proclamation d'Abdelkrim au peuple américain. Scott Mowrer écrivit par la suite *The House of Europe*, Houghton Mifflin, co Boston, The Riverside Press, Cambridge 1945, dans lequel figure un chapitre sur le Rif.
30. Sur les relations entre Lyautey et les Espagnols, J.-L. Miège, et G. Ayache.
31. Sur les Espagnols à la plage d'Isly, lettre d'Azerkane à Haddou, du 29 octobre 1924, *in* Roger-Mathieu, *Les Mémoires d'Abdelkrim*, p. 229-231.
32. Au contraire, Raissouni mène une intense propagande orale contre Abdelkrim.
33. Voir *L'étrange aventure rifaine* et *Le rêve d'Abdelkrim*. *op. cit.*
34. Rapport de Lyautey à Herriot, dans Hubert Jacques, *L'aventure rifaine* et les commémorations annuelles des journaux marocains.
35. Sur le revirement anglais de la fin de 1924, voir Ayache, *Les implications internationales* et Jean Wolf, *La vérité sur le protectorat*, ainsi que Roger-Mathieu, *Les Mémoires*.

Chapitre 7

Des Français contre la guerre

Le 10 septembre 1924, Jacques Doriot, député de la Seine-Saint-Denis, au nom des Jeunesses communistes, et Pierre Semard, secrétaire général du Parti communiste français, adressent à Abdelkrim, un télégramme : « Groupe parlementaire, comité directeur du Parti communiste et comité national des Jeunesses communistes, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols, félicitent son vaillant chef Abd el Krim ; espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialismes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial ! » Le lendemain l'*Humanité* commente : « … La tragédie du Maroc a suffisamment duré… il faut évacuer la zone française… le Parti communiste ne cessera d'inviter à protester contre la folie des expéditions coloniales. » Le soir même se réunissent, sous la présidence de l'émir Khaled, petit-fils d'Abdelkader, les représentants des tra-

vailleurs immigrés[2] qui dénoncent la politique du cartel des gauches : depuis mai 1924, en effet, les radicaux, les socialistes et les républicains sociaux ont formé le gouvernement, sur les mots d'ordre de paix (en Europe), de confiance dans la Société des Nations de Genève, de laïcité et de défense de la propriété individuelle. Ayant accédé au pouvoir avec une majorité précaire, ils se sentent particulièrement vulnérables face à la politique coloniale : la crainte d'être taxés d'anti-nationaux les a conduits à voter les crédits militaires dès la fin mai. Le Parti communiste naissant veut s'engager dans une opposition radicale pour renforcer son implantation dans la classe ouvrière et montrer le fossé idéologique qui le sépare du réformisme. Le Rif est le cheval de bataille choisi en fonction des directives de la IIIe Internationale communiste[3]. Abdelkrim fait donc une irruption fracassante sur la scène politique française. Ce premier soulèvement nationaliste d'envergure dans l'Empire colonial français depuis la fin de la première guerre mondiale, va mettre à l'épreuve les doctrines de la gauche.

Les socialistes divisés

Tandis que les réunions communistes se succèdent entre octobre et décembre, avec notamment le congrès des travailleurs nord-africains de Paris, le télégramme est lu à l'Assemblée nationale au milieu des invectives : « Traîtres, fomenteurs de troubles, anti-patriotes »... Pièce à conviction de violentes polémiques, il sera lu trois fois. Le PC a réussi : si les radicaux n'ont plus de scrupules à avouer leur position (les Rifains, insoumis, sont justiciables d'opérations de police), les socialistes sont divisés[4] : la majorité refuse l'affrontement et ne veut pas faire tomber le gouvernement sur cette question, mais une minorité prône

la négociation avec Abdelkrim, certains étant même persuadés que la reconnaissance de l'autonomie, voire, de l'indépendance du Rif, pourrait être conciliée avec le maintien du Protectorat français. Le consensus se fait sur la condamnation de la politique de Lyautey, qui, à Rabat, s'attend au pire[5]. Mais le nouveau chef du gouvernement Herriot, qui, à peine nommé, s'est précipité à Londres pour ressusciter l'entente cordiale, préfère, lui, incriminer les agissements britanniques « dans le but d'éloigner à tout prix la France du détroit de Gibraltar », reprenant les arguments du résident qu'il ne cessera de ménager. Durant les semaines suivantes le problème rifain revient, lancinant, devant la Chambre : un député de Cochinchine interpelle le gouvernement sur le danger rifain ; un autre estimant le voisinage d'Abdelkrim inquiétant pour la France recommande néanmoins des contacts pour « éviter les paroles irréparables d'un impérialisme inutile ». On discute de la légitimité de cette guerre qui commence, prélude, pour certains, d'un nouveau conflit mondial, mais personne ne sait vraiment où est le Rif et qui est Abdelkrim, héros pour les uns, rebelle pour les autres, féodal pour certains, pour d'autres encore, comme certains milieux d'affaires, « un voisin à surveiller ». Dans l'ignorance des faits réels, on cite abondamment les craintes à propos du Maroc de Jaurès, dont les cendres sont, dans le même temps, solennellement transférées au Panthéon. Le 3 décembre 1924, le vote des crédits militaires[6] donne lieu à une évocation cynique de la nature des armes à utiliser contre les Rifains en fonction des crédits : blindés ? aviation ? gaz toxiques ? emploi de volontaires ? Finalement, « pour ne pas rompre avec toute leur histoire », et ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'ils ont défendu, les socialistes s'abstiennent[7].

La campagne communiste

Les communistes amorcent une campagne contre la guerre, timidement commencée depuis 1923 : quelques articles, dans l'*Humanité*, ont fait référence à la révolte des serfs russes et des paysans chinois contre Tchang Kai-Chek. Jacques Doriot, responsable au PCF des problèmes d'outre-mer et principal animateur des Jeunesses communistes, fer de lance du parti, a déjà interpellé le gouvernement sur la politique de Lyautey[8]. Puis, le Rif apparaît en liaison avec la Rhur dans les journaux du PCF en arabe à destination des travailleurs immigrés, *Caserna* et *Fabrica*, le premier distribué au sein de l'armée. En avril 1924, les premiers préparatifs de guerre sont dénoncés. Mais tout commence vraiment avec le télégramme, les débats de la Chambre et un appel des comités d'action des Jeunesses communistes française et espagnole à la fraternisation des soldats des deux pays avec les Rifains[9] : « La guerre du Maroc qui dure depuis vingt ans a déjà coûté la vie à des dizaines de milliers de vos frères, le partage du Maroc a failli à plusieurs reprises ensanglanter le monde. » Les rivalités des grandes puissances sont dénoncées, tout comme l'action des banquiers qui veulent voler les richesses d'un peuple, jamais consulté et qui « se défend avec courage », rendant ainsi « un service éminent à la classe ouvrière des deux pays »... « La lutte pour l'indépendance du Maroc est une lutte contre le capitalisme international »... « Seuls les fils d'ouvriers et de paysans sont expédiés dans cet enfer... Votre devoir est de fraterniser avec les populations opprimées. » « La force et l'union des ouvriers, des paysans, des soldats, des peuples coloniaux imposeront aux capitalistes de France et d'Espagne l'évacuation du Maroc et des autres colonies. » Les principaux arguments qui vont être développés durant les mois à venir et les princi-

paux mots d'ordre sont déjà avancés : paix immédiate, reconnaissance de la République du Rif, fraternisation, évacuation immédiate du Maroc. C'est autour d'eux que la campagne va se développer unissant outre les communistes, les syndicats, les travailleurs immigrés, des pacifistes, des membres de la Ligue des Droits de l'Homme, quelques socialistes, des intellectuels, des anarchistes. Dès lors le Rif va, pendant toute l'année 1925, occuper une des premières places dans la politique française.

Mais le PCF et ses alliés sont d'emblée à contre-courant. L'opinion française a déjà basculé. Au nom de l'irréversibilité de la conquête, de l'inéluctabilité de la colonisation, de l'industrie, de la croissance, on commence à prêcher un bon colonialisme. Il ne s'agit plus de le critiquer, mais de l'humaniser, d'en dénoncer les abus et les iniquités et même de défendre le principe du « devoir de civilisation » des races supérieures qui doivent faire profiter les races inférieures de la civilisation, du progrès, de la culture, du savoir-faire... Au nom de ces « généreuses valeurs républicaines », on estime que les indigènes, opprimés par le féodalisme, ont plus à perdre qu'à gagner au départ d'une puissance colonisatrice. Cet européanocentrisme, qui est aussi une défense des intérêts acquis, plaide parfois les théories assimilationnistes, jusqu'à ce que, en Algérie notamment, il les combatte. Il peut aussi se teinter de paternalisme, de populisme social. Il se veut une condamnation des injustices, conjuguée avec l'acceptation de la domination coloniale, non peut-être comme une légitimation définitive, mais comme une nécessité provisoire, liée aux impératifs des progrès humains.

L'intérêt de cette époque est que les débats entre une nouvelle réaction violente contre le système colonial qui s'inspire des thèses qui ont accompagné la phase ascendante du capitalisme français au siècle dernier, et la

lente acceptation des faits acquis, divise les courants de la gauche depuis les deux ébranlements majeurs du début du siècle, la grande guerre de 1914-1918 et la révolution soviétique. Déjà, en 1907, au congrès socialiste de Stuttgart, Lénine dénonçait le « social chauvinisme[10] ». Mais, dans les années vingt, alors que l'histoire s'est accélérée, la division coïncide avec le lent glissement vers le centre et l'État de la social-démocratie, pour laquelle la stratégie de conquête de l'État devient une stratégie de compromis et la montée du courant communiste qui s'affirme sur la scène internationale avec la violence des commencements. Avec une certaine stupéfaction, on découvre que ces débats recouvrent aussi ceux de l'immigration. Les immigrés qui, depuis le début du siècle, débarquent à Marseille, sont déjà, en 1911, 1 160 000, en majorité des Italiens, des Espagnols, des Polonais et des Maghrébins. C'est, comme aujourd'hui, dans la concurrence sur le marché du travail, la défense de la préférence nationale. Pourtant, on les a fait venir ! La xénophobie, le racisme et les haines raciales ne sont pas loin. C'est sur cette force de réserve, potentiellement anticoloniale, que va aussi s'appuyer la campagne contre la guerre du Rif.

Le suicide de l'Europe civilisée

Cette campagne va montrer d'autant plus de détermination que la guerre a bouleversé le paysage politique français : les socialistes ont accepté de participer au pouvoir au nom de « l'union sacrée », les ouvriers sont partis au combat la fleur au fusil, plus nationalistes qu'ils ne pouvaient eux-mêmes se l'avouer. Il est vrai que leur condition misérable les prédisposait à accepter la dure vie de soldat ! Pourtant des révoltes, fortement réprimées, éclatent dans les colonies contre les impôts de guerre et la

conscription, en Indochine, en Chine, en Algérie, en Turquie, en Iran, où les mouvements Jeunes Turcs et Jeunes Iraniens surgissent, en Nouvelle-Calédonie. Partout.

La guerre dont les internationalistes ont d'emblée reconnu l'absurdité et prévu l'horreur, s'élargit aux dimensions de la planète[1]. Par cercles concentriques, elle touche le monde entier. Ses débuts sont une infâme boucherie, une saturnale de sang, au point que l'Église effrayée dénonce le « suicide de l'Europe civilisée ». Après une foudroyante offensive allemande, repoussée à un prix effrayant, les deux armées s'immobilisent dans des tranchées, sur un front de sept cent cinquante kilomètres qui va de la mer du Nord à la frontière suisse. Dès la fin de la première année, les combats ont fait 770 000 morts et blessés, Français comme Allemands. En quelques mois, 900 000 hommes sont hors de combat sur les 3,6 millions enrôlés sous les drapeaux dont 1,7 million en France. Toute une génération est sacrifiée. Les erreurs militaires, l'incompétence des chefs, provoquent une hécatombe. La technologie mal maîtrisée, surpassant l'intelligence, jointe à une pulsion de mort, fait des ravages. Des soldats sont contraints par des officiers inconscients, de charger sabre au clair face aux mitrailleuses. Une seule trouée, d'ailleurs inutile militairement, fait 150 000 morts, 270 000 en quelques mois sur le front de Verdun. En quarante minutes, des régiments entiers disparaissent dans la bataille de la Somme. Peu de déserteurs pourtant au début, à peine 77 000, 1,5 % de la totalité des effectifs par la suite. C'est encore l'euphorie de la victoire.

Le prolétaire et le colonisé

Lénine est en Suisse. Il réfléchit. En 1916, il y publie *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Après Marx,

il préconise la solidarité planétaire. Pour lui, « le capitalisme, responsable de la guerre, est un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe, par une poignée de pays avancés, un instrument d'oppression pour un milliard d'hommes ». La guerre n'est que son envers ou plutôt sa manifestation. L'impérialisme, politique du capital financier, en est la face mondiale, le monopolitisme, la face interne, et, déjà, l'État est faussement national. La lutte des nations dominées a donc une nette fonction anti-impérialiste. Lénine préconise l'alliance du prolétaire et du colonisé et affirme : « La lutte pour la révolution sociale passe par la lutte contre l'impérialisme. » Le clivage entre réformistes et révolutionnaires est pour longtemps posé et va jouer un rôle dominant dans les décennies à venir.

Le 3 avril 1917, au moment même où l'entrée dans la guerre des États-Unis fait basculer le conflit, cent dix révolutionnaires russes, Lénine et ses compagnons traversent toute l'Allemagne dans un wagon plombé pour regagner la Russie où une révolution est en marche : « Prends le pouvoir, fils de pute, puisqu'on te le donne ! » s'écrie un ouvrier au président des soviets de Pétrograd qui n'y croit pas. Et ils prennent le pouvoir. Dans le sang. En pleine guerre. Avec leur lutte contre l'analphabétisme, la théorie selon laquelle « chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'État », leur revendication d'égalité juridique, ils engendrent une fascination durable, en dépit de la guerre civile et de famines qui feront jusqu'à cinq millions de morts, essentiellement dans les campagnes russes. Sur tous les fronts, des mutineries accompagnent la marche, que l'on croit triomphante, de la révolution de Moscou : 68 divisions sur 110 sont concernées en France, où des soldats défilent avec des drapeaux rouges en chantant *l'Inter-*

nationale. Il y aura 3 427 condamnations, 554 peines de mort. En Allemagne, des soviets de soldats fusillent leurs officiers. Les traces durables seront par la suite écrasées dans le sang avec les spartakistes. Lénine, lui, à l'aube de la révolution soviétique, réitère le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et lance un appel à tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient. Cette stratégie d'alliance s'adresse à des peuples dont les mouvements pré-révolutionnaires contre la colonisation agraire ont été atrocement réprimés par le tsarisme, au point que les Khirghizes, les Turkmènes et les Kazakhs se sont réfugiés en masse en Chine, en Mongolie, en Perse et que d'autres ont créé une « armée verte » sous la bannière bolchevique. S'appuyant sur le réformisme musulman qui s'étend dans tous les pays, elle réclame l'autonomie nationale, le respect des croyances, la reconnaissance des nationalités. Le premier congrès musulman pan-russe a lieu en mai 1917 à Pétrograd[12]. En juillet, un autre se tient à Kazan : les peuples d'Asie centrale veulent l'indépendance. On transige avec la création de commissariats nationaux, dirigés de Moscou par Staline, qui, suivant Lénine jette « un pont entre l'Occident socialiste et l'Orient esclave ». Une figure emblématique émerge de ces lointaines contrées glacées, Sultan Galiev, tatar de Kazan[13], qui fonde le Parti communiste musulman, veut créer une internationale anticoloniale au service des « damnés de la terre », rêve d'un grand état dans la Moyenne Volga, l'Oural et l'Asie centrale, fédéré à la Russie, et veut progressivement laïciser l'Islam. Tout l'Orient dans la lignée s'agite, Égypte, Tripolitaine, Indonésie, Tunisie, Iran.

La fausse paix de Versailles

Il faut décidément en terminer avec ce conflit qui au plan politique a été un engrenage absurde, mais, au

plan économique, alimentant le cycle production-destruction, a incontestablement donné un nouveau souffle au capitalisme. C'est l'Armistice et la paix de Versailles : une fausse paix. L'Allemagne n'est pas vaincue, elle est même moins détruite que la France, mais les États-Unis imposent la cessation des hostilités. Pourtant ils ne reconnaîtront jamais le traité de Versailles, pas plus que le Parlement français... Aucun des problèmes qui a motivé la guerre n'est résolu, au contraire, le traité, imposant des indemnités de guerre impossibles à payer par l'Allemagne, contient en germe des conflits futurs. La France se sent menacée par la volonté de revanche allemande. Clemenceau a provoqué un sursaut de la nation française mais il a raté la paix. Il dit : « les États-Unis ont accaparé tout l'or du monde, mais nous avons sauvé notre âme ». Voire. La France est exsangue : sur les 8 millions de morts de la guerre, elle en compte 1,7 million, 34 pour 1 000 habitants (30 en Allemagne), soit 10 % de la population active masculine, 400 000 mutilés, 1 120 000 invalides, 700 000 veuves de guerre, 760 000 orphelins. La démobilisation est très lente, la réinsertion des travailleurs dans une économie totalement dévastée n'est pas facile. On renvoie 700 000 travailleuses dans leurs foyers. Des grèves et des émeutes accompagnent la montée des prix, les désordres monétaires et sociaux. L'économie française est ruinée : le Nord, siège des principales usines, est détruit, la production nationale a chuté de plus de 40 %, la monnaie est dépréciée et la situation financière catastrophique : la guerre a coûté quelque 140 milliards de francs-or, soit seize années du budget d'avant-guerre. N'étaient les emprunts anglais et américains, Paris n'aurait pu tenir : la France n'arrivera d'ailleurs jamais à rembourser cette dette. Elle est devenue dépendante, ce qui ne va pas être sans répercussions dans la guerre du Rif.

La France appauvrie, ravagée par les pénuries, l'inflation, est aussi un pays de 40 millions d'habitants (contre 60 en Allemagne) où le déficit des naissances est estimé à 1 400 000. Comment reconstruire ? « Il faut que les colonies nous aident » dit Philippe, sénateur du Gers, « elles sont notre pain quotidien ». « Il faut faire appel à la main d'œuvre étrangère », répond Renaudel, député socialiste[14]. On fait donc venir 400 000 ouvriers supplémentaires d'Europe et on garde « les coloniaux » dont 569 000 ont combattu dans l'armée française et dont 78 000 ont été tués. 267 000 maghrébins et 150 000 Indochinois travaillent dans les usines.

Le prix du sang

Ils ont payé le prix du sang. Ils veulent gagner la liberté pour leurs peuples. C'est ce que leur promet le président américain Wilson, l'artisan de Versailles, le créateur de la Société des Nations. Ce disciple des philanthropes du XVIIIe siècle, dans son plan de règlement de quatorze points établit, en 5e position, « un règlement librement débattu de toutes les revendications coloniales ». Aussitôt les colonisés s'engouffrent dans la brèche ouverte et assiègent la conférence. C'est ce que fait Ho Chi Minh[15] qui, à Paris où il vient d'arriver de Londres, en 1917, quelques semaines avant la chute du Palais d'hiver aux mains des Soviets, se fait appeler Nguyen Ait Qoc, quelque chose comme Dupont le Patriote. Né dans une famille humiliée (son père a été renvoyé de son emploi pour ses sympathies nationalistes), il a fui le Vietnam, pérégriné trois ans comme boy sur un navire entre Haiphong et Marseille, travaillé comme jardinier au Havre, puis, passé à New York, a été balayeur de neige et plongeur de restaurant à Londres. Il porte à Versailles les revendications

indochinoises : représentation parlementaire, liberté de presse, d'association, de réunion, amnistie, libération des prisonniers, égalité des droits. On lui rit au nez. Wilson ne pense qu'à soustraire les colonies allemandes du partage pour les confier à la SDN. L'après-guerre va être américaine et anglaise et l'Europe est hantée par le spectre de la contagion révolutionnaire soviétique. En France, la droite émerge triomphante de la guerre et la gauche est affaiblie : la SFIO a perdu les deux tiers de ses adhérents. Les grèves des syndicats renaissants en force (2 400 000 adhérents de la CGT) sont sauvagement réprimées : l'ivresse de la victoire se transforme en morosité, en lassitude et en colère. Après la boue des tranchées, ce sont les latrines politiciennes.

Une nouvelle Internationale

Mais l'étoile rouge brille à l'est. Lénine tirant les conclusions de l'échec des mots d'ordre de la IIe Internationale socialiste, préconise une nouvelle Internationale, communiste celle-là, sur la base d'un manifeste anticolonialiste écrit par Trotsky : la Russie se sent menacée et veut sortir de son isolement, élaborer une machine de guerre pour lier les mouvements émancipateurs du monde colonisé aux Soviets et prendre le capitalisme à revers. La thèse majeure : la suppression de la puissance coloniale de l'Europe renversera le capitalisme européen. « Quand l'Orient se soulèvera et tendra la main à l'Occident socialiste, l'impérialisme sera encerclé et l'heure de la victoire sonnera pour le socialisme universel », dit le Tatar Jalinov.

Au congrès constitutif de Moscou, vingt-deux conditions sont édictées pour pouvoir adhérer à la IIIe Internationale. La 8e[16], qui va faire couler beaucoup d'encre, enjoint expressément aux partis membres de dévoiler impitoyable-

ment les agissements des impérialistes dans leurs colonies respectives et de tout faire pour soutenir les mouvements d'émancipation, y compris entretenir l'agitation continue dans les troupes armées, faire de la propagande, ouverte et illégale s'il le faut, et, dans ce but, prêcher la fraternisation. L'année suivante, une ligue anticolonialiste et anti-impérialiste est créée et un congrès réunit à Bakou tous les peuples d'Orient. Charles-André Julien y représente les socialistes français. Zinoviev prêche la guerre sainte contre les impérialistes français et anglais : c'est l'Orient romantique revisité par le communisme, la question coloniale est devenue une question nationale, la marche triomphale d'Atatürk en Turquie est soutenue.

Le congrès de Tours

Quelques mois plus tard, se tient à Tours, à la fin de décembre 1920, le congrès du Parti socialiste français[17]. L'enjeu y est précisément la question coloniale et l'adhésion à la IIIe Internationale. Trois courants se dessinent : un qui ne condamne que les abus du colonialisme, un autre qui veut militer pour des réformes, mais sans aller jusqu'à l'insurrection armée, et le dernier, qui, dans le respect des décisions du Komintern, ne l'exclut pas. Une photographie attachante de ces débats houleux de Tours : celle d'un jeune homme malingre, au visage émacié, surmonté d'une mèche de cheveux en désordre, un être frêle au regard illuminé, dont les yeux s'embuent de larmes à la moindre émotion et qui sort alors, de sa poche élimée, un grand mouchoir à carreaux rouges : Ho Chi Minh. Il plaide avec ardeur, les mots se bousculent sur ses lèvres, car il ne maîtrise pas autant qu'il le voudrait sa hâte et sa colère et les disputes byzantines du parti lui échappent. Seul lui importe ce qu'a dit Lénine : la liaison entre

le prolétaire et le colonisé : « Camarades, si vous ne condamnez pas le colonialisme, si vous ne soutenez pas les peuples opprimés, quelle révolution prétendez-vous accomplir ? » Même si on l'écoute à peine, c'est pourtant la ligne qu'il défend qui va gagner : le mouvement ouvrier et socialiste français se rompt brutalement en deux, engendrant de part et d'autre une haine vivace. La tendance pro-moscovite emporte la majorité des mandats. Le PCF naissant dans la foulée est fort de cent trente mille membres. Au congrès de Marseille, fin 1921, si la ligne est poursuivie, si un comité d'action coloniale est créé pour travailler sur les quarante millions d'habitants des colonies françaises, la faiblesse de la direction, l'absence de discipline sont auto-critiquées. On renâcle pour adopter la théorie du front unique avec « les organisations réformistes » désormais prônée à Moscou où, devant les dangers, la stratégie de la révolution mondiale se transforme en stratégie de défense de l'État soviétique. Le temps est venu du parti d'abord et des relations d'état à état avec la Turquie, au mépris des militants dont certains sont assassinés. Des troubles éclatent à Bakou. Mais Sultan Galiev poursuit son action : congrès des organisations communistes et révolutionnaires d'Extrême-Orient, création de la Ligue révolutionnaire des Musulmans, congrès successifs de l'Internationale qui accentue la coupure entre anti-impérialistes et nationalistes, révolutionnaires et réformistes. Cela bouge dans les « colonies », aussi la France et l'Angleterre, en pleine « entente cordiale », reconnaissent-elles de concert la République des Soviets. Devant la montée de la lutte en Tunisie, une commission de réformes est nommée. L'Égypte devient indépendante en février 1922. Il y a des meetings en Guadeloupe, des troubles aux Indes. La Syrie et le Liban sont en ébullition et contestent le mandat français. À partir de l'Alle-

magne et de l'URSS, d'intenses foyers propagent la réforme arabe, le panislamisme. Les Annamites, les Malgaches, les Nord-Africains réclament l'égalité juridique et politique. En Turquie, le Khalifat est abrogé, une constitution et un régime parlementaire décrétés.

Magouilles et enrichissements

Mais le PCF est ravagé par des troubles internes. La section de Sidi Bel Abbès, en Algérie, se distingue fâcheusement et se fait vertement tancer par Trotsky. Elle a rejeté la 8e condition et déclaré que si les « masses indigènes se soulevaient contre le despotisme colonial, elles retomberaient dans la barbarie ». Faux, dit-on à Moscou, où sur les injonctions de Ho Chi Minh qui se fâche (« vous avez une mentalité de possesseurs d'esclaves »), « le manque de rigueur révolutionnaire du PCF est incriminé ». À propos de l'alliance avec les socialistes, un dirigeant n'a-t-il pas déclaré : « Nous nous rapprochons et nous éloignons d'eux comme la main se rapproche et s'éloigne de la volaille à plumer ! » Le nombre des adhérents chute de moitié. Le PCF évite la crise et les scissions en se battant contre l'occupation française de la Rhur. La répression qui s'ensuit ressoude les rangs clairsemés. Devant le refus de Berlin de payer les indemnités de guerre, et sur les injonctions des maîtres français des forges qui veulent obtenir la baisse des prix du coke, la France occupe en 1921-1922 les principaux centres industriels de la Ruhr, ce qui provoque des troubles en Allemagne. Le PCF se mobilise contre le rappel du contingent et appuie les grèves allemandes. Les mots d'ordre contre l'occupation de la Ruhr commencent à évoquer le Maroc dont l'URSS et l'Internationale ont parfaitement compris le rôle déterminant dans le contexte de l'époque. Doriot, jeune métallurgiste de 27 ans[18], tribun et populaire, qui, après six mois

passés à Moscou, prend la direction des Jeunesses communistes, démontre que Millerand, président de la République, fait mettre en adjudication les sociétés allemandes sous séquestre au profit de quelques gros trusts français. Il est condamné à la prison avec Cachin, Marty, Ben Lakhdal, membre algérien du PCF, d'autant plus actif que les immigrés enrôlés sont nombreux à être envoyés dans la Ruhr. Sous la pression anglaise, qui va se servir du Rif pour obtenir des concessions françaises, la Ruhr est finalement évacuée. Cette affaire donne un formidable coup de pouce au nationalisme allemand et accroît le désarroi en France où la crise financière continue. Les impôts augmentent de 20 %, le franc est sans valeur, les emprunts échouent, la spéculation est effrénée. Mais, paradoxalement, l'économie amorce une reprise : le revenu national augmente de 5 %, une partie des Français s'enrichit avec la reconstruction du pays, les subventions et les exportations. L'essor des classes moyennes va de pair avec la démoralisation de la classe ouvrière due à un changement de la nature du travail. Des secteurs entiers de l'économie faiblissent et d'autres, comme le transport et le bâtiment connaissent un essor. Dans une atmosphère de concentration, des entreprises font faillite. Des emplois administratifs sont supprimés. L'échec de la grève de 1920 a été très mal vécu : les 500 000 adhérents de la CGTU, les 180 000 de la SFIO se lancent dans la bataille des conventions collectives et des assurances sociales, contre la vie chère, l'inflation. Le capitalisme se stabilise avant le grand krach de 1929.

La Belle Époque !

Le Parti colonial relève la tête pour tourner en ridicule le pacifisme et les débats intellectuels. Avec onze mil-

lions de km², dix-neuf fois plus que la surface de l'hexagone, l'empire colonial français est le second du monde, ce qui flatte l'orgueil national renaissant. Contrôle des matières premières pour l'industrie, maîtrise des débouchés maritimes, conquête des marchés, compensation offerte à l'honneur bafoué, le discours prend. Car les masses sous-alimentées et privées de tout pendant la guerre, sont devenues en quelques années des consommateurs avides aux désirs accrus, satisfaits de l'électrification des campagnes et des nouveaux produits offerts par le marché : électroménager, automobile. L'argent coule à flots dans le Paris de la Belle Époque où les nantis, les béats, les satisfaits, tiennent le haut du pavé.

À l'est, c'est le reflux : Lénine meurt, début 1924, juste au moment où il condamne l'exploitation de la question d'Orient par Staline. Trotsky est évincé, Sultan Galiev, arrêté « pour déviation nationaliste », est interné au camp de Solovski.

À Paris, on veut vivre, refermer la parenthèse de la guerre (« plus jamais ça ! », est le mot d'ordre de tous ceux qui ont vu tomber à leurs côtés dans les tranchées boueuses, les corps à corps des vagues d'assaut, leurs camarades conduits par des états-majors inconséquents), oublier le cauchemar. Les mœurs se libèrent, les femmes coupent leurs cheveux, s'épilent, montrent leurs jambes, jettent leurs corsets, mettent des pantalons[19]. C'est, écrit la grande journaliste Séverine, « la bataille des dames sans poil, sans cheveux, sans hanches, sans poitrine », mais qui dansent, même si on les a fait retourner dans leurs foyers après la guerre, même si le Sénat leur refuse à une voix près le droit de vote que l'assemblée leur avait accordée. Victor Marguerite, en hommage à cette nouvelle femme « libérée » écrit *La Garçonne* et en vendra un million d'exemplaires : il est radié de l'ordre de

la légion d'honneur. Mais Maurice Chevalier chante « *dans la vie faut pas s'en faire*, les bals populaires, les cinémas, les boîtes de nuit se remplissent. Difficile de faire de la politique, d'ailleurs démonétisée, dans une telle atmosphère et surtout de parler des colonies alors que l'école qui se répand diffuse l'image d'une France humanitaire et civilisatrice apportant partout dans le monde le progrès. Les troubles du Congo, de Tunisie laissent indifférents. Début 1924, le PCF, à nouveau condamné par l'Internationale qui met en avant le mot d'ordre d'indépendance pour les colonies, fait amende honorable et reconnaît qu'il doit s'attaquer aux préjugés : il crée des écoles de formation à Bobigny et à Clichy, une commission nationale pour étudier les problèmes coloniaux, s'intéresse au recrutement des travailleurs immigrés, et, dans la nouvelle ligne enfin admise de l'internationalisme prolétarien, présente des candidatures coloniales aux élections législatives de 1924 (il aura 900 000 voix) et se lance dans la bataille contre la guerre du Rif qui doit « tremper le parti ». Ses effectifs réduits, mais s'imposant comme contre-modèle, se bolchévisant et se réinstallant dans les usines, il déstabilise son vieil ennemi, la SFIO, sortie de la guerre profondément divisée, soumise à une intense surenchère et qui préfère discourir sur le dirigisme de l'État et le rôle de l'économie. C'est ainsi que les socialistes vont accéder au pouvoir, dans une relative satisfaction interne, mais dans la gêne coloniale.

L'Espoir des parias

Le PCF dans sa campagne contre la guerre du Rif – signal de la mise en pratique des thèses anticolonialistes de Lénine et de l'Internationale – va bénéficier du soutien de la Ligue des Droits de l'Homme, des anarchistes,

Abdelkrim en 1922
Bibliothèque générale et archives de Rabat
Mémorial du Maroc (t. 5)

Abdelkrim (assis) avec Boujibar, ministre des Affaires étrangères.
L'Illustration
Mémorial du Maroc (I, 5)

Le caïd Haddou
(Ed. Atlantides, Rabat)

Le contrôleur civil Leon Gabrielli
(Ed. Atlantides, Rabat)

Paysage du Rif.
(Brochure du ministère de l'Information – le Rif à l'heure de l'indépendance)

L'armée rifaine en 1922.
Bibliothèque de Tétouan
Mémorial du Maroc (t. 5)

Chars d'assaut français.
Archives Delooz
Mémorial du Maroc (t. 5)

Débarquement espagnol sur la côte rifaine.
Bibliothèque de Tétouan
Mémorial du Maroc (t. 5)

Le 27 mai 1926, lors de sa reddition, Abdelkrim à Targuist avec Boujibar et le caïd Bachir des Tsouls
Tour du Monde 1926
Mémorial du Maroc (I - 5)

La délégation rifaine lors de la conférence d'Oujda en 1926 avec des autorités militaires françaises
(Ed. Atlantides, Rabat)

Abdelkrim sur la passerelle de l'Abda au départ de Casablanca, le 28 août 1926, en route pour l'exil.
(L'Illustration, photo Gillot et Ratel)

Abdelkrim à la Réunion avec son oncle Abdesselem, son frère M'Hammed et son cousin Ben Ziane
Bibliothèque générale et archives de Rabat
Mémorial du Maroc (I, 5)

La façade principale de la villa Morange assignée comme résidence à l'exilé.
De g. à d. : *M'hammed, Abdelkrim, le capitaine Sagnes.*
Assis sur la terrasse : *Amghar, oncle d'Abdelkrim, et Hassan, son confident.* (*L'Illustration, photo Wattebled*)

Abdelkrim dans la pièce qui lui sert de cabinet de travail. À côté de lui, son frère M'hammed et le capitaine interprète Sagnes.
(*L'Illustration, photo Wattebled*)

Enfants d'Abdelkrim et de son frère M'hammed sous la « varangue » de la villa.
(*L'Illustration, photo Wattebled*)

Abdelkrim (au centre) au Caire, en 1959, en conversation avec Mohammed V. Le Mémorial du Maroc, t. 5.
(Bibliothèque de Tétouan)

De g. à d. : *Mumin, Abdelkrim, Abdesselem et Saïd, quatre fils d'Abdelkrim avec le journaliste Furneaux au Caire en 1965.*
Photo extraite de Abdelkrim, émir of the Rif
Mémorial du Maroc (t. 5)

Une réunion du Comité du Maghreb au Caire. Abdelkrim entouré (de gauche à droite) *par A. Torrès, A. el Fassi et H. Bourguiba.*
Bibliothèque de Tétouan
Mémorial du Maroc (t. 5)

Madame Danielle Essakali nous a aimablement permis la reproduction des photographies extraites du *Mémorial du Maroc* (t. 5).

qui ont fondé un comité de défense des indigènes algériens, des pacifistes et surtout des travailleurs immigrés, et de l'avant-garde intellectuelle.

Les comités intersyndicaux de travailleurs coloniaux se transforment en Union intercoloniale, qui, avec enthousiasme, va adopter, bien avant le PCF, et sous l'impulsion de Ho Chi Minh, les directives de l'Internationale. En avril 1922, il crée l'organe de l'Union, *Le Paria*, et affirme à ceux qu'il considère comme doublement esclaves : « votre affranchissement ne peut venir que de vos propres efforts ». Les abus, l'arbitraire, sont inlassablement dénoncés, le procès de la colonisation fait tout au long des trente-huit numéros qui paraîtront jusqu'en 1926, axés pour l'essentiel sur l'Indochine. D'autres articles sur l'Algérie sont signés Haj Bicot ou Ali Baba, ou Djezairi, qui pourrait être le pseudonyme de Haj Ali Abdelkader ou de Messali Haj qui va bientôt fonder l'Étoile Nord Africaine. Pour l'Algérie, c'est la naturalisation, l'intégration qui sont réclamées dans cette période où l'assimilation n'a pas encore été conduite à l'échec. Dès 1922, la politique de Lyautey au Maroc est dénoncée, dès 1924, *Le Paria* célèbre la lutte du peuple rifain, « espoir des parias ». Un des grands thèmes de protestation est l'emploi massif (44 500) de coloniaux dans l'armée. *Le Paria* est distribué dans les casernes comme la Caserna, la Fabrica, à destination des incorporés indigènes. Dès le début, Ho a saisi l'importance de la guerre du Rif. Ses sept ans de militance dans le Paris de l'après-guerre ont contribué à en faire un dirigeant aguerri. Inscrit à la 9e section de Paris où il fréquente Boris Souvarine, le plus brillant théoricien marxiste de Paris, à l'école du 3e arrondissement au Carreau du Temple, suivant avidement les débats au sein de la CGTU et du PCF, ayant beaucoup lu et beau-

coup discuté, y compris avec ses camarades immigrés de toutes les nationalités présentes sur le pavé de Paris (nord-africains, asiatiques, malgaches) avec lesquels il milite contre le régime de l'indigénat et le maintien des lois d'exception, il hante les arrière-salles enfumées des cafés pour d'interminables palabres. C'est un photographe et un calligraphe anémique qui habite un réduit du 17e arrondissement de Paris : il dort et mange peu, écrit dans l'*Humanité*, le *Populaire*, la *Vie Ouvrière* et publie des pamphlets contre la colonisation française. Il mesure immédiatement la nouveauté de la guerre du Rif : ce n'est pas une révolte comme il en a si souvent vu, c'est une vraie guerre où d'énormes victoires ont été remportées. Il se documente auprès de ses amis algériens, marocains, tunisiens, enthousiasmés par Abdelkrim depuis Anoual, et surtout, il réfléchit sur la tactique employée par l'Émir rifain : les Espagnols se convainc-t-il ont lutté contre un ennemi invisible, dissout dans la nature. « L'enseignement de la guerre du Rif est de montrer clairement la capacité d'un petit peuple à contenir et vaincre une armée moderne et organisée quand il empoigne les armes et défend sa patrie. Les Rifains ont le mérite de donner cette leçon au monde entier. » Il s'en inspirera d'ailleurs, vingt-six ans plus tard, pour Diên Biên Phu. Pour lui, et il n'en démordra plus jamais, qu'il soit à Paris, ou à Moscou, en 1923, à l'Université des travailleurs d'Orient, puis à partir de 1925 encore à Moscou avant de s'immerger en Chine, pour le compte du Komintern, le Rif a été l'événement prémonitoire d'une ère nouvelle pour les nations opprimées. De nombreux travailleurs immigrés, dirigeants des colonisés, comme Ben Lakhdal, en France depuis 1921, envoyé par la suite en Tunisie pour

reconstituer la CGTT et le PC réprimés, seront au premier rang des meetings de la fin de 1924.

Le désenchantement du monde

Pour les intellectuels français, l'engagement, aussi réel, n'est pas du même ordre. Ils sont dans un total désenchantement du monde, après les massacres de la guerre qui les a révulsés : la foi dans les valeurs de la civilisation européenne a été profondément ébranlée. « Le préjugé de civilisation se délite[30]. »

La science, qui a accentué le cataclysme et qui bien que modifiant les conceptions de l'espace et du temps, n'a en rien pu corriger les mentalités rétrogrades, est vomie autant que l'inconscience de la caste gouvernante et militaire, (« votons pour le plus bête ! » disait Clemenceau), les dirigeants vulgaires et corrompus, le jeu des alliances internationales et la mobilisation irréfléchie qui a déclenché, comme par inadvertance, une hécatombe. Tant de moyens gigantesques pour aboutir à une rectification de frontières, à la conquête de quelques débouchés, au vol de colonies déjà volées ?

L'Europe ne s'aime plus. C'est le constat de la faillite générale des élites, des États, de la science qui a servi la destruction, de la philosophie, de l'art, de la civilisation en un mot, qui n'a pas su empêcher la catastrophe. Celle de l'homme aussi devenu « un monstre cérébral, hypertrophié par ses facultés raisonnantes ». Une ambiance de dégoût et de révolte se répand et quand Abdelkrim dit à l'Occident « votre civilisation de fer, nous n'en voulons pas ! », les intellectuels le comprennent immédiatement. Quatre ans de souffrances et de tueries ont semé le doute sur l'avenir de la condition humaine. Comment l'esprit peut-il ne pas se laisser contaminer devant de tels évé-

nements ? Deux courants se dessinent : le « *transformer le monde* » de Marx et le « *changer la vie* » de Rimbaud. Chez les intellectuels qui souffraient dès avant la guerre d'un matérialisme jugé oppressant, les grands débats de l'affaire Dreyfus sont omniprésents et donnent le sentiment que l'on peut agir sur les événements et les mentalités : c'est une époque qu'avec le recul on peut juger bénie : les événements politiques se traduisent immédiatement en débats intellectuels.

Le nouvel anticolonialisme qui se développe emprunte les idées de la civilisation des lumières, de la Révolution française et reprend la traditionnelle vocation contestataire des grands ancêtres comme Ronsard, Montaigne, Rabelais, Diderot, Victor Hugo... Il dénonce l'idée que les colonisateurs s'efforcent de faire admettre : la civilisation supérieure de l'Europe, et reprend le constat d'Oswald Spencer sur « le déclin de l'Occident ». Les intellectuels refusent la hiérarchie des civilisations et l'impuissance politique à laquelle on veut les soumettre. En 1921, pour la première fois, le colonisé est placé au cœur de l'espace littéraire français par un fonctionnaire colonial d'origine antillaise, René Maran, qui obtient le prix Goncourt pour *Batouala, véritable roman nègre*. Il y écrit : « Civilisation, civilisation, orgueil des Européens... tu bâtis ton royaume sur des cadavres... tu es la force qui prime le droit. Tu n'es pas un flambeau, mais un incendie. Tout ce à quoi tu touches, tu le consumes. » Et Segalen d'enchaîner : « Partout où l'Europe traîne ses métissages, l'ignominie commence. » Comme Anatole France : « Les peuples que nous appelons barbares ne nous connaissent que par nos crimes. » La haine de la civilisation occidentale se mue pour beaucoup en « appel de l'Orient », dont les cultures remplacent les glorieuses certitudes effondrées de l'Europe et permettent de retrouver le goût du rêve.

Romain Rolland prophétise l'immense insurrection des races d'Asie. L'*Atlantide*, roman de Pierre Benoit, se vend à un million d'exemplaires. Isabelle Eberhardt, au demeurant amie de Lyautey, les frères Tharaud, annoncent, avec leurs œuvres, le début des romans sur le monde arabe. Braque, Picasso, Apollinaire, contribuent à un autre regard sur les peuples colonisés, à l'acceptation d'une différence qui remet en cause le modèle occidental. C'est dans cette mouvance d'un Orient mythifié et revisité que s'engouffreront dans les années à venir autant André Malraux que Nizan.

La dénonciation surréaliste

Ce mouvement va être porté à son paroxysme par les surréalistes, chantres d'une révolte radicale, autant esthétique que politique qui reçoivent leur acte de naissance officiel en 1924, avec la parution du *Premier manifeste* de Breton et le premier numéro de la revue *La révolution surréaliste*. La figure d'André Breton se détache de ce groupe de jeunes gens fougueux qui utilisent la révolte, la provocation, pour dénoncer un monde qui a engendré « un cloaque de sang, de sottise et de boue[21] ».

Fin 1924, André Breton a 28 ans. C'est le chef incontesté « de la cohorte des trublions surréalistes », « fils de la frénésie et de l'ombre », selon le mot d'Aragon. La fermeté de ses appréciations, la sûreté de son goût et de ses jugements, sa lucide indépendance d'esprit, son sens de la densité et de la tenue, sa grande capacité de cristallisation affective et d'enthousiasme le font aimer de ses camarades, « comme une femme » dit Prévert. Ceux à qui il manifeste son amitié sont prêts à tout lui sacrifier et se donnent entièrement à lui et à son mouvement. Sinon, impérieux et sectaire, il les exclut, les méprise[22].

Au physique, c'est un beau jeune homme un peu enveloppé, au visage léonin, aux cheveux crantés, massif, les gestes nobles, l'abord majestueux. Un magnétisme particulier se dégage de sa personne. Sûr de lui, il a le port d'un inquisiteur, l'apparence d'un mage. Il est jeune, mais d'une juvénile férocité. Il rit rarement. Son passage par la médecine et la psychanalyse lui a permis de comprendre le mécanisme de la création : un processus sublimatoire. Il s'y consacre tout entier, au prix d'un intense effort, d'une tension permanente. C'est un être qui s'est construit sur les ressentiments, de l'enfance, de la mère, de l'école, des institutions, de l'époque. Il vit dans ce qu'il appelle « une sorte de vacance illimitée de l'esprit ». Appuyé sur les premières expériences marquantes de Baudelaire, Mallarmé, Valéry, Apollinaire, Jarry et Rimbaud, lus avec passion sous la lumière noire de la guerre, il a déjà parcouru un long chemin, littéraire et politique. L'épisode d'Agadir, en 1911, le marque lorsqu'il a 15 ans. Il en a 17, en 1913, lorsqu'il assiste au Pré-Saint-Gervais à une manifestation syndicale contre le service militaire de trois ans : « dans les profondes galeries de mon cœur, je retrouverai toujours pour lui (le drapeau rouge) l'œil que j'ai pu alors avoir. Je l'ai vu se déployer par milliers dans le ciel bas. Cette mer flamboyante s'est trouée de l'envol de drapeaux noirs ». Il lui en restera « une affection indélébile pour tous ceux qui sont prêts à se consumer sur place dans une attitude inexorable de sédition et de défi ». Il ne reniera pas les liens que le surréalisme peut avoir avec l'anarchisme. Il n'a qu'écœurement et mépris pour les intellectuels qui se lancent dans un « ridicule enthousiasme belliqueux » pour la guerre. Brancardier mobilisé, il voit l'horreur sur la Meuse. Il refuse tout sacrifice aux « Dieux sanguinaires de l'époque ». Pour lui, la guerre est « un carnage injustifiable, une duperie mons-

trueuse », et la politique, « une réclame ». Il veut montrer, en 1919 que la poésie dépasse l'individu, avec son expérience d'écriture automatique. En 1920, il rencontre Dada, entreprise de destruction de toutes les valeurs traditionnelles par la dérision et le scandale qui s'est répandu comme une traînée de poudre dans l'Allemagne vaincue avant de gagner la France exsangue. La même année, avec *Les champs magnétiques*, il fait surgir l'inconscient dans la pensée. Entre 1920 et 1922, c'est une suite de manifestations dadaïstes dont rend bien compte le procès contre Barrès, pour crime contre l'esprit, le 13 avril 1921, à la salle des sociétés savantes, rue Serpente. Maurice Barrès, écrivain pacifiste et progressiste, avait été l'idole de la jeunesse avant la guerre. Le conflit le transforme en conservateur et en va-t-en guerre : sa chronique journalière le fera qualifier par Romain Rolland de « rossignol du carnage » et par Jean Guehenno de « crieur public du massacre ». La question posée est la suivante : pourquoi a-t-il trahi l'idéal de sa jeunesse ? Lorsque Barrès meurt en 1923, à 80 ans, on lui fait des funérailles nationales et c'est Lyautey qui prononce l'oraison funèbre : les politiques ont bien conscience que cette effervescence littéraire est un danger pour les situations acquises[24]. Les surréalistes échappent à la répression qui frappe de nombreux groupes et revues par une épidémie de sommeil : en 1922, ils traquent leurs rêves, hommages pour eux à l'espoir.

Faire surgir l'inconscient

« Ouvrez les prisons, licenciez l'armée » écrit *La Révolution surréaliste* dont le premier numéro s'ouvre, en décembre 1924 avec cette apostrophe : aboutir à une nouvelle déclaration des Droits de l'Homme ! » Rien n'échappe

à la contestation : lois, morale, religion, ordre, tabous, vieilles idoles, comme Anatole France, prix Nobel de littérature, intellectuel pacifiste et engagé, méchamment moqué. « À nos yeux, dit Breton, le champ n'est libre que pour une révolte étendue, radicale[24]. » Les surréalistes se rapprochent des pacifistes de la revue *Clarté*, créée en 1919, et dirigée par Henri Barbusse qui se veut une dénonciation violente du patriotisme bourgeois et est la première expression culturelle du communisme français. Henri Barbusse est devenu célèbre pendant la guerre pour son roman *Feu*, Prix Goncourt 1916. Pacifiste, il est devenu communiste en 1923. Il appelle à une « Internationale des intellectuels pour servir le prolétariat et à une solidarité intellectuelle pour le triomphe de la vérité internationale. » Dans l'hebdomadaire, la question coloniale est, pour la première fois, une bataille d'intellectuels, un véritable enjeu[25]. Cette recherche d'« un monde nouveau » rencontre aussi les étudiants de la Sorbonne qui ont créé la revue *Philosophie*, en 1924. *Clarté*, la *Révolution surréaliste* et *Philosophie* vont alors, dans la fidélité aux principes dont ils se réclament, se mobiliser toute l'année 1925, dans une lutte constante contre la guerre du Rif, contre « l'appareil de guerre moderne mis en branle contre ces peuplades soulevées ».

Au fond de ses montagnes, Abdelkrim, dubitatif et souriant, n'en demandait pas tant, mais cela lui permet au moins d'espérer !

NOTES

1. Le texte du télégramme figure dans tous les ouvrages consacrés au Rif et dans ceux consacrés à l'histoire du PCF, notamment Ageron, *L'enfance du PCF op. cit.* et dans tous les ouvrages consacrés à l'anti-colonialisme en France (Liauzu, *Aux origines des tiers-mondismes, op. cit.*, J.-P. Biondi, *Les anticolonialistes, op. cit.*, Girardet, *L'idée coloniale en France, op. cit.*). Il figure également dans Oved, t. 1, et dans les travaux du colloque concernant le PCF, notamment Robert Charvin, *Le Parti communiste français face à la guerre du Rif*, p. 218-236 et René Gallissot, *le Parti communiste et la guerre du Rif* : p. 237-261. Tous ces ouvrages traitent en détail, et leurs informations d'ailleurs se recoupent entièrement, sauf évidemment au niveau de l'interprétation qu'ils en donnent, de la campagne communiste de 1925-1926 contre la guerre du Rif.

2. Sur les travailleurs immigrés et sur l'histoire du *Paria*, voir notamment *Les anticolonialistes, op. cit.* Voir aussi les manifestes de l'Union internationale des indigènes de toutes les colonies, in Girardet, *L'Idée coloniale*. Également le rapport et les résolutions du Ier congrès sur le communisme et les colonies, in *L'Enfance du PCF*.

3. Sur la IIIe Internationale et l'Orient, voir le travail sur la IIe Internationale de Haupt et Rebérioux, *op. cit.*, *La IIIe Internationale et le problème colonial en Algérie (1921)* in *Une pensée anticoloniale* sur C.A. Julien, Sindbad, Paris, 1979. Voir également, Paul Doumeur, *L'histoire de l'union des partis socialistes pour l'action internationale, 1920-1923*, Sudbury, Canada, 1967, *Le premier congrès de l'Internationale communiste*, sous la direction de Pierre Droué, Paris, 1974, et, René Gallissot, *La désunion des prolétaires, in* Le Mouvement social, Paris, n° 147, a/j. 1989.

4. Sur les socialistes, voir Charles Robert Ageron, *Les socialistes français et la guerre du Rif*, in *Actes du colloque*, p. 273-292, Ahmed Koulakssis, *op. cit.* Également, R. Gallissot, *La désunion des prolétaires*, Le mouvement social, Paris, n° 147, a/j 1989.

5. Sur l'opposition des socialistes à Lyautey, voir notamment la polémique déclenchée par Ho Chi Minh à la suite du refus du résident général de faire afficher dans les lieux publics au Maroc, la déclaration des Droits de l'Homme, en octobre 1924. C'est là que Ho traite Lyautey de « satrape ». Voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, t. 3, p. 320, voir également Oved t. 1, p. 214 et 429. Voir enfin la relation d'Ho lui-même *Le maréchal Lyautey et la Déclaration des Droits de l'Homme*, in *La correspondance inter-*

nationale, 1924, n° 71, p. 783, Paris, cité dans le bulletin des étudiants de l'UNEP sur la République du Rif.

6. Sur le vote des crédits militaires, voir Paul Isoart, in *Actes du Colloque, op. cit.*

7. Sur les différents votes socialistes, voir Koulakssis et Oved.

8. Dès avril 1924, Doriot écrit dans l'*Humanité* : « *Nous devons être avec Abdelkrim qui lutte avec énergie contre les impérialismes pour la défense de son peuple.* » Marcel Cachin se prononce dans le même sens. Voir les débats à la chambre de l'époque et une polémique entre Doriot et Renaudel. Sur la Ruhr, *L'Enfance du PCF,* Ageron.

9. Sur les appels des Jeunesses communistes françaises et espagnoles, dans Ageron et les *Cahiers du Bolchevisme.*

10. Sur Lénine, inédits de Gallissot, *L'Internationale communiste et la question nationale et coloniale* et *impérialisme et colonialisme, le premier âge, op. cit.* Voir aussi ses nombreuses biographies.

11. Sur la guerre de 1914 et la situation européenne dès après la guerre, voir J.-J. Becker et Serge Berstein, *Nouvelle histoire de la France contemporaine, Victoires et Frustrations 1914-1929,* coll. Points-Histoire, Seuil, Paris, 1990. Voir également de Becker, *Les Français dans la sale guerre,* Laffont, Paris, 1980.

12. Sur l'organisation des peuples d'Orient voir *Les Anticolonialistes et le Marxisme et l'Asie 1853-1964,* par Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, A. Colin, Paris, 1965.

13. Sur Sultan Galiev, voir Gallissot, *op. cit.* et Habib Tengour, *Sultan Galiev,* Sindbad, Paris, 1985.

14. Sur Renaudel, *Journal des débats,* Ageron et Isoart, *op. cit.,* in *Actes du colloque.*

15. Sur Ho Chi Minh, biographie de Jean Lacouture, in *Cinq hommes et la France,* Seuil, Paris, 1961.

16. Sur la 8e condition, abondante littérature, notamment les travaux de Ageron et tous les livres sur l'anticolonialisme, *op. cit.* Voir également Ageron *Le communisme en Afrique du Nord,* sur le refus de cette condition par la section de Sidi Bel Abbès, in *Enfance du PCF.*

17. Sur le congrès de Tours, biographie de Ho, également *Victoires et Frustrations, op. cit.*

18. Sur Doriot, voir *L'enfance du PCF*, de Ageron, et *L'Idée coloniale*, p. 206-207. Voir aussi son propre livre *Les impérialistes et le Maroc*, 1925, Paris, Librairie de l'*Humanité*.

19. Sur les femmes, Florence Montreynaud, *Le XXe siècle des femmes*, préface d'Élisabeth Badinter, Nathan, Paris, 1989. Sur Séverine particulièrement voir les deux biographies qui lui ont été consacrées, celles de Bernard Lacache, Gallimard, Paris, 1921, et celle d'Évelyne le Garrec, Seuil, Paris, 1982. Voir également Marie-Thérèse Gourdeaux, *Debout les femmes, à bas la guerre* !, 1925, Paris, Librairie de l'*Humanité*.

20. Sur les prises de position anticolonialiste des intellectuels *voir L'Idée coloniale, Les Anticolonialistes*, et *À l'origine des tiers-mondismes*. Par exemple, une lettre de Pierre Loti à Paul Doumer, contre le colonialisme. Voir aussi Oved, t. 1.

21. André Breton, *Les Manifestes du surréalisme*, folio, essais, Paris, 1985, Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Seuil, Paris, 1991 et la collection de la Révolution surréaliste consultable comme celle de *Clarté* (en partie) à l'IMEC, rue de Lille.

22. Sur André Breton, parmi de nombreuses biographies, celle de Marguerite Bonnet, Librairie José Corti, Paris, 1988. Également son portrait par Madeleine Chapsal, *Les écrivains en personne*, 10/18, Paris, 1973.

23. Sur les débats intellectuels de la période, voir le *Dictionnaire des Intellectuels* de Jacques Julliard et Michel Winock, le Seuil, Paris, 1996.

24. N°1 de la *Révolution surréaliste*.

25. Collection de *Clarté* à l'IMEC.

Chapitre 8

La deuxième guerre et la fin de Lyautey

L'offensive communiste va, durant toute l'année 1925, se dérouler sur deux plans, à la Chambre[1] et dans les manifestations qui vont sans cesse se grossir de l'âpreté des combats, de l'envoi des renforts et de la nervosité de l'opinion publique et de la presse.

Il y a d'abord le Ier congrès des travailleurs Nord-Africains de Paris, début janvier 1925, et le IVe Congrès du PCF à Clichy, qui reprennent, à l'unanimité, les thèses déjà consacrées sur le Rif[2].

À la Chambre, le 31 janvier, le président du conseil Painlevé, grand savant pacifiste que ses fonctions transforment en boutefeu, reprend les notes des services spéciaux tendant à accréditer la thèse d'un complot international et d'une puissante assistance étrangère aux Rifains, idée à laquelle il sait certains socialistes très sensibles. Il s'en prend à Zinoviev[3] dont il lit des instructions. Jacques Doriot crie au faux. Le gouvernement du cartel veut envoyer de nouveaux colons en Afrique du Nord et le parlement

étudie les renforts réclamés par Lyautey pour « les opérations de pacification au Maroc ».

Le PCF dépose un amendement visant à supprimer les frais d'entretien de l'état-major.

Le réveil des peuples musulmans

Jacques Doriot, avec la fougue de ses 27 ans, monte à la tribune au nom des 900 000 voix dont le PCF est le tenant, de ses 75 000 adhérents et aussi des 500 000 de la CGTU. « Nous venons d'assister, s'écrie-t-il, à la victoire extraordinaire d'un petit peuple opprimé qui bouleverse les données traditionnelles de la politique internationale... 5 000 Marocains sont parvenus à chasser 100 000 Espagnols de la zone qui leur était attribuée... Notre armée est employée à une besogne d'expropriation (400 000 ha !) et de meurtre, par la mainmise des grandes banques, les exactions des généraux et les méthodes criminelles de l'administration coloniale... Mais au-delà des 3 millions de Rifains, nous avons affaire au réveil de tous les peuples musulmans... Le problème colonial est un instrument de la lutte des classes à l'échelle mondiale... La guerre au Maroc a coûté, depuis 1912, 4 milliards de francs et 12 000 morts... L'insurrection rifaine est légitime... La provocation de l'Ouergha est imbécile, Abdelkrim ne demandait qu'à traiter, il veut la paix... Déjà, en 1907, le Maroc a été le précurseur de la grande guerre. De nouveaux conflits impérialistes nous attendent », etc.[4] C'est un véritable tollé. Barety, Franklin Bouillon, députés des Alpes-Maritimes et de Seine-et-Oise s'indignent. Morinaud, député de Constantine, s'écrie « c'est un crime », Lafarge, député de la Corrèze demande des poursuites. « À l'ordre », « à l'ordre », crient la droite et le centre. Jacques Doriot termine quand même sa diatribe en criant : « Vive l'évacuation du Maroc, vive la fraternisation des soldats

français, espagnols et des Arabes, vive l'indépendance totale du Maroc. « Sur la demande du président Herriot, le discours publié en entier dans l'*Humanité*, sera censuré au *Journal Officiel*. Les socialistes sont embarrassés. Renaudel écrit dans le *Populaire* : « Nous sommes au Maroc en vertu d'accords internationaux qu'il y aurait péril à laisser rompre[5]. » Mais il réclame la paix, reconnaît que l'occupation de l'Ouergha était une erreur et ne pouvait pas ne pas être vue par Abdelkrim comme une provocation et il s'oppose aux poursuites contre les communistes. D'autres socialistes réclament l'arbitrage de la Société des Nations, ou proposent de négocier avec Abdelkrim, tout en accusant autant le PCF que Lyautey. Celui-ci a écrit à son neveu une lettre privée où il prévoyait l'offensive française dans l'Ouergha pour des raisons stratégiques[6]. Il prédisait aussi, dans un rapport à Briand, qu'Abdelkrim serait obligé de jouer le rôle de champion de l'indépendance de l'islam pour conserver son prestige. Et au ministère de la Guerre, il a souligné qu'« Abdelkrim a incontestablement l'âme d'un chef, il a compris les avantages d'une armée organisée et moderne et rêve d'un modèle turc[7] ». On l'accuse donc d'avoir porté sciemment la ligne de défense française sur la rive droite du fleuve et grossi le danger pour recevoir des renforts[8].

Fin mai, un nouveau débat parlementaire sera tout aussi houleux. Doriot se lance dans un nouveau discours incendiaire qui est censuré : « Nous tendrons une main fraternelle à ceux que vous appelez des ennemis. Ils vous imposeront la paix… »

La fin de Raissouni

Les débats se focalisent sur le fait de savoir qui a attaqué en premier. Car, latente depuis 1924, la deuxième guerre du Rif, franco-rifaine, vient d'éclater.

Abdelkrim tient le front, assurant ses avantages de 1924 et repoussant les incidents créés par la résidence de Rabat. Déjà en janvier, poussés par Raissouni, les Khems Outanyines ont massacré un détachement rifain[9]. Abdelkrim a réprimé le soulèvement : il aurait, dit-on, fait fusiller cinq cents hommes de cette tribu. Il a aussi capturé Raissouni et l'a ramené lui, ses femmes, ses biens, et surtout sa bibliothèque, à Tamassint où il mourra quatre mois plus tard.

Le 30 janvier 1925, le journaliste américain Vincent Shean assiste à l'arrivée à Targuist du chef déchu[10] : « Des hommes armés jusqu'aux dents, portent sur leurs épaules une caisse carrée dans laquelle est étendu, sur une épaisse couche de couvertures et de coussins brodés, le vieux guerrier atteint d'hydropisie et devenu énorme. On ne voit que son turban, sa barbe teinte et ses yeux furieux. Ses quatre favorites voilées de blanc le suivent. Parmi elles, il y a la célèbre Aicha dont la chevelure, dit-on, devait être supportée par quatre esclaves quand elle se promenait dans les jardins du palais de Tarzout. Dix-sept mulets lourdement chargés transportent ses biens. On lui a aussi laissé son magnifique cheval blanc, dont la selle en or étincelle au soleil. Dans son palais de Tarzout, les Rifains ont trouvé les caves emplies de squelettes et de sacs de pièces d'or et de diverses monnaies. » Vincent Shean le visite dans une maison pauvre du village qui lui est affectée. Parlant de lui comme « du seigneur des montagnes », il se lamente, déclarant préférer la mort au statut de prisonnier « de chiens et fils de chiens ». Vincent Shean du *Chicago Tribune* vient de faire un périple d'un mois dans le Rif. Il est passé par Oujda, par Taourit où Gabrielli lui a procuré l'équipement, le transport et un guide, le fils du caïd Haddou. Shean va se faire voler et intercepter par des Metalsa. Libéré, il traverse des paysages

qui « ressemblent au Colorado », avant d'arriver à Ajdir et d'être introduit par Boujibar dans une petite chambre où Abdelkrim est assis devant une pile énorme de journaux. Dans l'interview qu'il lui accorde, le chef rifain, qui lui fait une très forte impression, clame sa volonté de liberté et d'indépendance, son intention formelle d'en finir avec le protectorat espagnol et son refus de reconnaître Moulay Youssef, « prisonnier de la France ». Shean est séduit par « ce législateur maure, plein de dignité, tranquille et extrêmement bien éduqué » et il estime que « les Rifains ont raison sur toute la ligne ». Sur le chemin du retour, par le nord, Shean constate la présence de torpilleurs espagnols, rencontre à Chaouen M'Hammed qui lui plaît beaucoup et voit les restes impressionnants des combats de novembre 1924 pour la reprise de la ville. Il décrit une situation précaire, à l'instar d'un médecin norvégien, Klein, venu apporter des médicaments : bien que circonscrits, les combats continuent néanmoins avec les Espagnols. C'est la situation d'un pays en guerre dont toutes les énergies sont mises au service de la résistance. Un autre témoin évoque les Rifaines : « à l'image des guerriers, elles assurent le ravitaillement en vivres et en munitions sur la ligne de feu et déploient dans leur mission une farouche énergie[1] ». Mais c'est aussi un pays, où, tout comme en 1922, règnent l'ordre et la paix civile.

La mission d'Abdelaziz Lahlou

Vincent Shean entre à Tanger, au travers des lignes espagnoles, dans un convoi de commerçants protégé par deux cents Rifains armés et part à Madrid chargé de conditions de paix rifaines pour Primo de Rivera. Abdelkrim, lui, se rend chez les Beni Zeroual, sur l'appel d'une par-

tie de la tribu, pour les enrôler, et, en prévision d'une attaque française, établit des postes, creuse des routes, aménage des tranchées et des fortifications chez les M'Tioua et les Gueznaia. Il fait aussi protéger son QG d'Ajdir par un camp retranché défendu par cinquante canons braqués sur Nekour[12]. On parle de lignes téléphoniques françaises coupées, d'échange de coups de feu à Kifane et Hassi Ouenzga. Il y a aussi des bombardements dont se plaint Abdelkrim, ainsi que du blocus qui continue. C'est l'attente, avant la tempête.

Le 11 février, Lyautey adresse un télégramme au général de Chambrun commandant la région de Fès : « Les Beni Zeroual sont en zone française, il faut le signifier à Abdelkrim. » Un mois plus tard, un notable fassi, Abdelaziz Lahlou part pour Ajdir chargé de ce message-ultimatum[13]. L'hiver est tardif, la neige encombre les pistes, A. Lahlou n'arrive donc au QG d'Abdelkrim que le 18 mars. Le 21, il voit M'Hammed qui rétorque : « Beaucoup de délégués des Beni Zeroual viennent nous demander de l'aide. Nous ne pouvons les éconduire brutalement, sous peine de perdre notre prestige... Les Français nous causeraient un grand préjudice en s'installant chez les Beni Zeroual. » Quatre jours plus tard, le notable fassi voit Abdelkrim sous sa tente à côté de l'Oficina. Il le reçoit courtoisement, et, enlevant ses lunettes, se plaint de ses yeux fatigués. Puis, il attaque : « Je désirerais vivement que les Français veuillent bien nous considérer comme des gens intelligents[14]. » Il critique les écrits intempestifs des journalistes qui ont créé des malentendus, une attaque française sur la zaouia d'Amjot et souligne, pour la première fois, comme il le fera par la suite à plusieurs reprises, qu'il a refusé l'aide de l'Espagne qui voulait le lancer contre la France. Les Rifains maintiennent donc leurs positions,

et, semble-t-il, se sentent forts, à moins qu'ils ne commencent à se blinder pour la lutte.

Haddou à Taourirt

Mais Abdelkrim a dû prendre la mesure de l'ultimatum de Lyautey et de ce qu'il sous-entend, puisque, trois jours plus tard, le 28, le caïd Haddou contacte à Taourirt Léon Gabrielli[15]. Au nom d'Azerkane, ministre des Affaires étrangères du Rif, il demande la réunion d'une commission qui fixerait les limites exactes des zones françaises et rifaines. Abdelkrim n'a donc en rien changé sa stratégie : il ne veut pas la guerre, il est même prêt à des concessions et le fait savoir, mais il veut une frontière précise pour éviter tout problème, tout en n'ignorant pas que de simples discussions sur un tracé frontalier équivalent à une reconnaissance. Haddou fait quelques confidences à Gabrielli. Il signale, comme en passant, qu'un ingénieur et deux médecins anglais sont au Rif et que les négociations sont bien avancées avec les Espagnols. Etchevarietta en effet se démène : son yacht, le Cosme y Jacintha, fait sans arrêt la navette entre l'Espagne et Ajdir. L'homme d'affaires est d'autant plus actif qu'il espère enfin faire prévaloir ses concessions minières. Pourtant, avec les Espagnols non plus les conditions d'Abdelkrim n'ont pas varié : évacuation totale de tout le territoire sauf les zones de Melilla et de Ceuta, 20 millions de pesetas d'indemnités et vingt canons. À Vincent Shean, Primo de Rivera avait répondu qu'il était prêt à rencontrer Abdelkrim ou son frère en vue d'un accord de paix. Une délégation militaire espagnole débarque peu après sur la plage d'Isly[16]. Les honneurs lui sont rendus par le 3e régiment rifain, selon des témoignages, et les discussions s'engagent. Elles dureront trois jours avec Abdel-

krim et ses ministres. On en ignore l'issue exacte, mais Haddou sous-entend que les négociations sont engagées. Avec la France, souligne-t-il, Abdelkrim se satisferait d'un statut d'autonomie, « à la Glaoui ». Le mot est prononcé[17].

Le face à face

Tout heureux de jouer enfin le rôle qu'il attend depuis plus d'un an, Gabrielli en réfère immédiatement à Lyautey qu'il va souvent voir à Fès où le maréchal se rend chaque semaine. Le 31, le délégué rifain vient chercher la réponse. Le contrôleur des Affaires indigènes n'ignore pas la portée de ce qu'il va annoncer : c'est une fin de non-recevoir. Il est impossible, a répondu Lyautey, de délimiter la frontière en l'absence des Espagnols ; Abdelkrim doit évacuer les postes qu'il a construits chez les Beni Zeroual qui sont en zone française, reconnaître Moulay Youssef et vivre en bonne intelligence avec la France. Chacun reste donc sur ses positions[18]. Mieux encore, Lyautey accentue sa pression : au moment même où il condamne encore les bombardements espagnols avec des gaz asphyxiants, il fait renoncer Moulay Youssef à la lettre que ce dernier voulait faire lire dans les mosquées pour dénoncer la brutalité des procédés de guerre espagnols. En outre, il continue à exploiter la situation précaire des tribus rifaines et resserre le blocus au point que les Rifains accélèrent leur exode sur l'Oranie[19]. Des marchandises continuent d'être confisquées en période de sécheresse et d'épidémie de typhus. Le résident souffle le chaud et le froid, soucieux pourtant, en raison des craintes que lui inspirent les menées anglaises, de ne pas internationaliser le conflit. Il sait parfaitement que nombre d'émissaires de tous pays se précipitent à Tan-

ger chez Khamlichi pour connaître les intentions d'Abdelkrim, mais il affecte de ne voir en lui qu'un rebelle de la zone espagnole et ce faisant, il l'humilie. Or Abdelkrim ne s'est jamais trouvé dans la situation d'un *rogui** que l'on tient en laisse, et, début 1925, il y est moins que jamais, ses succès en ayant fait une vedette internationale et un héros dans le monde arabe.

Dans toute guerre, il y a toujours un moment où le sort est suspendu et où la paix peut être encore jouée. Les négociations de mars sont, pour le Rif, ce moment-là. Ce sont d'incessantes allées et venues, des pourparlers presque contradictoires : les deux camps se testent. Tout semble encore possible, rien n'est vraiment joué. Le sentant, Daniel Bourmancé se précipite au Rif et écrit à Gabrielli : « Le Rif peut être pour la France un vasistas sur la Méditerranée, donc, surtout pas de guerre. Le Foreign office (sa vieille obsession) est à l'affût. Nous n'avons éveillé au Rif que la plus justifiée des méfiances (...) nous allons tirer les marrons du feu au profit de la perfide Albion. » Début avril, il vient même à Taourirt conseiller à Gabrielli de se méfier de Haddou, commissionné par Etchevarietta pour les négociations avec l'Espagne et réitère qu'Abdelkrim ne veut pas attaquer la France.

Mais, on l'a vu, depuis Anoual, les adversaires sont face à face et les raisons du conflit tiennent moins au sort des Beni Zeroual, à l'avance de part et d'autre de quelques troupes, qu'à ce que Gabrielli pourtant favorable à un accord, dit lui-même : « Je tremble à la pensée d'un état musulman de 100 000 fusils (les Rifains, en fait, en ont à l'époque 20 000, plus 80 000 mauser espagnols) sur le flanc de notre Protectorat[20] ! » Le jeu du résident n'est pas très clair dans les faits, mais, sur le fond, il est celui qu'il a toujours mené et avec des succès qui l'ont encouragé à continuer. Tout en cherchant à temporiser, il agite pério-

diquement, depuis 1924, la menace : « Tous les professionnels de la révolution ont les yeux fixés sur Abdelkrim... il faut agir sinon graves seraient les maux qui surviendraient aux peuples d'Occident ! »

Qui donc a attaqué en premier ? Avec le recul, la question, qui a pourtant fait couler des flots d'encre, paraît oiseuse, mais elle a le mérite de montrer combien les Français s'en sont inquiétés, traumatisés qu'ils sont après le choc de la guerre. Elle montre aussi combien sont lents et hésitants les temps de la politique, combien les décisions finalement prises sont entourées de mensonges et d'hypocrisie pour les faire passer dans l'opinion. Lucide et intelligent, l'Émir ne pouvait ignorer qu'à terme, il menaçait la colonisation et que celle-ci le balaierait. En ce début de printemps 1925, il a tout fait pour éviter la confrontation, ou, au moins, repousser l'échéance. Mais Lyautey ne lui proposait rien.

Dans le Rif, le temps est encore suspendu, mais c'est l'embellie avant l'orage. Pourtant Abdelkrim multiplie les efforts : il écrit à la Société des Nations pour demander officiellement d'être débarrassé de la tutelle espagnole et suggérer qu'un mandat sur le Rif soit confié à une autre nation européenne « plus "ménagère (!)" des intérêts de la religion et des coutumes du pays[21] ». Il répète à qui veut l'entendre et aux nombreux journalistes qu'il rencontre, qu'il veut d'autant moins attaquer la France qu'il en a besoin pour le développement futur du Rif. Il fait emprisonner un de ses fidèles, le caïd Allouche Cheddi, qui a marché sans ordres vers les lignes françaises, il envoie des émissaires chez les Senhadja et des troupes chez les M'Tioua et les Beni Oulid pour prévenir tout dérapage. Mais il commence à douter.

À Vincent Shean il a déclaré en janvier : « Tout conflit est inconcevable avec la France, à moins que nous ne

soyons attaqués. » Ces propos sont publiés en mars aux États-Unis au même moment où cette ébauche de contacts échoue. Mais Abdelkrim dit aussi, quand on lui demande quelles sont ses frontières : « la guerre en décidera ». Selon le journaliste Dumas que l'on ne peut suspecter de sympathie pour Abdelkrim, le chef rifain fait des efforts méritoires auprès de ses instances. Le conseil de guerre rifain tient deux séances dramatiques. La majorité incline pour le combat : l'avance française a été considérée comme une déclaration de guerre. Abdelkrim le dira par la suite : « Votre avance trop hâtive a provoqué le soulèvement des tribus. Pour ne pas compromettre mon prestige et saper l'unité rifaine, j'ai dû avancer[22]. » Au surplus les menées du caïd Derkaoui exaspèrent Abdelkrim. Il veut le mater par crainte d'intrusions françaises et espagnoles. Il en avertit la France. Une nouvelle fois, on ne lui répond pas. Le sort en est donc jeté. Il l'a dit à Shean « Si le monde ne veut pas nous donner la paix, nous lutterons jusqu'à ce que nous l'ayons gagnée, par l'épée et la volonté de Dieu » ; à Roger-Mathieu, correspondant du *Matin* qui se précipite au grand quartier général de Tarzerout : « Je lutterai jusqu'à mon dernier souffle à moins que notre indépendance soit reconnue » ; et à W. Harris : « Nous nous sommes préparés à combattre ceux qui veulent nous empêcher de jouir de nos droits humains. »

L'attaque, foudroyante

Le 9 avril 1925, après les pluies de printemps, M'Hammed se poste à la tête de quatre mehallas de Djebalas encadrées par quelques centaines de réguliers rifains, soit six mille hommes, devant les Beni Zeroual. Le 10, un rekka est encore envoyé par Haddou à Gabrielli. Et le 12 c'est l'attaque, foudroyante[23]. En moins de quinze

jours, les Beni Zeroual sont entièrement occupés. Les postes français établis l'année précédente le long de l'Ouergha balayés, la zaouia d'Amjot reprise, le chérif Derkaoui, Hamidou et le caïd Medboh en fuite. Les tribus se soulèvent une à une. Leur révolte spontanée devance souvent l'action de l'armée rifaine. Les postes français sont alors noyés dans la dissidence. Abdelkrim dira que, jusqu'au 27 avril, il a laissé « pleine liberté d'action aux tribus ». Comme un raz de marée et avec la force d'un mouvement insurrectionnel, les troupes d'Abdelkrim enfoncent le front français, et, le 27 avril, menacent même Fès[24]. Certains postes encerclés résistent. Les pertes sont sévères : 133 hommes sont hors de combat sur 500 dans un seul endroit. Des stocks d'armes sont enlevés : 5 000 fusils, 60 000 grenades, 200 mitrailleuses, 35 mortiers, 51 canons, 16 000 obus, etc. On se targue de faits d'armes, comme celui du lieutenant Lapeyre qui résiste au poste de Beni Derkoul et se fait sauter avec ses trente-cinq soldats sénégalais plutôt que de se rendre. Ou encore quand le lieutenant Condamine de la Tour est abattu, on raconte comment son ordonnance maintient son cadavre sur son cheval pour qu'il n'y ait pas de flottement dans ses rangs. Mais on passe sous silence le fait que certains postes se sont rendus après avoir massacré leurs officiers. Les colonnes mobiles ne sont pas assez nombreuses pour secourir et ravitailler les postes. Les renforts arrivent au compte goutte. 200 militaires sont faits prisonniers : l'un d'entre eux, le fils du chocolatier parisien Poulain, se noie en voulant s'évader. 1 005 ont été tués, 3 711 blessés, 1 007 ont disparu[25]. Dans certains endroits, les pertes atteignent le tiers des effectifs engagés. Les combats font rage autour du sauvage massif du Bibane que les Rifains ont transformé en forteresse, truffée de tranchées, de défenses et de galeries souterraines. Les Rifains

bombardés se défendent à la grenade, au mortier. Ils sont résolus à se battre jusqu'à la mort et, pour ce faire, ils se lient par groupes de deux à trois afin de ne pas être tentés de prendre la fuite. Ils font, rapportent les Français interloqués, « le tragique serment de résister sur place ou de mourir ensemble ». Supervisant tout d'Ajdir, Abdelkrim indique même comment franchir les barbelés d'un poste français « avec des planches de bois », dit-il. On lutte pas à pas, trou par trou. Une seule colonne se plaint d'avoir du mener vingt combats en deux mois, toutes les unités françaises sont débordées, tandis que les troupes rifaines se grossissent des tribus entrées en dissidence. « La muraille vive et mouvante de nos troupes, dit le comte de Saint Aulaire, étendue le long du Rif sur trois cents kilomètres cède. Avec la menace qui plane sur la ville de Fès, notre Maroc entier est en danger. » Et Bournazel de renchérir : « Si nous ne bousculons pas Abdelkrim maintenant, nous seront mis à la porte du Maroc avant dix ans. » Les troupes rifaines sont à vingt-sept kilomètres de Fès[26]. Taza, camp militaire depuis 1914, est menacé et l'on songe même, un moment, devoir l'évacuer, ce à quoi Lyautey s'oppose fermement. Mais le front s'étend de Ouezzane à Taza[27] : les tribus de la région d'Ouezzane ont également appelé Abdelkrim à l'aide. Les menaces qui pèsent sur la ville, à peine défendue, seulement encerclée de dérisoires fils de fer barbelés, sont attestées par des témoins et des journalistes de passage. Le canon tonne. Les quartiers ne sont pas sûrs. Les Rifains rôdent aux environs et entrent de jour, pour le souk, et de nuit dans la ville assiégée. « Tout le monde, écrit un journaliste de Nancy, savait bien à cette époque que la situation à Ouezzane était des plus critiques et qu'il aurait suffi d'une poignée de Rifains décidés pour prendre la ville et égorger la population[28]. » Seulement les Rifains

ne sont pas assez nombreux partout et se positionnent surtout de manière défensive. Abdelkrim a fortifié toute la ligne de front, il a fait creuser partout des tranchées, des trous individuels, des caches pour les mitrailleuses. Chaque colline est défendue par plusieurs lignes de fortifications.

Lyautey perd pied

Les renforts enfin arrivés[29], la contre-attaque française s'organise vers le 25 avril, en des combats très violents. Autour d'Ouezzane, l'attaque rifaine est finalement repoussée lorsque, dira Lyautey, la tribu des Beni Mesguild bascule. Les familles qui avaient fui reviennent alors dans la ville. Le reflux français est stoppé.

Les combats provoquent une grande émotion en France où le gouvernement vient de démissionner : le Rif n'y est pour rien, c'est l'impôt sur le revenu et les divisions de la majorité qui ont eu raison d'Herriot qui ne fait que permuter avec Painlevé. Mais quatre parlementaires de la commission de la Défense, dont un socialiste, Cluzel, sont envoyés en tournée d'inspection au Maroc, ainsi que, plus discrètement, un général[30]. Les socialistes se déchaînent contre Lyautey que l'un d'eux qualifie de « tête de poisson pourrie » et le Paria de « sinistre baderne ». Ils se disent inquiets des desseins agressifs de Rabat, et, à l'instar de Primo de Rivera qui continue à utiliser Etchevarietta et son yacht, veulent chercher les voies d'un compromis avec Abdelkrim, tout en maintenant la tutelle espagnole.

C'est exactement le contraire de la politique du résident.

Lyautey est politiquement et militairement vaincu : Abdelkrim l'a pris de vitesse et a ravivé la dissidence des tribus, sapant ainsi son œuvre. Son jeu trop subtil, qui

dissimule aussi un dramatique manque de moyens, a échoué face à ce « chef moderne, avisé, surgi d'une zone chaotique et pauvre », qu'il a tantôt traîné dans la boue, tantôt couvert d'éloges, grossissant et minimisant alternativement le danger qu'il représente et à propos duquel il a multiplié les déclarations contradictoires[31]. Le front enfoncé, il pense (le 13 mai), qu'il faut discuter avec Abdelkrim : « Son existence, son autorité aujourd'hui établie sur toute la partie de la zone espagnole, la puissance dont il dispose, sont des faits indéniables, dont nous ne sommes pas responsables », car, « il faut tout faire pour éviter la guerre[32]. » Il reconnaît même que le Rif et les Beni Zeroual sont complémentaires. C'est que le 4, puis le 21 mai, l'Émir lui a fait savoir, par Gabrielli : « Je suis prêt à entamer les pourparlers sur une base légale et raisonnable. » Dépourvu de troupes, il lui faut gagner du temps : « Retirez vos guerriers » fait-il répondre pour ne pas perdre le contact. Il envoie même son chef de service de renseignements, Huot, à Tanger. Sur ces entrefaites, Gabrielli voulant se placer, demande la permission d'aller au Rif. Enchantés d'avoir enfin en face d'eux un fonctionnaire officiel, les Rifains décrètent la trêve temporaire pour le laisser passer[33].

La mission Gabrielli

Muni de cadeaux pour l'Émir et ses ministres, Gabrielli part le 24 juin, pendant que des avions français et espagnols survolent et bombardent le Rif. Après maintes péripéties qu'il a racontées par le menu, il est reçu à Ajdir, le 28 juin à 9 heures du matin, par Abdelkrim, sous une tente, en présence de Boujibar et d'Azerkane. Il est impressionné : « Son intelligence s'impose, son argumentation est solide, bien ordonnée, il a une grande aisance de

parole et il sait écouter », dira Gabrielli dans son rapport, frappé à la fois par la sérénité qui se dégage d'Abdelkrim et par « une résolution farouche, au service d'une foi ardente ». Il veut, dit-il, la paix, mais accuse le Parti colonial, dont il déclare Lyautey le tenant, de vouloir conquérir le Rif. Le blocus rigide que Rabat lui inflige est pour lui la preuve d'intentions hostiles. À propos des frontières, il ne se laisse pas berner par les traités de 1904 et de 1912. La nouvelle situation, dit-il, les a rendus caducs par le seul fait de la carence espagnole et de la volonté d'indépendance des Rifains. L'Angleterre, l'Amérique, l'Italie, n'y sont, dit-il, pas opposés. L'Espagne, si l'on en croit Etchevarietta et Polomarès, pas davantage. Abdelkrim se montre aussi très au fait des intrigues internationales, dans lesquelles il déclare ne pas vouloir tomber, car il répète que l'Angleterre et l'Espagne le poussent contre la France. Il sait que les peuples français et espagnol sont pour la paix. Il souligne aussi ne pas avoir d'ambition personnelle et être prêt à laisser la place à d'autres. Mais pour l'heure, il ne veut qu'une chose : la reconnaissance de l'indépendance du Rif par la France et la claire limite des frontières. Hormis ces deux points, il se déclare prêt à toutes les concessions, y compris territoriales : « Je ne veux pas, précise-t-il, des tribus qui appartiennent à la zone française, par contre, je réclame tout ce qui a été enlevé à l'Espagne. » Il est prêt à une trêve, mais laisse traîner les négociations sur les prisonniers que propose Gabrielli, d'ailleurs objet officiel de sa venue dans le Rif. Il déclare aussi souhaiter un accord commercial et de libre échange. En fait, il parle en diplomate, mais aussi en vainqueur.

Gabrielli en tire la conclusion qu'il ne sera pas facile de le réduire, qu'il n'a pas encore engagé toutes ses forces dans la bataille et que seule une entente franco-espagnole

et plus de deux cent mille soldats pourront venir à bout de l'Émir qui commet peut-être deux erreurs : celles de mésestimer un possible accord de Paris et de Madrid et de croire à la propagande communiste, bien que, insiste-t-il, il ne soit pas communiste[34].

Lyautey bouc émissaire

Le maréchal en est bien convaincu. Il reconnaît aussi qu'Abdelkrim, en attaquant au centre d'un front de près de trois cents kilomètres, par surprise, et en contournant l'armée française sur ses ailes, a utilisé toutes les règles de l'art militaire. Il ne peut pas non plus nier que tout le Maroc septentrional est révolté et que les contingents indigènes de l'armée sont en voie de mutinerie : certains ont rejoint les rangs de M'Hammed qui commande l'armée rifaine. D'ailleurs, dans la presse française, on fait déjà le tableau saisissant d'une défaite annoncée. Aussi, dès qu'il reçoit enfin ses premiers renforts, conseille-t-il à Primo de Rivera de débarquer à Ajdir et envisage-t-il une offensive au nord de Kifane[35]. Il s'étend aussi sur la sauvagerie et la cruauté des Rifains, propose même d'incendier leurs récoltes et se prononce fermement : « Rien ne pourrait être pire pour notre régime que l'établissement, si près de Fès, d'un état indépendant et moderne qui deviendrait un pôle d'attraction. » C'est donc la lutte à outrance. Mais au fur et à mesure que les combats évoluent encore à son désavantage et qu'il doit intervenir in extremis pour éviter l'évacuation envisagée de Taza, il baisse les bras et recommande de laisser faire l'indépendance rifaine, semblant ou feignant d'ignorer que le gouvernement français a décidé de refuser toute concession[36].

Lyautey n'est pas atteint de sénilité comme le prétendent ses adversaires : les colons dont il a freiné les appétits, les socialistes qui veulent le remplacer par un résident civil, et prônent une colonisation à l'Algérienne, Briand, qui ne lui pardonnera jamais d'avoir provoqué la chute de son 6e cabinet pendant la guerre, en démissionnant, le général Serrigny[37] qui le combat sournoisement depuis le ministère de la Guerre, tous ceux qui lui reprochent son esthétisme, son système caïdal, et l'accusent de freiner le développement du Maroc sous prétexte de sauvegarder la spécificité marocaine. Tous ceux qu'il a exaspérés, ou gênés, se déchaînent maintenant contre lui et l'érigent en bouc émissaire de la pénible défaite du printemps et de l'été 1925.

Pourtant, le résident n'a même pas changé de politique. Il veut toujours amener Abdelkrim sous sa houlette, par le biais de l'autorité du sultan, et l'inciter à chasser les Espagnols avant de le contraindre à intégrer la zone française, comme il vient d'agir avec les Senhadja de Mosbah qu'il taxe lourdement après une révolte : un taureau sacrifié pour dix familles, un fusil et 300 francs par famille sans compter le travail forcé et l'engagement de partisans. Mais cette politique n'est appropriée ni à Abdelkrim ni au Rif. On peut lui reprocher, et on ne s'en prive pas, d'avoir, d'un côté refusé de s'entendre avec Abdelkrim[38], le traitant de mégalomane et de xénophobe, et d'un autre, d'avoir aussi refusé d'entrer dans « le guêpier rifain » et donc de réduire vraiment Abdelkrim. Il est exact qu'il savait ne pas en avoir les moyens et que, tous les témoignages concordent, on ne les lui donnera pas.

Le Moulay Saha

Malgré ses demandes répétées, il ne recevra de janvier à juillet que quinze bataillons[39]. Les fonctionnaires du

ministère de la Guerre et les membres de l'état-major qui le détestent, lui reprochent son arrogance et le jugent inapte à la guerre moderne (surtout parce qu'il leur résiste), ont exercé une censure rigoureuse sur sa politique, et surtout, ont freiné l'envoi des renforts. Ses partisans écriront par la suite maints ouvrages pour soutenir qu'il aurait gagné s'il en avait eu les moyens. Mais d'autres persisteront à penser que sa stratégie d'opposition aux Espagnols qu'il a à la fois ménagés et agacés, et de « containement » d'Abdelkrim l'a conduit à sa perte.

En tous cas, le maréchal, que Gabrielli trouve à Fès au bord des larmes, est maintenant abandonné de tous et, comme Weygand face à la révolte druze, se sait condamné. Mais il fait front. Il rappelle à Berthelot, secrétaire au Quai d'Orsay qu'il a offert à deux reprises sa démission en 1923 et 1924. Il vient à Paris se défendre auprès d'Herriot et de Painlevé : « Notre recul maximum sur le front a été de six kilomètres dans la région de Taounate. L'ennemi, lui, a été rejeté de trente kilomètres en arrière un peu partout... Tout sera fini en octobre, avant la saison des pluies[40]... »

Pendant ce temps, le prestige d'Abdelkrim se répand dans le monde comme une traînée de poudre, jusqu'en Insulinde. Dans tous les pays arabes, les primitifs montagnards rifains deviennent le symbole de la protestation musulmane contre le triomphe du matérialisme occidental. Les portraits d'Abdelkrim sont partout. À Tunis, la presse est remplie de ses exploits. D'Oranie, le général Lamothe discerne une sympathie grandissante pour l'Émir devenu, écrit-il « le *Moulay Saha** (l'homme providentiel) tant attendu[41] ». Sa victoire sur la France en a fait l'unificateur du Maroc et l'espoir de l'Islam maghrébin. Si Mohamed el Mennouai écrit du Caire pour offrir une aide financière. On fait des collectes à Jérusalem, Damas,

Ankara, et des meetings de soutien sont organisés en Inde par la ligue musulmane (pro-Gandhi) et jusqu'à Chettagoug. Cette aide, en Égypte comme en Inde, est liée à la préparation d'un congrès musulman qui sera reporté en 1926 et saboté par les puissances. Encore une fois, la France et l'Angleterre s'opposent pour asseoir l'une et l'autre, mais de manière divergente et différente, leur emprise sur le monde arabe.

Le jeu de la droite

En cette année 1925, sommet des Années folles, où le chômage sévit, les impôts triplent, le national-socialisme gagne du terrain en Allemagne, la droite monte au créneau. Léon Baréty crée le comité Algérie-Tunisie-Maroc « pour lutter contre la contagion politique qui, issue de la guerre, et, surexcitée par la propagande de Moscou, tend à contaminer nos possessions d'outre-mer. » Au départ, Baréty, ami de Lyautey, n'était pas opposé à traiter avec Abdelkrim « cet habile homme d'affaires ! » Mais, depuis, il a mesuré le danger et intervient partout, dans l'armée, dans l'administration, dans la finance, à la Chambre, pour pousser à la guerre : « Ne pas avancer est ridicule en Islam »[12], car la légitimité coloniale est mise en cause. La désinformation est facile, tant l'ignorance de ce qui se passe vraiment de l'autre côté de la Méditerranée est grande[13]. L'ouverture des archives permettra de mesurer l'ampleur des moyens mis en œuvre pour tenter de convaincre l'opinion de la réalité d'une collusion d'Abdelkrim avec tous les ennemis de la France[14]. C'est un de nos travers habituels, a dit Robert Montagne, d'expliquer par des causes extérieures ce que nous ne sommes pas capables d'expliquer par des causes internes. C'est d'autant plus facile que les communistes en rajoutent :

« Le Rif victorieux est un poignard à un centimètre du cœur des impérialismes[15], une blessure mortelle pour le capitalisme en France… Le PCF doit frapper le capitalisme dans les colonies et tendre au renversement de la bourgeoisie au profit du prolétariat. » Pour un Blum qui déclare : « Il faut discuter avec cet homme et s'abstenir de mettre les pieds dans le Rif[16] », pour un Renaudel qui reconnaît qu'Abdelkrim est un moment de la pensée arabo-musulmane et d'une « envergure supérieure à celle de ces chefs de tribus que nous avons achetés quelques fois si facilement », nombreux sont désormais les socialistes à voir derrière le chef rifain les intérêts miniers des gros bourgeois et ceux de tout le bolchevisme. Et les socialistes du Maroc sont les premiers à freiner les ardeurs de la CGT, vacillante devant la pression communiste, et à critiquer tous ceux qui recherchent encore la négociation, l'appel à la Société des Nations, voire la reconnaissance d'un Rif indépendant avec lequel pourrait être signée une convention économique.

L'opinion publique est hésitante, l'armée, auréolée de « la victoire » de 1918, le gouvernement peut alors s'avancer à visage découvert. Briand attaque « tous ces Européens qui gravitent autour d'Abdelkrim, tous ces frères de la côte », et explique : « Ce n'est pas que nous ne voulons pas négocier avec Abdelkrim, mais il n'existe pas, il n'a pas la faculté juridique d'une négociation, qu'au demeurant la France ne peut tenter, par correction vis-à-vis de l'Espagne, dont il est le ressortissant[17]. » En somme, il n'a ni la qualité d'un belligérant ni celle d'un adversaire. Assuré de la neutralité anglaise, ayant entamé des pourparlers avec Madrid, où débarque déjà à la mi-mai l'ancien ministre radical Malvy, le gouvernement prépare activement l'offensive, tout en s'efforçant de gagner du temps et de calmer l'opinion publique. Des renforts sont rapatriés de la

Ruhr, les soldes des tirailleurs algériens et des goumiers marocains augmentées pour les inciter à combattre.

La véritable politique arrêtée par le gouvernement français va enfin se faire jour[18].

NOTES

1. Les mêmes références que pour les chapitres précédents, pour la campagne communiste, les débats parlementaires (Isoart, *Actes du colloque*), Oved, et les livres sur l'anticolonialismes. Lire aussi *La guerre du Rif* de Pierre Semard, Librairie de l'Humanité, 1925, Paris. Les débats à la Chambre sur le Rif ont continué sans désemparer d'octobre à décembre 1924. C'est en octobre que Herriot critique les agissements anglais, et, en décembre, un député du centre gauche, Glary de Lamazière estime le voisinage d'Abdelkrim et du Rif inquiétant pour la France, mais recommande des contacts avec Abdelkrim.
2. *Les cahiers du Bolchevisme*, n° 7, 2 janvier 1925, publient un texte de Djezairi, sur le Parti et la question coloniale.
3. Sur Zinoviev, *La IIIe Internationale et l'Orient*, *op. cit.*, également références de René Gallissot.
4. Discours de Doriot dans *L'Idée coloniale*, p. 468.
5. Discours de Renaudel, *L'Idée coloniale*, p. 215.
6. Lettre de Lyautey à son neveu et son rapport au gouvernement voir Oved, p. 424, t. 1. Voir *Paroles d'action*, 1900-1926, A. Colin, Paris, 1926 et *Lyautey l'Africain*, par Pierre Lyautey.
7. Lettre à H. de Castries, du 11 février 1925, voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, t. 3, p. 267.
8. Voir aussi les *Cahiers du Bolchevisme*, n° 19, 15 mai 1925, cités par Ageron.
9. Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 112.
10. Sur le voyage de Shean, voir Gabrielli, p. 24-37. Voir aussi Abdelhak Harouchi, in *Actes du colloque*, *op. cit.*
11. Sur les Rifaines, Témoignage d'Abdelkrim in Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 157 et Georges Legey, *Ce que j'ai vu au Maroc, quelques vérités sur la guerre du Rif*, Imprimerie de Lorraine, Rigot et Cie, 1925, Nancy.
12. Sur les préparatifs d'Abdelkrim avant l'attaque de 1925, voir *L'étrange aventure rifaine*, p. 110-111.
13. Sur les missions de Lahlou et les offres de paix d'Abdelkrim au printemps 1925, voir notamment Hubert Jacques et *Le rêve d'Abdelkrim*.
14. Sur les déclarations d'Abdelkrim, voir notamment, Henriette Celarié, *L'épopée Marocaine*, p. 128.

15. Gabrielli publie de nombreuses lettres et récits d'entrevue avec Haddou. Voir aussi Hubert Jacques, *L'étrange aventure rifaine*, et Rivet, *Lyautey et le protectorat*.

16. Sur les Espagnols à Isly, voir Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 154 et Hubert Jacques.

17. Sur le Glaoui, voir Hubert Jacques, p. 85.

18. Selon de nombreux témoignages, dont celui de Pierre Dumas, Abdelkrim ne voulait pas attaquer la France. Selon Daniel Rivet, Lyautey pas davantage. Mais Lyautey observe, le 7 avril, qu'on « *ne joue plus sur du velours comme jadis* ». Rivet, p. 270, t. 3. Quant à Abdelkrim, il déclare à Gordon Cannings, en juillet : « *Nous avons le plus vif désir de vivre en paix avec tout le monde.* » Mais, en juin, dans une interview au Populo d'Italie (19 juin 1925) il dit : « *alarmé par les informations en provenance de nos émissaires dans les tribus et sachant que la France se trouvait dans un moment critique, je fis une manifestation nécessaire de force* ». Mais il est vrai que le langage n'était pas le même avec les Italiens. « *Méfiez-vous des Italiens* », dira-t-il en 1926 à Roger-Mathieu, p. 156, des *Mémoires*.

19. Sur le blocus, voir Daniel Rivet, *Lyautey et le protectorat*, *op. cit.*

20. Gabrielli.

21. Sur les négociations d'Abdelkrim avec la SDN et ses rapports avec le comité interislamique de Berlin, voir *Le rêve d'Abdelkrim*.

22. Voir Roger-Mathieu, *Les Mémoires*.

23. Sur l'attaque rifaine d'avril 1925 et les opérations militaires réciproques jusqu'à juillet, nombreux témoignages dans *Histoire de l'armée française* de Clayton, D. Rivet, *Le commandement français et ses réactions vis-à-vis du mouvement rifain*, in *Actes du colloque*, *op. cit.* De nombreux militaires français, rapporte Rivet, soulignent la préparation méthodique, le commandement énergique et la technique militaire d'Abdelkrim, ce qui les induit à incriminer l'aide d'un commandement européen que lui-même récuse. D'après les correspondances saisies en 1925-1926 (voir Rivet, t. 3, p. 289) Abdelkrim était en liaison avec le chef de la résistance du Moyen Atlas Sidi Raho, et les caïds du Sous et du Sud marocain. Voir aussi *La pacification au Maroc 1907-1934*, publication du comité de l'Afrique française, Paris, 1936.

24. Dans *Le rêve d'Abdelkrim*, Jacques Ladreit de Lacharrière évoque un mouvement insurrectionnel qui devait embraser l'Afrique du Nord tout entière. Pour d'autres, Abdelkrim, avec cette victoire,

est devenu - *l'unificateur du Maroc entier et l'espoir de l'Islam maghrébin.* -

25. Sur les pertes sévères de part et d'autre, voir Rivet qui pour le 25 mai parle de 120 morts dans une seule bataille du côté français, mais de 1000 chez les Rifains. Sur les pertes françaises voir Hubert Jacques, *Le rêve d'Abdelkrim*, Ladreit de La charrière, Dumas, *Abdelkrim*, p. 78-84.

26. Sur Fès où se rend en catastrophe, Lyautey, le 4 mai, l'ensemble des écrits et témoignages coincident pour attester qu'Abdelkrim n'a jamais voulu prendre Fès. C'est la même attitude que pour Melilla (voir *Le Phénix d'Anoual*).

27. Sur Taza, voir Hubert Jacques et Henriette Celérié, *L'épopée marocaine, op. cit.*

28. Sur Ouezzane, N. Nahon, *Notes d'un colon du Gharb*, Société d'édition marocaine, Casablanca, 1925 et *Ce que j'ai vu au Maroc, quelques vérités sur la guerre du Rif*, de Georges Legey, *op. cit.*

29. Polémique également sur les renforts envoyés ou non à Lyautey. Hubert Jacques et tous les pro-lyautéens incriminent le gouvernement. Rivet estime, quant à lui, que Lyautey a reçu des renforts dont il donne le chiffre : 34 bataillons, 12 escadrons, 19 batteries, 190 avions en 4 escadrilles qu'il utilise pour des bombardements, après avoir critiqué ceux pratiqués par les Espagnols. Son verdict est donc plutôt celui d'un fléchissement psychologique (p. 287, t. 3). Mais tout est une question de timing et, d'après les pro-lyautéens de l'époque, Lyautey s'il a reçu les renforts, ne les a pas reçus en temps.

30. *Ce que j'ai vu au Maroc, op. cit.*, sur la mission parlementaire française.

31. Sur les hésitations de Lyautey et ses déclarations contradictoires, voir Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 90-92, Ageron, *Les socialistes français et la guerre du Rif*, in *Actes du colloque, op. cit.* Voir aussi le jugement sans appel de CA Julien dans *Le Maroc face aux impérialismes, op. cit.*, pour lequel Lyautey ne sait pas diriger avec le même brio la guerre du Rif. Il a vieilli, dit-il, ses fonctionnaires ne le suivent plus, les colons et les militaires qu'il a vilipendiés, veulent sa tête. Voir aussi D. Rivet, *Lyautey et le protectorat* sur les hésitations de Lyautey. Par contre Legey qui a rencontré à cette époque le maréchal se livre, après une interview, à une défense de sa stratégie, dans *Ce que j'ai vu au Maroc*.

32. Voir *L'aventure rifaine et ses dessous politiques* et lettre in *Le rêve d'Abdelkrim*.

33. En juin, après avoir laissé les tribus combattre, Abdelkrim lance l'offensive avec ses réguliers. Ses adversaires reconnaissent qu'il a agi en très fin stratège « *par une manœuvre concentrique de grande envergure* ». En juin, Lyautey reconnaît que la situation est très grave. Gabrielli s'inquiète vraiment (*in* Gabrielli, au retour de sa mission), après la défection des Tsouls et des Branès. Voir aussi le général Catroux, *Lyautey le Marocain, op. cit.*

34. Sur la mission de Gabrielli (24 juin, 2 juillet 1925), sa rencontre avec Abdelkrim et son rapport à Lyautey (p. 81-118), voir Gabrielli.

35. L'opération combinée sur Ajdir, proposée par Lyautey à Primo de Rivera le 25 juin 1925 (p. 295, t. 3, D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*) sera finalement exécutée par Pétain.

36. C'est le fameux rapport du 5 juillet, rapporté par le général Catroux et dont, écrit Rivet, on ne trouve pas trace dans *Lyautey l'Africain*. Lyautey se déjuge d'ailleurs le 9 donnant ainsi à Paris l'impression d'avoir perdu tout esprit de décision et toute fermeté de pensée.

37. Le rapport du général de Sérigny à Painlevé, après sa visite au Maroc, du 11 juin 1925, est contradictoire en ce sens qu'il considère à la fois le danger écarté et la stratégie de Lyautey nulle. Voir D. Rivet *Lyautey et le protectorat*.

38. Lyautey reconnaîtra d'ailleurs clairement s'être dérobé aux avances d'Abdelkrim et avoir refusé de traiter directement avec lui.

39. Hubert Jacques in *L'aventure rifaine* est formel à cet égard.

40. Il va aussi à Fès, en juillet 1925 « *pour relever le défi d'Abdelkrim* ». Daniel Rivet, t. 3, p. 139.

41. L'expression est rapportée par D. Rivet *in Actes du colloque* p. 110. Sur l'influence d'Abdelkrim au Moyen-Orient et au Maghreb, voir Mohamed Chérif, *La guerre du Rif et la Tunisie*, p. 456-471, in *Actes du Colloque*. Dans les mêmes, Rosalba Davico sur la Libye, Mohamed Ahmed Anis, *Abdelkrim et l'Égypte*, p. 398-401. Voir aussi Mohamed Zniber, *Abdelkrim et la lutte pour la libération nationale dans le Maghreb*, G. Ayache, *Les implications internationales*, p. 388, R. Montagne in *Politique étrangère et les débats parlementaires* au JO du 30 décembre 1925 qui en font mention.

42. Phrase rapportée par Ageron, in *Actes du colloque*, p. 155 et 292.

43. Sur la désinformation en France, voir Oved t. 1.

44. Sur les influences étrangères (allemandes, turques, anglaises, soviétiques, principalement) voir Henriette Celarié, *L'épopée marocaine, Ce que j'ai vu au Maroc*, Georges Legey et Roger-Mathieu dans l'introduction aux *Mémoires*. Également, *Le rêve d'Abdelkrim* et *L'étrange aventure rifaine*. Pour la majorité des journalistes, Anglais et Allemands sont confondus dans la même analyse.
45. André Marty dans *Les Cahiers du Bolchevisme*, 1er juillet 1927.
46. Sur Blum voir Isoart, Koulakssis et Ageron, *op. cit.* Voir aussi *Les motivations polico-idéologiques et leur impact sur les réactions de la gauche lyonnaise pendant la guerre du Rif*, contribution de Mohamed Kharchich dans une revue lyonnaise.
47. Discours de Briand, le 19 juin 1925 à la chambre, *Le rêve d'Abdelkrim*, p. 242-243.
48. *Le Matin du Sahara*, Casablanca, 9 février 1987, reproduisant des articles du Figaro des 25 juillet 1925 et 19 août 1925 : le Gouvernement français a décidé d'agir.

Chapitre 9

L'été de tous les dangers

Le débat descend alors dans la rue, avec la création par le Parti communiste français, le 14 mai, d'un comité d'action contre la guerre au Maroc. Ce n'est plus cette fois Doriot qui est en première ligne, mais Maurice Thorez, fils d'un mineur du Nord, fraîchement débarqué du Pas-de-Calais, après un stage à Moscou où Staline vient d'évoquer le Rif devant les étudiants de l'université des peuples d'Orient[1]. Il a 25 ans, un énorme dynamisme physique, beaucoup d'ambition, un certain charme brutal et un attachement forcené à la révolution russe. Cet homme providentiel de l'appareil amorce là une ascension très rapide qui le conduira à la tête du parti. Le comité groupe outre le PC, les représentants des douze mille membres des Jeunesses communistes, la CGTU, l'Association républicaine des anciens combattants, l'Arac, les comités d'unité prolétarienne, les organisations de femmes, et le groupe des intellectuels de *Clarté*, dirigé par Henri Barbusse. Tout est scientifiquement ciblé, selon une argumentation précise dont les principaux thèmes sont les milliers de morts et les millions engloutis depuis

1914-1918 dans les entreprises coloniales, les deux cent mille soldats en voie de mobilisation, fils d'ouvriers et de paysans, les conflits futurs en gestation dans les rivalités impérialistes, le pillage des banquiers et la misère du peuple de France. Autour des principaux mots d'ordre que sont la paix immédiate avec le Rif, la fraternisation des soldats français et des Rifains, la reconnaissance de la République rifaine, les associations de veuves, les gueules cassées, les comités d'intellectuels, se mobilisent dans des créneaux particuliers. Les femmes déclarent qu'elles « empêcheront leurs hommes de partir ». Les anciens combattants et les intellectuels creusent les thèmes pacifistes, les ouvriers sont incités à entraver le départ des troupes et des armes, au nom de la solidarité entre le prolétariat de la métropole et les peuples coloniaux opprimés. La Société des Nations est attaquée, car, contrairement aux autres alliés d'Abdelkrim, les communistes la voient « comme une association de malfaiteurs internationaux chargés de consacrer chacune des victoires remportées par les brigands impérialistes ». Tous les conflits de l'époque sont évoqués, la Syrie, la Chine, l'Indochine, lors de la mobilisation des travailleurs coloniaux. Des congrès ont lieu dans chacun des grands centres, comme Marseille, en mai, qui se terminent aux cris de « vive l'indépendance du peuple marocain[2] ». La main de Ho n'est pas loin. De Moscou, il est parti en Chine avec Borodine, le héros des « Conquérants » de Malraux, pour le Komintern.

La révolte des conscrits

Le 21 mai, six cents conscrits des 31e et 41e régiments d'infanterie, casernés à Paris partent de Reuilly pour le Maroc en criant : « À bas la guerre du Maroc, vive les Rifains » et en chantant l'Internationale[3]. 40 000 tracts

sont saisis le même jour chez Daugan, imprimeur du PCF à Paris, mais 120 000 ont déjà été distribués dans 45 garnisons militaires, comme les journaux la *Caserna*, la *Page de Jean Le Gouin*, le *Conscrit*, le *Libéré*, l'*Aviateur*. Au grand dam de la police, dans les rues, les gens fredonnent la triste histoire du jeune soldat qui croupit « Sous le soleil marocain » : « On crève de faim, de soif, et de misère – pourquoi, chez les Rifains, qui sont chez eux, aller porter la guerre – assez de ces luttes sans fin – les prolétaires là-bas n'y ont que faire – fraternisant, ils laisseront, enfin, le Maroc aux Marocains[4]. » L'*Humanité* salue le drapeau de la République du Rif. 1 108 000 tracts vont être distribués, 1 520 000 papillons collés aux arbres, aux barricades, aux pylônes, dans les gares, des inscriptions peintes sur les murs, 22 000 affiches mises en place. Les autorités invitent, par circulaire, à les lacérer et à arrêter les colleurs. De grands meetings sont organisés. Le premier, le 17 mai, réunit à Lunapark 15 000 personnes. Le 24 mai, 60 000 manifestent au mur des fédérés. Il y aura au total 82 meetings dans toute la France, en dépit des interdictions et des empêchements, notamment des municipalités socialistes[5]. Les élections municipales où le PCF présente des candidatures « coloniales », sont autant d'occasions de réunions contre la guerre. La grosse machinerie d'un PCF, même en perte de vitesse, se déclenche parallèlement aux campagnes d'adhésion et aux appels aux syndicalistes de la CGT.

Les analyses des événements manifestent une grande connaissance des faits : « Les Marocains, lit-on dans les *Cahiers du Bolchevisme*, ont chassé de chez eux les Espagnols et érigé le Rif en république indépendante. Depuis des mois, le Rif ne cesse de proposer la paix à la France... celle-ci a répondu en créant une agitation politique anti-rifaine dans les tribus où les Rifains vien-

nent se ravitailler. Puis, aux premiers incidents suscités par la politique du maréchal Lyautey, les avant-postes français ont été avancés. Les engagements militaires de tribus à tribus sont ainsi devenus des engagements militaires entre le Rif et la France. » Dans un long texte de dix-huit pages, publié dans la même revue, des arguments didactiques sont développés pour aider les militants : importance de la question marocaine pour l'unité syndicale, rappel de la conquête du Maroc, mensonges du gouvernement du Cartel, fortement incriminé comme étant « inéluctablement engagé jusqu'au bout dans le conflit », étude des diverses attitudes politiques, notamment de la droite et des républicains et, pour les communistes, des incitations, des conseils, les tâches à accomplir. Le Cartel est le principal accusé de la campagne communiste : « Il ne trouve pas un sou pour les réformes sociales, il est à la veille de la faillite, mais il débloque des fonds pour diriger des soldats vers le charnier marocain[n]. » Certains socialistes manifestent cependant contre la guerre tandis que les anarchistes se lancent dans la surenchère : ils auront également des militants arrêtés, mais, pour eux, il ne s'agit pas de défendre Abdelkrim : ils le voient comme un féodal et un apprenti dictateur. Des tracts sont envoyés, et d'ailleurs immédiatement saisis dans les trois pays du Maghreb. On en retrouvera à Fès, Meknès, Guercif, Settat. Doriot crée des groupes de choc.

La défaite annoncée

L'agitation s'amplifie si bien que le 11 juin, au Ve congrès de la IIIe Internationale, Zinoviev félicite le PCF de son haut degré de solidarité révolutionnaire et anti-impérialiste. Dans le discours qu'il prononce, il rappelle que Lénine avait prédit une guerre mondiale plus terrible

encore que la première, entre 1925 et 1928 et il en sent les prémisses dans : « cet acte de brigandage de la bourgeoisie française qu'est la guerre du Rif ». Il attaque le cartel des gauches, « les menchéviks français », traités de charlatans criminels, comme Renaudel qualifié de social-chauvin. « Les événements de 1907 au Maroc ont été, dit Zinoviev, les précurseurs de la Première Guerre mondiale, le Rif peut être le prélude à une autre conflagration internationale[7]. »

Le 18 juin, après de nouveaux débats dramatiques à la Chambre, entre 84 et 95 socialistes s'abstiennent lors du vote des crédits militaires supplémentaires pour le Rif (un seul l'avait fait au précédent vote). Attaqué également sur sa droite, le cartel des gauches commence à se disloquer[8].

Paul Painlevé va au Maroc[9]. C'est un voyage décisif, un tournant de la guerre. Il inspecte, avec Lyautey, un front qui est en train de craquer de toutes parts et où Abdelkrim vole de victoires en victoires, entraînant dans la dissidence les grandes tribus des Tsouls et des Branès, enlevant de nouveaux postes français, 43 sur 66, enregistrant la défection de goumiers qui rejoignent ses rangs. Les villages sont pilonnés par les bombardements[10], mais les Rifains résistent. Le président du conseil en tire la conclusion que la stratégie des colonnes mobiles de Lyautey, si elle a été efficace durant la pénétration coloniale, est inadaptée à la guerre totale livrée par les Rifains. Déjà circonvenu par l'état-major et par Pétain qui s'indigne (« le prestige de la France est ébranlé ! ») il n'a plus aucun scrupule à changer de tactique. C'est décidé, le maréchal, inspecteur général des armées, aura carte blanche et tous les moyens qu'il demandera. Ce sera, comme il le réclame, une guerre totale, à l'européenne. Les plans inspirés de la Première Guerre mondiale vont

dès lors prévaloir avec des dizaines de divisions, des chars, de l'artillerie, des avions, des canons[11], tout ce que l'on a toujours refusé de donner à Lyautey. Et à celui-ci qui réitère ses demandes de renforts, Painlevé répond sèchement qu'il n'a plus que « trois bataillons de Malgaches » à lui offrir ! Lyautey est dépossédé des opérations militaires. On nomme, à la surprise générale, le général Naulin qui doit dépendre directement du ministère de la Guerre pour lui succéder. Le résident y a sans doute, toutefois, poussé en sous-main : il sait son successeur secrètement acquis à ses vues. Il laisse donc faire.

Painlevé modifie aussi substantiellement son discours. À Fès, il déclare lors d'une réception : « La force de la France se déploiera pour que la barbarie recule. » Dès son retour à Paris, le 23 juin, il fait le bilan devant la Chambre. C'est, dit-il, Abdelkrim qui a attaqué, « entouré du soutien des représentants de toutes les ambitions, de tous les mécontentements et de toutes les aventures ». Zinoviev n'a-t-il pas déclaré : « Avec notre appui, Abdelkrim créera de graves complications à la France. C'est un des atouts les plus importants que nous possédions et nous l'utiliserons ? » Or, « la France défend au Maroc, la civilisation européenne[12] » et Painlevé de prôner une « nécessaire relève des troupes pour faire face dans ce pays harassant ». Quant à Briand, il revient sur les officiers turcs, et les armes anglaises. Painlevé ne dit pas que tout est déjà décidé, que l'offensive est en cours de préparation avec les Espagnols. Pour complaire aux socialistes, il promet la paix, après avoir assuré la sauvegarde des droits de la France, et l'autonomie du Rif. Aussitôt, les vingt-six députés communistes déposent un ordre du jour invitant la Chambre à prendre acte des déclarations du gouvernement impliquant la reconnaissance du Rif, l'arrêt immédiat des hostilités et l'ouverture de pourpar-

lers avec Abdelkrim. Painlevé refuse et obtient la confiance pour « conduire des négociations avec l'Espagne vers une solution qui concilie le respect des traités internationaux, le libre développement des populations rifaines et le voisinage pacifique avec la France », par 494 voix pour, 31 contre (les communistes et quelques socialistes) et une quarantaine d'abstentions radicales et socialistes.

Mais ces négociations sont déjà commencées depuis le 27 juin. Elles vont durer trente-huit jours, jusqu'au 25 juillet.

Elles ont peu à voir avec les déclarations rassurantes de Painlevé et le mandat qu'il a obtenu de la Chambre. Les premiers accords signés, et non divulgués, paraissent anodins : ils concernent la surveillance terrestre et maritime, le contrôle des armes, et les propositions conjointes à faire aux tribus. Mais ce qui est vraiment et longuement discuté est essentiel : ce sont les opérations militaires combinées, leur timing, le blocus, un débarquement espagnol dans la baie d'Ajdir, les jonctions respectives des deux armées et leurs dates (la moindre avance est précisée dans les moindres détails), les liaisons opérées entre les états-majors, les opérations de police, la collaboration en matière de renseignements. Les deux pays prévoient même les lendemains de l'offensive : neutralité de Tanger, sort du pays Zeroual (il sera en partie remis à l'Espagne, ce qui est le principal désaveu de Lyautey), les mouvements de troupes françaises dans la zone espagnole (arrivée, cantonnements, départs), la circulation entre les zones, etc. Dans la foulée, les deux pays règlent les problèmes pendants qui ont empoisonné leurs relations : délimitation ultérieure de la frontière, statut des écoles espagnoles au Maroc, situation des pères franciscains, etc. Chacun fait des concessions : ainsi l'Espagne abandonne tout projet d'investissement avec les Anglais à Tanger. Mais, surtout, il est décidé de ne pas conclure

de paix séparée au Rif, ce qui a pour premier effet de rompre les pourparlers hispano-rifains, tandis que la presse française crie à l'intransigeance d'Abdelkrim quand le yacht d'Etchevarietta reprend pour la dernière fois la mer, le 22 juin.

Tout cela restera longtemps secret. Ce qui est mis en avant ce sont de vagues promesses d'amnistie, de remise respective des prisonniers et d'autonomie rifaine, sans garantie aucune et sous la tutelle de l'Espagne[13].

Le vent commence-t-il à tourner ? Abdelkrim en a-t-il conscience ? Il le semble, puisqu'il ne répond pas, le 16 juillet, à un télégramme d'Etchevarietta. Le 24, Gabrielli, rien moins qu'enthousiaste, se voit chargé d'une mission officielle. Il doit aller à Melilla, et, avec un délégué espagnol, Francisco Marin, tenter de remettre officiellement ces conditions de paix franco-espagnoles à Abdelkrim. Lui qui a toujours caressé l'espoir d'un arrangement particulier de la France au Rif comprend d'emblée, à la lecture du document qu'on lui remet, qu'il va vers l'échec. On lui demande de convaincre les Rifains d'accepter une autonomie compatible avec les traités internationaux, la remise réciproque des prisonniers, une amnistie depuis 1921. Les secteurs qui doivent rester occupés directement par l'Espagne sont bien précisés, mais il n'est rien dit de l'autonomie sinon qu'elle pourrait s'appuyer sur la liberté commerciale. D'indépendance, il n'est pas question[14].

Pourtant, l'Émir n'est pas vaincu, loin de là. Ses troupes encerclent toujours Fès comme Ouezzane et menacent Taza où l'angoisse est très forte. Les puissances sont même convaincues que Tanger est prête à lui tomber dans les mains[15] !

Mais Abdelkrim sait bien que le sort des armes ne peut seul régler la question. Aussi, il relance Huot pour

évoquer la question des prisonniers qu'il a toujours laissée pendante et il multiplie les appels à l'aide. Il écrit à Abderrahmane el Korchi, caïd des caïds de Rabat, aux fquihs et cadis de Fès par l'intermédiaire de Guennani et El Iraqui : « Nous comptons sur vous pour approuver la guerre sainte que nous prêchons et n'oubliez pas que si vous êtes des prisonniers, nous ne le sommes pas et nous disposons de forces nécessaires pour chasser les Infidèles de tout le pays », à Ben Djilali, professeur à la Qaraouyne, aux grands caïds du sud, y compris le cheikh Ma el Ainin, pour les inciter à se soulever (ce que certains feront, mais d'autres conseilleront à Abdelkrim de prendre Taza[16]). Il lance un appel à tous les musulmans du Maroc : « Je ne cherche pas le pouvoir, ni à m'asseoir sur le trône du Maroc, mais je veux chasser l'ennemi de la terre des Musulmans et accomplir des réformes autant matérielles que morales. Nous serons les premiers à appuyer le sultan s'il secoue le joug de la protection et de l'esclavage. » Mais à l'exception de quelques réactions isolées, les appels de l'Émir ne rencontrent que le silence[17].

Le Riff Committee

Sauf à Londres. Sentant le danger qui menace l'Émir, malgré ses actuelles victoires, le capitaine Gordon Cannings, du 10e hussard, crée à Londres, le 4 juillet, au 18 feathrestone buildings, High Holborn, le Riff Committee. Gordon Cannings est un personnage très curieux. Les photographies le montrent grand, dégingandé même, un peu timide et gauche, avec un visage sensible et vulnérable. Mais il est animé de sincères convictions et d'une grande détermination. Avec cet organisme qui semble avoir été soutenu par l'Internationale socialiste, il veut

assurer une compréhension bienveillante de la lutte des Rifains, leur faire reconnaître un statut de belligérants et donc pouvoir leur porter une assistance médicale et chirurgicale ouverte afin d'« adoucir les souffrances des combattants, des femmes et des enfants victimes des bombardements ». Dans cette organisation à vocation humanitaire figurent les hommes d'affaires Gardiner et Barry, en relation avec Hackander, lui-même lié aux frères Manesman, Arthur Fiedl, Graham et Cunnygham, qui seraient, selon les services français, des sympathisants communistes. Le gouvernement français dénonce immédiatement les intérêts financiers et politiques qu'il voit sous ce comité. Effectivement, sous couvert humanitaire, Gordon veut aider diplomatiquement et politiquement l'Émir rifain devenu son ami. Depuis 1924 il a bien mesuré les dangers de la situation, ses prévisions se sont avérées justes. Désormais, il ne voit plus de salut que dans la Société des Nations, non pas comme son ami Gardiner, pour faire prévaloir et homologuer ses concessions minières, mais pour tenter de faire inclure le Rif dans les minorités justiciables d'un recours à la SDN.

Après son équipée de 1924 avec Gardiner, Gordon revient au Rif durant l'été 1925, sous couvert de la Croix-Rouge et après en avoir demandé l'autorisation aux autorités françaises qui la lui accordent. Il est ainsi muni d'un sauf-conduit du capitaine Schmidt. Apporte-t-il des médicaments ? Il n'en est pas fait mention. On sait qu'il voit, à deux reprises, M'Hammed, et sans doute aussi l'Émir, auquel il n'a sûrement pas caché ses craintes, insistant à nouveau sur le fait que les Rifains doivent se contenter des avantages arrachés aux Espagnols et s'entendre à tous prix avec la France avant qu'il ne soit trop tard. Abdelkrim l'a sûrement écouté, à défaut de l'entendre vraiment, puisqu'il le nomme son représentant à l'étranger, et puisque Gordon accepte de transmettre les condi-

tions de paix rifaines à Paris afin de stopper l'engrenage fatal. Il a bien conscience qu'il s'agit d'une mission de la dernière chance. À cette époque, le capitaine anglais peut difficilement ignorer que son gouvernement est en train de basculer : « Il n'est pas possible, dit-on de plus en plus à Londres, de s'opposer ouvertement à la France et à l'Espagne, sous peine de s'exposer à des troubles semblables dans l'empire colonial britannique et de se faire accuser de violation flagrante de l'acte d'Algésiras. » Sans pourtant, en principe, savoir que son propre gouvernement va saboter ses efforts, Gordon Cannings se rend en juillet dans la capitale française. Briand refuse de le recevoir, mais Doriot répercute à la Chambre ses propositions, notamment que la rive nord de l'Ouergha soit la limite de l'État Rifain. L'*Humanité* les publie, le *Quotidien* (socialiste) évoque à plusieurs reprises la mission du capitaine anglais et ses initiatives[18].

Condamnez-vous la guerre ?

À Paris, au même moment, la déclaration d'Henri Barbusse dans l'*Humanité* et dans divers journaux met en émoi le monde intellectuel[19]. Le groupe surréaliste, les gens de *Clarté*, le groupe *Philosophies* et diverses personnalités du monde de l'édition, de l'art, des lettres, dont Romain Rolland, Anatole France, la journaliste Séverine, au total cent cinq personnes (qui deviendront par la suite 170), signent cet appel « aux travailleurs intellectuels : Oui ou non, condamnez-vous la guerre ? ». De connotation largement pacifiste, ce texte s'adresse « pardessus les disputes passionnées des partis politiques, à l'opinion publique et au gouvernement de la République, pour qu'il arrête immédiatement l'effusion de sang » et à la Société des Nations pour qu'elle « justifie son

existence par une intervention urgente en faveur de la paix ». Il dénonce les iniquités, la censure, la politique du fait accompli, la diplomatie du secret et condamne fermement cette « aventure ruineuse, stérile, toute pleine de nouveaux conflits éventuels, qu'est la guerre du Rif » : « Émus et révoltés par les atrocités commises de part et d'autre sur le front de l'Ouergha, nous constatons qu'elles sont inhérentes à toutes les guerres et que c'est la guerre qu'il faut déshonorer... Nous proclamons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il ne peut y avoir de droits acquis contre la volonté des opprimés. » D'autres appels vont être lancés. Dans une lettre ouverte aux intellectuels, le ton est plus dur, il est fait référence à la honteuse alliance sacrée de 1914, aux horreurs de la conquête et au combat d'Abdelkrim, champion de l'Islam. Un débat s'ouvre, d'où se dégage un consensus en faveur de la paix, mais dans la ligne d'un humanisme vague. Car la primauté du PCF dans la campagne contre la guerre gêne certains intellectuels comme Mauriac qui condamne « les desseins de Moscou ». Un contre-manifeste groupant deux cents signatures et intitulé « les intellectuels aux côtés de la patrie » est publié dans le *Figaro*. L'enjeu de la question coloniale s'affirme au plan intellectuel. La passion surréaliste jette de l'huile sur ce feu, notamment lors d'un mémorable banquet à la Closerie des Lilas. Pour avoir insulté des notabilités, renversé des assiettes et crié « Vive les Rifains », toute la fine fleur du groupe de Breton se retrouve au commissariat[20]. « Nous souhaitons, écrivent les surréalistes à Claudel, de toutes nos forces, que les révolutions, les guerres et les insurrections coloniales viennent anéantir cette civilisation occidentale dont vous défendez jusqu'en Orient la vermine, et nous appelons cette destruction comme l'état de choses le plus acceptable pour l'esprit. »

Un contexte de croisades

Le PCF lui, déclare « la guerre à la guerre » et « aux abattoirs capitalistes », dans des congrès, par un nouveau comité d'action de cent vingt-cinq membres contre la guerre du Rif, de Syrie et les impôts Caillaux. « Un million de travailleurs, dit Paul Vaillant-Couturier, demande l'évacuation militaire du Maroc[21]. » Quelques milliers de socialistes suivent. Le 28 juillet, les organisations socialistes françaises, espagnoles, et anglaises demandent la publication des conditions de paix remises à Abdelkrim et des négociations sous contrôle international. Le mot d'ordre est l'indépendance du Rif. Les marins du *Courbet*, du *Paris*, du *Provence* et du *Strasbourg*, ancrés en rade de Tanger, refusent l'appareillage pour aller bombarder les positions rifaines. Le début de mutinerie est stoppé par des condamnations au bagne de Toulon[22]. Doriot tente d'aller au Rif avec une délégation de la CGT et de la CGTU pour porter à Abdelkrim la solidarité des travailleurs français. Ils sont pourchassés par la police, de Bougie à Oran et finissent par se réfugier à Port Say, chez Daniel Bourmancé, depuis longtemps en liaison avec Doriot puisque depuis longtemps convaincu que seul le PC était en mesure de contrecarrer les menées anglaises au Rif. Gabrielli, favorable à une telle visite qu'il espère dissuasive de part et d'autre, aussitôt alerté, se précipite chez Lyautey pour obtenir, en vain, des laissez-passer. Déjà des militants et des journalistes communistes avaient été arrêtés en juin en Algérie, Pierre Ferrand de l'*Humanité*, un syndicaliste de Sidi Bel Abbès, en tentant de passer la frontière avec des travailleurs rifains revenant d'Oranie[23].

La répression s'organise[24] : perquisitions, procès, saisie de matériel de propagande, chasse aux chanteurs ambulants. Le ton se durcit. À la Chambre, certains députés demandent l'arrestation de tous les dirigeants du PCF et

le Sénat adopte à la quasi-unanimité un ordre du jour demandant que soit réprimée l'excitation contre l'armée et la patrie. Painlevé est de plus en plus clair : non, la politique du gouvernement ne vise par l'indépendance du Rif, « de ces populations obscures », dont il fustige « la barbarie », « qui diffèrent de nous par la couleur de la peau, et qui, ayant tout à apprendre de l'Europe, n'en menacent pas moins la civilisation européenne ». Dans la presse, Abdelkrim est de plus en plus traité de « canaille » et même « d'animal nuisible[25] ». Les Druzes se sont révoltés, l'émir Khaled vient d'arriver en France pour réclamer des réformes en Algérie, les Indochinois s'agitent, l'Italie, qui intervient militairement en Éthiopie, fait dire qu'elle craint les répercussions du Rif en Tripolitaine, la Société des Nations commence enfin à s'émouvoir, il faut mettre un terme à tout cela. Bolchevisme, panislamisme, kémalisme deviennent autant de menaces que d'insultes dans un contexte de Croisades[26]. Certains socialistes continuent à exprimer publiquement leur inquiétude et leur désarroi, mais de plus en plus nuancés : « La France a des droits au Maroc par le fait même qu'elle est en Algérie... Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée et de la civilisation française... Nous admettons le droit, et même le devoir, des races supérieures d'attirer à elles ceux qui ne sont pas parvenus au même degré de culture », dit notamment Léon Blum[27]. Le 9 juillet, les socialistes refusent de voter l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 183 millions de francs, somme qui est quand même débloquée. La veille, Pétain et Steeg, l'un et l'autre futurs chefs de l'armée et résident, mais non encore nommés, se rendent à Algésiras pour conférer avec Primo de Rivera et le général San Jurgo. Le plan militaire se précise.

Le 13 juillet, Painlevé fait officiellement appel à Pétain qui va au Maroc reconnaître les lieux et prendre en charge ouvertement le déroulement de la guerre[28]. Lyautey garde encore la gestion civile. Puis le maréchal rencontre, officiellement cette fois, Primo de Rivera à Tétouan[29].

Pendant ce temps Lyautey continue à faire face à l'avance des troupes rifaines sur la route de Tanger à Kénitra qui menacent la plaine du Gharb. Les militaires français donnent « cet ennemi de premier ordre au combat » gagnant, la presse se remplit de l'annonce de la défaite. Les troupes françaises, épuisées par la dysenterie et le paludisme sont harassées. Lyautey écrit au gouvernement qu'il faut reconnaître l'indépendance rifaine, sous condition d'allégeance au sultan.

Les conditions rifaines

Abdelkrim aurait-il donc gagné la seconde manche ? Mais comme en 1921 devant Melilla, il n'a pas pris ni Ouezzane, ni Taza, ni surtout Fès qu'il menaçait. Pourquoi ? On a dit qu'il avait déjà nommé par anticipation son ami Abdelaziz Lahlou gouverneur de la ville sainte. Non seulement il s'est toujours défendu d'avoir voulu prendre la ville, mais encore il fait reculer ses troupes sur une position défensive à cinquante-six kilomètres de la cité et réactive le front espagnol, relativement en sommeil depuis 1924, ce qui disperse ses forces. Fait-il la même analyse que devant Melilla ? craint-il un piège ? n'est-il pas plus sûr des fassis qu'il ne l'était des Guelaia de Melilla ? Si la question reste ouverte, il semble que la réponse soit assez claire. Abdelkrim est remarquablement fidèle à sa ligne de départ et à ses déclarations constantes : il ne veut que l'indépendance du Rif et des Djebalas, donc il n'envisage à aucun moment de sortir

des limites qu'il a assignées à son État et il pense même que sa modération peut être un point en sa faveur dans les négociations qu'il s'efforce de relancer avec la France. À l'époque, c'est uniquement de cela qu'il semble se soucier. Il reconnaîtra, en 1956 au Caire, devant le journaliste Jean Wolf que ce fut l'« erreur de sa vie[50] ». Walter Harris, dont le double jeu semble être constant, écrit dans le *Times* qu'Abdelkrim est prêt à négocier à la condition qu'avant d'entamer toute conversation, il reçoive l'assurance que l'indépendance du Rif sera proclamée[51].

Campé militairement et diplomatiquement sur des positions défensives, Abdelkrim décide désormais de refuser tout intermédiaire d'un moindre niveau, Etchevarietta, Gabrielli, Marin, les deux derniers patientant à Melilla pendant un mois en vain puisque mandatés par Paris et Madrid pour aller porter à l'Émir les véritables conditions de paix franco-espagnoles. Parallèlement, il fait mener par ses amis une active campagne de presse dans le monde entier, *Al Siassa*, du Caire, la *Wesminster Gazette*[52], le *Quotidien*, l'*Humanité*, le *Sedodnia* de Riga, le *Chicago Tribune*, au service de ses propres conditions de paix : l'État du Rif serait reconnu et garanti par la SDN, Abdelkrim recevrait le titre d'Émir, les tribus reconnaîtraient la suzeraineté du sultan, les Djebalas seraient incorporés au Rif, la rive nord de l'Ouergha serait la frontière de l'État rifain, l'Espagne conserverait Ceuta et Melilla avec leurs défenses et les mines de fer au sud de Melilla, les Rifains garderaient une armée à effectifs limités, et feraient appel à la France, à l'Espagne pour leur développement, avec l'aide d'un emprunt garanti par la SDN, Abdelkrim cesserait sa propagande dans le Maroc sous protectorat français et en retirerait tous ses agents, un tiers des prisonniers français et espagnols seraient rendus moyennant rançon. Ce sont ces mêmes conditions que Gordon Cannings, le

comité panislamique de Berlin, et, dit-on, le Komintern, auraient conseillées à l'Émir et s'activent alors à propager partout. Entre autres arguments avancés, le fait qu'en 1923 la France avait officiellement prodigué des encouragements à M'Hammed lors de son voyage à Paris.

Mais les événements se précipitent. Moulay Youssef a bien compris les enjeux entre Paris et Rabat, Pétain et Lyautey. Sorti de sa réserve, il va visiter le front. Puis il prescrit la levée des mehallas chérifiennes placées sous l'autorité de son frère, El Mamoun, récemment nommé Khalifa de Fès. Officiellement, alors que le Sénat français lui adresse ses vœux, il appelle ses fidèles à s'enrôler contre « l'imposteur ». Des contingents arrivent des Zaiers, des Zaianes, des Zemmours, de la Chaouia, de Fès, de Sefrou, et surtout de Marrakech, envoyés par le Glaoui, tandis que les premiers renforts débarquent de France. « Débarrassez le Maroc de ce rebelle », dit le sultan à Pétain[53], qui, lui, fait référence à Bugeaud et surtout à sa doctrine, réponse à la peur de l'insurrection tapie dans l'inconscient du colonialisme. Bugeaud est un symbole et un révélateur[54] : la référence est importante. Le Sénat français, sous les applaudissements, condamne unanimement « les menées communistes qui entravent l'action de nos braves soldats[55] ». Les dés sont-ils jetés ? Londres bascule définitivement et instaure un blocus sévère de la côte rifaine en collaboration avec les forces françaises et espagnoles. « Les Anglais ont retourné leur veste » commentera brièvement Abdelkrim par la suite[56]. Il convoque à Ajdir le conseil de guerre rifain. Il y aurait eu plusieurs débats dramatiques entre les partisans de la négociation et ceux de l'attaque qui, une nouvelle fois, finissent par l'emporter. Abdelkrim a-t-il compris ce qu'il allait devoir affronter ? a-t-il vraiment pris la mesure du danger ? Il ne le semble pas, puisque, jusqu'au bout il tentera de cas-

ser le front commun de ses ennemis. Il n'a visiblement pas compris qu'une époque était terminée. Maintenant il va résister, il va tenir. Cela, il sait le faire, mais il sait aussi que ce n'est plus suffisant. Il avait dit à plusieurs reprises : « Nous lutterons jusqu'à la mort. » Le moment est venu.

NOTES

1. Sur les discours de Staline, voir Abdallah Saaf, *Écrits marxistes sur le Maroc, op. cit.*
2. Sur la campagne communiste, références précédentes, notamment Oved, Galissot, Ageron.
3. Sur la révolte des conscrits, Oved, t. 1, p. 454, notamment le tract aux camarades soldats dans *l'Avant-Garde* du 1er octobre 1924, cité par Ageron, dans *L'enfance du PCF, op. cit.*
4. Sur la chanson, Oved, également tous les ouvrages sur l'anti-colonialisme.
5. Meetings fidèlement recensés dans Oved, t. 1.
6. Texte du 21 juin 1925, publié dans *Les Cahiers du Bolchevisme* n° 22, sous la signature d'André Marty, et le titre « *Le parti français devant la guerre* », 1er juillet 1925. Cité dans Ageron, *L'enfance du PCF, op. cit.*
7. Ce discours est prononcé le 11 juin 1925 à Moscou. Voir *Écrits marxistes sur le Maroc*. Il est cité dans le bulletin des étudiants UNFP pour le cinquantenaire de la République du Rif, ronéoté, Paris, 1973.
8. Sur le vote socialiste, voir Koulakssis, Isoart, *Actes du colloque* et Oved. Les débats traitent, en fait, de la légitimité coloniale et d'Algésiras.
9. Lors de ce voyage, du 10 au 14 juin 1925, Painlevé s'accroche avec Lyautey, voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, t. 3, p. 298.
10. Sur les bombardements, effrayants contre des souks et Chaouen, le 10 septembre 1925, voir D. Rivet, t. 3, et, sur les combats, voir *Histoire de l'armée française* de Clayton, *op. cit.*
11. Avec Pétain, la guerre change d'échelle, estime le général Catroux, *Lyautey le Marocain, op. cit.* Oved, t. 1, p. 199, reconnaît que la guerre du Rif met à l'épreuve les doctrines coloniales.
12. Sur les discours de Painlevé au Maroc et à la Chambre, voir Oved, Isoart, in *Actes du colloque* et Mohamed Kharchich, *La France et la guerre du Rif*, Université Lumière, Lyon 2, 1989. Abdelkrim est un fanatique musulman, déclare le président du conseil, et, en face de lui, il y a la France, « *soldat de la civilisation* ».
13. Sur les négociations avec l'Espagne en juin-juillet 1925, voir Hubert Jacques, *L'aventure marocaine et ses dessous politiques*, p. 179, *Le rêve d'Abdelkrim, op. cit.* Le texte entier des propo-

sitions est également publié en annexe, dans Gabrielli. Il est signé de Malvy et de Jordana

14. Sur le rejet par Abdelkrim des conditions de paix franco-espagnoles voir JO, débats parlementaires du 31 décembre 1925. Egalement *Le rêve d'Abdelkrim*, p. 248. Voir aussi Gabrielli et Roger-Mathieu, in *Les mémoires*.

15. Sur l'importance d'Abdelkrim à Tanger, voir Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 42.

16. Lettre d'Abdelkrim aux Marocains, in *L'aventure rifaine*, p. 103-195. Il y déclare être un des premiers combattants de la guerre sainte. Texte également publié dans Attilio Gaudio, *Guerres et Paix au Maroc*, *op. cit.* Lettres du 30 juin 1925 aux cadis Guennani et el Iraqui de Fès : « *Malheur à tous les Marocains qui voudraient se rallier à la cause des Infidèles pour nous faire la guerre. Nous voulons chasser la France et l'Espagne du Maroc.* » De la même date, lettre à Ben Djilali, professeur à la Qaraouyne : « *La France est anéantie et dévastée par la guerre. Elle est tombée sous la férule américaine. Je veux l'expulser du Maroc ainsi que l'Espagne.* » Lettre à Si Abderrahmane El Korchi, cadi des cadis de Rabat : « *Je suis décidé à causer aux Français le plus de mal possible, malheur à celui qui leur viendra en aide. La France est une nation tyrannique et injuste, anéantie et ruinée.* » Ces lettres publiées dans Henriette Célarié, *L'épopée marocaine*, p. 146, *op. cit.* Voir aussi Crémadillis, in *Actes du colloque*, discussions, p. 140.

17. Sur le silence marocain, voir Youssoufi et Laroui dans les *Actes du Colloque*. Par contre D. Rivet, *in Lyautey et le protectorat*, p. 290, t. 3 estime que la victoire d'Abdelkrim a fait flancher de nombreux chefs du Sud, dont El Ayadi, le Goundafi et même un neveu du Glaoui, qui prennent alors leurs distances avec le protectorat.

18. Sur le Riff Committee voir Roger Mathieu, Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 52-53 et, Maria Rosa de Madariaga, in *Actes du colloque*, p. 334. Gordon dans une lettre à Briand, de décembre 1925 déclare : « *Je n'ai aucun intérêt dans les concessions minières du Rif.* » Cité par le bulletin des étudiants de l'UNFP. Sur la mission de juillet 1925 de Gordon Cannings, voir *Le rêve d'Abdelkrim* et *L'étrange aventure rifaine*. Sa lettre du 24 juillet est ensuite publiée par *l'Humanité* (170 000 exemplaires) et par le *Quotidien*, organe des socialistes (280 000 exemplaires). Voir aussi Oved t. 1. La lettre est également reproduite dans le bulletin des étudiants de l'UNFP, *op. cit.*

19. Voir sur tous ces appels, voir la collection de *Clarté* à l'Imec, et les livres sur l'anticolonialisme qui reproduisent tous ces manifestes et publient les listes de leurs signataires, notamment *Les anticolonialistes*, p. 259 à 264. Voir également Oved, t. 1. Ainsi Victor Barush écrit à Henri Barbusse : « *Notre sympathie ne devrait-elle pas être tout entière avec des hommes qui défendent leur sol et leur subsistance.* » Oved, t. 1.

20. Voir Maurice Nadeau, *L'histoire du surréalisme*, *op. cit.*

21. Textes dans Oved, t. 1 et dans Maria Rosa de Madariaga, in *Actes du colloque*, p. 331. Pour les autres textes publiés, voir inédits de Gallissot, *op. cit.*, le manifeste du Comité central du PCF aux ouvriers et paysans de France et des colonies du 22 mai 1925, in *La brochure des étudiants de l'UNF*. La circulaire du CC du PCF invitant les secrétaires de section à faire appel aux syndicats confédérés et aux socialistes et à constituer des comités d'action contre la guerre figure dans Oved t. 1. Les résolutions du congrès ouvrier de la région parisienne du début juillet sont dans la brochure des étudiants de l'UNFP, ainsi que l'appel du comité central du 20 juillet 1925.

22. Sur la révolte des marins, voir Gallissot, Oved, et les livres sur l'anticolonialisme.

23. Sur Doriot au Rif, voir Gabrielli.

24. Détails très précis de la répression, in *Oved*, t. 1.

25. Critiques acerbes dans *L'ère Nouvelle* du 11 juin 1925, et dans *l'Écho de Paris*, signées par le général de Castelnau, le 16 juin. Cité par D. Rivet, p. 257, t. 3, *Lyautey et le protectorat*. Également dans Ch. R. Ageron, *La presse française devant la guerre du Rif d'avril 1925 à mai 1926*, ROMM, Marseille, 1977.

26. La charnière entre Londres et l'Islam était Berlin, écrit Rosalba Davico, p. 271, des *Actes du colloque*.

27. Sur les discours de Blum, voir Isoart et Ageron, dans les *Actes du colloque*. Également Koulakssis.

28. Sur le voyage de Pétain au Maroc en juillet 1927, voir D. Rivet qui estime qu'il voit clairement le problème militaire, p. 294 et suivantes, t. 3, *Lyautey et le protectorat*. Voir également G. Ayache, les *Implications internationales*.

29. Sur les entretiens Pétain-Primo de Rivera des 28 juillet et 21 août 1925, voir D. Rivet, *Actes du colloque* et également *Histoire du Maroc* de Cambon. Alphonse XIII dit à Jules Cambon le 29 mai

1925 que les vies espagnoles et françaises sont plus précieuses que les vies rifaines.

30. Jean Wolf, *La vérité sur le protectorat, op. cit.*

31. Voir *Le rêve d'Abdelkrim, op. cit.*

32. *Westminster gazette* du 10 septembre 1925.

33. La phrase de Moulay Youssef, qui s'était rendu préalablement à Fès asseoir son autorité religieuse, figure dans un rapport de Pétain à Briand. Elle est reprise par le colonel Laure, *La victoire franco-espagnole dans le Rif*, Plon, Paris, 1927, par D. Rivet et par H. Celarié, in *L'épopée marocaine*, entre autres.

34. Bugeaud avait détruit Abdelkader, le symbole est important

35. *La dépêche*, 3 juillet 1925.

36. In *Les Mémoires*.

Chapitre 10

L'orage gronde sur le Rif

L'offensive française commence dès le début du mois d'août. 77 bataillons, 28 escadrons, 31 batteries, 17 compagnies de génie, 36 compagnies de chars, des aéropostiers, des pionniers, soit plus de 100 000 hommes, assistés par 400 000 supplétifs marocains et 16 escadrilles aériennes attaquent sur un front de trois cents kilomètres qui va d'Ouezzane, près de l'océan Atlantique à la Moulouya, près de la frontière algérienne. L'aviation pilonne par des « bombardements puissants, larges, étendus et continus » : les appareils sont si nombreux que les Rifains les appellent les « mouches ». Les canons tonnent. Les chars se fraient péniblement un passage dans les collines, écrasant l'armée rifaine retranchée[1]. Abdelkrim résiste, il menace même la route de Tanger à Kénitra et donc la riche province à blé du Gharb où sont installés des colons français. Solidaires des Rifains, les paysans incendient les fermes du prince Murat et de la famille de Jean de Vilmorin. Les colons prennent les armes. Des villages sont incendiés près du Loukkos. La terre flambe, attisée par la sécheresse : il fait 56° au soleil. Le 10 août, l'armée française proclame

par communiqué : « Nous avons été attaqués à l'improviste par l'ennemi le plus puissant et le mieux organisé que nous ayons jamais rencontré au cours de nos opérations coloniales. » Abdelkrim, lui, adresse une proclamation aux « nations civilisées » : « Il est temps que l'Europe, après avoir affirmé sa volonté de défendre la civilisation et d'élever l'humanité, mette en pratique ses nobles principes, qu'elle se lève pour défendre les humiliés, contre les agresseurs, qu'elle soutienne les droits des faibles face aux puissants. » Mais, constate-t-il, amer, « elles viennent civiliser avec des aviateurs, elles tuent des êtres sans défense, dans l'impunité ». La première jonction française avec une armée espagnole d'également 100 000 hommes, dont 40 000 Régulares, se fait le 11 août : les généraux Riquelme et Freydenberg se rencontrent sur la frontière ouest. Le front d'Ouezzane est stabilisé. Trente-cinq bataillons français encerclent les massif du Srar, de l'Amergan et du Tamdert pour réduire les Tsouls et les Branès, du côté de Taza, une région très sauvage, de ravins, de pentes vertigineuses où Abdelkrim a fait édifier des tranchées depuis les vallées jusqu'aux sommets.

Une impressionnante armada

Les combats sont très rudes. Il y a tellement de troupes, puisque chaque jour des renforts débarquent et sont jetés sur le front, que l'avance française est irrésistible. C'est un vrai rouleau compresseur qui construit sa propre infrastructure routière et même ferroviaire et utilise d'énormes stocks d'armes provenant de la Première Guerre mondiale. « L'intervention massive de notre artillerie lourde, les bombardements aériens et l'appui des chars de combat sont nécessaires pour vaincre la résistance ennemie » écrit Hubert Jacques. Les Tsouls et les Branès demandent

l'amman. Les conditions françaises sont celles, habituelles, de Lyautey : fortes amendes en argent et en bétail, corvées, restitution des armes, otages, enrôlement dans l'armée française. Il y a aussi des exécutions sommaires, des déportations, des pressions psychologiques. Les notables ralliés comme le caïd Medboh qui commandent des détachements de tribus et utilisent les méthodes rifaines contre les Rifains, sont comme les goums et les régiments indigènes, systématiquement mis en avant. Abdelkrim tente de couper la voie ferrée Algérie-Maroc à Taza et détruit les lignes télégraphiques entre Fès et Taza pour opérer la jonction avec les autres tribus dissidentes de la région ou celles qu'il tente de soulever. Mais les Français progressent à partir de la trouée de Taza et, le 21, atteignent l'ancienne ligne des forts établis par Lyautey en 1923-1924. Au fur et à mesure de la progression des troupes, précédées par les chars et les bombardements (73 avions vont déverser plus de 1 000 tonnes de bombes sans compter les gaz asphyxiants que le chimiste allemand Stoltzenberg produit dans une usine de Melilla, 18 000 coups de canons sont tirés contre un seul massif montagneux), les villages sont incendiés et détruits. Il s'agit de terroriser la population, d'anéantir ses ressources. Les souks sont spécialement attaqués, les troupeaux razziés et vendus à vil prix. Tous les livres militaires français de l'époque décrivent les fantastiques moyens mis en œuvre, dont le coût sera plus tard estimé à Paris à 1,800 milliard de francs. Pétain, officiellement désigné le 12 août, va conférer avec Primo de Rivera à Algésiras et arrive au Maroc pour se concerter avec Lyautey. Le gouvernement lui a fourni, au grand dam des pro-lyauteyistes, 114 bataillons (il en aura jusqu'à 130), 63 batteries, 37 escadrons, 29 compagnies de génie, 4 de pionniers, 5 de chars de combat, 2 d'aéropostiers, 21 de train, sans compter les 44 escadrilles

d'avions de combat (216 avions !), 51 canons et 42 généraux qui vont rapidement devenir 60. Parmi les 2 280 officiers et sous-officiers, le fameux Bournazel devenu un héros médiatique et le lieutenant colonel La Rocque, qui, plus tard, va fonder les Croix-de-Feu. Quels que soient les chiffres exacts, longtemps tenus secrets, c'est une impressionnante armada qui cerne le Rif et va maintenant y pénétrer. Combien sont, en face, les Rifains ? Entre 30 000 et 100 000, selon les sources, mais pas plus de 7 000 à 8 000 réguliers. La disproportion des forces est totale, à laquelle il faut ajouter les aléas du blocus économique, de la sécheresse, des épidémies et de la disette.

La bataille des chefs

Pendant que Pétain, accueilli comme un sauveur[3], prépare son offensive, Lyautey a fourbi la sienne avec l'appui de Naulin et placé ses troupes au centre du front. Il n'a pas désarmé : il veut désormais attaquer sur l'Ouergha, récupérer les Beni Zeroual, et, ayant montré sa force, faire de l'action politique et refouler Abdelkrim dans le Rif plutôt que d'y pénétrer. Il met ainsi Pétain devant le fait accompli. L'aristocrate et le bourgeois se heurtent donc dans des passes d'armes dissimulées. Selon les témoins, Pétain sera cruel et discourtois. Puis il tourne les talons pour aller installer son état-major à Meknès et rédiger un rapport pour Paris, dans lequel il se plaindra d'avoir dû employer la manière forte. Mais il est vrai que Lyautey lui a saboté son plan : il voulait attaquer à l'est, et réaliser avant tout la jonction près de la Moulouya avec les Espagnols et il trouve les bataillons massés contre les Beni Zeroual et déjà en ordre de marche[4]. Tout oppose ces deux hommes qui se font face. Lyautey a le panache, la

culture, l'aisance. Selon Clemenceau, « Pétain n'a ni cœur, ni idée, il est sévère dans ses jugements et sombre sur les événements », quelque peu timide, mais, administratif, il est attentif aux détails et comprend la mentalité du soldat. Au-delà des deux hommes, ce sont deux politiques qui se heurtent : l'une veut complètement éradiquer Abdelkrim, y compris en l'attaquant au cœur du Rif, dans sa propre tribu, en rétablissant le statu quo au profit de l'Espagne et ne trouve au Rif, et d'ailleurs au Maroc, aucune spécificité, sinon de pouvoir être un terrain d'expérimentation militaire et d'appliquer les théories ayant eu cours durant la Première Guerre mondiale. L'autre ne pense qu'à l'action politique coloniale, veut toujours traiter avec un Abdelkrim réduit et humilié et contraindre l'Espagne à laisser à la France la zone Nord. Ce sont enfin deux conceptions militaires : celle du rouleau compresseur et celle des colonnes mobiles.

La prise d'Ajdir

Mais, on l'a vu, la balance penche du côté de Pétain. Le 28 août, Lyautey, qui, selon les instructions a dû céder tous ses pouvoirs militaires à Pétain et civils à Urbain Blanc, est rappelé en consultation à Paris : on le sollicite comme conseiller pour préparer une politique totalement contraire à la sienne, un protectorat civil au Maroc. C'est un emploi soliveau, qu'il refuse. Il obtient de retourner au Maroc le 12 septembre. Le gouvernement lui accorde de « continuer son action d'influence auprès des tribus ».

Cependant à son retour, le 15, il trouve que si Pétain a été contraint de maintenir l'opération engagée sur l'Ouergha, elle a été réduite à une légère avancée de douze kilomètres qui suscite l'ire des partisans de Lyautey. Mais, face aux bataillons mis en place avec la cavalerie,

les canons, les automitrailleuses, les chars de combat, les Beni Zeroual, pris, depuis cinq mois entre le marteau et l'enclume, terrorisés (ils ont eu 800 morts dans le bombardement d'un seul souk), pillés, incendiés, de part et d'autre, se soumettent. Pétain, malgré la colère de Naulin, fait alors tourner les talons à l'armée, stabilise le front et reprend son plan initial. Si bien que les Rifains, qui avaient abandonné le massif des Bibane après de durs combats, y reviennent en force.

Pendant ce temps, le général espagnol San Jurjo à la tête de 30 000 soldats, appuyé par 2 escadres française et espagnole et 10 escadrilles d'aviation, avec aussi l'aide d'avions allemands qui jettent du gaz moutarde, débarque pour moitié à l'oued Lau près de Tétouan et pour moitié à Sebadillo près d'al Hoceima. Le Djebel Malmussi et le Monte Morre Viejo sont conquis. Les combats vont durer presque un mois devant le QG fortifié d'Ajdir.

Le départ de Lyautey

Lyautey, lui, déçu et amer, ayant compris qu'il n'y avait plus rien à faire, envoie le 24 septembre sa lettre de démission à Painlevé. Il écrit : « Nous sommes revenus aux lignes que nous occupions avant l'attaque rifaine. Le Protectorat français est rétabli. Ma tâche est terminée. Le danger rifain écarté, je demande à être relevé de mes fonctions[5]. » Évidemment, Paris accepte. Quelques manifestations éclatent à Rabat, où, le 5 octobre, Lyautey fait solennellement ses adieux par un message collectif aux tribus[6].

Bombardé par les cuirassés sur la côte et les tirs d'artillerie au sol, ayant fait sauter ses dépôts d'armes, Ajdir est prise par les Espagnols et mise à sac. Dans l'incendie de l'Oficina ont disparu la bibliothèque d'Abdelkrim, celle du Raissouni et le projet de Constitution de l'Émir.

Abdelkrim s'est réfugié à Targuist. Les Espagnols « nettoient » Ajdir[7], quand, le 10, Lyautey quitte Rabat pour s'embarquer à Casablanca sur un navire de commerce. Si ses fidèles pleurent, si le trajet de la ville au port est à la fois « triomphal et funèbre », Pétain ne se déplace même pas. Le maréchal, de la passerelle de l'*Anfa* fait un geste d'adieu à la foule massée, et descend, bouleversé et le visage décomposé, dans sa cabine. Alors, spontanément, toutes les sirènes du port se mettent à siffler, de tous côtés surgissent des remorqueurs, des canots, des barques, pour faire escorte au paquebot. Dans sa cabinet, Lyautey a le visage inondé de larmes : il quitte comme un vaincu son cher Maroc. Lorsque le navire passe entre Tanger et Gibraltar, deux torpilleurs britanniques l'escortent jusqu'à la Méditerranée en faisant tonner leurs canons, les équipages applaudissent. Ce seront les seuls honneurs rendus au maréchal. Quand il arrivera trois jours plus tard à Marseille, personne ne l'accueillera, sinon quelques amis, empêchés de monter à bord par le retard du médecin sanitaire. À Paris, qu'il gagne par le train, la seule lettre officielle qui attend Lyautey est une injonction fiscale[8].

La grève d'octobre

Deux jours auparavant, la France et surtout Paris, ont fait grève contre la guerre du Rif et les impôts Caillaux[9]. C'est le haut moment, le pic de la lutte du PCF contre la guerre du Rif. Elle a été préparée par une intense campagne de mobilisation, avivée en août et septembre par les procès des marins mutinés. Le IIIe Congrès de la CGTU la lance fin août, avec un appel unitaire à la CGT et à la SFIO, qui refusent et excluront même les participants

des meetings unitaires. L'action du PC mord sur les régions viticoles du Sud-Ouest car si « le bloc des gauches n'a pas d'argent pour l'agriculture, il en trouve pour la guerre », elle mord, à coup de meetings préparatoires dans les usines de la région parisienne et du Nord, fief de Thorez. Mais on sent déjà un flottement dans les mots d'ordre et un raidissement des militants contre les invectives adressées aux autres syndicats. Les hésitations de certaines fédérations locales et régionales sur la fraternisation des combattants et le refus de la guerre font porter l'accent sur l'antimilitarisme et l'anticapitalisme. La Syrie est alors adjointe au Rif et, surtout, les impôts Caillaux. Un comité d'action, présidé par Thorez, est constitué, tandis que Doriot continue son activisme : mais toutes les manifestations, à Saint-Denis, à la gare Saint-Lazare, à la Maison des syndicats rue de la Grange-aux-Belles, se terminent par des arrestations, des saisies de journaux, des expulsions de travailleurs étrangers (anglais, polonais, belges, italiens, suisses), des interpellations de journalistes et de colleurs d'affiches. À Gabès, les travailleurs tunisiens se mettent en grève contre le départ des renforts. À Alger, Oran, Tizi Ouzou, ce sont les perquisitions et les procès après les meetings de l'été et la fusion des trois fédérations communistes algériennes, ainsi que la présentation aux élections municipales de l'émir Khaled et de Mahmoud Ben Lakhdal[10]. Au Maroc, les sept cellules communistes de l'époque ne sont pas en mesure, malgré les accusations de complot, de jouer d'autre rôle que la diffusion de tracts et de journaux, portés par des marins à partir de Marseille. Finalement, elles sont moins actives que les seize missionnaires évangélistes anglais de Tanger ! Doriot réclame même une direction unique des PC d'Afrique du Nord pour dynamiser les réactions[11].

Début octobre, les réunions se multiplient. Il y en aura soixante-huit dans toute la France selon les rapports du ministère de l'Intérieur, sans compter les nombreuses petites réunions de 200 à 500 personnes. L'Internationale pousse à la grève. Mais il faut se rendre à l'évidence, ce n'est pas le raz de marée de solidarité attendu. Il est vrai que la condition ouvrière est en train de s'améliorer : c'est une période de plein emploi et le début d'un certain mieux-être. Aussi, dans les meetings, l'accent est-il mis davantage sur la politique économique du cartel, l'augmentation des salaires, la libération des prisonniers civils et militaires, la réintégration des travailleurs licenciés. Il est clair que le Rif et l'anti-impérialisme ne sont plus suffisants pour prouver l'existence et la différence du PCF. Quant à riposter à l'aggravation du conflit, il ne faut même pas y songer. D'ailleurs, si la grève doit avoir lieu un lundi, c'est, pour plus de sécurité, afin de coller à un autre mouvement dans les transports parisiens. Le patronat tente de la désamorcer en accordant des augmentations de salaires de 10 à 20 % dans la ganterie et le rétablissement des salaires diminués dans le Nord.

Le matin du 12 octobre, 900 000 travailleurs selon les syndicats, 125 000 selon la police, sur un total de 10 millions débrayent : c'est quand même près du double des adhérents de la CGTU et le triple des effectifs contrôlés par le PC, mais les autres syndicats ne suivent pas, et, en province, à l'exception de la Loire, c'est l'échec, aggravé par les briseurs de grève. 25 à 30 % des ouvriers parisiens de l'automobile, du bâtiment, de la métallurgie et des travaux publics forment le gros des grévistes.

La répression

À Suresnes, Saint-Denis et Bagnolet, la police tire sur les manifestants[12]. Un jeune ouvrier de 25 ans, André Saba-

tier est tué. Doriot est arrêté et passé à tabac près du canal Saint-Martin. Selon le témoignage ultérieur de Jacques Duclos, il donne un coup de pied dans le bas-ventre d'un policier qui décédera peu après[13]. Il va y avoir des centaines d'arrestations et 535 condamnations civiles s'ajoutant aux 1 371 condamnations militaires. Lors des procès, les militants communistes vont totaliser 320 années de prison et 45 années de bannissement. La majorité du comité central est en prison, comme 165 militants, Thorez pour 14 mois, Lozeray pour 24, 267 cadres sont poursuivis. Les finances du parti sont atteintes avec 26 833 francs d'amende : « Frappez à la caisse » avait dit Painlevé. Cent mille personnes suivent, quelques jours plus tard, les obsèques d'André Sabatier, mais l'élan est stoppé. Les illusions lyriques du romantisme révolutionnaire retombent.

Cette première grève de l'histoire syndicale française contre une guerre coloniale est un relatif échec. Pour le parti, plutôt modeste, c'est « un premier coup porté à l'impérialisme, ni plus ni moins ». *Les Cahiers du Bolchevisme* écrivent qu'il faut continuer le boycott de la fabrication et des transports de guerre, l'agitation dans l'armée et le soutien aux revendications nationalistes des travailleurs coloniaux. C'est un début d'autocritique[14]. Avant la grève, 3 militants avaient fait circuler un texte d'opposition. Maintenant, ils sont 250 dont 11 députés et 3 élus locaux à contester « les fautes gauchistes » et les erreurs d'organisation et surtout de mots d'ordre : pour eux, la fraternisation et l'évacuation n'ont pas mordu dans les masses et ont cassé la tactique du front unique. Ils suggèrent donc de s'en tenir à la paix au Maroc et à l'indépendance du Rif.

La révolte de l'esprit

Les surréalistes prennent le relais, indifférents à toute cette agitation interne. Breton lance un appel émou-

vant[15] auquel se rallient *Clarté* et *Philosophie*. Cinquante-deux signatures ponctuent « la Révolution d'abord et toujours ». « Plus loin que le réveil de l'amour propre de peuples longtemps asservis et qui veulent conquérir leur indépendance » ou que « le conflit inapaisable des revendications ouvrières et sociales » en Europe, « il faut que l'homme change ses rapports avec le monde, contre les insupportables principes de la nécessité et du devoir ». Breton s'inspire de son *Premier manifeste* qui interpelle le monde intellectuel. Fort du fait que « le surréalisme est un moyen de libération totale de l'esprit, une révolution désintéressée et même désespérée », il clame : « l'idée de patrie nous répugne, le patriotisme est une hystérie », la capote bleu-horizon est « abjecte ». Il crie : « la France n'existe pas ! » Il critique « l'esclavage que fait peser sur le monde la haute finance internationale : nous n'acceptons pas les lois de l'économie et de l'échange, nous sommes des barbares puisque cette forme de civilisation nous écœure… nous nous déclarons en insurrection contre l'histoire ». C'est un appel à la révolution sociale et économique, un net rapprochement avec le communisme « pour mettre un terme à l'ancien régime de l'esprit », un appel aussi aux forces neuves et souterraines, une apologie de l'Asie : « c'est au tour des Mongols de camper sur nos places ». « Non seulement l'appareil de guerre moderne est mis en branle contre ces peuplades soulevées, mais on demande aux intellectuels de justifier la répression. » Ceux qui ont signé l'appel des « intellectuels aux côtés de la patrie » sont traités de « chiens dressés à bien en profiter… La seule pensée de cet os à ronger vous anime ». « Nous sommes la révolte de l'esprit. Nous nous engageons dans la violence, affirment les surréalistes, l'idée de révolution est la sauvegarde la meilleure et la plus efficace de l'individu ». « Qu'on affame le

peuple pour qu'il connaisse enfin le goût du pain de la colère... soulève-toi, monde, voyez comme cette terre est sèche et bonne pour toutes les incendies... Nous sommes ceux qui donneront toujours la main à l'ennemi... » Le texte est bien dans la ligne de la nouvelle revue *la révolution surréaliste*, qui, depuis le début de l'année, fait sans relâche l'apologie de la révolution. Ce n'est pas forcément du goût du PCF. « Murissez » ! répond *l'Humanité* à Breton. Les partisans de Barbusse commencent même à vouloir rompre avec les surréalistes qui, à l'instar de nombre de pacifistes, se rapprochent du PC dont les leaders sont poursuivis. Mais c'est dans l'optique de créer un art et une esthétique révolutionnaire qui accompagne le mouvement des idées. Au Parlement aussi, l'ampleur du conflit et celle de la répression suscitent des protestations.

Le recul espagnol

Mais rien n'y fait. Pétain jette alors dans la bataille cent neuf bataillons contre le Djebel Messaoud. Il a pris du retard, les pluies sont précoces. Les Espagnols se sont éternisés à côté d'Ajdir et ne veulent plus avancer[16]. Ils acceptent de mauvaise grâce d'opérer, avec des forces réduites, une petite jonction avec les Français sur le Kert, à Sidi Lhassen. Optimiste, Pétain annonce déjà la victoire au gouvernement. Mais Primo de Rivera hésite. Les Rifains se perdent dans la nature face aux Français, mais ouvrent de nouveaux fronts contre les Espagnols à Nador, Guercif, Tétouan, bombardé et où les combats font rage. Les pertes espagnoles sont nombreuses, la population recommence à protester. Primo de Rivera pense que le temps de l'action politique est venu, et sans vouloir établir des forts pour garder le terrain gagné, il

recule, tenté par la paix séparée que lui propose Abdelkrim par l'intermédiaire de Ali Khamlichi et soucieux des critiques britanniques contre l'occupation de la zone espagnole par la France. Sur l'invitation du Directoire, Abdelkrim envoie donc en Espagne le chérif Tidjani avec une demande de reconnaissance du Rif. On lui répond : autonomie économique, sorte de conseil consultatif rifain sous contrôle espagnol.

Pétain veut continuer, mais l'hiver va avoir raison du fougueux maréchal proche du Tercio et de Franco, qui n'est encore que lieutenant des Régulares. Il faut s'y résoudre : il devra y avoir une autre offensive au printemps 1926, mais, alors là, prêche-t-il, la victoire sera facile contre les Rifains affamés, encerclés, bombardés. Déjà les Gueznaia, les Métalsa se sont soumis, le chérif Derkaoui est retourné à Amjot, les Français ont quasiment atteint Nador. Pétain maintient cent bataillons en attente et fait reculer son front de quarante kilomètres, après une retraite meurtrière car les Rifains repartent à l'assaut et reprennent du terrain. Le caïd Medboh qui, avec Amar Hamidou et le capitaine Schmidt fonce vers Beraber et arrive à vingt kilomètres du QG d'Abdelkrim à Targuist, obtenant au passage la soumission des tribus, doit à sa grande colère, reculer. Mais, à Paris, le 6 novembre, Pétain se livre à un bilan optimiste devant le gouvernement, réclamant de celui-ci un appui total : « Abdelkrim, dit-il, est vaincu, mais n'abandonnera pas tant qu'il pourra espérer attiser les divergences franco-espagnoles et qu'il se sentira soutenu par l'opinion publique française et étrangère. Il faut donc, soit l'amener à traiter avant la reprise des hostilités, soit le sommer de se rendre[17]. »

Mais la fronde continue à régner dans les rangs français. Naulin demande à partir, certains officiers comme de Lattre démissionnent : « On a voulu, écrit-il, faire grand,

on a fait pesant et lent[18]. » Steeg qui a pris à Rabat ses fonctions de résident général est, comme l'était Lyautey, opposé « à une férocité inutile à la Bugeaud ». Il pense qu'Abdelkrim refoulé dans le cœur inaccessible du Rif, on peut négocier avec lui sans l'écraser. Socialiste, il prône la paix, comme de plus en plus de socialistes à Paris.

La désagrégation du cartel

En août, la SFIO a déjà regretté le plan militaire franco-espagnol et critiqué sévèrement l'imprévoyance politique du gouvernement. Réunie à Marseille, la IIe Internationale socialiste réclame l'indépendance du Rif (« il faudrait bien finir par faire la paix et laisser le Rif aux Rifains » dit Blum)[19] et la rectification des frontières en sa faveur. Devant la pression, le 3 octobre, à Nîmes, Painlevé révèle les propositions faites à Abdelkrim en juillet, que devaient lui porter officiellement Gabrielli et Marin et que le chef rifain a refusées. Le PCF condamne ce plan. La pression de certaines fédérations socialistes aboutit à la création d'une commission d'études coloniales et provoque un durcissement de la SFIO. Le 21 octobre, Painlevé, devant la commission des finances de la Chambre, minimise l'effort de guerre : 158 000 hommes seulement sont engagés et les dépenses n'excèdent pas 950 millions de francs plus 400 millions de francs de matériel. Il avoue des pertes de 2 176 morts, dont 59 officiers et de 8 297 blessés, dont 259 officiers, mais peu de métropolitains, rassure-t-il. Il ne dit pas qu'un rapport du ministère des Colonies a attiré l'attention sur les risques qu'il y a à employer des forces coloniales, particulièrement indochinoises, contre une lutte de libération nationale[20].

Finalement, le 3 novembre, les socialistes refusent leurs suffrages au gouvernement « tant qu'il n'aura pas fait de

nouveaux et décisifs efforts en rendant publiques de généreuses offres de paix ». Le cartel sombre dans la guerre du Rif. Painlevé est remplacé par Briand. Rien ne change, même si le sénateur Borah[21], président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, offre de pousser le gouvernement américain à proposer ses bons offices, le franc est dévalué et le Rif est devenu une affaire d'État, au-dessus de tous les partis.

Les efforts de Gordon Cannings

C'est sur ces entrefaites que Gordon Cannings revient au Rif, après ses tentatives avortées de l'été à Paris et à Madrid, et après sa campagne pour inclure le Rif dans les minorités justiciables de la SDN et lui assurer une couverture sanitaire avec le soutien de l'Internationale socialiste. Gordon a sans cesse interpellé les autorités françaises pour leur demander d'expliciter leurs conditions de paix : que signifie l'autonomie promise ? qu'en est-il des lois minières[22] ? Au point que, selon Briand, les conditions de paix servaient de levier au Riff Committee pour forcer la main du gouvernement français et agir sur l'opinion publique. Primo de Rivera, que Gordon et Gardiner tentent de voir, les traite d'aventuriers. Hacklander, lui, a projeté une conférence dans laquelle il aurait représenté le Rif, Malvy la France, Barry l'Angleterre, et Etchevarietta, l'Espagne. C'est ce qu'il appelle « inventer une solution qui contente toute les puissances en même temps que les Rifains » dans « l'esprit de Locarno ». Il considère Abdelkrim et son frère comme « de grands hommes d'État capables de se passer de tutelle », et, selon lui, Abdelkrim accepterait plutôt l'Espagne que le Sultan[23].

Dans la *Westminster Gazette*, le capitaine Russel Siddelbottom a, lui, réclamé une intervention anglaise. En France,

on critique « la turbulence intéressée de Gordon Cannings et du Riff Committee[21] ».

Il est très difficile de connaître avec précision toutes les allées et venues de Gordon Cannings au Rif. Il y était avant sa mission de juillet en France. Selon certaines sources, sujettes à caution, il y est encore en août durant les fêtes de l'Achoura, le Noël musulman. Abdelkrim, en grand uniforme ottoman l'aurait alors présenté aux tribus en déclarant : « L'Angleterre nous aide de ses conseils et de sa fortune. Elle a de gros intérêts chez nous. Dans la victoire, nous n'oublierons pas la part qui lui revient. » Mais à ce nouveau moment crucial, tout le monde s'agite, tout le monde intervient, des quantités de journalistes français, dont Scott Mowrer et Harris qui écrit à Abdelkrim pour l'inciter à accepter les conditions de paix franco-espagnoles. Furieux, l'Émir, qui, par la suite affirmera avoir été trompé par le correspondant du *Times* à Tanger, répond en rejetant la responsabilité de l'échec des négociations sur la France et l'Espagne. Cette lettre sera publiée dans *l'Humanité*. Il écrit aussi au *Times* : ses interviews n'ont même pas été publiées !

Plus tard l'Émir s'élèvera contre le double jeu de Harris, qui, tenant des courants anglais de l'abandon du Rif, lui conseille pourtant, par des messages personnels incessants, de poursuivre sa résistance, comme pour mieux précipiter sa chute. D'ailleurs, l'Émir commence à être édifié. Londres fait barrage, le blocus anglais est féroce : même les secours envoyés par les pays du Commonwealth sont stoppés.

Mais Gordon, c'est autre chose que Harris et que les hommes d'affaires comme Mandais et surtout Gardiner, avec lequel, pourtant, il est en relation étroite. Selon le général Desprès, attaché militaire à l'ambassade de France à Londres « il est atteint de la manie de vouloir émanci-

per les races de couleurs de la domination de la race blanche[25] ».

Pourtant, Gardiner a été nommé consul général du Rif à l'étranger par Abdelkrim et il y a eu entre le chef rifain et l'aventurier londonien maints échanges de lettres. Depuis 1924, Gardiner qui se défend comme un beau diable auprès de la commission arbitrale des litiges miniers établie par l'acte d'Algésiras pour homologuer ses concessions, doit honorer une très importante commande de matériel et d'armes que lui a faite Abdelkrim et pour laquelle il a déjà reçu 100 000 puis, semble-t-il, 80 000 pesetas[26]. En août 1925, il veut procurer des vieux avions à Abdelkrim qui n'a pas encore abandonné son rêve.

Il compte sur le capitaine Barry, lequel vient de proposer à Gordon d'acheter, à des conditions avantageuses, un fokker qui arriverait au Rif, sous l'égide de la Croix-Rouge internationale.

Le 15 août 1925, Hacklander écrit à Gordon Cannings pour lui fixer un itinéraire aérien par Lisbonne sous le couvert de la Croix-Rouge britannique et du Croissant-Rouge turc. Cette lettre sera plus tard retrouvée dans le tiroir d'une villa occupée à Saint-Malo, boulevard de la République, par Mme Gertrude Aznell. Gertrude, épouse, semble-t-il, du journaliste anglais venu au Rif en 1923 et qui avait convoyé à Londres la première mission rifaine, était soupçonnée de trafic d'armes et de missions spéciales auprès des Rifains. Hacklander lui demande si elle est bien arrivée à passer dans le Rif, si les affaires se développent à Ouezzane. Il évoque les avions, rêve d'une flotte aérienne pour le Rif indépendant, s'inquiète des réactions du Portugal, de la France et de l'Espagne et conseille à Gordon de prendre contact avec l'ambassadeur portugais à Londres. L'Émir écrit à Hacklander, fin septembre, avec copie, précise-t-il pour Gordon Cannings. Il annonce qu'il va faire appel à la SDN et qu'il veut ren-

contrer Hacklander à Tanger dans la visite qu'il y projette. Il lui écrit à nouveau le 15 octobre (Abdelkrim écrit beaucoup) le traitant « d'excellent ami ». Entre-temps, effectivement, Hacklander est venu à Tanger et a rencontré M'Hammed. Les pourparlers ont porté sur l'exécution du contrat du 30 avril 1924, pour lequel M'Hammed et Hitmi auraient réclamé une commission de 30 %. Les services français vont utiliser toutes ces allées et venues et correspondances pour décréter que, grâce à l'Angleterre et à l'Allemagne, Abdelkrim est parvenu à rompre le blocus franco-espagnol et à s'alimenter en armes et en vivres, y compris d'ailleurs aussi par des Français qui font passer du matériel par Taourirt. En novembre, Daniel Bourmancé écrit à Gabrielli : « C'est honteux de voir comment les Anglais manœuvrent à Tanger et dans le Rif… ils y sont chez eux. » Il vitupère contre Walter Harris « ce démon qui veut donner le Maroc à l'Angleterre ». De retour de Rabat où il rencontre Steeg, Daniel s'arrête à Taourirt et estime, devant Gabrielli, que Rabat s'est laissé flouer par les Anglais. « Il n'y a pas, dit-il, un seul Allemand sérieux dans l'entourage de l'Émir, sauf quelques déserteurs », dont le malheureux Klems qui a été blessé lors de combats en manipulant une grenade. Par contre « les Anglais manigancent tout et le mettent sur le dos des Allemands ».

À Londres, sans doute sur les instances françaises, le gouvernement ouvre une enquête pour sanctionner les sujets britanniques qui aident les Rifains. Tout cela n'explique pas comment Gordon Cannings, envoyé par Briand, se présente à Steeg et obtient de lui un laissez-passer et une escorte pour retourner au Rif. L'équipée fera même l'objet d'une photographie dans l'*Illustration* et de maintes critiques où la faiblesse et l'incohérence du gouvernement français face à un aventurier anglais, fournisseur d'armes

et ayant aidé à la désertion de légionnaires allemands, sont incriminées.

Missions humanitaires

Le lieutenant de vaisseau Robert Montagne, en même temps officier des Affaires indigènes, est lui aussi envoyé en mission au Rif. Il racontera lui même par la suite qu'il venait de passer deux années dans le Haut Atlas occidental à étudier les tribus. Il propose ses services pour effectuer des reconnaissances aériennes dans le Rif et établir une carte provisoire de l'ensemble du massif et de ses tribus, leur organisation, leur vie politique, afin, précise-t-il, de disposer d'informations essentielles pour mesurer la puissance et la fragilité du mouvement rifain. Il en viendra à conseiller d'isoler et d'anéantir la tribu dirigeante et déterminera, par ses reconnaissances aériennes, une trouée qui, par des chemins de montagne, permet d'accéder de Taza à Targuist, chez les Beni Ouriaghli. Pendant ce temps, son frère, qui ne partage pas son avis et est plutôt prolyautéen, obtient de gagner le QG d'Abdelkrim à Targuist pour effectuer une mission auprès des prisonniers[27]. Tandis que Robert détaille des visées guerrières dans *La Tribune marocaine*, l'autre Montagne est conforté dans ses options pacifistes par son voyage dans le Rif. Il discutera à deux reprises avec Abdelkrim et lui fera l'apologie de Steeg. « Ses intentions étaient bonnes » commentera Abdelkrim, tout en regrettant qu'il n'ait aucune qualité pour négocier. Montagne repart avec deux blessés. Quant à son frère, il estime que l'Émir a effectivement introduit une rupture dans les méthodes traditionnelles. « Ce n'est pas, écrit-il à l'état-major, un rogui compétiteur du trône, ni un *mahdi** pour rénover l'Islam, mais un nationaliste qui entreprend la libération de son territoire, un patriote qui secoue le joug étranger[28]. » Il insiste sur sa volonté

centralisatrice, sociale, égalitaire et réformatrice, sur son désir d'un État moderne, national et anti-européen. Il le pressent à la recherche d'un despotisme éclairé pour moderniser les mentalités, « prêt à imiter les Chrétiens dans toutes leurs innovations, afin de mieux les vaincre et voulant instaurer une nation moderne d'inspiration musulmane, largement ouverte aux apports de la science et de la technique occidentales ».

Après lui viendront au Rif, Brun, à deux reprises, malgré les bombardements espagnols asphyxiants, Parent, grand mutilé de guerre, président de la fédération des mutilés de France et petit colon, pour lequel Abdelkrim déclare avoir eu de la sympathie et Gabrielli. Pour préparer de futures négociations, Abdelkrim laisse enfin opérer le ravitaillement des prisonniers de guerre français qu'il avait jusqu'alors refusé. Certains sont morts de maladies, de sous-alimentation et de l'épidémie de typhus qui ravage le Rif. Soixante auraient été tués par les bombardements espagnols.

Après l'échec de ses négociations en août, Gabrielli a été affecté, sur sa demande, comme conseiller politique dans un régiment qui a participé à l'attaque de Pétain[29]. Il a obtenu des soumissions de tribus, dans une région où, vaincu, Abdelkrim fait brûler ses armes et les silos de céréales et « il a provoqué des défections dans les rangs ennemis ». Les Rifains le lui reprocheront violemment par la suite, incriminant « le fanatisme colonialiste ». Puis, ils se raviseront : à défaut d'accord, peut-être vaut-il mieux espérer un arrangement ?

Le Maghreb se mobilise

Après les combats, le front stabilisé pendant l'hiver, Abdelkrim poursuit son offensive diplomatique. Les combats font rage en Syrie, Damas est bombardé, le PC

syrien parle de sept mille morts et appelle le PCF à l'aide. En Tunisie, les syndicalistes se mobilisent, l'opinion dénonce la guerre et l'envoi des troupes tunisiennes, mais le vieux Destour rechigne[50] comme le fera l'élite marocaine. C'est l'éternelle peur atavique et récurrente des masses[51] !

Alors que, selon les rapports français « la préoccupation exclusive de la population indigène est pour le Rif », l'élite urbaine condamne toute révolte armée populaire et paysanne. Abdelkrim, nouvel Atatürk, continuateur des héros musulmans de jadis et des grands conquérants arabes, est salué par toute la presse. Des souscriptions sont lancées pour l'aider. La censure fait son œuvre. Un journaliste d'origine algérienne, Madani, est expulsé pour avoir fait circuler des tracts : « O mes frères, O mes compatriotes, je vous demande d'aider nos frères rifains qui combattent pour leur indépendance et pour préserver leur territoire des griffes de l'étranger. » Les étudiants jouent des pièces de théâtre intitulées « la conquête de l'Andalousie », des chansons circulent : « De nos montagnes s'est élevée la voix des hommes libres. » Au point que le résident français prône l'écrasement total d'Abdelkrim, sinon, dit-il, « c'est la présence française dans toute l'Afrique du Nord qui est compromise[52]. » À Alger, on a pris les devants. Les dirigeants du Comité central du PCF sont passés à la clandestinité. L'Émir Khaled a été arrêté à son départ d'Italie et placé en résidence surveillée, ce qui motive une interrogation à la Chambre du député communiste Berton à Painlevé. Des campagnes de soutien « pour les malheureux frères du Rif » sont menées en Inde, au Pakistan, en Turquie, en Égypte, en Libye. Au congrès islamique de Balgamin en Inde, plus de deux mille délégués musulmans votent une motion de solidarité pour le Rif.

Les membres de la ligue musulmane et les partisans de Gandhi réunissent 1 500 000 roupies, quelque 180 000 francs de l'époque, en multipliant les souscriptions : cela peut paraître dérisoire, mais cette somme est considérable puisque venant des plus démunis. D'Égypte, 2 000 guinées sont envoyées à Abdelkrim et des conseillers égyptiens tentent de gagner le Rif.

La Ligue des peuples opprimés d'Istambul et la Ligue pour la délivrance des peuples indigènes de Moscou multiplient les campagnes de presse en faveur du Rif. L'association panislamique de Berlin envoie Hussein Aoui Bey à Tanger, chez les Khamlichi, représentants d'Abdelkrim dans la ville du détroit, qui cherchent à l'époque à alimenter Abdelkrim en médicaments. El Menaoui, du Caire, propose 2 000 à 7 000 livres. Mais rien de tout cela ne parviendra au Rif, bloqué par l'embargo et les Anglais. La Croix-Rouge internationale ne répondra jamais aux appels au secours d'Abdelkrim. Les États-Unis s'émeuvent : une escadrille américaine participe aux combats sous la conduite du baroudeur de la légion, le commandant Sweensly qui, ayant mené trois cent cinquante opérations aériennes, est félicité par Pétain, au grand dam de ceux qui, Outre-Atlantique, considèrent l'Émir comme un héros.

Les États-Unis[3] sont aussi entrés en conflit avec la France et l'Espagne qui les accusaient d'alimenter le Rif en armes. Des navires américains sont fouillés. Outre-Atlantique, où les articles de Scott Mowrer et de Vincent Shean ont fait leur œuvre, tout ceci exaspère.

Comprenant l'intérêt de cette propagande qu'il suscite, Abdelkrim écrit à nouveau au Parlement français : « Je n'aurais jamais combattu les Français si le maréchal Lyautey n'avait pas pénétré sur notre territoire pour l'annexer. Le temps écartera les images du mensonge, le soleil

de la vérité triomphera. » Il conjure aussi « les futurs moudjahiddines d'Algérie et de Tunisie » de « briser les chaînes de l'esclavage, de chasser les oppresseurs et de libérer leur territoire », leur précisant que l'opinion publique française et espagnole est opposée à la guerre[35]. Aux étudiants de Buenos Aires qui l'ont invité au centenaire de la victoire remportée par le Pérou sur l'Espagne, il parle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à choisir leur régime, de l'Europe que la guerre mondiale a corrompue et qui, de ce fait, « a perdu le droit d'imposer sa volonté aux peuples des autres continents[36] ». Il fait aussi référence au traité de Versailles. Tous ces appels sont répercutés dans la presse anglaise, allemande et dans l'*Humanité* et, à Fès, pieusement découpés par les étudiants qui les affichent aux portes des mosquées et dans les médersas.

Le silence marocain

Mais, malgré ses appels réitérés, les lettres qu'il fait porter aux quatre coins du pays, y compris dans l'extrême sud par son réseau de rekkas, Abdelkrim n'a aucun répondant au Maroc, ce qui restera une énigme pour beaucoup. Il ne parvient pas à faire la jonction avec les quelques foyers de résistance qui subsistent et les notabilités ne l'aident pas. Les chefs locaux ruraux répondent bien à ses messages, mais, c'est le plus souvent, pour lui demander de l'aide : « Envoyez nous, lui répondent-ils, des instructeurs pour apprendre vos méthodes et le maniement des armes. » Les ulémas ne répondent pas davantage à ses demandes de *fatwa** pour approuver la guerre sainte des Rifains. Il exhale son amertume et attaque l'entourage du sultan, el Mokri, Bouchaib Doukkali, Ben Ghabrit, dans diverses missives.

Pourquoi ce mur de silence ? Abdelkrim a quelques succès auprès des jeunes nationalistes de Fès : les étudiants du collège musulman créent, pour le soutenir – soutien purement moral au demeurant – une association sur le mode des Jeunes Turcs, camouflée au départ en club sportif, le Hilal, où les jeunes Algériens seront les plus actifs[37]. Puis, les hostilités avec la France étant déclenchées, le groupe devient clandestin. Trois membres prennent cependant, en septembre 1925, le chemin du Rif, les trois fils du Mendoub du sultan à Tanger, Abdelkader, Ahmed et Hassan Tazi. L'un d'eux écrit ensuite à ses amis de Fès : « Mon amour pour la patrie m'a poussé à aller dans le Rif afin de trouver l'indépendance qui nous sera accordée sous l'égide de notre seigneur Mohamed Ben Abdelkrim el Khattabi[38]. » Des groupes semblables se forment à Marrakech, Rabat, Salé, Oujda en liaison avec le plus actif, celui de Fès, lui-même en contact permanent avec Abdelkrim et avec l'association panislamique de Berlin, noyau de ce qui deviendra plus tard la Ligue arabe.

D'autres fassis s'engagent dans un soutien actif aux Rifains : la famille Yacoubi qui lance des souscriptions en sa faveur, Lahjaoui, protégé anglais qui devient un véritable ambassadeur de la cause rifaine, les zaouias Chadlya et Tijanya, Fechtali Mohamed Ben Fquih qui fait pour lui, lui reprocheront les Français, de la propagande auprès des légionnaires... Mais cela reste très limité.

L'action psychologique

Sur le front, Abdelkrim a su utiliser le recul de l'armée de Pétain et l'arrivée de la neige. L'hiver ne gène pas les Rifains, mobiles, avec leurs chaudes djellabas brunes, portant uniquement leur fusil, leur sacoche autour du corps remplie de cartouches, d'un pain d'orge et d'un oignon. Il a repris quelques tribus, attaqué les cavaliers enfermés

dans la cuvette de Sidi Bou Rekba, récupéré des canons, fait fuir à nouveau Amar Hamidou de chez les Marnissa. Mais désormais, le temps n'est plus au combat, mais au travail politique. Les tribus ont souffert, elles sont lasses[39]. Il faut remonter le moral des guerriers. Des détachements rifains se rendent dans les souks, haranguent la population, mais, depuis la prise d'Ajdir, les défections se multiplient, y compris dans les rangs des plus fidèles.

C'est que les services de renseignements français profitent du stationnement forcé de plus de cinquante mille hommes sur la ligne de front pour mener une action psychologique auprès des tribus qu'ils ont toutes fichées : habitants soumis et insoumis, armement, fusils, chevaux, souks, etc. C'est à une véritable offensive morale que l'Émir fait face et qui est si efficace que « l'action des Affaires indigènes pendant l'hiver fera avancer le front de cinquante kilomètres sans un coup de feu », proclameront plus tard les communiqués français. Le bloc rifain, cher au cœur de l'Émir, commence à s'effriter, son prestige, sciemment sapé dans les souks et le moindre rassemblement, est sérieusement menacé. En fin politique, il sent le flottement avant même qu'il ne se produise, il voit le vide se creuser autour de lui. Il parlera à Roger-Mathieu de l'action décisive du colonel Noguès chez les Beni Zeroual, au point qu'il a dû faire exécuter des traîtres. « Pendant l'hiver, dira-t-il, j'ai eu du mal à retenir mes partisans, à préserver le loyalisme. » Il incriminera aussi le maraboutisme et le fanatisme religieux : « Le combat pour la patrie ne les intéressait pas, ils voulaient juste défendre la foi et bien entendu leur propre prestige. » Le maraboutisme qu'en bon réformateur il avait cherché à affaiblir, se vengeait au moment de la défaite annoncée.

Il vient d'avoir un autre enfant, va-t-il, lui aussi, se décourager ? Non, il résiste. Peut-être s'illusionne-t-il sur la nature

et l'ampleur du soutien international et surtout français et anglais dont il peut disposer ? On l'a dit. Peut être mésestime-t-il la coalition impérialiste à laquelle il doit faire face ? Il le semble. Pourtant, il est entravé de tous côtés. Au Caire, où se tient un congrès musulman, il est invité. Moulay Youssef retire alors la délégation officielle marocaine[10].

À Paris, on sent bien aussi que c'est la fin. Le Parti communiste essaie de surmonter ses divisions sur fond de répression : un matelot est arrêté à Oran, chargé de trois cent douze proclamations d'Abdelkrim, le gérant du journal, le *Travailleur savoyard* est interpellé pour provocation de militaires à la désobéissance, vingt-six responsables sont condamnés. Les parlementaires communistes européens, réunis à Bruxelles, essaient de relancer l'action unitaire et se prononcent contre la politique des mandats de la SDN. Le 1er décembre, à Paris, la conférence nationale communiste décide de relancer l'action contre la guerre du Rif sur une nouvelle ligne. Mais il faut bien se rendre à l'évidence, il n'y a eu aucun acte de sabotage de matériel de guerre, quelques rares incidents, mineurs, au départ des troupes, très peu de cas de fraternisation sinon ceux des troupes indigènes. Tout au contraire, les photographies, abondamment diffusées, des soldats et officiers tués sur le front ont été dissuasives. L'essentiel des troupes engagées est colonial, l'opinion publique est indifférente, le Rif n'est pas ressenti dans la population, déjà pénétrée des principes de la colonisation, comme une vraie guerre. Doriot, déprimé, tombe dans « le défaitisme révolutionnaire ». Les Jeunesses communistes commencent à dépérir.

La force d'attendre

Dans le numéro de décembre de la *Révolution surréaliste*, André Breton livre une analyse aussi pessimiste

que prémonitoire. Il crie son malaise devant la trahison des objectifs. C'est un texte amer, intitulé « la force d'attendre », qui constate que « le pragmatisme bourgeois a gagné », et un appel aux « rares forces intellectuelles révolutionnaires qui peuvent être encore rassemblées dans ce pays » : « l'esprit nous conduit en ce point où notre pays, notre temps, nous quittent... Le surréalisme est le terrain le plus propice que nous ayons trouvé pour mener la bataille de l'esprit, qui est une révolution totale... Nous nous foutons de la France, ce qui, du moins, nous évite d'en avoir honte... Nous appartenons corps et âme à la révolution... ».

Il condamne « l'écœurante passivité de la classe ouvrière des pays capitalistes ».

Dans *Clarté*, qui doit disparaître au profit de *La Guerre Civile*, et dont les projets de fusion avec la *Révolution surréaliste* sont en train de se briser sur la question décisive de la dépolitisation et surtout des velléités de contrôle du PCF, Breton ajoute, « l'important pour nous est le désespoir... gardons au moins le surréalisme pour maintenir envers et contre tout l'indépendance irréductible de la pensée ».

À la Chambre, Marcel Cachin du PCF demande pourquoi les autorités ont refusé de recevoir, le 15 décembre, Gordon Cannings, porteur de nouvelles conditions de paix rifaines, et Briand fait taire Renaudel qui s'indigne. Abdelkrim en effet a décidé de jouer la carte de nouvelles offres auprès de la France seule : il a à nouveau chargé Gordon de mission et Azerkane a écrit à Gabrielli : « Nous sommes tout disposés à conclure la paix, mais pas sur des bases inacceptables, nous ne voulons avoir affaire qu'aux Français[1]. » Painlevé reconnaît que 140 officiers ont été tués ainsi que 7 300 soldats, dont 1 800 Français. 20 autres officiers ont disparu, comme 1 200 hommes de

troupe, dont 225 Français. Gordon, toujours à Paris, désespère d'être reçu et écrit à Abdelkrim pour lui faire part des obstacles qu'il rencontre et au président du Conseil français pour insister. Le sous-directeur du département Afrique du ministère des Affaires étrangères lui répond : « Nous vous avons déjà fait savoir qu'on ne pouvait dissocier les pourparlers de paix entre Paris et Madrid et donc qu'il était inutile que vous veniez en France. Mais vous êtes quand même débarqué à Marseille et monté à Paris. Aujourd'hui, la situation n'est en rien modifiée. Nous sommes donc au regret de ne pouvoir vous recevoir. Dorénavant, votre venue en France n'est pas utile. »

À la Chambre, Painlevé déclare qu'Abdelkrim est déjà vaincu, et donc n'est pas un interlocuteur valable. Pour lui, les troupes chérifiennes font le tampon entre les Rifains et l'armée française. C'est donc une guerre marocaine. Abdelkrim doit se rendre sans condition. Est-ce fini ?

NOTES

1. Nombreux écrits sur l'offensive militaire franco-espagnole de 1925, notamment, le colonel Laure, *Les opérations militaires...*, *Histoire de l'armée française* de Clayton, *op. cit.*, Hubert Jacques, *L'aventure rifaine*, Gabrielli, Vincent Monteil, le *Mémorial du Maroc*, t. 5, Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 92-96. Tous confirment l'ampleur des opérations militaires et des effectifs et armements engagés, également attestés par Albert Ayache, cousin de Germain. Ayache, dans *Le Maroc*, éd. Sociales, Paris, 1956, cite les effectifs donnés ensuite à la Chambre par Pierre Closterman. Dans *Maghreb Machrek*, mai juin 1973, p. 41, le général Méric défend la tactique militaire de Pétain. Voir également Roger-Mathieu, dans *Les Mémoires*. Sur le plan de Lyautey, voir *L'épopée marocaine*, p. 137.
2. Lettre au parlement français du 20 août 1925. Voir brochure des étudiants UNEF, *op. cit.*
3. La tournée préparatoire de Pétain est saluée par des officiers comme de Tarde qui estiment que les ennuis viennent plus de Lyautey que d'Abdelkrim. Voir Rivet, in *Actes du colloque* et *Lyautey et le protectorat français*, p. 299, t. 3. Sur le différend militaire Pétain-Lyautey, minimisé par le colonel Laure, pro-pétainiste, voir G. Ayache, *Les implications internationales*, Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 104-110 et *L'aventure rifaine*.
4. Pétain dit à Naulin, le 25 août 1925 « *Vous faites de la politique, je fais de la stratégie.* » D. Rivet, t. 3, p. 303, *Lyautey et le protectorat*, Pétain se plaint aussi de devoir vaincre l'opposition sourde « *du clan de Fès* ». Sur la stratégie de Pétain, description minutieuse des opérations et des contacts diplomatiques par le colonel Laure.
5. Lettre de démission du 24 septembre 1925 publiée dans *L'aventure rifaine*, *op. cit.* Dumas et Gabrielli ainsi que Hubert Jacques défendent la stratégie de Lyautey, y compris sa volonté de traiter avec Abdelkrim.
6. Sur cette période voir le *Lyautey* d'André Maurois, notamment. Selon D. Rivet, Lyautey étale ses adieux avec componction du 28 septembre au 10 octobre 1925. Il les fait longs et émouvants.
7. Sur la prise d'Ajdir, voir notamment *Histoire du Maroc*, de Cambon.
8. Description de ce départ notamment par André Maurois. Pour D. Rivet, t. 3, p. 313 de *Lyautey et le protectorat*, c'est Lyautey lui-même qui a voulu cette arrivée comme un proscrit. Son départ va

immédiatement accélérer la colonisation agraire (Oved, t. 1, p. 430) et changer la nature du protectorat. À ce propos, voir *Les mémoires historiques* de Guy Delanoe, l'Harmattan, Paris, 1991, 3 t.

9. Sur la grève d'octobre, son déroulement et ses préparatifs, voir Oved, t. 1, Pierre Sémard, *La guerre du Rif*, *Le rêve d'Abdelkrim*, les livres sur l'anticolonialisme et de nombreux autres ouvrages. Textes des appels, y compris des appels syndicaux en arabe, et du rapport de la CGTU sur l'impérialisme et la guerre du 8 septembre 1925 dans *Le rêve d'Abdelkrim*, *op. cit.*, dans Oved, t. 1, et dans Ageron.
10. Sur la mobilisation au Maghreb, voir Mohamed Zniber, in *Actes du colloque*.
11. Appel également de l'Internationale qui insiste sur les dangers d'une nouvelle guerre mondiale : « *L'Angleterre s'opposera par tous les moyens à un Gibraltar français sur les côtes du Rif. Le Rif est la clé de la Méditerranée.* » *Correspondance internationale* du 26 août 1925.
12. Détail de ces événements chez Oved qui les décrit minutieusement.
13. Sur Doriot : c'est de là que daterait, selon ses détracteurs, son changement d'attitude ultérieur.
14. Voir *L'enfance du PCF*, p. 72-73 et les extraits d'un début d'autocritique dans *Les Cahiers du Bolchevisme* de novembre 1925. Voir aussi Oved, t. 1, p. 306 et suivantes.
15. 15 octobre 1925. Voir la collection de la *Révolution surréaliste* et de *Clarté*, IMEC, rue de Lille.
16. Sur l'attitude des Espagnols, Georges Legey, *Ce que j'ai vu au Maroc*.
17. Rapport à Painlevé d'octobre 1925. Voir, *L'épopée marocaine*, p. 143 et articles de René Pinon dans la *Revue des Deux Mondes*.
18. Voir Oved t. 1, p. 223.
19. Voir Isoart, in *Actes du colloque*. De même, Ageron.
20. Sur les craintes quant à l'emploi des troupes indochinoises, voir D. Rivet, p. 105, in *Actes du colloque*.
21. Voir Ageron in *Actes du colloque*, p. 291
22. Voir *L'épopée marocaine*, p. 143. Échange de lettres entre Hacklander et Abdelkrim des 14 septembre et 15 octobre, *in* Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 178-180 et 236-37.

23. Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 51.
24. Voir les livres sur l'anticolonialisme et la collection des revues à l'IMEC. Aussi, Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 184.
25. Lettre du 29 août 1925.
26. Voir Mohamed Kharchich, *La France et la guerre du Rif op. cit.*, Ces précisions émanent d'une correspondance entre Hacklander et Gordon trouvée dans les papiers de Gertrude Aznell à Saint Malo, que M. Kharchich reproduit. Voir également Roger-Mathieu, *Les mémoires*, p. 160-61.
27. Sur ces missions humanitaires, voir Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 120. Voir aussi Gabrielli. Sur Montagne, son propre témoignage dans ses écrits, *op. cit.*, notamment *Révolution au Maroc*. Voir également Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 205-209.
28. Note à l'état-major de la Guerre, n° 5087 B5, Paris, 25 août 1925, citée par D. Rivet, in *Actes du colloque*, p. 113.
29. Voir sur la participation de Gabrielli aux opérations de la colonne du Jonchay, son témoignage, p.139--149.
30. Voir Mohamed Chérif, *La guerre du Rif et la Tunisie*, in *Actes du colloque*.
31. Sur la peur des élites, voir Mohamed Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, *op. cit.* et Magali Morsy, Actualité d'Abdelkrim, in *Actes du colloque*.
32. « *Celui-là c'est un homme* » !, dira-t-il à Roger-Mathieu, *Les Mémoires*.
33. Voir contributions sur ces sujets, in *Actes du colloque*. Voir également Ahmed el Gharbaoui, *Les enseignements de la guerre populaire anti-colonialiste du Rif*, Al Bayane, 9 février 1973, sur les mouvements de solidarité maghrébine.
34. Sur les États-Unis, voir A. Harouchi, in *Actes du colloque*.
35. Lettre aux futurs moudjahidines algériens et tunisiens, publiée dans le *Paria*, in Ageron, *L'enfance du PCF* et les livres sur l'anticolonialisme. *L'Humanité* les publie également, ce qui est rapporté dans Le *rêve d'Abdelkrim*, p. 233. Abdelkrim écrit : « *Nous avons été peinés de voir vos fils amenés de force pour nous combattre.* » Lettre citée dans *Libération* (Casablanca), 21-27 juin 1978, commémoration du 57e anniversaire de la bataille d'Anoual.
36. Cette lettre du 2 octobre 1925, adressée au groupe Rénovacion de Buenos Aires, a été publiée dans l'organe socialiste parisien *Le Quotidien*. Elle figure dans la brochure des étudiants UNFP sur la République du Rif.

37. Voir Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 37. Également Ahmed el Gharbaoui, dans Al Bayane, du 9 février 1973, *Les enseignements de la guerre populaire anticolonialiste au Rif*, *op. cit.* Selon de nombreux commentateurs, 1925 restera pourtant au Maroc, am el riffi, l'année du Rifain. La formule est explicite.

38. Sur les fils Tazi, dont l'aîné avait été renvoyé du collège Moulay Idriss de Fès en 1924 sur l'instigation du général de Chambrun, pour propos nationalistes, voir D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, p. 289, t. 3. Voir aussi Pierre Dumas, *Abdelkrim*, p. 67-72.

39. Ce qu'atteste Gabrielli dans ses rapports. Ce qu'en dit Abdelkrim lui même dans *Les Mémoires*, Roger-Mathieu, p. 191 et suivantes. Voir aussi H. Celarié, *L'épopée marocaine*, p. 141.

40. Jacques Crémadellis, *En marge de la guerre du Rif, la France, Abdelkrim et le problème du Khalifat*, 1924-26, *in* Nice, Université de Nice, *Cahiers de la Méditerranée*, n° 6, juin 1973, p. 48-76.

41- Lettre dans Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 238-9.

CHAPITRE 11

Le baroud d'honneur

Janvier 1926. La neige couvre les montagnes du Rif, l'hiver endort le paysage chaotique. Les guerriers sont enfermés dans leurs *gourbis**. Le pays tente de panser ses plaies, mais il a souffert. La soumission des gens de l'Ouergha a désorganisé le front, le ralliement des caïds aux agents pro-français qui s'opère sournoisement sape les esprits. « C'est une trahison », dira Azerkane dans ses *Mémoires*. Abdelkrim, lui, est encore confiant. De Tamassint où il réside, il écrit le 21 janvier à Gordon Cannings[1] : « Nous avons une confiance absolue en notre peuple… Bien sûr, il y a une agitation chez les Senhadja, ils nous ont trahis, mais ils reviendront… n'ayez aucune crainte… » Il le rassure aussi à propos du blocus : « Il ne nous terrifie pas, il ne peut nous faire souffrir… nous n'avons pas besoin des marchés de Fès et de Taza. » Ce faisant, il répond à une missive que le capitaine anglais lui a adressée les 6 ou 8 janvier dans laquelle il précisait avoir écrit à Steeg et à San Jurgo. « Attendons », répond Abdelkrim. « Harris, ajoute-t-il, a dressé la situation exacte. J'ai envoyé la liste des prisonniers »… Puis il console Gordon qui a dû évoquer l'échec

de ses démarches : « Excellent ami, nous reconnaissons vos services, nous vous remercions de vos efforts… nous savons vos difficultés. Votre échec n'en est pas un. Il nous a permis de nous délivrer du poids de la responsabilité et a prouvé notre désir de paix »… Il l'invite même à ne pas renoncer : « Vous êtes notre seul représentant. Vous avez pouvoir pour parler en notre nom, aux mêmes conditions de négociations… Nous pouvons accorder des facilités et des concessions dans la région de Tétouan (il avait auparavant demandé l'évacuation de Tétouan et de ses environs par les Espagnols)[2] en échange des concessions de nos ennemis… Nous avons pris note de vos conseils et de vos bons avis… Merci, excellent ami pour la lutte que vous entreprenez en faveur de la Nation du Rif. »

C'est néanmoins une lettre d'une tristesse contenue : Abdelkrim, toujours lucide, a bien conscience de l'état de ses forces. Il n'y a pas que les Senhadja qui sont en train de se soumettre, les Marnissa et l'ensemble des Beni Zeroual également et Pétain fait travailler politiquement les tribus proches du front stabilisé, aux alentours de Taza et de Ouezzane. Douze mille familles rifaines ont, à l'époque, fait leur soumission : la zone des tribus soumises déborde largement celle occupée par la France. Dans l'entourage d'Abdelkrim, la peur, à la chute des neiges, d'une offensive conjuguée des deux armées française et espagnole, accroît les défections. Le prestige des Beni Ouriaghel a souffert du débarquement espagnol à Ajdir. Parmi les tribus du cercle le plus étroit, les Bocaya et les Temsamane s'autonomisent, les Beni Touzine cherchent à négocier.

Éradicateur et dialoguiste

Heureusement Pétain et Steeg s'opposent. Le premier veut l'écrasement complet du chef rifain. Le second, par

contre, refuse de faire la besogne des Espagnols et s'oppose à « des opérations de grand style ». Il écrit, le 29 janvier, à Paris : « Mieux vaut un régime de paix qui propagerait dans le Rif cette neutralité rigoureuse qui s'est si vite, dans notre zone, changée en relations amicales ». « Dans le programme de M. Steeg, ironise Pétain, il n'est fait allusion ni à l'attitude à adopter à l'égard d'Abdelkrim, ni à la collaboration avec l'Espagne[4]. »

Si, pour parler le langage d'aujourd'hui, Pétain est un éradicateur, Steeg lui, est un dialoguiste. Il veut négocier avec Abdelkrim qui, on l'a vu, poursuit le même objectif. De part et d'autre, on relance donc la mission que Gabrielli doit mener au sujet des prisonniers que l'on sait dans un état de dénuement et de précarité : certains ayant tenté de s'évader auraient été fusillés. Gabrielli attend. Mais le ministère français des Affaires étrangères lui fait dire qu'il n'entend pas dissocier le sort des prisonniers français de celui des prisonniers espagnols, qu'il faut donc que la mission soit mixte, et médicale, ce pourquoi Francisco Marin débarque le 30 à Taourirt avec trois officiers ibériques. Ils peuvent enfin partir. Constatant la lassitude des tribus et les divisions dans l'entourage de l'Émir (son oncle est pour la négociation, son frère et les chefs militaires pour la reprise des combats), Gabrielli conseille à Abdelkrim d'étudier les propositions franco-espagnoles et de demander l'amman (le pardon). Mais, à Madrid, dans le même temps, Pétain, reçu par Alphonse XIII, signe un protocole d'accord avec Primo de Rivera, désormais gratifié du titre de « Duc de Tétouan » : les bases de la nouvelle offensive conjointe sont fixées : attaquer vers Tizi souk es sebt et le djebel Aouan, et, par les Beni Touzine et les Tensamane, prendre les Beni Ouriaghel en tenailles, ainsi que la date : entre le 15 avril et le 1er mai. Le mot d'ordre est désormais « la paix sans Abdelkrim ». Steeg,

tenu à l'écart, peut pourtant s'appuyer sur le courant de l'opinion publique. La Ligue internationale des femmes, dans ses congrès à Genève et à Dublin, milite contre la guerre. Mille personnes défilent à Bourges contre la condamnation à trois mois de prison du secrétaire du PCF de la section du centre, Alexandre Guillot. Il y a des manifestations à Nancy contre la condamnation d'un imprimeur, à Troyes, à Nantes. Des avocats plaident : « il y a des condamnations qui honorent ceux qui les subissent ». 500 personnes ont été arrêtées et condamnées à des peines de 4 à 48 mois de prison, 1 371 cas d'indiscipline militaire sont réprimés.

Le cas de Robespierre

Il s'appelle (cela ne s'invente pas !) Robespierre Henault[1]. Il est maire communiste de Saint-Pierre-des Corps, en Indre-et-Loire, près de Tours. Le 19 juin 1925, conformément aux instructions de son parti, il a organisé une réunion publique durant laquelle la fraternisation des militaires avec les Rifains a été évoquée. Poursuivi pour incitation de soldats à la désobéissance, il a été arrêté. Le 1er juillet, 1 000 personnes sont réunies devant la mairie et 600 d'entre elles marchent sur Tours où Robespierre comparaît devant le Parquet, ceint de son écharpe municipale. On le transfère alors à Angers où on l'incarcère. Lorsque le procès a finalement lieu, des ouvriers, la fleur rouge à la boutonnière, envahissent la salle d'audience, 500 selon la police, 5 000 selon l'*Humanité* et tiennent des meetings improvisés. Malgré cette mobilisation, Robespierre est condamné à six mois de prison ferme et suspendu de ses fonctions. Il écrit dans l'*Humanité* : « Entre les gendarmes, en prison, dans le cabinet du juge, devant le tribunal, suspendu ou non, de par la volonté du peuple, je suis et je

reste le maire de Saint-Pierre-des-Corps et mon écharpe représente le prolétariat opprimé en ma personne. À bas la guerre impérialiste et financière au Maroc ! » Face à la mobilisation, le préfet doit reculer. Mais l'ami de Robespierre, Girard, un paysan de la vallée du Cher, est durement sanctionné en dépit des pétitions et de la solidarité de ses voisins. L'aide apportée à sa famille pour cultiver sa dizaine d'hectares n'évitera pas la ruine : il devra vendre sa ferme pour payer une lourde amende. Des années plus tard, son fils dira combien le Rif a pesé sur sa vie : il a dû arrêter ses études pour travailler afin de sauver sa famille[5]. À Nîmes, Balle aura, au début, plus de chance. Il fait appel de la décision le condamnant pour provocation de militaires à la désobéissance et la cour annule le verdict. Mais le procureur s'acharne et se pourvoit en cassation. Il sera condamné. Si certaines autorités de Brest refusent de sanctionner, si le Conseil général des Bouches-du-Rhône se montre respectueux du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », celui de la Seine approuve l'armée[6]. Ces quelques exemples montrent l'ampleur de la répression et la résistance que furent, encore en 1926, les quelques dizaines de réunions contre la guerre tenues dans toute la France. À la chambre, le PC dépose un amendement pour réduire les crédits militaires que les socialistes appuient : 264 voix pour, 236 contre, 34 abstentions. « Le gouvernement, dit Métral, ne s'en est pas tenu aux conditions de paix arrêtées, il les a modifiées[7]. » Le ministère tombe : Painlevé est remplacé par Briand.

Ce ne sont pas des belligérants !

Le Rif Committee plaide inlassablement pour la paix. Il semble que Gordon revienne au Rif. Dans l'entourage d'Abdelkrim, outre un topographe danois, on note la

présence d'un médecin anglais. Des marins britanniques débarquent des vivres et des médicaments. Mais des cargaisons sont stoppées, les blessés ne peuvent être soignés. Un Norvégien vient lui aussi visiter l'Émir qui reçoit enfin quelques subsides des Libanais américains. Mais les autres sommes collectées ne parviennent pas au Rif. Le blocus britannique a fait son œuvre. Devant le silence de la Croix-Rouge internationale, Abdelkrim en appelle à la Croix-Rouge suédoise. Malgré les interventions de celle-ci et des Croix-Rouge des Pays-Bas, d'Angleterre et de Turquie, la France et l'Espagne s'opposent à tout secours en refusant aux Rifains la qualité de belligérants. Il n'y a pas de République du Rif, dit le Comité international. Harris décrit à Londres une situation perdue d'avance, mais dans de nombreuses correspondances avec Azerkane, conseille toujours la résistance. Abdelkrim, plus tard, l'accusera de l'avoir sciemment induit en erreur sur la réalité des liens entre la France et l'Espagne, et peut-être et surtout sur la réalité du soutien britannique.

Tiraillé par ces événements contradictoires, Abdelkrim tente toujours de casser l'entente franco-espagnole. Le 8 février, Haddou arrive à Taourirt : il vient annoncer le refus rifain d'une mission espagnole et de soulager le sort des prisonniers ibériques. Abdelkrim veut traiter avec les seuls Français, auxquels il ne réclame plus que l'autonomie, et, s'adressant au sultan par dessus les puissances occupantes, il se dit prêt à reconnaître sa suzeraineté. Il veut également savoir quelles seraient les conditions françaises à une éventuelle soumission de sa part. Il est las, aussi, mais Haddou n'en dit rien, au point de refuser l'accès au Rif, le 14 février, à Bourmancé qui veut débarquer avec de nouveaux émissaires. Le 23 février, le gouvernement français répond officiellement à Abdelkrim, par l'intermédiaire de Gabrielli, qu'il est formel-

lement lié à l'Espagne et qu'Abdelkrim doit traiter avec les deux gouvernements[8]. Qu'en conclure, sinon qu'à l'ultime tentative de l'Émir de sauver la face, la France lui ferme la porte !

Mais rien n'est vraiment perdu, du moins peut-il le croire. Envoyé par Steeg, le général Mongin, son chef de cabinet militaire, arrive à Taourirt. Les négociations se réengagent. Haddou réclame au général une réponse ferme sur trois points : soumission au sultan, autonomie relative, limites territoriales. À Paris, Pétain s'empresse de faire officiellement ratifier l'accord franco-espagnol de juillet 1925, ce qu'il obtient le 2 mars, ainsi que de nouveaux renforts rapatriés d'Algérie et de Tunisie. « Continuons le plan », plaide-t-il[9].

Des coulées de peuples barbares

Ignorant de ces tractations et de ces contradictions, André Masson écrit dans la « *Révolution surréaliste*[10] » : « Nous n'avons qu'un espoir, de lointaines coulées de peuples barbares sur le cadavre décomposé de l'Occident. » Mais les réactions de la classe intellectuelle montrent que les partisans de l'idée coloniale y sont majoritaires.

Si le comité exécutif de l'Internationale communiste et du Komintern « salue la belle et courageuse campagne du PCF et de la CGTU contre les guerres du Maroc et de Syrie » (où les combats continuent), ce satisfecit ne sert qu'à masquer la montée des divergences[11]. Zinoviev et Trotsky sont entrés en lutte contre Staline, qui, depuis un an axe ses efforts sur la politique des quatre blocs (ouvriers, paysans, intellectuels, démocrates urbains) et l'alliance avec les classes moyennes et délaisse totalement la question coloniale. Depuis la mort de Lénine en janvier 1924, les batailles de clans se creusent et ont des

répercussions dans les soutiens extérieurs. Les communistes chinois sont taillés en pièce sans que Moscou bouge. La question nationale disparaît peu à peu sous la logomachie des classes sociales. C'est le début de la « real politik ».

Le romantisme révolutionnaire

En France, la tactique du front unique n'a pas fonctionné[12]. Bien que les socialistes aient rejoint les communistes dans l'opposition au nouveau ministère Briand, au comité d'action socialiste et révolutionnaire, seulement 166 mandats sur 3 120, soit 5,3 %, osent se prononcer pour l'alliance avec le PC. Si la SFIO a perdu en deux ans la moitié de ses adhérents, la fédération communiste d'Algérie perd les trois quarts des siens.[13] Au sein du PCF les critiques contre l'Abdelkrinisme, c'est-à-dire contre le romantisme révolutionnaire, fusent de toutes parts. Selon un certain Saint-Jacques écrivant en juin dans les *Cahiers du Bolchevisme*, l'erreur a été triple : défendre un chef féodal, annoncer un conflit mondial imminent et saboter le front unique, tout ceci étant qualifié de déviation de droite et de pacifisme, voire de trotskysme. La fraternisation, est-il précisé, est un mot d'ordre ridicule. Injures réciproques. Des membres de la Ligue des Droits de l'Homme comme la journaliste Séverine vont être exclus[14]. La Ligue elle-même évolue de plus en plus vers la défense des individus, le colonialisme est considéré comme un fait inéluctable. N'ignorant pas cet échec partiel, l'Internationale cherche à ne pas être éclaboussée. Zinoviev accuse Albert Treint et Suzanne Girault de « déviation gauchiste et de sectarisme ». Semard enfonce la CGTU qui, dit-il, « *n'a pas compris la signification du front unique* ». Thorez plaide les obstacles créés par la réaction, « les

socialo-démocrates », et la presse bourgeoise. L'heure de l'autocritique est décidément venue.

Le Rif est loin de tous ces débats byzantins. C'est, dira Daniel Rivet, « un phénomène à miroirs mobiles : chacun y découvre l'image qu'il cherchait[15] ».

Mais Abdelkrim, lui, s'y débat contre une fin qu'il pressent inévitable et qu'il entend retarder : il répond favorablement aux Français, mais en déviant légèrement tous les termes de l'accord franco-espagnol de 1925 : ainsi il n'évoque pas les tribus, il continue à parler du Rif. Il tente de jouer au plus fin. Tout le mois de mars va se passer en allées et venues.

Le congrès islamique du Caire

Heureusement, à ce moment, Abdelkrim a une grande satisfaction morale : trois groupes préparent un congrès islamique sur le khalifat, un à la Mecque, un en Turquie et un autre au Caire[16]. Après maintes péripéties, en partie dues aux entraves anglaises et françaises dont l'objectif conjoint est d'éviter à tous prix le renforcement des liens entre les pays musulmans, le congrès finit par se tenir au Caire en mars 1926. Moulay Youssef en tant que souverain du Maroc est invité, mais également Abdelkrim, auquel tout un courant de Musulmans a l'intention d'offrir le khalifat. Furieux, Moulay Youssef décide de ne pas se faire représenter. Abdelkrim délègue Hitmi, son ministre de l'Information, avec instruction verbale de ne favoriser aucune candidature pour le Khalifat et de défendre une conception moderne de l'État (souveraineté de la Umma, élection du chef de l'exécutif, indépendance de la justice). Cependant Hitmi ne parviendra jamais à partir : ordre est donné d'empêcher, par la force s'il le faut, le départ de la délégation rifaine. « J'invite, écrit le ministre

français des Affaires étrangères, notre consul général à Tanger à exercer une surveillance attentive sur tous les Marocains qui seraient susceptibles de vouloir gagner l'Égypte. » Le gouverneur général d'Algérie et le préfet des Bouches-du-Rhône reçoivent le même ordre. Les ports sont bloqués pour empêcher le départ de la délégation rifaine. Abdelkrim décide alors de se faire représenter par deux Égyptiens, un cheikh d'el Azhar, el Alaoui el Hussein el Kadimi, et le président de la société des ulémas égyptiens, Si Mohamed Kharadj el Meniaoui. Au congrès de la Mecque, la même année, Abdelkrim est le seul invité pour le Maroc : Moulay Youssef n'est même pas prévenu. Abdelkrim là encore s'excuse. « Les ennemis, dit-il, nous encerclent étroitement. » « En avant, O braves ! Si même vous deviez persévérer dans la lutte soutenue dans votre guerre sainte, quoi d'étonnant que nous obtenions l'objet de nos vœux et atteignons notre but à bref délai », écrit-il, optimiste à el Kadimi. Il précise aussi que les secours dont on l'entretient ne sont jamais parvenus au Rif et il dit se méfier « de la dame anglaise de Tanger » (sans doute Gertrude Aznell) qui devait les réceptionner. La route de Tanger, dit-il, lui est fermée : le blocus s'est donc aggravé. Ces lettres, envoyées par le canal de la poste anglaise, ne parviendront pas au Caire. Elles sont interceptées par les Espagnols. Pendant ce temps l'opération militaire combinée se précise : un nouvel accord franco-espagnol est signé à Ouezzane. Haddou, Azerkane, multiplient les missions et Steeg lui-même, arrive le 18 mars à Taourirt : Paris maintient ses positions et veut toujours la soumission des tribus au sultan, leur désarmement, l'éloignement d'Abdelkrim et la remise immédiate des prisonniers. Haddou accepte de se charger de colis pour les prisonniers et Azerkane autorise une nouvelle mission française dirigée par le frère du lieu-

tenant Montagne, le Dr Gaud et Pierre Parent pour les soulager. Abdelkrim s'efforcera de suivre les conseils de Pierre Parent. Il les laisse repartir avec des blessés français[17].

Paris et Madrid demandent le départ de l'Émir

Le 23 mars, dans une note signée Briand, le gouvernement se plaint d'une attaque rifaine sur le front français où les troupes se mettent en place. Ce genre de combats sporadiques est confirmé puisque, le lendemain, Haddou et Azerkane proposent une trêve. Mongin regagne Taourirt : Steeg fait stopper les bombardements. Le doute sur la guerre qui va reprendre gagne même les esprits à Rabat : « Sommes-nous bien certains que les fils de France qui meurent sur le front rifain combattent pour une cause juste et défendent vraiment la France ? » écrit la *Tribune Marocaine*[18]. Sur l'opinion publique, la stratégie d'Abdelkrim a bien fonctionné : de plus en plus de voix s'élèvent pour demander que la France se dissocie de l'Espagne « qui a une politique musulmane si malheureuse qu'elle est une menace pour le Maroc français » et engage des pourparlers avec les Rifains[19].

Alertés par tous ces pourparlers, des journalistes anglais arrivent à Taourirt. Lors d'une entrevue avec Mongin, Azerkane ne cache pas son émotion : il s'oppose à l'éloignement d'Abdelkrim. « Il partira, dit-il, quand l'autonomie promise aux tribus sera réalisée, alors, il démissionnera de son propre gré. » Abdelkrim lui-même dira, plus tard, que son éloignement lui semblait d'inspiration espagnole, et qu'en abdiquant ainsi il aurait trahi ses partisans, s'exposant au surplus à être renié. Les Rifains déclarent accepter sans réserve les autres conditions françaises, divulguées au compte goutte à l'opinion publique. Le 30 mars, alors que, de Paris, Pétain prépare l'offensive qui doit com-

mencer dans quinze jours. Abdelkrim écrit lui-même au gouvernement français qu'il est prêt à entamer les pourparlers, à envoyer en négociateurs Hitmi, Cheddi et Azerkane, et à décréter l'armistice sur tous les fronts. De retour du Rif, Parent, comme Gabrielli, se déclare frappé par l'affaissement du moral rifain. Que va faire Paris coincé entre les stratégies opposées de Pétain et de Steeg, qui, l'une comme l'autre, se précisent ? Tergiverser.

Un esprit d'une grande condescendance

Le 2 avril, Briand, Painlevé et Steeg, réunis au ministère des Affaires étrangères, admettent, ce sont les termes employés, que, « dans un esprit de grande condescendance[30] et pour sauvegarder les chances de paix, on fermera les yeux sur les véritables provocations de forme (de la réponse rifaine) et on poursuivra les pourparlers, tout en continuant les préparatifs militaires ». Cela signifie en clair, que l'on accepte la trêve. Mais Pétain veille. Le 3, il examine, toujours « avec une grande condescendance », les conditions de paix et lui aussi s'efforce de les modifier, pour les durcir, afin que son offensive ne soit pas entravée. Il insiste bien : c'est la reddition d'Abdelkrim qu'il veut. Après « on pourra être généreux dans les garanties et le traitement des futurs prisonniers ». Les tribus doivent faire leur soumission au sultan « dans les formes traditionnelles », et en nom propre pour chacun des chefs. Elles doivent être désarmées, impérativement, le matériel de guerre, les dépôts d'armes doivent être livrés (ce qui, prédit le maréchal, nécessitera l'occupation provisoire de certains territoires et la prise de certains otages). L'autonomie, sous contrôle makhzénien, sera pour plus tard, quand de futures négociations franco-espagnoles pourront la préciser. La remise réciproque des prisonniers doit être immédiate. D'accord, en somme pour la trêve, concède

Pétain, mais tout doit être terminé le 25 avril. Sur la base de cette note, le texte d'une nouvelle communication aux Rifains est télégraphié le 9 et porté à Taourirt par Mongin et une cinquième condition ajoutée in extremis, le 10, aux précédentes. Elle concerne l'application de la trêve, strictement défensive sur le front mais pas sur les arrières, avec la mention que les forces françaises et espagnoles peuvent continuer d'avancer pour se rejoindre sur le Kert ainsi que poursuivre les travaux d'une route de quarante kilomètres entrepris pendant la stabilisation du front entre Dar Caid Si Mohand et Boured, au nord de Kifane. Cette voie, d'une hauteur moyenne oscillant entre 700 et 1 700 mètres, franchit cinq cols avec des ponts et des remblais et permettra donc d'atteindre le cœur du Rif sans aucun problème.

Alors que les Rifains se plaignent d'escarmouches françaises chez les Gueznaia, le texte qu'on leur soumet est une prise d'acte de leur acceptation des quatre conditions de soumission au sultan, d'éloignement d'Abdelkrim (on fait déjà comme s'il n'existait plus), de désarmement et de remise des prisonniers. Mais les négociateurs rifains doivent apporter la preuve qu'ils sont bien mandatés par les tribus et les négociations doivent être achevées le 1er mai.

Le 12 avril, Bourmancé arrive au Rif avec le lieutenant de vaisseau Desportes dans un torpilleur français. Ils dorment chez Abdelkrim. On ne connaît pas la teneur des entretiens, mais Abdelkrim dira plus tard qu'il a prévu l'issue et les trahisons de la négociation[21].

La conférence mort-née d'Oujda

Deux jours plus tard, les trois délégués rifains partent quand même. Le 16, ils arrivent à Taourirt, accueillis par

Mongin et d'autres gradés et la trêve commence. Mais on sent bien que la négociation est d'ores et déjà biaisée : au fur et à mesure du rapprochement des points de vue sur les conditions précisées en juillet 1925, chacune des parties s'efforce de les modifier, en en changeant sensiblement les termes. Les négociations ont été imposées par Steeg et l'opinion publique, elles auront donc lieu mais de telle manière qu'elles n'aient aucune chance d'aboutir. Gabrielli en est bien conscient : intervenant à plusieurs moments pour éviter la rupture dans les deux phases préliminaires des pourparlers, à partir du 17 avril à Taourirt et au camp Bertheaux, dix jours donc avant l'ouverture de la Conférence d'Oujda, il décide de s'en laver les mains : il prend trois mois de congé et part pour la France. Pour lui, « Oujda est une erreur imposée par l'obligation de la présence des Espagnols ». Il aurait préféré Rabat : peut-être le sultan aurait-il alors pu intervenir ? Trois jours auparavant, il a reçu un télégramme de Gordon Cannings qui, revenant du Rif, lui exprime sa gratitude « pour votre travail conciliant et sincère ». Le capitaine anglais félicite aussi Azerkane pour la « modération dont il a fait preuve ». C'est comme si Gordon avait la même attitude que Gabrielli : il fait ses adieux au Rif[22].

Dès l'ouverture officielle des pourparlers, la négociation s'avère plus ardue que prévu : les Rifains qui tiennent encore les Espagnols en respect sur quelques points, ne s'avouent pas vaincus. Dès sa première intervention, Azerkane fait une déclaration préliminaire, s'élevant contre l'intransigeance espagnole, destinée à entraver la paix. L'Espagne, dit-il, s'oppose au traité de Versailles. Le matin même du 17, des positions rifaines ont été bombardées. À propos de l'avance réclamée sur le Kert, il relève qu'on ne négocie pas, « on impose » et « on offre

sur un plateau à l'Espagne ce qu'elle n'a pas été capable de conquérir ». Pour Abdelkrim, dont l'exil est pour les Français et les Espagnols une condition sine qua none de la paix et que l'on déclare vouloir transporter « au Maroc français », Azerkane proteste : « Il n'est pas vaincu, qu'on lui donne aux moins les moyens de sauvegarder son honneur et ses droits ! » Il insiste : « Seul Abdelkrim est en mesure de faire respecter les conditions de la paix. » Et de réitérer les conditions du chef rifain : évacuation par les Espagnols de tout le territoire, sauf Ceuta et Melilla, et y compris Tétouan, reconnaissance de l'indépendance rifaine complète et absolue, indemnisations et réparations de guerre, rançon pour les prisonniers, exil des chefs qui ont combattu avec l'Espagne, avec la promesse que le gouvernement rifain respectera les traités internationaux.

À Paris, d'heure en heure, Pétain pèse sur les pourparlers : il est pressé d'opérer son avance sur le Kert et ne veut en rien retarder ses préparatifs militaires. On envoie Haddou informer Abdelkrim de toutes ces conditions préliminaires qui s'accumulent et s'ajoutent aux véritables conditions arrêtées en juin-juillet 1925, jamais révélées à l'opinion publique. Il part par avion et revient le lendemain avec une seule phrase : les négociations doivent continuer. Dans un brouhaha de journalistes, Harris, de Taillis, le Vicomte de Preux, pour l'*Humanité*, les délégués se rendent le 21 à Oujda.

La Ligue des Droits de l'Homme, le PCF, manifestent à Paris : « On traite déjà, disent-ils, les Rifains en vaincus. » Le *Paria*, dont c'est le dernier numéro, publie l'appel d'Abdelkrim aux Musulmans d'Afrique du Nord. Le gouvernement envisage des poursuites, mais un rapport du Procureur de la République l'en dissuade. Par contre le directeur du journal socialiste *Le cri marocain* est arrêté[25],

la seule cellule communiste de Casablanca, dissoute. Vingt personnes, en majorité des anarchistes espagnols, expulsées de Casablanca, Port-Lyautey (Kénitra) et Rabat pour avoir diffusé la *Caserna* dans trois régiments. Les sections de la Ligue des Droits de l'Homme sont sur des lignes totalement opposées : celle de Tanger est pour Abdelkrim, celle de Taourirt « pour une paix honorable », mais Antoine de Peretti, à Rabat, traite ignominieusement Abdelkrim. À Paris, le socialiste Jean Longuet s'indigne que l'on puisse exiger des Rifains qu'ils remettent aux Espagnols les positions qu'ils n'ont pas su conquérir. C'est, dit-il, « vouloir qu'ils préparent eux-mêmes la corde qui les étranglera[21] ». Pour satisfaire l'opinion, Paris et Madrid relâchent quelque peu leurs conditions préliminaires.

C'est dans cette atmosphère que, le 27 avril, à Oujda, neuf délégués, trois pour chacune des parties, commencent officiellement à négocier. Mais les Rifains se durcissent, ne cèdent sur rien et refusent toute tutelle. À chaque phase des pourparlers, ils obtiennent d'en référer à Abdelkrim qui recule en refusant l'avance sur le Kert et tergiverse sur les prisonniers : les Rifains offrent de remettre les grands blessés, les femmes et les enfants (une quinzaine), mais veulent retenir les autres en otage. Ils acceptent de reconnaître le pouvoir spirituel du sultan, mais rejettent toute soumission et toute ingérence, tout contrôle du Makhzen. Ils refusent l'éloignement d'Abdelkrim, de son frère et de son oncle, réclament des garanties sur le désarmement à propos duquel il acceptent finalement une commission de surveillance hispano-française et veulent le maintien d'une armée rifaine. Ils poussent l'autonomie qu'on leur promet pour huit tribus et les Beni Ouriaghel, jusque dans ses ultimes conséquences. Pieds à pieds, ils se battent pour sauver ce qui est à leurs yeux essen-

tiel, en l'absence de leur principale revendication, l'indépendance. Ils n'entrent donc à aucun moment dans les vues de Madrid et de Paris, comme s'ils savaient, eux aussi, que tout espoir était vain. D'ailleurs, Pétain pousse à la rupture. Au bout de neuf séances, il n'y a aucun accord en vue. On est le 30 avril, la trêve doit se terminer le lendemain.

L'échec : « Avec plaisir et avec joie »

Le 1er mai, les négociateurs français et espagnols lisent un ultimatum aux trois Rifains : la libération des prisonniers est réclamée avant le 7 et la trêve prolongée pour ce faire de huit jours. Azerkane est autorisé à en référer à Abdelkrim. Il part avec Haddou en automobile d'Oujda à Nemours, puis en bateau français jusque sur la côte rifaine. Cheddi reste à Oujda. Le chef de la délégation française, le général Simon, va à Rabat conférer avec Steeg et le sultan. Pétain réclame par télégramme la reprise des hostilités.

Le 5 mai, les deux délégués rifains reviennent sans les prisonniers. La dernière séance, le 6, est celle du constat de rupture : « Nous offrons, dit Azerkane, 25 Français et 25 Espagnols contre 50 Rifains » et des missions sanitaires à condition que les Rifains aussi soient soignés, puisque dans le Rif, une nouvelle épidémie de typhus s'est déclarée. Français et Espagnols acceptent que Parent et Gaud repartent dans ce sens, mais refusent tout le reste. C'est la rupture. « Nous l'acceptons, dit Azerkane, avec plaisir et avec joie », bien que son visage porte la marque d'un profond découragement et que, selon certains témoins, des altercations éclatent entre lui et Haddou qui aurait prôné constamment l'intransigeance[35].

Donc la trêve expire le 7 mai. Pierre Rondot, aujourd'hui général, était alors sous-lieutenant au 3e régiment étranger d'infanterie. Il arrive au Rif le 5, quelques heures avant la dénonciation de l'Armistice. Il est frappé par la différence entre l'aspect guerre moderne européenne « et la pouillerie du pays et de l'installation militaire ». Il voit, dans des bivouacs incommodes, des hommes qui rechignent, mais veulent attaquer, pour en finir, bien qu'ils aient peur d'Abdelkrim[26].

Les hostilités reprennent dès le lendemain, chacun s'étant entre-temps préparé[27]. Depuis le 25 avril, comme Pétain l'avait décidé, les troupes franco-espagnoles attendent. Abdelkrim qui a apparemment décidé un baroud d'honneur, a fait proclamer la guerre sainte dans les souks et les villages et réorganisé ses troupes. « J'ai repris, dira-t-il, la lutte en désespéré, sachant que les guerriers allaient me lâcher et les tribus se soumettre une à une puisque que je ne pouvais plus les soutenir. » Le 8, trois colonnes espagnoles attaquent entre la Rocasa et l'oued Guir avec des Régulares dont la devise est « mourir avant de reculer ». Ils débarquent aussi au Moro Nuevo et parviennent au bout de combats très meurtriers à prendre Lomas et Los Marabos. Près d'Al Hoceima, les Espagnols décimeront tout un village et détruiront au canon les tombeaux des saints, abreuvant les agglomérations d'obus à gaz. En représailles, Abdelkrim fait tuer vingt-sept prisonniers espagnols et lance sur les arrières de l'armée du général Castro Giroua des « volontaires de la mort ». Férocité contre férocité. Les Français auront, eux, deux mille morts et disparus. Pierre Rondot dira qu'en face « il n'y avait rien », mais que des Sénégalais sont tués, pendant la corvée d'eau. Il est lui-même blessé. Les goums et les partisans, conduits par Amar Hamidou et Medboh, combattent en tête avec les mehallas sultaniennes commandées par

Bouchta el Baghdadi. Les 98 bataillons français avancent vers le Kert et vers la rive droite du Nekour, sans rencontrer de fortes résistances, précédées par d'intenses bombardements : 250 avions vont déverser 1 147 tonnes de bombes, dont certaines contenant des gaz toxiques ou des bombes incendiaires, reliquats de la première guerre mondiale. Les canons tonnent, les blindés avancent, c'est le rouleau compresseur qui affole les populations dont toutes les concentrations sont systématiquement pilonnées. On note cent quinze bombardements en une seule journée, dont Steeg s'indignera. Les Rifains résistent, à leur façon, le moins frontalement possible, mais il suffit de peu pour renverser une situation. Ainsi, quand les guerriers d'Abdelkrim s'absentent une journée pendant l'attaque de Bou Zenib pour défendre leurs maisons et sauver leur bétail, cela suffit à désorganiser le front rifain et à provoquer des désertions.

C'est une bataille perdue d'avance et qui va durer trois semaines. Le *Bulletin colonial* avouera bien plus tard qu'elle a été obtenue « par la force et la corruption », avec un emploi très large de l'aviation pour éviter les combats rapprochés qui auraient soulevé l'opinion publique française et en employant au minimum les troupes métropolitaines[28].

Une bataille de vingt jours

Le 15 mai, après de durs combats au djebel Izkriben, les Beni Said sont soumis, le 20, les Espagnols s'emparent du plateau d'Anoual et se congratulent. Les Français prennent le djebel Aouan, envahissent les Tensamane et les Beni Touzine. Puis, c'est, entre eux, la course de vitesse, à qui arrivera le premier à Targuist au QG d'Abdelkrim, suivant la tactique, prévue depuis juillet 1925, de parve-

nir au cœur du Rif et de disloquer les Beni Ouriaghel, pour sauver, ainsi que le dira le lieutenant de vaisseau Montagne, « l'empire chérifien ». C'est la débâcle : le front rifain cède partout.

Selon certains observateurs, l'armée rifaine, solidement appuyée, aurait pu tenir sans le pilonnage massif de l'aviation, des blindés et des canons. Selon d'autres, Abdelkrim a perdu sa dernière bataille, parce que ayant à affronter le vainqueur de Verdun, il a commis l'erreur de tout fonder sur des tranchées, aisément visibles d'avion et donc faciles à bombarder. Il a aussi déployé imprudemment ses troupes sur une ligne de défense fortifiée, se lançant dans une guerre à l'européenne et cessant par là d'être mobile. Il aurait été trop confiant[29]. Pour le colonel Corap qui engage une marche forcée vers Targuist, le centralisme de l'Émir s'est retourné contre lui : si, dira-t-il, les avances se sont faites presque sans pertes, si les soumissions ont été si rapides, c'est qu'Abdelkrim avait instauré l'ordre et l'unité de commandement.

Quoi qu'il en soit, deux données doivent être prises en considération : dans cette phase finale de la guerre du Rif, les forces combinées franco-espagnoles commandées du côté français par 42 généraux atteignent plus de 500 000 hommes. L'Europe n'a pu gagner la guerre qu'avec des méthodes classiques et coûteuses en modifiant profondément la stratégie des guerres coloniales. C'est une guerre à l'européenne qui a été faite à Abdelkrim. Face à cette impressionnante armada se ruant sur le Rif, le front rifain s'est désorganisé. L'élan était déjà brisé. Au départ, M'Hammed a fait face avec les réguliers et en s'appuyant sur les plus vaillants des Ghomaras, au point qu'Abdelkrim a songé déplacer le front vers Tétouan, Larache et Ouezzane. Mais les tribus avaient espéré la paix d'Oujda, et n'en sont que plus déçues de

la reprise d'un conflit qu'elles savent ne pouvoir gagner. La dissidence, les soumissions rapides des M'Tioua, des Beni Mestara, les règlements de compte dont sont victimes certains Khamlichi, aggravent la désorganisation. Le sentant, Klems, blessé, tente de regagner le territoire des Beni Ouarain. Il est trahi par le caïd Medboh qui le persuade de revenir à Tamjerout chez les Gueznaia où réside une de ses femmes qu'il affectionne particulièrement. L'armée s'en empare et le livre à la justice[50].

Le refuge de Snada

Le 20 mai, trois colonnes de cinq mille hommes, dont la 11e division marocaine, marchent sous les ordres du colonel Corap vers Targuist qu'ils attaquent et conquièrent. Le soir du 23, Abdelkrim livre devant son QG qu'il a déserté et où ses archives et ses stocks d'armes sont saisis, son ultime bataille à la tête de ses cent cinquante derniers fidèles contre le capitaine Schmidt qui le suit à la trace. Puis, Tamassint prise également, le cœur du pays Ouriaghli conquis avec le djebel Aouan, les derniers insoumis Zeroualis encerclés, vaincus et traqués, il se réfugie à la zaouia de Snada, chez le chérif Amidou Ouezzani, pro-français, avec lequel il semble avoir eu des relations ambiguës. Là où un an auparavant il avait vaincu et capturé Raissouni, il vient demander humblement l'hospitalité. Les prisonniers français sont avec lui, mais sa famille et ses biens sont bloqués à Kemmoun sous la protection du marabout Sidi Ali el Mesnaoui[51].

C'est à Snada qu'Abdelkrim reçoit Pierre Parent et le Dr Gaud revenus avec une mission espagnole, depuis Oujda et Melilla. Devant Parent, Abdelkrim se plaint de l'action psychologique du capitaine Schmidt, des agissements de Hamidou, caïd des Marnissa, et de Medboh, caïd

des Gueznaia. Conscient de sa défaite, il envisage de fuir vers le territoire des Ghomaras pour poursuivre la lutte et « mourir avec ses guerriers face aux Espagnols ». Mais il pense en priorité à sa famille et à son entourage. Parent lui conseille de s'en remettre à la France. Ayant réuni son frère, son oncle, Azerkane et quelques autres, il décide de faire de nouvelles propositions de paix dont Parent, qui accepte, sera porteur à Melilla, au général Sanjurgo, et à Rabat, à Steeg. Il propose une nouvelle trêve, évoquant les importantes pertes civiles rifaines et précise qu'il envisage de se rendre à la France. Parent part immédiatement, laissant Gaud sur place, également porteur d'une lettre pour le marquis de Malmussi, représentant italien[32]. Il sera empêché de revenir avec les réponses. Aussi bien, entre-temps, tout sera fini.

Schmidt et Corap sentant que la proie est ferrée veulent s'arroger le bénéfice de la reddition : selon Montagne, il ne faut pas qu'Abdelkrim soit livré à l'Espagne, ce qui le transformerait en martyr. Pour lui, l'Espagne ayant été aidée à pacifier sa zone, pourra enfin remplir ses obligations internationales[33].

Schmidt écrit à Haddou de lui rendre les prisonniers, en échange de l'aman. Corap écrit, lui, à Abdelkrim l'invitant à se soumettre le plus rapidement possible. Il précise que la clémence de la France sera fonction de la rapidité de sa décision, la fin du Rif étant inéluctable. Abdelkrim hésite encore. Corap envoie le lieutenant de vaisseau Montagne porteur d'une lettre pour le chérif Ouezzani : « Abdelkrim est sous votre protection. À vous de lui indiquer le chemin ! Il sait que la France est généreuse si on fait appel à sa clémence, mais le moment approche où toutes les issues lui seront fermées. » Abdelkrim vient d'apprendre la défection de toutes les tribus côtières. Il vient aussi d'être informé que ses fidèles

révoltés lui refusent deux cent cinquante mulets pour transporter sa famille et ses biens. Le chérif l'incite à la reddition. Lui-même comprend que s'il veut sauver les siens, il n'est plus temps de s'enfuir vers l'ouest. Mais il veut des assurances. Il craint pour sa famille, ses biens et son propre sort si jamais il était remis aux Espagnols. Il envoie donc le chérif à Targuist chez Corap. « Venez sans délai, lui fait répondre Corap, sinon votre demande ne sera pas reçue. Libérez les prisonniers. Nous nous engageons en retour à protéger votre famille. » Et il envoie avec le chérif de Snada, le capitaine Suffren et les lieutenants Montagne et de la Rosière pour proposer officiellement à Abdelkrim les conditions de sa reddition.

À Snada, Abdelkrim est encore entouré de cinquante soldats réguliers qui ont gardé leur équipement, leur costume militaire (turbans verts, djellabas sombres, sacoches en bandoulière) et leur discipline. Avec deux cents partisans, un petit camp a été reconstitué. Une dizaine de ses proches l'assistent.

L'entrevue décisive

Dans une pièce du premier étage de la zaouia mise à sa disposition par le chérif, il reçoit, le 25, les trois officiers français. Il est calme, courtois, détendu, très royal, disent les témoins de l'audience et animé d'un détachement qui impose le respect. Il congédie ses familiers avec beaucoup d'ascendant. Montagne dira qu'en ces heures dramatiques, il apparaît comme un véritable chef d'État conscient de ses responsabilités et de ses devoirs. Il insiste sur sa dignité et sur sa noblesse. Abdelkrim avoue, d'une manière presque détachée, que sa situation est désespérée. Il détaille même ses erreurs. Puis il dit : « Je ne suis pas seul. Ma soumission va faire s'écrouler mon

œuvre. Des hommes qui ont confiance en moi, des tribus entières veulent encore lutter. Si je me rends, qui défendra leurs intérêts surtout face aux Espagnols, dans l'établissement de la paix ? » S'engage alors une discussion de deux heures, au bout de laquelle Abdelkrim demande à réfléchir. La délégation française se retire. À minuit, il convoque les trois officiers : « Je suis décidé, leur dit-il, à me soumettre au gouvernement français. Je vais donner l'ordre de libérer les prisonniers, le Dr Gaud et le caïd Haddou vont les conduire à Targuist. Je donne ainsi une preuve de ma bonne foi, car ils sont ma dernière sauvegarde. » « Mais il faut rendre aussi les prisonniers espagnols » insistent les trois officiers. L'Émir, dont Montagne dira qu'il aurait pu donner des leçons d'humanité à certains Français, acquiesce. Il tend une lettre qu'il vient d'écrire pour Corap datée du 25 mai : « J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre m'accordant l'*amman**. Dès à présent, je peux vous dire que je me rends à vous. Nous demandons la protection de la France pour nous et notre famille et je vous demande que ma famille qui se trouve à Kemmoun soit placée sous la sauvegarde de vos troupes. Je vous demande que dès mon arrivée dans les lignes françaises, des troupes soient envoyées à Tenfist et à Kemmoun pour la protéger. Dès ce matin, je me rends dans ce village pour traiter avec mon frère et mon oncle de l'évacuation de mes biens. Je reviendrais après à Snada. Quant aux prisonniers, je donne l'ordre de les mettre en liberté demain matin. » À l'aube, l'Émir part vers Kemmoun sur son beau cheval bai brun, avec des balzanes aux postérieurs. C'est un petit cheval, comme l'oblige l'infirmité d'Abdelkrim. Dès midi, il est de retour à Snada. Il dit alors aux officiers français qu'il vient d'apprendre que les troupes françaises ne pouvaient dépasser Targuist et donc proté-

ger sa famille. Un avion espagnol bombarde au même moment. Abdelkrim songe à se raviser et, selon certains témoins, envisage un temps de prendre la délégation française en otage.

Les Anglais lui auraient offert de mettre un bateau à sa disposition[51]. Les Espagnols lui auraient fait savoir qu'ils étaient prêts à lui consentir des conditions exceptionnelles s'il se livrait à eux. Est-ce ce qui justifierait ce changement d'attitude ? Selon ses intimes, Abdelkrim avait appris à se méfier. Il connaissait trop de secrets, possédait trop de documents compromettants (des documents, justement, qu'il aurait eu le temps de disperser chez les Khamlichi, Hitmi, le fquih Boufrahi, son ancien secrétaire), pour ne pas sentir qu'il demeurait un témoin gênant pour l'Angleterre et pour l'Espagne. Abdelkrim n'est pas l'être compliqué qu'on veut présenter : c'est à sa famille qu'il pense avant tout en ces heures pathétiques. Haddou et Gaud sont arrivés chez Corap avec 6 officiers, 8 sous-officiers, 27 soldats, 19 civils, 112 Algériens et Sénégalais, 105 soldats espagnols plus deux femmes et quatre enfants. Un nouveau rekka est envoyé au colonel pour lui demander l'assurance formelle de la protection réclamée par Abdelkrim. Il la reçoit. L'émir continue à hésiter : en l'absence de Parent, qu'il a visiblement attendu, il veut envoyer M'Hammed à Rabat voir Steeg. Corap décide de brusquer les choses. Il déclare à Haddou que si Abdelkrim ne se rend pas le lendemain, il n'y aura plus de protection.

Le rekka arrive à Snada le 26 au soir. Abdelkrim dort, le chérif hésite à le réveiller comme le lui demandent les trois officiers français pressés par leur chef. Il les reçoit alors à minuit. C'est l'entrevue décisive. Le chérif tente de convaincre l'Émir de se soumettre. Abdelkrim réfléchit. Les

autres se taisent. Puis, le visage inondé de larmes, Abdelkrim dit : « N'imchi kheir » (il faut mieux que je parte !).

La sonnerie du clairon

Il est 1 heure du matin, le 27 mai. Puis il se calme. Il dit aux officiers français, « restez une heure de plus, je pars avec vous ». Il se repose, prend ses dernières dispositions, donne ses derniers ordres avec une grandeur et une autorité qui frappent tous les témoins de la scène. Il descend dans la cour de la zaouia, réunit les cinquante hommes qui l'ont toujours protégé et escorté et les congédie en leur demandant de se rendre à Kemmoun. Il est 2 heures du matin. Tout le monde monte à cheval, l'Émir, sans un mot, prend la tête du cortège. Le chérif, les officiers français, les *spahis** et quelques cavaliers rifains le suivent. Une seule fois, avant de passer la montagne derrière laquelle disparaît la zaouia, l'Émir se retourne. Des fourrés sortent alors des fidèles qui veulent le saluer, lui dire adieu et baisent ses étriers et ses vêtements, se prosternent devant lui. Ils sollicitent un mot, un signe, un regard. Mais lui, déjà ailleurs, ne les voit plus. Il va vers son destin.

À 5 h 15, le clairon sonne à Targuist. Tous les vainqueurs se massent à l'entrée du village, pour assister à l'arrivée du vaincu : légionnaires, Sénégalais, goumiers, Schmidt, Bournazel, les partisans et en tête, les états-majors, Corap et le général Ibos. Abdelkrim passe devant le détachement, cependant que les clairons sonnent « aux champs ». Puis, vêtu de sa djellaba grise, la tête un peu penchée, l'œil observateur et vif, le collier de barbe noire bien taillée, il descend de son cheval. Allant vers Corap et Ibos, il dit simplement : « Je remets ma personne et mes biens à la France. J'ai confiance en sa

générosité. » Ibos répond : « Je vous remercie de vous être sacrifié à la paix entre nos deux peuples. La France vous en saura gré. » C'est fini…

S'approchant de Medboh et de Hamidou, Schmidt leur dit : « Voulez vous le voir ? » Medboh répond : « Que m'importent les chiens vaincus ! » Abdelkrim est remonté à cheval et passe le front des troupes. Quand il arrive à sa hauteur, Medboh détourne la tête et crache sur le sol.

Abdelkrim a le temps de dire à Schmidt : « Je n'ai jamais voulu la guerre avec la France. C'est l'étranger qui me l'a imposée. » Ses archives sont saisies et triées. À 10 heures, on enferme l'Émir dans son ancienne mahakma. Il va y rester deux jours. Pendant ce temps plus de quinze mille personnes arrivent avec leurs tentes, leurs animaux, leurs caravanes, dans un nuage de poussière : elles viennent faire leur soumission et réclamer la protection française contre les Espagnols. Elles ont brûlé leurs maisons, abandonné leurs champs pour ne pas vivre sous le joug ibérique. Elles tuent un taureau, pour faire l'*âar** (soumission) et jettent leurs armes, car des guerriers sont parmi eux.

Mektoub !

À peine la cérémonie est-elle commencée qu'une colonne de 2000 hommes, les 16e et 33e goums conduits par Schmidt et Bournazel avec leurs partisans Gueznaia et Branès vont à Kemmoun chercher la famille et les biens d'Abdelkrim : ils ramènent sous escorte 20 femmes, 40 enfants, quelques compagnons et quelques caisses, le trésor de guerre de l'Émir, qui, compté, se résume à 350 000 pesetas pour des dizaines de personnes à charge. L'Émir aurait confié ses titres de propriétés à la France[45]. Tous ces biens seront, par la suite, saisis par décret « à titre de sanction pour sa conduite envers le pouvoir légitime ».

Certains seront confiés aux Habous... Après enquête ouverte par le Makhzen sur la légitimité de la possession.

À 13 heures, ce même 27 mai, Abdesselam, M'Hammed, Azerkane, Mohammedi et Haddou, ainsi que d'autres ministres rifains se rendent au lieutenant-colonel Giraud. Cheddi, lui, est parti du côté espagnol : « C'est le plus rifain de tous les rifains » dira de lui le journaliste Roger-Mathieu[30]. La délégation du Maroc opprimé qui se résume aux trois fils Tazi est trouvée confinée dans une tente au centre de la zaouia de Snada et rapatriée à Fès. Le fils de Raissouni, Khalid, est libéré ainsi que les femmes de son père. Neuf déserteurs français sont remis par les Espagnols à l'armée française. Le lendemain de la reddition d'Abdelkrim, pendant la nuit, une colonne espagnole de huit cents hommes remontant imprudemment les berges de l'oued Ghis est encerclée et anéantie, non loin de Targuist. Quelques îlots de résistance perdurent chez les Ouriaghli, les Bocaya : Ahmed el Beqqar, chef des Beni Mestra, Ould Guedara el Zerouali, ancien caïd des harkas des Beni Zeroual, surtout Khériro, l'ancien lieutenant de Raissouni et Boudra l'ancien ministre de la Guerre d'Abdelkrim, continuent à résister, certains s'étant repliés dans les Djebalas. Abdelkrim lui, est emmené le 29 mai à Taza par une escorte de goumiers et de spahis. « Mektoub, dit-il. Dieu m'abaisse après m'avoir élevé. » « La reddition d'Abdelkrim met fin à une aventure qui, alliée à nos propres fautes, a mis un instant en péril, notre merveilleuse œuvre marocaine », écrit le *Figaro*. Cette reddition, la Chambre, à Paris, la salue, le franc remonte. Pétain et Alphonse XIII échangent des messages de félicitations. « Je veux qu'on se taise quand on cesse de ressentir » dit Daniel Bourmancé-Say.

NOTES

1. Lettres dans *Les Mémoires*, Roger-Mathieu, p. 231-234.
2. Sur les propositions d'Abdelkrim, voir *Le rêve d'Abdelkrim* et également la contribution d'A. Youssoufi, dans les *Actes du colloque*, *op. cit.*
3. Sur les hésitations de Steeg, voir D. Rivet, p. 129, *Actes du colloque*. Sur la position de Pétain, voir le colonel Laure, *op. cit.* Rapports réciproques et contradictoires de Steeg et de Pétain au gouvernement en janvier et février 1926.
4. Oved, t. 1.
5. Sur Robespierre et Girard, voir Oved, t. 1, p. 304-305.
6. Voir Isoart, p. 193, *Actes du colloque*.
7. Voir Isoart et Oved, *op. cit.*
8. Voir Gabrielli.
9. Voir le colonel Laure, *op. cit.*
10. Du 1er mars 1926.
11. Voir Ageron, *L'enfance du PCF* et également les livres sur l'anti-colonialisme.
12. Oved, t. 1.
13. Voir Gallissot, Oved et Ageron, *op. cit.*
14. Sur les divisions de la ligue, Oved, t. 1, p. 433.
15. D. Rivet, *Lyautey et le protectorat*, p. 264, t. 3.
16. Les diverses lettres d'Abdelkrim de mars et avril 1926 sur le Khalifat, *in* Jacques Crémadellis, *op. cit.*
17. Sur les missions Gaud, Parent et Montagne, voir *La conquête pacifique du Maroc*, *op. cit.* ; *Abdelkrim* de Pierre Dumas, et *Les Mémoires* de Roger-Mathieu. Voir également Gabrielli.
18. *La Tribune marocaine*, de mars 1926.
19. Sur les négociations d'Oujda et leurs préparatifs, tous les témoignages se recoupent, ceux du colonel Laure, *op. cit.*, p. 223, Pierre Dumas, *Abdelkrim*, *op. cit.*, Célarié, *L'épopée marocaine*, *op. cit.*, y compris ceux d'Abdelkrim lui-même dans *Les Mémoires*.
20. Voir détails dans le colonel Laure, *op. cit.*
21. Gabrielli, p. 130 et suivantes, donne d'abondants détails sur les préparatifs de la conférence d'Oujda.

22. Gabrielli publie également les échanges de correspondance et les conditions réciproques.
23. Voir les travaux d'Ageron et sa contribution in *Actes du colloque*.
24. Déclarations dans Oved, t. 1.
25. Voir colonel Laure, p. 223.
26. Sur les trois semaines de combat, voir le témoignage de Pierre Rondot, *Notes sur la campagne du Rif*, p. 167-170, des *Actes du colloque*. Du même, lire son jugement sur Abdelkrim dans *Études*, mars 1963.
27. Voir *Les Mémoires* de Roger-Mathieu et Henriette Célarié, *op. cit.*
28. Témoignage de Vincent Montreil : il estime que l'échec d'Abdelkrim est dû à la supériorité écrasante des forces adverses.
29. Carleton Coon, cité par Mohamed Zniber, in *Actes du colloque*.
30. Il passera en jugement en 1926, selon Pierre Dumas.
31. Sur la reddition d'Abdelkrim, voir les écrits de Pierre Dumas (p. 156-163) qui publie, comme d'autres, les échanges de lettres avec Corap. Également le colonel Laure, R. Montagne dans *Révolution au Maroc*, p. 127-130, et son article dans *Politique étrangère*. Voir également *La revue de Paris, Le règlement de l'affaire du Rif*, 1er avril 1926, 33e année, p. 641.
32. Sur Malmussi, p. 155 des *Mémoires*, de Roger-Mathieu.
33. *Révolution au Maroc*, *op. cit.*
34. Sur les propositions anglaises, voir *Les Mémoires*, et *L'étrange aventure rifaine*, *op. cit.*
35. Roger-Mathieu, p. 216-219.
36. *Le Figaro* du 28 avril 1926.

Chapitre 12

L'exil ou la légende des Ariaz

Abdelkrim est à Fès, avec sa famille, dans le quartier Duh. Sous les ordres du général Mongin, il est soumis à des « consignes d'une sévérité exemplaire ». Mais il est bien traité. On lui dit même que son exil, nécessaire, ne sera pas long et qu'il reviendra bientôt au Maroc français. Il a demandé à aller avec ses proches en terre d'Islam, fonder un village d'agriculteurs. Cette réclamation, Robert Montagne[1], pour lequel l'ascension et la chute de l'Émir sont une confirmation du mécanisme éternel des forces politiques au Maghreb, la juge recevable et s'indigne qu'on ne l'ait pas acceptée. Mais les Français veulent décider du sort d'Abdelkrim en accord avec l'Espagne.

Entre les deux pays, les négociations ne cessent pas, pour démanteler l'appareil militaire et régler les lendemains. Des conférences se tiennent les 4 et 14 juin, l'une à Rabat, l'autre à Paris. C'est là qu'il est décidé d'envoyer Abdelkrim dans l'océan Indien. Les populations sont désarmées, trente mille fusils saisis. Mais le cœur du Rif n'est pas atteint, le bloc montagneux central continue de résister. Certains combats sporadiques vont s'y dérouler jus-

qu'à la fin de l'année 1926, bien qu'il soit encerclé et que les principaux centres, comme Ouezzane et Chaouen soient repris en août. Les Senhadja du Sraier, les Beni Khaled, les Beni Ahmed qui ont donné refuge à des Ouriaghlis, continuent à combattre sous les ordres du caïd Boudra, ancien ministre de la Guerre d'Abdelkrim, réfugié chez les Ghezma et les Kmès, de Kheriro, qui sera tué en décembre, de Mohamed et Abdesselam Temsamani. Les Français profitent de ce que leur armée est encore en place pour réduire « la tache de Taza » où Si Raho capitule.

En juillet, nouvelle rencontre franco-espagnole pour délimiter la frontière, par une commission, surveiller réciproquement les côtes et les eaux territoriales : il est décidé que les Français occuperont provisoirement (pour six mois), une partie de la zone espagnole et s'en retireront par la suite.

L'autonomie des tribus ? Il n'en est plus question. Les promesses étaient faites quand la situation militaire était encore indécise. Leur objectif était essentiellement de neutraliser la Chambre et l'opinion, de gagner du temps. Tout cela est devenu superflu.

En quelques semaines[2], après quinze ans d'échecs, l'Espagne s'installe pour de bon dans le Rif et dès la fin de l'année, elle tient solidement la baie d'Al Hoceima. C'est l'heure des récompenses et des règlements de comptes. Primo de Rivera est fait marquis de Estrella. C'est lui qui signe les accords franco-espagnols avec Briand. Gabrielli obtient en décembre sa 15e citation à l'ordre de l'Armée, Medboh est fait, à 52 ans, chevalier de la légion d'honneur et croix de guerre. Un des fils de Moulay Youssef épouse une des filles du Glaoui qui a fourni des contingents contre Abdelkrim.

L'heure de l'amertume

Klems, emprisonné à Meknès, y comparaît devant le conseil de guerre. Il demande à accompagner Abdelkrim dans son exil. Demande repoussée. L'ancien légionnaire est considéré comme un traître et un déserteur et condamné. Azerkane est mis en résidence forcée à Casablanca, Haddou, envoyé sans sa famille (sa femme et sa fille sont recueillies par Daniel Bourmancé) à Mogador (Essaouira), Boujibar exilé à El Jadida qui s'appelait encore Mazagan, Boulahia à Safi. El Bogdadi, secrétaire d'Abdelkrim, s'est réfugié à Alger et y deviendra membre de l'association des ulémas algériens.

Abdelkrim attend toujours dans la médina de Fès quand, les 26 à 28 juin, le roi et la reine d'Espagne sont solennellement reçus à Paris et quand, le 14 juillet, les soldats français et espagnols défilent sur les Champs-Élysées devant Gaston Doumergue, président de la République française, Primo de Rivera et le sultan Moulay Youssef, sous les acclamations des badauds et quelques huées, surtout celles des travailleurs immigrés[3].

Car l'amertume est grande parmi les opposants à la guerre.

En juin, Marcel Fourier a écrit une chronique intitulée « L'opportunisme impuissant », dans la *Révolution Surréaliste*[4] : « Ceux qui ne comprennent pas qu'une victoire des rebelles rifains sur les troupes franco-espagnoles ou sur les diplomates d'Oujda, est un événement révolutionnaire au même titre que la grève des mineurs anglais (1,5 million !), sont incapables de rien comprendre à la révolution… L'impérialisme s'édifie au profit d'un nouveau monde capitaliste, l'Amérique, tandis que passe au second plan l'Europe colonisée… »

La lucidité annonce la remise en cause. Elle viendra en décembre d'un long article d'André Breton intitulé

« Légitime défense », très violent, où sont critiqués la présidence de Poincaré « une injure à l'esprit », le style de l'*Humanité* « puéril, inutilement crétinisant, illisible, indigne du rôle d'éducation prolétarienne ». Barbusse, très contesté à *Clarté* depuis le début de l'année, mais défendu par le bureau politique du Parti que Breton juge « égaré dans un rôle qui n'est pas le sien, alors qu'il est réactionnaire et que ses goûts littéraires sont douteux », etc., etc. Breton ne remet pas en cause son engagement politique (il n'est pas encore inscrit au parti), mais, pour lui, l'adhésion aux thèses du PCF est « minimale ». Aussi bien, « la flamme révolutionnaire brûle là où elle veut et n'appartient pas à un petit groupe d'hommes ». Mais il s'interroge sur les problèmes de l'écriture face à la politique, de l'écriture admise par la politique et les institutions. En fait, il fait le constat de l'impossible liaison entre la littérature et la politique institutionnelle.

Au parti, les interrogations ne sont pas moindres et les lendemains ont des goûts tout aussi amers. Ben Lakhdal s'est réfugié en Syrie comme beaucoup d'Algériens. Au Ve congrès, en juin, à Lille, on a réglé les comptes. Treint et Girault sont évincés du bureau politique où Thorez fait son entrée, d'autres sont expulsés. Marty se demande ce que vont devenir les militants « victimes des erreurs gauchistes », notamment les marins du Courbet envoyés par dizaines au bagne et alors que les cours d'appel continuent à juger ceux qui sont poursuivis pour faits de pacification, appel à la désertion, distribution de tracts. Thorez, Doriot, Semard, ont sauvé leur tête. Mais le parti doit se réorganiser et le débat continue, compliqué de la bolchévisation qui se met en place et de la résistance des militants issus du syndicalisme révolutionnaire face aux jeunes loups de l'appareil qui obéissent sans états d'âmes au Komintern et montent dans la hiérarchie. L'In-

ternationale s'en mêle et accroît les querelles de personnes. Mais le Rif n'est plus « ce poignard situé à un centimètre du cœur des impérialismes » dont parlait Marty et dont il parlera encore longtemps. A-t-il, pour autant, « trempé le parti » ? En tous cas, les effectifs baissent. Ce sont des lendemains qui déchantent. Mais on continue quand même à aider les nationalistes des colonies : c'est en 1926 qu'est créée à Paris l'Étoile Nord Africaine par un Messali Hadj venant du PCF, un congrès des peuples coloniaux a lieu à Bruxelles... En France, le nombre des travailleurs immigrés nord-africains a doublé de 1921 (36 200) à 1926 (69 800). L'ensemble des travailleurs coloniaux atteint 350 000 dont 50 000 à 60 000 sont syndiqués (et il y a 2 500 000 immigrés étrangers en France). Montée du fascisme en Italie, constitution accordée au Liban et bientôt à la Syrie, révoltes en Indochine, c'est une période de transition.

Le train de l'exil

À Londres, où, sur les instances françaises le gouvernement a ordonné des enquêtes sur tous les hommes d'affaires qui ont traité avec le Rif, on ignore ce que sont devenus Gardiner et Gordon. Une lettre saisie à Saint-Malo chez Gertrude Aznell évoque les 100 000 marks que réclamerait Gordon, mais pas pour lui. Lui, désavoué par le gouvernement anglais, en aurait été même de sa poche. Selon d'autres sources, Hacklander aurait versé les 100 000 marks à Gordon. Serait-ce pour payer les dettes de Gardiner à l'Émir, pour lesquelles celui-ci, excédé, avait pris Pierre Dinter comme avocat ?[20] On l'ignore. La lettre, d'accès récent, saisie dans les archives de l'Émir en 1926, récemment ouvertes aux chercheurs, ne permet pas de comprendre les véritables relations d'Abdel-

krim avec les Anglais et les Allemands, qui restent une des inconnues de la courte histoire de l'État rifain.

Abdelkrim attend toujours à Fès. Soudain, fin août, on le met dans une voiture pendant que les vingt tonnes de bagages suivent en camion, puis dans le train pour Casablanca. Pendant le trajet, l'Émir est debout dans le couloir avec le capitaine Sagnes. Il s'emplit les yeux du paysage et s'occupe de ses enfants qui ont entre 8 et 1 an. Les femmes regardent par les portières. M'Hammed parle. À chaque arrêt, on vient les ravitailler en nourriture. À l'escale de Rabat, le général Mongin monte dans le train qui arrive à 9 heures du soir à Casablanca. Abdelkrim, le capuchon de sa djellaba rabattu sur les yeux, est l'un des derniers à descendre et marche rapidement, appuyé sur sa canne, entre une double haie de curieux. Les témoignages ne sont pas clairs[7]. Selon les uns, toute la famille est logée, en attendant le bateau, à l'hôtel de France, place centrale, en ancienne médina. Selon les autres, le navire de guerre, l'*Abda*, attend déjà à quai depuis le début de l'après-midi et l'Émir embarque immédiatement en descendant du train. Quoi qu'il en soit, l'*Abda* lève l'ancre dans la nuit pour Marseille. Un journaliste, Roger-Mathieu, correspondant au Maroc du *Matin*, qui avait déjà, en 1925, rencontré Abdelkrim et M'Hammed dans leur QG de Tarzerout « réussit à se glisser » sur le navire et à y avoir durant les trois jours et les trois nuits de la traversée des entretiens avec l'Émir et son frère. Il en tirera un livre de 235 pages, plus quelques documents en annexe (des lettres d'avril 1924, des traités, une note accréditant Haddou, des missives d'Abdelkrim à Gordon Cannings et Hacklander), qui, achevé d'imprimer le 16 décembre, sera publié le 26 à Paris, sous le titre *Les Mémoires d'Abdelkrim*, dont la signature authentifie d'ailleurs l'ouvrage[8].

Des mémoires

Ces prétendus mémoires, une succession d'interviews plutôt (Abdelkrim comprend les questions posées en français, mais répond en arabe et M'Hammed traduit), sont arrangées et commentées par l'auteur. Roger-Mathieu évoque d'abord dans une longue introduction le conflit franco-rifain de 1925. Il revient, en première partie, sur la jeunesse d'Abdelkrim et la bataille d'Anoual. En deuxième partie, il raconte l'origine du conflit avec la France, et, en troisième, il s'étend sur les relations entre les Rifains et les étrangers. Il raconte enfin « la fin de l'aventure ».

L'auteur, sur la ligne de Lyautey, déplore que les choses aient ainsi tourné au Rif. Il insiste beaucoup sur la thèse d'un complot de diverses puissances européennes contre la France au Maroc. Il veut faire dénoncer par Abdelkrim ceux qui, parmi les Européens, l'ont aidé depuis 1924 et poussé à entrer en guerre avec Rabat. Jusqu'à un certain point, Abdelkrim se prête à la manœuvre : il est prisonnier[9]. Ainsi, il n'a pas de mots assez durs pour dénoncer Harris, qui, dit-il, l'aurait trompé et aurait été même son mauvais génie : « Il s'est posé en porte-parole de l'Angleterre, il m'a constamment poussé à la guerre. » Critiques également contre le consul américain de Tanger, les journalistes américains qui auraient déformé ses propos. Tous lui auraient dit que la France était dans une position difficile, qu'il n'avait qu'à tenir bon et l'auraient incité, en 1925, à repousser les propositions françaises de négociation. Abdelkrim critique aussi les Français intéressés par les mines, dont certains, précise-t-il, l'ont trahi pour servir les Espagnols, et tous ceux, qui se sont abattus sur le Rif « plus nombreux que des sauterelles ». Mais Abdelkrim détaille sans commentaire et sans insistance ses relations avec Hacklander (qui, dit-il, lui a fait miroiter une indépendance garantie par la SDN) et Gar-

diner, et passe presque sous silence ses rapports avec Gordon Cannings. À cause de toutes ces considérations, qui ne correspondent pas avec l'image que beaucoup se sont faites d'Abdelkrim, ces prétendues mémoires ont été sujettes à caution et n'ont pas été retenues comme une source sérieuse.

Pourtant, il semble bien que les propos d'Abdelkrim, certains tout au moins, ne puissent être mis en doute. Ils correspondent trop aux lettres, déclarations et actions de l'Émir, telles que l'histoire objective les donne à voir, et également à ce trait d'Abdelkrim qui a servi sa médiatisation : cette faculté de répondre ce que son interlocuteur du moment attendait, sans pour autant dévier de sa ligne et de la politique qu'il s'était fixées. D'ailleurs, certains passages, selon Roger-Mathieu, sont rédigés directement par Abdelkrim qui fournit des notes écrites pour éviter toute ambiguïté ou erreur.

Entre autres propos, Abdelkrim dit – et Roger-Mathieu ne le lui fait pas expliciter, ce qui est dommage – qu'il y a eu trois conflits qui se sont superposés dans le Rif. Il insiste, puisque c'est l'heure de l'amertume : « Je ne voulais pas la guerre avec la France. Je la savais trop forte pour que je puisse en triompher. Cette guerre, l'étranger me l'a imposée »... Tout au long de cette histoire, on peut avoir le sentiment qu'Abdelkrim a su jouer avec brio des rivalités coloniales. À l'heure de l'exil, pourtant, il estime, lui, en avoir été la victime. Mais son orgueil ne peut s'en contenter, et on le croit volontiers quand il ajoute : « J'ai été battu, mais vous aussi. Vous avez dû faire venir le maréchal Pétain, deux cent mille hommes, de l'armement. Fin 1925, j'étais encore maître de la situation. Ensuite, vous avez perdu définitivement le Rif le jour où vous avez décidé mon exil. Vous auriez pu le conserver, si vous m'y aviez laissé. Je vous aurai appe-

lés au service du développement de mon pays. » Il dit encore : « J'aurais pu apporter au Rif ce que la France a apporté au Maroc, l'ordre, la sécurité, la prospérité économique, avec cet avantage supplémentaire que je suis musulman et que c'est d'un chef de leur foi et non d'un Infidèle que les Marocains auraient reçu ces bienfaits. »

Avec l'Espagne, la poursuite de la lutte par le caïd Boudra, son ancien ministre, l'incline à espérer que tout n'est pas fini : « les armes sont cachées dans des silos, le Rif se soumet provisoirement ».

Trop tôt

Abdelkrim dénonce « l'horrible civilisation de fer de l'Occident qui fait de lui un barbare parce qu'il est faible et mal armé » (d'ailleurs, il précise « mes forces militaires ont été constamment surévaluées »), il dénonce le panislamisme qu'il tient pour un instrument de l'impérialisme, surtout britannique. Face à lui, Roger-Mathieu a beau jeu d'évoquer un leader désaccordé avec son temps et son milieu, dont l'échec « a été prodigieusement avancé par toutes sortes de maladresses et dont, ni les conditions nationales ni la situation internationale, n'ont pu favoriser l'action réformatrice et l'entreprise anticoloniale ».

Mais l'Émir, lui, est serein, s'il semble à son interlocuteur surtout las et quasi indifférent à son sort. Au moment où il voit s'éloigner la terre de sa patrie, où il quitte pour toujours (mais il ne le sait pas) le Rif et le Maroc pour gagner le bout du monde, il dit : « Je pars en toute tranquillité d'esprit. Je m'en remets à la justice et à la clémence de la France. Je suis résigné. » Il dit aussi : « Je suis venu trop tôt. Je suis convaincu que tous nos espoirs seront réalisés un jour par la force des événements et les vicissitudes du moment. » S'il entend par là l'indépendance

qu'il a toujours voulue, il a raison, mais trente ans trop tôt. Abdelkrim est croyant. Il dit aussi : « Tout ce qui est arrivé était écrit. Ma fin était inscrite dans le livre du destin[10]. »

Le navire arrive à Marseille. Roger-Mathieu photographie l'Émir, son frère, son oncle et trois petits garçons curieux de tout, puis quitte le navire muni de ses notes, de ses clichés, de documents et de la signature de l'Émir. Celui-ci qui a remis son sort dans les mains de Dieu est enfermé à l'île de Frioul avant le départ d'un nouveau navire, l'*Amiral Pierre*, qui va l'emmener de la pointe des Galets à La Réunion avec vingt-neuf personnes, membres de sa famille et serviteurs. L'Émir vient d'avoir un autre fils, Idriss. Abdesselam a 1 an. Mumim, Abdelkrim et Said sont déjà plus âgés.

Il y parvient le 10 octobre. Les Réunionnais accourent sur le port pour assister à ce débarquement extraordinaire, analogue à ceux d'autres exilés illustres que leur île a accueillis, le sultan déchu des Comores, la reine exilée de Madagascar, Ranavalo, les empereurs d'Amman... Abdelkrim, un peu grossi, descend, toujours vêtu de sa djellaba, aux côtés du capitaine Sagnes qui l'accompagne et de M'Hammed, très élégant en costume européen et coiffé d'un fès. On les emmène en automobile à trente-cinq kilomètres de là, près de la capitale, Saint-Denis. Abdelkrim fait arrêter la voiture pour contempler le panorama superbe, la route en corniche, la mer, l'hippodrome où se déroule une course de chevaux, le port, la végétation tropicale, le décor sur fond de collines boisées. Puis on traverse Saint-Denis, un quartier sale et populeux et le cortège arrive à la villa Morhange, à trois kilomètres de la petite cité où Abdelkrim, sa suite, ses deux femmes, ses enfants, son frère, son oncle, son cousin Amghar, Hassan, son ami intime, leurs femmes et leurs enfants, la servante

Zineb, Mouh, le domestique, vont désormais vivre[1]. C'est une jolie villa blanche à colonnades construite dans le style colonial du sud des États-Unis, au milieu d'un parc de quatorze hectares et d'une forêt de 15 000 bananiers. Elle a un jardin potager, mais est située dans une région très chaude, quasi insalubre, délabrée et gardée par des gendarmes. Douze pièces seulement sont habitables, dans les autres, les plafonds s'effondrent. Il y restera dix ans, jusqu'en 1936, devant demander la permission de sortir et de recevoir des visiteurs. Le gouvernement français achètera ensuite pour lui et pour 200 000 francs, le Castel Fleuri, une vaste demeure avec un grand jardin.

Trop moderne

La vie s'organise. Abdelkrim, fin lettré, lit, écrit, apprend le français et travaille sur une table ronde dans une pièce nue avec une étagère surchargée d'appareils de toutes sortes y compris de cuisine. Il jardine et marche dans le parc, toujours en djellaba grise et turban, les pieds nus dans ses babouches, mélancolique, mais affable et policé. Il reçoit de rares journalistes et leur répond en arabe, M'Hammed continuant à traduire, à moins que ce ne soit Sagnes. Ses fils vont d'abord à l'école primaire, puis au lycée français Lecomte de Lisle de Saint-Denis où ils ont pour condisciples, Raymond Barre et Jacques Vergès. Il veille scrupuleusement sur leur éducation, leur apprend l'arabe et leur interdit de parler français à la maison. La famille est autorisée à se promener en voiture dans l'île, mais pas à entrer en contact avec les quinze mille Musulmans qu'elle compte, pour la plupart d'origine hindoue et comorienne.

Alors qu'il vient d'arriver dans ces antipodes, le 5 novembre, la revue *El Manar* du Caire, consacre un long article à l'expérience d'Abdelkrim intitulé : « L'ignorance des chefs musulmans » et ainsi sous-titré : « Les actions blâmables des confréries et des chérifs, causes de la défaite du leader rifain[12]. » Tout part d'une déclaration de l'Émir : « La cause de ma défaite a été le fanatisme religieux », et des critiques qu'il a adressées à certains chérifs et marabouts qu'il a qualifiés d'« anthropolâtres » : « J'ai tout fait pour débarrasser ma patrie de leur influence qui constitue un obstacle sur la voie de la liberté et de l'indépendance »... « J'ai admiré la Turquie, poursuit l'Émir... les cheikhs se sont opposés à moi parce qu'ils m'ont vu porter un costume d'officier... Tout pays où ces cheikhs religieux gardent une grande influence ne peut avancer que lentement sans le recours à la force et à la violence[13]. Je dois préciser que je n'ai trouvé au Rif aucun encouragement à réaliser mes projets de réformes, seuls quelques groupuscules à Fès et en Algérie m'ont compris et m'ont soutenu parce qu'ils étaient au courant de ce qui se passait à l'étranger... Les pays musulmans ne peuvent devenir indépendants sans se libérer au préalable du fanatisme et suivre les traces des pays européens... En un mot, je suis venu trop tôt. » C'est alors que le journal commente ces propos : il ne suit pas le texte de l'Émir, il en prend l'exact contre-pied. Pour les doctes savants du Caire qui vitupèrent contre le salafisme, Abdelkrim est un nationaliste, un réformiste musulman. En somme, selon *el Manar*, Abdelkrim a échoué parce que « trop influencé par l'Occident pour avoir su diriger son peuple... il a dressé contre lui les chefs des confréries religieuses et leur a enlevé leur rôle... il a voulu remplacer trop vite les liens communautaires religieux par un sentiment politique nationaliste et n'a pas été suivi ». Le journal estime que les

salafistes sont tous des opportunistes et que les Turcs, eux aussi, ont échoué : « Ils ont perdu leur empire pour un petit État. » Donc Abdelkrim a perdu parce qu'il était trop moderne. Les leaders nationalistes marocains vont tous par la suite le juger à cette aune, on le verra au Caire. Pourtant, pour Abdallah Laroui, Abdelkrim est un des derniers tenants des révoltes messianiques paysannes, une forme de révolte primaire qu'il ne rattache pas aux futures résistances politiques urbaines[14]. Il serait alors plus passéiste que moderne. Toujours incompris en tous cas. Mais, pour l'heure, il n'en a cure, se sachant condamné à l'oubli.

Très mal avec le temps

À Paris, le PCF tombe à 15 000 adhérents, contre 130 000 pour « les sociaux traîtres », « les négriers et policiers de la bourgeoisie » de la SFIO. Dans le Paris de la Belle Époque, où les chars de suffragettes de la Ligue pour les droits des femmes et la belle Mme Hanau occupent le haut du pavé, il y a peu de place pour les problèmes des colonisés : « Jadis j'avais la foi révolutionnaire, les événements me l'ont fait perdre », ironise Hervé. Ce faisant, il est davantage en phase avec son temps que Lozeray incarcéré à la prison Barberousse à Alger pour provocation de militaires à la désobéissance et que tous ceux qui sont condamnés par les cours d'appel de Nancy et d'ailleurs pour leur participation aux manifestations contre la guerre du Rif[15] ! Évoluant dans un environnement social, politique, technologique qui progresse, la majorité des ouvriers ne sont pas prêts pour une communauté d'intérêt avec les montagnards rifains en déroute. « Nous sommes mal, très mal avec le temps », commente André Breton.

Clarté évolue vers le trotskysme, se détache du PCF. Toujours à contre-courant, celui-ci qui n'est parvenu ni à infléchir la politique gouvernementale, ni à influencer réellement l'opinion publique, continue son action anti-coloniale : congrès constitutif, en 1927, de la ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, création de l'association des étudiants musulmans nord-africains à Paris. Il devient donc l'ennemi public des dirigeants. Albert Sarraut le proclame officiellement à Constantine. Derrière toute contestation coloniale on verra désormais et pendant des décennies « la main de Moscou » et l'action du PCF. Pourtant, les choses ont changé. C'est l'heure de la bolchévisation et de l'alliance des quatre classes, ouvriers, paysans, intellectuels (Breton vient d'adhérer), démocrates et classe moyenne urbaine, politique qui suit les aléas du Komintern et de la montée en puissance de Staline. Trotsky est exclu en 1928, l'année où le PCF perd les élections face à un cartel des gauches devenu Union nationale. Arrêté en 1927, Sultan Galiev est jugé en 1929 pour « nationalisme bourgeois ». Boukharine est éliminé de l'Internationale qui tombe peu à peu en dégénérescence. L'heure est désormais à la défense exclusive de l'URSS[16].

Lyautey s'est retiré en 1929 à Thorey en Lorraine. Il vieillit, reconstruit patiemment son environnement dans sa maison de Crévic, détruite pendant la guerre, il classe ses papiers, installe dans son grenier un salon marocain avec tapis et divans. Il a fallu quatre ans pour que la plaie se referme et qu'il puisse entendre à nouveau parler du Maroc où son départ a accéléré la colonisation effective et fait évoluer le protectorat vers l'administration directe[17]. Désormais, le vieux maréchal s'occupe de politique régionale et accepte de penser sans acrimonie à sa carrière exceptionnelle : il a construit vingt villes, il a connu tout ce que la gloire militaire et la puissance civile

peuvent offrir à un être humain[18]. Mais il est toujours aussi inquiet et insatisfait, toujours autant jeune de caractère et d'esprit et avide de travail. Daniel Bourmancé-Say continue de le regretter. « Depuis son départ honteux, dit-il, le Maroc est tombé en décadence[19]. » Il vitupère contre ceux qui l'ont remplacé : « ces gens-là qui amènent comme fonctionnaires leurs agents électoraux, oublient totalement que le Maroc est aux Marocains et que nous n'y sommes qu'en éducateurs... Mais encore faudrait-il avoir la pudeur de ne pas s'y vautrer en profiteurs... ! » Sans illusion, Gabrielli est devenu chef de poste à Oujda. Ho Chi Minh est en Chine avec Borodine, adjoint du représentant du Komintern près du gouvernement révolutionnaire chinois depuis 1925. En 1927, la répression de Tchang Kaï-Chek le fait fuir vers Moscou et Berlin après que, lié à Pham Van Dong, futur président de la République du Vietnam, il ait tenté d'unir les ouvriers de tout le Pacifique. En 1930, on va le retrouver à Hong Kong et à Singapour, condamné à mort par contumace. Ses amis français, Ducreux et Noulens, sont arrêtés. Pour éviter qu'ils ne soient livrés à la France, le secrétariat international de la Ligue contre l'impérialisme de Londres mobilise les travailleurs anglais et force le gouvernement travailliste à respecter le droit d'asile. Aznell engage un avocat, Frank Loseby, pour défendre Ho Chi Minh qui réussit à s'enfuir[20].

Une base arrière de l'armée espagnole

Moulay Youssef meurt le 27 novembre 1927 dans son palais de Fès. C'est son troisième fils, le futur Mohamed V, que le résident de l'époque choisit pour lui succéder. Le Maroc n'est pas encore conquis. Les graines de la révolte anticoloniale se sont étendues au Haut Atlas

oriental et central et à l'Anti Atlas, sans oublier le sud, Draa, Tafilalet[21]. Dans le Moyen Atlas, Moha ou Hamou tient tête pendant huit ans aux forces françaises, à la tête de ses cavaliers zaians. Dans les villes, les anciens noyaux urbains de soutien au Rif restent actifs sous couvert d'associations théâtrales et sportives et la prise de conscience d'une revendication nationaliste se fait jour lentement.

Le Rif, lui, est conquis. Presque du jour au lendemain, il devient la base arrière de l'armée espagnole, l'occupation militaire y est proportionnellement dix fois plus nombreuse que dans la zone française. Quinze mille jeunes Rifains, qui seront plus tard la garde prétorienne du général Franco, sont recrûtés[22]. Les structures sociales, les traditions ne sont pas touchées, les marabouts retrouvent leur prépondérance : le pays reste inviolé mais s'hispanise lentement des contacts, des voyages en Espagne des fils des anciens rebelles (envoyés aussi étudier au Caire !), des mariages mixtes, des métissages. Des écoles (les premières ont été créées en 1924) sont installées à Tétouan, ainsi qu'un institut hispano-marocain. Khalid Raissouni devient pacha de Larache. Les deux principaux piliers de la politique espagnole sont les anciens compagnons d'Abdelkrim, Boudra et Cheddi[23]. La compagnie espagnole des mines du Rif du comte de Ramanonès exploite tranquillement le fer du Djebel Aouan : à chaque embarquement, le gouvernement espagnol prélève la moitié de la valeur du minerai. À Tanger, l'Italie obtient une part plus importante dans l'administration de la ville. Mais à Tétouan, les premiers groupes nationalistes apparaissent, en septembre 1930, le *Hayat** al Watanya (le parti de la vie nationale) qui va devenir peu à peu l'embryon de la revendication d'indépendance dans la zone nord, en liaison avec le Caire, fréquenté assidûment par l'élite du pays. Une association pour la défense

du Maroc s'y crée d'ailleurs la même année et Chakib Arslan, toujours actif au service de la cause marocaine, en est le président. Il s'inspire des principes d'Abdelkrim dans la lutte de la résistance druze et ne l'oubliera jamais[24].

En Espagne, les choses ne s'arrangent pas : Primo de Rivera, en 1930, donne sa démission après un soulèvement militaire et se réfugie à Paris où il meurt en mars. Bérenguer revient au pouvoir, ce qui n'empêche pas un autre soulèvement de l'armée. De prononciamuentos militaires en révoltes, le roi finit par démissionner le 12 avril 1931 et est banni quelques mois plus tard[25]. La République est proclamée : Abdelkrim, dans ses antipodes, accueille la nouvelle avec joie, fait savoir son geôlier, le capitaine Verines. Mais sa mère est malade. Il écrit en 1932 au président de la République française en rappelant qu'il a mis fin à l'effusion de sang, qu'il s'est rendu, qu'il a libéré les prisonniers. Il dit : « Je suis bien traité, mais l'exil est dur, c'est le châtiment le plus pénible qu'il était possible de m'infliger. Ma mère veut revoir le pays où mes sœurs sont restées, mes femmes voudraient revoir leurs familles. » Il demande à rentrer au Maroc ou au Maghreb et que l'on mette à l'épreuve sa fidélité et sa reconnaissance : « La France et SM le sultan du Maroc n'auront pas de plus soumis et fidèles serviteurs que moi, les miens et tous mes amis. » Le capitaine Vérines appuie cette demande : Abdelkrim, écrit-il, est un prisonnier modèle. Il élève ses enfants à la française (un de leurs professeurs au lycée Lecomte de Lisle inculquera même à l'un d'entre eux un accent de Belleville qui fera plus tard l'étonnement de ses visiteurs au Caire !). Il leur inculque l'amour de la France (il en demande même pour eux la nationalité) et rêve d'offrir ses fils, ceux de son frère et de son oncle, au service de la France. Mais rien n'y fait.

Paris ne répond même pas, sinon par de fausses rumeurs d'évasion de l'Émir, l'année suivante[26].

En Europe, on a d'autres chats à fouetter. On a célébré avec faste l'Exposition universelle dont l'organisation a été confiée au maréchal Lyautey, qui, bien que boycottée par les surréalistes, a accueilli trente-quatre millions de visiteurs. André Breton vient de publier le deuxième manifeste : il sent monter une nouvelle catastrophe mondiale et le dit[27]. Il n'est pas le seul. Après le krach de 1929, le fascisme menace. Le racisme se répand dans la classe ouvrière. Les ouvriers exigent le monopole de l'embauche et le rapatriement des étrangers. Il y a des affrontements physiques au Havre et à Bordeaux[28]. Le PCF alerté par des incidents à Marseille doit dénoncer « les survivances de la haine des races », ce qui n'empêche pas des polémiques avec l'Étoile Nord Africaine qui déclare que les « colonisés sont des boucs émissaires ». Les tentatives de mobilisation ouvrière pour les démocrates espagnols, l'Indochine, la Chine, l'achèvement de la pacification au Maroc, toujours dénoncée, font fiasco. En 1933, San Jurgo soulève Séville. La République est menacée.

Les surréalistes se soucient avant tout de soustraire au courant leur frêle esquif et Breton déclare : « En matière de révolte, aucun de nous ne doit avoir besoin d'ancêtres. » Le surréalisme est pour lui « le rayon invisible qui nous permettra de l'emporter un jour sur nos adversaires. » Le groupe responsable s'est organisé peu à peu comme un parti révolutionnaire qui serait « un parti du rêve, réunissant ceux qui tutoient l'univers, boivent aux équinoxes et s'abreuvent à la nuit. »

Décidément, le mouvement contre la guerre du Rif, qu'au parti, on ne cessera encore longtemps de magnifier, restera unique. Nombre d'historiens estimeront que, malgré ses limites, cette campagne a été exemplaire

dans sa volonté de soulever l'opinion contre une guerre coloniale, par les efforts d'organisation, l'ampleur des manifestations et des réunions publiques et le dévouement des militants, malgré la répression. Plus tard, pourtant, les passions apaisées, ce mouvement apparaîtra comme un épiphénomène, une crise d'adolescence du PC naissant et une crise de croissance de l'intelligentsia.

L'enfant perdu du PCF

Mais une époque se termine. Sorti de prison, Lozeray est brutalement renvoyé du bureau politique. Parce qu'il a créé, sur les ruines de *Clarté*, disparu en 1928, un hebdomadaire culturel, le *Monde*, qui prône le front unique avec les socialistes, Barbusse est l'objet d'une campagne de dénigrement qui divise les rangs communistes : il n'est ni ouvrier, ni marxiste, mais Lenine et Staline lui ont publiquement témoigné de la sympathie. Que faire donc avec ce « déviationniste de droite » que Vaillant-Couturier attaque devant un tribunal d'intellectuels, Nizan jouant le rôle d'exécuteur ? Doriot qui prône la même politique, entre en lutte avec Thorez dont l'étoile continue à monter. Le grand Jacques, comme on l'appelle, toujours député, toujours activiste, très populaire, devient indiscipliné, absent, incontrôlable, selon ses « camarades[29] ». Il est vrai que la ligne du PCF n'est pas très claire : pour certains le fascisme doit servir à unir les rangs des démocrates, dont la SFIO honnie, pour d'autres, il est « une étape nécessaire et le dernier stade du capitalisme » ! Doriot s'oppose à la ligne, à l'influence soviétique, à la bureaucratisation d'un parti qui n'arrive pas à percer en Afrique du Nord (130 adhérents en 1932 en Algérie !, 80 membres des JC, autant dire, rien), au sectarisme ; il s'élève « contre l'indifférence révoltante » et « l'absence de respect moral

avec lequel on traite les meilleurs militants ». Tout occupé qu'il est à la défense des démocrates espagnols, il commence à intégrer les thèses nationalistes et à critiquer « les Maures » qui forment la garde de Franco, lequel, tout en s'appuyant sur les Rifains, revendique l'idéologie de la Reconquête. C'est du Maroc qu'il va partir le 18 juillet 1934 à la tête de 11 000 Moros et de 4 000 Espagnols du Tercio pour semer la guerre civile en Espagne.

Dans le même temps, Hitler et Mussolini récupèrent la lutte anticoloniale pour contrer les puissances occidentales. Doriot devient peu à peu l'enfant perdu du PCF. La tension monte, la rupture s'amorce en février 1934 alors que l'échec du collectivisme en URSS se traduit par des famines et quelque six millions de morts en Ukraine, surtout, mais également au Kazakstan, en Asie centrale, et qu'en France, le PCF subit un nouveau désastre électoral. Le 27 juin 1934, au congrès d'Ivry, Maurice Thorez prononce un discours de plusieurs heures contre Doriot réclamant son exclusion, qu'il obtient à l'unanimité[80]. Doriot part avec quelques compagnons, objet d'une campagne systématique de la presse du parti lequel s'oriente de plus en plus vers le front unique qu'il avait prôné. Doriot va créer le Parti du Peuple Français (PPF), qui parvient à s'imposer dans la banlieue nord de Paris, l'est (Troyes), l'ouest (le Havre), le sud (Marseille), mais ne restera qu'à l'état de ces quelques noyaux et va peu à peu glisser vers le fascisme. Bien que certains intellectuels, comme Gide, pour le Congo et le Tchad, Alain, qui devient membre du comité de vigilance des intellectuels antifascistes et adopte la formule de « Penser, c'est dire non ! », s'engagent, d'autres sont licenciés des revues ou exclus de la Ligue des Droits de l'Homme. Le tournant de la transition est difficile à prendre. Breton, lui, rompt avec le PCF en 1935 : son engagement militant aura duré huit

ans, mais sa révolte intellectuelle reste intacte et il se défend par la littérature contre le creux idéologique.

Lyautey meurt en 1934 à 84 ans. Son enterrement réunit des soldats marocains et des soldats français pour de solennelles funérailles à Nancy, auxquelles assiste le sultan du Maroc, Mohamed V, en visite en France. Le vieux maréchal entre aussitôt dans la légende[51]. Harris est mort l'année précédente, en 1933 à Tanger, pleuré par les Européens des villas du quartier chic de la Montagne et par le petit peuple tangérois qui ferme ses échoppes en signe de deuil. Les funérailles sont somptueuses et très émouvantes. Sur la tombe, au cimetière anglican de Tanger, il a demandé que l'on grave qu'il était « un citoyen de nulle part ». Cette tombe fut par la suite mystérieusement outragée.

Gabrielli obtient la cravate de commandeur de la légion d'honneur pour « les éminents services qu'il a rendus dans le Rif ». Puis il est nommé à Salé et prend sa retraite en août 1935 à Rabat où la contestation grandit.

Ya Latif !

Le 16 mai 1930, le Protectorat a voulu soustraire les juridictions coutumières du pays berbère au droit coranique. La population se soulève récitant le « latif » (prière à forte connotation protestatrice) pour réclamer la sauvegarde de son unité. Les manifestations dégénèrent et sont réprimées[52]. Chakib Arslan, installé à Berne et qui y a créé une revue *La nation arabe*, débarque à Tanger et est reçu à Tétouan par les nationalistes de la zone nord avec la tolérance des Espagnols, enchantés de jeter quelques pierres dans le jardin français[53]. Le mouvement grossit, la mesure doit être rapportée en 1934, mais c'est le départ de la résistance politique urbaine qu'Abdelkrim avait

tant appelée de ses vœux. Dans l'Anti-Atlas, pour faire face aux derniers soulèvements des tribus, l'armée française doit déployer des unités mécanisées et aéroportées. Il faudra cinq généraux pour réduire les tribus du Haut Atlas entre 1931 et 1934, année où la pacification du Maroc est enfin terminée. Quelques socialistes français comme Robert-Jean Longuet, directeur de la revue *Maghreb*, Daniel Guerin, Jean Renaudel, appuient les démarches réformistes de ces nouveaux nationalistes de l'élite urbaine cultivée qui va créer le Comité d'action marocaine et les premiers journaux nationalistes et se tient à l'écoute du manifeste d'unité des pays arabes au Caire, ancêtre de la Ligue arabe. Ce mouvement, également inspiré de la *salafya** (le salafisme, mouvement réformateur musulman) n'ose, semble-t-il, pas se réclamer d'une quelconque filiation avec Abdelkrim devenu un héros mythique à l'action politique toujours mal appréhendée, sans doute parce que jugée trop révolutionnaire.

Le Rif subit la répercussion des événements d'Espagne : à la tête de sa garde rifaine, Franco mate la révolte des Asturies, le 18 juillet 1934, qui va donner le coup d'envoi à une meurtrière guerre civile de deux ans et demi et provoquer la chute de la République espagnole[44]. L'Espagne obtient la prépondérance dans l'administration de Tanger : elle nomme quatre des représentants marocains qui y siègent, mais elle laisse de plus en plus ouvertement Londres agir dans la ville du Détroit.

Abdelkrim, auquel on n'a pas répondu en 1932, écrit à nouveau à Gaston Doumergue le 14 juin 1934 une lettre qui est à nouveau laissée sans réponse[45]. Barbusse meurt en août 1935 à Moscou, après la parution d'une biographie de Staline. On lui fait des funérailles officielles.

En 1936, les élections sont remportées en France par le front uni de la gauche dans un enthousiasme popu-

laire remarquable, y compris celui des travailleurs immigrés, syndiqués en force à la CGT et qui, touchés de plein fouet par la crise, créent même des comités de chômeurs (un quart d'entre eux sont sans travail et sans protection sociale). Les municipalités communistes issues de ce formidable mouvement de masse qu'est le Front Populaire, leur viennent en aide. Les effectifs du PC sautent de 23 000 à 285 000 et atteignent à peu près ceux de la SFIO. L'alliance des deux partis se manifeste aussi au plan de la politique coloniale. Après dix-huit années de lutte anti-impérialiste, c'est la fin de l'isolement du PCF mais aussi son acceptation du fait colonial, vu, à l'instar des socialistes, comme un progrès. « Le droit au divorce, déclare Maurice Thorez à Arles au IXe Congrès du parti en décembre 1937, ne signifie pas l'obligation de divorcer[36]. » La scission d'avec la métropole, spécialement au Maghreb, est donc désormais condamnée, mais des réformes politiques et sociales continuent d'être réclamées. Boukharine est condamné et exécuté en 1938.

Dans l'ambiance menaçante de cette période d'avant-guerre, les événements de 1937 au Maroc et le martyre des démocrates espagnols suscitent peu de solidarités : les démocrates français sont prêts à tout pour sauvegarder la paix.

Abdelkrim, dont le régime d'isolement s'est un peu relâché, tente de suivre le cours des événements. Il a déménagé : photographié, il apparaît avec un collier de barbe noire et une chechia blanche. La surveillance s'est relâchée. Il commence à nouer quelques liens avec la communauté française (150 000 personnes) de La Réunion. Le 11 novembre 1938, il écrit au gouverneur de la Réunion : « L'exil, depuis douze ans, pèse lourdement sur nos épaules. » Il évoque ses garçons dont l'avenir l'inquiète et la difficulté de marier ses filles, dont la dernière, Aicha, vient

de naître. Il a désormais onze enfants dont cinq garçons et six filles, la moitié nés en exil, sans compter ceux de son frère et de son oncle. Il vieillit : 56 ans déjà ! En 1939, il renouvelle sa demande : il voudrait que ses fils combattent dans l'armée française[47]. La guerre est déclarée, le pacte germano-soviétique trouble les esprits. Doriot entraînant quelques intellectuels, devient pro-allemand et, avec Déat, crée la Légion des volontaires français qui va combattre sur le front de l'est. Pendant ce conflit international, encore plus meurtrier et plus étendu géographiquement que celui de 1914-1918, Tanger est incorporé dans la zone espagnole et la Ligue arabe naît au Caire, encouragée par Londres, qui, comme trente ans auparavant, appuie l'arabisme.

Le discours de Tanger

En mai 1942, dans une nouvelle lettre au gouverneur de La Réunion, Abdelkrim réaffirme sa loyauté vis-à-vis de la France. Le 15 février 1943, il s'adresse au général de Gaulle demandant que ses fils et ses neveux servent dans l'armée française. Par un émissaire, le général promet de le libérer après la victoire des Alliés, mais certains Français déclarent que les Espagnols s'opposent toujours à son retour. À nouveau, on oublie ce témoin gênant d'une autre époque, dont on ne sait que faire.

Gabrielli, mobilisé sur sa demande, est chargé d'organiser les centres d'hébergement des étrangers et des détenus politiques. Il y rencontre le caïd Haddou, interné au camp d'Azemmour comme élément trouble et qui a sombré dans la dépression et l'alcoolisme. Daniel Bourmancé se démène en vain pour le faire libérer et rentrer à Port Say. Toujours déçu, il prévoit que « tout cela va mal finir » et il veut quitter Port Say « pour voir du pays

et chercher quelques aventures qui vaille la peine de batailler un peu avant de claquer ». Il parle de temps en temps du Rif et dit : « Je ne me tiens pas pour battu. J'ai fait ce que j'ai pu. » Par contre, Gabrielli voit débarquer dans les fourgons de l'armée américaine au Maroc le journaliste Vincent Shean devenu lieutenant-colonel, toujours plein de dynamisme et de vitalité.

Au Maroc, les événements se durcissent[48]. Dans la zone Nord, des partis nationalistes formulent les premières revendications d'indépendance : on dit que ce sont les partisans d'Abdelkrim qui agissent dans l'ombre. Le mouvement donne naissance en 1944 au parti de l'*Istiqlal** (indépendance) qui présente, le 11 janvier 1944 son « manifeste pour l'indépendance ». De sanglants événements noyés dans le sang éclatent à Fès et surtout à Sétif en Algérie, ils ont des répercussions en Tunisie et en Égypte.

En France, le PCF est entré en résistance. Pierre Semard est tué par les Allemands en 1942. Une nouvelle fois interné à Barberousse à Alger, Lozeray meurt en 1944. Doriot est arrêté en 1945. Il va mourir la même année à Bade sous un bombardement[49]. Tandis qu'Abdelkrim, de La Réunion, envoie le 17 mai 1945 un message pour la paix, Tanger devient une zone internationale sous l'égide du sultan du Maroc. Démobilisé en 1947, Gabrielli classe ses papiers dans l'intention d'écrire un livre sur le Rif. Chakib Arslan vient de mourir à 77 ans.

Mohamed V visite Tanger et y prononce un discours réclamant l'autonomie politique et l'appartenance du Maroc à la ligue des États arabes qui a une énorme répercussion. C'est alors que, selon quelques témoins de l'époque comme Montagne, il germe dans l'esprit d'Erik Labonne, devenu résident général au Maroc, l'idée de faire de l'exilé de La Réunion un contre-poids politique et actif au sultan devenu trop nationaliste. Le deuxième bureau espa-

gnol fait circuler un rapport en ce sens. On décide d'extraire Abdelkrim des antipodes où il croupit depuis vingt et un ans. Le Ier mai 1947 on l'embarque avec toute sa famille, sous la garde de quelques gendarmes français originaires de La Réunion, à bord d'un vieux rafiot panaméen ou australien, aux jointures branlantes, le *Katoomba*, qui amorce une traversée lente et paresseuse vers la France, par le cap de Bonne-Espérance. Simultanément, on extrait Gabrielli de sa retraite, et, en raison de ses liens passés avec l'Émir, on le charge de lui trouver un abri dans le Sud de la France. Gabrielli s'inquiète de ce que l'on réserve à Abdelkrim : le régime de la liberté absolue et une allocation de 300 000 francs par mois pour lui et les quarante-deux personnes qu'il a en charge, lui est-il répondu. Les Espagnols protestent contre ce qu'ils estiment être une violation de l'accord de 1926. Gabrielli prospecte la région d'Aix et finit par trouver à Villeneuve-Loubet, près de Cannes, une propriété, voisine de celle de Pétain, qui lui semble convenir. Il la loue pour 500 000 francs par an et achète des meubles pour 2 millions de francs de l'époque[40].

L'escale de Port-Said

Ignorant de toutes ces tractations, l'Émir vogue sur le *Katoomba* : il croit qu'après vingt et un ans d'exil on lui a enfin accordé la grâce qu'il n'a cessé de demander. Mais selon certains témoignages, il est inquiet, aux aguets. Avant son embarquement, selon des révélations ultérieures d'un de ses fils, il a reçu un télégramme venant d'Australie signé Azana, pseudonyme d'un ancien membre du gouvernement républicain espagnol qui lui annonce : « votre exil prendra fin bientôt[41] ». Pendant que sa famille

déambule sur le pont pour une traversée interminable, l'Émir, enfermé dans sa cabine, réfléchit.

À l'escale d'Aden, ville sous mandat britannique, tout le monde descend. Les Yéménites qui n'en croient pas leurs yeux, acclament l'Émir et mettent les petits plats dans les grands pour l'accueillir au mieux. Le roi Farouk d'Égypte et le roi Saoud d'Arabie sont informés. Les nationalistes maghrébins, qui, au Caire, viennent de créer le bureau du Maghreb, avec une aide soviéto-américaine (1 million de dollars pour les États-Unis), décident de faire évader l'Émir pour contrer, dira Montagne, les projets français. Abdelkrim a réembarqué assez perplexe sur le *Katoomba*.

À l'escale de Suez, une délégation du comité du Maghreb, flanquée d'une journaliste anglaise, Miss Popp, monte à bord : Habib Bourguiba, Mongi Slim, le Dr Thameur et Aliouita pour la Tunisie, Mohamed Khider, Mekki et le Dr Hamama pour l'Algérie, Mohamed Ben Abboud, dit l'Inglési (l'Anglais), un nationaliste tétouanais, envoyé par les Espagnols au Caire et qui sera tué l'année suivante dans un accident d'avion à Karachi, Abdelmajid Benjelloun, Abdelkrim Ghallab, pour le parti de l'Istiqlal, Abdelkrim Ben Tabet, et Abdelkhalek Torrès, animateur avec Mekki Naciri du Parti de la réforme nationale de la zone Nord.

Méfiant, face à tout ce remue-ménage qu'il ne comprend pas, Abdelkrim s'est enfermé dans sa cabine.[12] Bourguiba tambourine à la porte : « Ouvre-nous, nous venons pour ton bien ! » Abdelkrim répond : « *Tout le monde peut dire cela et, d'abord, qui êtes-vous ?* » Finalement, il ouvre et toute la délégation s'enferme avec lui, son frère et son oncle pendant que, sur le pont, les gendarmes français jouent à la pétanque et que l'équipage grec reste indifférent. La délégation reste sur le *Katoomba* jusqu'à

Port-Said et là, elle débarque avec Abdelkrim et toute sa famille qui n'ont pris que quelques sacs à main, abandonnant 7 tonnes de bagages ainsi que les 780 kg du cercueil de la mère d'Abdelkrim. Les gendarmes croient donc à l'habituelle promenade de l'escale, bien qu'il soit 4 heures du matin, ce 1er juin 1947, et qu'une foule énorme se presse sur le port en criant : « Yayia (vive) Abdelkrim[15] ! » L'émir est immédiatement reçu par le gouverneur de la province et dès 6 heures du matin, toute la famille prend la route du Caire et est conviée dans la matinée au siège du bureau du Maghreb arabe, rue Abdelkhalek Saroite. Ils sont ensuite reçus avec tous les honneurs par le roi d'Égypte qui fait installer l'Émir et sa famille, notamment ses fils Mumin, Abdelkrim, Abdesselam, Saïd et Idriss, dans une villa du quartier Koubbeh Gardens, où il campera quinze ans. M'Hammed, lui, est logé à Dokki, dans un autre quartier. Mais l'Émir doit d'abord, à l'hôpital Fouad Ier d'Alexandrie, soigner une angine de poitrine, conséquence du climat de la Réunion.

Quatre jours plus tard, ignorant de ces événements, Gabrielli attend Abdelkrim dans le port de Marseille, flanqué d'un cousin de l'Émir et de Si Mahbouh, un ami dentiste. Mais le *Katoomba* arrive sans son illustre passager et Gabrielli ne sait que faire de la villa louée, des meubles achetés et surtout du cercueil de la mère d'Abdelkrim qu'il finit par faire provisoirement inhumer dans le secteur musulman du cimetière Saint-Charles de Marseille, avant son transfert, dix-huit mois plus tard, à Safi. Puis, dépité, il regagne le Maroc où il meurt, le 22 février 1950, la même année que le caïd Haddou à Mogador, qui n'aura donc jamais revu ni le Rif ni Port-Say[16].

Début 1948, requinqué et plein d'énergie, Abdelkrim se met au service de la Ligue arabe et devient président du Comité de libération du Maghreb. Le vieux lutteur de

64 ans n'a rien perdu de son énergie : il salue la résistance palestinienne et rend hommage à l'action nationaliste du roi du Maroc. S'il suit avec intérêt les événements, le départ pour l'exil de Mohamed V et de sa famille, les débuts de la lutte pour l'indépendance nationale, ses rapports avec les nationalistes marocains présents au Caire, notamment le futur chef du parti de l'Istiqlal, Allal el Fassi, ne sont pas dénués d'ambiguïté[15].

La brouille avec Allal

Allal el Fassi écrit alors un livre sur les mouvements d'indépendance en Afrique du Nord qui lui a été commandé par le publiciste Ahmad Amin, pour le compte de la Ligue arabe. Il y évoque le Rif d'une manière détachée. On sent qu'il n'en comprend ni l'expérience, ni l'importance, alors que, de son propre aveu, tous les leaders du Moyen-Orient, Syriens, Irakiens, Druzes, admettent publiquement leur dette envers Abdelkrim.

Certaines anecdotes donnent la mesure de cette incompréhension avivée aussi par le fait qu'Abdelkrim voit les choses de manière très tranchée et que sa verve, sa spontanéité, voire sa verdeur de langage, n'épargnent pas grand monde. Ainsi, aux nouveaux leaders qui lui reprochent de n'avoir pas fondé d'écoles, et dont il comprend mal la pensée à son avis méandreuse, il répond qu'« eux ne sont que des maîtres d'école » ! Allal el Fassi lui-même rapporte que, discutant avec Abdelkrim il évoque un événement survenu pendant « l'insurrection » du Rif. « Pourquoi dites-vous insurrection, réplique l'Émir, c'était une guerre de libération contre l'étranger et pour la défense de la patrie[16] ! » Manifestation de cette relation douloureuse, chaque semaine, Allal el Fassi va venir présenter ses respects au domicile de l'Émir et chaque semaine, ce

dernier lui fera répondre qu'il ne peut le recevoir, étant fatigué[47]. Tous les deux sont salafistes, tous les deux sont réformateurs, mais les termes, ne recouvrent plus les mêmes notions, le temps a fait son œuvre, une génération est passée, tout sépare le rude Émir, chef de guerre qui ne voit de salut que dans la lutte armée, et le délicat alem fassi plein d'urbanité.

Déçu, l'Émir fait publier en 1950 qu'il condamne l'immoralité des politiciens pan-arabes du Maghreb et qu'il se retire de toute activité politique. Il n'en est rien, bien entendu. Lire, se promener dans l'Oldsmobile offerte par le roi d'Irak, élever des pigeons, ne dispense pas de recevoir des invités. Et Abdelkrim a toujours beaucoup reçu. Moins de journalistes que par le passé, cependant, car il est devenu méfiant devant les fausses confidences extorquées et les paroles déformées. Mais les visiteurs que le temps rend plus rares, délégations, résistants, chefs d'État, révolutionnaires arabes qui tous, de passage au Caire, veulent se faire photographier avec cette légende vivante, déclarent être frappés par sa prestance majestueuse, ses nobles manières, bien que l'âge eut affadi ses traits dans un visage resté tanné. Mais ses yeux sont intacts, toujours pétillants, intelligents, son jugement politique est resté très sûr, il a une prescience politique étonnante, quasi visionnaire. C'est pourtant un très vieux monsieur à la démarche fatiguée, au pas traînant, altéré par la maladie et qui, dans son salon de cretonne fleurie, cultive toujours l'austérité. Il est vêtu d'une djellaba grise, coiffé à la hâte d'un petit turban qui glisse, il a des lunettes sur le nez. Mais il garde son âme d'acier. C'est un irréductible[48].

En 1952, il applaudit au putsch des généraux égyptiens et à la proclamation en 1953 de leur république. Il admire Nasser qui vient de temps en temps le visiter. Cette

année-là, en 1953, l'oncle Abdesselam meurt en juillet, deuil qui en présage d'autres.

Abdelkrim est resté en relations épistolaires avec Ho Chi Minh qui s'est fondu vingt ans durant dans l'immense Chine où il a erré sous cinq identités différentes au travers des harassantes et périlleuses intrigues du Komintern, au point d'être arrêté une trentaine de fois. En 1945, Ho a pris la tête du PC Vietnamien. Dans les années cinquante, il écrit à l'Émir pour lui demander de lancer un appel aux soldats maghrébins enrôlés dans l'armée française et des conseils militaires. Abdelkrim s'exécute : il lancera deux appels qui aboutiront à des désertions dans les rangs maghrébins, dont beaucoup de soldats rejoignent le Viêt-minh[49]. De l'avis même de Ho, la bataille de Diên Biên Phu du 13 mars au 7 mai 1954, qui va sonner le glas de la présence française en Indochine, est directement inspirée de la bataille d'Anoual. Mao Tsé Toung, aussi, écrit à l'exilé cairote et Tito qui lui avoue tout le bénéfice qu'il a tiré de ses théories militaires en 1945 durant la lutte contre les troupes nazies. Tito dit à un ambassadeur du Maroc étonné : « Abdelkrim nous a beaucoup appris en ce qui concerne l'organisation et l'autonomie des groupes de guérilla. Nous avons utilisé certaines de ses tactiques[50]. » En 1971, recevant une délégation palestinienne du Fatah, Mao Tsé Toung dit : « Vous êtes venus me voir pour que je vous parle de la guerre populaire de libération, alors que, dans votre histoire récente, il y a Abdelkrim qui est une des principales sources desquelles j'ai appris ce qu'est la guerre populaire de libération[51]. »

La guerre d'Algérie

En 1955, Abdelkrim convoque les journalistes dans son salon fleuri. La guerre d'Algérie vient de commencer

et il en est si ému qu'il se déclare prêt à reprendre la lutte, tandis que M'Hammed aide activement le FLN et l'ALN. Mohamed Khider le reconnaîtra en 1963 : « Abdelkrim et Abdelkader sont nos pères spirituels[52]. »

La même année, les 1er et 2 octobre 1955, l'armée de libération marocaine naît dans le nord du Maroc avec trois attaques à Tizi Ouzli, Boured, Bou Zineb et au poste d'Immouzzer chez les Marmoucha. C'est la Moudanama Siria, la branche dure de l'Istiqlal, opposée aux tergiversations des élites qui a lancé l'attaque[53]. Le Caire a aidé. Abdelkrim exulte. Il croit revenu le temps de sa jeunesse. Il pense et déclare, en cela sur la ligne des Égyptiens, qu'il faut un front uni du Maghreb pour mener la lutte armée. Aussi accueille-t-il avec mauvaise humeur les accords franco-marocains d'Aix-les-Bains et les déclarations d'indépendance dans l'interdépendance. Il se sent d'autant plus concerné que le 2 juin 1956, le ministre des Affaires étrangères demandant des renforts en Algérie, déclare : « Rappelez-vous, mes chers collègues, qu'en 1926, il a fallu 325 000 hommes pour venir à bout d'Abdelkrim et de ses 75 000 guerriers dont seulement 20 000 étaient armés. Nous avions 32 divisions, 44 escadrilles, 60 généraux commandés par le maréchal Pétain[54]... », ainsi que, mais il ne le dit pas, des gaz de combat. Abdelkrim soutient Salah Youssef contre Bourguiba, se prononce contre l'autonomie interne de la Tunisie, contre toute paix séparée au Maghreb. Mohamed V fait une tournée triomphale au Rif. La légende veut que les Rifains l'aient accueilli avec un bouquet de kif et lui aient dit : « Nous n'avons que cela, tu nous prends ou tu nous laisses ! » Bien entendu, il s'agit d'une légende.[55]

Abdelkrim avertit les dirigeants algériens qui partent en Tunisie et au Maroc pour amorcer des négociations avec le gouvernement Mollet : « Ne prenez pas l'avion »,

leur dit-il. Une fois de plus, on ne l'écoute pas. Le résultat : Ben Bella et ses compagnons, raptés au-dessus de l'Algérie, passeront toute la guerre en prison.

À partir de 1959, certains membres de la famille, dont plusieurs des fils, las de l'exil, rentrent au Maroc, où l'indépendance est acquise en 1956 et où certains de leurs biens leur auraient été rendus[56]. Mais Tanger n'est pas encore entré dans le giron marocain. Et Gibraltar contrôle toujours la Méditerranée, l'Espagne est toujours (et encore maintenant), installée dans les présides de Ceuta et Melilla. Le même contexte géopolitique est à l'œuvre dans le détroit, même si, récemment d'ailleurs, les relations maroco-espagnoles sont devenues très bonnes. Aux termes d'un accord du 9 novembre 1956, l'Angleterre a, à nouveau, obtenu la clause de la nation la plus favorisée. Le comte de Romanonès exploite toujours la compagnie espagnole des mines du Rif, qui devient la meilleure cotation de la bourse de Madrid[57].

Réticences et légendes

Irréductible, l'Émir refuse malgré toutes les sollicitations et les effets d'annonce de rentrer au pays. Il se fabrique des résistances. Pour lui qui avait failli gagner contre les armées françaises et espagnoles, il est inadmissible que plusieurs années après l'indépendance, le Maroc reste parsemé de bases militaires étrangères, qui, pense-t-il, peuvent servir contre l'Algérie.

En avril 1958, c'est à Tanger que les principaux partis maghrébins se rencontrent pour élaborer, après la guerre d'Algérie, les bases du futur Maghreb. Le Maroc demande l'évacuation des bases étrangères. Mais l'indépendance nouvelle n'est pas d'une gestion facile : en octobre 1958, menacé par la famine, travaillé par différentes tensions,

et les répercussions de la guerre d'Algérie qui coupe au Rifains les migrations saisonnières vers l'Oranie, le Rif entre, une nouvelle fois, en rébellion contre l'État central marocain. L'affaire est à connotation interne : un parti naissant, le Mouvement Populaire, s'oppose à la prépondérance de l'Istiqlal, le parti au pouvoir, à assises plus urbaines. Abdelkrim voit utilisé son nom, à son corps défendant, dira-t-on. Mais cette révolte contribuera encore davantage à son occultation. L'armée royale la mate et Rabat en examine les prolongements maghrébins[58].

Abderrahim Bouabid, ministre de l'Économie, discute âprement avec les Espagnols : le gouvernement marocain veut prélever sur les minerais du djebel Aouan autant que le gouvernement espagnol. Mais malgré ses efforts, ce n'est pas 50 % qu'il obtiendra, seulement 26 %. Ce n'est qu'en 1960 qu'un établissement sera créé pour traiter sur place, à Nador, le minerai. Mais la fameuse montagne d'or est déjà à ce moment bien entamée : il ne reste que quelques minerais servant dans la construction, du plomb et un petit filon de manganèse. L'Eldorado rifain n'aura été qu'un mirage, sauf pendant quelques années, pour le gouvernement espagnol. Peu à peu le Rif n'aura plus qu'une seule ressource : le kif.

À Rabat, le parti de l'Istiqlal explose en 1959. Les jeunes Turcs de l'UNFP, dont certains, comme Mehdi Ben Barka, viennent régulièrement visiter l'Émir au Caire, réclament une Constitution, ce qu'Abdelkrim appuie, lui qui reçoit, au passage Che Guevara.

Abdelkrim a trouvé son dernier rôle : son attitude est un rappel constant de la nécessité d'en finir avec l'occupation militaire et économique et de prôner des réformes politiques et constitutionnelles[59]. Il décrète, une fois pour toutes, qu'il ne prêtera pas son nom à une politique contraire à ses principes et s'y tient. D'ailleurs, plus il est

irréductible, plus sa légende se renforce. En dépit des tabous qui entourent son nom, les Rifains et de plus en plus les jeunes, le redécouvrent et l'admirent. Il est pour eux un exemple révolutionnaire. Ils l'auréolent d'une gloire mythique et l'adulent d'avoir en créant une République, jeté un pavé dans la mare des pouvoirs autoritaires. Consciemment ou non, il est devenu une part essentielle de la révolte latente des Marocains. Année après année, les chercheurs lui consacrent d'innombrables thèses au fur et à mesure de l'ouverture des archives et en fonction des réponses aux problèmes actuels qu'ils cherchent, et parfois trouvent, dans son action. La contrepartie : la persistance du tabou.

L'Oficina à Ajdir est tombée depuis bien longtemps en ruines, seul le vent garde la trace de l'épopée d'Abdelkrim, mais de plus en plus la mémoire des gens. C'est la légende des Ariaz, des hommes vaillants. Comme le dit une vieille rifaine : « Wa yakim Had ? Mara Yamouth Abdelkrim. » « Les hommes, il n'en reste plus aucun depuis la mort d'Abdelkrim. » Elle rappelle la ténacité des absents, leurs statures rigides et robustes, comme taillées dans la pierre, « Azro », dit-elle[60]. Dans le Rif, la légende s'alimente d'anecdotes.

Dans ces temps troubles des débuts de l'indépendance, où maints rêves se brisent, plus l'Émir, du fond de sa retraite cairote, s'enferme dans le refus, appelle à l'irréductibilité, plus son étoile brille ! Et que peut-on faire contre une légende vivante ?

En janvier 1960, Mohamed V visite le Caire[61]. Il exprime le désir de voir Abdelkrim qui se déplace au palais Koubbeh, résidence du roi. Ce dernier lui rend sa visite le lendemain et l'invite à rentrer au Maroc. Mais l'évacuation des régiments français et espagnols « qui souillent le Maghreb de leur présence », n'est pas encore obte-

nue : il y faudra encore trois ans. L'Émir décline donc l'offre. Dans les dîners, il critique de Gaulle. « J'ai éprouvé, dit-il, de la sympathie pour lui parce qu'il a défendu son pays contre l'Allemagne, comme j'ai défendu le mien contre la France et l'Espagne. Pourquoi ne comprend-il pas que si l'agression étrangère lui a été insupportable, elle l'a été, elle l'est encore pour nous les Maghrébins. Qu'attend-il ? C'est toute l'influence ultérieure de l'Europe qu'il met en jeu. » Le 19 novembre 1960, avec Mehdi Ben Barka, il parle pendant trois heures de l'évacuation des troupes étrangères, réclamant, si elle n'intervient pas, la démission des ministres du Travail et de l'Intérieur[2].

En juillet 1962, Abdelkrim, qui décline lentement, reçoit à son domicile le nouveau roi du Maroc Hassan II, venu assister au Caire à une rencontre des chefs des États du pacte de Casablanca, ancêtre de l'OUA. Les photos montrent un jeune souverain penché attentivement sur le vieil Émir, fatigué, la tête couverte d'une petite calotte blanche, toujours vêtu de sa djellaba grise.

Pour une constituante

En 1962, Abdelkrim condamne les accords d'Évian qui terminent la guerre franco-algérienne et, à la fin de l'année, juge sans aménité la première constitution proposée au peuple marocain. Comme les gens de l'UNFP, il veut une constituante et critique la « constitution octroyée ». Cela lui permet de revenir sur ce qu'il a voulu faire en 1922. Il faut, pour lui, renouveler la thèse de la beia (allégeance) : le khalife est comptable de ses actes et soumis au pacte qui le lie à ses sujets. Toujours réformateur et musulman, il avance l'exemple du fameux 4e khalife, cet Omar Ibn Khattab qu'on lui attribue comme ancêtre. C'est, dit-il, le plus âgé et le plus probe qui doit

être désigné comme souverain par les représentants qualifiés des élites. Il développe, et Abderrahmane Youssoufi, devenu Premier ministre en février 1998, exposera au colloque de Paris en 1976 les vues de l'Émir, l'esprit de ce qu'il voulait mettre en place dans le Rif : pour lui, le président de l'assemblée élue doit être en même temps chef de l'exécutif. Les digressions constitutionnelles auxquelles il se livre devant des visiteurs montrent que son esprit est toujours aussi vif et sa position toujours aussi déterminée, même si son corps est fatigué.

Le 6 février 1962, il expire entouré de tous les siens dans sa villa de Koubbeh Gardens, d'une crise cardiaque : il a juste 80 ans. Nasser lui fait d'émouvantes et solennelles funérailles. Il est inhumé au cimetière des martyrs du Caire à côté du tombeau de l'imam Chafi.

Sa dépouille, irréductible comme lui, irrigue les sables de l'Égypte mais pas la terre aride et féconde du Rif.

M'Hammed meurt le 19 décembre 1967 d'une crise cardiaque à l'hôpital Avicenne de Rabat : il était rentré au début de l'année au Maroc. Il est enterré le lendemain, quasiment en catimini à Ajdir. Les recueillements sur sa tombe sont interdits, le 40e jour. Abdelkrim et sa famille sont toujours tabous. On dit même que certaines autorités auraient inquiété des familles donnant le nom d'Abdelkrim à leurs enfants…

Dans les années soixante-dix, Abdelkrim refait pourtant surface sur la scène politique marocaine. Un comité international chargé de la conservation de son patrimoine est créé par des Marocains, des Espagnols et des Français. Un film est projeté. Ce sera finalement l'écrivain espagnol Juan Goytisolo qui le réalisera en 1993, pour la première fois[93]. Un très intéressant colloque a lieu à Paris, en 1973, dont les actes sont publiés trois ans après chez Maspero. Puis, après une occultation de

vingt ans, la presse marocaine commence à célébrer chaque année l'anniversaire de la bataille d'Anoual qui devient un haut fait de l'historiographie nationale[64]. Les photographies d'Abdelkrim jeune, celles de 1921 à 1924 sont publiées, et, petit à petit, on en vient même, chaque année, à rappeler, par des articles, l'anniversaire de sa mort, illustrés le plus souvent des clichés de 1960 et 1962 au Caire avec Mohamed V et Hassan II.

Conservation du patrimoine ? Un petit musée est ouvert à Tétouan, mais il n'a pas la richesse des objets montrés à Tolède[65] où l'on peut contempler la cape de l'Émir et ses armes, ni même du centre Abdelkrim ouvert à Barcelone. À Ajdir il n'y a toujours rien, hormis sur le Belvédère, les ruines de l'Oficina auxquelles on accède par une route défoncée serpentant entre des maisons blanches éparpillées. Et, là haut, règnent le silence et le vent. « Qu'ils se rappellent, dit un jeune Rifain furieux, ce que les autres nations font pour leurs héros[66] ! » En 1998, on envisage une rocade, une route qui longerait la Méditerranée et désenclaverait le Rif. Peut-être serait-ce cela le meilleur hommage rendu à l'Émir, si moderniste !

Cinq des enfants d'Abdelkrim sont morts. Said vit toujours au Caire : c'est lui le dépositaire de la mémoire de la famille ainsi que deux des filles mariées avec des Égyptiens. Deux autres filles vivent à Casablanca avec une vieille dame, leur mère, une des deux femmes de l'Émir. L'une est la veuve d'un Égyptien, l'autre s'est mariée avec un des fils d'un vieux compagnon de son père, Boujibar[67]. Tous vivent dans la mémoire de l'Émir dont périodiquement on annonce la glorification, toujours retardée si l'on excepte le fait que son nom est celui d'un très grand et beau boulevard des quartiers chics de Casablanca. En 1996, le Dr Omar el Khattabi, un de ses neveux, assisté de Mohamed Tahiri, un intellectuel progressiste,

et appuyé par le fquih Basri, célèbre opposant rentré au Maroc après un exil de plusieurs décennies, crée une fondation à la mémoire d'Abdelkrim laquelle envisage aussitôt de célébrer par un séminaire à Ajdir, le 75e anniversaire de la bataille d'Anoual. Les partis politiques, les organisations syndicales, des intellectuels sont contactés. Mais le séminaire est interdit[68]. La création de l'association est même remise en cause. Ariaz Abdelkrim, ton heure n'est pas encore revenue !

NOTES

1. R. Montagne, *Politique étrangère, op. cit.*
2. Le colonel Laure et Pierre Fontaine, *in L'étrange aventure rifaine*, donnent des éléments de la suite des opérations dans le Rif et dans le Moyen Atlas.
3. Voir Oved, t. 1.
4. *Révolution surréaliste* du 15 juin 1926.
5. Sur les lendemains du Rif pour le PCF, voir Ageron et Gallissot, ainsi qu'Oved.
6. Voir Mohamed Kharchich, thèse inédite, *op. cit.*
7. Sur l'exil d'Abdelkrim, voir R. Montagne, *Révolution au Maroc*, ainsi que Pierre Fontaine, *L'étrange aventure rifaine*, entre autres.
8. Ces *Mémoires* sont notamment contestées par G. Ayache *in Les origines de la guerre du Rif, op. cit.*
9. Voir sur la thèse du complot, Oved t. 1, p. 291 et Montagne, dans *Révolution au Maroc*. Du même, *Le nationalisme nord-africain*, La Nef, mars 1953, Paris.
10. Roger-Mathieu, *Les Mémoires*, p. 140.
11. Voir les articles de *l'Illustration* des 4 septembre et 18 décembre 1926, ainsi que le témoignage d'Abdesselam el Katthabi du 2 novembre 1983, dans *Le Mémorial du Maroc*, t. 5.
12. Sur cet article d'El Manar, Abdallah Laroui, *Muhammed Ben Abd' el Karim et le nationalisme marocain*, p. 483-86, *in Actes du colloque*, article repris par la suite dans *Esquisses historiques*, CC Arabe, Rabat, 1992.
13. Le neveu d'Abdelkrim dira par la suite qu'il se méfiait du panislamisme qu'il tenait pour un instrument de l'impérialisme, britannique, surtout.
14. A. Laroui, *Histoire du Maghreb, op. cit.*, p. 325.
15. Voir Gallissot et Ageron, références précédentes.
16. Sur Sultan Galiev, précédentes références. Staline déclare, entre autres, « *Outre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il y a aussi le droit de la classe ouvrière à fortifier son pouvoir qui lui est supérieur.* » *In* Ageron et Gallissot.
17. Voir *Les Mémoires* de Guy Delanoe, *op. cit.*

18. Voir *Lyautey* d'A. Maurois, *op. cité*. Selon Rivet, *Lyautey et le protectorat*, ses anciens subordonnés écrivent pourtant au maréchal pour le tenir au courant des combats dans le Tadla (p. 309, t. 3).
19. Voir Gabrielli.
20. Sur Ho Chi Minh, J. Lacouture, *Cinq hommes et la France*, *op. cit.*
21. Voir *Histoire du maroc*, *op. cit.*
22. Voir Jean Wolf, *La vérité sur le protectorat*, *op. cité*. Également, R. Montagne, in *Politique étrangère*. Sur l'organisation ultérieure du khalifat dans la zone espagnole, voir p. 115 et suivantes, Jacques Bonjean, *op. cit.* On peut souligner une note des 17 juillet et 30 septembre 1926 de l'ambassade de France à Berne, notifiant au gouvernement suisse l'accession, à compter du 1er octobre 1925, du Maroc, à l'exclusion de la zone espagnole, aux conventions et arrangements divers signés à Rome le 26 mai 1906. Voir *Mémorial du Maroc*, t. 4.
23. Sur Cheddi, voir *L'étrange aventure rifaine*, *op. cit.*
24. Voir sur cette période, Jean Wolf, *La vérité sur le Protectorat*, *op. cit.*
25. Voir Maria Rosa de Madariaga, *op. cit.*
26. Les différentes lettres d'Abdelkrim et de Vérines, in *L'étrange aventure rifaine*, p. 172-79.
27. Voir la collection de la *Révolution surréaliste*.
28. *L'idée coloniale* et les *Anticolonialistes*, *op. cit.*
29. Voir Oved, Gallissot et Ageron. Sur les débats intellectuels de la période, voir également *Le dictionnaire des intellectuels*, *op. cit.*
30. Sur Doriot, voir principalement Ageron *in L'enfance du PCF* et Gallissot.
31. Le maréchal demandera à être enterré au Maroc, ce qui ne se fera pas. On lui édifiera une statue qui trônera jusqu'à l'indépendance sur la principale place administrative de Casablanca.
32. Voir les différents ouvrages sur l'histoire du Maroc.
33. Voir Jean Wolf, *op. cit.*
34. Voir Maria Rosa de Madariaga, *op. cit.*
35. Voir *L'étrange aventure rifaine*, p. 172-179.
36. Discours de Thorez, in *L'idée coloniale*, *op. cit.* p. 210-211.
37. *L'étrange aventure rifaine*, *op. cit.*

38. Voir les ouvrages sur l'histoire du Maroc.
39. Ageron, *L'enfance du PCF*, et inédits de Gallissot.
40. Gabrilli.
41. Témoignage du fils d'Abdelkrim, dans le *Mémorial du Maroc*, t. 5, *op. cit.*
42. Nombreux témoignages, notamment ceux de Gabrielli et de Jean Wolf sur l'évasion d'Abdelkrim.
43. Sur la traversée et le débarquement à Suez, également R. Montagne, *Révolution au Maroc*.
44. Gabrielli, p. 217-224.
45. A. Laroui, *op. cit.*
46. Kenneth Brown, in *Actes du colloque*, p.476, *op. cit.*
47. A. Laroui, *op. cit.*
48. Portraits d'Abdelkrim chez Jean Lacouture, *Jeune Afrique*, n° 123, 25 février, 3 mars 1963, M. Zniber, *in Actes du colloque*. Également Attillio Gaudio, *in Guerres et paix au Maroc : J'ai bu le thé avec Abdelkrim*, *op. cit.* Un des premiers témoignages écrits au Maroc sur Abdelkrim se trouve dans une brochure du parti de l'Istiqlal de 1951 le traitant « de *héros national et de glorieux champion de l'indépendance marocaine* ».
49. Textes de ces lettres dans A. Saaf, *Histoire d'Anb Ma*, éd. l'Harmattan, Paris, 1996.
50. Déclaration de Tito, citée par Jean Wolf.
51. Déclaration de Mao Tsé Toung, citée par M. Zniber, in *Mémorial du Maroc*, t. 5.
52. Citations de Jean Wolf et Jean Lacouture.
53. Voir *Ben Barka*, de Zakya Daoud et Maati Monjib, éd. Michalon, Paris, 1996.
54. Extraits du JO, 2 juin 1956, p. 2235.
55. Témoignage de Mohamed Tozy.
56. Magali Morsy, *Actualité d'Abdelkrim*, in *Actes du colloque*, p. 381-397.
57. Témoignage d'A. Serfaty.
58. Sur ces événements, voir Vincent Monteil, *La guerre révolutionnaire*, p. 151 des *Actes du colloque*. Également *Le Monde* du 2 novembre 1958.

59. Sur les idées constitutionnelles d'Abdelkrim, voir A. Youssoufi, in *Actes du colloque*. Sur Abdelkrim au Caire, témoignages notamment de Jean Wolf, de Jean Lacouture et d'Attilio Gaudio.

60. A. Jmahri, *Opinion*, Rabat, septembre 1993.

61. « Lorsque mon vénéré père Mohamed V se trouvait au Caire, en 1960, il tint à visiter Abdelkrim devenu une sorte de personnage de légende et l'Émir du Rif en fut très touché. J'entretiens moi-même d'excellentes relations avec la famille d'Abdelkrim ». Hassan II, *Le Défi*, p. 16.

62. Sur la réception de Che Guevara et celle de Ben Barka, voir *Jeune Afrique*, 19 novembre 1960.

63. Libération, Casablanca, 3 septembre 1996. Également Goytisolo, Abdelkrim et l'épopée du Rif, *in Qantara* (IMA), n° 1, décembre 1991.

64. Notamment articles dans la presse du parti de l'Istiqlal en 1971 pour le cinquantenaire de la bataille d'Anoual, célébrée également dans *Le Monde*, Paris, 27 janvier 1973, où J. Lacouture rend compte des travaux du colloque de Paris. Articles dans *Al Bayane*, organe du PCM, en février 1973, notamment ceux concernant les enseignements de la guerre du Rif de El Gharbaoui, *op. cit.* Autres articles également s'interrogeant sur l'échec du mouvement rifain. *Libération* du 26 novembre 1976, publie le manifeste de janvier 1947 sur la lutte au Maghreb. Articles également en juillet 1967, du *Matin du Sahara* (journal gouvernemental), en 1989, dans la presse de l'Istiqlal publiant les discours des leaders de ce parti, dans *Réalités marocaines*, et, encore en 1998, « L'homme qui tint tête à deux armées coloniales » de Mohamed Ferhat, *in Al Bayane*, 8 février 1998.

65. Le musée de Tétouan contient de nombreuses photographies qui ont été détériorées par l'humidité et sont en voie de restauration avec l'aide de la communauté européenne.

66. A. Jmahri, *L'Opinion*, *op. cit.*

67. Témoignage d'Aicha el Khattabi et diverses déclarations des enfants et neveux d'Abdelkrim.

68. Communiqué de la fondation Khattabi, du 12 juillet 1996.

Épilogue

Voici donc une vie et une histoire exemplaires. Une vie commencée comme celle d'un petit lettré campagnard, fils d'un notable au jeu politique ambigu, en raison des difficultés de la période ; poursuivie comme fonctionnaire espagnol, agent actif, mais assez rétif, de la politique coloniale ibérique et qui se rompt, une première fois, en apothéose, avec la bataille d'Anoual. Là, Ould Abdelkrim cesse d'être le fils du cadi, il devient Abdelkrim tout court, un chef de guerre victorieux, un remarquable stratège qui reconstruit de manière moderne la guérilla, en tirant merveilleusement parti du terrain. Puis ce guerrier intelligent et lucide se mue en créateur d'un État, d'une République dont il adapte tous les ingrédients, armée, gouvernement, parlement, impôts, avions, téléphone, justice, finances, grands travaux, à sa région, avec une étonnante volonté de progrès technique. Il bâtit ainsi un État organisé, capable de durer et réfractaire aux tentatives de récupération. Dans le monde arabe du début du siècle dont il a capté les idées réformistes, il est un des seuls à pouvoir les mettre en pratique.

L'affaire a un souffle épique et un retentissement mondial : le petit cadi rifain devient un héros légendaire des

peuples en lutte et menace de provoquer un mouvement dans l'Islam tout entier et bien au-delà.

Une cicatrice sur la terre

Il a su mener avec succès le premier conflit armé après la Première Guerre mondiale[1], le premier mouvement de libération d'envergure au sein de l'Empire colonial français et chez l'un des derniers peuples en voie d'être conquis, un petit peuple pauvre, aux portes de l'Europe. Après la révolution d'Octobre, c'est une des premières tentatives d'affranchissement de la tutelle européenne et la première guerre révolutionnaire qui sache en utiliser tous les ressorts, diplomatie y compris secrète, médiatisation, guerre populaire et même psychologique, sans oublier ce qu'elle subit : embargo, blocus, bombardements de gaz asphyxiants, utilisation des surplus de la Première Guerre mondiale, etc. Rencontrant de nombreux journalistes qui se précipitent au Rif pour l'interviewer, des hommes d'affaires et des visiteurs de toutes conditions et nationalités, Abdelkrim sait séduire ses interlocuteurs et n'en a jamais laissé aucun indifférent.

Sous sa conduite, l'armée rifaine parvient à chasser de son territoire l'armée espagnole vaincue à plusieurs reprises, et à infliger des revers militaires graves à l'armée française au point de mettre un moment en péril le Protectorat et de vaincre Lyautey sur son terrain.

Comme il a su canaliser l'opposition à la domination et le mécontentement des populations rifaines, il sait exploiter, un temps, les rivalités coloniales, les faiblesses espagnoles et les divisions et indécisions françaises. Attaqué de toutes parts, il résiste et jusqu'au bout. La coalition franco-espagnole qui aura finalement raison de ses efforts en menant un conflit de dimension européenne sur l'aride

terre du Rif, refusera de le traiter en belligérant, mais ne pourra contester ses éminentes qualités politiques et militaires ni le fait qu'il a su être un adversaire à sa mesure.

Ce remarquable homme d'État ne fait pas que susciter une vague d'enthousiasme et une folle espérance dans le monde colonisé, il n'est pas que le symbole de la protestation musulmane contre « la civilisation de fer » de l'Occident, il devient aussi une figure marquante de son époque : toutes les chancelleries, Londres, Moscou, Paris, Berlin, Madrid, reconnaissent en lui et dénoncent une « vague annonciatrice », « une étonnante avant-première », qu'ils ne pouvaient pas ne pas réprimer.

Si les plus cyniques des observateurs ont pu relever que les ressorts secrets des hommes se situaient presque toujours en dehors des pensées élevées, le ressort secret d'Abdelkrim, sa cohérence interne, c'était la passion de la liberté pour son peuple et son pays et celle de la Réforme pour rattraper l'Occident. Ce qui n'exclut pas qu'il ait, selon le mot de Malraux, eu « le désir de laisser sur la terre, une cicatrice ».

Mais que pouvait-il contre une armée disproportionnée et des dizaines de généraux ayant fourbi leurs plans pendant des mois ? Le héros est un pragmatique : il se rend avec dignité et subit sans broncher la quasi mort d'un exil de vingt et un ans. Mieux vaut, pense-t-il, être vivant. De fait, il renaîtra, de manière aussi étonnante. Mais entre-temps, son action a provoqué par cercles concentriques des vagues qui ébranlent l'Espagne, provoquent la chute de la monarchie, l'avènement de la République et, venu aussi du Rif, l'ébranlement majeur de la guerre civile. À son corps défendant et à jamais, Abdelkrim est un élément essentiel de l'histoire espagnole : à travers lui, c'est l'Espagne moderne qui accouche dans

la douleur. Il en restera comme un relent de cauchemar, une plaie sensible à Madrid…

Abdelkrim est aussi un moment de la politique coloniale française : sa reddition et la chute de Lyautey précipitent la fin de la fiction du Protectorat.

Mais bien vite, cette parenthèse qui a pris l'allure d'une marche triomphale, qui a ouvert une brèche, qui a sonné comme un réveil annoncé des colonisés, doit être refermée : d'où l'occultation, entretenue[1]. Cette chaude alerte doit être rayée des mémoires, ne serait-ce que parce qu'elle est une promesse de luttes à venir, dont il s'agit de reculer l'échéance. D'autant qu'elle a pris l'assise du réformisme musulman, toujours prêt à renaître, et pour modèle, Atatürk.

De plus, Abdelkrim a pu retarder la colonisation pendant cinq ans et susciter la première expérience de lutte coordonnée anticolonialiste dans une avant-garde politisée de deux métropoles, la France et l'Espagne. Le Parti communiste français tirera longtemps de son opposition à la guerre du Rif le monopole de l'anti-impérialisme, même si l'affaire se réduira par la suite à un paragraphe dans les livres d'histoire spécialisés. Du fait de cette lutte contre l'engagement français au Rif, on verra très longtemps derrière toute résistance anticoloniale, un « complot dirigé contre les intérêts de la nation » émanant de Moscou, ou, lorsque la hantise anticommuniste sera moins vivace, de Londres, bien symptomatique du refus de remise en cause de la tare congénitale du colonialisme.

Une place à part

Pourtant, le Rif a aussi montré que durant les années vingt, l'opinion publique française, dans sa majorité, avait intégré le système colonial et ne l'estimait pas en contradic-

tion avec ses intérêts. La désinformation joue son rôle : peu de soldats français, pense-t-on, y sont engagés, c'est le sultan qui paie, et la France tire les intérêts économiques des conquêtes. Il n'y a donc, contrairement à ce qu'affirment les communistes, ni sang ni or gaspillés au Rif. Mais c'est aussi que l'époque de l'après-guerre mondiale est quand même celle de retombées sociales non négligeables et d'un changement dans la nature économique des pays développés. Les socialistes et l'école ont fait leur travail : les premiers, ayant démissionné face au Parti colonial, ont créé le concept de la bonne colonisation, et, au pouvoir, leur vulnérabilité particulière, leur crainte de toute « trahison », les conduit à s'abriter sous le manteau du nationalisme, que la seconde transforme en conscience nationale.

De ce fait, le débat pro ou anticolonial, qui à l'occasion de la guerre du Rif bat son plein est marqué par la prédominance des problèmes intérieurs : le Maroc qu'on ne comprend pas et qu'on ne cherche d'ailleurs pas à comprendre, n'est qu'un point d'appui. S'y ajoute le fait qu'il est un des derniers pays colonisés, un des plus proches de l'Europe aussi, arraché de haute lutte aux appétits des autres Européens, et tient, de ce fait, une place à part dans la cosmologie française.

Visé par le capital financier depuis 1850 environ, mais surtout depuis 1898, il est, entre 1911 et 1914, un élément déterminant des rivalités européennes, qui ne seront pas étrangères au déclenchement de la première guerre mondiale. Si bien qu'il sera toujours perçu comme dangereux, non pas tant en lui-même que par les influences étrangères qui risquent de s'y exercer, donc comme une sorte de « guêpier », selon le mot de Lyautey pour le Rif, aggravé par les jeux diplomatiques embrouillés, et par une configuration interne présentée à dessein comme

un damier politique et ethnique. En outre, quoi qu'on ait pu en dire, la résistance à la colonisation qui va s'étaler sur plus de trente ans, entre 1902 et 1934, fera trente-huit mille morts français, plus que la guerre d'Algérie entre 1954 et 1962 (33 000 !).

Autre singularité qui laissera des traces durables : c'est le centre-gauche français, qui, tout en se réclamant de Jaurès, pourtant farouchement opposé à la conquête du Maroc, a couvert cette politique, non sans mauvaise conscience d'ailleurs. Il s'ensuivra un brouillamini idéologique qui se traduira, au final, par le refus de la gauche française de reconnaître l'identité marocaine. Car, enfin installé sur une portion du territoire, Lyautey, pour des raisons éthiques et personnelles, et également pour des raisons politiques (une colonisation au moindre coup pendant la guerre de 1914-1918), va cultiver l'exotisme, l'esthétisme et la spécificité indigène et ainsi figer une tradition recréée, qui n'en finira pas d'ailleurs de se recréer. C'est un grand avantage par rapport à l'Algérie, sujette au viol colonial. Mais aussi un désavantage, car, à la suite de Lyautey, la droite française va confondre à dessein « les valeurs marocaines » avec l'archaïsme de structures périmées, artificiellement maintenues[3]. C'est ce Maroc figé qui va fasciner avec un rôle de refuge du bon sauvage, à mille sept cents kilomètres de l'Europe, et qui va alimenter les fantasmes orientalistes de tous les Européens : après Abdelkrim, dans tous les intérieurs de la bonne bourgeoisie française, vont ainsi prendre place un pouf et une rose des sables, un poignard et une couverture à larges bandes rayées, preuves d'un exotisme devenu assimilable. Car, colonisé, le Maroc va être vu, non pas comme une colonie de peuplement comme l'Algérie, mais comme un Eldorado, un Far West pour quelques privilégiés porteurs du mythe d'un pays neuf, jeune, (une nou-

velle Californie, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale) qui, entre 1945 et 1955 sera même également une plate-forme française et un refuge pour certains organismes pendant l'occupation nazie.

Une solidarité unique, des ambiguïtés entretenues

Sur ce substrat, la solidarité manifestée à Abdelkrim par une fraction de la gauche française, pour des raisons qui lui sont intrinsèques, va prendre la coloration étonnante d'un moment fort, quasi unique, qui n'est comparable qu'au mouvement contre la guerre d'Espagne. Car il tient plus du refus de la mondialisation colonialiste que de l'anticolonialisme. En ce sens, il est une des rares traces, presque la seule, d'un rapprochement idéologique entre les deux rives, toujours arc-boutées sur leurs différences, leurs préjugés et leurs présupposés respectifs.

D'emblée situé à la hauteur de l'internationalisme, il met en scène, beaucoup plus que les réactions à la guerre d'Algérie ne le feront quarante ans plus tard, moins de calculs politiciens et plus de fraîcheur idéologique : il est davantage dénué d'arrière-pensées franco-françaises, il est, avec les diatribes de Jaurès et de quelques socialistes du début du siècle, la claire conscience du fait colonial et de ses conséquences mondiales qui fait irruption dans la réalité française. Ce mouvement internationaliste évacue le messianisme révolutionnaire, les protestations humanistes ultérieures et même la lutte anticoloniale au nom de la légitimité et de l'intérêt national, colorations que l'anticolonialisme prendra plus tard. En ce sens, ce mouvement est vraiment unique et la personnalité de Ho Chi Minh qui le traverse en est un autre témoignage fort. Il est aussi éveil de l'Orient et désen-

chantement du monde chez des intellectuels, au premier rang desquels les surréalistes qui comprennent soudain qu'avec la guerre et ses boues mangeuses d'homme, le siècle à peine commençant s'est vidé soudain de toutes ses promesses, sinon de celle du déclin, et a « *brûlé étourdiment sa ration d'infini* ». Tout aurait-il déjà été écrit ? se demandent-ils.

Mais très vite, là encore la parenthèse sera refermée. Toutes les parenthèses. La guerre du Rif n'est pas la seule à subir l'occultation, entraînant aussi pendant longtemps Lyautey dans la foulée. La première guerre mondiale se trouve, dans les mémoires, écrasée par la seconde alors qu'elle en est la préfiguration et qu'engrenage politique fatal pour des causes finalement très économiques, elle a ébranlé le monde dans ses tréfonds.

Toute la période doit se refermer pour que les leçons ne portent pas. C'est sans doute dans tout ceci qu'il faut chercher les raisons d'une occultation rapide et étonnante. Et, de fait, les leçons ne porteront pas. La solidarité sera mise au compte des errements d'un Parti communiste naissant et du complot de l'Internationale à ses débuts. À peine placé sur son bateau pour l'exil, Abdelkrim, auparavant photographié, interviewé, comme rarement un leader du tiers-monde le fut, et partout dans le monde, est immédiatement oublié, y compris dans son propre pays le Maroc, dont la colonisation, il est vrai, s'accélère. Le Maroc restera l'Eldorado de l'élite financière et industrielle au point que dans les années cinquante, sa lutte pour l'indépendance sera peu comprise par la gauche française. Contre le Maroc figé, érigé en mythe par Lyautey, et qui a perduré, de nombreux progressistes français voudront défendre une adaptation aux valeurs françaises dont ils s'étonneront qu'elle ne morde pas davantage chez les Marocains. Si bien que l'essentiel étant éludé, les anti-

colonialistes français, et ils ne seront pas les seuls, seront toujours incapables de comprendre l'anticolonialisme des colonisés. Rares sont ceux qui parviendront à intégrer, et donc à comprendre, la revendication d'identité politique et culturelle des Marocains[1].

C'est la même incompréhension qui est d'ailleurs à l'œuvre, chez certains, sous Abdelkrim. Pour accentuer l'occultation ultérieure de l'affaire du Rif, on la déclarera compliquée et mystérieuse. Or, avec le recul et l'objectivité qu'il impose, il n'y a en l'occurrence nul mystère. Certes, Abdelkrim est un nationaliste avant l'heure qui véhicule des idées dangereuses chez les colonisés et qui, au surplus, aurait même pu gagner. Ce n'est pas un fanatique, encore moins un féodal. Il est même trop moderne et il dira lui-même, fort justement : « Je suis venu trop tôt ». Et si mystère il y a, il ne réside que dans le décalage d'Abdelkrim lui-même et des puissances et dans leur double voire triple jeu.

Décalages

Étudier l'affaire du Rif, montre qu'il n'y a pas une mais deux, voire quatre politiques françaises. Il y en a une à Rabat sous Lyautey et plusieurs après l'arrivée de Pétain et de Steeg, au point que beaucoup de livres écrits sur le Rif ne seront que des témoignages a posteriori de tous ceux qui voudront soit défendre la stratégie de Lyautey soit la critiquer, tous d'ailleurs d'un parti-pris assez affolant : ce n'est pas Abdelkrim qui est là en jeu, lui, qui, au fond de ses montagnes se prend pour Atatürk, ce qui est défendu ou vilipendé c'est la façon d'agir à son égard, « au nom des intérêts supérieurs de la France ». Controverse inépuisable. Mais à Paris, il y a aussi plusieurs politiques à partir de 1924 : une double du gouverne-

ment, celle qu'il affiche pour calmer le jeu devant le Parlement et l'opinion, et face à leurs réactions, et une autre sous-jacente d'éradication qui ne devient claire que dès lors que les conditions, notamment avec l'Espagne, en sont réunies. Alors le gouvernement cesse d'hésiter, de tergiverser et rejoint le Parti colonial et l'armée, comme il a toujours été inévitable qu'il le fasse, mais bien entendu qu'il n'était pas question qu'il le dise. L'opposition à l'égard du Rif est également divisée : personne ne fait jamais vraiment la politique qu'il prétend faire, tout le monde utilise le sous-entendu, le secret, soit pour cacher les opérations militaires qui s'annoncent et leur coût, soit pour afficher des points de vue qui n'ont aucune traduction dans la réalité.

A priori, la position espagnole paraît plus simple. Mais à bien y regarder, on constate que les constantes protestations de paix et les multiples essais de négociation ne font que cacher la reprise des combats. Il y a au moins deux politiques avant Primo de Rivera et quand celui-ci arrive au pouvoir, il mène une politique double en attendant les accords avec la France, ce qui brouille constamment le champ.

Sur ces ambiguïtés s'ajoute l'Angleterre dont le rôle va s'avérer constamment déterminant. Sa politique étatique va varier : plus ou moins favorable à l'Émir jusqu'à la fin de 1924, elle va alors virer pour appuyer et même impulser la réaction conjointe franco-espagnole, ce qui, toutefois n'empêchera pas la poursuite des contacts avec le camp rifain. Mais il semble que pour Londres, encore plus que pour les autres capitales, il ne faille pas confondre la politique étatique avec celle de certains de ses ressortissants, hommes d'affaires, journalistes et les humanitaires, comme Gordon Canning, dont le jeu personnel n'apparaît vraiment clair qu'à la fin de l'aventure rifaine.

Cette complexité, en vérité apparente, permettra, surtout en France d'accréditer l'idée d'un complot international : au travers d'Abdelkrim, ce seraient Londres, Berlin, Moscou, Madrid, voire Rome et Istambul qui voudraient enlever à la France « le plus beau fleuron de son empire colonial », qu'il n'a d'ailleurs, à l'époque, pas fini de conquérir. Or, en fait, on va le voir, le Rif montre tout le contraire.

Au cœur de toutes ces intrigues européennes enchevêtrées et compliquées par la relative proximité de la Première Guerre mondiale, Abdelkrim évolue au départ plutôt adroitement. Mais quand les jeux se simplifient et se durcissent en Europe, on sent qu'il dérape, qu'il ne peut plus suivre. Là, il lui manque à l'évidence le fait de n'être jamais sorti du Maroc. On sent qu'il continue à raisonner comme au début du siècle et qu'il mesure mal les changements apportés par la guerre aux rapports internationaux. Il évalue mal que la France, qu'il proclame par moment très affaiblie, et à d'autres moment trop forte, soit tenue financièrement par les Anglo-Saxons (auxquels elle ne pourra jamais rembourser ses dettes de guerre), et n'ait donc rien à leur refuser politiquement. Tout à son analyse, valable avant 1914, des rivalités coloniales européennes, et spécialement de la haine Madrid-Paris, affichée par Lyautey, il ne voit pas le glissement qui s'opère et qui est finalement au cœur de l'histoire du Rif : c'est le moment précis où la colonisation s'avoue comme un système, au-delà des puissances qui le portent. Il ne s'agit plus de sauver des empires, il faut sauver l'Empire contre les Barbares, fussent-ils modernistes. C'est le passage d'un monde à un autre. Londres le dira clairement fin 1924 : qu'importe qui détient le Rif, pourvu que ce ne soit pas un Rifain ni un Marocain. Lorsqu'Abdelkrim met le système entier en péril, les rivalités s'effacent. Paris et Madrid, soutenus par Londres, mettent

au point une riposte disproportionnée, qui, d'ailleurs est un hommage à l'Émir rifain, mais n'en précipite pas moins une chute devenue alors inéluctable et qu'il semble, pour sa part, n'avoir mesurée qu'en fin de l'année 1925, c'est-à-dire avec un an de retard. Ce retard d'une année est vital : son sort est alors scellé. À la décharge d'Abdelkrim, il faut reconnaître qu'Anoual intervient trois ans après la fin de la guerre mondiale et neuf ans après le traité de Protectorat. Il est venu trop tôt en effet. Trop tôt pour ses tentatives modernistes mal comprises, son utilisation de la cohésion communautaire qui n'est pas au début fondamentalement religieuse, son État, sa République. Mais aussi trop tôt pour les Puissances, également décalées face à son expérience et à ses revendications. Elles ne pensent encore qu'en termes de partage d'influence. Trente années plus tard, elles auraient été bien contentes de répondre à ses offres, naïves alors, de partenariat, qu'elles méprisent. Mais il faudra que le colonialisme meure pour que vive le néo-colonialisme. Dans les années vingt, quel langage outrecuidant chez quelqu'un que l'on va coloniser, mais on ne le lui dit pas aussi clairement qu'on le dira par exemple à Ferhat Abbas, parce que dans les esprits européens, ce n'est pas encore tout à fait clair. La preuve, d'ailleurs, pressentant elles-mêmes leur décalage, les Puissances promettent de satisfaire l'autonomie rifaine, mais sans Abdelkrim. Elles n'en feront rien bien entendu. Trop tôt là encore.

C'est ce décalage constant des uns et des autres, des uns par rapport aux autres et d'un temps qui se cherche par rapport à une expérience prémonitoire, et qu'on se garda bien de penser comme telle, qui est à l'origine de l'échec d'Abdelkrim, et non pas ce que l'on en pense au Maroc : essentiellement qu'il a échoué parce qu'il n'a pas pris, quand il l'aurait dû, Melilla et Fès, voire Ouez-

zane et Taza. Là encore, il n'y a nul mystère : Abdelkrim s'en est expliqué : il ne voulait pas prendre ces villes, tout à son idée de négociation avec des Puissances, qui, pensait-il, auraient pu lui laisser le Rif. À sa décharge, et toujours en raison du décalage ainsi constaté, on voit bien pourquoi il peut le penser. À sa décharge encore, le Rif montre que le temps humain et le temps de la politique ne coïncident pas toujours : en général, l'individu y est broyé, ce n'est qu'une question de temps. Mais ce décalage-là, on le trouve à toutes les époques et dans tous les espaces géographiques et Abdelkrim qui n'est dépourvu ni de doutes, ni d'hésitations, ni d'incertitudes, est un être humain.

Mondialisation et post-colonialisme

Tout ceci étant, Abdelkrim ne témoigne pas tant du Rif, ni même du Maroc que d'une époque qui se cherche et où l'on s'aperçoit avec stupéfaction qu'une mondialisation éclatée comme aujourd'hui[5] est à l'œuvre sans que les acteurs la perçoivent toujours clairement, sauf, là encore, les surréalistes.

On parle tellement aujourd'hui de mondialisation qu'on finit par avoir le sentiment que le phénomène est récent. Or, le Rif montre que déjà cette mondialisation était à l'œuvre durant ces fabuleuses années vingt où, à Paris, on dansait sur fond de crise. La guerre mondiale, la crise financière de 1929, qu'est-ce, sinon les preuves palpables de cette mondialisation ? Abdelkrim n'avait pas affaire qu'à Paris, Londres, Madrid, du fond de ses montagnes où, armé d'un téléphone, d'une radio, luxes inouïs pour un révolutionnaire de l'époque, il lit ce qu'on dit de lui dans la presse arabe, en Inde et au Brésil.

Bien sûr, ce n'est pas la même mondialisation qu'aujourd'hui : la loi du marché n'est pas encore installée, l'union et la banalisation de la planète ne s'expriment pas à coup de diktats de consommation, ce n'est pas encore le règne du coca-cola. La mondialisation qui, alors, se met en place, n'est encore que purement politique.

C'est peut-être pourquoi en ces temps de post-colonialisme on comprend mieux, aujourd'hui, Abdelkrim. Le monde ayant pivoté sur ces bases, il nous paraît plus proche qu'il ne l'a été à ses contemporains. Il nous parle davantage qu'il ne pouvait le faire dans les années 30-80. Aujourd'hui, le monde est non seulement éclaté mais aussi plus ouvert aux cultures non européennes, davantage multiculturel, pluraliste, décentré. Les identités sont moins figées, les nuances s'effacent. Il semble dès lors impossible de revenir à la pureté de la différence, à la totalité de l'identité perdue. Selon Abdallah Laroui, historien marocain, nous sommes revenus à avant 1914 : les mêmes forces sociales sont à l'œuvre, n'ayant plus en face d'elles le rempart du cosmopolitisme marxiste et libertaire. Le temps des certitudes, des pensées uniques, est mort.

Bien sûr, certains l'acceptent et d'autres s'accrochent aux illusions. Pour ne pas tomber dans le blocage post-colonial, il faut reconnaître que ce système-là fut une aberration, une négation de l'autre et donc une déshumanisation et l'étudier, de part et d'autre, en conséquence. Ce devrait être d'autant plus facile que les puissances ex-coloniales sont celles-là mêmes qui connaissent aujourd'hui destitution de puissance et marginalisation économique. Mais, justement, ce sont celles-là aussi où beaucoup réclament des valeurs refuges, et, pour éviter de trancher le nœud gordien, tentent de ressusciter des spectres. Le même blocage existe aussi chez les anciens colonisés où l'on veut figer l'histoire, la couvrir du manteau de la cécité et

refuser la double critique de l'Occident et de la tradition, sans laquelle il n'y a pas d'avancée possible.

Dans cette confusion des regards, dans ce questionnement à l'égard de l'autre, Abdelkrim apparaît plus moderne que jamais.

Le ressusciter aujourd'hui amène à s'interroger sur les rapports, toujours difficiles, sinon conflictuels, entre les deux rives de la Méditerranée, chacune utilisant l'autre pour soi et non pour ce qu'elle est véritablement. Nul besoin de gloser sur un mur à édifier : il existe déjà et depuis longtemps, dans les esprits, dans une fascination-répulsion réciproque, dans un constant double regard. Malgré les liens humains tellement tissés, il n'y a pas véritablement de tissu commun, de rapprochement véritable, historique et culturel, et l'on dirait que maintenant encore le double regard ne fait que s'accroître avec une incompréhension grandissante, spécialement depuis la guerre du Golfe. Or, Abdelkrim a été un des rares moments de jonction, limitée, entre les deux rives.

Abdelkrim amène également à s'interroger sur la spécificité marocaine entretenue en France qui, elle aussi, a perduré à Lyautey et aux mythes. Ce qui montre bien que l'histoire des relations franco-marocaines est aussi marquante que celle des relations franco-algériennes mais sur un tout autre mode. Les deux pays ne sont en tous cas jamais jugés à la même aune. Avec l'Algérie, les Français pataugent dans une proximité si forte qu'elle en est gênante. C'est un autre soi-même. Avec le Maroc, la distance a été préservée. Le proche est resté lointain, non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps. « Le Maroc, écrit un témoin de 1925, est le dernier pays où le Moyen Âge vit intact, pas seulement dans un décor extérieur, dans le pittoresque, mais aussi dans l'organisation politique et dans la vie sociale... On y vit dans une sorte d'hallucination historique, et, en même temps,

on est poussé brusquement avec une hâte qui n'a d'analogue que l'Ouest américain, dans le tumulte du modernisme[6]. »

Il faut donc que le Maroc reste ailleurs. Qu'importe, s'il évolue cahin-caha, s'il n'est pas devenu un dragon asiatique, s'il ne se développe pas dans les rythmes voulus. Qu'importe, et tant mieux ! Ce pays est encore l'exotisme, le Moyen Âge et l'Orient mélangés. C'est pourquoi la jonction progressiste n'a pas fonctionné avec lui, tandis que la jonction libéralo-féodale fonctionne toujours. Seules les vieilles solidarités, de classe pour la plupart, perdurent : elles savent préserver la distance.

Enfin, Abdelkrim amène à s'interroger aussi sur le Maroc : voilà un homme resté tabou, mais qui est aussi une figure mythique et une référence sous-jacente pour les progressistes, pour les Rifains et surtout pour les jeunes qui multiplient sur lui les recherches, adulent sa mémoire et veulent s'inspirer de son exemple. Comme le dit Novalis : « C'est à l'histoire que je vous renvoie : cherchez dans ses enchaînements si instructifs, cherchez des temps semblables... et apprenez à vous servir de la baguette magique de l'analogie. » Avec Abdelkrim, c'est ce que beaucoup font et d'autant plus que le Maroc, englué dans son propre silence, n'a pas encore récupéré toutes les facettes de sa riche histoire. Silence, gêne, embarras, culte, recherche, c'est entre ces mots-là que de l'autre côté de la Méditerranée, évolue la mémoire d'Abdelkrim, témoignage là encore de son étonnante longévité politique. Ce phénix renaît sans cesse de ses cendres, car il est une part essentielle de la révolte consciente du peuple marocain : on ne voit en lui que celui qui a, avec sa République, jeté un pavé dans la mare de tous les pouvoirs autoritaires. Mais il est bien plus que cela en vérité. Et c'est pourquoi son ombre plane toujours au-dessus d'Ajdir.

NOTES

1. Pour Charles André Julien, « la révolte d'Abdelkrim fut le réveil du nationalisme marocain. Il est le symbole de la protestation musulmane contre le triomphe du matérialisme occidental », in *L'Afrique du Nord en Marche*, *op. cit.* Il estime aussi dans *Le Maroc face aux Impérialismes*, que la guerre du Rif fut la plus difficile guerre coloniale à laquelle la France dut faire face. Voir également Jacques Berque, in *Actes du colloque*, p. 46-50.
2. Selon un journaliste du *Berliner Borson Courrier*, 6 mai 1925, le nom seul du Rif agit sur les nerfs.
3. D. Rivet n'est pas tendre, dans *Lyautey et le protectorat*, pour l'expérience lyautéenne : il estime qu'elle a réduit le Maroc a une sorte de musée p. 321, t. 3, que sa glorification de l'islam a gelé la société, et a considérablement renforcé les pouvoirs de la monarchie, auparavant contractuelle et devenue de ce fait absolue et d'essence divine. Non seulement, estime-t-il, la dimension théocratique a été renforcée, mais encore les pouvoirs et techniques ont été modernisés et donc renforcés. Mais il pense cependant que Lyautey est « une des sources inavouées du nationalisme marocain », avec sa revendication de profondeur historique et civilisationnelle.
4. Sur les résistances culturelles de la gauche française vis-à-vis du nationalisme marocain, voir également l'opinion d'Oved, t. 2, dans sa conclusion.
5. Pour Mohamed Zniber, in *Mémorial du Maroc*, t. 5, le Maroc est depuis longtemps en voie de mondialisation.
6. Georges Legey, *Ce que j'ai vu au Maroc*, *op. cit.*

ANNEXES

1. Bibliographie

2. Chronologie

3. Cartes

4. Glossaire

5. Index

Bibliographie

Plusieurs centaines de livres et d'innombrables thèses ont été consacrés à la question rifaine, en français, en arabe, en anglais et en espagnol. Il y a même des ouvrages en russe, notamment ceux de Louskaia. Je ne pourrais prétendre avoir tout lu. Mais je voudrais néanmoins indiquer au lecteur à la fois mes sources principales et les ouvrages de base, nécessaires à la compréhension de cette histoire et qu'il peut être utile de consulter pour ceux qui voudraient s'informer davantage.

Dans les ouvrages de base il y a, incontestablement, *Les Actes du colloque du cinquantenaire de la République du Rif*, publiés à Paris chez Maspéro, en 1976, une relecture a postériori par des personnalités dont la liste est impressionnante : le résultat est à la mesure de l'effort consenti : incontournable. Il faut y adjoindre la lecture d'une brochure, ronéotée pour l'occasion, par les étudiants marocains de l'Union nationale des Forces populaires (UNFP) qui contient des textes de base importants.

Incontournable également l'œuvre de Germain Ayache, et, notamment ses *Origines de la guerre du Rif* (Smer, Rabat, 1981), ainsi que divers articles ou contributions sur la question, notamment dans *Études d'histoire marocaine* (Smer, Rabat, 1979) où il analyse *Les implications*

internationales de la guerre du Rif de manière magistrale. Sur le point de mourir, Ayache a voulu compléter cette somme d'une très grande richesse : la mort l'a empêché de mener à bien son projet. Posthume, *La guerre du Rif*, parue chez l'Harmattan en 1997, ne va malheureusement pas au-delà de 1922-1923.

Sur le Maroc antérieur à cette époque et durant la période, on peut lire avec profit l'œuvre de Charles-André Julien : *Histoire de l'Afrique du Nord* de la conquête arabe à 1830, de 1931, (Payot, Paris, 1961) ; *L'Afrique du Nord en marche* (Julliard, Paris, 1972) et, surtout, *Le Maroc face aux impérialismes*, 1415-1956 (éd. JA Paris, 1978). C.A. Julien est un acteur engagé, membre de la IIIe Internationale et un historien talentueux. On peut le compléter par l'œuvre monumentale de J.L. Miège sur *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)*, en cinq tomes, (PUF, Paris, 1962). Les livres d'Abdallah Laroui sont aussi nécessaires, surtout *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain* (1830-1912), chez Maspéro (1977) et *Histoire du Maghreb, un essai de synthèse* (F. Maspéro, Paris, 1970), qu'il a complétés par des *Esquisses historiques*, sorties au centre culturel arabe de Rabat, en 1994. Les livres historiques sur le Maroc abondent, à commencer par *Le Mémorial du Maroc*, dont les tomes 4 et 5 (sur un total de 8) concernent particulièrement la période traitée et contiennent de nombreux témoignages. On citera aussi *Histoire du Maroc*, livre collectif, paru chez Hatier à Paris en 1967 en même temps qu'à la Librairie nationale de Rabat, *Histoire du Maroc* d'Henri Terrasse, éd. Atlantides, Casablanca, 1950, *Les grandes étapes de l'histoire du Maroc*, par Georges Hardy et Paul Aurès, éd. Larose, Paris, 1931; *L'Histoire du Maroc*, d'Henri Cambon, préfacée par le général Weygand, Hachette Paris, 1952, qui contient des archives familiales intéressantes ; *L'unité de l'empire Ché-*

rifien, de Jacques Bonjean, LGDJ, Paris, 1955, importante pour ses documents juridiques et divers livres sur la conquête du Maroc en particulier et du Maghreb en général tels, *La conquête du Maroc* de René Millet, Librairie Perrin, Paris, 1913, *La conquête pacifique du Maroc*, préface de Th. Steeg, par René Cruchet, Paris, éd. Berger Levrault, 1934, *Les campagnes d'Afrique 1830-1910*, du capitaine Victor Piquet, Éd. Lavauzelle, Paris, 1910, sans oublier *Les Missions diplomatiques françaises à Fès* (éd. Larose, Paris, 1955), par François Charles Roux et Jacques Caillé.

Mais les ouvrages des témoins engagés restituent encore mieux l'ambiance de cette époque, surtout celui de William Burton Harris, publié à Londres en 1921 (Blackwood), sous le titre *Marocco that was*, traduit en France d'abord sous le titre, *Le Maroc disparu* (Anecdotes sur la vie intime de Moulay Hafid, Moulay Abdelaziz et de Raissouni, éd. Michaux Bellaire), Plon 1929, puis, publié récemment (1994) chez Balland, sous le titre *Le Maroc des sultans*. C'est une lecture savoureuse comme le sont *Le Maroc au temps des Mehallas*, du Dr Louis Arnaud 1860-1912 (éd. Atlantides, Casablanca, 1952), *Le Maroc d'Aujourd'hui* d'Eugène Aubin (A. Colin, Paris, 1904), *Le Maroc inconnu* d'Auguste Moulieras (Oran, 1895), *Au seuil du Maroc inconnu*, du Dr Weisberger, Éd. La porte, Rabat, 1947, *Le Maroc*, d'Augustin Bernard, F. Alcan, Paris, 1921, *Mes aventures marocaines*, de Christian Houel, Éd. Maroc demain, Casablanca, 1954 et les ouvrages de Le Tourneau, *Évolution politique de l'Afrique du Nord musulmane 1920-1961*, (Paris, 1962) et sur *Fès avant le protectorat*. Pour ce qui concerne les thèses, je ne citerai que le travail, encore inédit, de Mohamed Kharchich, *La France et la guerre du Rif*, Lyon 2, Université Lumière, 1989, qui a eu le mérite de consulter les archives sur le Rif, dès leur

ouverture et donne à voir certaines des lettres saisies dans les papiers d'Abdelkrim en 1926.

Sur Lyautey particulièrement, les biographies sont également innombrables, mais on peut consulter l'ouvrage de Daniel Rivet en trois tomes, *Lyautey et le protectorat français au Maroc, 1912-1925*, l'Harmattan, Paris, 1988, et un des premiers livres consacrés au maréchal, celui d'André Maurois qui date de 1931 (Plon), sans oublier naturellement ses *Paroles d'action 1900-1926* (A. Colin, Paris, 1926) et les quatre volumes de ses lettres présentées par son neveu Pierre Lyautey sous le titre *Lyautey l'Africain*, 2 tomes, Plon, Paris, 1953-57. Il faut aussi lire *Lyautey le Marocain*, du général Catroux (Hachette, Paris, 1952).

D'une manière générale, rien ne resitue mieux l'ambiance de l'époque, les conflits, les passions, que les livres édités durant la période. Ceux de 1925-1927 sont encore tout chauds de l'ardeur et du sang des combats. Les pro et les anti-Lyautey s'y disputent à longueur de pages sur la conduite de la guerre et le sort fait au résident. Ils diabolisent Abdelkrim s'ils adoptent les thèses du gouvernement Painlevé et surtout de Pétain et s'efforcent, a contrario, s'ils sont dans la ligne lyautéenne, de démontrer que s'entendre avec Abdelkrim eût été possible et moins coûteux en hommes et en argent que ce qui a été entrepris, pour la plus grande gloire de l'Espagne et de l'Angleterre, ajoutent-ils perfidement. Tout en s'opposant, ces ouvrages passionnants par leurs témoignages à vif, souvent écrits par des journalistes et par des acteurs de premier plan comme Léon Baréty, et souvent illustrés, se recoupent d'ailleurs. Ils sont riches en renseignements de toutes sortes. Parmi eux : *Le rêve d'Abdelkrim, esquisse d'histoire marocaine* de Jacques Ladreit de Lacharrière (J. Peyronnet et Cie, Paris, 1925) ; *L'étrange aven-*

ture rifaine, pétrole-intelligence-service, par Pierre Fontaine (éd. Jean Renard, Paris, 1943) ; *Abdelkrim* de Pierre Dumas (éd. du Bon Plaisir, Toulouse, 1927) ; *L'aventure rifaine et ses dessous politiques* par Hubert Jacques (éd. Bossard, Paris, 1927) ; *L'épopée marocaine* de Henriette Célarié, préfacée par le Maréchal Pétain, Paris, Hachette, 1928, *Ce que j'ai vu au Maroc, quelques vérités sur la guerre du Rif*, par Georges Legey, Imprimerie de la Lorraine, Rigot et Cie, 1925, Nancy et *La victoire franco-espagnole dans le Rif*, du colonel Laure qui servait sous les ordres de Pétain (Plon, Paris, 1927), etc.

Deux ouvrages de cette période doivent être cités à part, surtout les *Mémoires d'Abdelkrim*, par Roger-Mathieu (Librairie des Champs-Élysées, Paris, 1927). Ce journaliste, correspondant du *Matin*, se glissa sur le navire qui emportait Abdelkrim en exil et lui demanda ce qu'il appelle « une confession sincère et contre-signée » – qui l'est effectivement, bien qu'elle ait été souvent contestée. Quant à Léon Gabrielli qui fut un autre témoin-acteur engagé [illegible] cette histoire, ses *Mémoires*, portant essentiellement [illegible] la question rifaine, *Abdelkrim et les événements du Ri[illegible]* furent édités à Casablanca de manière posthume, en 1953, par son ami Roger Coindreau (éd. Atlantides) et préfacées par celui qui n'était encore que le général Juin. Autre témoin engagé, Robert Montagne qui fit la seconde guerre du Rif, la prépara par ses rapports, et assista à la reddition de l'Émir. Il écrivit par la suite *Révolution au Maroc* (presses de Seg, Paris, éd. France Empire, mai 1954), après avoir d'ailleurs écrit divers rapports et un article passionnant dans *Politique étrangère* de juillet 1947, intitulé *Abdelkrim*. Mais il y a aussi *La guerre du Rif et la tache de Taza* de Henry Clerisse (Desgrandchamps, Paris, 1927), l'*Abdelkrim* du général André Beaufre, *Soldat de fortune* de Vincent Monteil, Paris, Grasset, 1966,

Pétain et les Français de Richard Griffiths (Calmann-Lévy, Paris, 1974), sans oublier *Histoire de l'armée française en Afrique (1830-1962)*, d'Anthony Clayton, Albin Michel, Paris, 1994, et deux livres d'ambiance concernant Bournazel, *L'homme rouge*, de Jean d'Esme (Paris, Flammarion, 1952) et l'ouvrage de sa femme, Germaine de Bournazel, *Le cavalier rouge* (France Empire, Paris, 1979).

Sur la France de l'époque, il faut lire *La république radicale* (1898-1914) de Madeleine Riberioux (Point Histoire, 1975, Seuil) qu'il faut faire suivre de *Victoires et Frustrations,* partie de la *Nouvelle histoire de la France contemporaine,* allant de 1914 à 1929 de J.-J. Becker et Serge Berstein dans la même collection (1990). D'autres livres peuvent compléter ce panorama : les cyniques *Mémoires d'un président* (anonyme, La table ronde, Paris, 1972), *Cœur de Tigre* de Françoise Giroud (Plon/Fayard, Paris, 1995), *La République des hommes d'affaires*, de Jean Guarrigue (Aubier, Paris) et *Le Roman Vrai de la IIIe et de la IVe République* (Gilbert Guillemineault, Laffont, Paris, 1991), tandis que les deux biographies de la journaliste *Séverine,* par Bernard Laccache (Gallimard, 1921) et par Évelyne le Garrec (Seuil, 1982) apportent un éclairage que l'ouvrage de Florence Montreynaud, *Le XXe siècle des femmes* (Nathan, Paris, 1989), synthétise utilement.

Le cadre général posé, les implications françaises dans l'affaire du Rif sont minutieusement décrites par Georges Oved dans *La gauche française et le nationalisme marocain* (l'Harmattan, 1984), qui fourmille de renseignements de première main sur l'action communiste de 1924 à 1926, les réactions socialistes et parlementaires. Dans la même veine, *L'enfance du PCF, 1920-1938,* de Charles-Robert Ageron (PUF, Paris, 1973), s'impose tout comme, du même auteur, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914* (PUF, 1973) ainsi que *France coloniale et Parti colonial* (PUF,

Paris, 1978), *Les politiques coloniales au Maghreb* (PUF, Paris, 1972) et *La presse parisienne devant la guerre du Rif* (ROMM, 1977, Marseille).

L'aide de René Gallissot m'a été appréciable pour comprendre cette tranche de l'histoire du Parti communiste français avec des documents inédits sur *L'Histoire de l'idée de l'impérialisme et du colonialisme aux débuts du PCF (1912-1927), L'Internationale communiste et la question nationale et coloniale* et également *Impérialisme et colonialisme, le premier âge de la question nationale et coloniale*. On peut également lire sur la question *Mouvement ouvrier, communisme et nationalisme dans le monde arabe,* sous la direction de R. Gallissot (éd. ouvrières, cahiers 77/78). Gallissot m'a également fourni des textes inédits sur la question de l'Orient, et sur les Jeunesses communistes. Sur les Internationales on peut aussi lire *La IIe Internationale et l'Orient* (sous la direction de Madeleine Rebérioux et de Georges Haupt, éd. Cujas, Paris, 1967), *Le marxisme et l'Asie 1853-1964,* par Helène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, (A. Colin, Paris, 1965) et naturellement les appréciables *Écrits marxistes sur le Maroc* (1860-1925 (K. Marx, F. Engels, Rosa Luxembourg, la IIIe Internationale) présentés et annotés par A. Saaf, éd. le Contact (Salé, 1986). Mais les acteurs communistes de la période ont aussi beaucoup écrit : Pierre Semard, *La guerre du Rif* (librairie de l'Humanité, 1926) et *Contre la guerre du Maroc* (1925), Jacques Doriot, *Le militarisme français au Maroc* (Librairie de l'Humanité, 1925) et aux mêmes éditions *Les impérialistes et le Maroc,* (1925), André Marty, *La guerre du Rif trempera le parti* (*Les Cahiers du Bolchevisme*). Aux mêmes éditions, les écrits de Marcel Cachin et de Barbusse avec Grolet et Lichars, *Comité Central d'action contre la guerre du Maroc, pour l'unité syndicale* (Librairie de l'Humanité, 1925). La lecture des

biographies d'Ho Chi Minh s'impose, et particulièrement dans Jean Lacouture, *Cinq hommes et la France* (Seuil, Paris, 1961).

Sur les socialistes, il y a naturellement *Jean-Jaurès, textes choisis, contre la guerre et la politique coloniale* (éd. sociales 1959) par Madeleine Riberioux. Certains de ses discours peuvent être consultés dans le *Journal des débats*, et, incontournable également, sur les socialistes, *Le Parti socialiste français et l'Afrique du Nord, de Jaurès à Blum* par Ahmed Koulakssis (A. Colin, Paris, 1991). Outre l'ouvrage d'Ageron sur l'anticolonialisme, il faut consulter les travaux de Claude Liauzu dans *Aux origines du tiers-mondisme, colonisés et anticolonialistes en France 1919-1939*, (L'Harmattan, 1982) qui exploite la documentation interne de la commission coloniale du PCF et synthétise bien les attitudes réciproques de tous les partis politiques français, tout comme Jean Pierre Biondi dans *Les Anticolonialistes 1881-1962*, (Robert Laffont, 1992) et *l'Idée coloniale en France de 1871 à 1962* (Table ronde, Paris, 1972) de Raoul Girardet.

Pour tout ce qui concerne les débats intellectuels de la période, d'ailleurs bien appréhendés dans le *Dictionnaire des Intellectuels* de Jacques Julliard et Michel Winock (le Seuil, Paris, 1996), on peut aussi consulter les ouvrages de Barbusse et notamment *Feu*, et, à l'IMEC rue de Lille, lire avec profit les revues de l'époque et notamment la collection de la *Révolution surréaliste, Les archives du surréalisme* (tome 2), *Vers l'action politique*, ainsi que les collections de *Clarté*, celle de *Philosophies* et celle de *Europe*. Pour mieux comprendre l'action des surréalistes, il faut aussi lire *L'histoire du surréalisme* de Maurice Nadeau (Paris, folio, 1964, réédité de nombreuses fois), *Les Manifestes surréalistes*, d'André Breton (folio, 1985), la brochure le *Surréalisme au service de la révolution*, et, entre autres,

la biographie du Jeune Breton, par Marguerite Bonnet (librairie José Corti, 1988).

De nombreux livres des années 20-30 traitent de l'exil d'Abdelkrim, quelques-uns seulement évoquent son évasion ultérieure. À ce propos, on peut lire avec profit la biographie de Jean Wolf, *L'épopée d'Abd el Khalek Torrès, la vérité sur le protectorat franco-espagnol,* préfacée par Michel Jobert (Eddif/Balland, 1994, Casablanca-Paris) qui a rencontré l'Émir au Caire et certains témoignages de journalistes comme Jean Lacouture et Attilio Gaudio (*Guerres et paix au Maroc*, Karthala, Paris, 1991) qui l'ont également visité.

Sur l'Espagne, les ouvrages abondent, c'est pourquoi je m'en suis tenue à ceux de Maria Rosa de Madariaga, de Barnabé Lopez Garcia, avec un bref passage par les *Mémoires* du comte de Romanones (*Notas de una vida,* Madrid, Aguilar, 1945). Mais sur les Espagnols et les Rifains, il y aurait, vraisemblablement, un autre livre à écrire.

Chronologie

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
	Conquête musulmane du Maroc par Idriss, fils de Hassan, descendant de Ali. **710** : Arrivée au Maroc du conquérant Ibn Nouçair. **710-740** : Révolte *kharéjite'* au Maghreb. **711** : Tarik Ibn Zyad conquiert l'Andalousie et donne son nom à Gibraltar (djebel Tarik).	
	788-921 : Dynastie des Idrissides. **808** : Fondation de Fès. **903** : Fondation de Sijelmassa.	**732** : Bataille de Poitiers.
	1053 : Invasion des Hilaliens au Maghreb. **1060-1146** : Dynastie des Almoravides. **1070** : Fondation de Marrakech.	**1016** : Royaume arabe de Cordoue.
	1130-1269 : Dynastie des Almohades qui conquièrent l'Espagne, le Maghreb central et l'Ifriquya (Tunisie).	Youssef ben Tachfine maître de l'Espagne musulmane.

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
	1258-1465 : Dynastie des Mérinides. Période d'anarchie. le Maghreb est morcelé.	
1399 : Henri III de Castille envahit Tétouan **1415** : Don Jaolo Ier occupe Ceuta. **1437** : Attaque de Tanger par les Espagnols ; le Nord du Maroc passe sous la coupe des Beni Ouattas.		
		1462 : Reconquête de Gibraltar par l'Espagne.
1471 : Attaque de Asilah. **1489** : Attaque de Larache.		
		1492 : Chute du royaume arabe de Grenade.
1497 : Occupation de Melilla. **1506** : Prise espagnole du rocher de Velez, puis des villes de Balkis et de Badis.		
	1509-1659 : Dynastie des Saadiens qui occupent, en 1526, le Touat et une partie de l'Afrique.	
1529-78 : Débarquement et installation française à Larache.		
		1571 : Bataille de Lépante.
	1578 : Bataille maroco-portugaise dite des Trois Rois, au large de Ksar el Kébir ; mort de Sébastian du Portugal, de Moutaouakkil, prétendant au trône marocain et du sultan Abdelmalek. **1659** : Fondation de la dynastie (toujours régnante) des Alaouites.	
1664 : Catherine de Bragance apporte Tanger en dot à l'Angleterre.		

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
	1672-1727 : Règne de l'Alaouite Moulay Ismael.	
1673 : Prise espagnole du rocher de Nekour au large d'Ajdir. **1684-1694** : Occupation anglaise de Tanger **1689-1690** : Occupation espagnole de Larache et de Asilah.		
		1704 : Occupation anglaise de Gibraltar. **1715** : Traité d'Utrecht, Gibraltar est reconnu possession anglaise.
	1727-1757 : Monopole anglais sur le Maroc.	
		1783 : Traité franco-anglo-espagnol à Versailles.
	1799 : Paix provisoire entre le Maroc et l'Espagne.	
		1802 : Expédition napoléonienne en Égypte.
	1805-1822 : Déclin du commerce maritime du Maroc.	
1830 : Abdelkader se réfugie au Rif.		
		1830 : Occupation française de l'Algérie.
1844 : Bataille franco-marocaine d'Isly.	Défaite marocaine. **1845** : Traité franco-marocain de Lalla Marnia.	
		1847 : Reddition d'Abdelkader.
	1856 : Traité anglo-marocain. sur la protection commerciale et consulaire.	L'Allemagne tente de s'établir près d'Oran.
	1859-60 : Guerre hispano-marocaine de Tétouan, perdue par le Maroc.	
1860 : Naissance du *caïd* Abdelkrim.		

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
	1863 : Convention franco-marocaine.	
1863-1898 : Attaques rifaines contre les *présides* espagnols. **1864-1900** : Expéditions punitives sultaniennes contre les Rifains.		
		1869 : Projet français de tunnel sous le détroit de Gibraltar. **1870** : Creusement du canal de Suez. Guerre franco-allemande. **1871** : Commune de Paris.
	1873 : Tentatives de réformes de Hassan Ier.	
		1877-79 : Conférence de Tanger entre les puissances européennes. **1879** : Condominium franco-britannique sur l'Égypte. **1880** : Conférence de Madrid. **1881** : Protectorat français sur la Tunisie. Insurrection dans le Sud oranais de Bou Hamara, rattachement administratif de l'Algérie à la France.
	1882 : Tentative de protectorat anglais au Maroc.	Protectorat français au Congo.
1883 : Naissance de Mohamed Ben Abdelkrim el Khatabi.		
		1883 : Protectorat français en Annam. **1884** : Conférence de Jaurès devant l'association pour la propagande française dans les colonies. Création de l'alliance française. **1885** : Protectorat français au Tonkin et sur Madagascar. Polémique sur les colonies entre Clemenceau et Jules Ferry à la chambre française des députés. **1885** : Conférence de Berlin. **1886** : Protectorat français sur les Comores.

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
		1887 : Création de l'Indochine française. **1889** : Protectorat français sur la Côte d'Ivoire. Exposition universelle de Paris. Fondation à Paris de la IIe Internationale socialiste. **1891** : Création de la colonie du Congo. **1892** : Protectorat français au Dahomey. Fondation d'un groupe colonial à la Chambre. **1893** : Jaurès adhère au groupe socialiste.
	1894 : Mort de Hassan Ier du Maroc.	Prise de Tombouctou. **1894** : Création du ministère français des Colonies **1895** : Création de la CGT. **1895** : Création du gouvernemen général de l'Afrique occidentale française. **1896-7** : Conquête de la Haute-Volta, protectorat français au Laos et au Cambodge, annexion de Madagascar. **1898** : Création de la Ligue des Droits de l'Homme ; incident franco-britannique de Fachoda.
	1900 : Mort du grand *vizir* Ba Ahmed, avènement véritable de Moulay Abdelaziz sur le trône.	**1900** : Congrès colonial international à Paris, annexion du Tchad.
1902 : Bou Hamara se fait proclamer sultan à Taza. Création à Tétouan de la revue *al Islah* (*la Réforme*).	Prise de Figuig par l'armée française.	

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
		L'Italie reconnaît l'influence française au Maroc contre la Libye. Fondation du comité du Maroc français.
1902-04 : Séjour de Mohamed ben Abdelkrim à Fès. **1903** : Raissouni rentre à Asilah.		
	1904 : Traité franco-espagnol sur le Maroc. Emprunt de Moulay Abdelaziz à la banque de Paris et des Pays-Bas.	
		Entente cordiale franco-britannique, révolte de Madagascar.
1905 : Création par le comte de Romanonès de la Compagnie des mines du Rif.		
	Débarquement de Guillaume II d'Allemagne à Tanger.	Création de la SFIO, enquête sur les scandales coloniaux au Congo. **1906** : Conférence d'Algésiras.
1907 : Mohamed ben Abdelkrim arrive à Melilla. Il devient instituteur et chroniqueur au *Télégramma del Rif.*		
	1907 : Occupation d'Oujda par Lyautey, puis de Casablanca.	
		Création du Parti jeune tunisien. 7e Congrès socialiste à Stuttgart.
1908 : Abdelkrim interprète au bureau de l'Officinas des Asuntos indigénas à Melilla ; révolte d'Ameziane		
	Destitution de Moulay Abdelaziz par son frère Moulay Hafid.	
		Création de la SFIO à Paris.
	Premier projet de Constitution marocaine à Tétouan.	
		1er Congrès des travailleurs immigrés Nord-Africains à Marseille

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
1909 : Guerre hispano-rifaine.	Exécution à Fès de Bou Hamara, occupation française du Nord du Maroc. **1909** : Accord franco-allemand sur le Maroc	Troubles à Barcelone.
1910 : Le cadi Abdelkrim demande la nationalité espagnole. Mohamed, cadi (juge) à Melilla.		
1911 : Le cadi a des ennuis à Ajdir.	Démonstration de force d'un navire allemand dans le port d'Agadir. Nouvel accord franco-espagnol sur le Maroc et accord franco-allemand sur le Congo et le Maroc.	
1912 : Mort d'Ameziane et fin de la guerre hispano-marocaine.	30 mars, signature du traité du protectorat français sur le Maroc ; Lyautey résident ; révolte de Fès, abdication de Moulay Hafid, accès au trône de Moulay Youssef. El Hiba refoulé par les troupes françaises dans le Sud. Traité franco-espagnol établissant le protectorat hispanique sur le Nord du Maroc.	Grèves en France contre la guerre et la conscription de trois ans. Arrestation des jeunes Tunisiens.
1913 : Mohamed Ben Abdelkrim chevalier de l'ordre d'Isabel la Catholique.		
1914 : Mohamed Ben Abdelkrim, cadi des tribunaux de Melilla.		

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
		Assassinat de Jaurès **1914-17** : Première Guerre mondiale. Entrée en guerre de la Turquie.
1915 : Mohamed Ben Abdelkrim arrêté à Melilla, emprisonné et blessé.		
		Mobilisation par décret des indigènes africains de plus de 18 ans, troubles à Madagascar, au Soudan, en Haute-Volta, au Dahomey. **1916** : Parution de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine.
1917 : Les biens du cadi Abdelkrim ravagés pour la deuxième fois. Mohamed retourne à Melilla.	Agitation dans le *Sous*	Lyautey, ministre de la Guerre à Paris. Lénine en Russie, premiers congrès musulmans pan-russes, Ho Chi Minh à Paris. Révolte des Touaregs, insurrection en Indochine et dans le Sud constantinois, soulèvement en Nouvelle-Calédonie. Révolution russe.
1918-19 : M'Hammed et Mohamed Ben Abdelkrim rentrent à Ajdir. Retournement anti-espagnol de Raissouni.	Défaite française à Ain Médiouna	Défaits par les Anglais, les Turcs quittent Damas.
1919 : la France propose l'achat du Rif à l'Espagne.		L'armée arabe de Faycal entre à Damas : traité de Versailles, congrès constitutif de la IIIe Internationale à Moscou, création de la SDN.
1920 : Mort du cadi Abdelkrim. Le général Sylvestre à Anoual.	Prise d'Ouezzane par les Français	Congrès des peuples d'Orient à Bakou. Congrès de Tours en France. Création du PCF.

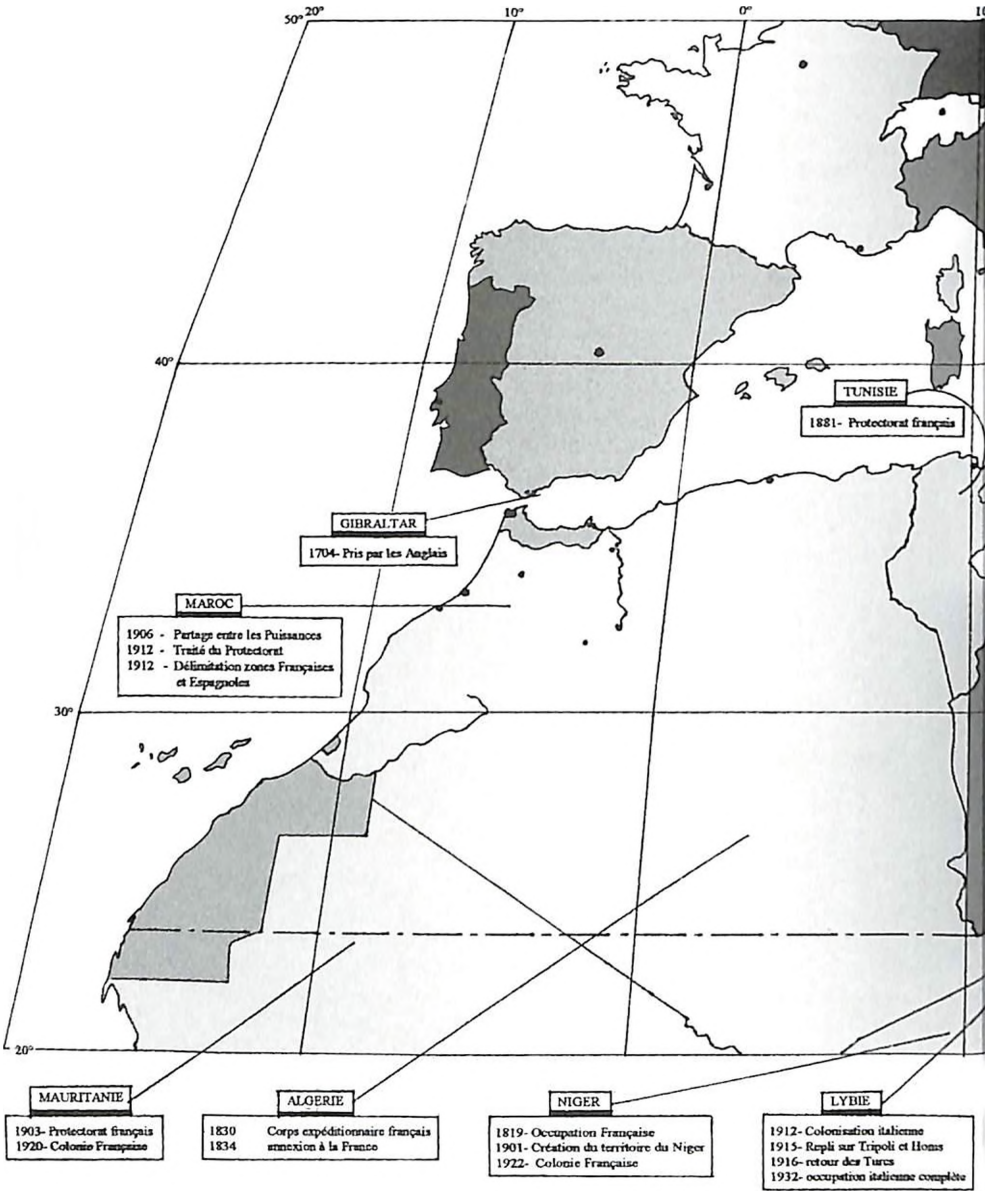
Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
		Indépendance de la Syrie et du Liban sous mandat français, de l'Irak, de la Transjordanie et de la Palestine sous mandat anglais, révolte anti-française à Damas. Fondation du Destour en Tunisie.
1921 : Abdelkrim chef de l'armée des combattants du Rif. Victoire d'Anoual.	Lyautey maréchal de France et académicien.	Démission du gouvernement espagnol. Occupation française de la Ruhr. **1921-22** : famines en URSS : 5 millions de morts.
1922 : Voyages de délégations rifaines en France et en Angleterre.	Combats dans la tache de Taza.	Indépendance de l'Égypte. Marche de Mussolini sur Rome, montée du fascisme en Allemagne.
1923 : Proclamation de la République du Rif.	Étude internationale du statut de Tanger.	Grève générale en Espagne, coup d'État militaire. Grève dans la Ruhr contre l'occupation française. Victoire d'Atatürk. 100 000 travailleurs immigrés en France. Révolte des Druzes en Syrie.
1924 : Blocus français du Rif ; avance française dans l'Ouergha ; prise de Chaouen par l'armée du Rif.		Mort de Lénine ; le cartel des gauches au pouvoir à Paris, premier manifeste surréaliste ; premier engagement communiste pour Abdelkrim, suppression du *khalifat** en Turquie, création d'un régime parlementaire.
1925 : Attaque rifaine dans l'Ouergha. Création à Londres du Riff Committee. Seconde guerre franco-rifaine.	Départ de Lyautey du Maroc.	

Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
		Premier Congrès des travailleurs Nord-Africains en France ; création par le PCF d'un comité d'action contre la guerre du Rif, 5e Congrès de la IIIe Internationale ; négociations franco-espagnoles. Insurrection dans le djebel Druze : 7 000 morts, bombardement de Damas. Grève d'octobre.
1926 : Reddition et exil d'Abdelkrim. Réduction de la tâche de Taza. Fondation par les Espagnols d'Al Hoceima.		
		Révolte en Indochine. **1927** : Sultan Galiev arrêté. Boukharine éliminé. **1928** : Exil de Trotsky.
	1930 : Dahir berbère.	
		1930 : Démission de Primo de Rivera.
1931 : Mort à la Réunion de la mère d'Abdelkrim.		
		1931 : Démission d'Alphonse XIII, proclamation de la République espagnole. Lyautey dirige l'Exposition universelle de Paris. **1933-36** : Guerre civile en Espagne. **1934** : Franco quitte le Rif pour conquérir l'Espagne, mort de Lyautey. Doriot exclu du PCF.
	1934-37 : Plan de réformes au Maroc et premières réclamations nationalistes, début de la résistance politique urbaine, fin des derniers combats et de la pacification.	
		1935 : Breton rompt avec le PCF ; mort de Barbusse à Moscou. **1936** : Front populaire en France. **1938** : Mort d'Atatürk ; exécution de Boukharine.

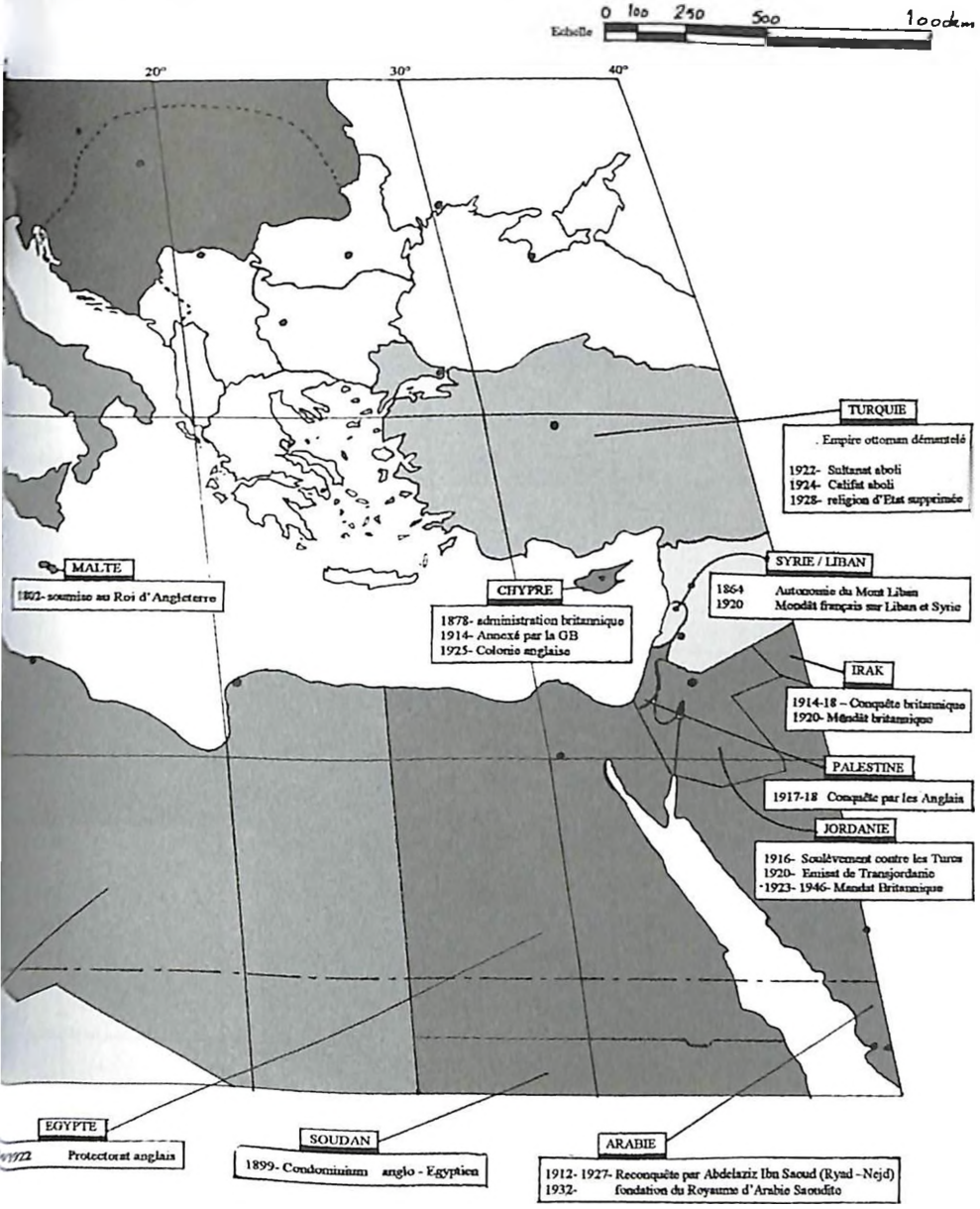
Rif/Abdelkrim	Maroc	Monde
		1939- 1944 : Seconde Guerre mondiale.
	1940 : Tanger incorporé dans la zone espagnole. **1944** : Manifeste de l'indépendance. **1945** : Tanger devient zone internationale.	
		1945 : Émeutes de Sétif en Algérie, révolte à Madagascar. **1947** : Les gros navires délaissent la Méditerranée et empruntent la route du Cap.
1947 : Départ d'Abdelkrim de la Réunion, accueil en Égypte.		
	1948 : Mohamed V demande l'indépendance du Maroc à Tanger.	
1948-1950 : Abdelkrim préside au Caire le comité du Maghreb.		
	1952 : Débuts de la lutte pour l'indépendance ; révolte ouvrière à Casablanca.	Assassinat de Ferhat Hached en Tunisie.
	1953 : Déposition du Sultan Mohamed V.	
1953 : Mort d'Abdesselem el Khattabi.		
		1954 : Bataille de Diên Biên Phu.
	1955 : Conférence d'Aix-les-Bains, retour du Sultan.	
		1955-1962 : Guerre d'Algérie.
	1956 : Proclamation de l'indépendance. **1958** : Conférence maghrébine à Tanger. **1959** : Scission du parti de l'Istiqlal, création de l'UNFP.	
1960 : Mohamed V rencontre Abdelkrim au Caire. **1962** : Mort d'Abdelkrim.		

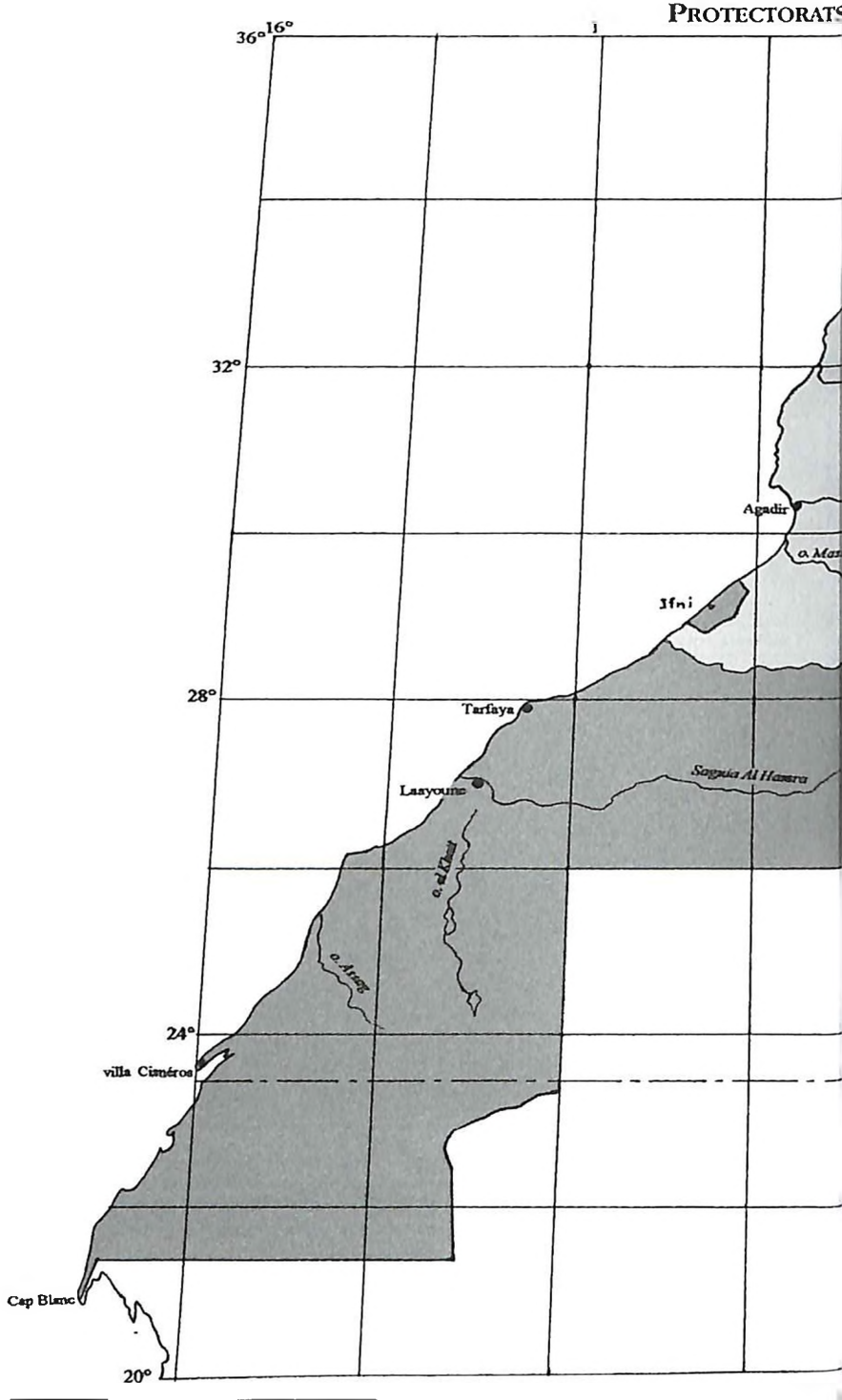
Cartes*

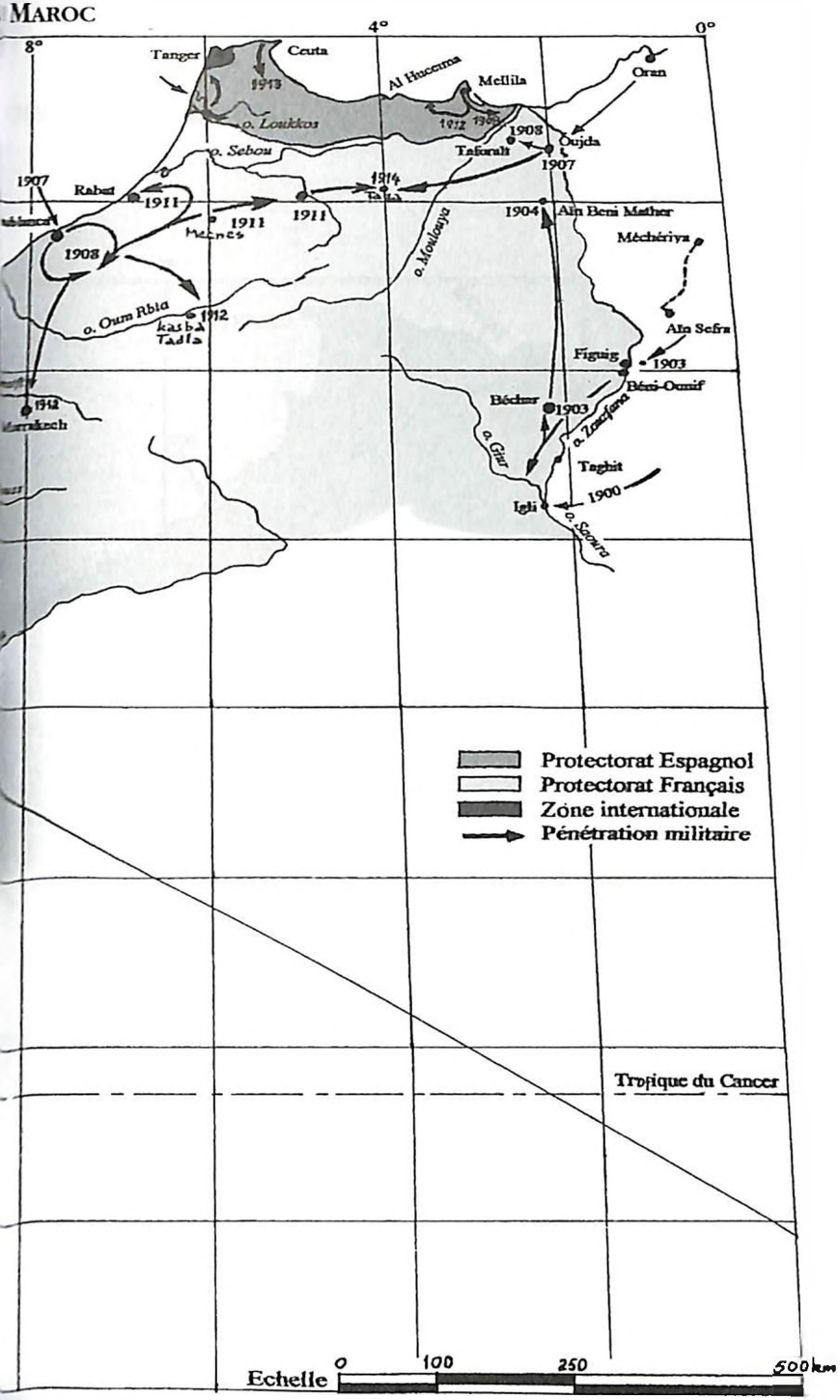
*Cartes réalisées par Majid Choukhaili

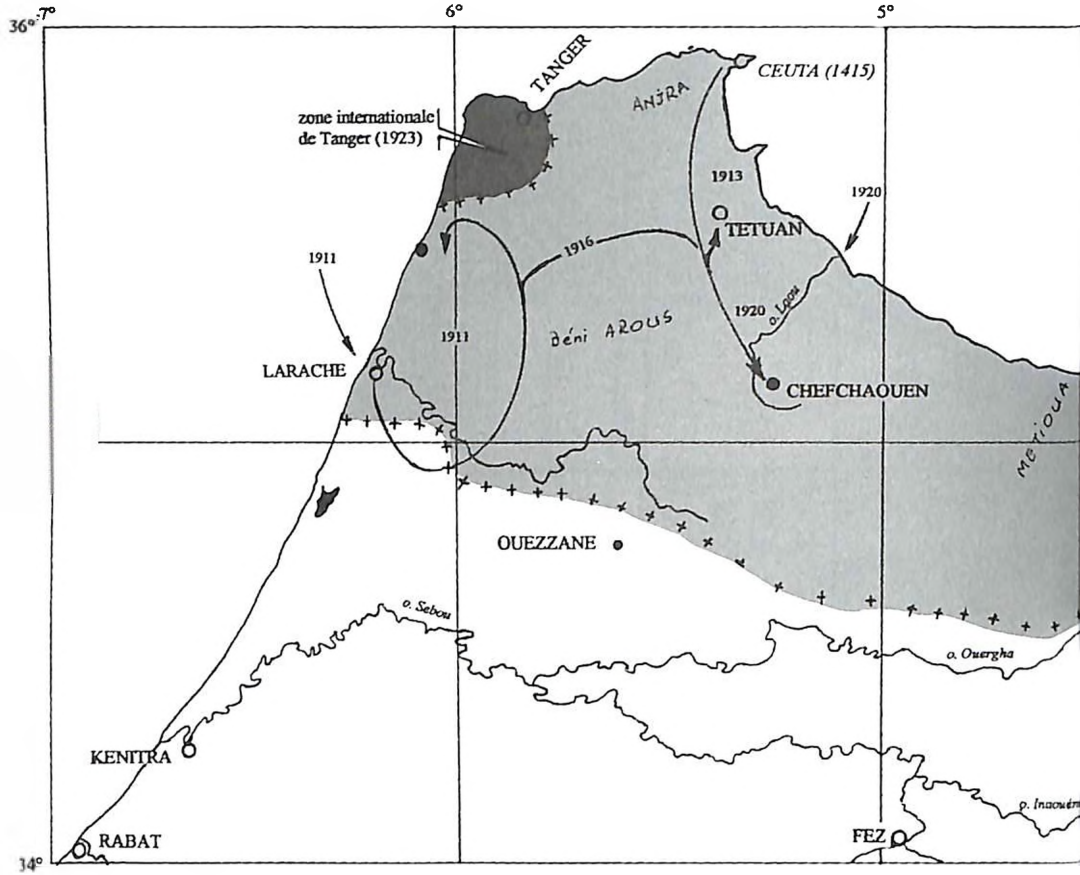

50°
20°
10°
0°
40°
30°
20°
TUNISIE
1881- Protectorat français
GIBRALTAR
1704- Pris par les Anglais
MAROC
1906 - Partage entre les Puissances
1912 - Traité du Protectorat
1912 - Délimitation zones Françaises et Espagnoles
MAURITANIE
1903- Protectorat français
1920- Colonie Française
ALGERIE
1830 Corps expéditionnaire français
1834 annexion à la France
NIGER
1819- Occupation Française
1901- Création du territoire du Niger
1922- Colonie Française
LYBIE
1912- Colonisation italienne
1915- Repli sur Tripoli et Homs
1916- retour des Turcs
1932- occupation italienne complète

LA MÉDITERRANÉE

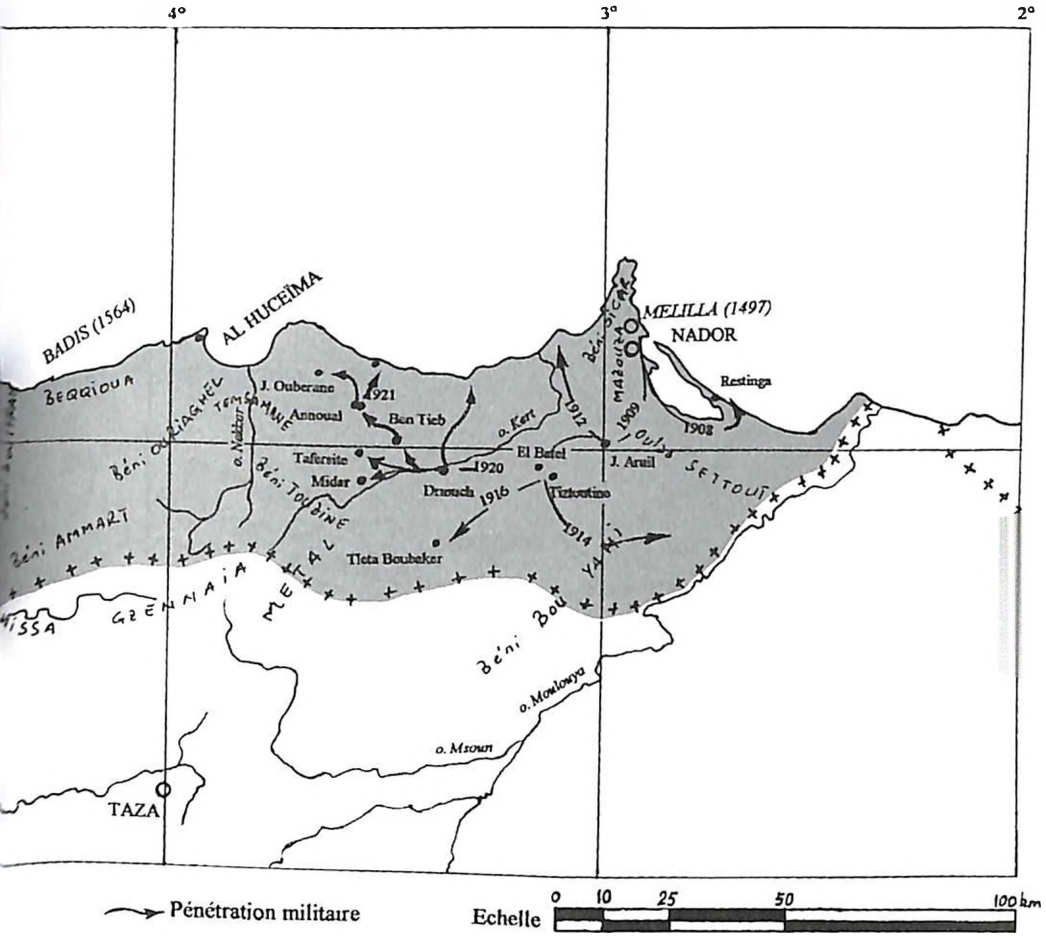


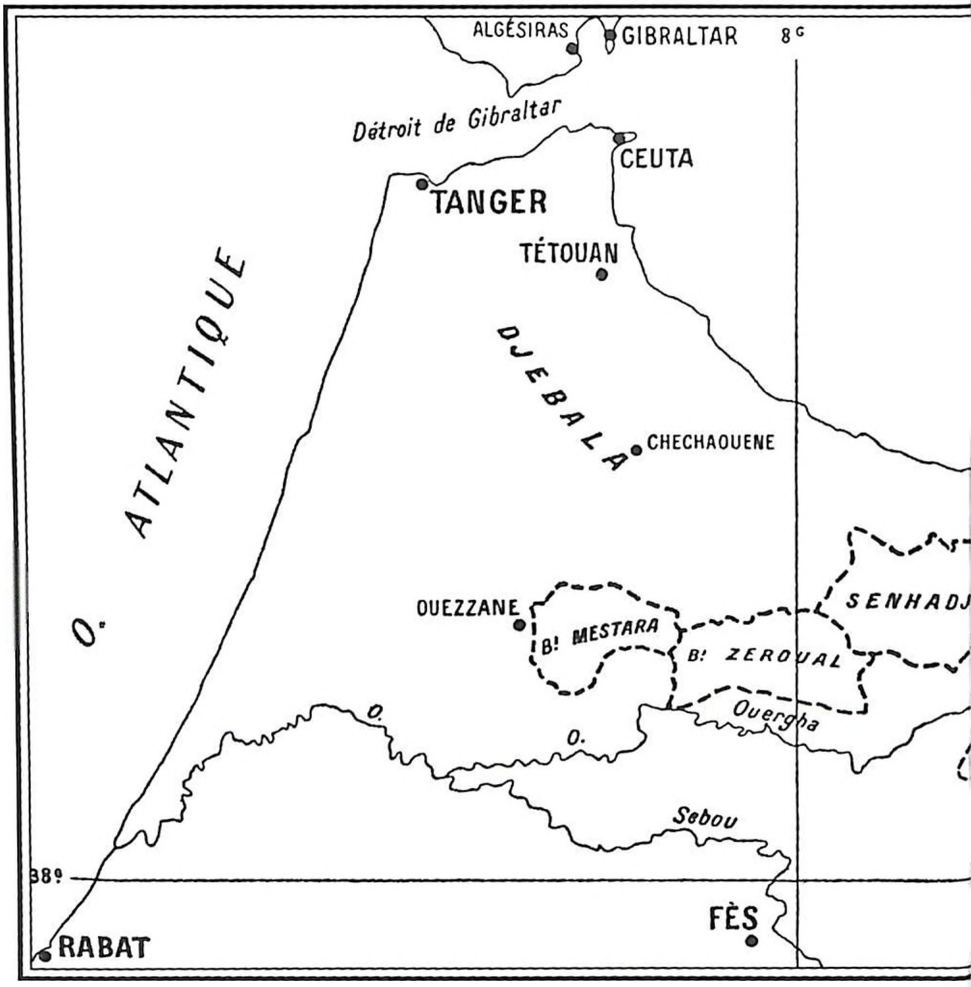

36°
16°
32°
28°
24°
20°
Agadir
Ifni
Tarfaya
Laayoune
Saguia Al Hamra
villa Cisnéros
Cap Blanc

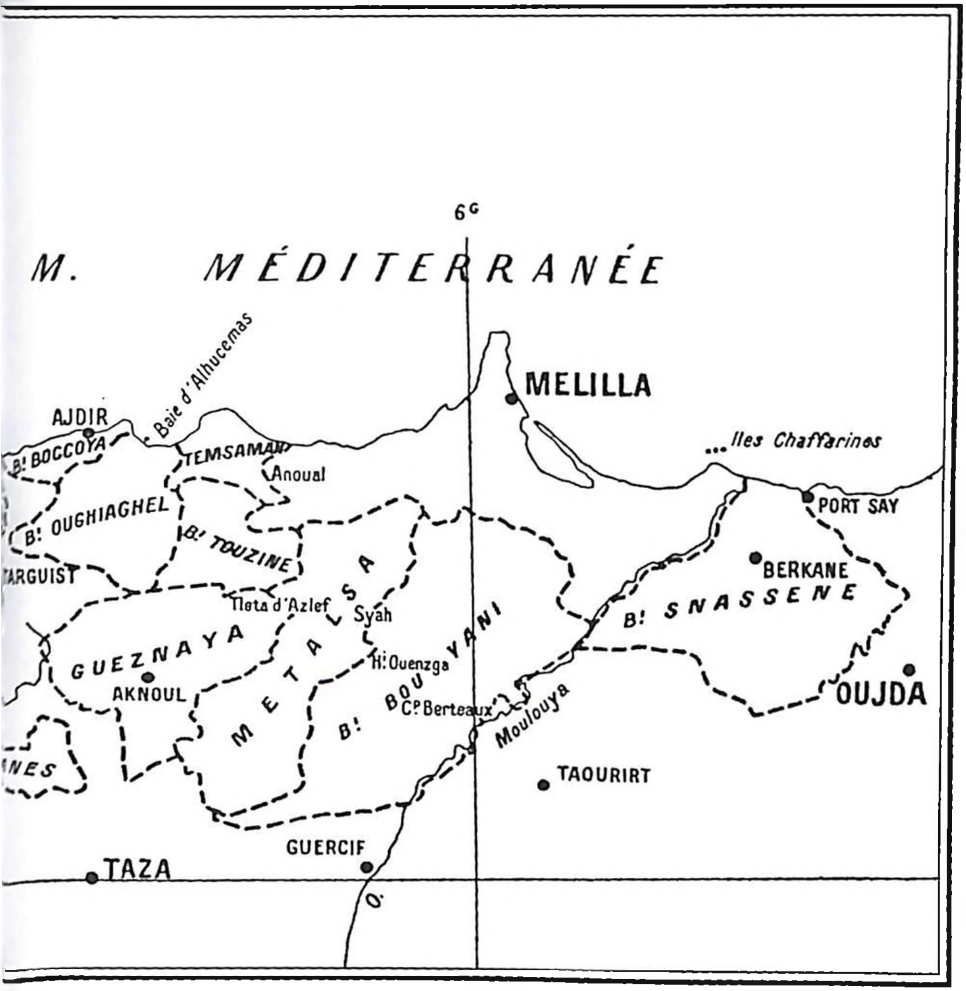

MAROC
8°
4°
0°
Tanger
Ceuta
1913
Al Hoceima
Melilla
Oran
o. Loukkos
1912
1909
1908
Oujda
o. Sebou
Taforalt
1907
1907
Rabat
1911
1914
1911
1911
Meknes
1904
Ain Beni Mather
Méchériya
1908
o. Oum Rbia
1912
kasba Tadla
o. Moulouya
Aïn Sefra
Figuig
1903
Béni-Ounif
1912
Marrakech
Béchar
1903
o. Zousfana
o. Ghir
Taghit
1900
Igli
o. Saoura
Protectorat Espagnol
Protectorat Français
Zone internationale
Pénétration militaire
Tropique du Cancer
Echelle
0
100
250
500 km


36°
7°
6°
5°
TANGER
zone internationale de Tanger (1923)
ANJRA
CEUTA (1415)
1913
1920
TETUAN
1916
1911
1911
Béni AROUS
1920
o. Laou
LARACHE
CHEFCHAOUEN
METIOUA
OUEZZANE
o. Sebou
o. Ouergha
KENITRA
RABAT
FEZ
34°

Nord du Maroc




ALGÉSIRAS
GIBRALTAR
8 G
Détroit de Gibraltar
CEUTA
TANGER
TÉTOUAN
O. ATLANTIQUE
DJEBALA
CHECHAOUENE
O.
OUEZZANE
B! MESTARA
B! ZEROUAL
SENHADJ
O.
O.
Ouergha
Sebou
38º
FÈS
RABAT


6G
M. MÉDITERRANÉE
Baie d'Alhucemas
MELILLA
AJDIR
B! BOCCOYA
TEMSAMAN
Anoual
... Iles Chaffarines
PORT SAY
B! OUGHIAGHEL
B! TOUZINE
ARGUIST
BERKANE
B! SNASSENE
Tleta d'Azlef
Syah
GUEZNAYA
METALSA
H! Ouenzga
B! BOUYANI
AKNOUL
Cp Berteaux
Moulouya
OUJDA
NES
TAOURIRT
GUERCIF
TAZA
O.

Glossaire

Âar : Opprobe, honte, soumission, appel à la clémence.
Abd : Esclave.
Ahzab : Factions.
Ahl ar ra'y : Élite.
Aid el Kébir : Grande fête après le Ramadan.
Ait Khattab : Fraction de cette tribu.
Al yaoumna hayoum lilhouroubi hayou : Hymne rifain.
Alim : Savant, docteur en théologie.
Amghâr : Chef de clan.
Amil : Gouverneur.
Amine : Contrôleur, chef de corporation, trésorier, personne de confiance.
Amir : Émir, chef de groupe religieux.
Amman : Pardon, amnistie.
Ariaz : Hommes vaillants, (en berbère du Rif).
Baraka : Bénédiction, miséricorde, grâce divine, signe de sainteté, pouvoir surnaturel.
Beia ou ba'ya : Allégeance, engagement du sultan, par extension, investiture.
Beni Ouriaghel, Ouriaghlis : Membres de la tribu d'Abdelkrim.
Bled Makhzen : Territoire soumis au sultan.
Bled siba : Territoire dissident.
Caballero : Chevalier.
Cadi : Juge.
Caïd : Gouverneur, chef de tribu ou de circonscription, chef d'armée.
Calife ou khalife : Représentant sur terre du prophète.
Cante Jondo : Chant andalou, ancêtre du flamenco.
Chèche : Turban.
Cheikh, plu. chioukhs : Chef administratif, chef de confrérie.
Cherif, pluriel chorfa : Descendants du prophète, familles de noblesse religieuse.

Choukhara : Serviette.
Choura : Consultation.
Chraa, charia : Droit islamique, loi islamique.
Dahir : Décret du sultan.
Daira : Amende.
Dariba : Impôt général.
Da'wa : Prédication.
Djihad : Guerre sainte.
Djellaba : Vêtement ample que l'on enfile par la tête.
Douar, plu. diours : Villages, campements.
El Andalous : Andalousie.
Émir : Prince.
Fatwa : Proclamation liée à une consultation religieuse.
Fès ou Fez : Calotte rouge
Fquih, pl. fuqaha : Jurisconsulte musulman, savant, clerc.
Goum, goumiers : Unités militaires coloniales.
Gourbi : Habitation sommaire.
Habous : Biens religieux.
Hakem : Préfet.
Harka : Expédition militaire, corps de troupe, campagne militaire.
Hassanis : Monnaie du temps d'Hassan Ier.
Hayat : Vie, voie, par extension parti.
Hijab : Voile.
Hizb, pl. ahzab : Parti.
Iman : Conducteur de prière, guide la communauté.
Istiqlal : Indépendance.
Jabla : Front.
Jamaa : Groupe, communauté, mosquée par extension, assemblée locale.
Jibla rifya : Front rifain.
Khadim : Serviteur.
Khalifa : Successeur, lieutenant, représentant.
Khalifat : La plus haute fonction religieuse musulmane, et par extension, représentation
Kharéjites : Secte religieuse qui fut puissante au Maghreb.
Khassa : Élite.
Khatib : Prêcheur, prédicateur, rhéteur, mais aussi secrétaire.
Khitab : Discours.
Kitab : Livre.
Latif : Prière collective pour prévenir une catastrophe, invocation.
Maâlem : Maître.

Mahakma : Tribunal.
Mahdi : Guide spirituel, messie.
Médersa : École.
Médina : Ville.
Mehalla : Camp ambulant du sultan ou d'un haut dignitaire, expédition militaire.
Makhzen : Forme de l'État marocain.
Marabout : Saint.
Mektoub : Que la volonté de Dieu soit faite.
Mendoub : Représentant sultanien.
Moudjahid, plu. moudjahiddines : Combattants.
Moulay Saha : Homme providentiel.
Msid : École coranique.
Moqqadem : Agent de l'administration.
Moussem : Foire, pèlerinage.
Nadir : Responsable de biens religieux.
Nahda : Renaissance.
Ould ou ben : Fils de.
Oumma : Communauté islamique.
Présides : Places fortes.
Pronunciamuento : Putsch.
Reconquista : Reconquête.
Régularès : Réguliers rifains enrôlés dans l'armée espagnole.
Rekka : Coureur.
Rezza : turban
Rhkam n'Abdrkrim : Commandement d'Abdelkrim.
Rogui : Rebelle, prétendant.
Salafya : Réformisme.
Siba : Dissidence.
Souks : Marchés.
Spahis : Régiment colonial.
Tertib : Impôt agricole.
Thawra : Révolution.
Tijane : Impôt sur le revenu.
Vizir : Ministre.
Wali : Gouverneur.
Yayia : Vive.
Zaim : Chef, leader.
Zakat : Taxe religieuse et coranique.
Zaouia : Confrérie.

Index des personnages

Abbas (Ferhat) 4, 81, 404
Abdelkader (émir) 8-12, 31-32, 68, 129, 207, 286, 380, 425
Abdelmalek (ben Mohieddine) 12, 68-69, 78, 85, 89, 113, 128-130, 133, 137, 139, 145, 168, 182, 424
Abdou (Mohamed) 81
Ageron (Charles-Robert) 43, 76, 178, 233-235, 259, 261-263, 283, 285, 316-317, 314-348, 387-390, 418, 420
Aguirre (Don Manuel) 114
Alain (Emile Chartier dit) 368
Aliouita 375
Allouche (el Beqquioui) 97-98, 127-129, 131, 134, 146, 155, 190
Al Moutaouakkil 25, 424
Alphonse XIII (d'Espagne) 63, 65, 68, 72, 78, 83, 92, 94, 96, 125, 143, 169, 174-176, 285, 321, 346, 365, 432
Ameziane (Chérif) 12, 57-60, 63, 65, 76, 82-84, 110, 118, 121, 428-429
Amghar 358
Amin (Ahmad) 377
Amine A. 42
Anis (Mohamed Ahmed) 262
Antonio (el Mécanico) 153
Aoui (Hussein Bey) 164, 308
Apollinaire (Guillaume) 229-230
Aragon (Louis) 17, 229
Arendt (Hannah) 7
Arnaud (Louis) 43, 73, 415
Arslan (Chakib) 127, 145, 164, 197, 365, 369, 373
Ataturk 81, 118, 127, 145, 188, 219, 307, 396, 401, 430, 432
Aubin (Eugène) 43, 73, 415
Aurès (Paul) 73, 411
Ayache (Albert) 315
Ayache (Germain) 42-44, 73-75, 78, 113-115, 145-147, 176-177, 179, 204-206, 262, 285, 315, 388, 410-411
Azana 374
Azemmouri (Thami) 180
Azerkane 12, 74, 97, 122, 129, 132, 134, 145, 160, 162, 174, 178, 197, 204-206, 243, 251, 313, 319, 324, 328-330, 332-333, 335, 340, 346, 351
Aznell (Gertrude) 303, 317, 328, 353
Aznell (John) 13, 160-162, 166, 178, 317, 363
Azparru (général) 113

Ba (Ahmed) 47, 50, 427
Badinter (Elisabeth) 235
Balle 323
Barbusse (Henri) 13, 232, 265, 275, 285, 298, 352, 367, 370, 419-420, 432
Baréa (Arturo) 78

Baréty (Léon) 13, 66, 78, 146, 161, 238, 256, 416
Barre (Raymond) 359
Barrès (Maurice) 231
Barry (capitaine) 160, 163, 274, 301-303
Barusch Victor 285
Basri (fquih) 387
Beaudelaire (Charles) 230
Beauffre (général) 417
Becker (J.J.) 234, 418
Belhadj (Hamou Lyazid) 122
Ben Abboud (Mohammed) 375
Ben Ali (Driss) 73
Benaim (Messaoud) 52
Benali (Ghailan) 30
Ben Barka (Mehdi) 4, 73, 179, 382, 384, 391
Ben Bella (Ahmed) 381
Ben Dadi (el Hadi) 165-166, 185
Ben Djilali 273, 284
Ben Driss (Mohamed) 43
Ben Ghabrit 53, 309
Ben Hamouch (Ali) 153
Benjelloun (Thérèse) 74
Benjelloun (Abdelmajid) 375
Ben Lakhdal (Mahmoud) 222, 226, 294, 352
Ben Mlih (Abdallah) 77
Ben Mohamed (Mohamed) 166
Bennani (Aziza) 43
Benoît (Pierre) 229
Ben Saïd (Driss) 12, 112, 126, 142-143
Ben Saïd (Mohamed) 143
Ben Slimane (Abdelkrim) 53
Ben Tabet (Abdelkrim) 375
Ben Ziane 121, 129, 134
Berenguer (Juan, général) 12, 72, 91-92, 94, 96, 98, 110, 112, 114-115, 123-125, 141-143, 200, 365
Bernard (Augustin) 43, 73, 415, 418
Berque (Jacques) 409
Berstein (Serge) 234, 418
Berthelot (Marcelin) 147, 255
Berton (André) 165, 307
Bertrand 144
Biondi (Jean Pierre) 43, 76, 233, 420
Blachère (Régis) 176
Blanc (Urbain) 183, 291
Blum (Léon) 75, 257, 263, 278, 285, 300, 420
Bonjean (Jacques) 43, 74, 180, 389, 415
Bonnet (Marguerite) 235, 420-421
Borah (sénateur) 301
Borodine 266, 363
Bouabid (Abderrahim) 382
Boubousha (Mohamed) 133, 146
Boudra 122, 155, 346, 350, 357, 364
Boufrahi (fquih) 343
Bouhout (caïd) 156
Bouillon (Franklin) 238
Boujibar (Mohamed) 12, 121-122, 132, 162, 165, 241, 251, 351, 386
Boukharine 362, 371, 432
Boulahia 351
Bourguiba (Habib) 375, 380
Bourmancé-Say (Daniel) 12, 17, 97-98, 114, 126-131, 134-135, 140-143, 145-146, 159, 169, 179, 245, 277, 304, 324, 331, 346, 351, 363, 372
Bournazel (Germaine de) 205, 418
Bournazel (Henri de) 191-192, 205, 249, 290, 344-345, 361-362, 418
Boutaleb (Brahim) 42
Braque 229
Breton (André) 13, 229, 232, 235, 276, 297-298, 312-313, 351-352, 362, 366, 368, 420-421, 432
Briand (Aristide) 128, 147, 161, 189, 239, 254, 257, 263, 270, 275, 284, 286, 301, 304, 313, 323, 326, 329-330, 350
Brignon (J.) 42
Brown (Kenneth) 114-115, 390

Brun 306
Bugeaud (général) 31, 281, 286, 300
Buré (Émile) 145, 179

Caballero (Francisco) 13, 83, 97
Cachin (Marcel) 222, 234, 313, 419
Caillé (Jacques) 77, 415
Cambell 194
Cambon (Henri) 74, 77-78, 178, 180, 205, 285, 315, 411, 414
Cambon (Jules) 69, 78, 285
Cannings (Gordon) 13, 17, 166, 195-196, 205, 260, 273-275, 280, 282, 284, 301-304, 313-314, 317, 319, 323, 326, 332, 353-354, 356, 402
Carrère d'Encausse (Hélène) 234, 419
Castelnau (général) 285
Castries (H. de) 259
Castro Giroua 167, 336
Catroux (général) 42, 262, 283, 416
Célarié (Henriette) 146, 204, 259, 261, 263, 284, 286, 318, 347-348, 417
Chaib (Ben Haj Thami) 150
Chamberlain 162, 196, 203, 205
Chapsal (Madeleine) 235
Charles-Roux (François) 77, 415
Chartier 135
Charvin (Robert) 233
Chateaubriand (René de) 23
Cheddi (Allouche, Caïd) 149, 246, 330, 335, 346, 364, 389
Cherif Mohamed 262, 317
Civantos (Don Manuel) 90, 114
Claudel (Paul) 276
Clayton (Anthony) 78, 204, 260, 283, 315, 418
Clémenceau (Georges) 34, 62, 71, 147, 216, 227, 291, 426
Clément (Jean François) 177
Clérisse (Henry) 417
Closterman (Pierre) 315
Cluzel 250
Coindreau (Roger) 114, 417
Comillas (markquis de) 59
Condamine de la Tour (lieutenant) 248
Coon (Carleton) 348
Corap (colonel) 338-344, 348
Couture 192
Crémadellis (Jacques) 284, 318, 347
Cruchet (René) 73-4, 415
Cunnygham 274

Daugan 267
Davico (Rosalba) 113, 262, 285
Déat 372
de Beaumarchais 97
de Chambrun (général) 190-191, 204, 242, 318
de Cuberville (commandant) 189, 204
de Gaulle (Charles) 372, 384
Delanöe (Guy) 77, 316, 387-388
de la Rosière (capitaine) 341
de Lattre de Tassigny 299
Delcassé 37
de Malmussi (marquis) 195, 203, 205, 348, 340
de Peretti (Antoine) 334
de Preux (vicomte) 333
Deroulède 35
Derkaoui (Abderrahmane, chérif) 70-71, 121, 182-183, 247-248, 299
de Saint Aulaire (comte) 249
de Sostoa (Francisco) 198, 205
Desportes (lieutenant) 331
Desprès (général) 302
de Taillis (Jean) 13, 113, 135, 143, 159, 166, 177-178, 333
de Tarde (G.) 146, 315
Diderot (Jacques) 228
Dinter (Pierre) 353
Djait (Hicham) 75
Djezairi 225, 228

Herriot (Edouard) 189, 196, 204-206, 209, 239, 250, 255, 259
Hervé (Gustave) 61, 63, 76, 361
Hitler (Adolf) 368
Hitmi 121, 165, 178, 304, 327, 330, 343
Ho Chi Minh 13, 16, 217, 219, 221, 225, 233-234, 266, 363, 379, 389, 399, 420, 430
Houel (Christian) 43, 73, 415
Hubert-Jacques 113, 145, 147, 204-206, 259-262, 283, 288, 315, 417
Hugo (Victor) 7, 228
Huot (général) 76, 134, 181, 251, 272
Ibos (général) 77, 344-345
Indave (général) 86
Isoart (Paul) 78, 113, 204, 234, 259, 263, 283, 285, 316, 347

Jalinov 218
Japrizot 75
Jarry (Alfred) 230
Jaurès (Jean) 9, 60, 62-63, 67, 74, 76-77, 209, 398-399, 420, 426-427, 430
Jean-Longuet (Robert) 334, 370
Jmahri 391
Jobert (Michel) 145, 421
Jonnart 147
Jordana (général) 89-90, 284
Juin (maréchal) 114, 417
Julien (Charles-André) 41, 43, 73, 115, 176, 179, 219, 233, 261, 409, 411, 414
Julliard (Jacques) 235, 414, 420

Kenz (Rudibert) 178
Khair-Eddine 81
Khaled (émir) 207, 278, 294, 307
Khamlichi (famille) 12, 32, 34, 41, 66, 71, 82, 95, 100, 121, 153, 160, 164, 189-190, 245, 299, 308, 339, 343
Kharchich (Mohamed) 77, 177-178, 205, 263, 283, 317, 388, 415
Khériro (Ahmed) 174, 189, 346, 350
Khider (Mohamed) 375, 380
Khierredine (Mourad) 41
Klein 241
Klems (Joseph) 17, 192, 199, 205-206, 304, 339, 351
Koulakssis (Ahmed) 77, 233-234, 263, 285, 420

Labonne (Erik) 373
Lacache (Bernard) 235, 418
Lacoste 192
Lacouture (Jean) 234, 388-391, 420-421
Ladreit de la Charrière (Jacques) 41-42, 113, 179, 260-261, 416
Lafarge 238
Lahbabi (Mohamed) 73
Lahjaoui (famille) 310
Lahlou (Abdelaziz) 241-242, 259, 279
Lamothe (général) 255
Lamrhili (Ahmed el Cohen) 74
Lapeyre (lieutenant) 248
La Rocque (lieutenant) 290
Laroui (Abdallah) 41, 43, 73-74, 76-77, 145, 179, 284, 361, 388-390, 406, 411
Latrach 81
Laure (colonel) 286, 315, 348, 388, 417
Lawrence d'Arabie 81, 160
Le Garrec (Evelyne) 235, 418
Legey (Georges) 259, 261, 263, 316, 409, 417
Lenine 212-215, 218-219, 223-224, 234, 268, 325, 367, 430-431
Leon 194
Letellier 13, 135, 159, 167

Le Tourneau 415
Levi-Provençal 41
Levy (Simon) 76
Lewis (Bernard) 41
Leygues (Goerges) 147
Liauzu (Claude) 43, 76, 233, 420
Lichars 419
L'Nsar Omar Abdou 178
Lopez-Garcia (Barnabé) 76, 421
Loseby (Frank) 363
Loti (Pierre) 235
Louskaia 410
Lozeray 296, 361, 367, 373
Luxembourg (Rosa) 35, 37-38, 43, 419
Lyautey (Hubert) 9, 13, 17, 42, 61, 64-68, 71-74, 78, 85, 126, 128, 131, 133-140, 145-147, 154, 167, 170, 181-184, 186-192, 196, 200, 202, 204, 206, 209-210, 225, 229-231, 238-239, 242-244, 246, 249-250, 252-256, 259-262, 268-270, 277, 279, 281, 283, 289-293, 300, 308, 315, 355, 362, 366, 369, 389, 394, 396-398, 400-401, 403, 407, 409, 416, 428-432
Lyautey (Pierre) 42, 259, 416
Lyazid (Belhadj Hamou) 122

Mac Donald 196-197, 205
Mac Lean 47-48
Madani 307
Madariaga (Maria Rosa de) 76, 78, 115, 145-146, 178-180, 205, 284-285, 389, 421
Ma el Ainin 62, 273
Mallarmé (Stéphane) 230
Malraux (André) 229, 266, 395
Malvy 257, 284, 301
Mandais 302
Manesman (frères) 38, 56, 63, 68, 96, 274
Mao Tsé Toung 16, 379, 390
Maran (René) 228
Marguerite (Victor) 223
Marin (Francisco) 52, 272, 280, 300, 321
Marina (général) 56
Marion-Gallois 174, 180
Marsillac (Jacques) 143, 186
Martinet (Guy) 42
Marty (André) 222, 263, 283, 352-353, 419
Marx (Karl) 32, 35, 43, 213, 228, 419
Massenet (général) 58
Masson (André) 325
Maurer (Gérard) 42
Mauriac (François) 276
Maurin (Joaquim) 146
Maurois (André) 42, 77, 146-147, 204, 315, 388, 416
Maurras (Charles) 131
Medboh (caïd) 12, 185-187, 190, 204, 248, 289, 299, 336, 339, 345, 350
Mekki 375
Méric (général) 315
Messali Haj 225, 353
Metral 323
Meyer (Jean) 76, 115, 180
Michaux-Bellaire (Edmond) 43
Miège (Jean Louis) 42, 75, 178, 206, 411
Millerand (Alexandre) 181, 183, 222
Millet (René) 43, 415
Miquel (André) 41
Moha ou Hamou 364
Mohamed V 363, 369, 373, 377, 380, 383-386, 391, 433
Mohammedi 149, 197, 346
Mongin (général) 325, 329, 331-332, 349, 354
Monjib (Maati) 4, 390
Montagne (Robert) 13, 19, 42, 75, 145, 169, 177, 179, 256, 262, 305,

317, 329, 338, 340-341, 347-349, 373, 375, 388-390, 417
Montaigne 228
Monteil (Vincent) 113, 178, 315, 348, 390, 417
Montès (Luis) 142
Montreynaud (Florence) 235, 418
Moralès (commandant) 106
Morineaud 238
Morsy (Magali) 205, 317, 390
Moulay Abdelaziz 12, 47-49, 53, 58, 415, 427-428
Moulay Hafid 12, 48, 52-53, 57-58, 61, 65, 74, 76-77, 143, 170, 176, 415, 428-429
Moulay Ismaël 26-27, 425
Moulay M'Hammed 47-48
Moulay Youssef 12, 65, 103, 134, 170, 186-188, 190, 204, 241, 244, 281, 286, 312, 327-328, 350-351, 363, 429
Mouliéras (Auguste) 43, 73-75, 415
Mowrer (Scott) 13, 179-180, 198-199, 206, 302, 308
Muller (Rolf Dieter) 178
Murat (prince) 287
Mussolini 195, 203, 368, 431

Naciri (Mekki) 375
Naciri (es slaoui) 74
Nadeau (Maurice) 235, 285, 420
Nahon (N.) 261
Napoléon Ier 31
Napoléon III 10, 42
Nasser (Abdel en) 378, 385
Naulin (général) 270, 290, 292, 299, 315
Navarro (général) 12, 102, 108-109, 112, 126-127, 167
Nakrouf (Younès) 41
Nicolson (sir Artur) 40
Nizan (Paul) 229, 367
Noguès (colonel) 311
Noulens 363
Novalis 408

O'Donnell (général) 32
Oms (Marcel) 41
Ouezzani (frères) 181, 339, 340-343
Oved (Georges) 113, 205, 233-234, 259, 262, 283-285, 316, 347-348, 388-389, 409, 418

Padegay 144
Painlevé (Paul) 128, 165, 237, 250, 255, 262, 269-271, 278-279, 283, 292, 296, 300-301, 313-314, 316, 323, 330, 416
Parent (Pierre) 306, 329-330, 335, 339-340, 343-344
Perdicaris 50, 74
Peretti (della Rocca) 165
Perrier 160
Pétain (Philippe) 13, 16, 146, 262, 269, 278-279, 281, 283, 285-286, 289-293, 296, 299, 306, 308, 310, 315, 320-321, 325, 329-331, 333, 335-336, 346-347, 356, 374, 380, 401, 416-418
Philippe (sénateur) 217
Picasso (Pablo) 229
Pinon (René) 316
Piquet (Victor, capitaine) 73, 415
Poincaré 165, 183, 188-189, 204, 352
Polomarès 252
Ponzo (Mlle) 174, 180, 193, 205
Popp (Miss) 375
Poulain 248
Prévert (Jacques) 229
Price (Ward) 196
Primo de Rivera 12, 142, 147, 168, 175, 180, 197-198, 200, 205, 241, 243, 250, 253, 262, 278-279, 285, 289, 298, 301, 321, 350-351, 365, 402, 432

Rabelais (François) 228
Raissouni 12, 50-52, 54, 60-61, 68, 70, 74, 90-92, 125, 141-142, 168, 174-175, 183, 189, 201-205, 239-240, 292, 339, 415, 428, 430
Raissouni (Khaled) 346, 364
Ratibor (prince) 68
Rebérioux (Madeleine) 10, 19, 77, 233, 418-420
Reilly (Sidney) 163
Renan (Ernest) 7, 54
Renaudel (Jean) 217, 234, 239, 257, 259, 269, 313, 370
Revilla 142
Reynaud (G.) 75
Riding 194
Rimbaud (Arthur) 227, 230
Riquelme (général) 55, 75, 85-86, 88, 113, 288
Rivet (Daniel) 41-42, 73, 75, 77-78, 113-114, 145-147, 176, 178-180, 204, 233, 259-262, 283-286, 315-318, 327, 347, 389, 409, 416
Robert 135, 146
Robichez (J.) 42
Roger-Mathieu 13, 41, 73, 76, 78, 113-114, 146, 177-180, 204-206, 247, 259-260, 263, 284, 311, 315-318, 346-348, 354-358, 388, 417
Rolland (Romain) 229, 231, 275
Romanones (comte de) 56, 59, 72, 76, 142, 176, 198, 364, 381, 421, 428
Rondot (Pierre) 330, 348
Ronsard (Pierre de) 228
Roosevelt 50
Rosenberger (Gérard) 42, 75

Saaf (Abdallah) 43, 283, 390, 419
Sabatier (André 295-296
Sagnes (capitaine) 354, 358-359
Sanchez Diaz (Roberto) 76, 115, 180
Saint Aulaire (comte de) 249
Saint-Jacques 326
San Jurgo (général) 108, 278, 292, 319, 340, 366
Samarkandi (Habib) 115
Saoud d'Arabie 375
Sarraut (Albert) 362
Say (Louis) 98, 114, 129-130
Schmidt (colonel) 192, 198, 274, 299, 339-340, 344-345
Schram (Stuart) 234, 419
Segalen 228
Semard (Pierre) 207, 259, 316, 326, 352, 373, 419
Serfaty (Abraham) 75, 390
Serrigny (général) 254, 262
Séverine 223, 235, 275, 326, 418
Shean (Vincent) 13, 17, 19, 201, 240-241, 243, 246-247, 259, 308, 373
Siddelbotton (Russel) 301
Simon (général) 335
Si Raho 260, 350
Sist (capitaine) 86-87
Skirej (Ahmed) 74
Slim (Mongi) 375
Soltzenberg 289
Souvarine (Boris) 225
Spencer (Oswald) 228
Staline 215, 223, 265, 283, 325, 362, 367, 370, 388
Steeg (Théodore) 73, 128, 145, 278, 300, 304-305, 319-321, 325, 328-330, 332, 335, 337, 340, 343, 347, 401, 415
Stora (Benjamin) 10
Suffren (capitaine) 341
Sweensly (commandant) 308
Sylvestre (général) 12, 91-94, 96, 98, 101-103, 105, 114, 130, 142, 169, 430

Tahiri (Mohamed) 386
Tahtaoui 81
Tazi (frères) 310, 318, 346

Tchang Kai Tcheck 210, 363
Tensamani (maalem) 157
Tensamani (Mohamed el Abdesselam) 122, 350
Tengour (Habib) 234
Terrasse (Henri) 43, 411
Thameur (Dr) 375
Tharaud (frères) 228
Thierry (capitaine) 131-133
Thorez (Maurice) 265, 294, 296, 326, 352, 367-368, 371, 389
Tidjani (chérif) 182, 299
Tito (Maréchal) 16, 379, 390
Tlemçani (Abdelaziz) 149
Torensend 194
Torrès (Abdelkhalek) 145, 375, 420
Torrès (Mohamed) 43, 74
Tozy (Mohamed) 73, 317, 390
Treint (Albert) 326, 352
Trostsky 218, 221, 223, 325, 362, 432

Urbain (Ismaël) 63

Vaillant-Couturier (Paul) 277, 367
Valensi (Lucette) 41
Valéry (Paul) 230
Vasseur 144
Vergès (Jacques) 359
Vérines (capitaine) 365, 389
Verley (Paul) 50, 74
Villedeuil (comte de) 30
Vilmorin (Jean de) 287

Weisberger (Dr) 43, 415
Weygand (général) 74, 182, 255, 411
Wilson (Thomas Woodrow) 217-218
Winock (Michel) 235, 420
Wolf (Jean) 145, 178, 206, 280, 286, 389-391, 421

Yacomo (Xavier) 75
Yacoubi (famille) 310
Youssef (Salah) 380
Youssoufi (Abderrahmane) 145, 177, 179, 284, 347, 385, 391

Zaharof (Basil) 163
Zerhouni 122
Zerhouni (Djilali, dit Bou Hamara) 12, 48, 52-53, 56-57, 68, 73, 82, 426-427, 429
Zerouali 346
Zinoviev 237, 249, 259, 268-270, 325-326
Zniber (Mohamed) 43, 114, 147, 262, 316, 348, 390, 409
Zniber (Khalil) 346

Table des matières

Préface 7

Principaux personnages 12

Introduction
L'homme qui chevaucha les nuages 15

Chapitre Ier
Une terre irréductible et convoitée 21

Chapitre II
Les mésaventures du cadi Abdelkrim 45

Chapitre III
Le phénix d'Anoual 79

Chapitre IV
Les rêves de la victoire 117

Chapitre V
Le Rif triomphant 149

Chapitre VI
La répétition générale 181

Chapitre VII
Des Français contre la guerre 207

Chapitre VIII
La deuxième guerre et la fin de Lyautey 237

Chapitre IX
L'été de tous les dangers 265

Chapitre X
L'orage gronde sur le Rif 287

Chapitre XI
Le baroud d'honneur 319

Chapitre XII
L'exil ou la légende des Ariaz 349

Épilogue 393

Annexes

Bibliographie 413
Chronologie 423
Cartes 435
Glossaire 445
Index 119